Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029



OCDE

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé deleurs frontières ou limites.

Les noms de pays et territoires employés dans ce document sont ceux qu'utilise la FAO.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Note de la Turquie
Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'Ile. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'Ile. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne
La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE/FAO (2020), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029*, Éditions OCDE, Paris/FAO, Rome, *https://doi.org/10.1787/ccc6f09c-fr*.

ISBN 978-92-64-63880-8 (imprimé)
ISBN 978-92-64-92512-0 (pdf)

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO
ISSN 1563-0455 (imprimé)
ISSN 1999-1150 (en ligne)

FAO
ISBN 978-92-5-132561-2 (print and PDF)

Crédits photo : Cover © Concept initial réalisé par Juan Luis Salazar. Adaptations par OCDE.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE/FAO 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : *http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation*.

Avant-propos

La pandémie de COVID-19 soumet les chaînes d'approvisionnement agricole et alimentaire mondiales à des pressions sans précédent. Elle a déjà provoqué des goulets d'étranglement dans les industries d'amont, la production agricole, la transformation alimentaire, les transports et la logistique, et suscité des modifications de grande ampleur de la demande de produits et services alimentaires. De plus, les mesures prises par les pays pour faire face au risque sanitaire omniprésent entraînent une contraction spectaculaire de l'économie qui touche les agriculteurs, les travailleurs et les consommateurs dans le monde entier. Pour les gouvernements, le défi consiste à appliquer un ensemble équilibré de mesures qui répondent aux besoins immédiats et créent les conditions d'une « reconstruction en mieux » du secteur. Devant les incertitudes suscitées par cette crise inattendue, les responsables politiques ont besoin de pouvoir accéder à des informations et des analyses pour éclairer leurs décisions.

L'OCDE et la FAO œuvrent de concert aux côtés de nombreuses autres organisations internationales pour répondre à ce besoin. Nous suivons de près l'évolution à court terme des marchés et de l'action publique. Au-delà des enjeux immédiats, nous étudions également les perspectives d'évolution à moyen terme des marchés et avons établi des projections de référence pour les dix prochaines années, en accordant une attention particulière aux lignes d'action envisageables pour créer les conditions de systèmes agricoles et alimentaires mondiaux plus productifs, durables et résilients.

Cette nouvelle édition des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO présente donc des projections de référence complètes à moyen terme concernant les marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles, ainsi qu'un premier scénario des répercussions du COVID-19. Cette analyse préliminaire indique que l'effondrement de la croissance économique en 2020 pourrait favoriser une nouvelle chute des prix des produits agricoles, au moins à brève échéance. Il en ressort en outre que, si les mesures visant à limiter la propagation du COVID-19 se révèlent efficaces et que l'économie mondiale amorce un rebond en 2021, la demande de produits agricoles et leurs prix retrouveront progressivement leur niveau de référence au cours des années suivantes. Dans l'hypothèse d'une croissance économique mondiale de 3.4 % par an et en l'absence de perturbations majeures du système commercial international, les Perspectives prévoient que la production agricole et halieutique progressera d'environ 1.4 % par an dans le monde durant la prochaine décennie. La productivité devrait continuer d'augmenter plus vite que la demande, et on prévoit que les prix réels de la plupart des produits examinés dans les Perspectives baisseront au cours des dix prochaines années.

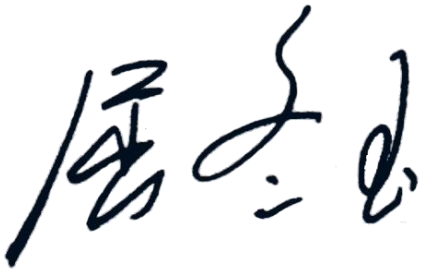
L'édition de cette année des Perspectives comporte de nouvelles synthèses régionales et prend en compte un plus large éventail de produits. Ces nouveautés en élargissent la portée et favorisent un dialogue actif entre nos organisations, les gouvernements et d'autres parties prenantes partout dans le monde.

Nous sommes déterminés à soutenir tous les efforts destinés à atténuer les perturbations considérables causées par la pandémie de COVID-19. Nous sommes tout aussi déterminés à promouvoir et soutenir les différentes façons dont l'agriculture fait vivre des centaines de millions de personnes dans le monde et favorise le bien-être d'une population planétaire appelée à atteindre 10 milliards à l'horizon 2050. Nous apportons notre concours à une prise de décision reposant sur des données concrètes dans les

exploitations et dans l'ensemble des systèmes agricole et alimentaire. Des décisions éclairées appuient nos efforts en vue d'une utilisation plus durable des terres, de l'eau et des ressources de la biodiversité, ainsi que notre action collective pour lutter contre le changement climatique.

Les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO apportent des éclairages qui, nous l'espérons, rendront les gouvernements mieux à même de prendre des décisions bien étayées, profitables à leurs citoyens comme à l'environnement et propices à la réalisation des Objectifs de développement durable.





Angel Gurría
Secrétaire général
Organisation pour le développement et co-opération économique

QU Dongyu
Directeur général
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Remerciements

Les *Perspectives agricoles 2020-2029* sont le fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les deux organisations mettent en commun leurs connaissances spécialisées sur les produits, les politiques et les pays, ainsi que les informations fournies par leurs pays membres, afin de produire chaque année une analyse des perspectives des marchés nationaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles de base pour la décennie à venir.

La présente édition des *Perspectives agricoles* a été préparée conjointement par les Secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

À l'OCDE, les personnes de la Direction des échanges et de l'agriculture qui ont contribué à l'élaboration du scénario de référence et à l'écriture du rapport sont : Marcel Adenäuer, Annelies Deuss, Armelle Elasri (coordonnatrice de la publication), Clara Frezal, Hubertus Gay (coordonnateur des *Perspectives*), Lee Ann Jackson (chef de Division), Gaëlle Gouarin, Claude Nenert, Ana-Maria Muresan et Grégoire Tallard, de la Division des échanges et des marchés agro-alimentaires, et, pour la pêche et l'aquaculture, Claire Delpeuch et Will Symes, de la Division des politiques agricoles et des ressources. Le Secrétariat de l'OCDE est reconnaissant à l'expert invité Zhuang Jiayu (Académie chinoise des sciences agricoles) pour sa contribution. L'analyse stochastique partielle repose sur les travaux de l'unité Aspects économiques de l'agriculture du Centre commun de recherche de la Commission européenne. Helen Maguire, Helia Mossavar-Rahmani et Michèle Patterson se sont chargées de l'organisation des réunions et de la préparation de la publication. L'assistance technique à la préparation de la base de données des Perspectives a été assurée par Karine Lepron, Samuel Pinto Ribeiro et Eric Espinasse. Beaucoup d'autres collègues du Secrétariat de l'OCDE et les délégués des pays membres ont apporté des commentaires utiles sur les versions préliminaires de ce rapport.

À l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les projections de référence et le rapport ont été préparés par les membres de la Division du commerce et des marchés (EST) sous la direction de Boubaker Ben-Belhassen (Directeur, EST) et Josef Schmidhuber (Directeur adjoint, EST), selon les orientations générales définies par Máximo Torero (Sous-directeur général, Département du développement économique et social) et par l'équipe de direction du Département du développement économique et social. L'équipe chargée des projections centrales se composait de Sabine Altendorf, Sergio René Araujo Encisco, Francesca Biasetton, Katia Covarrubias, Merritt Cluff, Ousmane Diabre, Aikaterini Kavallari, Holger Matthey (chef d'équipe), Svetlana Mladenovic et Irmak Yaka. Pour les produits halieutiques et aquacoles, l'équipe était constituée de Adrienne Egger, Pierre Madoux et Stefania Vannuccini du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, avec le soutien technique de Pierre Charlebois. Des conseils sur les questions relatives aux farines de poisson et à l'huile de poisson ont été fournis par Enrico Bachis de l'IFFO (The Marine Ingredients Organisation). La section sur le coton a bénéficié des données et des conseils techniques de Lorena Ruiz du comité consultatif international du coton. La section sur les bananes et les principaux fruits tropicaux a été réalisée par Sabine Altendorf et Pascal Liu. Thomasz Filipczuk et Salar Tayyib ont apporté des informations et une aide utiles concernant

les données de FAOSTAT. Francesco Tubiello a donné des conseils sur les émissions de gaz à effet de serre. Abdolreza Abbassian, Marco Artavia Oreamuno, ElMamoun Amrouk, Erin Collier, Shirley Mustafa, Peter Thoenes, G.A. Upali Wickramasinghe et Di Yang ont apporté leurs connaissances spécialisées sur les produits. Josef Schmidhuber et Mischa Tripoli ont contribué à l'encadré sur "Les innovations numériques façonnent les échanges agroalimentaires de demain". Nous remercions l'experte invitée Tracy Davids, experte invitée du Bureau pour la politique alimentaire et agricole de l'Université de Pretoria. L'assistance à la recherche et la préparation de la base de données ont été assurées par David Bedford, Julie Claro, Harout Dekermendjian, Alice Fortuna, Annamaria Giusti, Grace Maria Karumathy, Yanyun Li, Lavinia Lucarelli, Emanuele Marocco et Marco Milo. Cette édition a également bénéficié des commentaires d'autres collègues de la FAO et institutions des pays membres. Araceli Cardenas, Yongdong Fu, Jessica Mathewson, Raffaella Rucci et Ettore Vecchione ont fourni une aide précieuse pour les questions de publication et de communication.

Les dossiers régionaux ont bénéficié du soutien des bureaux régionaux de la FAO et du bureau de liaison pour l'Amérique du Nord. Nous remercions tout particulièrement Cheng Fang (REU), Jean Senahoun (RAF), Tamara Nanitashvili (RNE), David Dawe and Aziz Elbehri (RAP), Florian Dörr (FAOLOW).

Enfin, les informations et commentaires fournis par l'Association mondiale des planteurs de betteraves et de canne à sucre, le Comité consultatif international du coton, le Conseil international des céréales, l'Association internationale de l'industrie des engrais, la Fédération internationale du lait, la Marine Ingredients Organisation (IFFO) et l'Organisation internationale du sucre ont été très précieux.

Les *Perspectives agricoles* complètes, y compris la base de données documentée, qui comprend les séries chronologiques et les projections, peuvent être consultées sur le site internet commun de l'OCDE et de la FAO : http://www.agri-outlook.org/fr/. La publication *Perspectives agricoles 2020-2029* est disponible sur OECD iLibrary.

Table des matières

Avant-propos 3

Remerciements 5

Acronymes et abréviations 14

Résumé 19

1. Vue d'ensemble 22
   1.1. Introduction 23
   1.2. Consommation 26
   1.3. Production 41
   1.4. Échanges 56
   1.5. Prix 64
   1.6. Risques et incertitudes 68
   Références 84
   Notes 86

2. Dossiers régionaux 87
   2.1. Introduction 88
   2.2. Perspectives régionales : Asie et Pacifique 88
   2.3. Perspectives régionales : Afrique subsaharienne 95
   2.4. Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord 103
   2.5. Perspectives régionales : Europe et Asie centrale 110
   2.6. Perspectives régionales : Amérique du Nord 117
   2.7. Perspectives régionales : Amérique latine et Caraïbes 125
   Notes 132

3. Céréales 133
   3.1. Situation actuelle du marché 134
   3.2. Principaux éléments des projections 134
   3.3. Vue d'ensemble des projections des marchés des céréales 136
   3.4. Blé 140
   3.5. Maïs 141
   3.6. Riz 143
   3.7. Autres céréales secondaires 146
   3.8. Principales questions et incertitudes 147

4. Oléagineux et produits oléagineux 151
4.1. Situation du marché 152
4.2. Principaux éléments des projections 152
4.3. Prix 154
4.4. Production d'oléagineux 155
4.5. Trituration d'oléagineux et production d'huile végétale et de tourteaux protéiques 156
4.6. Consommation d'huile végétale 158
4.7. Consommation de tourteaux protéiques 160
4.8. Échanges 161
4.9. Principales questions et incertitudes 162

5. Sucre 165
5.1. Situation du marché 166
5.2. Principaux éléments des projections 166
5.3. Prix 168
5.4. Production 169
5.5. Consommation 172
5.6. Échanges 175
5.7. Principales questions et incertitudes 177
Notes 178

6. Viande 179
6.1. Situation du marché 180
6.2. Principaux éléments des projections 180
6.3. Prix 182
6.4. Production 183
6.5. Consommation 187
6.6. Échanges 190
6.7. Principales questions et incertitudes 191
Notes 192

7. Lait et produits laitiers 193
7.1. Situation du marché 194
7.2. Principaux éléments des projections 194
7.3. Prix 196
7.4. Production 197
7.5. Consommation 200
7.6. Échanges 200
7.7. Principales questions et incertitudes 202
Note 204

8. Produits halieutiques et aquacoles 205
8.1. Situation du marché 206
8.2. Principaux éléments des projections 206
8.3. Prix 208
8.4. Production 209
8.5. Consommation 212
8.6. Échanges 213
8.7. Principales questions et incertitudes 216

Notes 218

9. Biocarburants 219
9.1. Situation du marché 220
9.2. Principaux éléments des projections 220
9.3. Prix 222
9.4. Échanges 230
9.5. Principales questions et incertitudes 231
Notes 232

10. Coton 233
10.1. Situation actuelle du marché 234
10.2. Principaux éléments des projections 234
10.3. Prix 235
10.4. Production 237
10.5. Consommation 238
10.6. Échanges 240
10.7. Principales questions et incertitudes 241
Notes 243

11. Autres produits 244
11.1. Racines et tubercules 245
11.2. Légumineuses 247
11.3. Bananes et principaux fruits tropicaux 250
Notes 257

Annexe A. Glossaire 258

Annexe B. Méthodologie 263

Annexe C. Statistiques 268

GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Situation des principaux marchés 24
Graphique 1.2. Principales utilisations des produits de base, par activités 26
Graphique 1.3. Croissance annuelle de la demande des principaux groupes de produits 27
Graphique 1.4. Place de l'alimentation dans les dépenses des ménages, par catégories de revenus 28
Graphique 1.5. Consommation mondiale des principaux produits 30
Graphique 1.6. Utilisations des produits agricoles – Parts des calories, par catégories de revenus 30
Graphique 1.7. Consommation par habitant des principales catégories de produits alimentaires (en équivalents calories), par catégories de revenus 31
Graphique 1.8. Consommation par habitant des principales catégories de produits alimentaires (en équivalents protéines), par catégories de revenus 34
Graphique 1.9. Rapport entre alimentation animale et production 35
Graphique 1.10. Consommation mondiale de calories et de protéines dans l'alimentation animale 36
Graphique 1.11. Structure de l'utilisation d'aliments pour animaux, par catégories de revenus 37
Graphique 1.12. Part des biocarburants dans l'utilisation totale 38
Graphique 1.13. Autres utilisations en valeur absolue et en proportion de la consommation totale 40
Graphique 1.14. Tendances régionales de la production agricole, halieutique et aquacole 42
Graphique 1.15. Croissance mondiale de la production végétale 43

Graphique 1.16. Projections des rendements des cultures dans certains pays et régions en 2029 44
Graphique 1.17. Production animale mondiale 47
Graphique 1.18. Croissance de la production animale mondiale 48
Graphique 1.19. Variation des effectifs du cheptel laitier et des rendements entre 2020 et 2029 50
Graphique 1.20. Émissions directes de GES de la production animale et végétale, par activités 51
Graphique 1.21. Évolution annuelle de la production agricole et des émissions directes de GES, entre 2020 et 2029 52
Graphique 1.22. Évolution de l'utilisation des terres agricoles, 2017-19 à 2029 55
Graphique 1.23. Croissance du volume des échanges, par produit agricole 57
Graphique 1.24. Valeur des exportations agricoles et halieutiques par rapport à la production par région 60
Graphique 1.25. Part de la production échangée par produit 60
Graphique 1.26. Balances commerciales agricoles par région, en valeur constante 61
Graphique 1.27. Part des importations dans l'apport calorique total par région 62
Graphique 1.28. Pays exportateurs dépendants à plus de 25 % des marchés étrangers 63
Graphique 1.29. Evolution à long terme des prix des produits agricoles, en valeur réelle 65
Graphique 1.30. Projections de l'évolution de l'indice FAO des prix des produits alimentaires 66
Graphique 1.31. Variation annuelle moyenne des prix réels des produits agricoles, 2020-29 67
Graphique 1.32. COVID-19: Les voies de transmission au secteur agroalimentaire 70
Graphique 1.33. Hypothèses macroéconomiques du scénario COVID-19 72
Graphique 1.34. Évolution des prix nominaux de certains produits les premières années 73
Graphique 1.35. Consommation alimentaire en 2020/21 (scénario COVID-19 vs scénario de référence) 74
Graphique 1.36. Croissance de la population mondiale 79
Graphique 1.37. Revenu par habitant 80
Graphique 1.38. Taux de croissance annuels du PIB, 2020-2029 81
Graphique 2.1. Ralentissement de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région Asie et Pacifique 89
Graphique 2.2. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres dans la région Asie et Pacifique 92
Graphique 2.3. Production animale dans la région Asie et Pacifique 92
Graphique 2.4. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments dans la région Asie et Pacifique 93
Graphique 2.5. Balances commerciales agricoles de la région Asie et Pacifique, en valeur constante 93
Graphique 2.6. Valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole par habitant en Afrique subsaharienne 96
Graphique 2.7. Les écarts de prix importants du maïs dans la région indiquent une faible intégration des marchés 99
Graphique 2.8. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne 100
Graphique 2.9. Production animale en Afrique subsaharienne 100
Graphique 2.10. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments en Afrique subsaharienne 101
Graphique 2.11. Balances commerciales agricoles de l'Afrique subsaharienne 101
Graphique 2.12. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 105
Graphique 2.13. Tendances des taux d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 106
Graphique 2.14. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 107
Graphique 2.15. Production animale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 107
Graphique 2.16. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 108
Graphique 2.17. Balances commerciales agricoles de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 108
Graphique 2.18. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale 113
Graphique 2.19. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Europe et Asie centrale 114
Graphique 2.20. Production animale de la région Europe et Asie centrale 114
Graphique 2.21. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Europe et Asie centrale 115
Graphique 2.22. Balances commerciales agricoles par région 115

Graphique 2.23. Calories utilisées pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les biocarburants et d'autres fins en Amérique du Nord 120
Graphique 2.24. Tendances des parts des marchés d'exportation de certains produits en Amérique du Nord 121
Graphique 2.25. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Amérique du Nord 122
Graphique 2.26. Production animale en Amérique du Nord 122
Graphique 2.27. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments en Amérique du Nord 123
Graphique 2.28. Balances commerciales agricoles en Amérique du Nord 123
Graphique 2.29. Tendances des parts de la région Amérique latine et Caraïbes dans les exportations 127
Graphique 2.30. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Amérique latine et Caraïbes 128
Graphique 2.31. Production animale en Amérique latine et dans les Caraïbes 128
Graphique 2.32. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Proche-Orient et Afrique du Nord 129
Graphique 2.33. Balances commerciales agricoles de la région Amérique latine et Caraïbes 129
Graphique 3.1. Prix mondiaux des céréales 135
Graphique 3.2. Les acteurs des marchés mondiaux des céréales en 2029 137
Graphique 3.3. Contribution régionale à la hausse de la production de céréales, 2017-19 à 2029 138
Graphique 3.4. Consommation de céréales dans les pays développés et en développement 138
Graphique 3.5. Stocks et ratio stocks/consommation de céréales à l'échelle mondiale 139
Graphique 3.6. Volumes des échanges mondiaux de céréales par produit 140
Graphique 4.1. Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région 153
Graphique 4.2. Évolution des prix mondiaux des oléagineux 155
Graphique 4.3. Production d'oléagineux par région 156
Graphique 4.4. Production de tourteaux protéiques et d'huile végétale par variété 158
Graphique 4.5. Quantité d'huile végétale alimentaire disponible par habitant dans les principaux pays 158
Graphique 4.6. Proportion des huiles végétales utilisées dans la production de biodiesel 159
Graphique 4.7. Croissance annuelle moyenne de la consommation de tourteaux protéiques et de la production animale (2020-29) 160
Graphique 4.8. Part des exportations dans la production totale d'oléagineux et de produits oléagineux des trois plus gros pays exportateurs 162
Graphique 5.1. Production et consommation par habitant d'édulcorants caloriques à l'échelle mondiale, en 2017-19 et en 2029 167
Graphique 5.2. Évolution des prix mondiaux du sucre 169
Graphique 5.3. Production des cultures sucrières dans le monde 170
Graphique 5.4. Production de sucre par type de culture 172
Graphique 5.5. Demande de sucre par habitant dans les principaux pays et régions 173
Graphique 5.6. Part de l'isoglucose dans la consommation d'édulcorants des principaux pays consommateurs, par habitant 174
Graphique 5.7. Exportations de sucre des grands pays et régions 175
Graphique 5.8. Importations de sucre des grands pays et régions 176
Graphique 6.1. Prix mondiaux de la viande 181
Graphique 6.2. Indice du coût de l'alimentation animale et ratios entre le prix nominal de la viande et celui de l'alimentation animale 183
Graphique 6.3. Croissance de la production par région et par type de viande 184
Graphique 6.4. Production de viande porcine 186
Graphique 6.5. Plus fortes augmentions/diminutions de la consommation de viande par habitant, par type de viande 188
Graphique 6.6. Influence des revenus sur la consommation de viande par habitant par région 189
Graphique 7.1. Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés, en extrait sec de lait 195
Graphique 7.2. Prix des produits laitiers, 1999-2029 197
Graphique 7.3. Variation annuelle des effectifs du cheptel laitier et des rendements entre 2019 et 2029 198
Graphique 7.4. Production et rendements laitiers dans un certain nombre de pays et de régions 199
Graphique 7.5. Exportations de produits laitiers par région 201
Graphique 7.6. Importations de produits laitiers par région 202
Graphique 8.1. Production halieutique et aquacole mondiale 207
Graphique 8.2. Prix mondiaux des produits halieutiques et aquacoles 208
Graphique 8.3. Croissance de la production halieutique mondiale par continent 210

Graphique 8.4. Pourcentage de la production totale de farine de poisson fabriquée à partir de résidus de poisson 211
Graphique 8.5. Part de l'aquaculture et de la pêche dans l'offre totale de poisson destiné à la consommation humaine – 2017-19 et 2029 212
Graphique 8.6. Consommation de poisson par habitant – 2017-19 et 2029 213
Graphique 8.7. Exportations de poisson destiné à la consommation humaine, par principaux exportateurs, en 2017-19 et 2029 214
Graphique 8.8. Importations de poisson destiné à la consommation humaine, par principaux importateurs, en 2017-19 et 2029 215
Graphique 9.1. Evolution de la demande de biocarburants dans les grandes régions 221
Graphique 9.2. Évolution des prix des biocarburants et des matières premières qui les composent 222
Graphique 9.3. Production mondiale de biocarburants à partir de produits de base traditionnels et avancés 224
Graphique 9.4. Évolution du marché mondial de l'éthanol 226
Graphique 9.5. Production chinoise d'éthanol et stocks de maïs en fin de campagne 227
Graphique 9.6. Essor du marché mondial du biodiesel 229
Graphique 9.7. Des échanges de biocarburants dominés par une poignée d'acteurs mondiaux 231
Graphique 10.1. Acteurs mondiaux sur les marchés du coton (2029) 235
Graphique 10.2. Prix mondiaux du coton 236
Graphique 10.3. Production, consommation et stocks de coton dans le monde 237
Graphique 10.4. Rendements et surface consacrée au coton dans les principaux pays producteurs 238
Graphique 10.5. Évolution historique de la consommation de fibres textiles 239
Graphique 10.6. Consommation des filatures de coton par région 240
Graphique 10.7. Exportations de coton en Afrique subsaharienne 241
Graphique 11.1. Les acteurs des marchés mondiaux des racines et tubercules (2029) 247
Graphique 11.2. Consommation humaine de légumineuses par habitant sur chaque continent 249
Graphique 11.3. Perspectives mondiales de la banane 253
Graphique 11.4. Consommation mondiale des principaux fruits tropicaux 254

TABLEAUX

Tableau 2.1. Indicateurs régionaux : Asie et Pacifique 94
Tableau 2.2. Indicateurs régionaux : Afrique subsaharienne 102
Tableau 2.3. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord 109
Tableau 2.4. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale 116
Tableau 2.5. Indicateurs régionaux : Amérique du Nord 124
Tableau 2.6. Indicateurs régionaux : Région Amérique latine et Caraïbes 130
Tableau 3.1. Marchés mondiaux des variétés de riz Indica et Japonica 144
Tableau 3.2. Consommation de riz par habitant 145
Tableau 9.1. Classement des producteurs de biocarburants et principales matières premières 223

Suivez les publications de l'OCDE sur :

http://twitter.com/OECD_Pubs

http://www.facebook.com/OECDPublications

http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871

http://www.youtube.com/oecdilibrary

http://www.oecd.org/oecddirect/

Ce livre contient des...

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks . Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : http://dx.doi.org, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Suivez FAO sur :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

www.twitter.com/FAOstatistics
www.twitter.com/FAOnews

www.linkedin.com/company/fao

www.facebook.com/UNFAO

www.youtube.com/user/FAOoftheUN

Acronymes et abréviations

ACEUM	Accord Canada-États-Unis–Mexique
AECG	Accord économique et commercial global
AFAT	Agriculture, foresterie et autres affectations des terres
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMIS	Système d'information du marché agricole
APE	Accords de partenariat économique
BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CCC	Commodity Credit Corporation (États-Unis)
CCIC	Comité consultatif international du coton
CO2	Dioxyde de carbone
EISA	Energy Independence and Security Act of 2007 (Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques) (États-Unis)
El Niño	Phénomène climatique lié à la température des grands courants marins
EPA	Environmental Protection Agency (Agence pour la protection de l'environnement) (États-Unis)
epc	Equivalent poids carcasse
é.s	Équivalent poids sec
est	Estimation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FOB	Franco à bord (prix à l'exportation)
g	gramme
GES	Gaz à effet de serre
Gt éq. CO2	Giga tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone
ha	Hectare
IPC	Indice des prix à la consommation
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
kg	Kilogramme
kha	Millier d'hectare
Kt	Kilotonne
kUSD	Millier de dollars des États-Unis
lb	Livre (poids)
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
Mha	Million d'hectares
Mn	Million
Mn L	Million de litres
Mrd	Milliard

Mrd L	Milliard de litres
Mt	Million de tonnes
Mt CO2 eq	Million de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OIS	Organisation Internationale du Sucre
PAC	Politique agricole commune (Union européenne)
pac	Prêt à cuire
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PTPGP	Accord de partenariat transpacifique global et progressiste
p.v.	Poids vif
RFS / RFS2	Renewable Fuel Standard (norme sur les carburants renouvelables ; loi des États-Unis sur la politique de l'énergie)
t	Tonne métrique
t/ha	Tonne/ha
tq	Base tel quel (sucre)
UE	Pays membres de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis

Monnaies

ARS	Peso argentin
AUD	Dollars australien
BRL	Real brésilien
CAD	Dollar canadien
CLP	Peso chilien
CNY	Yuan renminbi
EGP	Livre égyptienne
EUR	Euro (Europe)
GDP	Livre sterling
IDR	Roupie indonésienne
INR	Roupie indienne
JPY	Yen japonaise
KRW	Won coréenne
MXN	Peso mexicain
MYR	Ringgit malaysien
NZD	Dollar néo-zélandais
PKR	Roupie pakistanaise
RUB	Rouble russe
SAR	Riyal saoudien
THB	Bhat thaïlandaise
UAH	Hryvna ukrainian
USD	Dollar des États-Unis
ZAR	Rand sud africain

Listes des groupes de pays et territoires de l'Annexe statistique

Région	Catégorie	Pays
Amérique du Nord	Développés	Canada, États-Unis
Amérique latine	En développement	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)
Europe	Développés	Albanie, Andorre, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Union européenne[1], Îles Féroé, Islande, Monaco, Monténégro, Norvège, République de Moldavie, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Serbie-et-Monténégro, Suisse, Macédoine du Nord, Ukraine, Royaume-Uni
Afrique	Développés	Afrique du Sud
	En développement	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Togo, Tunisie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sahara occidental, Zambie, Zimbabwe
Asie	Développés	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Israël, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan
	En développement	Afghanistan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), République populaire de Chine, République populaire démocratique de Corée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Territoire palestinien occupé, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, Corée, Arabie saoudite, Singapour, Sri Lanka, République arabe syrienne, Taipei chinois, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Émirats arabes unis, Viet Nam, Yémen
Océanie	Développés	Australie, Nouvelle-Zélande
	En développement	Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nouvelle-Calédonie, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis et Futuna
PMA[2]		Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Timor-Leste, Togo, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie
BRICS		Afrique du Sud, Brésil, République populaire de Chine, Inde, Fédération de Russie

1. Désigne l'ensemble des États membres de l'Union européenne à l'exception du Royaume-Uni.
2. Les pays les moins avancés (PMA) sont un sous-groupe des pays en développement.
Source: FAO, http://www.fao.org/faostat/en/#definitions.

Listes des groupes régionaux de pays et territoires

Région	Sous-région	Pays
Amérique latine et Caraïbes		Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Paraguay, Pérou
	Amérique du Sud et centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, El Salvador Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Porto Rico, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)
Amérique du Nord		Canada, États-Unis
Afrique sub-saharienne		Éthiopie, Nigéria, Afrique du Sud
	Afrique moins avancée	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda , Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zambie
	Autre Afrique subsaharienne	Botswana, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Eswatini, Gabon, Ghana, Kenya, Maurice, Namibie, Seychelles,, Sahara occidental, Zimbabwe
Europe et Asie centrale		Union européenne (Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède), Israël, Kazakhstan, Norvège, Fédération de Russie, Suisse, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
	Europe de l'Est	Albanie, Andorre, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Îles Féroé, Islande, Monaco, Monténégro, République de Moldova, Saint-Marin, Serbie, Serbie-et-Monténégro, Macédoine du Nord
	Asie centrale	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan
Proche-Orient et Afrique du Nord		Égypte, Iran (République islamique d'), Arabie saoudite
	Afrique du Nord moins avancée	Mauritanie, Soudan
	Autre Afrique du Nord	Algérie, Libye, Maroc, Tunisie
	Autre Asie occidentale	Bahreïn, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Territoires palestiniens occupés, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Émirats arabes unis, Yémen
Asie-Pacifique		Australie, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Malaisie, Pakistan, Philippines, Corée, Thaïlande, Viet Nam
	Asie moins avancée	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Myanmar, Cambodge, République démocratique populaire lao, Népal, Timor-Leste
	Autres pays en développement d'Asie	Brunei Darussalam, République populaire démocratique de Corée, Hong Kong (Chine), Macao (Chine), Maldives, États fédérés de Mongolie, Singapour, Sri Lanka, Taipei chinois
	Océanie	Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Îles Wallis et Futuna

Résumé

Les *Perspectives agricoles 2020-2029* sont le fruit de la collaboration entre l'OCDE et la FAO. Elles ont été préparées avec l'aide d'experts de leurs pays membres et d'organisations spécialisées dans les produits agricoles de base, et présentent une analyse consensuelle de ce que devrait être l'évolution, dans les dix ans à venir, des marchés des produits agricoles et du poisson aux niveaux national, régional et mondial. Les projections de référence mettent en évidence les tendances économiques et sociales fondamentales qui influencent le secteur alimentaire mondial.

Pour l'essentiel, les projections de référence n'ont pas été modifiées à la suite des conditions inattendues engendrées par la pandémie de COVID-19 en cours, mais elles n'en constituent pas moins un bon point de départ pour évaluer les impacts potentiels de celle ci. Un premier scénario a été simulé pour examiner les retombées immédiates de la pandémie sur les marchés agricoles mondiaux. Dans cette simulation, les projections concernant les premières années de la période de projection ont été adaptées au moyen d'indicateurs des effets macroéconomiques initiaux. Les projections de référence relatives aux années suivantes sont conformes aux facteurs et tendances économiques de fond qui influent sur les marchés agricoles mondiaux

Au cours de la décennie à venir, l'importance relative de la consommation de produits destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale et à la fabrication de biocarburants restera globalement inchangée, aucun bouleversement majeur de la structure de la demande de produits agricoles n'étant attendu. L'augmentation de la population mondiale reste le principal facteur de croissance, même si les profils de consommation et les tendances projetées varient d'un pays à l'autre selon leur niveau de développement.

Les dépenses par habitant destinées à l'alimentation sont globalement en hausse, mais elles diminuent en pourcentage des revenus, surtout dans les pays à revenu intermédiaire. D'après les projections, la disponibilité alimentaire moyenne par habitant atteindra environ 3 000 kcal et 85 g de protéines par jour en 2029 ; les matières grasses et les aliments de base représenteront près de 60 % des calories supplémentaires. C'est de loin la consommation de matières grasses qui devrait connaître le taux de croissance le plus élevé (9%) au cours de la décennie à venir. Étant donné que la consommation de produits d'origine animale, de matières grasses et d'autres aliments continue de gagner du terrain à l'échelle mondiale, la part des aliments de base dans le panier alimentaire devrait quant à elle se contracter d'ici 2029 pour toutes les catégories de revenus.

Le niveau des revenus n'étant pas le même partout et les projections de croissance étant différentes selon les pays, il en résulte que les profils alimentaires devraient diverger au cours des dix prochaines années. En particulier, les consommateurs des pays à revenu intermédiaire devraient utiliser leur surcroît de revenu pour substituer des aliments de plus grande valeur aux aliments de base. Dans les pays à revenu élevé, les préoccupations environnementales et relatives à la santé favoriseront probablement une transition des sources animales de protéines vers d'autres sources de protéines, ainsi que, plus immédiatement, le remplacement de la viande rouge, notamment la viande bovine, par la volaille et le poisson.

L'augmentation de la consommation d'aliments pour animaux est principalement due à l'expansion constante des troupeaux et de la production aquacole dans les pays à revenu intermédiaire et à bas revenu. Les *Perspectives* tablent sur une nouvelle intensification de l'élevage et de la production de poisson, laquelle, conjuguée aux gains d'efficience permanents dans l'alimentation animale, se traduit par une relation globalement fixe entre la production animale destinée à l'alimentation humaine et les besoins des animaux en calories et en protéines au cours de la décennie à venir. La composition des rations alimentaires varie sensiblement entre les pays selon que leur revenu est élevé, intermédiaire ou bas, du fait que les écarts entre leurs technologies de production persistent.

La consommation de produits agricoles primaires imputable aux biocarburants ne devrait pas s'accroître de manière significative par rapport au niveau actuel, principalement du fait que le rôle des biocarburants dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre diminue et que la consommation d'essence à faible teneur en biocarburant régresse dans deux des principaux marchés de l'éthanol, à savoir les États Unis et l'Union européenne.

Environ 85 % de l'augmentation de la production végétale mondiale dans les dix prochaines années devrait être attribuée à une hausse des rendements résultant d'une intensification de l'utilisation d'intrants, d'investissements dans les technologies de production et d'une amélioration des pratiques culturales. La poursuite de l'intensification de l'utilisation des terres passant par une multiplication des récoltes annuelles expliquera quant à elle une augmentation de 10 % de la production végétale, tandis que l'agrandissement des superficies arables ne devrait y contribuer qu'à hauteur de 5 % et jouera un rôle beaucoup plus limité qu'au cours de la décennie écoulée, ce qui améliorera la durabilité de l'agriculture.

Au cours de la période de projection, la production animale mondiale devrait croître de 14 %, encouragée par des prix modestes de l'alimentation animale et des prix des produits stables qui assurent une marge bénéficiaire rémunératrice aux producteurs. La volaille reste le type de viande dont la production connaît la plus forte croissance, représentant à peu près la moitié de la hausse de la production totale de viande annoncée par les projections. L'accroissement de la production de viande porcine sera en grande partie concentré en Chine, qui devrait se remettre de l'épizootie de peste porcine africaine d'ici 2025. L'aquaculture devrait poursuivre son expansion et ravir à la pêche sa place de première source mondiale de poisson d'ici 2024.

Si l'on part du principe que les politiques et technologies actuelles restent inchangées, il découle des projections de la production que les émissions directes de gaz à effet de serre (GES) augmenteront de 6 % au cours de la période considérée. L'élevage représentera 80 % de cette augmentation. L'adoption à grande échelle de technologies de réduction des GES pourrait conduire à une nouvelle réduction de l'intensité carbone de la production agricole. Géographiquement, la majeure partie de la hausse des émissions directes devrait être imputable aux régions émergentes et à bas revenu, car l'augmentation de leur production sera plus sensible alors que leurs systèmes de production sont plus intensifs en émissions.

Les échanges mondiaux de produits agricoles primaires ne progresseront que marginalement par rapport à la production, car en l'absence de changements de l'action publique les favorisant, ils seront en grande partie déterminés pas la taille totale du marché. Ils devraient jouer un rôle de plus en plus important dans la sécurité alimentaire des pays manquant de ressources, les importations représentant une grande partie de la totalité des calories et des protéines consommées. Pour les exportateurs, les échanges sont indispensables à la vie économique des zones rurales. Aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs, il est essentiel que le système commercial international soit prévisible et fonctionne bien.

Les prix réels de la plupart des produits étudiés devraient baisser, ce qui donne à penser, compte tenu des hypothèses retenues dans les présentes *Perspectives*, que les facteurs propices à leur diminution (principalement les améliorations de la productivité) auront plus d'influence que ceux qui favorisent une hausse, comme les contraintes de ressources et l'augmentation de la demande suscitée par la croissance de la population et des revenus.

En avril 2020, les experts se sont accordés à penser que la maladie à COVID–19 entraînerait une contraction de l'offre et de la demande de produits agricoles et qu'elle pourrait perturber les échanges et la logistique. Tous les éléments du système alimentaire seront touchés, de la production primaire à la demande intermédiaire et finale en passant par la transformation, les échanges et les systèmes logistiques nationaux et internationaux. Un premier scénario sur la maladie à COVID–19 apporte quelques éclairages préliminaires sur les effets à court terme de la pandémie en cours sur les marchés agricoles. Il montre qu'elle pourrait soumettre les marchés à un choc sans précédent. Dans ce scénario, les prix agricoles chutent fortement à la suite de la contraction du revenu disponible due à la maladie COVID–19, notamment dans les pays à bas revenu. La consommation de produits alimentaires baisse consécutivement à cette diminution inédite du pouvoir d'achat, pourtant contrebalancée par une baisse des prix. Le scénario initial fait état d'un recul de la demande d'huile végétale et de produits d'origine animale, alors que la demande d'aliments de base est moins touchée. Bien que ce scénario donne une indication des répercussions potentielles à court terme des perturbations causées par la pandémie, les retentissements économiques, sociaux et politiques de celle ci continuent d'évoluer suivant des schémas extrêmement complexes.

Outre la pandémie de COVID–19, les marchés agricoles mondiaux sont confrontés à d'autres incertitudes. Du côté de l'offre, on s'interroge sur la propagation de maladies/ravageurs comme la peste porcine africaine ou les invasions de criquets, la résistance de plus en plus forte aux antimicrobiens, la réglementation des nouvelles techniques de sélection végétale et les mesures à prendre face aux phénomènes climatiques extrêmes. Du côté de la demande, l'incertitude porte sur l'évolution des habitudes alimentaires, qui dépendra du regard porté sur les questions de santé et d'environnement, et sur les mesures prises pour lutter contre l'obésité. L'innovation numérique dans la filière agroalimentaire aura des répercussions notables tant sur l'offre que sur la demande. Enfin, les futurs accords commerciaux et l'évolution des relations commerciales entre plusieurs acteurs importants auront aussi des retombées sur les marchés agricoles.

1. Vue d'ensemble

Ce chapitre donne un aperçu de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme relatives aux marchés agricoles mondiaux et nationaux. Ces projections englobent la production, la consommation, les échanges et les prix de 25 produits agricoles pour la période allant de 2020 à 2029. Le ralentissement de la demande devrait persister pendant la décennie à venir. Même si le taux de croissance démographique devrait fléchir, la population sera le principal moteur de la croissance de la consommation pour la plupart des produits. À l'échelle mondiale, la consommation par habitant devrait stagner pour beaucoup de produits. Le ralentissement de la croissance de la demande de bon nombre de produits agricoles de base devrait aller de pair avec des gains d'efficience dans la production végétale et animale, ce qui permettra de maintenir les prix réels à des niveaux relativement stationnaires. Le commerce international restera essentiel pour la sécurité alimentaire dans les pays importateurs de produits alimentaires et pour la subsistance des populations rurales dans les pays exportateurs de denrées alimentaires. Outre les risques élevés auxquels l'agriculture est habituellement exposée, les marchés agricoles mondiaux font face à de nouvelles incertitudes. La plus grande source d'incertitude est liée à la pandémie de COVID-19 qui a un impact sur l'ensemble de la consommation, la production, les prix et les échanges. D'autres incertitudes sont liées aux changements de préférences des consommateurs, aux maladies des végétaux et animaux ainsi qu'aux accords commerciaux qui pourraient être conclus entre plusieurs acteurs clés du secteur

1.1. Introduction

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* présentent un scénario de référence cohérent concernant l'évolution des marchés des produits agricoles et du poisson aux niveaux national, régional et mondial au cours des dix prochaines années (2020-2029). Elles mettent donc l'accent sur le moyen terme et complètent ainsi les travaux sur le suivi des marchés et les perspectives à court terme, d'une part, et les projections à long terme, d'autre part. La présente édition a été finalisée dans les circonstances sans précédent engendrées par la pandémie de COVID-19. Les effets de cette pandémie sur les marchés agricoles et halieutiques restent incertains, du moins en termes quantitatifs, et n'ont donc pas été pris en compte dans les projections de référence. Toutefois, une premier scénario, présenté à la section 1.6, donne une idée des répercussions macroéconomiques probables de la pandémie sur les marchés agricoles à court terme. Les projections concernant les premières années de la période doivent donc être considérées avec réserve et restent plus incertaines que celles des années suivantes. Néanmoins, étant donné que l'agriculture et l'économie dans son ensemble devraient se rétablir au cours de la décennie à venir, les projections relatives aux années suivantes décrites dans les présentes *Perspectives* sont conformes aux tendances et facteurs économiques sous-jacents ayant une incidence sur les marchés agricoles mondiaux. C'est pourquoi les impacts à court terme de la pandémie sur les marchés agricoles et halieutiques ne modifient pas le scénario de référence à moyen terme.

Les projections ont été établies par l'OCDE et la FAO en collaboration avec des experts de pays membres et d'organisations internationales spécialisées dans les produits de base. Elles ne sont pas assimilables à des prévisions et présentent un scénario plausible et cohérent des perspectives à moyen terme des produits agricoles de base. Le modèle AGLINK-COSIMO mis au point par l'OCDE et la FAO définit les liens entre les différents secteurs étudiés de manière à assurer une cohérence d'ensemble et un équilibre global entre tous les marchés. Il permet de procéder à une analyse de suivi, notamment des incertitudes sur l'évolution des marchés. Une présentation détaillée de la méthode utilisée pour établir les projections ainsi que d'autres informations sur le modèle AGLINK-COSIMO sont disponibles en ligne à l'adresse www.agri-outlook.org/fr/. Des synthèses régionales présentent les principaux éléments des projections concernant les six régions définies par la FAO. Les projections relatives aux produits sont présentées en détail dans les chapitres correspondants.

Les projections présentées dans ces *Perspectives* reflètent à la fois la situation actuelle des marchés (synthétisée dans le Graphique 1.1) et certaines hypothèses concernant l'évolution de la conjoncture macroéconomique, l'environnement institutionnel, le changement technologique, les conditions météorologiques, les tendances démographiques et les préférences des consommateurs. Durant la période couverte, la population mondiale devrait se hisser à 8.4 milliards de personnes ; la croissance économique demeurera inégalement répartie à travers le monde, les pays émergents connaissant une hausse robuste du revenu par habitant (voir l'encadré 1.4 pour davantage de précisions). La croissance démographique et l'expansion économique sont les deux principaux facteurs qui influencent la demande de produits agricoles de base, tandis que l'évolution de la production obéit aux hypothèses sur la poursuite de l'amélioration de la productivité et sur la disponibilité des ressources.

Les projections décrites dans les présentes *Perspectives* ne peuvent être qu'incertaines, dans la mesure où elles portent sur les dix années à venir et s'appuient sur des hypothèses pour ce qui est de la situation économique et de l'action publique. Ces incertitudes sont détaillées à la fin du présent chapitre, ainsi que dans les différents chapitres consacrés aux produits agricoles de base. Les plus importantes ont bien entendu pour origine la pandémie de COVID-19. La majeure partie de la production agricole primaire pourrait n'être touchée que marginalement par cette pandémie, mais des interruptions de la transformation alimentaire en aval ou des échanges de produits agricoles, des adaptations forcées de la demande des consommateurs ou des pénuries de main-d'œuvre saisonnière auront probablement un impact sur les marchés agricoles et halieutiques, en particulier sur le court terme, comme expliqué dans la Section 1.6.

Graphique 1.1. Situation des principaux marchés

Situation des principaux marchés

Céréales. Après avoir stagné pendant deux ans, la production mondiale de céréales est repartie à la hausse en 2019, sous l'effet d'une augmentation des récoltes de blé et des céréales secondaires. La récolte de maïs s'est en revanche contractée et la production de riz a été similaire à celle de 2018. La production a progressé plus vite que la demande, ce qui a pesé sur les prix. Les stocks mondiaux de céréales ont baissé, presque entièrement du fait du déstockage de maïs en Chine.

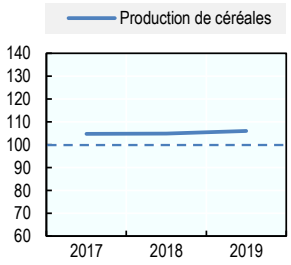
Oléagineux. Le tassement des récoltes de soja aux États Unis et de colza au Canada et dans l'Union européenne a fait reculer la production mondiale d'oléagineux par rapport à l'année précédente. Les prix des oléagineux et des produits dérivés se sont établis en 2019 à leur niveau le plus bas depuis plusieurs années, principalement en écho à un ralentissement de la demande mondiale d'huiles et de tourteaux lui même consécutif à une réduction de la demande d'aliments pour animaux en Chine et aux incertitudes nées de différends commerciaux bilatéraux.

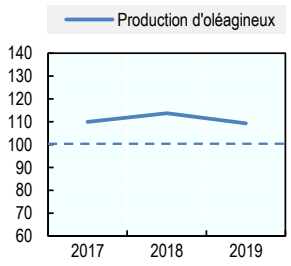
Sucre. Après deux campagnes excédentaires qui ont propulsé l'Inde à la tête des producteurs mondiaux devant le Brésil, des conditions météorologiques défavorables en Asie et en Europe occidentale (été 2019) contribuent à un net déficit global en 2019-20. La croissance de la consommation reste soutenue dans beaucoup de pays en développement, alors que l'on observe une tendance négative, liée à la santé, dans les pays où la consommation par habitant est élevée. Les prix sont repartis à la hausse après avoir reculé pendant les deux dernières campagnes.

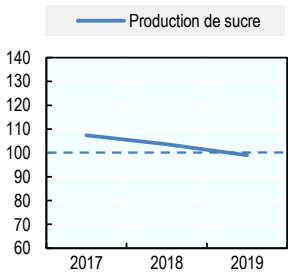
Viande. La production mondiale de viande a baissé de 2 % en 2019, principalement à la suite de l'épizootie de PPA en Chine. D'après les estimations, la production globale de viande de ce pays a diminué de 10 %, sous l'effet d'une contraction d'au moins 21 % de la production de viande porcine. Dans son ensemble, le recul de la production chinoise de viande a été en partie compensé par une hausse en Argentine, aux États-Unis, en Turquie et dans l'Union européenne. En conséquence, les prix de la viande ont diminué en valeur réelle.

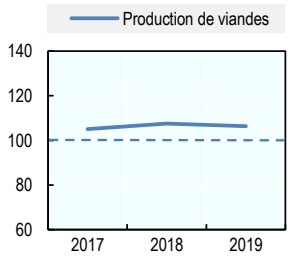
Indice de production

Moyenne 2010-2019 = 100



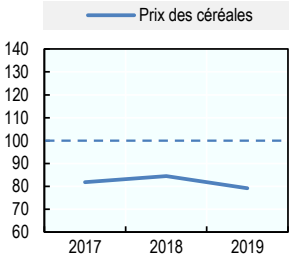


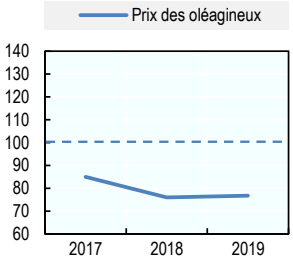


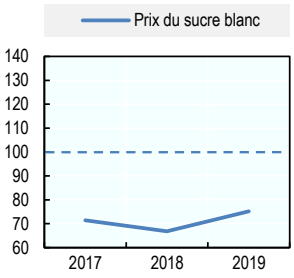


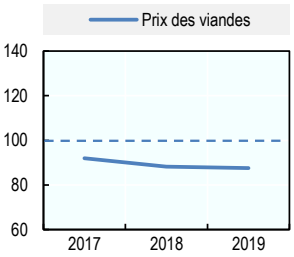
Indice des prix réels

Moyenne 2010-2019 = 100

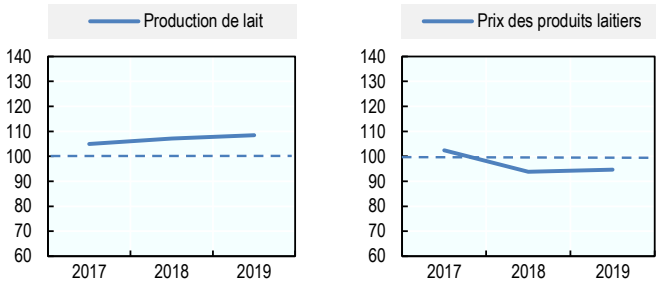




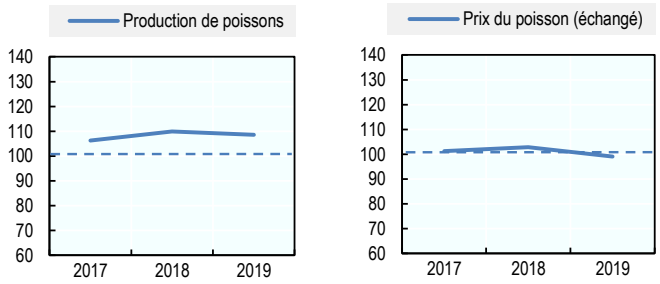




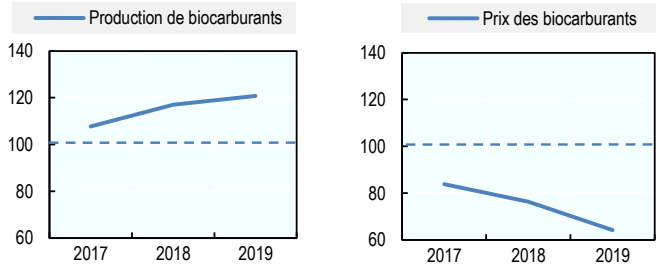
Produits laitiers. Portée par une forte hausse en Inde, la production mondiale de lait s'est accrue de 1.3 % en 2019, mais elle est restée largement inchangée chez les trois principaux exportateurs (États-Unis, Nouvelle Zélande et Union européenne). Si les prix du beurre ont commencé à redescendre du sommet atteint en 2017, la forte demande de produits laitiers a soutenu les prix réels.



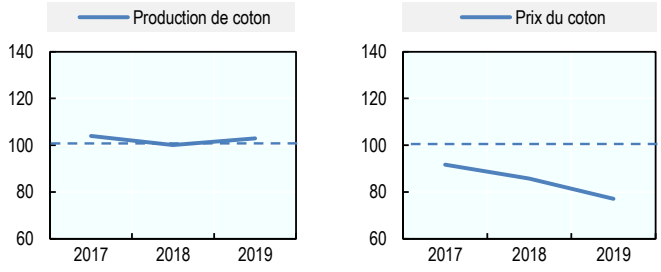
Poisson. Assez soutenue en 2018, la croissance du secteur mondial de la pêche et de l'aquaculture a été légèrement négative en 2019. Tandis que la production aquacole a continué de s'accroître, celle de la pêche a régressé du fait de la diminution des captures de certaines espèces. Les prix ont baissé en 2019, à commencer par ceux de nombreuses espèces d'élevage importantes.



Biocarburants. La production a globalement augmenté dans toutes les régions productrices en 2019. La demande a été soutenue par les obligations d'incorporation et la hausse de la demande de carburant en général. Dans certains pays, l'accroissement des obligations d'incorporation et des subventions a stimulé la demande de biocarburants. L'ampleur de l'offre a favorisé une baisse des prix aussi bien de l'éthanol que du biodiesel.



Coton. La production a légèrement progressé au cours de la campagne 2019, la récolte étant globalement meilleure que l'année précédente. La consommation a augmenté chez tous les grands consommateurs. En 2019, les stocks ont stagné à quelques huit mois de consommation mondiale. En diminution, les prix restent élevés par rapport à ceux du polyester, principal substitut du coton.



Note : toutes les données sont exprimées sous la forme d'un indice dont la base 100 correspond à la moyenne des dix dernières années (2010-2019). La production désigne les volumes de production mondiaux. Les indices de prix sont pondérés par la valeur moyenne de la production mondiale sur les dix dernières années, calculée à l'aide des prix internationaux en valeur réelle. On trouvera davantage d'informations sur la situation des différents marchés et leurs évolutions dans les tableaux des aperçus par produit présentés en annexe statistique, ainsi que dans la version en ligne des chapitres par produit.

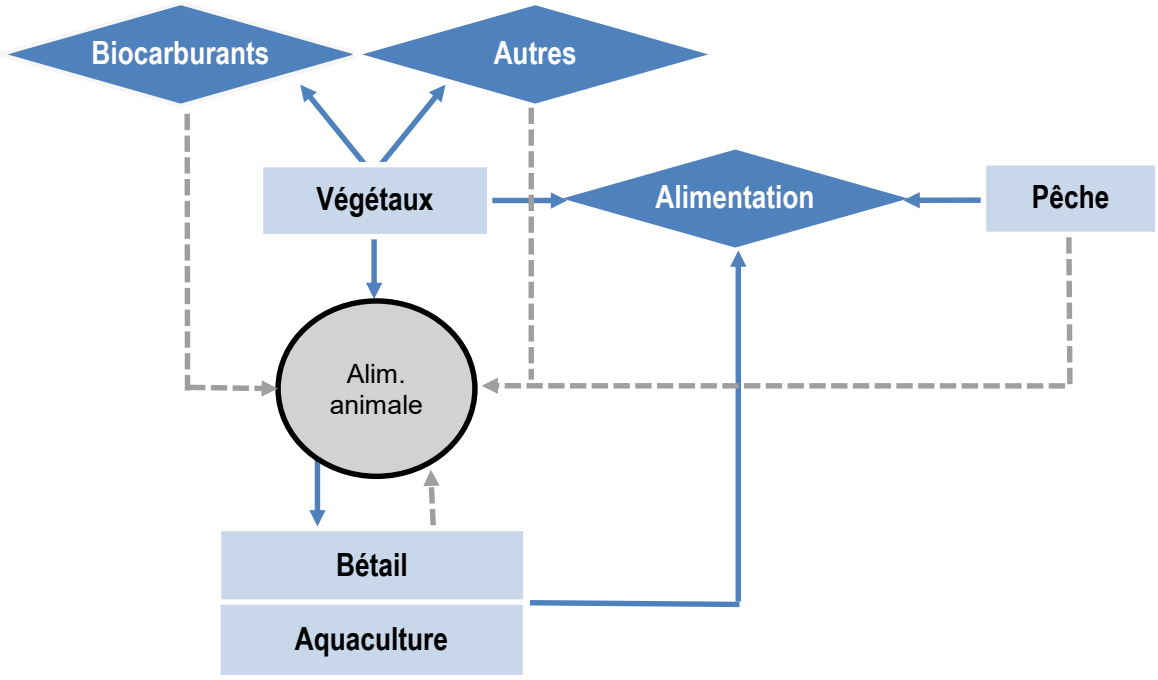
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141038

1.2. Consommation

Les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* projettent l'utilisation des produits agricoles de base dans l'alimentation humaine et animale et dans les applications industrielles, dont la production de biocarburants. Le scénario de référence porte sur l'utilisation directe des végétaux dans les aliments à peine transformés destinés à la consommation humaine, mais aussi sur la transformation de premier niveau, comme la trituration des oléagineux et l'utilisation des produits ainsi obtenus en alimentation humaine et animale. En ce qui concerne les produits animaux, les *Perspectives* traitent de la consommation de viande, d'œufs, de poisson et de produits laitiers. La prise en compte de l'utilisation directe des céréales en alimentation animale, ainsi que de l'utilisation de produits transformés comme les tourteaux protéiques, la farine de poisson, le son de céréales et d'autres produits dérivés dans le secteur de l'élevage permet aux *Perspectives* de mettre en évidence la contribution nette du secteur à l'alimentation humaine. Les biocarburants sont depuis quelques années le principal débouché industriel des produits agricoles. Leur production passe par l'utilisation directe de céréales et de plantes sucrières, mais aussi de produits transformés comme la mélasse et diverses huiles végétales. Les « autres utilisations », principalement des applications industrielles de produits agricoles de base fournis par les exploitations commerciales, comme les céréales secondaires servant à produire de l'amidon, sont, elles aussi, de plus en plus importantes depuis quelques années et elles devraient occuper davantage de place encore à l'avenir. Le Graphique 1.2 illustre la décomposition de la consommation des produits de base entre les grandes catégories d'emploi considérées dans les présentes *Perspectives*.

Graphique 1.2. Principales utilisations des produits de base, par activités



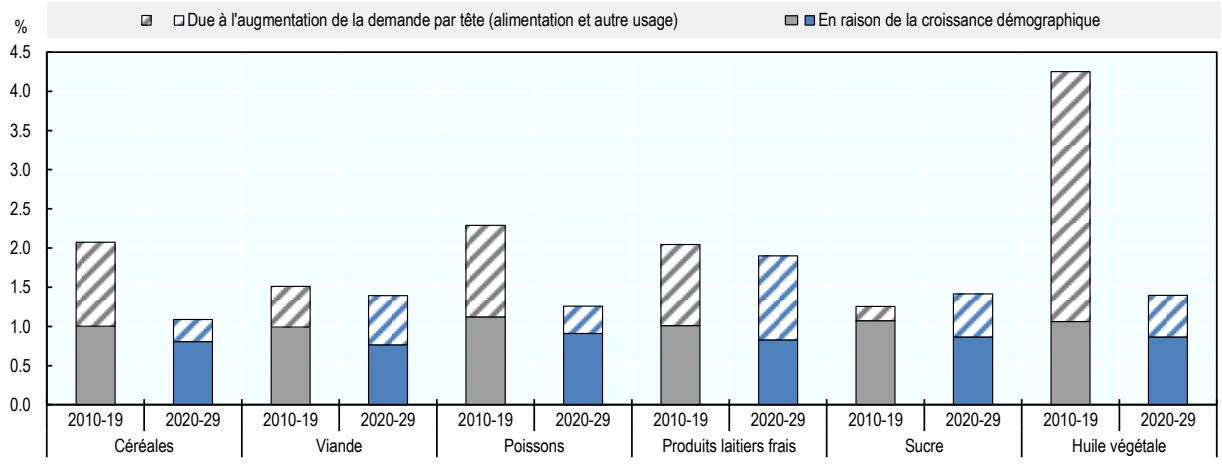
Note : les rectangles indiquent les activités, les losanges les catégories d'utilisation finale et le cercle une utilisation intermédiaire.
Les lignes continues représentent les principaux flux de produits et les pointillés les flux mineurs ou secondaires. Par exemple, la production de biocarburant (éthanol) consomme une grande partie des végétaux et les résidus (drêches) sont utilisés en alimentation animale. L'alimentation humaine est la principale destination des produits animaux, dont seule une petite partie (farine de viande et d'os) va à l'alimentation animale.
La catégorie d'utilisations finales « autres » correspond à l'emploi des semences, aux déchets et à toutes les applications industrielles à l'exception des biocarburants.

Quels sont les facteurs qui font évoluer la demande mondiale de produits agricoles, halieutiques et aquacoles?

La demande des produits agricoles destinés à satisfaire les divers besoins mentionnés plus haut est influencée par un ensemble d'éléments communs, tels que la dynamique des populations, l'urbanisation, le revenu disponible, les préférences des consommateurs, les prix, l'action publique et différents facteurs sociaux. Ces éléments détermineront la structure de la demande de produits agricoles dans la décennie à venir.

On s'attend à ce que la croissance de la population mondiale reste le principal moteur de la demande totale de produits agricoles au cours de la période de projection, notamment en ce qui concerne les produits dont la consommation par habitant est élevée dans les régions où la croissance démographique est forte. S'agissant des céréales alimentaires, la démographie reste généralement un facteur important dans toutes les régions, étant donné que la demande alimentaire par habitant stagne ou même baisse dans plusieurs pays à haut revenu. Dans les cas des huiles végétales, du sucre, de la viande et des produits laitiers, la dynamique démographique a moins d'influence, car le revenu et les préférences individuelles comptent davantage (Graphique 1.3).

Graphique 1.3. Croissance annuelle de la demande des principaux groupes de produits

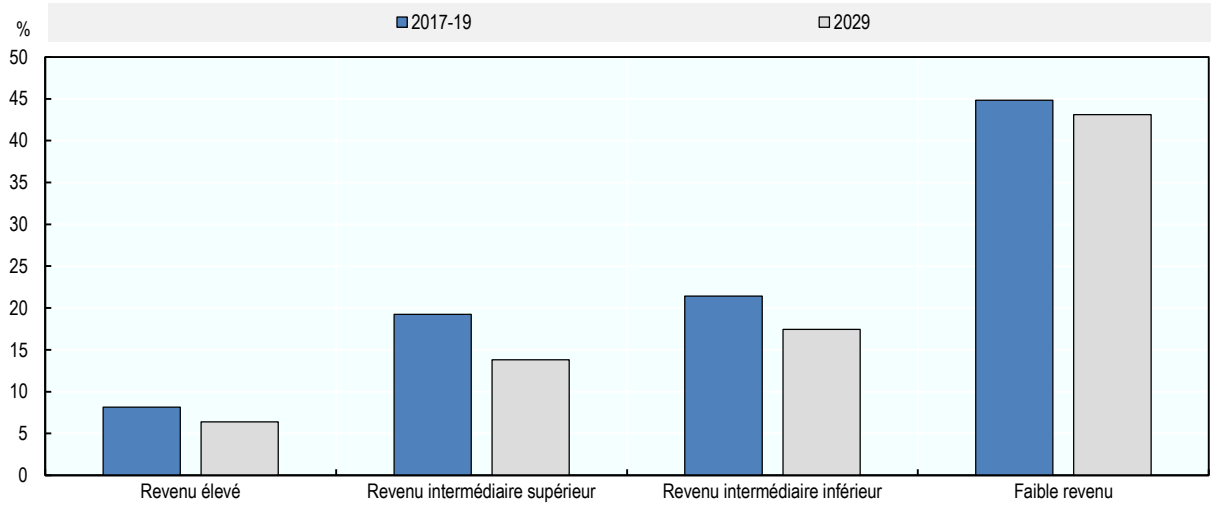


Note : la contribution de la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste à son niveau de la dernière année de la décennie précédente. Les taux de croissance renvoient à la demande totale (alimentation humaine, alimentation animale et autres utilisations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141076

Outre la dynamique démographique, la croissance de la demande est fonction des modes de consommation individuels. Ceux-ci sont déterminés par les préférences des consommateurs et par le revenu dont ils disposent pour les satisfaire. Consécutivement au développement économique mondial, les dépenses alimentaires par habitant devraient augmenter en valeur absolue dans toutes les catégories de revenu, une proportion croissante étant consacrée aux produits plus onéreux comme les huiles végétales, les produits de l'élevage et le poisson. Toutefois, à mesure que le revenu s'élève, la propension à consacrer son surcroît de ressources financières à l'alimentation diminue et, en conséquence, les dépenses destinées à ce poste reculent proportionnellement au revenu disponible. C'est ce qu'illustre le Graphique 1.4 dans différentes catégories de pays classés en fonction du revenu.

Graphique 1.4. Place de l'alimentation dans les dépenses des ménages, par catégories de revenus



Note : calculé avec le PIB par habitant, non compris les aliments consommés hors de chez soi.
Les 38 pays et 11 agrégats régionaux du scénario de référence sont classés dans quatre catégories selon le revenu par habitant de chacun d'eux en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141095

Compte tenu des projections de croissance des revenus, la part de l'alimentation dans les dépenses totales des ménages devrait se réduire dans les pays à haut revenu, passant de 8% environ pendant la période de référence à 6% en 2029.

Le recul en valeur absolue sera probablement plus net dans les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieure et inférieure du groupe des économies émergentes, la part des dépenses alimentaires passant de 21% à 17% dans les pays de la tranche inférieure et de 19% à 14% dans ceux de la tranche supérieure entre la période de référence et 2029 (Graphique 1.4).

Dans les pays à faible revenu, où l'on s'attend à ce que la croissance du revenu par habitant stagne dans la décennie à venir, les projections annoncent une contraction moins prononcée de la part des dépenses des ménages destinée à l'alimentation. En 2029, dernière année de la période considérée, la proportion du revenu des ménages consacrée à l'alimentation devrait encore y être de 43% en moyenne. La sécurité alimentaire des plus défavorisés, dans ces pays, reste très sensible aux chocs sur les revenus et sur les prix alimentaires.

Les *Perspectives* font l'hypothèse que l'évolution de l'utilisation des produits agricoles au cours de la période de projection sera aussi influencée par celle des préférences des consommateurs, qu'elle soit due à des facteurs socioculturels ou liée aux revenus. La poursuite de l'urbanisation et de la féminisation de la main-d'œuvre, notamment dans les économies à revenu élevé et émergentes, devrait favoriser une hausse de la consommation d'aliments transformés et prêts à l'emploi et une tendance croissante à manger hors de chez soi. Ces évolutions sous-tendent l'augmentation de la consommation de sucre et d'huiles végétales dont font état les projections. Les effets du vieillissement de la population et d'une sédentarisation accrue des modes de vie, en particulier dans les pays à revenu élevé, sont par ailleurs pris en compte dans les projections relatives aux besoins quotidiens en calories.

Les projections de référence font aussi entrer en ligne de compte l'attention croissante que les consommateurs accordent au lien entre alimentation et santé, laquelle devrait stimuler la consommation de volaille et de poisson et faire diminuer la consommation de viande rouge et de sucre. Des mesures visant à encourager des choix alimentaires sains et à réduire la consommation de produits pouvant favoriser le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, comme le diabète, sont mises en œuvre ou envisagées dans de nombreux pays, tels que l'Afrique du Sud, le Chili, la France, le Mexique, la Norvège et le Royaume-Uni. La mise en place d'un étiquetage fournissant des informations nutritionnelles sur les produits alimentaires, ainsi que de réglementations qui limitent la publicité à destination des jeunes pour les aliments ultra transformés, fait aussi partie des dispositions prises en compte dans l'évaluation des futures préférences des consommateurs.

Les consommateurs devraient être de plus en plus sensibles aux effets de leurs choix sur l'environnement, ce qui limite les projections de croissance de la demande de produits comme l'huile de palme, la viande bovine et le coton non biologique. À l'inverse, ces préoccupations soutiennent la hausse de la demande de produits bruts renouvelables à usage non alimentaire, employés par exemple dans la fabrication de biocarburants et l'industrie des emballages, des cosmétiques et des produits pharmaceutiques.

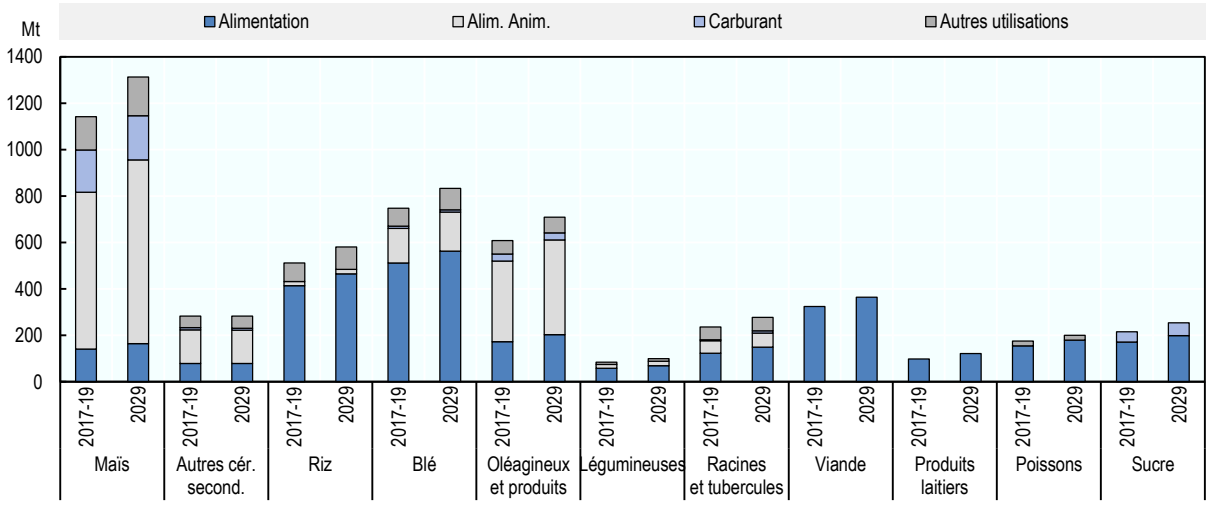
La structure de la demande de produits de base ne devrait guère changer

Comme l'indique le Graphique 1.2, les *Perspectives* définissent quatre grandes catégories d'utilisation des produits agricoles de base. Équivalant actuellement à 52% des calories produites par l'agriculture mondiale, l'alimentation humaine en est la principale. L'alimentation animale représente environ 31% des calories produites et les 17% restants sont employés pour produire des biocarburants, des semences ou des matières premières destinées à l'industrie.

D'après les projections, ces proportions ne devraient guère changer au cours de la décennie à venir, aucun bouleversement structurel n'étant attendu dans la consommation (Graphique 1.5). Les céréales alimentaires (riz, blé), les racines et les tubercules, les légumineuses, le sucre, les huiles végétales et l'ensemble des produits de l'élevage resteront utilisés principalement dans l'alimentation humaine. L'alimentation animale demeurera le principal débouché des céréales secondaires et des tourteaux protéiques.

L'utilisation des produits agricoles varie en fonction du niveau de développement des pays (Graphique 1.6). Dans les pays à faible revenu, les consommateurs puisent leurs calories pour l'essentiel dans les produits végétaux. Le niveau de vie ne permet pas d'y investir une grande partie de la production végétale intérieure dans la production d'aliments pour animaux non-ruminants, les calories d'origine animale étant trop chères pour les consommateurs.[1] La proportion de la consommation de calories imputée à l'alimentation humaine est par ailleurs majorée, du fait que des produits animaux sont importés de pays à revenu élevé ou intermédiaire de la tranche inférieure ou supérieure, où les calories sont comptabilisées dans l'alimentation animale. La part de l'alimentation humaine dans les pays à faible revenu devrait se hisser à 74% d'ici la fin de la période de projection, la croissance de la demande alimentaire intérieure étant plus rapide que celle de la demande intérieure d'aliments pour animaux et de matières premières renouvelables destinées à l'industrie. À l'inverse, dans les pays à revenu élevé, la structure de la demande de produits agricoles est favorable à davantage de transformation et l'utilisation alimentaire directe ne représente que 43% de la consommation totale. En Amérique du Nord, par exemple, le vaste secteur des biocarburants et le secteur de l'élevage, important et gros consommateur d'aliments du bétail, absorbent l'essentiel de la production végétale. L'emploi des produits agricoles sous forme d'aliments pour animaux devrait par ailleurs s'accroître en particulier dans les régions à revenu intermédiaire de la tranche supérieure au cours de la période de projection, principalement sous l'effet de la croissance du secteur de la viande stimulée par les exportations. Les pays concernés continueront probablement de s'appuyer sur leurs ressources et leur compétitivité pour s'approprier les fruits de l'essor du secteur de l'élevage.

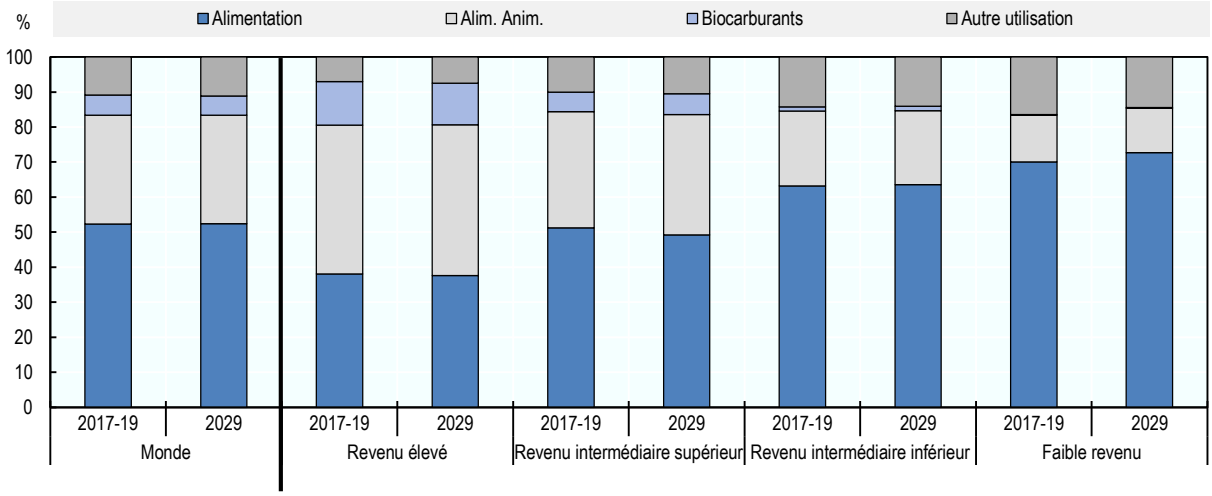
Graphique 1.5. Consommation mondiale des principaux produits



Note : la trituration des graines oléagineuses n'est pas indiquée, car les usages des huiles végétales et des tourteaux protéiques sont inclus dans le total ; tous les produits laitiers sont comptabilisés en équivalent matière sèche ; le sucre utilisé pour produire des biocarburants provient de canne et de betterave, converties en équivalents sucre.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141114

Graphique 1.6. Utilisations des produits agricoles – Parts des calories, par catégories de revenus



Note : les 38 pays et 11 agrégats régionaux du scénario de référence sont classés dans quatre catégories selon le revenu par habitant de chacun d'eux en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

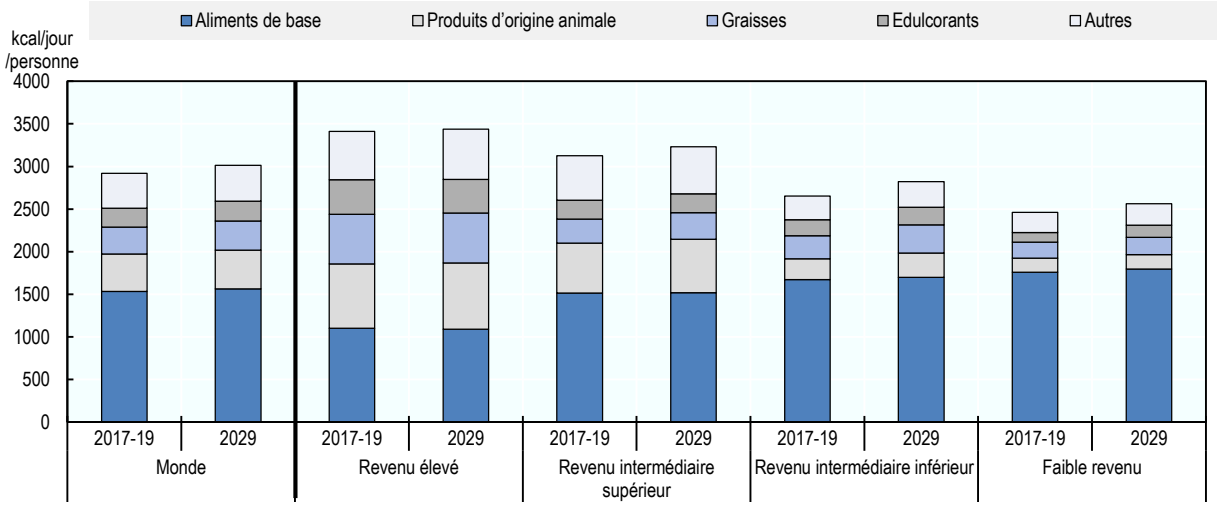
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141133

La croissance démographique sera le principal moteur de la consommation alimentaire

La population est l'élément le plus déterminant de la consommation alimentaire totale. Cependant, le revenu, les prix relatifs, d'autres facteurs démographiques, les préférences des consommateurs et le style de vie déterminent la composition du panier alimentaire de chacun. Les projections faisant état d'une augmentation de la population mondiale de 11 % (soit 842 millions d'habitants de plus entre 2017-19 et 2029) et d'une hausse notable du revenu par habitant dans toutes les régions, la consommation totale des produits alimentaires étudiés dans la présente édition des *Perspectives*, mesurée en calories, devrait progresser de 15 % d'ici 2029. C'est la région Asie-Pacifique, la plus peuplée de la planète, qui continuera d'exercer le plus d'influence sur la demande de produits destinés à l'alimentation humaine au cours de la période couverte, puisqu'elle devrait représenter 53 % de la population mondiale en 2029 (avec 4.5 milliards d'habitants). Étant donné les grandes différences régionales dans l'évolution de la démographie, la distribution des revenus et les préférences des consommateurs liées à la culture, l'impact relatif de ces facteurs sur la demande alimentaire varie selon les pays et régions.

Sous l'effet de niveaux de revenus différents et de projections de croissance des revenus variables, les habitudes alimentaires resteront diverses d'un pays à l'autre au cours de la décennie à venir (Graphique 1.7).

Graphique 1.7. Consommation par habitant des principales catégories de produits alimentaires (en équivalents calories), par catégories de revenus



Note : les 38 pays et 11 agrégats régionaux du scénario de référence sont classés dans quatre catégories selon le revenu par habitant de chacun d'eux en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD. La catégorie des aliments de base comprend les céréales, les racines et tubercules, et les légumineuses. Celle des produits animaux se compose de la viande, des produits laitiers (à l'exclusion du beurre), des œufs et du poisson. Celle des matières grasses englobe le beurre et les huiles végétales. La catégorie « autres » contient les fruits, les légumes, etc.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141152

Globalement, la consommation alimentaire agrégée (mesurée en calories) devrait, selon les projections, s'accroître de quelque 3 % dans les dix prochaines années et se hisser juste au-dessus de 3 000 kcal en 2029, les matières grasses et les aliments de base représentant environ 50 % des calories supplémentaires. C'est la consommation de matières grasses qui devrait connaître le taux de croissance le plus élevé (9 %). Les aliments de base restent la catégorie d'aliments la plus importante toutes catégories de revenus confondues. Sauf dans les pays à revenu élevé, les consommateurs de tous les pays devraient, d'après les projections, puiser davantage de calories dans les aliments de base. Néanmoins, étant donné que les produits d'origine animale, les matières grasses, le sucre et d'autres aliments continuent de gagner du terrain dans les régimes alimentaires à l'échelle mondiale, la part des aliments de base dans le panier alimentaire devrait se contracter d'ici 2029 dans toutes les catégories de revenus, quoiqu'à des rythmes différents.

Dans les pays à revenu élevé, la consommation alimentaire par habitant mesurée en calories se maintiendra au niveau actuel. Les revenus continuant d'augmenter et les préférences des consommateurs d'évoluer, le remplacement des aliments de base, des édulcorants et des matières grasses par des aliments de plus haute valeur se poursuivra, en faveur surtout de produits riches en micronutriments comme les fruits, les légumes, les graines, les fruits à coque et, dans une moindre mesure, les produits d'origine animale.[2] Comme les pays à revenu élevé doivent importer la plupart de ces fruits, dont les fruits à coque, et de ces légumes, cette évolution offre des débouchés commerciaux aux pays exportateurs potentiels. On s'attend à ce qu'une hausse des investissements nationaux et étrangers dans les régions de production (Afrique subsaharienne, par exemple) permette d'exploiter ces opportunités commerciales. S'agissant de la consommation de produits d'origine animale, la croissance sera limitée du fait que la consommation de viande et de produits laitiers est proche de la saturation, mais aussi en raison des préoccupations environnementales et relatives à la santé.

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la consommation alimentaire totale devrait s'accroître de 4 % environ d'ici 2029. Comme les consommateurs de bon nombre de ces pays préfèrent nettement la viande, 38 % des calories supplémentaires proviendront de produits d'origine animale et 26% de matières grasses et autres aliments.

D'après les projections, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la consommation alimentaire devrait s'élever de 7 % (173 kcal) pendant la décennie à venir, soit la plus forte progression des quatre catégories de revenus. Toutefois, le revenu disponible y étant limité, les matières grasses et les aliments de base continueront de représenter la moitié de l'augmentation, tandis que la hausse de la consommation de produits relativement plus onéreux comme les fruits, les légumes et les produits d'origine animale restera limitée.

Dans les pays à faible revenu, l'alimentation continuera globalement de s'appuyer largement sur les produits de base, qui représenteront encore 70% des apports journaliers de calories. Au cours de la décennie à venir, près de 40 % des calories supplémentaires devraient être fournies par les céréales et les racines et tubercules. Les édulcorants seront la deuxième source de croissance des apports en calories, moyennant 30 % de l'augmentation totale. La hausse de la consommation de produits d'origine animale et d'autres aliments de haute valeur (les fruits et légumes, par exemple) restera cependant limitée en raison des contraintes de revenu. Ces produits étant plus chers, les consommateurs des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu ne pourront diversifier leur alimentation que marginalement.

Les protéines alimentaires jouent un rôle vital dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Elles sont essentielles à la croissance, à la survie et à la structure des tissus; elles sont nécessaires à la formation d'anticorps et ont des fonctions déterminantes dans le métabolisme humain; et elles constituent une source d'énergie. Les sources végétales comme les légumineuses et les céréales, dont le blé, peuvent

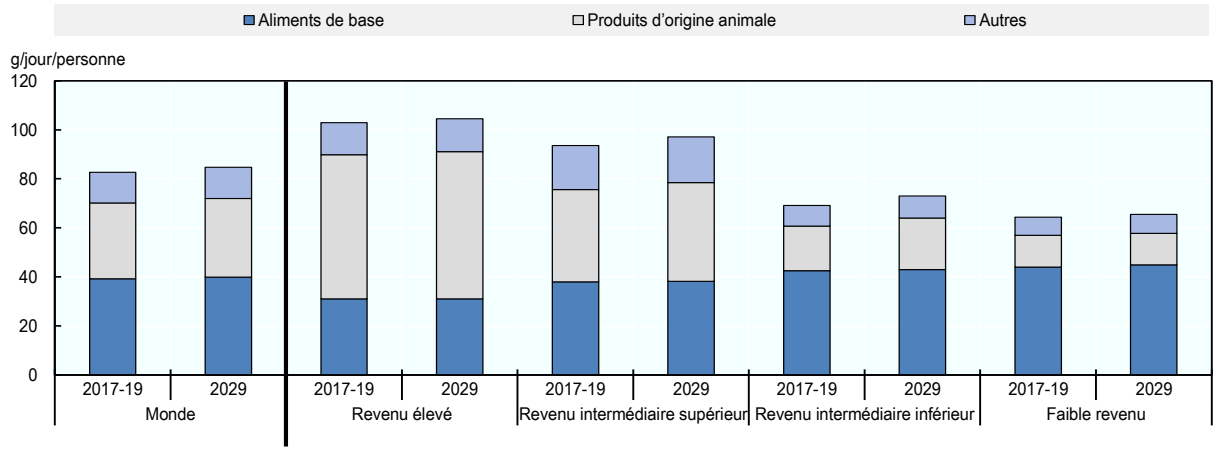
fournir une grande partie de la totalité des protéines nécessaires, mais c'est surtout dans les protéines d'origine animale que l'on trouve les acides aminés essentiels.

Étant donné que les revenus par habitant sont globalement en hausse et que les prix réels des aliments diminuent, la demande de produits d'origine animale a augmenté au cours de la décennie écoulée. Cette progression est également favorisée par l'urbanisation, qui facilite la transformation à grande échelle de la viande et du lait. De plus, le secteur de la vente au détail investit dans l'amélioration de la chaîne du froid, ce qui permet aux denrées périssables, dont les produits animaux, de parcourir de plus grandes distances à un coût moindre entre le producteur et le consommateur, tout en conservant leurs caractéristiques nutritionnelles et organoleptiques. Dans le prolongement de ces évolutions, la disponibilité par habitant totale de protéines devrait se hisser, au niveau mondial, à 85 g par jour en 2029, contre 83 g par jour pendant la période de référence. En ce qui concerne la composition des sources de protéines, les différences liées aux revenus persisteront, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure demeurant, selon les projections, très tributaires des protéines d'origine végétale Cela peut s'expliquer par un revenu moyen des ménages plus bas et une moindre disponibilité des protéines d'origine animale imputable à un déficit de chaînes d'approvisionnement à même de transporter et de conserver la viande fraîche correctement (Graphique 1.8). Cependant, les protéines animales continueront de représenter l'essentiel de la consommation de protéines dans les régions à revenu élevé d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie centrale.

Globalement, les protéines d'origine animale devraient constituer une plus grande partie de la disponibilité quotidienne totale par habitant. La hausse de leur consommation sera particulièrement prononcée dans les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieure et inférieure, où l'on s'attend à ce que la disponibilité journalière par habitant de viande et de poisson augmente de 8 % et 16 %, respectivement. La croissance de la demande de viande et de poisson liée au revenu en Chine, qui devrait voir la disponibilité journalière par habitant s'élever de 11 %, apportera la contribution la plus importante dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la consommation de protéines animales augmente plus vite que dans toutes les autres catégories de revenus, mais l'apport par habitant reste sensiblement inférieur au niveau atteint dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Modeste de longue date, la consommation de protéines animales en Inde, notamment la consommation de viande, influe fortement sur la tendance observée dans le groupe de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Par ailleurs, les préoccupations environnementales et sanitaires croissantes des consommateurs favoriseront probablement une transition des sources animales de protéines vers d'autres sources de protéines (végétaux et insectes, par exemple), ainsi que, plus immédiatement, le remplacement de la viande rouge, en particulier de la viande bovine, par la volaille et le poisson, que les consommateurs jugent plus sains. Ces changements seront particulièrement nets dans les pays à revenu élevé. La demande de volaille dans les pays à faible revenu sera fonction de l'accessibilité financière de ce produit par rapport à celle d'autres types de viande, des qualités supérieures qu'on lui prête sur le plan de la santé et de son acceptabilité culturelle en général.

Graphique 1.8. Consommation par habitant des principales catégories de produits alimentaires (en équivalents protéines), par catégories de revenus



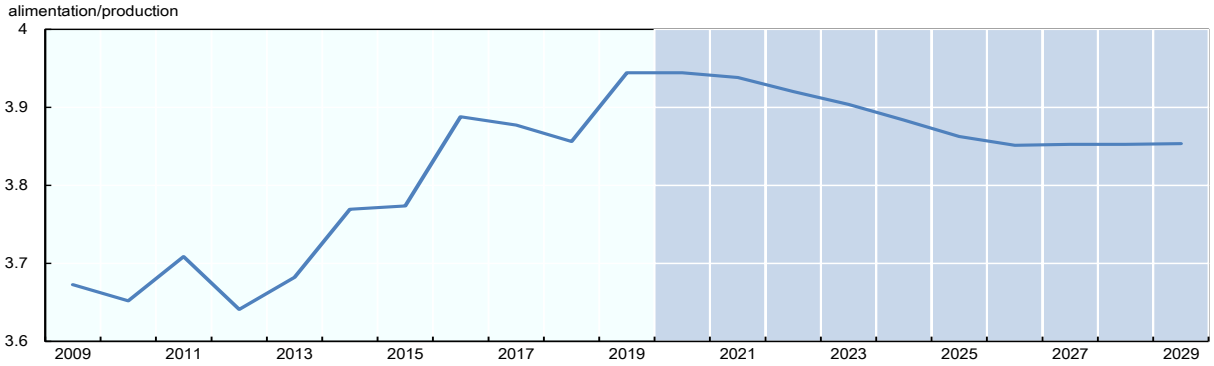
Note : les 38 pays et 11 agrégats régionaux du scénario de référence sont classés dans quatre catégories selon le revenu par habitant de chacun d'eux en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD. La catégorie des aliments de base comprend les céréales, les racines et tubercules, et les légumineuses. Celle des produits animaux se compose de la viande, des produits laitiers (à l'exclusion du beurre), des œufs et du poisson. La catégorie « autres » contient les fruits, les légumes, etc.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141171

L'augmentation de la demande de produits d'origine animale, poisson compris, fera croître la consommation d'aliments pour animaux

Du fait de l'évolution des habitudes alimentaires dans le monde, qui joue en faveur des aliments d'origine animale, une plus grande quantité de produits cultivés et d'autres produits agricoles ou de poisson est employée pour nourrir les animaux. Actuellement, environ 1.7 milliard de tonnes de céréales, de tourteaux protéiques et de divers sous-produits de la transformation (drêches de distilleries, son de céréales, par exemple) sont utilisées à cette fin. D'ici 2029, ce volume devrait atteindre près de 2 milliards de tonnes. Cette augmentation est principalement due à la poursuite de l'expansion des troupeaux et de la production aquacole dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu. Les *Perspectives* tablent en outre sur une nouvelle intensification de l'élevage, aquaculture comprise, qui passe par l'utilisation de davantage d'aliment par unité produite, principalement pour accélérer la finition et, ce faisant, mieux rentabiliser les investissements en capital fixe. C'est ainsi que les économies avancées recourant à des technologies de production à forte intensité en capital font en général un usage intensif des aliments pour animaux. Elles élèvent aussi dans la plupart des cas les races les plus performantes, y compris en aquaculture, à l'origine des taux de conversion alimentaire les plus élevés. Ainsi, au cours de la décennie à venir, deux tendances s'équilibrant mutuellement devraient se manifester dans la demande d'alimentation animale: une intensification et des gains d'efficience. Selon les hypothèses retenues dans les *Perspectives*, après une période d'intensification de l'utilisation d'aliments dans le monde entamée en 2010, qui a contrebalancé l'amélioration globale de l'efficience de la production de volaille, la professionnalisation en cours de l'élevage dans les économies émergentes entraînera une nouvelle intensification qui, toutefois, sera compensée dans la décennie à venir par des gains d'efficience résultant d'investissements des exploitations modernes dans la génétique, la technologie de l'alimentation animale et la gestion des troupeaux (Graphique 1.9).

Graphique 1.9. Rapport entre alimentation animale et production



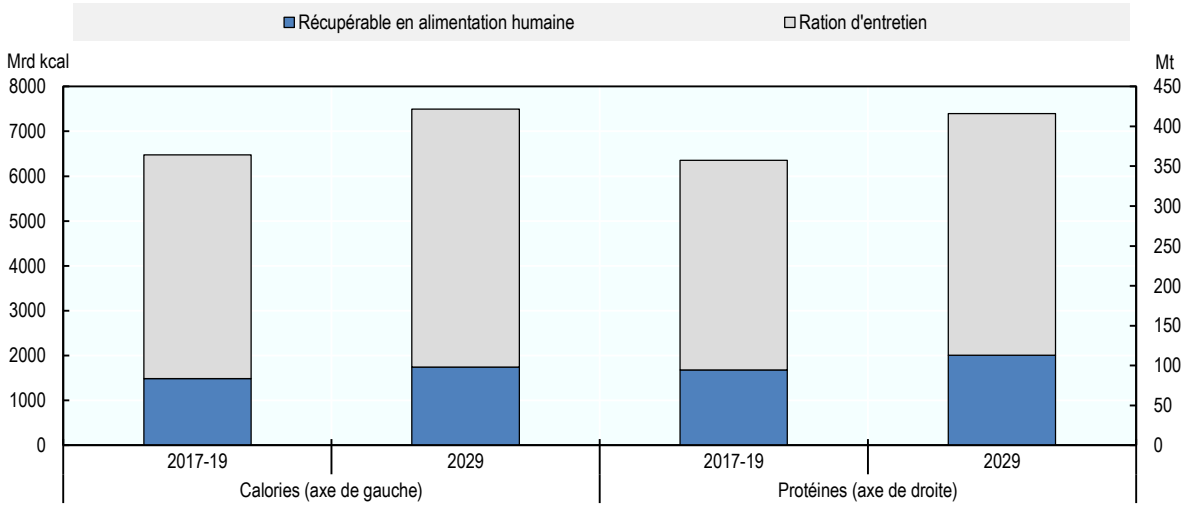
Note : ce ratio tient compte uniquement des aliments confectionnés avec des céréales, des oléagineux et certains sous produits, de sorte qu'il surestime quelque peu l'efficacité alimentaire des secteurs de l'élevage et de l'aquaculture. Dans les systèmes pâturants, les bovins et ovins transforment en viande et en lait des aliments auxquels les humains ne peuvent pas accéder directement. De même, dans les exploitations non commerciales, les porcins et les volailles sont encore nourris avec des déchets organiques. Sous sa forme élémentaire, l'aquaculture s'appuie uniquement sur les ressources alimentaires naturellement présentes. Étant donné que la valeur nutritionnelle de ces sources d'alimentation des animaux est difficile à chiffrer, elle n'est pas prise en compte dans les calculs.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141190

Dans les exploitations commerciales, les animaux sont nourris principalement avec des aliments composés, pour produire des protéines de haute valeur sous la forme de viande, de poisson, d'œufs et de lait. Cette méthode s'appuie sur une vaste gamme d'aliments concentrés riches en énergie et en protéines. Néanmoins, seule une fraction de cette énergie et de ces protéines passe dans les produits d'origine animale, poisson compris, destinés à l'alimentation humaine (Graphique 1.10). La plus grande partie correspond à ce qui est appelé la « ration d'entretien », qui sert uniquement à maintenir l'animal en vie en répondant à ses besoins élémentaires. Un animal qui reçoit seulement cette ration ne perd pas de poids et n'en prend pas non plus. Le taux de conversion des aliments pour animaux en aliments pour la consommation humaine est fonction de l'espèce, de la race, de la technologie de production et du type d'aliment. Les apports totaux aussi bien en énergie qu'en protéines augmenteront de 15 % environ au cours de la décennie à venir et, malgré des innovations constantes dans le secteur de l'élevage, la fraction des apports d'énergie convertie en aliments destinés à la consommation humaine devrait se maintenir globalement aux alentours de 23 %. L'essentiel des apports en énergie servira donc toujours uniquement à maintenir l'animal en vie et ne sera pas transformé en produits.

Il ressort également des projections de référence que le rapport entre la production d'aliments d'origine animale et les apports en protéines nécessaires aux animaux sera globalement fixe. La fraction récupérable des apports en protéines est légèrement plus importante (27 %) que celle des apports en énergie. Ne possédant pas l'aptitude des ruminants à convertir l'herbe ou les aliments non protéiques en viande et en lait, les non-ruminants ont besoin d'autres protéines végétales. Cependant, les protéines procurées par la viande, le poisson, les œufs et le lait sont considérées comme ayant une valeur nutritive supérieures pour l'alimentation humaine, que les protéines de blé ou de soja.

Graphique 1.10. Consommation mondiale de calories et de protéines dans l'alimentation animale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141209

Structure de la demande d'alimentation animale

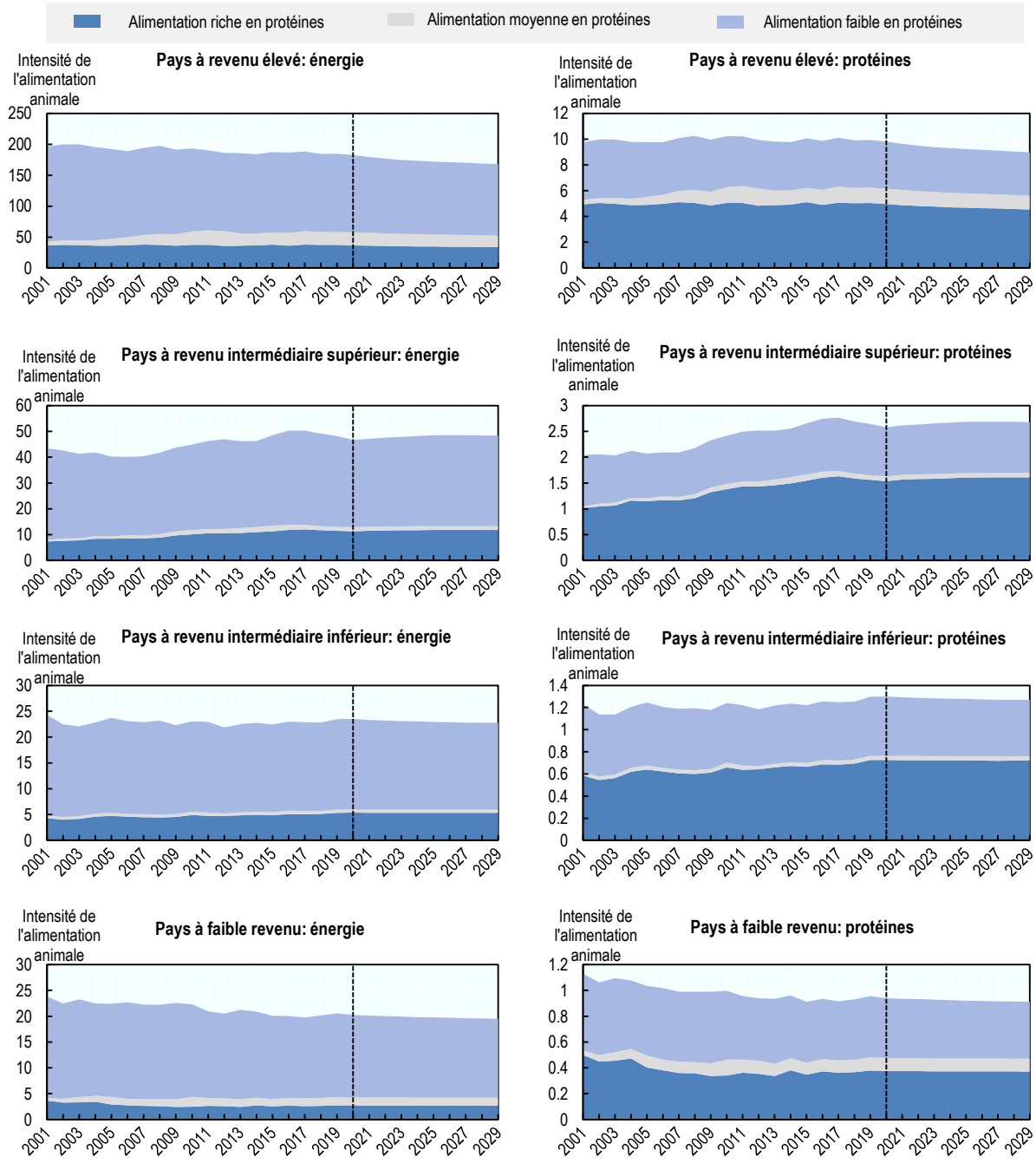
Les aliments pour animaux sont très variés et ils sont ordinairement classés selon leur teneur en protéines. Les tourteaux d'oléagineux sont les principaux aliments riches en protéines, les drêches de distillerie sont un bon exemple d'aliment à teneur moyenne et les céréales sont classées parmi les aliments pauvres en protéines. Le Graphique 1.11 illustre la consommation d'aliments composés dans la production de non-ruminants et la composition des rations selon la teneur en énergie et en protéines. L'intensité d'utilisation des aliments composés et la place relative des aliments à teneur élevée, moyenne et faible en protéines présentent de fortes variations entre les pays à revenu élevé, intermédiaire ou faible, en raison d'écarts entre les technologies de production.

Le groupe des pays à revenu élevé devrait encore améliorer le taux de conversion des aliments pour animaux aussi bien dans le cas de l'énergie que des protéines grâce à la sélection animale et à des avancées dans la gestion des troupeaux, sans modification de la composition des rations. Ces réductions constantes sont rendues possibles par les progrès de la sélection animale et d'autres avancées technologiques dans le cadre d'une technologie à plus forte intensité d'aliments composés que dans les pays moins développés.

Actuellement, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure utilisent beaucoup moins d'aliments pour animaux par unité produite dans l'élevage de non-ruminants. On s'attend à ce que les filières porcines, de la volaille et des œufs, dans ces pays, intensifient leur technologie à mesure que les exploitations se professionnalisent. La concentration des rations en protéines devrait s'accroître légèrement au fil du temps.

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les agriculteurs maintiendront probablement au même niveau l'utilisation d'aliments pour animaux par unité produite dans l'élevage de non-ruminants. La composition des rations ne devrait pas beaucoup évoluer, les projections ne faisant état que d'une très légère augmentation de la proportion d'aliments riches en protéines. Les petites exploitations, notamment familiales, qui prédominent dans ces pays, n'intensifieront vraisemblablement pas de façon notable leur technologie de production.

Graphique 1.11. Structure de l'utilisation d'aliments pour animaux, par catégories de revenus



Note : l'intensité d'utilisation des aliments pour animaux indique la quantité d'énergie ou de protéines employée par unité produite dans l'élevage de non ruminants.
Les 38 pays et 11 agrégats régionaux du scénario de référence sont classés dans quatre catégories selon le revenu par habitant de chacun d'eux en 2018. Les limites appliquées sont les suivantes : faible, < 1 550 USD ; intermédiaire de la tranche inférieure, < 3 895 USD ; intermédiaire de la tranche supérieure, < 13 000 USD ; élevé, > 13 000 USD.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141228

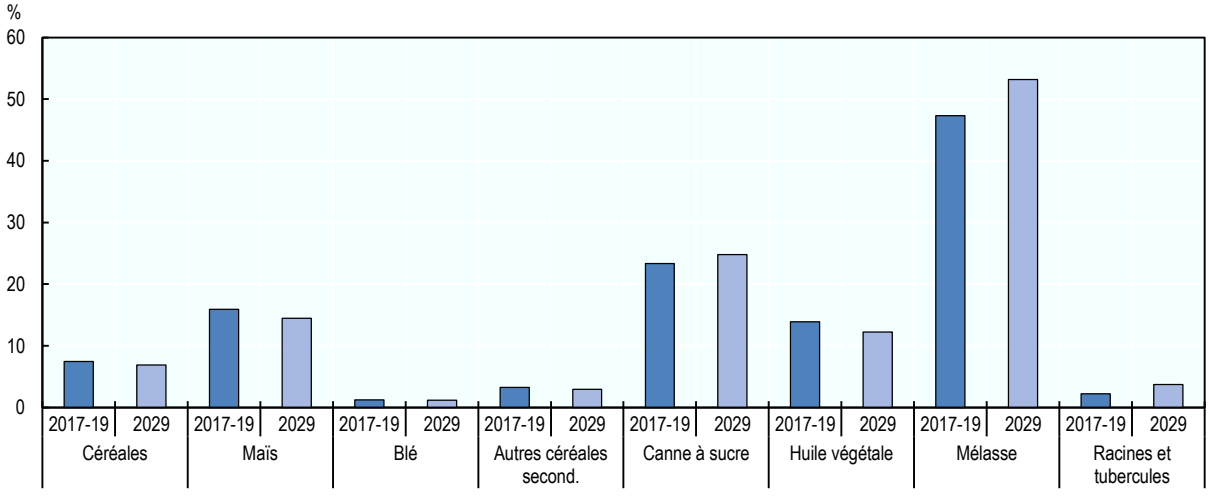
Dans les pays à faible revenu, l'élevage devrait rester largement l'apanage de petits producteurs, qui s'approvisionnent pour l'essentiel localement en aliments pour animaux. Les exploitations les plus commerciales sont en général les élevages de volaille, lesquels devraient connaître l'expansion la plus rapide. La diminution de l'utilisation d'aliments par unité produite dont les projections font état est due à la place croissante de la volaille dans la production totale de l'élevage de non-ruminants. L'intensification de la technologie de production est limitée par un manque de capitaux à investir, qui tient principalement à la petite taille des exploitations et au sous-développement des marchés financiers et des chaînes de valeur dans l'agriculture des pays concernés.

Croissance limitée de la demande de biocarburants

Au cours des dernières décennies, la demande de biocarburants a augmenté sensiblement, à la suite de la mise en œuvre de politiques ayant trois objectifs principaux : (i) aider les pays à respecter leurs engagements de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) ; (ii) faire diminuer la dépendance à l'égard des importations d'énergies fossiles et (iii) accroître la demande de matières premières bioénergétiques pour soutenir la production intérieure.

Il est supposé que ces facteurs persisteront pendant la décennie à venir, mais on ne s'attend pas à ce que les biocarburants suscitent une forte augmentation de la demande de matières premières bioénergétiques. Étant donné la multiplication croissante des véhicules électriques et hybrides, qui réduisent plus efficacement les émissions de gaz à effet de serre (GES), les biocarburants ne devraient plus bénéficier du même appui politique que dans le passé. De plus, l'utilisation de carburants de type essence sur deux des principaux marchés de l'éthanol, à savoir les États-Unis et l'Union européenne, devrait reculer dans les dix années à venir. Cette diminution ne sera compensée qu'en partie par la hausse du taux d'incorporation aux États-Unis, ce qui entraînera un ralentissement de la demande de maïs, principale matière de base. À l'échelle mondiale, l'utilisation du maïs dans la fabrication de biocarburant ne devrait croître que légèrement au cours de la prochaine décennie, d'où une contraction de sa part dans l'utilisation totale, qui passera de 16 % au cours de la période de référence à 14 % en 2029 (Graphique 1.12).

Graphique 1.12. Part des biocarburants dans l'utilisation totale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141247

Par contre, on s'attend à ce que la part des biocarburants dans l'utilisation mondiale de canne à sucre se hisse à 25 % en 2029, contre 23 % pendant la période de référence. Cette progression peut être attribuée en grande partie à l'extension prévue du programme brésilien RenovaBio, qui vise à réduire les émissions de GES dues aux carburants d'ici 2028. Au Brésil, l'éthanol est employé soit mélangé avec de l'essence, soit pur sous forme d'éthanol anhydre, ce qui dope notablement la part de ce produit dans la consommation totale de carburant par rapport aux pays qui recourent principalement à des mélanges peu concentrés. L'incorporation d'éthanol à un taux plus élevé est encouragée par un allègement des taxes, ce qui le rend plus compétitif que les carburants fossiles. Ces mesures continueront d'aider le Brésil à respecter ses engagements de réduction des émissions de GES, à réduire sa dépendance vis-à-vis des importations d'essence et à soutenir son secteur de la canne à sucre, qui assure 1.15 million d'emplois directs. Dans d'autres pays d'Amérique latine, comme la Colombie, le Paraguay et le Pérou, le secteur de la canne à sucre demande tout autant de main-d'œuvre et, en zone rurale, procure aux agriculteurs une proportion notable de leurs revenus. Pour protéger ces emplois, les pouvoirs publics soutiendront la demande de canne à sucre des fabricants de biocarburant en restreignant les importations d'éthanol et en imposant l'incorporation de ce produit dans les carburants.

Les pays d'Asie ne recourent guère à la canne à sucre pour produire de l'éthanol, en partie parce qu'accroître son utilisation nécessiterait davantage de terres, ce qui pourrait nuire à la production de céréales destinées à l'alimentation humaine et donc menacer la sécurité alimentaire. Compte tenu de ces contraintes, la mélasse, sous-produit de la fabrication du sucre de canne, est l'une des principales matières de base utilisées pour produire de l'éthanol. La proportion de sa production utilisée pour fabriquer des biocarburants devrait passer de 49% au cours de la période de référence à 54 % en 2029. La part des biocarburants dans la demande de racines et tubercules devrait quant à elle passer de 2 % à quelque 4 % dans le même temps, la Chine étant à l'origine de la majeure partie de cette progression.

L'utilisation d'huiles végétales comme biocarburant est censée se maintenir à 30 Mt, mais sa part de l'utilisation mondiale d'huiles végétales devrait passer de 14 % pendant la période de référence à 12 % environ en 2029. Outre la diminution attendue de la consommation de gazole contenant du biocarburant dans l'Union européenne, de nouvelles dispositions réglementaires limitent le recours à des matières de base (principalement l'huile de palme) cultivées dans des écosystèmes qui séquestrent du dioxyde de carbone, comme les forêts, les zones humides et les tourbières. Cependant, l'augmentation de la demande de biodiesel à base d'huile de palme, principalement dans les pays d'Asie du Sud-Est, compensera sa baisse dans l'Union Européenne. L'Indonésie et la Thaïlande devraient continuer de soutenir l'utilisation de l'huile de palme produite localement dans la fabrication de biodiesel. L'Indonésie, par exemple, applique un système de prélèvements variables pour faire en sorte que son industrie des biocarburants soit approvisionnée en matières de base produites sur place, en taxant les exportations d'huile de palme.

Autres utilisations

Outre l'alimentation humaine, l'alimentation animale et les biocarburants, les produits agricoles pris en compte dans les *Perspectives* sont utilisés à des fins multiples. Les semences, les pertes après récoltes, les déchets et l'ensemble des applications industrielles, à l'exception des biocarburants, y sont donc rassemblés dans la grande catégorie des « autres utilisations ». Les applications industrielles comprennent la production d'amidon, de spiritueux, de papier, de textiles et de produits pharmaceutiques avec des céréales. Le maïs, en particulier, prend de l'importance dans la fabrication de bioplastique employé pour produire des emballages alimentaires, des bouteilles, des ustensiles de cuisine, des pailles, etc. Le riz devrait gagner du terrain dans l'industrie cosmétique. Les nettoyants visage, gels de douche et produits capillaires contiendront de plus en plus d'ingrédients à base de cette céréale, notamment dans les pays d'Asie. La mélasse, sous-produit de la production de sucre de canne ou de betterave, est employée dans la production de levure, de vinaigre, d'acide citrique, de vitamines, d'acides aminés et d'acide lactique, entre autres. Les huiles végétales entrent dans la composition de produits cosmétiques

et d'hygiène corporelle, d'excipients lipidiques de produits pharmaceutiques, d'additifs alimentaires pour animaux de compagnie, etc. Les ingrédients d'origine végétale voient leur rôle s'accroître dans la cosmétique, ce qui se traduira probablement par une hausse de la demande d'huile végétale, principalement d'huile d'olive, dans cette industrie. Le coton est cultivé essentiellement pour ses fibres, qui sont transformées en fil lui-même utilisé pour produire des vêtements ou autres produits textiles.

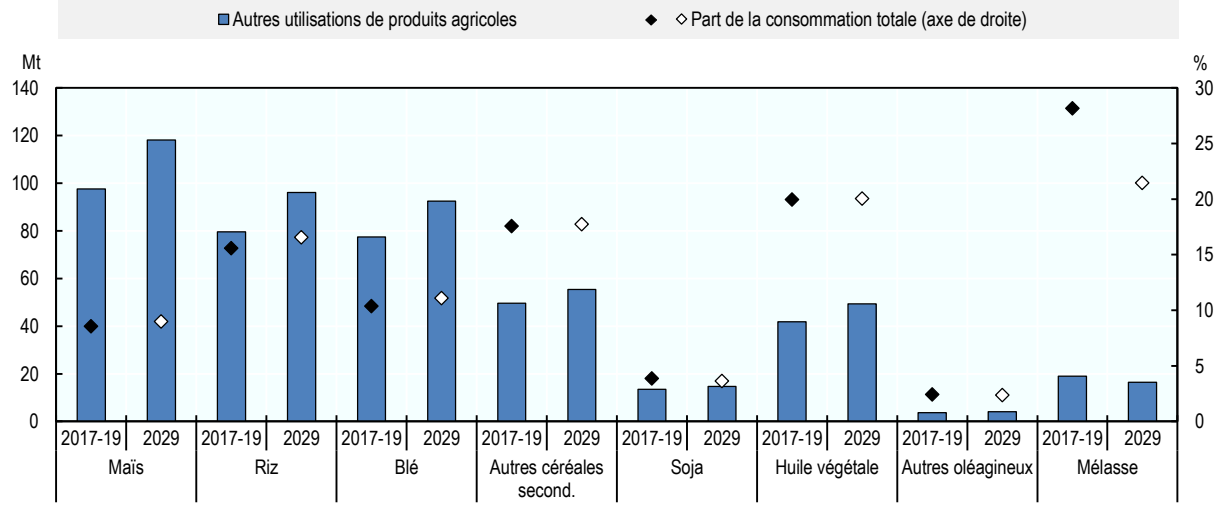
Les autres utilisations du maïs augmenteront de 20 % environ au cours de la période considérée, soit légèrement plus vite, d'après les projections, que sa consommation globale, ce qui fera passer leur part de 8.5 % actuellement à 9 % en 2029. La part des autres utilisations du blé et du riz devrait elle aussi s'accroître quelque peu dans la décennie à venir, ce qui témoigne d'une hausse de la demande de produits bruts renouvelables (Graphique 1.13).

Le recours à la mélasse en guise de matière première industrielle devrait diminuer sensiblement, son utilisation dans la fabrication de biocarburant continuant de se développer pendant la période de projection. Sa part des autres utilisations passera ainsi de près de 30 % dans la période de référence à 20 % approximativement en 2029.

La part des autres utilisations des produits de base restants, à savoir les oléagineux, dont l'huile végétale, et les autres céréales secondaires, est censée se maintenir au niveau actuel dans les dix années à venir. Aucun changement structurel n'est prévu dans le profil de leur consommation et les applications industrielles, les semences et les déchets ne dérogeront pas aux évolutions de la consommation en général.

La consommation mondiale de fibres de coton augmentera un peu plus vite que la population mondiale ces dix prochaines années. La hausse des revenus en cours devrait se traduire par un accroissement de la demande de produits en coton. La répartition géographique de cette demande sera fonction de la localisation future des filatures. La Chine est le plus gros consommateur mondial de coton brut depuis les années 60. On assiste toutefois à des mutations, car la production de fil quitte peu à peu la Chine pour s'implanter dans d'autres pays asiatiques, principalement le Bangladesh et le Viet Nam. On s'attend également à une croissance de la transformation du coton brut en Inde, en Turquie et en Asie centrale.

Graphique 1.13. Autres utilisations en valeur absolue et en proportion de la consommation totale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141266

1.3. Production

Les *Perspectives agricoles* de l'OCDE et de la FAO présentent des projections des tendances futures de la production des principaux produits de l'élevage (viande, produits laitiers, œufs et produits halieutiques et aquacoles) et produits végétaux (céréales, oléagineux, racines et tubercules, légumineuses, canne et betterave à sucre, huile de palme et coton) utilisés pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale ou pour fabriquer des biocarburants. Ces projections décomposent la croissance de la production agricole selon ses principaux déterminants, à savoir la croissance du rendement des cultures, l'intensification des cultures, l'agrandissement des surfaces agricoles, l'augmentation de la production par animal et l'accroissement des troupeaux. Elles montrent ainsi comment les réponses de la production à l'augmentation de la demande de produits agricoles de base varient selon les secteurs et régions.

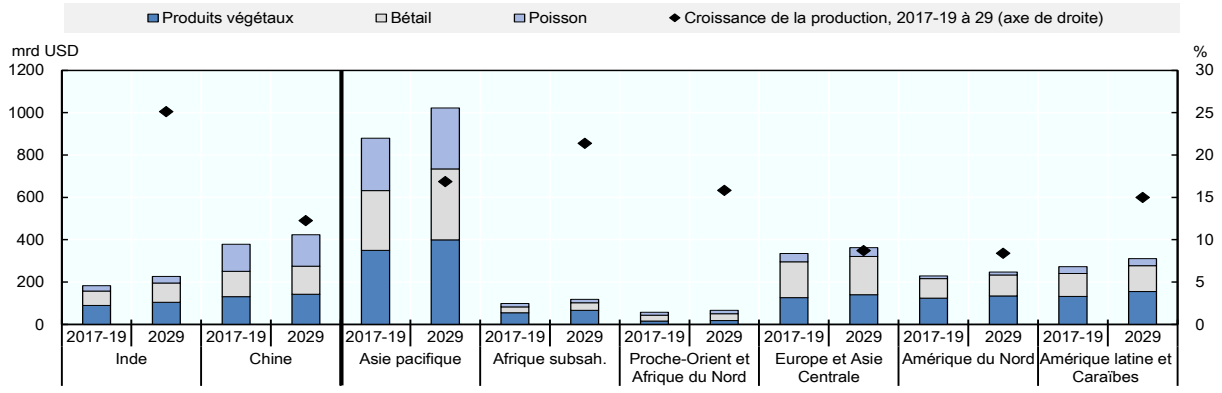
D'après les projections, la production agricole mondiale devrait s'accroître dans les dix années à venir en réaction à la hausse de la demande, mais moins vite qu'au cours des décennies passées. La majeure partie de cette augmentation devrait être imputable à des améliorations de la productivité découlant de l'intensification et du changement technologique en cours, avec pour conséquence une nouvelle baisse des prix réels des produits agricoles de base, malgré des obstacles croissants à l'agrandissement des surfaces agricoles dans certaines régions.

En ce qui concerne les cultures, notamment, il ressort des projections que l'amélioration des rendements expliquera la quasi-totalité de l'augmentation de la production, seul un petit agrandissement des surfaces cultivables étant nécessaire au niveau mondial. Cependant, l'importance relative de l'accroissement de la productivité (c'est-à-dire de la hausse des rendements et de l'intensification des cultures) et de l'agrandissement des surfaces cultivables variera selon les régions et les produits, en écho à des différences dans la disponibilité et le coût des terres et autres ressources. Les gains de productivité proviendront d'un usage plus intensif des intrants agricoles (engrais, pesticides et irrigation), lequel peut limiter les superficies nécessaires à la production, ainsi que de changements technologiques (variétés végétales améliorées par exemple) et d'améliorations de l'efficacité technique (pratiques culturales plus performantes) réduisant les besoins en intrants par unité produite.

La croissance mondiale de la production animale résultera à la fois d'améliorations des rendements (c'est-à-dire d'un accroissement de la production par animal) et d'une augmentation du nombre d'animaux. Comme dans le secteur des cultures, une combinaison d'intensification (recours accru à des aliments riches en énergie et en protéines, par exemple), de changements techniques (nouveaux progrès dans la sélection animale, entre autres) et d'améliorations de l'efficacité technique (lutte contre les maladies et meilleures pratiques de gestion) sera favorable à l'accroissement de la productivité à l'échelle mondiale. La hausse du nombre d'animaux jouera un rôle important, en particulier dans les pays à faible revenu et les économies émergentes, d'où devrait provenir la majeure partie de la croissance de la production pendant la décennie à venir.

Le secteur agricole se voit tenu d'accroître sa production pour répondre à une demande en augmentation, mais aussi de le faire de façon durable. Si l'intensification de la production agricole lui a permis de nourrir une population croissante et de limiter l'agrandissement de la surface agricole, certaines pratiques n'en ont pas moins accentué les problèmes environnementaux et menacent la durabilité. À l'origine d'un cinquième des émissions mondiales de GES, le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (AFAT) est l'un des principaux responsables du changement climatique. Il a donc un rôle essentiel à jouer dans la réduction de ces émissions et dans la limitation de la hausse de la température mondiale en deçà de 2°C prévue par l'Accord de Paris. L'agriculture est aussi l'un des secteurs les plus exposés au changement climatique, qui portera atteinte à la productivité des cultures et de l'élevage dans la plupart des régions, notamment si rien n'est fait en faveur de l'adaptation, et qui entraînera une relocalisation des productions agricoles. Il pourrait en résulter une plus grande volatilité de l'offre et des prix dans les décennies à venir.

Graphique 1.14. Tendances régionales de la production agricole, halieutique et aquacole



Note : ce graphique indique la valeur nette estimée de la production des produits agricoles, halieutiques et aquacoles pris en compte dans les Perspectives, en milliards USD et à prix constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141285

Actuellement, c'est la région Asie-Pacifique qui contribue le plus à la production agricole mondiale: elle représente près de la moitié de la production totale. L'Europe et l'Asie centrale et les Amériques en assurent quant à elles 45 % (Graphique 1.14). Au cours de la prochaine décennie, c'est probablement en Asie-Pacifique que la production des cultures, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture augmentera le plus (17 %) - principalement sous l'effet d'une forte progression en Inde (25 %) – et en Amérique latine (15 %). L'accroissement de la production sera plus modéré en Europe et Asie centrale et en Amérique du Nord, car la productivité agricole y est déjà élevée et l'action publique (mesures de protection de l'environnement et du bien-être animal, par exemple) y mettra des limites. De leur côté, l'Afrique subsaharienne et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord représentent actuellement une fraction modeste de la production mondiale de produits agricoles de base. Cependant, sur la base de leur production limitée et de leur faible productivité, ces deux régions devraient afficher une forte croissance de leur production dans les dix ans à venir (21 % et 16 %, respectivement). La nette augmentation de la production dans les régions émergentes et à faible revenu est le reflet d'une hausse des investissements et du rattrapage technologique, mais aussi de la disponibilité des ressources. Les producteurs de ces régions réagissent en outre à la hausse attendue de leurs recettes due aux débouchés à l'exportation (par exemple en Amérique latine) ou à des avantages comparatifs leur permettant de satisfaire une demande intérieure en progression du fait de la croissance de la population et des revenus (en Afrique subsaharienne et en Inde, entre autres). Ces opportunités pourraient être particulièrement importantes dans le cas des fruits et des légumes (voir le Chapitre 11, « Autres produits »).

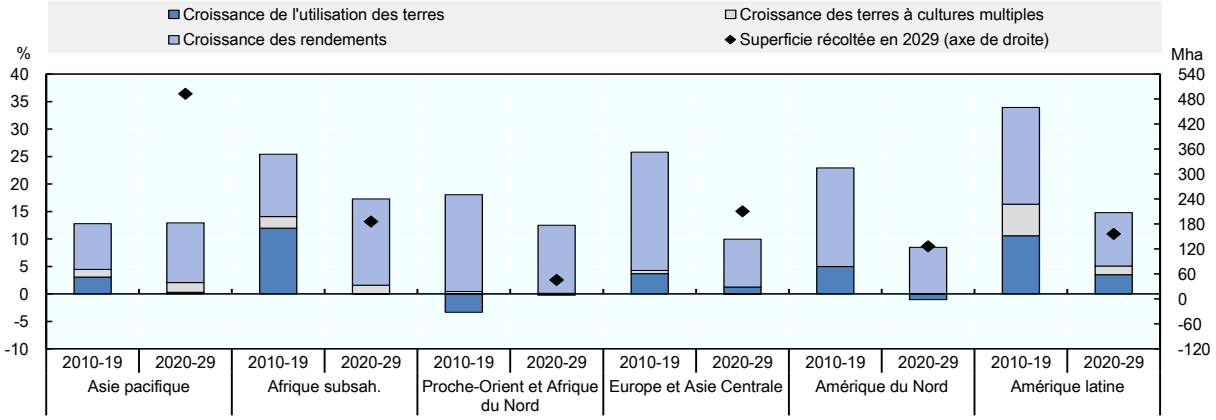
Les améliorations de la productivité sont le moteur de la hausse de la production végétale

Principaux facteurs de croissance de la production végétale mondiale

Pendant la prochaine décennie, l'accroissement de la production devrait provenir pour l'essentiel des gains de productivité (c'est-à-dire de l'augmentation des rendements et de l'intensification des cultures), l'agrandissement des surfaces cultivées étant limité à l'échelle mondiale. D'après les projections, la production végétale mondiale devrait croître de 375 Mt pour les céréales, 80 Mt pour les oléagineux, 42 Mt pour les racines et tubercules, 16 Mt pour les légumineuses et 3.5 Mt pour le coton, soit une croissance totale proche de 15 % d'ici 2029 (582 Mt). Les surfaces cultivables, quant à elles, ne devraient guère

s'agrandir au niveau mondial (1.3 %). Globalement, on s'attend à ce que la production végétale s'accroisse moins vite qu'au cours de la décennie écoulée, les rendements étant déjà élevés et les nouvelles superficies mises en production étant moins étendues (Graphique 1.15).

Graphique 1.15. Croissance mondiale de la production végétale



Note : le graphique ventile la croissance totale de la production (2010-19 et 2020-29) entre agrandissement des surfaces, intensification moyennant le développement des cultures successives et amélioration des rendements. Il porte sur les cultures suivantes : coton, maïs, autres céréales secondaires, autres oléagineux, légumineuses, riz, racines et tubercules, soja, betterave sucrière, canne à sucre, blé et huile de palme.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141304

Les régions émergentes et à faible revenu, qui disposent de davantage de terres et de main-d'œuvre, devraient être à l'origine d'environ 50% de l'augmentation de production végétale mondiale au cours des dix prochaines années. Les politiques nationales d'autosuffisance alimentaire joueront aussi en faveur de cette progression, en particulier dans le cas des céréales. Dans la région Asie-Pacifique uniquement, la production végétale devrait s'accroître au même rythme que pendant la décennie précédente (13 %, soit 248 Mt), principalement sous l'impulsion de la forte croissance enregistrée en Inde. Les projections font aussi état d'une nette augmentation de la production en Amérique latine (15 %, soit 115 Mt) et en Afrique subsaharienne (17 %, soit 62 Mt), mais celle-ci part d'un niveau plus bas. L'Europe et l'Asie centrale et l'Amérique du Nord continueront de contribuer notablement à la production végétale mondiale, maintenant leur part à 19 % et 17 %, respectivement, d'ici 2029. La croissance de la production sera toutefois plus limitée dans ces régions, nonobstant une nette progression en Europe orientale.

L'amélioration des rendements devrait être à l'origine de 88 % de l'augmentation de la production végétale mondiale au cours des dix prochaines années. En Amérique du Nord et en Europe et Asie centrale, où les rendements sont déjà élevés pour la plupart des cultures, ils connaîtront une hausse moins rapide que pendant la décennie écoulée. Dans ces régions, leur amélioration sera principalement due à l'adoption de technologies avancées (sélection végétale, par exemple) et à la mise en œuvre de pratiques culturales plus performantes. Les rendements s'élèveront sensiblement en Afrique subsaharienne (16 %) et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (12 %), étant donné leur fort potentiel de production, leur recours accru aux intrants agricoles et la mise en œuvre de meilleures pratiques de gestion agricole, mais aussi parce qu'ils partent d'un niveau relativement modeste. Ces taux plus élevés se traduiront donc, en valeur absolue, par des augmentations moins prononcées des rendements pour un certain nombre de cultures.

L'intensification des cultures contribuera également à l'accroissement de la production végétale mondiale, notamment en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie-Pacifique, où elle représentera 10 à

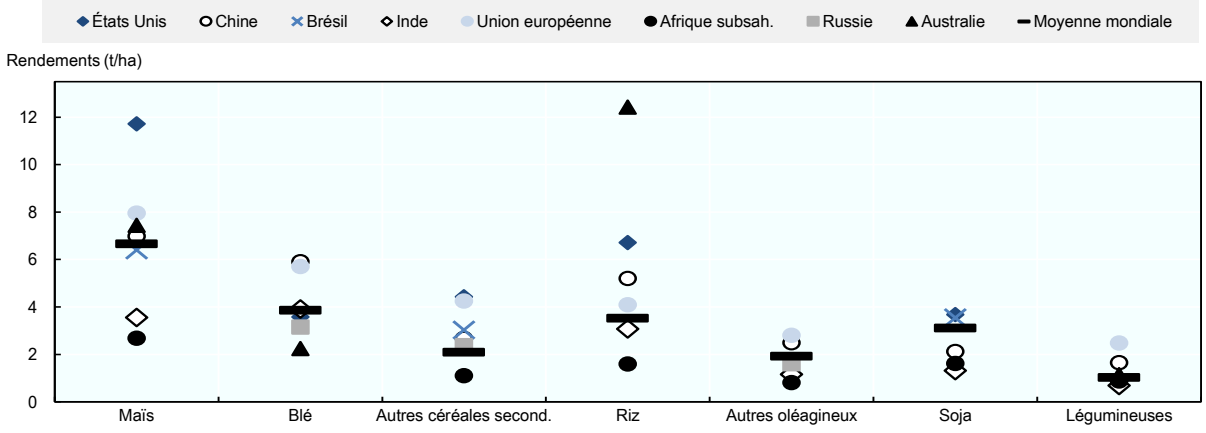
15 % de la hausse total de la production végétale. Globalement, entre 2020 et 2029, la superficie récoltée des principales cultures prises en compte dans les *Perspectives* devrait augmenter de 19.6 Mha, dont 30 % au Brésil et en Argentine. Dans ces deux pays, le développement des doubles cultures maïs/blé et soja devrait accroître la production du fait d'une exploitation plus intensive des terres déjà cultivées. Cette pratique joue aussi un rôle croissant dans d'autres régions et pour d'autres cultures, notamment celle du riz.

L'agrandissement des surfaces cultivables, de son côté, ne devrait représenter que 5 % de la hausse de la production végétale mondiale et jouera un rôle beaucoup moins important que durant la décennie précédente, quelle que soit la région. En Afrique subsaharienne, par exemple, il a été à l'origine d'environ la moitié de de la hausse totale de la production végétale au cours des dix dernières années. Pendant la période de projection, on s'attend à ce qu'une croissance de la production soit possible sans agrandissement des surfaces cultivables grâce à des améliorations de la productivité (c'est-à-dire à l'augmentation des rendements et à l'intensification des cultures) et à l'acquisition et au regroupement d'exploitations existantes par des investisseurs qui souhaitent disposer d'unités plus grandes et non plus consacrer des fonds importants au défrichage de nouvelles terres, comme ils le faisaient dans le passé. L'agrandissement des superficies cultivables ne contribuera notablement à l'accroissement de la production végétale qu'en Amérique latine, où l'on s'attend à ce qu'il représente 25 % du total, car davantage de terres sont disponibles dans cette région et les coûts de cette opération y sont moins élevés (section 1.3).

Variations des rendements des cultures

Malgré la croissance notable des rendements projetée dans les régions émergentes et à faible revenu dans la décennie à venir, de fortes disparités entre pays et régions devraient persister en la matière. Ce phénomène est dû en partie à la diversité des conditions agroécologiques, mais aussi à des différences dans l'accès aux intrants agricoles comme les engrais et les variétés végétales améliorées, ou dans l'accès aux technologies et au capital humain. Par ailleurs, les écarts de rendements entre régions sont en général très variables selon le type de culture (Graphique 1.16).

Graphique 1.16. Projections des rendements des cultures dans certains pays et régions en 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141323

D'après les projections, en 2029, les rendements du maïs devraient se situer entre 2.7 t/ha en Afrique subsaharienne et près de 12 t/ha aux États-Unis, principal pays producteur et exportateur dans le monde. Dans ce dernier, le recours intensif aux intrants, conjugué à des progrès constants dans la sélection végétale, permettra une nouvelle amélioration des rendements au cours de la décennie à venir. De même, le rendement moyen du riz en Australie devrait être porté à 12.4 t/ha en 2029, du fait de l'usage intensif des intrants (engrais, pesticides, irrigation) et de la mise en œuvre de bonnes pratiques de culture sur les terres les plus appropriées. C'est presque huit fois le rendement moyen de la riziculture projeté en Afrique subsaharienne (1.6 t/ha), où la disponibilité et la qualité des engrais sont limitées et où les épandages sont les moins abondants de toutes les régions. Les rendements moyens sont aussi influencés par les récoltes avortées du fait des sécheresses ou des invasions de criquets pèlerins, qui sont fréquentes en Afrique subsaharienne. Globalement, ces tendances dans les rendements des céréales mettent en lumière la nécessité d'accroître les transferts de technologies entre régions du monde, afin de continuer à réduire les écarts de rendements. Cela dit, la poursuite de la croissance des rendements des céréales dans toutes les régions permettra d'obtenir une augmentation de la production mondiale sans agrandir les surfaces cultivables.

En ce qui concerne les oléagineux et les cultures traditionnelles comme les légumineuses, les écarts de rendement sont moins prononcés. En 2029, les rendements des légumineuses dans l'Union européenne, l'une des régions les plus productive, ne seront que trois fois supérieurs à ceux de l'Inde, premier producteur mondial. L'augmentation de la production mondiale d'oléagineux et de légumineuses devrait être imputable en partie à un agrandissement des surfaces, dans la mesure où l'amélioration des rendements sera plus limitée dans la décennie à venir. Cet agrandissement reste important également dans le cas d'autres cultures comme le coton (non représenté dans le graphique 1.16), car la progression des rendements dans les principaux pays producteurs (l'Inde, par exemple) ne devrait pas être suffisante pour répondre à l'accroissement de la demande mondiale.

Dans l'ensemble, la hausse des rendements plus sensible dans les régions émergentes et à bas revenu, en termes relatifs, se traduira par une augmentation relativement modeste en valeur absolue, étant donné leurs faibles niveaux de départ. En 2029, les rendements moyens des cultures en Inde et en Afrique subsaharienne, par exemple, devraient rester largement inférieurs à ceux de tous les pays qui font la course en tête, y compris de certains pays/régions où les conditions naturelles sont comparables (Asie du Sud-Est et Amérique latine, par exemple). Il en ressort que beaucoup de pays seront encore loin d'avoir atteint leurs rendements potentiels et, donc, leur potentiel de production à la fin de la période de projection.

Potentiel d'intensification durable

Sous l'effet d'incitations appropriées, une nouvelle intensification de la production végétale aura lieu pour répondre à la hausse de la demande de produits végétaux, notamment dans les pays qui n'ont pas atteint leur potentiel de rendement et de production. Une augmentation de la production est supposée plus efficiente, sur le plan économique, si elle passe par l'intensification de la production (accroissement de la production par unité de superficie) que par l'agrandissement des surfaces agricoles étant donné les conditions économiques et la politique qui prévalent. Une utilisation plus intensive des intrants agricoles, en particulier, a permis de nourrir une population croissante avec une augmentation relativement modeste des surfaces exploitées. Néanmoins, l'intensification des pratiques agricoles (drainage, travail du sol, etc.) et, en particulier, le recours plus intensif aux engrais et aux pesticides, peuvent accentuer certains problèmes environnementaux et menacer la durabilité (section 1.3). Dans la plupart des régions du monde, des gains d'efficience sont encore possibles moyennant l'adoption de technologies plus avancées (comme l'agriculture de précision) ou la mise en œuvre de meilleures pratiques de gestion agricole, ce qui permettrait de produire davantage sans augmentation, ou avec une augmentation moins que proportionnelle, de l'utilisation des intrants, qu'il s'agisse de ressources naturels ou de produits chimiques.

Outre les systèmes conventionnels nécessitant beaucoup d'intrants, d'autres systèmes de production agricole ont vu le jour. En réduisant ou en éliminant les intrants chimiques ou en raccourcissant les circuits d'approvisionnement, certains d'entre eux visent à faire diminuer l'empreinte écologique de l'agriculture commerciale. L'agriculture biologique, par exemple, a moins d'impact sur l'environnement et produit moins d'aliments – par unité de surface utilisée. Des études montrent que ses rendements sont de 20 % inférieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle, ce qui signifie qu'elle nécessite beaucoup plus de surface pour produire les mêmes quantités (De Ponti, Rijk and Van Ittersum, 2012[1]). Cela pose un certain nombre de problèmes, étant donné la disponibilité limitée des terres propres à l'agriculture et les effets néfastes sur l'environnement de l'agrandissement des surfaces agricoles (section 1.3).

L'agriculture biologique se développe dans le monde. Elle représente déjà 7.5 % de la superficie agricole totale dans l'Union européenne, par exemple, et plus de 20 % dans certains États membres (comme l'Autriche, l'Estonie et la Suède) (Eurostat, 2020[2]). Au cours de la décennie à venir, elle pourrait atteindre un poids suffisant, dans l'Union européenne, pour influencer la consommation moyenne d'engrais par hectare, et éventuellement les rendements moyens des cultures. Quoi qu'il en soit, dans les principales régions productrices, la production végétale devrait rester pour l'essentiel le fait des systèmes conventionnels à forte consommation d'intrants.

L'intensité de la production animale varie selon le type de produit et la région du monde

Lieux de croissance de la production mondiale

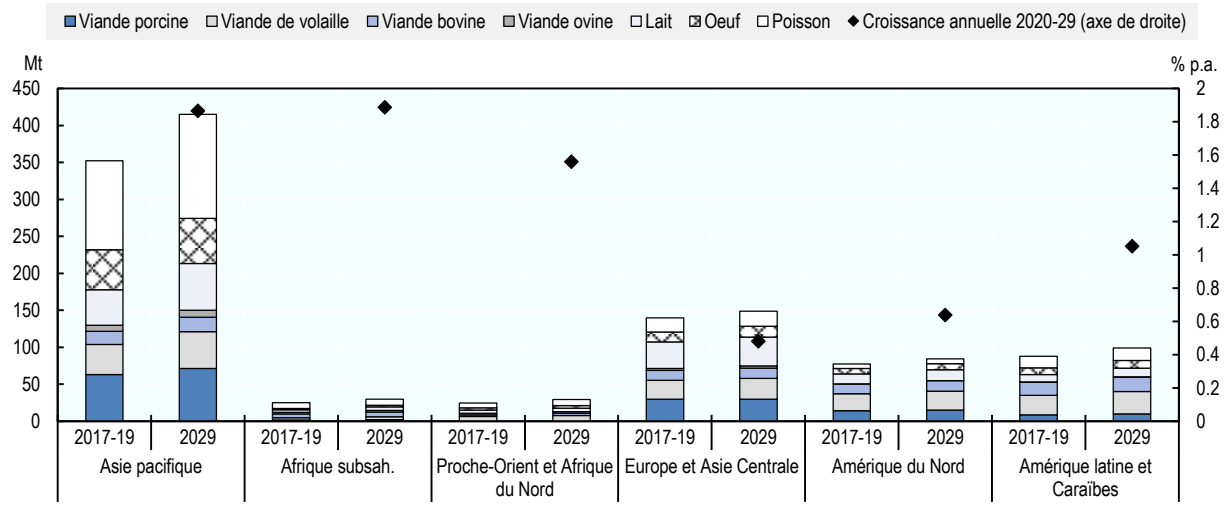
La région Asie-Pacifique représente actuellement la moitié de la production animale mondiale. L'Europe et l'Asie centrale et les Amériques en assurent respectivement 20 % et 23 % et ces proportions devraient rester stables d'ici la fin de la période de projection. Quelques pays en particulier (à savoir la Chine, l'Inde, le Brésil et les États-Unis) et l'Union européenne conserveront une place prépondérante. Au cours de la période de projection, la production animale mondiale (viande, lait, œufs et poisson) devrait croître de 14 % (99 Mt), encouragée par des prix des aliments du bétail en baisse et des prix des produits stables qui assurent une marge bénéficiaire rémunératrice aux producteurs (Graphique 1.17).

Globalement, la production de viande devrait augmenter de 12 %, soutenue par une relation favorable entre le prix des produits et celui des aliments pour animaux. La majeure partie de cette croissance proviendra de pays émergents et à faible revenu (Brésil, Chine, Inde, Mexique, Pakistan et Turquie, en particulier).

Avec une progression projetée à 16 % (20 Mt), la volaille est le type de viande dont la production devrait croître le plus vite. Elle représente à peu près la moitié de la hausse de la production totale de viande annoncée par les projections. La progression enregistrée en Asie-Pacifique et en Amérique latine, en particulier, devrait correspondre à 60 % de l'augmentation mondiale de la production de volaille. Cette croissance sera encouragée par des coûts de production modeste, un cycle de production court, des taux de conversion alimentaire élevés et une hausse de la demande des consommateurs dans la plupart des régions du monde, ce qui assurera la stabilité des prix.

La production de viande ovine est beaucoup plus faible que celle des autres types de viande au niveau mondial, mais elle devrait elle aussi afficher une forte croissance dans les dix années à venir. Estimée à 14 % (2 Mt), cette progression sera favorisée principalement par une forte augmentation de la demande en Chine et en Afrique, qui sera satisfaite en majeure partie localement. Les projections font état d'un accroissement plus limité de la production en Océanie (6 %), du fait de la concurrence en cours des secteurs bovin et laitier pour les pâturages en Nouvelle-Zélande, et en raison de la sécheresse prolongée qui fait diminuer le cheptel ovin en Australie.

Graphique 1.17. Production animale mondiale



Note : la production de lait est exprimée en Mt d'extrait sec.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141342

Dans l'ensemble, la production de viande bovine devrait connaître une croissance d'environ 9 % au cours de la période de projection. Cette hausse sera attribuable pour l'essentiel à l'Asie-Pacifique (2 Mt), en particulier à la Chine et au Pakistan, et à l'Amérique latine (1.5 Mt); ces deux régions représentant plus de la moitié de l'augmentation totale. La production de viande bovine s'accroîtra aussi en Amérique du Nord (0.8 Mt), sous l'effet des coûts modestes des aliments pour animaux et de prévisions encourageantes en ce qui concerne les prix, liées à une demande intérieure soutenue. Toutefois, dans l'Union européenne, la faible rentabilité du secteur bovin, qui peut s'expliquer en partie par la baisse de la demande intérieure, et les gains d'efficience importants dans le secteur laitier se sont traduits par une contraction du cheptel ces dernières années. Il devrait en résulter une baisse de 6 % (-0.4 Mt) de la production de viande bovine dans les dix prochaines années.

D'après les projections, la production de viande porcine croîtra de 11 Mt d'ici 2029 (9 %). Cette évolution viendra en grande partie de Chine, qui devrait représenter 60 % de l'accroissement de la production mondiale dans la décennie à venir (6.5 Mt). Il ressort des projections que l'épidémie de peste porcine africaine continuera de porter atteinte à la production en Chine et dans d'autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est pendant les cinq années à venir, mais la production devrait se redresser graduellement d'ici 2025. Dans l'Union européenne, des restrictions environnementales entraîneront probablement une diminution de la production de viande porcine de 2 % (-0.5 Mt) au cours de la période de projection.

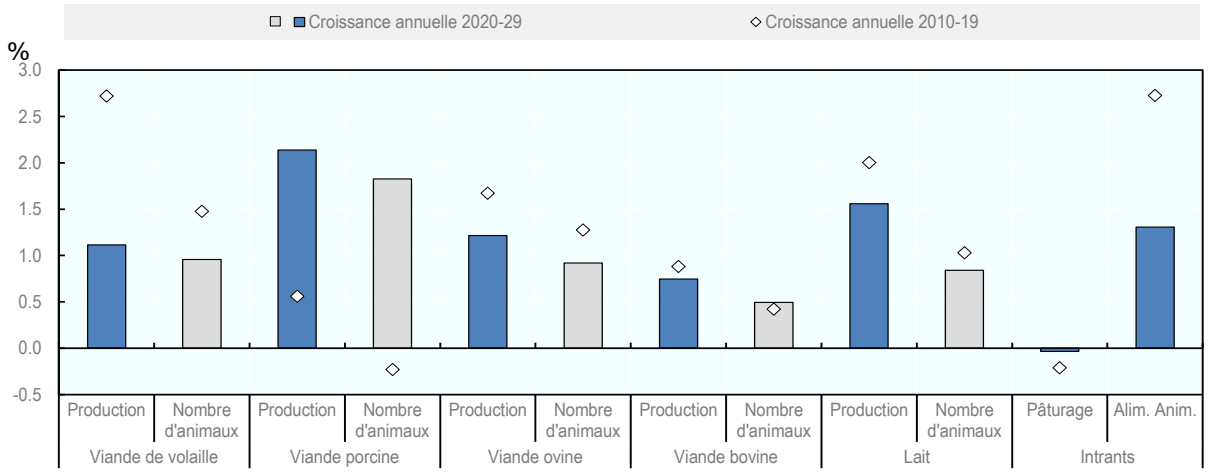
Parmi tous les produits d'origine animale, ce sont les produits laitiers qui devraient connaître la croissance la plus forte dans les dix prochaines années en raison d'une forte demande. La production de lait devrait s'accroître de 20 %, l'Inde et le Pakistan représentant 60 % de la hausse totale. Le secteur réagit au faible niveau des coûts de production et à des prix annoncés en hausse. Les prix du lait sont soutenus par une demande importante, en particulier de produits frais dans les pays d'Asie (Inde, Pakistan). En Afrique, la forte croissance démographique et l'arrivée de systèmes de réfrigération devraient aussi se traduire par une augmentation de la demande de produits laitiers. D'après les projections, la production d'œufs s'accroîtra globalement de 13 %, la Chine et l'Inde représentant 45 % de la hausse totale.

Principaux facteurs de croissance de la production mondiale

L'augmentation mondiale de la production animale résultera de la conjugaison de deux facteurs principaux (Graphique 1.18). Tout d'abord, des améliorations de la génétique et de la santé des animaux, associées à de meilleures pratiques de gestion et d'alimentation animale, permettront d'intensifier la production (autrement dit, d'accroître le volume obtenu par animal et par an) dans toutes les régions. Cette intensification se traduira par une hausse du poids à l'abattage et une réduction du temps de finition des animaux. Par ailleurs, la croissance de la production passera aussi par une augmentation de la taille des troupeaux. L'importance relative de ces deux facteurs variera selon le type de produit animal et la région du monde.

À l'échelle mondiale, la croissance de la production de volaille ira de pair avec celle du cheptel pendant les dix prochaines années (1% par an) (Graphique 1.18). Dans certaines grandes régions de production, comme l'Amérique du Nord et l'Union européenne, où la productivité par animal est déjà élevée, les possibilités d'intensification supplémentaires seront limitées. Cependant, on s'attend à une amélioration de l'efficacité alimentaire, ce qui minorera les coûts de production et la pression liée à la disponibilité de l'alimentation animale. Dans les pays émergents et à faible revenu, toutefois, l'activité du secteur de la volaille peut encore être nettement intensifiée. Par exemple, la modernisation de la filière avicole qu'ont connue plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (comme l'Afrique du Sud et la Tanzanie) devrait se poursuivre et entraîner une forte croissance de la production pendant la décennie à venir (2.4 % par an).

Graphique 1.18. Croissance de la production animale mondiale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141361

D'après les projections, la production de viande ovine et les troupeaux augmenteront eux aussi parallèlement dans les dix prochaines années, l'élevage ovin étant dans la majeure partie du monde une activité pastorale extensive. La forte hausse de la production en Afrique subsaharienne (2.3 % par an), notamment, s'appuiera sur un accroissement sensible du cheptel, étant donné les progrès jusqu'à présent limités de l'amélioration génétique dans la région. Globalement, le manque de capitaux à investir, la disponibilité limitée d'aliments pour animaux et des facteurs environnementaux tels que la désertification et les invasions de criquets sont encore aujourd'hui autant de freins structurels à l'intensification. Ces éléments ont une influence particulièrement prononcée dans le cas des ruminants (bovins, ovins et caprins).

La production de lait, de viande bovine et de viande porcine devrait pour sa part progresser plus vite que le nombre d'animaux dans toutes les régions, compte tenu d'une nouvelle intensification dans ces secteurs. La production mondiale de lait, en particulier, devrait s'intensifier, même si cette tendance dissimule des différences structurelles importantes entre les principaux producteurs mondiaux, comme l'explique la section suivante. La production de viande bovine continuera elle aussi de s'intensifier y compris dans les grands pays producteurs d'Amérique latine, où cette évolution permettra une forte augmentation de la production (0.7 % par an) malgré une augmentation limitée du cheptel (0.2 % par an). En Argentine, l'intensification des processus de production dans des parcs d'engraissement améliore continuellement les rendements, tandis que dans les systèmes pâturants, comme au Brésil, elle passera surtout par l'amélioration de la gestion des pâturages.

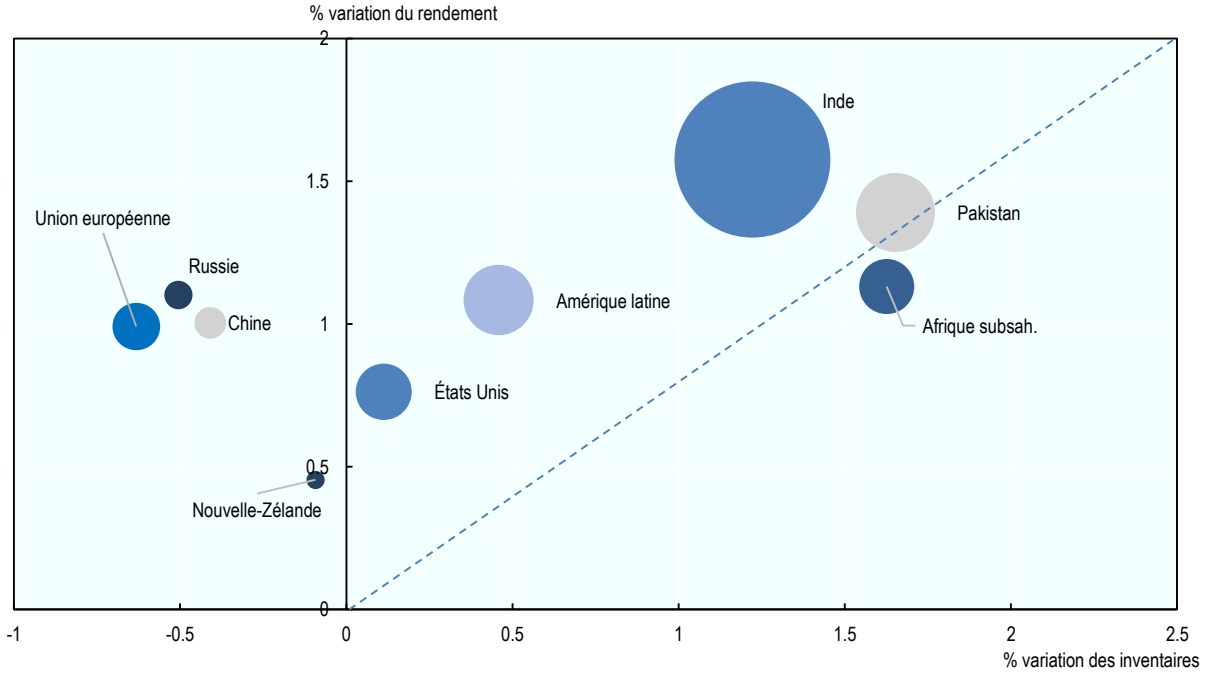
À l'échelle mondiale, la croissance de la production animale ira de pair avec une diminution de la surface des pâturages due à une nouvelle intensification de la production des pâturages et de l'élevage de ruminants, et à l'essor des secteurs de la viande de non-ruminants (volaille et viande porcine) qui ne nécessitent pas de pâturages. Ce processus sera favorisé par une augmentation robuste de la consommation d'aliments concentrés (1.3 % par an), la surface des pâturages régressant surtout dans les régions où, d'après les projections, la progression du recours à ces aliments sera la plus prononcée (section 1.3).

Lait et produits laitiers : des différences structurelles importantes persistent entre les principaux pays producteurs

Au cours de la décennie à venir, la majeure partie de la croissance de la production laitière sera imputable aux pays émergents et à faible revenu (l'Inde et le Pakistan, en particulier), où le lait provient principalement de petites exploitations extensives qui pratiquent le pastoralisme (Graphique 1.19). Dans ces régions, l'augmentation de la production résultera en grande partie de celle du cheptel laitier, avec une augmentation de 21 millions de têtes en Inde et de 29 millions en Afrique subsaharienne par exemple. Cela représente les deux tiers de la croissance du cheptel laitier mondial. Les rendements s'amélioreront eux aussi au fil du temps, mais compte tenu de leur faible niveau de départ, leur augmentation en valeur absolue restera modeste. On s'attend ainsi à ce que les rendements laitiers atteignent 1.57 t/tête en Inde en 2029, par exemple, soit sept fois moins que les rendements moyens attendus aux États-Unis. La mauvaise qualité des aliments pour animaux, les maladies et le faible potentiel laitier des animaux utilisés dans la production laitière continuent de freiner l'amélioration de la productivité dans ces régions. En Afrique subsaharienne, par exemple, le cheptel laitier est composé en grande partie de caprins, qui se caractérisent par une faible productivité par tête.

Parmi les pays développés, on s'attend à une croissance plus modeste de la production chez les principaux producteurs (États-Unis, par exemple), ainsi que chez les grands exportateurs de lait, à savoir l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande, où les normes environnementales de plus en plus nombreuses (sur les phosphates, les nitrates et les émissions de GES, entre autres) et le manque de terres dans le cas de la Nouvelle-Zélande, limiteront également un nouvel essor de la production. Une hausse de cette production n'en sera pas moins obtenue nonobstant une stagnation ou une diminution des effectifs de bétail, grâce à un accroissement soutenu des rendements imputable à une conjugaison d'améliorations génétiques, de l'efficience alimentaire et des pratiques de gestion des troupeaux. Exprimés en tonnes, les gains de rendement par animal laitier devraient augmenter plus vite dans les pays développés et creuser les écarts en valeur absolue.

Graphique 1.19. Variation des effectifs du cheptel laitier et des rendements entre 2020 et 2029



Note : la taille des bulles est fonction de la croissance de la production laitière en valeur absolue entre 2017-19 et 2029.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141380

Intensification de l'élevage et bien-être animal

Les améliorations de la productivité dans l'élevage peuvent atténuer les problèmes de sécurité alimentaire et d'utilisation des terres, mais aussi d'émissions de GES puisqu'une production plus intensive est synonyme d'une baisse des émissions par unité produite. Néanmoins, l'impact de l'intensification sur le bien-être animal est quant à lui plus complexe. Lorsque la productivité est faible (par exemple dans les systèmes pastoraux), une intensification peut entraîner une amélioration de la nutrition des animaux et des soins de santé qui leur sont prodigués, ce qui accroît leur bien-être, mais lorsqu'elle est plus élevée, certaines pratiques (enclos et cages de petites dimensions entravant les mouvements dans les systèmes confinés, par exemple) peuvent mettre leur bien-être en péril (Leenstra, 2013[3]). Des politiques jouant déjà un rôle important dans certains pays développés imposent des normes de bien-être à l'élevage, par exemple un accès minimal à des activités en plein air, des prescriptions à respecter dans la conception des logements ou des limites à la taille des exploitations. Les mesures de ce type pourraient restreindre l'intensification de certaines filières dans les dix années à venir (volaille et porcins, par exemple).

Perspectives mondiales de la production halieutique et aquacole

Au cours de la période de projection, la production halieutique et aquacole mondiale devrait croître à un rythme de 1.3 % par an, pour atteindre 200 Mt en 2019 (+24.6 Mt). L'Asie-Pacifique, principale région productrice, assurera 80 % du total de cette progression. Les projections indiquent une augmentation moins marquée de la production en Amérique latine et en Europe et Asie centrale, deux autres producteurs importants. Une forte croissance de la production est cependant attendue au Proche-Orient et en Afrique

du Nord (1.7 % par an) et en Afrique subsaharienne (1.1 % par an), quoiqu'à partir de niveaux de base inférieurs, ces deux régions ajoutant moins de 2 Mt au total (Graphique 1.16).

Jusque dans les années 90, la quasi-totalité du poisson et des aliments d'origine marine étaient issus de la pêche, mais depuis vingt ans, la production halieutique est relativement stable. La production aquacole, quant à elle, augmente constamment, notamment en Chine, occupant une place de plus en plus importante dans l'offre globale de poisson. Au cours de la période de projection, elle poursuivra sa progression, tandis que la production halieutique devrait rester globalement stable. Ainsi, d'ici 2024, l'aquaculture devrait ravir à la pêche sa place de première source mondiale de poisson (voir Chapitre 8).

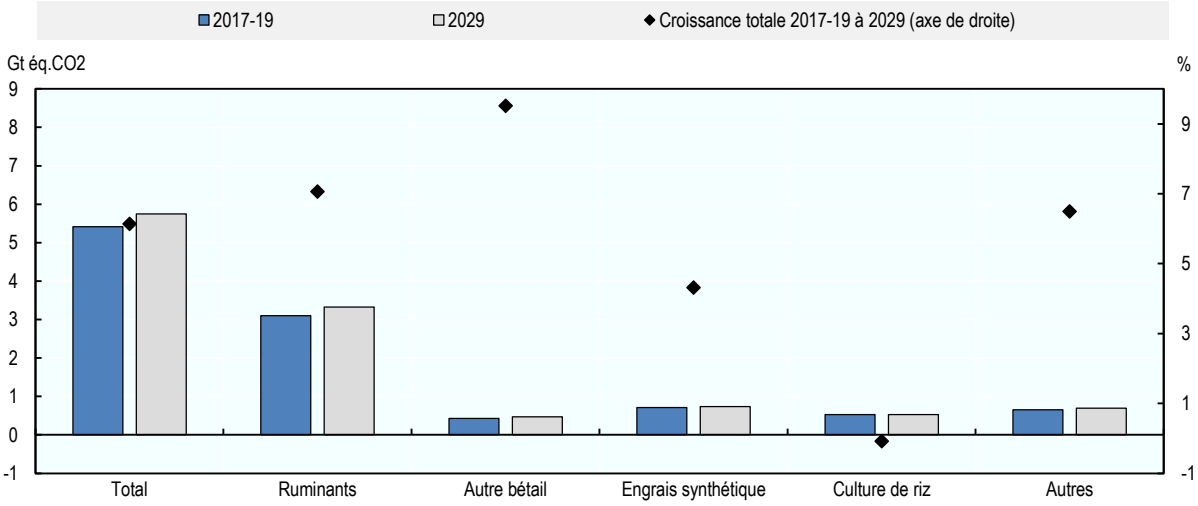
La hausse de la production annoncée par les projections devrait être moins rapide que pendant la décennie écoulée (1.3 % par an contre 2.3 % par an). La principale raison en est que l'on s'attend à ce que la Chine, premier producteur mondial, mette en œuvre une politique de la pêche et de l'aquaculture plus durable, comme le prévoit son 13e plan quinquennal. Il devrait en résulter une diminution de la capacité dans un premier temps, mais une amélioration de la productivité s'ensuivra dans le secteur aquacole au cours de la deuxième moitié de la période de projection.

Les impacts environnementaux de la production agricole

Émissions directes de GES

Les émissions directes de GES de l'agriculture représentent environ 11 % des émissions totales mondiales. Elles sont actuellement imputables aux deux tiers à l'élevage (en particulier de ruminants), principalement du fait de la fermentation entérique. Les autres sources importantes d'émissions directes de GES sont l'épandage d'engrais de synthèse sur les sols agricoles (13 %) et la décomposition anaérobie de matières organiques dans les rizières (10 %) (Graphique 1.20).

Graphique 1.20. Émissions directes de GES de la production animale et végétale, par activités



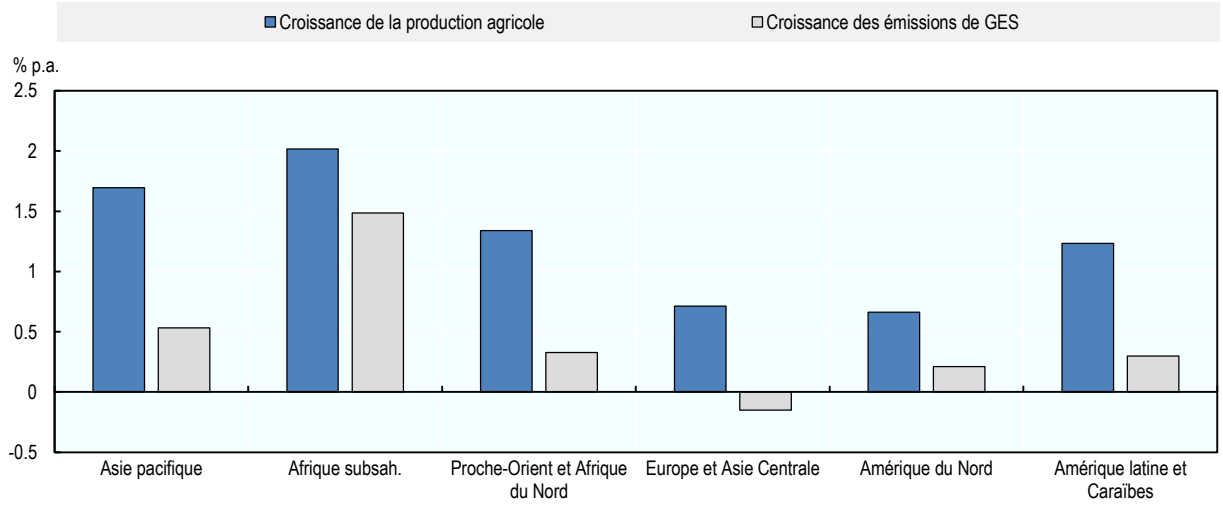
Note : la catégorie « autres » comprend les émissions directes de GES dues aux résidus de récolte et à leur incinération, aux feux de savane et à l'exploitation des sols organiques.
Source : FAO (2019), base de données FAOSTAT sur les émissions de l'agriculture, http://www.fao.org/faostat/en/#data/GT ; OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141399

Si l'on suppose que les politiques et technologies actuelles resteront inchangées, les projections font état d'une hausse de 6 % des émissions directes de GES au cours des dix prochaines années, soit 332 Mt éq. CO_2 de plus que pendant la période de référence. L'élevage sera à l'origine de 80 % de cette augmentation. Géographiquement, la majeure partie de la hausse des émissions directes devrait être imputable aux régions émergentes et à faible revenu, car l'augmentation de leur production sera plus nette alors que leurs systèmes de production sont plus intensifs en émissions. À elle seule, l'Afrique subsaharienne devrait représenter 80 % de l'augmentation totale des émissions directes de GES et l'Asie-Pacifique, 46 % (dont 50 % attribuables à l'Inde et à la Chine).

Les émissions de l'agriculture mondiale suivent une tendance à la hausse, mais l'intensité carbone de la production diminue au fil du temps. Dans les dix prochaines années, la plupart des régions du monde devraient réduire l'intensité d'émission de l'agriculture. En Europe et en Asie centrale, on s'attend à ce que la croissance de la production coïncide avec une baisse des émissions directes de GES (-0.15 %), due en partie à de nouvelles améliorations des rendements, mais surtout à une diminution de la place des ruminants dans la production totale. Cette dernière est directement liée au recul anticipé de la production de viande bovine dans l'Union européenne au cours des dix prochaines années. Dans les Amériques, l'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, une forte croissance de la production animale devrait se produire, accompagnée d'une hausse beaucoup plus lente des émissions directes de GES. En Afrique subsaharienne, cependant, la production agricole et les émissions directes de GES devraient augmenter davantage de pair, surtout parce que la hausse de la production résultera en grande partie d'un accroissement des troupeaux dans l'élevage extensif de ruminants. L'adoption à grande échelle de technologies de réduction des GES pourrait conduire à une nouvelle réduction de l'intensité carbone de la production agricole. L'effet de ces technologies sur les émissions directes de GES de l'agriculture nécessite un suivi plus détaillé pour être visible dans les statistiques des émissions.

Graphique 1.21. Évolution annuelle de la production agricole et des émissions directes de GES, entre 2020 et 2029



Note : ce graphique illustre les projections de l'augmentation annuelle des émissions directes de GES de l'agriculture et de la valeur nette estimée de la production des produits végétaux et animaux pris en compte dans les Perspectives (en milliards USD et à prix constants de 2004-06).

Source : FAO (2019), base de données FAOSTAT sur les émissions de l'agriculture, http://www.fao.org/faostat/en/#data/GT ; OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141418

Le secteur agricole a un rôle essentiel à jouer dans l'atténuation du changement climatique, car il est l'un des plus gros émetteurs de GES dans le monde. Il existe un certain nombre de mesures permettant de réduire les émissions de l'agriculture en agissant soit sur l'offre, soit sur la demande, mais leur adoption a été pour le moment limitée. Par ailleurs, les stratégies de réduction des émissions dans le secteur agricole nécessitent une collaboration aux niveaux national et international (encadré 1.1).

Parallèlement à l'action publique, un nombre croissant d'initiatives d'entreprises privées ont vu le jour, en particulier dans le secteur de l'élevage Ces dernières ont pour objectif de de mesurer et comparer les émissions de GES, et elles définissent, dans certains cas, des objectifs ambitieux de réduction des émissions (OECD, 2020[4]). Dans l'Union européenne (Irlande, Pays-Bas, France, entre autres), en Nouvelle-Zélande, en Australie et aux États-Unis, par exemple, le secteur laitier s'est récemment engagé à réduire ses émissions au moyen de diverses mesures, dont la promotion de bonnes pratiques agricoles auprès des exploitants (conservation des sols, préservation des pâturages, amélioration de l'efficacité alimentaire, par exemple) et le développement d'instruments de suivi des émissions sur les exploitations (Origin Green IRELAND, n.d.[5]; Zuivelketen, n.d.[6]; CNIEL, 2020[7]; DairyNZ, n.d.[8]; Dairy Australia, 2019[9]; U.S. Dairy, n.d.[10]). Outre leurs avantages en termes d'image et de marketing, ces initiatives peuvent aider à atteindre les objectifs nationaux de réduction des émissions dans l'agriculture, la foresterie et les autres affectations des terres (AFAT).

Encadré 1.1. Le rôle de l'agriculture dans l'atténuation du changement climatique

Ensemble, l'agriculture, la foresterie et l'utilisation totale des terres constituent la deuxième source d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde, derrière le secteur de l'énergie. Globalement, on s'accorde de plus en plus à penser qu'il existe un fort potentiel de réduction dans ces activités et qu'il est nécessaire de faire diminuer les émissions de GES de l'agriculture. Ces dernières années, un certain nombre de pays ont fixé à l'agriculture des objectifs de réduction des émissions de GES, soit dans le cadre de leur contribution déterminée au niveau national au titre de l'Accord de Paris, soit, plus généralement, aux termes de leur stratégie nationale d'atténuation. Cependant, le déploiement des mesures visant à encourager cette réduction reste incomplet. De plus, il pose des difficultés d'ordre social et politique aux pouvoirs publics dans ce secteur, ne serait-ce que parce qu'il faut trouver un équilibre entre la nécessité de réduire les émissions et celle de nourrir quotidiennement plusieurs milliards de personnes. Si aucun progrès n'est fait collectivement dans les dix prochaines années, l'agriculture pourrait devenir la principale source d'émissions directes et indirectes dans le monde d'ici le milieu du siècle, car une décarbonation plus rapide est anticipée dans les autres secteurs (l'énergie, par exemple). Les travaux que l'OCDE a consacrés à cette question dernièrement ont débouché sur un certain nombre de recommandations sur la mise en place de stratégies d'atténuation efficaces dans le secteur agricole.

- Pour commencer, les pouvoirs publics devraient éliminer les subventions agricoles qui faussent le marché. Il a été montré que les formes de soutien qui provoquent le plus de distorsions sont aussi celles qui, en général, portent le plus atteinte à l'environnement. Beaucoup de pays ont procédé à des réformes importantes de leur politique de soutien au début des années 2010, mais depuis, peu de progrès ont été faits.
- Les instruments économiques qui visent à réduire les émissions de GES, comme les taxes carbone, les systèmes d'échange de droits d'émission et les paiements au titre des réductions, sont les moyens les plus efficaces, en terme de coût, pour faire diminuer les émissions de l'agriculture, même s'ils imposent des arbitrages aux agriculteurs, aux consommateurs et aux contribuables, et sont difficiles à mettre en œuvre. Un des défis de mise en œuvre important

pour ces politiques est la difficulté de mesure des émissions de l'agriculture, qui proviennent principalement de sources diffuses et hétérogènes.

- La coopération aux niveaux national et international est essentielle à l'atténuation du changement climatique dans le secteur agricole, car les approches unilatérales fondées sur la tarification du carbone peuvent donner lieu à la fuite des émissions vers les pays où elles ne sont pas réglementées. Les mesures compensatoires comme les taxes aux frontières sur le carbone peuvent limiter cet effet, mais pas le supprimer complètement.
- La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires le long de la filière d'approvisionnement, jusqu'au consommateur, pourrait faire diminuer notablement les émissions de GES, mais elle risque d'avoir un coût élevé. Informer sur les quantités d'émissions imputables aux produits pourrait encourager tout un chacun à adopter une alimentation plus vertueuse de ce point de vue.
- Amplifier la croissance de la productivité agricole peut contribuer à faire reculer des émissions de GES tout en atténuant les problèmes de sécurité alimentaire. Un exemple nous est donné par l'agriculture de précision, dans laquelle des systèmes de navigation et des capteurs, entre autres, aident à limiter la consommation d'engrais dans les cultures. Dans le cas du bétail, l'amélioration de l'alimentation des animaux et les technologies de sélection peuvent contribuer à faire baisser les émissions.
- La foresterie et l'agroforesterie séquestrent du carbone et, à ce titre, jouent un rôle important. Même si la quantité de carbone qu'elles peuvent retenir est limitée, les forêts naturelles ou gérées durablement peuvent contribuer, de manière substantielle, à atténuer les émissions de GES du secteur AFAT.

On ne dira jamais assez à quel point il est important d'envoyer des signaux clairs et cohérents au secteur agricole, car le niveau élevé du soutien à l'agriculture dans beaucoup de pays risque de rendre inefficaces les mesures d'atténuation dans de nombreux cas, ce qui jetterait une ombre sur la cohérence de l'action publique. Des signaux clairs sont nécessaires également pour permettre aux exploitants de prendre des décisions d'investissement à même de faciliter la transition vers une agriculture bas carbone, en particulier dans les systèmes qui demandent des investissements lourds en capital fixe.

Source : (OECD, 2019[11]; OECD, 2020[4]; Henderson and Lankoski, 2019[12])

Les effets sur l'environnement de l'utilisation des terres agricoles

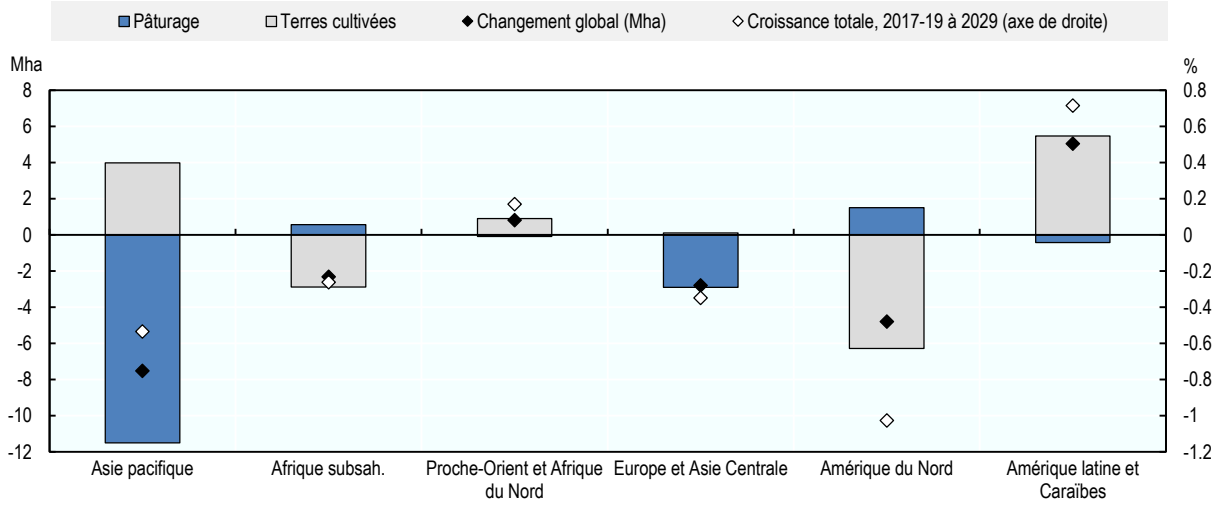
À l'heure actuelle, l'agriculture utilise 40 % des terres de la planète, dont 70 % sous forme de pâturages. Comme par le passé, la superficie agricole mondiale devrait globalement rester à son niveau actuel au cours de la prochaine décennie, la diminution des pâturages étant compensée par un agrandissement des surfaces cultivées. Les tendances de l'utilisation des terres et leurs déterminants varient toutefois selon les régions du monde.

En Amérique latine, les surfaces cultivables devraient gagner environ 5.5 Mha dans les dix prochaines années et les pâturages perdre 0.4 Mha seulement, d'où un accroissement de la superficie agricole totale de 5 Mha (0.7 %). Les grandes exploitations commerciales de la région devraient rester rentables et investir dans le défrichage et la mise en culture de nouvelles terres, y compris d'anciens pâturages, pour y produire du soja et du maïs. Une forte augmentation des surfaces cultivables est également pressentie dans la région Asie-Pacifique (4 Mha), mais elle devrait être plus que compensée par une contraction de la superficie des pâturages (plus de 11 Mha) autorisée par une nouvelle intensification de la production des pâturages et de l'élevage de ruminants. Les évolutions de l'utilisation des terres attendues dans les

autres régions du monde sont plus limitées (Graphique 1.22). Bien que de vastes étendues soient disponibles dans la région subsaharienne, par exemple, les projections font état d'une légère diminution des surfaces agricoles totales (-0.3 %) dans les dix ans à venir. L'agrandissement des surfaces agricoles sera limité principalement par la structure du secteur, surtout composé de petites exploitations, par les conflits qui sévissent dans des pays où la terre est abondante, ainsi que par la déprise agricole au profit d'autres activités, comme l'extraction minière, ou de l'étalement urbain.

L'agrandissement des surfaces agricoles au moyen du défrichage ou de la conversion de forêts, de formations arbustives, de savanes et d'herbages est à l'origine de la disparition de puits de carbone souterrains ou en surface, ce qui provoque des émissions considérables de CO_2, et des effets néfastes sur la biodiversité. Lorsque l'on prend en compte ces effets indirects de l'agriculture dans les changements d'affectation des terres, la contribution du secteur agricole aux émissions mondiales de GES passe de 11 % à 24 %. En 2018, les émissions imputables à l'utilisation des terres et aux forêts à l'échelle mondiale s'élevaient à 3.4 Gt éq. CO_2, dont la majeure partie était due à la destruction de biomasse par le feu et à la déforestation. Cependant, les émissions indirectes diminuent au fil du temps (-1.6 % par an entre 2000 et 2018), principalement grâce aux efforts de lutte contre la déforestation, notamment dans des pays comme le Brésil et l'Indonésie. Leur évolution future n'est pas modélisée dans les présentes *Perspectives*.

Graphique 1.22. Évolution de l'utilisation des terres agricoles, 2017-19 à 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141437

Autres impacts sur l'environnement

L'agriculture irriguée est le principal utilisateur des ressources hydriques dans beaucoup de pays et elle représente environ 70 % des prélèvements d'eau douce à l'échelle mondiale. Elle joue un rôle fondamental dans l'accroissement de la production en permettant une forte augmentation des rendements. Cependant, malgré des améliorations notables de la productivité de l'eau dans l'agriculture au cours des dernières décennies, des efforts constants sont nécessaires pour accroître l'efficacité avec laquelle l'eau est utilisée, améliorer la gestion de la ressource et réduire sa pollution par le ruissellement des nutriments, les pesticides, les sédiments et les effluents d'élevage. De plus, dans les décennies à venir, la production agricole dans beaucoup de régions sera exposée à des risques hydriques croissants, dus à la variabilité

du climat, à des événements extrêmes, à l'épuisement des ressources souterraines et à une concurrence de plus en plus vive avec d'autres usages de l'eau (Gruère, Ashley and Cadilhon, 2018[13]).

Utilisant des terres en abondance dans beaucoup de pays, l'agriculture a un impact important sur la biodiversité. Cette dernière lui est indispensable, car elle lui pourvoit des services écosystémiques essentiels tels que la pollinisation, la lutte contre les ennemis des cultures et le recyclage des nutriments. Cependant, l'utilisation des terres et les pratiques de production en agriculture ont des répercussions aussi bien préjudiciables que bénéfiques sur la biodiversité. Les pratiques agricoles traditionnelles peuvent donner le jour à des habitats semi-naturels (grands pâturages et prairies, par exemple) qui sont nécessaires à certaines espèces, tout comme le maintien de certaines pratiques bénéfiques tel qu'un pâturage d'intensité modérée. Parallèlement, ces systèmes de production agricole peuvent avoir des rendements inférieurs, qui imposent de mettre davantage de terres en production. De leur côté, l'intensification (augmentation de l'utilisation d'engrais et de pesticides, par exemple), la spécialisation et la rationalisation peuvent aussi nécessiter de défricher des écosystèmes naturels pour agrandir les superficies et peuvent favoriser à la fois la disparition d'habitats semi-naturels et la diminution de l'abondance des espèces (Lankoski, 2016[14]). Au cours de la décennie à venir, des efforts plus importants devront être consentis pour réduire la pression exercée par certaines pratiques agricoles sur la biodiversité tout en intensifiant les contributions positives du secteur à l'environnement, la poursuite du développement de l'agriculture étant tributaire des services écosystémiques (OECD, 2018[15]).

1.4. Échanges

Les échanges sont essentiels pour créer les conditions d'un système alimentaire mondial plus efficient et durable car ils permettent le transfert de produits depuis des pays/régions relativement bien dotés en ressources vers d'autres qui le sont moins. C'est particulièrement vrai dans l'agriculture, qui est tributaire des ressources foncières et hydriques, des conditions climatiques et de la densité démographique, autant de facteurs qui varient grandement selon les pays et les régions. Les échanges ont considérablement progressé durant les dernières décennies à la faveur de l'abaissement ou de la suppression des barrières commerciales, qu'elles soient de nature technique/économique ou administrative, et en particulier sous l'effet de la signature de nombreux accords commerciaux. Cette croissance des échanges a contribué à une répartition plus efficiente de la production agricole entre les pays et les régions. Au cours de la prochaine décennie, les échanges refléteront de plus en plus les évolutions divergentes de l'offre et de la demande entre les partenaires commerciaux. Les régions dont on prévoit qu'elles connaîtront la plus forte augmentation de la demande alimentaire du fait de la hausse de la population ou des revenus ne possèdent pas forcément les ressources nécessaires pour accroître la production agricole en conséquence. En outre, l'évolution des préférences et besoins nutritionnels modifie le profil de la demande dans la plupart des régions. L'offre potentielle sera en partie déterminée par la croissance divergente de la productivité, les répercussions du changement climatique sur la production et l'évolution des maladies touchant les animaux et les végétaux. Dans ce contexte, l'existence de politiques commerciales appropriées atténuera les déséquilibres régionaux émergents et favorisera un développement mondial durable, en particulier dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). C'est d'autant plus important qu'environ un tiers des échanges mondiaux de produits agricoles et alimentaires sont le fait des pays à revenu faible et intermédiaire.

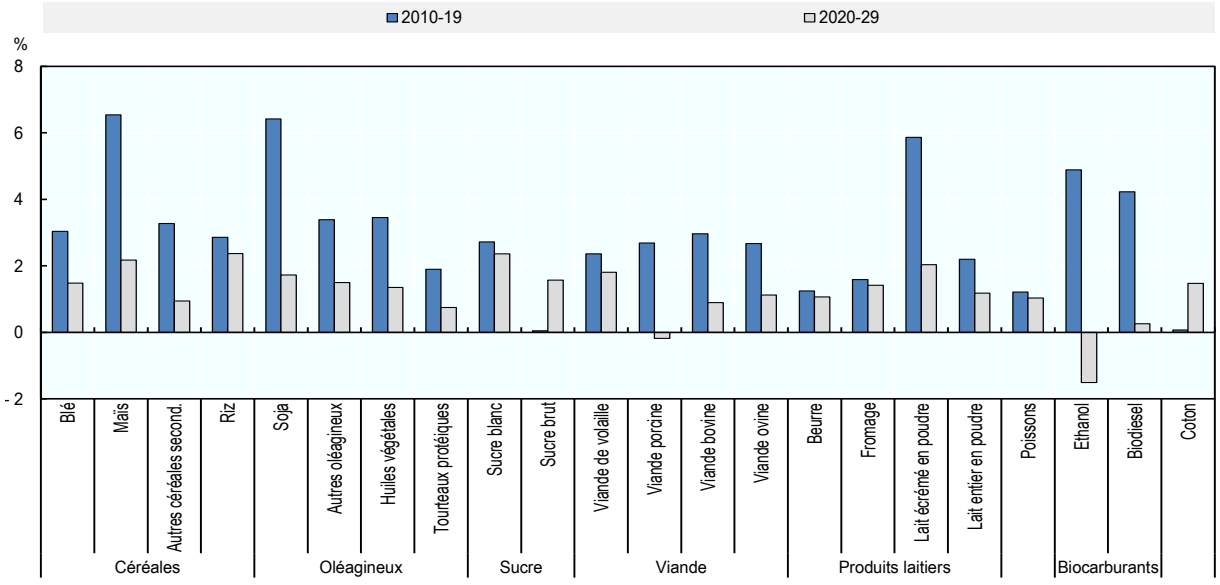
La croissance des échanges de produits agricoles et halieutiques ralentit

Les échanges agricoles devraient continuer d'augmenter durant la période de projection, mais sensiblement moins vite qu'au cours de la décennie précédente. Depuis le début des années 2000, ils ont connu une expansion rapide grâce notamment à la baisse, dans le sillage du cycle de l'Uruguay, des droits de douane sur les produits agroalimentaires et du soutien aux producteurs qui fausse les échanges. Les

échanges agricoles ont également été stimulés par la forte croissance économique dans les pays émergents et en développement, surtout en Chine, mais aussi dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est et d'Afrique, et par la croissance rapide de la production de biocarburants, en particulier de la production de biodiesel dans l'Union européenne. La demande excédentaire a favorisé une hausse des prix réels, et elle a été satisfaite par l'augmentation des approvisionnements provenant en grande partie d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Est. Durant la période de projection, on prévoit que les échanges augmenteront moins vite, car la hausse de la demande ralentira au niveau mondial sous l'effet de son fléchissement en Chine et dans d'autres économies émergentes, et car la croissance de la demande mondiale de biocarburants sera freinée par l'évolution du secteur énergétique et des politiques relatives à ces carburants.

Les échanges cumulés des produits étudiés dans la présente édition des *Perspectives* devraient progresser de 1.2 % par an au cours de la période de projection, contre 2.8 % par an durant la décennie précédente. Le Graphique 1.23 présente les projections de croissance annuelle moyenne, en volume, des échanges mondiaux de produits agricoles de base. Ces projections montrent un large recul des échanges pour l'ensemble des produits, hormis le sucre et le coton, et anticipent un fort ralentissement des échanges de maïs, de soja et de biocarburants.

Graphique 1.23. Croissance du volume des échanges, par produit agricole



Note : Taux de croissance annuelle du volume des échanges calculé à partir des prix de référence de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141456

Les nouvelles technologies numériques sont de nature à faire progresser les échanges agroalimentaires, la sécurité alimentaire et la sécurité des aliments au cours de la prochaine décennie, en créant des conditions propices à des chaînes de valeur agricoles plus efficientes et transparentes (voir encadré 1.2).

Encadré 1.2. Les innovations numériques façonnent les échanges agroalimentaires de demain

Dans un monde où le numérique occupe une place toujours plus prépondérante, de nouvelles possibilités d'améliorer l'efficience, la transparence et la traçabilité des échanges agricoles apparaîtront au cours de la prochaine décennie (Tripoli and Schmidhuber, 2019[16]; Jouanjean, 2019[17]).

Les difficultés rencontrées dans le cadre des échanges et des chaînes d'approvisionnement sont souvent liées à la façon dont les données sont collectées, analysées et communiquées. Les transactions commerciales internationales sont connues pour leur manque d'efficacité, que ce soit parce qu'elles obligent à produire de grandes quantités de documents papier souvent redondants ou parce que des interventions humaines sont nécessaires pour vérifier et faire autoriser les marchandises. Les procédures commerciales héritées du passé sont complexes, coûteuses, chronophages et fréquemment à l'origine de délais de paiement allongés. En outre, il y a trop souvent un déficit de transparence et de traçabilité dans les filières alimentaires qui empêche de prévenir et d'atténuer les risques liés à la sécurité des aliments et la fraude alimentaire, ou de faire respecter les normes de durabilité.

De nouvelles technologies numériques sont en train de faire évoluer la façon de mettre la collecte et l'analyse de données au service de la production, du commerce et de la consommation des aliments et autres produits primaires. Les technologies numériques comme l'internet des objets, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, l'analytique des données massives et les registres distribués sont de nature à favoriser des chaînes de valeur agricoles de plus en plus « intelligentes », en permettant aux acteurs de collecter des données sur la façon dont les produits agricoles sont produits, transformés, transportés et entreposés; d'analyser les données afin de fonder une prise de décision prédictive; et de communiquer des données en toute sécurité à l'intérieur de chaînes de valeur agricoles complexes (Tripoli and Schmidhuber, 2018[18]).

Au cours de la prochaine décennie, il est prévu que les gains d'efficience découlant de l'adoption de technologies numériques par les acteurs des chaînes de valeur agricoles fassent progresser la production et les échanges. Selon une estimation, le changement technologique augmentera la croissance des échanges de 31 à 34 points de pourcentage d'ici à 2030 (WTO, 2018[19]). La technologie peut renforcer l'efficience et amplifier les échanges agroalimentaires de différentes façons. Ainsi, le commerce électronique et les plateformes numériques de financement du commerce international peuvent élargir les débouchés des microentreprises et des petites et moyennes entreprises en mettant en relation producteurs et consommateurs, en réduisant le risque d'impayé et en améliorant l'accès au financement du commerce (Tripoli and Schmidhuber, 2018[18]). En outre, les projections tablent sur le fait que le passage à des certificats numériques peut faciliter les échanges en éliminant les documents papier, en limitant les risques d'escroquerie et en accélérant les procédures aux frontières, autant d'évolutions qui font baisser les coûts (Tripoli and Schmidhuber, 2019[16]). La solution ePhyto mise au point par la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), par exemple, aide les gouvernements et les entreprises à faciliter les échanges de végétaux et produits végétaux grâce à une méthode uniformisée d'échange de certificats phytosanitaires sous forme électronique. De nombreux pays recourent déjà à ces certificats électroniques et beaucoup d'autres prévoient d'adopter la technologie à l'avenir. Enfin, en assurant le suivi et la collecte de données sur les produits à l'intérieur des chaînes de valeur, les technologies numériques peuvent faire progresser le respect des normes de sécurité des aliments et des règles d'origine (Tripoli and Schmidhuber, 2018[18]). Cette traçabilité améliorée peut favoriser une participation accrue aux marchés en garantissant un meilleur respect des règles commerciales et en répondant aux demandes des consommateurs toujours plus nombreux qui attendent des informations plus détaillées sur les produits alimentaires qu'ils achètent.

Le chaînage par blocs est une technologie qui pourra faciliter les échanges durant la prochaine décennie. Il y a peu, Cargill et Agrocorp y ont eu recours dans le cadre d'un échange intercontinental de blé, et elle leur a permis d'exécuter la transaction d'une valeur de 12 millions USD en quelques heures, au lieu de plusieurs semaines habituellement. Grâce au chaînage par blocs et à des contrats intelligents, le temps consacré à l'échange et au traitement des documents a été réduit de plus de 50 % (Ellis, 2020[20]).

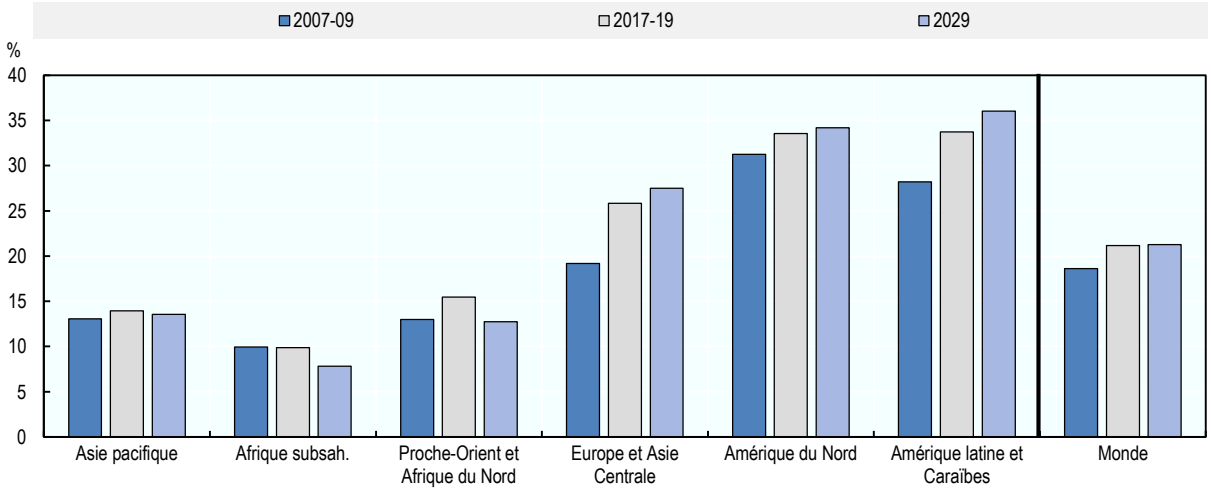
Les projections de référence de l'édition 2020 des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO* tiennent compte des retombées bénéfiques que peuvent avoir les technologies numériques pour les agriculteurs en leur permettant de gérer les risques et de participer plus efficacement aux chaînes de valeur et échanges mondiaux. Pour que le secteur agricole profite des bienfaits de ces technologies, il faut cependant que les secteurs public et privé s'attaquent à un certain nombre de problèmes qui freinent les échanges numériques. Il s'agit, entre autres, de moderniser les cadres réglementaires, d'améliorer les infrastructures numériques et physiques, d'inciter les intéressés à adopter les nouvelles technologies, de faire progresser les compétences numériques dans les administrations et les exploitations agricoles par un travail de renforcement des capacités, et de promouvoir l'interopérabilité entre les systèmes anciens encore en service et les nouvelles technologies (Tripoli and Schmidhuber, 2018[18]; Tripoli, 2020[21]). Le secteur public comme le secteur privé devront y consacrer des ressources à la fois financières et humaines, pour créer les conditions nécessaires à la transition vers les échanges numériques et permettre d'en exploiter pleinement le potentiel.

Les échanges rapportés à la production se stabilisent

Les échanges mondiaux en proportion de la production des produits étudiés dans les *Perspectives* ont progressé au fil du temps, passant de 15 % en 2000 à 21 % en 2019, ce qui témoigne du fait que les échanges ont augmenté plus vite que la production agricole totale. Partant de l'hypothèse d'un affaiblissement de l'effet des précédentes initiatives de libéralisation des échanges qui ont stimulé le commerce agricole mondial, les projections par produit des *Perspectives* indiquent que les échanges rapportés à la production n'augmenteront que faiblement au cours de la prochaine décennie, car la croissance des échanges sera plus étroitement alignée à celle de la production. En ce qui concerne les importations, elles progresseront par rapport à la production surtout dans la région Asie-Pacifique, où elles atteindront 20 % de la valeur de la production en 2029, dans les pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (94 %) et en Afrique subsaharienne (33 %). S'agissant des exportations, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique du Nord ainsi que l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, qui sont les principales régions exportatrices, verront leurs exportations atteindre respectivement 36 %, 34 % et 32 % de la production agricole et halieutique intérieure nette d'ici à 2029 (Graphique 1.24).

Le Graphique 1.25 présente pour chaque produit la part de la production qui est échangée. Les produits qui font l'objet d'importants échanges, comme le blé, le soja et les laits en poudre, sont ceux qui sont demandés par les pays importateurs en vue d'être transformés. Pour un certain nombre de produits, la part de la production qui est exportée pourrait très légèrement diminuer au cours de la période de projection, que ce soit en raison de la faiblesse de la demande d'importation ou, dans le cas de l'huile végétale, parce qu'une proportion croissante est transformée en biocarburants dans le pays producteur, en Indonésie notamment.

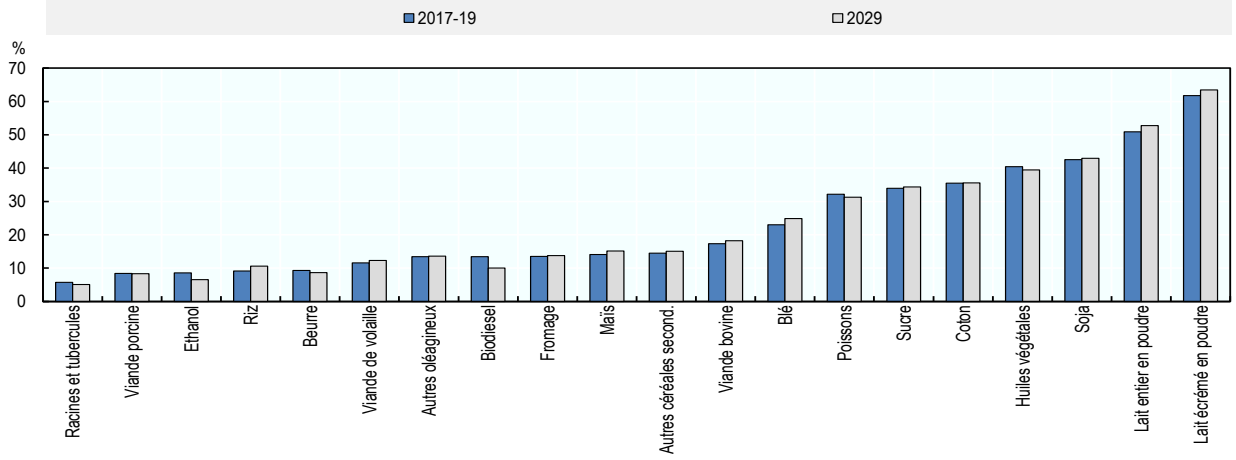
Graphique 1.24. Valeur des exportations agricoles et halieutiques par rapport à la production par région



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141475

Graphique 1.25. Part de la production échangée par produit



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141494

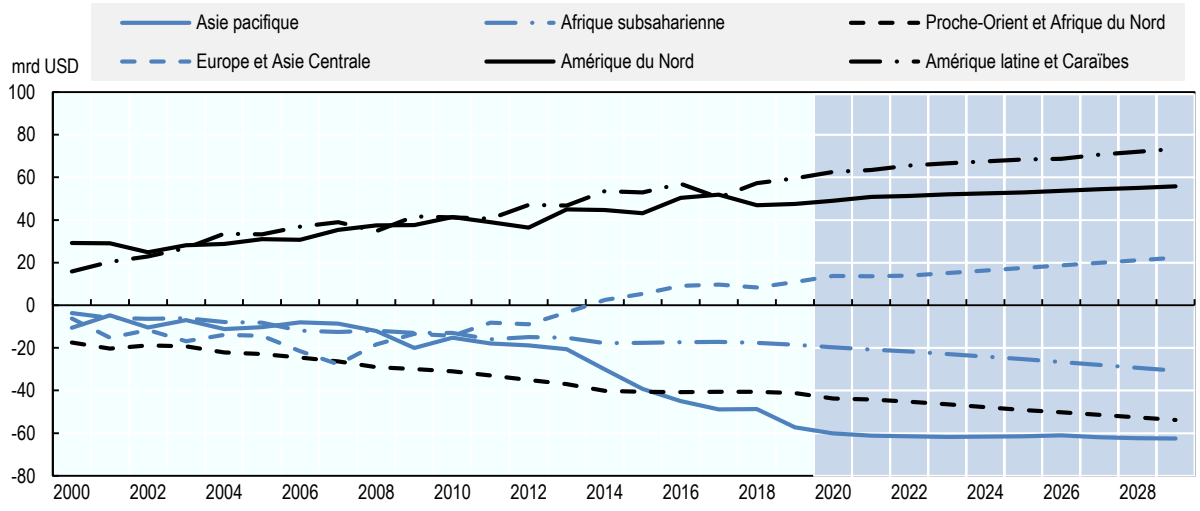
La spécialisation des régions progresse

Au cours des dix prochaines années, les échanges mondiaux de produits agricoles devraient continuer d'évoluer en fonction des avantages comparatifs, compte tenu de la disponibilité relative de ressources naturelles. Le déséquilibre croissant des balances commerciales reflète la superficie agricole disponible par habitant. Par exemple, les disponibilités foncières par habitant culminent dans les Amériques (1 ha/habitant) et sont au plus bas dans la région Asie-Pacifique (0.3 ha/habitant). Les exportations nettes

des Amériques continuent d'augmenter, tandis que les importations nettes de la région Asie-Pacifique progressent (Graphique 1.26). Les autres régions se situent entre ces deux extrêmes, hormis le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, où la rareté de l'eau limite les possibilités de production intérieure. En conséquence, les exportateurs nets habituels de produits agricoles devraient voir leur excédent commercial s'accroître, alors que les régions qui connaissent une forte croissance démographique ou qui manquent de terres ou d'autres ressources naturelles devraient voir leur déficit commercial se creuser. Tandis que cette différenciation entre régions importatrices et exportatrices nettes perdurera, il est prévu que les exportateurs restent relativement peu nombreux et que le nombre d'importateurs augmente. Au côté de l'avantage comparatif lié aux ressources disponibles, la productivité relative compte tenu de ces ressources est un autre déterminant important des d'échanges, qui influencera également leurs évolutions à plus long terme. Par exemple, une réduction des écarts de rendement en Afrique subsaharienne rendrait la région plus autosuffisante et atténuerait son déficit commercial.

La région d'Amérique latine et des Caraïbes devrait consolider sa position de premier fournisseur mondial de produits agricoles, puisqu'il est prévu que ses exportations nettes augmentent en moyenne de 1.7 % par an au cours de la période de projection. Cette expansion sera favorisée par la hausse de la production de maïs, de soja, de bœuf, de volaille et de sucre. L'Amérique du Nord, deuxième fournisseur mondial de produits agricoles, devrait voir ses exportations progresser moins vite durant la période de projection (1.3 % par an), car la croissance de sa production agricole sera plus limitée. La hausse des exportations de maïs et de soja, en particulier, devrait nettement ralentir et s'établir à environ 2 % par an, contre 5 % par an au cours des dix dernières années. La prochaine décennie devrait voir les exportations nettes de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale s'accroître de 47 % par rapport à la période de référence, en raison surtout de l'augmentation des exportations de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Cette expansion significative des exportations agricoles fera de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale la troisième région exportatrice nette mondiale. Cela s'explique notamment par l'augmentation de la productivité dans cette région et par le manque de dynamisme de la demande intérieure due à la faible croissance démographique.

Graphique 1.26. Balances commerciales agricoles par région, en valeur constante



Note : Échanges nets (exportations moins importations) de produits de toutes les catégories étudiées dans les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, mesurés en USD constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

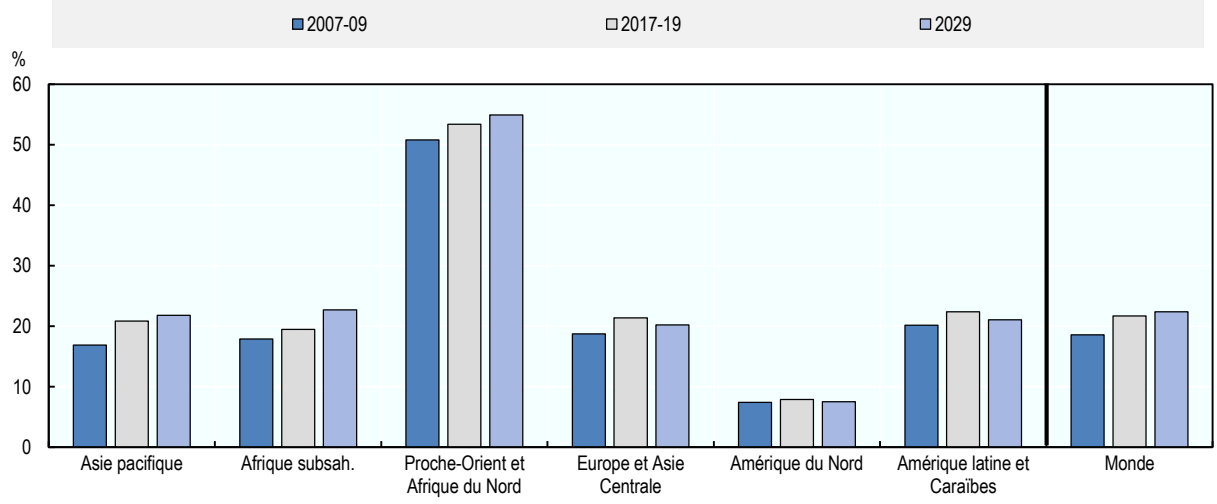
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141513

Par comparaison, il est prévu que les importations nettes de la principale région importatrice, celle d'Asie-Pacifique, progressent à nouveau de 21 % par rapport à la période de référence, en raison surtout de la hausse des importations chinoises. D'ici à 2029, les importations nettes de l'Afrique subsaharienne feront un bond de plus de 70 % par rapport à la période de référence du fait de la hausse des importations de blé, de maïs et de soja. La deuxième région importatrice mondiale, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, devrait voir ses importations nettes augmenter de plus de 32 % et sa dépendance à l'égard des marchés internationaux s'accentuer. Elle restera le premier importateur mondial de produits alimentaires de base par habitant.

La contribution des échanges à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance

Les importations de produits alimentaires jouent un rôle de plus en plus important dans la sécurité alimentaire mondiale en améliorant l'accès à la nourriture et à la nutrition. C'est particulièrement vrai dans les pays pauvres en ressources, qui sont fortement tributaires des importations de produits alimentaires de base et à forte valeur, et dans lesquels ces importations peuvent représenter une part élevée de l'apport calorique et protéique total (Graphique 1.27). Un environnement propice aux échanges améliore donc l'apport dans ces pays et peut modérer les pressions sur les prix à la consommation. Lorsqu'un pays subit une baisse de la production pour cause d'intempéries, les échanges peuvent l'aider à préserver la sécurité alimentaire en maintenant la disponibilité et l'accessibilité des produits alimentaires (FAO, 2018[22]). Les échanges peuvent en outre avoir un effet bénéfique sur l'utilisation en ce qu'ils permettent une plus grande diversité de l'offre alimentaire, surtout dans les régions comme le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, où les conditions climatiques ne se prêtent pas forcément à des cultures très variées ni ne permettent de produire des aliments en quantités suffisantes pour garantir la sécurité alimentaire.

Graphique 1.27. Part des importations dans l'apport calorique total par région



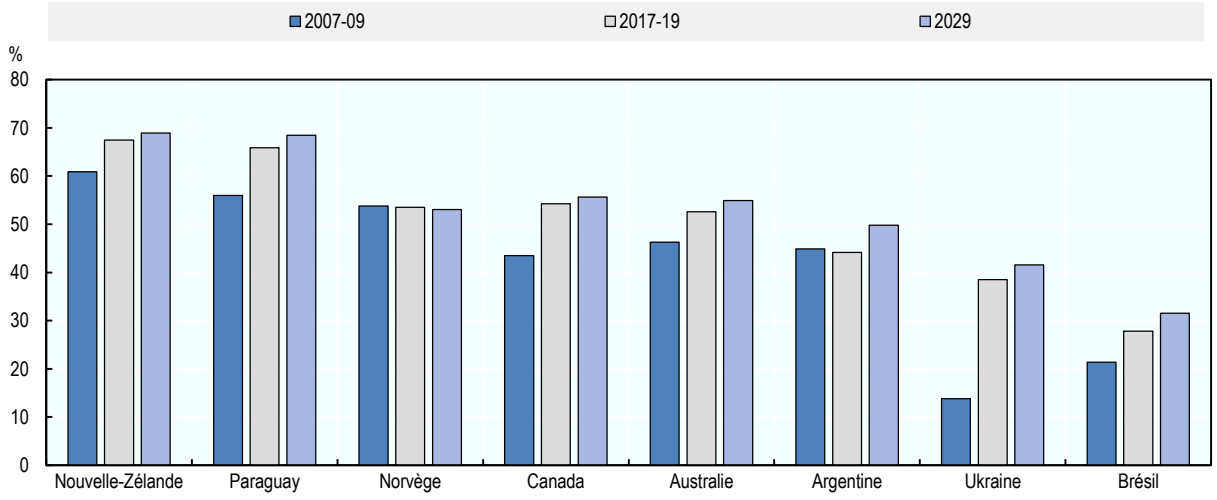
Note : Calculs fondés sur la teneur moyenne en calories des produits examinés dans les Perspectives. Il est à noter que les importations comprennent les aliments pour animaux, et que les apports tiennent compte de la transformation de produits susceptibles d'être réexportés.
Source : FAOSTAT (2020). OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141532

Dans beaucoup de pays, les exportations apportent une contribution cruciale aux moyens de subsistance

Les échanges sont essentiels aux bonnes performances du secteur agricole dans de nombreux pays. La production intérieure de certains produits agricoles est en grande partie exportée, et ces exportations constituent une importante source de revenus et donnent l'occasion d'accéder à des marchés en croissance sans nuire aux marchés locaux. Beaucoup de pays en développement tirent des revenus substantiels de l'exportation de produits qui ne sont pas pris en compte dans les *Perspectives*, comme les fruits et légumes, le thé, le cacao et les fibres. Cependant, les fluctuations et les chocs sur les marchés internationaux ainsi que les changements de politique commerciale peuvent avoir des répercussions disproportionnées sur les secteurs rural et côtier de ces pays. Huit pays resteront fortement dépendants des marchés internationaux au vu du ratio de la valeur nette de leurs exportations à la valeur nette de leur production nationale pour les produits étudiés dans les *Perspectives* (Graphique 1.28). Si certains de ces pays ont des exportations très diversifiées, comme le Canada et le Brésil, d'autres sont tributaires d'un petit nombre de produits, à l'instar de la Nouvelle-Zélande (produits laitiers), du Paraguay (produits oléagineux) et de la Norvège (poisson).

Graphique 1.28. Pays exportateurs dépendants à plus de 25 % des marchés étrangers



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141551

Le rôle des échanges dans la nutrition

En plus de favoriser la sécurité alimentaire mondiale, les échanges seront de plus en plus importants pour assurer la sécurité nutritionnelle dans les pays importateurs aussi bien qu'exportateurs. Comme l'indiquent les projections présentées dans ces *Perspectives*, la consommation progressera plus vite que la production dans les pays en développement, de sorte que les importations sont appelées à couvrir une part croissante de la demande alimentaire dans bon nombre de pays. En Asie du Sud-Est, par exemple, où l'augmentation des revenus modifie les préférences des consommateurs, une part grandissante de la demande de viande (surtout de volaille et de viande bovine) sera satisfaite par les importations. De même, la demande croissante de laits en poudre au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne sera satisfaite par des fournisseurs des pays développés.

Si une plus grande ouverture aux échanges peut avoir un effet bénéfique en rendant plus abordables et disponibles différents produits alimentaires, en offrant plus de choix aux consommateurs et en favorisant ainsi la diversification des régimes alimentaires, l'expansion des échanges alimentaires mondiaux, et en particulier des importations, peut aussi être associée à un apport accru de produits alimentaires peu sains, ultra-transformés notamment, au détriment des aliments de qualité. Compte tenu de l'incidence croissante dans le monde de différentes formes de maladies non transmissibles liées à l'alimentation, des mesures ciblées destinées à améliorer l'état nutritionnel de la population doivent également être prises au niveau national pour maximiser l'effet bénéfique des échanges sur la situation nutritionnelle (FAO, 2018[23]).

Politiques commerciales

Les échanges sont un moteur de la transformation du secteur agroalimentaire mondial. L'évolution des politiques commerciales a facilité dans une large mesure cette transformation en entraînant un abaissement des obstacles tarifaires et non tarifaires qui limitaient les mouvements de biens et services. Cette réduction des obstacles a eu pour effet de faire progresser le bien-être des consommateurs et des producteurs en leur permettant de profiter des avantages de l'efficience accrue des marchés sur le plan du bien-être. La décennie à venir verra la négociation/mise en œuvre de modifications majeures des politiques commerciales qui sont de nature à accroître les échanges infrarégionaux et interrégionaux. Les négociations commerciales susceptibles d'avoir un fort impact sur les échanges agricoles mondiaux sont examinées plus en détail dans la section sur les incertitudes. Un large accord commercial mondial (OMC) n'est pas prévu.

Les projections de référence présentées tiennent uniquement compte des accords commerciaux bilatéraux appliqués ou ratifiés, comme l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), entré en vigueur en mai 2019, qui se traduira par une suppression des droits de douane sur 90 % des produits échangés dans la région d'ici juillet 2020, puis sur 7 % de produits supplémentaires d'ici à 2029. L'efficience des marchés dans la région devrait s'en trouver renforcée, même si des obstacles non tarifaires comme l'insuffisance des réseaux de transport risquent de limiter la portée de leur intégration.

1.5. Prix

Dans les *Perspectives*, les prix de référence sont les cours mondiaux constatés sur les principaux marchés pour chaque produit agricole. Les données antérieures sont utilisées pour décrire les évolutions passées, tandis que les tendances futures des marchés sont fondées sur les valeurs des projections. À court terme, les projections de prix restent influencées par les événements récents (sécheresses, maladies des végétaux et des animaux, évolutions des politiques). En revanche, plus loin dans la période de projection, elles sont déterminées uniquement par les conditions fondamentales de l'offre et de la demande. La variabilité potentielle des prix est étudiée dans le cadre d'une analyse stochastique partielle (voir ci-dessous).

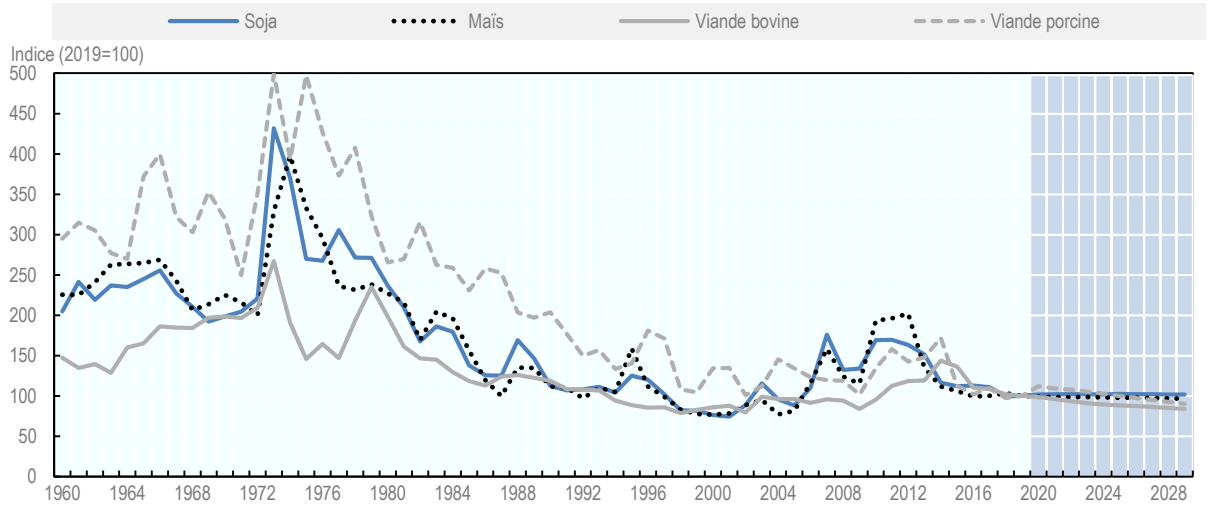
Au cours de la prochaine décennie, la plupart des produits examinés dans les *Perspectives* devraient voir leur prix réel baisser. On peut donc penser que, d'après les hypothèses utilisées ici, les facteurs induisant une diminution des prix (principalement les gains de productivité) prédomineront par rapport aux facteurs qui conduisent à une augmentation des prix tels que les contraintes de ressources ou une demande dopée par la croissance de la population ou des revenus.

Du côté de l'offre, les *Perspectives* anticipent une forte hausse des rendements dans les pays émergents et à faible revenu, imputable au rattrapage technologique et à l'adoption de meilleures pratiques de gestion agricole. Dans les régions développées, l'innovation technologique (la sélection végétale et animale, par exemple) et les gains d'efficacité permettront également d'améliorer les rendements. Les projections de prix partent du principe que cette hausse ininterrompue de la productivité abaisse les coûts de production

marginaux et que toutes les ressources supplémentaires peuvent être mobilisées à ces prix inférieurs. Du côté de la demande, la croissance démographique mondiale ralentit, de même que la croissance des revenus dans les économies émergentes, où les consommateurs ont de moins en moins tendance à dépenser leurs revenus supplémentaires dans des achats alimentaires.

Cette baisse prévue des prix réels des produits agricoles concorde avec leur tendance sur le long terme (Graphique 1.29). Rétrospectivement, les données montrent en effet que les prix des produits agricoles sont en général étroitement corrélés et tendent à suivre une courbe descendante sur une longue période. Les prix de plusieurs productions végétales (ici le soja et le maïs) et produits d'élevage (ici le bœuf et le porc), en particulier, suivent souvent le même schéma. Au cours des dix prochaines années, les prix de la viande devraient afficher une baisse plus marquée (-1.8 % par an), en partie du fait de leurs niveaux actuels élevés, tandis que le tassement des prix sera plus minime pour les productions végétales (-0.3 % par an).

Graphique 1.29. Evolution à long terme des prix des produits agricoles, en valeur réelle

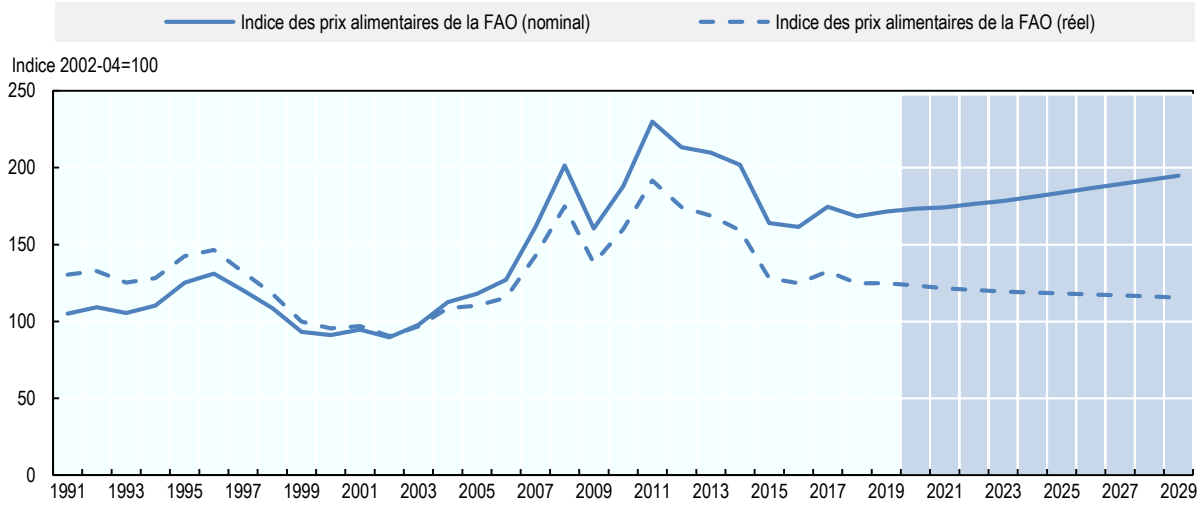


Note : les données concernant le soja, le maïs et le bœuf proviennent de la Banque mondiale, "World Commodity Price Data" (1960-1989). Les données concernant le porc sont tirées des statistiques du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA QuickStats) (1960-1989).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141570

Une autre manière d'évaluer l'évolution des prix consiste à étudier la trajectoire attendue de l'indice FAO des prix des produits alimentaires. Introduit en 1996, cet indice prend en compte l'évolution des prix nominaux d'un panier de produits agricoles appartenant à cinq catégories de produits (céréales, huiles végétales, sucre, produits laitiers et viande), pondérés par la part moyenne à l'exportation de chacune de ces catégories pour la période 2002-2004. Comme l'indice de la FAO couvre les mêmes produits que les *Perspectives agricoles*, son évolution peut être considérée comme constituant un indicateur synthétique de l'évolution des prix nominaux des produits agricoles (Graphique 1.30).

Graphique 1.30. Projections de l'évolution de l'indice FAO des prix des produits alimentaires



Note : les données rétrospectives reposent sur les données relatives à l'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui regroupent des informations sur les prix nominaux des produits agricoles ; ces données sont extrapolées à partir des données de base des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO. Les valeurs réelles sont obtenues en divisant l'indice FAO des prix des produits alimentaires par le déflateur du PIB des États-Unis (2002-04 = 1).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141589

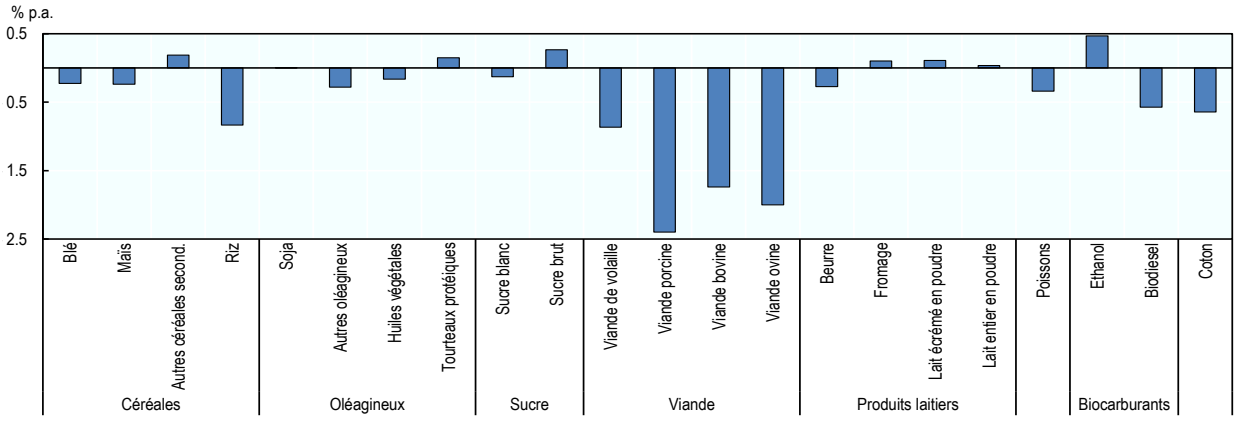
Compte tenu des conditions de l'offre et de la demande anticipées dans les *Perspectives*, les prix nominaux des produits agricoles tels que synthétisés par l'indice FAO des prix des produits alimentaires devraient progresser de seulement 1% par an pendant la prochaine décennie. En termes réels, l'indice FAO des prix des produits alimentaires devrait reculer de 0.7% par an au cours des dix années à venir. Même si les prix des produits agricoles devraient être inférieurs aux sommets atteints en 2006-08 et en 2013-14, ils resteront supérieurs aux niveaux du début des années 2000, tant en valeur nominale qu'en termes réels.

Le Graphique 1.31présente une vue plus détaillée par produit, montrant la variation annuelle moyenne anticipée des prix réels pendant la période de projection. Globalement, la plupart des produits couverts dans les *Perspectives* devraient voir leur prix réel varier de moins de 1% par an au cours de la prochaine décennie, à l'exception de la viande.

Le net recul des prix de toutes les viandes s'explique par leurs niveaux actuels élevés dus à une offre insuffisante dans beaucoup de pays d'Asie, entraînant une forte demande d'importations sur les marchés internationaux. Cela est particulièrement vrai dans le secteur de la viande de porc du fait de l'épidémie de peste porcine africaine qui a fait chuter la production dans les deux principaux pays producteurs (la Chine et le Viet Nam), d'où une forte poussée de la demande d'importations en 2019. La contraction de la production de porc en Asie s'est aussi traduite par une hausse de la demande d'importations pour les autres types de viandes (par effet de substitution), qui a maintenu leurs prix à des niveaux élevés. En particulier, les prix du mouton ont bénéficié de la forte demande chinoise d'importations et de l'insuffisance de l'offre en Océanie. Les prix réels de la viande devraient redescendre avec la reprise progressive de la production dans la deuxième moitié de la période étudiée. Toutefois, cette tendance à la baisse reflète aussi les conditions de l'offre et de la demande à plus long terme. La production de viande devrait progresser durant la prochaine décennie, en raison d'une part d'une hausse du poids carcasse par tête, et d'autre part d'une augmentation de la taille des troupeaux, en particulier dans les pays émergents et à

faible revenu. D'un autre côté, on attend un ralentissement de la croissance de la demande de viande, s'expliquant par une hausse des revenus en perte de vitesse dans plusieurs régions, par le vieillissement des populations, et par la diminution de la consommation de viande par habitant dans un certain nombre de pays à revenu élevé.

Graphique 1.31. Variation annuelle moyenne des prix réels des produits agricoles, 2020-29



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141608

En ce qui concerne les céréales, la hausse de la production mondiale conjuguée au déstockage actuel de maïs et de riz en Chine continuera de tirer les prix vers le bas pendant la période considérée. Les cours du riz devraient en particulier reculer de 0.8% par an en termes réels, car les gains de productivité obtenus dans de grands pays asiatiques importateurs comme l'Indonésie devraient atténuer la croissance des importations mondiales.

Du côté du soja et des autres oléagineux, on prévoit que les prix demeureront essentiellement à leurs niveaux actuels, les gains de productivité attendus devant permettre d'absorber la hausse de la demande pendant les dix ans à venir. Par rapport à la dernière décennie, le rythme de croissance de la demande d'huiles végétales est en nette décélération. La consommation arrive en effet à saturation dans beaucoup d'économies émergentes (dont la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud), et un léger tassement des prix réels est donc à prévoir. Concernant les tourteaux protéiques, on s'attend à un renchérissement minime des prix réels (0.15% par an) dû aux faibles prix de départ en 2019, à mettre sur le compte de l'effondrement de la demande chinoise d'aliments pour animaux suite à l'épidémie de peste porcine africaine.

Le retour à un marché du sucre plus équilibré (après un déficit de production important en 2019) devrait s'accompagner pour cette denrée de prix en hausse en valeur nominale mais relativement stables en termes réels, avec un ralentissement de la croissance de la demande dans les régions affichant un niveau déjà élevé de consommation par habitant.

Il n'y a pas véritablement de cours international du lait, car le lait cru n'est pratiquement pas échangé. Les deux principaux prix de référence pour les produits laitiers sont les cours internationaux du beurre et du lait écrémé en poudre, que l'on peut considérer comme des substituts pour les prix des matières grasses laitières et des constituants solides du lait, respectivement. Les prix du lait écrémé en poudre se sont raffermis après la liquidation totale des stocks d'intervention de l'Union européenne en 2019, et devraient rester constants en termes réels pendant toute la période de projection. Les cours annuels du beurre ont atteint un niveau record en 2017 et sont en baisse depuis. Sur les dix prochaines années, ils devraient

continuer de fléchir légèrement en termes réels, ce qui contribuera à réduire encore l'écart de prix entre le lait écrémé en poudre et le beurre. Les prix mondiaux du lait entier en poudre et du fromage suivent l'évolution de ceux du beurre et du lait écrémé en poudre, selon leur teneur respective en matière grasse et en autres matières sèches.

Les prix réels du poisson devraient rester relativement stationnaires au cours de la décennie à venir, avec des hausses minimes pendant la première moitié de la période, suivies d'un recul en seconde moitié de période dans le contexte d'une accélération de la production, en particulier en Chine.

En ce qui concerne les biocarburants, les prix réels de l'éthanol devraient légèrement progresser étant donné leurs très faibles niveaux actuels, tandis que les prix du biodiesel devraient accuser une baisse d'environ 0.6% par an sur les dix prochaines années. L'évolution des marchés des biocarburants est fortement tributaire de celle des cours du pétrole brut (lesquels sont essentiellement constants en termes réels) et des décisions des pouvoirs publics, mais aussi des prix des matières premières agricoles, par exemple les huiles végétales pour le biodiesel et le maïs et les cultures sucrières pour l'éthanol. Les modestes évolutions des prix de ces matières premières durant la prochaine décennie contribueront à la relative stagnation des prix des biocarburants.

Les prix internationaux du coton devraient continuer à fléchir en valeur réelle durant la période de projection, avec une demande mondiale toujours bridée par la concurrence des fibres synthétiques, polyester en tête. Le différentiel de prix entre le coton et le polyester devrait toutefois se stabiliser.

Lorsque les prix des produits agricoles baissent, la situation profite à des millions de consommateurs dans le monde qui ont davantage accès à des denrées alimentaires moins chères. Mais un faible niveau des prix peut aussi peser sur les revenus des producteurs s'ils n'abaissent pas leurs coûts suffisamment en augmentant leur productivité. Un contexte de prix bas pourrait donc entraîner une demande accrue de soutien aux agriculteurs, ce qui pourrait affecter les projections. De plus, lorsque les prix agricoles sont bas, les producteurs sont moins incités à investir dans des technologies de nature à favoriser de nouvelles hausses des rendements dans le futur, ce qui pourrait limiter la croissance de l'offre durant les prochaines décennies.

Globalement, la demande persistante de produits agricoles devrait être satisfaite grâce à des gains d'efficacité dans la production qui se traduiront par des prix agricoles relativement stables en valeur réelle. Néanmoins, des chocs viendront perturber régulièrement les cours des produits de base pendant la période considérée, provoquant des périodes temporaires de hausses de prix et de volatilité accrue. On constate que ces chocs diminuent en intensité au fil du temps grâce à l'amélioration de la résilience des systèmes de production, et à l'accès aux marchés mondiaux. En revanche, le changement climatique pourrait augmenter la probabilité de survenance d'événements météorologiques extrêmes (sécheresses ou inondations, par exemple), risquant d'entraîner des variations plus importantes autour de la tendance.

1.6. Risques et incertitudes

Les projections de référence constituent un scénario plausible fondé sur des hypothèses spécifiques concernant la croissance de la population et d'autres tendances démographiques, les conditions macroéconomiques, l'évolution de la productivité, les préférences des consommateurs, les politiques agricoles et commerciales et les conditions météorologiques. Si elles reposent sur les meilleures informations disponibles au moment de leur élaboration, un certain degré d'incertitude est inévitablement attaché à des projections à dix ans de l'offre et de la demande, de même qu'aux hypothèses sous-jacentes. Certaines modifications des conditions exogènes peuvent être prévisibles – la conclusion de négociations commerciales, par exemple –, mais l'ampleur de leurs effets et la dynamique qui en découle ne le sont pas forcément. D'autres sont rigoureusement impossibles à anticiper ou par essence imprévisibles, comme une partie des attaques de ravageurs et des maladies ou les chocs météorologiques. Les

incertitudes qui entourent les projections de la demande et de l'offre sont examinées dans la suite de cette dernière section.

L'impact de la pandémie de COVID-19

Dans l'immédiat, les incertitudes les plus importantes découlent bien évidemment de la pandémie de COVID-19, qui a des répercussions sur l'ensemble de la consommation, de la production et des échanges. Les voies de transmission au secteur agroalimentaire sont résumées dans l'Encadre 1.3. Cette édition des *Perspectives* était déjà en cours de finalisation lorsque la pandémie de COVID-19 a débuté. Les effets cumulés de celle-ci sur les marchés agricoles et halieutiques restent dans l'ensemble incertains, du moins en termes quantitatifs, et n'ont donc pas été pris en compte dans les projections de référence. Ils font néanmoins l'objet d'une première analyse dans un scénario spécial présenté ci-après et portant sur les conséquences de l'onde de choc macroéconomique provoquée par la pandémie. La perturbation de la production agricole primaire pourrait rester limitée en ce qui concerne la plupart des produits étudiés dans les *Perspectives*, en particulier les produits végétaux, et du moins dans les pays à l'origine de la majeure partie de la production et des échanges. En revanche, les interruptions subies en amont par les filières de transformation et les échanges alimentaires, l'évolution forcée de la demande des consommateurs et les pénuries de main-d'œuvre saisonnière auront toutes un certain impact sur les marchés agricoles et halieutiques, surtout à court terme.

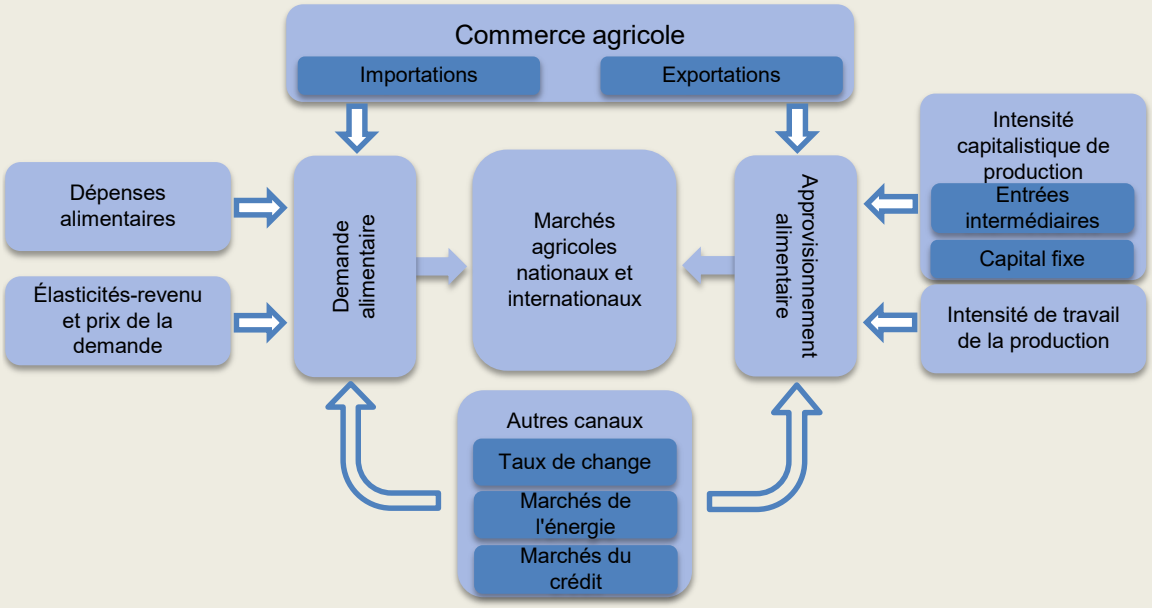
Encadré 1.3. COVID-19: Les voies de transmission au secteur agroalimentaire

En avril 2020, le consensus au sujet des impacts de la COVID-19 était qu'il fallait s'attendre à une contraction de l'offre et de la demande de produits agricoles et que des perturbations étaient possibles dans les échanges et la logistique. Tous les éléments du système alimentaire seront touchés, de la production primaire à la demande intermédiaire et finale en passant par la transformation alimentaire, les échanges et les systèmes logistiques nationaux et internationaux. C'est également le cas des marchés des facteurs: travail, capital et intrants intermédiaires (pesticides, semences). L'ampleur de ces effets dépendra de la persistance et de la propagation de la pandémie, ainsi que de la dynamique de la reprise et des ajustements économiques. Du côté de l'offre, les avis étaient encore très partagés sur la durée des chocs, la dynamique des prix, les différences d'impact entre les marchés intérieurs et le marché international, les variations entre pays et entre produits, la chronologie de la reprise et ses trajectoires probables, ainsi que les interventions publiques visant à lutter contre les différentes ondes de choc. Du côté de la demande, il y a un accord quasiment unanime sur le fait que la demande et les échanges de produits agricoles ralentiront et subiront des contractions du fait de la décélération de l'activité économique globale (croissance du PIB) et de la hausse du chômage. Les mesures de distanciation sociale restreindront l'accès aux produits alimentaires, notamment ceux que l'on consomme généralement en dehors de chez soi. Les systèmes agricoles et alimentaires sont exposés à la fois aux chocs affectant l'offre et à ceux affectant la demande (symétrie), mais ces chocs ne devraient pas survenir en parallèle (asynchronie) dans la mesure où les consommateurs peuvent faire appel à l'épargne, aux stocks alimentaires et aux systèmes de protection pour les achats alimentaires en cas de baisse de revenu.

Les voies de transmission à la demande de produits agroalimentaires englobent de nombreux facteurs macroéconomiques, en particulier les fluctuations des taux de change ainsi que des marchés de l'énergie et du crédit et, surtout, l'envol attendu du chômage et la contraction de l'activité économique dans son ensemble. Les répercussions de la pandémie seront ressenties différemment selon le type de secteurs et le stade de développement des pays. Dans les pays à haut revenu, l'agriculture est généralement un secteur à forte intensité en capital, qui est sensible aux éventuelles perturbations des

approvisionnements en intrants intermédiaires à court terme et des équipements fixes à plus long terme. Dans les pays à faible revenu, certains systèmes agricoles sont dans le même cas, mais leur exposition aux conséquences d'un choc pandémique peut être très différente. À titre d'exemple, les agriculteurs nord-américains à vocation exportatrice peuvent bénéficier de la baisse des taux d'intérêt, mais pâtir de l'appréciation de la monnaie nationale, alors que pour leurs homologues d'Amérique du Sud, les effets peuvent être inversés.

Graphique 1.32. COVID-19: Les voies de transmission au secteur agroalimentaire



Source : J. Schmidhuber, J. Pound & B. Qiao (2020), COVID-19 : Channels of transmission to food and agriculture, Rome, FAO, https://doi.org/10.4060/ca8430en

Un nombre croissant d'agriculteurs partout dans le monde est confronté à un manque d'intrants. Ainsi, la faiblesse de l'offre de pesticides se répercute sur la protection des cultures dans les pays touchés à un stade précoce, et elle entraînera sans doute une baisse des rendements plus tard dans l'année. Le manque de pesticides nuit aussi aux efforts menés pour contenir les attaques de ravageurs, comme celle imputable aux criquets qui sévit actuellement en Afrique de l'Est.

Le déficit de main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement agricole est devenu un problème quasi planétaire. Les pays à faible revenu sont davantage exposés à une perturbation directe de l'offre de main-d'œuvre, car une part plus importante des travailleurs y est généralement employée dans la production primaire. Les déficits peuvent être imputables à la désorganisation de l'offre de main-d'œuvre au niveau national et à une pénurie de travailleurs saisonniers et migrants.

En outre, les voies de transmission macroéconomiques touchent l'offre de produits agricoles, les échanges et la demande finale. La chute soudaine des prix du pétrole et des métaux, par exemple, a exercé des pressions à la baisse sur les taux de change de beaucoup de pays exportateurs de produits de base (« monnaies-marchandises »). Bien qu'elles soient déclenchées par le recul des prix de produits non alimentaires, ces pressions touchent l'ensemble des biens échangeables, produits alimentaires compris. Elles renforcent la compétitivité internationale des produits alimentaires, du moins à court terme, faisant craindre une insuffisance de l'offre intérieure dans certains pays. Au niveau

mondial, les stocks de report sont importants, les prochaines récoltes s'annoncent bonnes et la demande de produits alimentaires va sans doute stagner, voire diminuer, étant donné la récession anticipée, tandis que la demande de biocarburants devrait plafonner du fait de la forte baisse des prix du pétrole brut. Cela étant, on ignore quelle ampleur pourrait avoir une éventuelle contraction de la demande. En cas de recul substantiel du PIB mondial, les pays à faible revenu risquent d'être confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire en raison de la baisse des revenus et non pour cause de hausse des prix.

Enfin, et c'est peut-être le constat le plus important, la maladie à COVID-19 exercera un choc sur la demande finale de produits alimentaires en provoquant une régression du pouvoir d'achat global, surtout parmi les personnes toujours plus nombreuses qui seront au chômage. L'impact effectif sur la demande alimentaire dépendra de nombreux facteurs, dont l'ampleur et la durée du choc macroéconomique, l'épargne disponible et l'accès au crédit et à des mécanismes de protection. À ce stade peu avancé de la crise, les répercussions qu'elle aura en définitive sur les revenus et les prix sont encore floues, mais au vu de la disponibilité de produits alimentaires de base et du fait que les productions à forte intensité de main-d'œuvre comme les légumes et les produits laitiers sont plus que les autres exposées aux effets délétères de la pandémie, il faut s'attendre à une détérioration de la qualité des régimes alimentaires plutôt qu'à une progression des déficits caloriques.

Source : (Schmidhuber, Pound and Qiao, 2020[24])

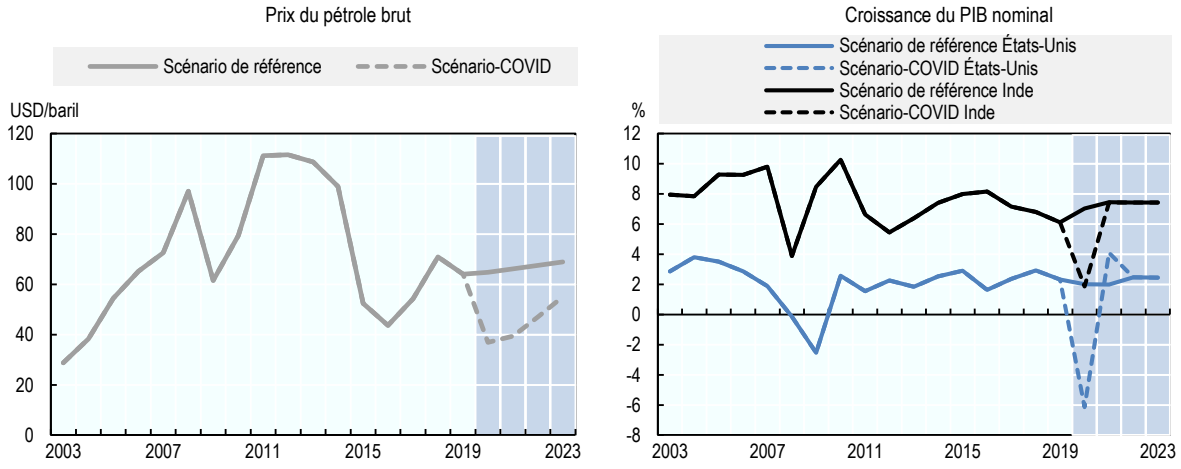
Les projections de référence des *Perspectives* représentent un consensus entre les secrétariats de l'OCDE et de la FAO et les institutions avec lesquelles ils collaborent concernant les évolutions futures de l'agriculture mondiale. Le cycle d'élaboration des projections a débuté à la fin 2019, et les projections de référence ont ensuite été préparées sur la base d'un ensemble d'hypothèses démographiques et macroéconomiques correspondant aux perspectives économiques mondiales d'alors. Peu après, l'épidémie de COVID-19 est devenue une pandémie qui a grandement perturbé tous les secteurs de l'économie. Les effets précis de cette pandémie sur les marchés agricoles et halieutiques restaient toutefois incertains, du moins en termes quantitatifs, et n'ont donc pas été pris en compte dans les projections de référence.

Le modèle de simulation Aglink-Cosimo, sur lequel se fondent les projections de référence des *Perspectives*, offre la possibilité de procéder à des analyses de scénarios afin d'étudier l'effet de différents ensembles d'hypothèses sur l'évolution future des marchés agricoles mondiaux. Ces capacités ont été mises à profit pour simuler les répercussions possibles de la pandémie de COVID-19 sur les marchés agricoles à court terme.

En l'occurrence, le scénario correspondant porte sur les possibles répercussions macroéconomiques de la pandémie, et non sur les perturbations à court terme qui sont liées aux restrictions imposées aux déplacements des personnes et à la désorganisation des transports et de la logistique. Le scénario se fonde sur les projections présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI) en ce qui concerne la croissance du PIB, l'inflation et le prix mondial du pétrole brut au cours des deux prochaines années. D'après les projections du FMI, le PIB mondial se contractera de 3 % en 2020, c'est-à-dire dans des proportions plus importantes que lors de la crise financière de 2008-09. Ensuite, l'hypothèse retenue est que la pandémie retombera au deuxième semestre 2020 et que les mesures de confinement seront peu à peu assouplies, d'où une croissance de 5.8 % du PIB mondial en 2021 du fait du retour à la normale des activités économiques. Pour les années suivantes et jusqu'à la fin de la période de projection, les taux de croissance de référence des variables macroéconomiques (croissance du PIB et inflation) sont appliqués aux valeurs révisées de 2021.

En outre, il est prévu que le prix moyen du baril de pétrole brut s'établisse à 37 USD en 2020 et à 40 USD en 2021, contre 64 USD en 2019. Le prix du pétrole brut se redresse ensuite pour atteindre les valeurs de la projection de référence en 2025, et reste ensuite conforme à celles-ci durant les dernières années de la période de projection. Le Graphique 1.33 illustre certaines des hypothèses macroéconomiques retenues dans le scénario en les comparant à celles qui sous-tendent les projections de référence.

Graphique 1.33. Hypothèses macroéconomiques du scénario COVID-19



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

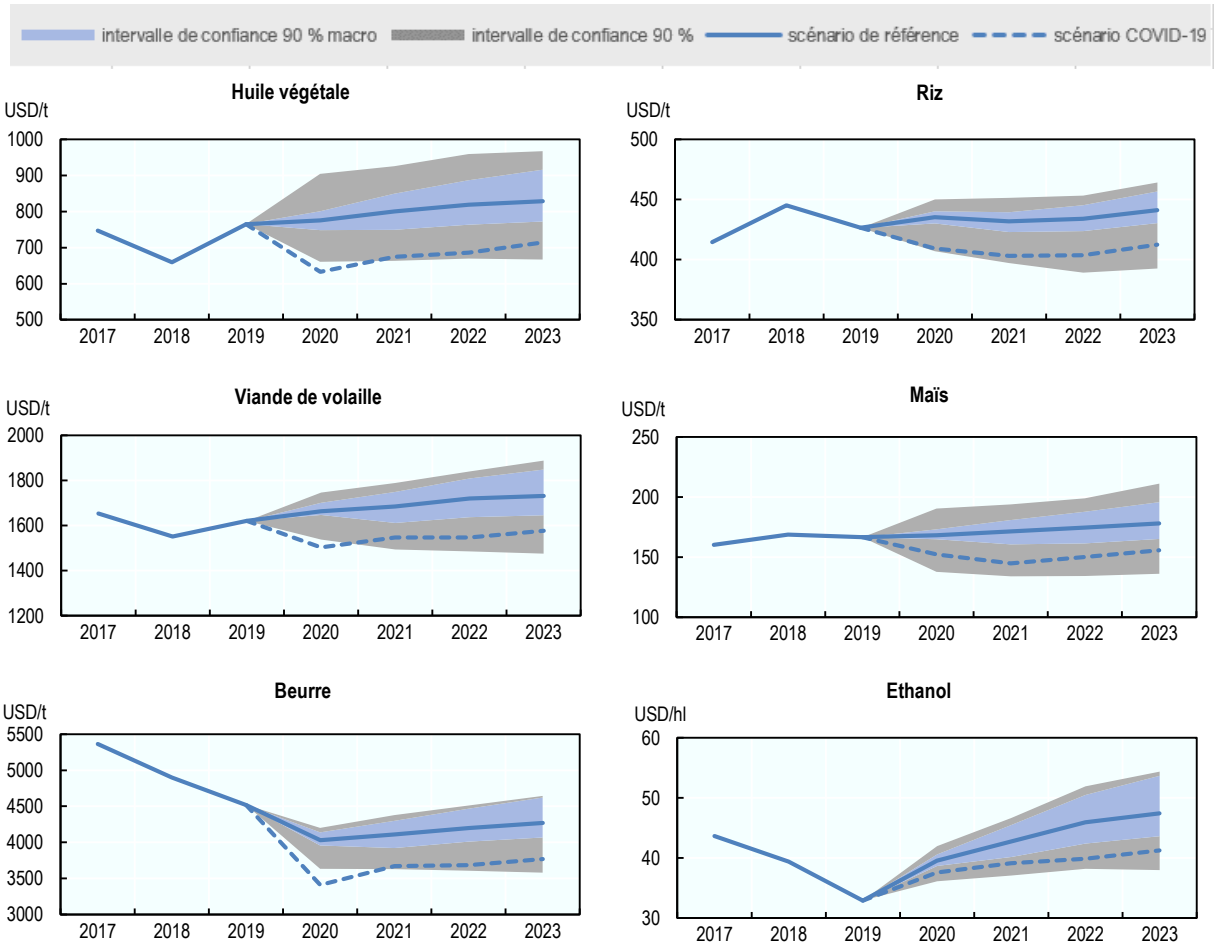
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141627

Les chocs macroéconomiques provoqués par la pandémie de COVID-19 devraient pousser les prix des produits agricoles à la baisse. On prévoit que la contraction de l'activité économique affaiblira la demande mondiale de produits agricoles de base. La réaction de l'offre à cette baisse de la demande interviendra avec un décalage, dans la mesure où des décisions de production (semis des cultures, par exemple) ont été prises avant le début de la pandémie de COVID-19, ce qui entraînera une offre excédentaire de nombreux produits agricoles à court terme. Dans ces conditions, les stocks de produits agricoles devraient augmenter, si bien que leurs prix devraient continuer de diminuer jusqu'à ce que la demande des consommateurs retrouve son niveau normal. En outre, la chute des prix du pétrole fera baisser les coûts de production de l'agriculture durant les premières années de la période de projection (diminution des coûts des carburants et des engrais). Sous l'effet de tous ces facteurs, les prix des produits agricoles sont plus bas dans ce scénario que dans les projections des *Perspectives* durant les premières années de la période de projection.

Le Graphique 1.34 montre l'évolution attendue des prix nominaux de certains produits dans le scénario de référence des *Perspectives* (courbe en trait plein) et dans le scénario COVID-19 (courbe discontinue) par rapport aux résultats des analyses stochastiques. Pour évaluer les incertitudes entourant les projections relatives aux prix, deux ensembles d'analyses stochastiques partielles des projections retenues dans les *Perspectives* ont été effectués. La première analyse stochastique simule la variabilité potentielle des marchés agricoles à l'aide de 1 000 scénarios différents, qui reposent sur l'historique des variations, par rapport à leur évolution à long terme, des variables macroéconomiques (croissance du PIB, inflation) et d'autres variables, comme les prix du pétrole, les taux de change et les chocs de rendement (éventail gris). La deuxième fait uniquement varier les variables macroéconomiques (croissance du PIB et inflation) et les

prix du pétrole brut (éventail bleu, intervalle de confiance de 90 %). Par conséquent, l'analyse stochastique ne prend pas en compte des chocs plus extrêmes que ceux observés par le passé. En outre, il s'agit d'une analyse partielle, car il n'est pas possible de rendre compte de toutes les sources de variabilité des marchés agricoles. Par exemple, les épizooties comme la peste porcine africaine peuvent avoir d'importantes conséquences sur les marchés, mais ne sont pas prises en compte. Les résultats de l'analyse stochastique partielle donnent néanmoins une indication de la sensibilité des projections à certaines des sources de variabilité des marchés agricoles les plus importantes.

Graphique 1.34. Évolution des prix nominaux de certains produits les premières années



Note : Évolution attendue des prix nominaux dans le scénario de référence des Perspectives (courbe en trait plein) et dans le scénario COVID-19 (courbe discontinue), rapportée aux résultats des analyses stochastiques concernant les variables macroéconomiques et de rendement (éventail gris) et les seules variables macroéconomiques (éventail bleu, intervalle de confiance de 90 %).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

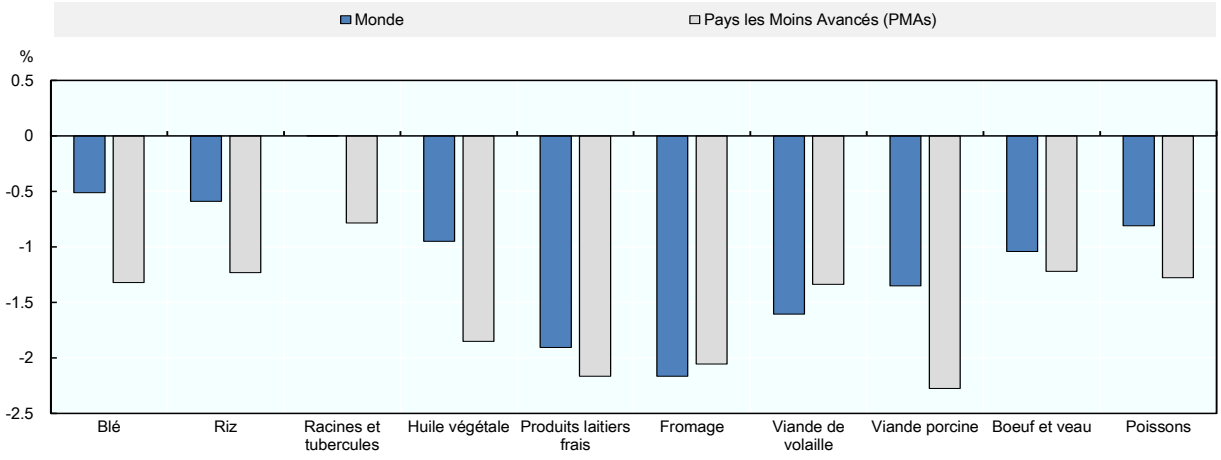
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141646

Dans le scénario COVID-19, la croissance économique plus faible se traduit par une expansion moins forte de la demande de produits agricoles. Dans ce scénario, en 2020, les prix passent en dessous de l'intervalle de confiance de 90 % relatif à l'évolution des variables macroéconomiques (éventail bleu), et les prix des produits à plus forte valeur ajoutée (huile végétale, volaille et beurre, par exemple) tombent

plus bas que lors de 90 % des catastrophes jugées envisageables précédemment (éventail gris) – autrement dit, la pandémie de COVID-19 devrait soumettre les marchés à un choc sans précédent. Sous l'effet de la reprise économique censée s'amorcer en 2021, les prix convergent ensuite progressivement vers ceux du scénario de référence les années suivantes.

La demande prévue de produits alimentaires est déterminée par deux facteurs principaux : une croissance économique réduite, qui fait baisser la demande, et la faiblesse des prix des produits, qui la soutient. Le résultat final varie selon les produits agricoles et les pays. En l'occurrence, la consommation d'aliments de base comme les racines et les tubercules, le riz et le blé est moins touchée dans le scénario COVID-19. L'effet sur la consommation alimentaire d'huile végétale et de produits animaux est en revanche beaucoup plus important. Comme le montre le Graphique 1.35, l'impact sur les pays les moins avancés (PMA) est bien plus fort que la moyenne mondiale. Pour certains couples produit-pays, on anticipe en fait une hausse de la consommation alimentaire, car l'effet du ralentissement de la croissance économique est plus que compensé par la baisse des prix. Dans l'ensemble, l'effet à moyen terme sur la consommation moyenne de produits alimentaires ne devrait pas être particulièrement fort, mais les PMA paraissent soumis à un risque plus important et l'impact sur les segments les plus pauvres de la population sera encore plus marqué encore.

Graphique 1.35. Consommation alimentaire en 2020/21 (scénario COVID-19 vs scénario de référence)



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141665

Ce premier scénario sur la maladie à COVID-19 apporte quelques éclairages préliminaires sur les effets à court terme de la pandémie en cours sur les marchés agricoles, et en particulier sur les prix des produits agricoles et sur la demande alimentaire. Cependant, les retentissements économiques, sociaux et politiques de la pandémie continuent d'évoluer suivant des schémas extrêmement complexes. Pour pouvoir dresser un tableau plus complet de ses effets, il faudrait examiner d'autres aspects. Parmi ceux-ci, il y a les modifications de la structure de la demande alimentaire, les mesures publiques qui affectent les filières alimentaires nationales et mondiales, ainsi que l'ampleur et la durée du choc macroéconomique et la trajectoire de redressement. Une autre limite de cet exercice d'analyse de scénario tient à l'absence de prise en compte des rétroactions, notamment sur les autres secteurs de l'économie, les ménages et les pouvoirs publics (par exemple, le niveau peu élevé des prix des produits de base peut entraîner une

diminution du revenu, la faiblesse des prix fait baisser l'investissement, de nouvelles mesures gouvernementales peuvent influer sur les résultats).

Autres incertitudes des projections

Demande

Du côté de la demande, l'une des principales sources d'incertitude concerne l'évolution probable des préférences des consommateurs. Globalement, les décisions d'achat de ceux-ci sont de plus en plus déterminées par des facteurs autres que le prix et le goût, dont les préoccupations pour la santé et l'environnement. L'une des principales manifestations de cette tendance est la forte progression du végétarisme, du végétalisme et du « flexitarisme » dans les pays à haut revenu, notamment chez les jeunes. À l'heure actuelle, les végétariens, les végétaliens et les personnes entrant dans des catégories connexes représentent moins de 10 % de la population mondiale d'après les estimations, mais l'adoption de ces régimes par une part croissante de la population pourrait avoir des répercussions sur les marchés mondiaux, notamment de la viande et des produits laitiers, en faisant baisser la consommation de protéines animales au profit de celle de protéines végétales (ou de protéines d'insectes). Dans l'ensemble, ces évolutions sont relativement lentes et difficiles à évaluer. Si on retenait une hypothèse différente quant à l'évolution des préférences des consommateurs dans les *Perspectives*, en tablant par exemple sur un plus large développement des modes de vie végétariens, végétaliens ou « flexitariens », la tendance des projections à moyen terme en serait modifiée. En ce qui concerne les paniques alimentaires, elles sont de nature à faire baisser la demande à court terme et ont parfois des conséquences durables. Elles ne sont pas prises en compte dans les *Perspectives* mais entraîneraient des fluctuations par rapport aux projections de la consommation alimentaire.

En outre, les consommateurs sont de plus en plus demandeurs de pratiques agricoles durables et sont soucieux de l'environnement, de l'éthique et du bien-être animal, ce qui pourrait influer non seulement sur le niveau de la demande d'aliments pour animaux, mais aussi sur sa composition dans les décennies à venir. Cette évolution pourrait stimuler la demande d'aliments pour animaux produits localement et/ou non modifiés génétiquement, dont des légumineuses à graines et fourragères, et faire baisser la demande de soja, en particulier dans les pays à haut revenu d'Europe.

Les *Perspectives* considèrent que les politiques restent inchangées à moyen terme et retiennent des hypothèses quant à leur efficacité future, ce qui constitue une autre source d'incertitude. Or, des mesures prises pour, par exemple, réduire la consommation globale de calories ou favoriser le passage à des régimes alimentaires plus sains (taxe sur le sucre, étiquetage, reformulation des produits) pourraient influer à la fois sur la demande totale de produits alimentaires et sur la demande relative de certains d'entre eux, dans des proportions qui restent imprévisibles aujourd'hui. Dans le même ordre d'idées, les modes de consommation pourraient aussi être influencées par des mesures visant à encourager les consommateurs à opter pour des régimes alimentaires plus durables/moins polluants (taxes de consommation sur les produits à forte intensité d'émissions, par exemple) ou à réduire le gaspillage alimentaire.

L'évaluation de l'efficacité des politiques relatives aux biocarburants reste également incertaine. Ainsi, en Indonésie, le programme B30 lancé par le gouvernement pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés est entré en vigueur dans l'ensemble du pays en janvier 2020. L'hypothèse retenue dans les *Perspectives* est que l'Indonésie réussira à mettre en œuvre ce programme et que le taux d'incorporation de biodiesel se maintiendra autour de 30 % durant la période de projection. Cependant, la réalisation de l'objectif prévu sera dans une large mesure tributaire de la politique de soutien public aux producteurs de biodiesel, qui dépend du rapport entre les prix intérieurs et internationaux de l'huile de palme. Cet objectif pourrait être compromis par une hausse des coûts de production pour cause d'une augmentation des prix de l'huile de palme et des problèmes liés à la durabilité des moteurs. L'évolution des marchés des biocarburants dépend aussi dans une très large mesure de celle des prix du

pétrole brut. À l'heure actuelle, le niveau peu élevé des prix internationaux du pétrole – conséquence de la faible demande mondiale imputable principalement à la pandémie de COVID-19 – réduit la demande de matières premières bioénergétiques. Une récession économique due au COVID-19 pourrait entraîner une baisse plus marquée encore de la demande mondiale de carburants de transport et de biocarburants.

Offre

La production agricole est une activité atypique de par sa vulnérabilité aux aléas naturels, notamment aux conditions météorologiques et aux maladies touchant les végétaux et les animaux. L'épizootie de peste porcine africaine en offre une illustration. En août 2018, la Chine a annoncé l'apparition d'un premier cas de peste porcine africaine. La maladie s'est ensuite propagée à d'autres pays d'Asie de l'Est (le Viet Nam, par exemple) avant de réapparaître en Europe. En 2019, la Chine et le Viet Nam, qui sont les deux premiers producteurs mondiaux de porc, ont vu leur production porcine reculer de 21 % et 17 %, respectivement. Les mesures prises pour contenir l'épizootie (subventions à l'abattage, par exemple) devraient continuer de peser sur la production mondiale de viande porcine dans les prochaines années. Les *Perspectives* retiennent néanmoins l'hypothèse que cette production recommencera à augmenter à partir de 2021 pour renouer en 2025 avec le niveau d'avant l'épizootie de peste porcine africaine. Cela étant, comme le succès des mesures prises est incertain, l'épidémie pourrait avoir des effets plus graves que prévu à moyen terme. Par ailleurs, la chute de la production porcine en Asie rend incertaines les projections concernant la demande d'importation de différentes viandes et la demande mondiale d'aliments pour animaux.

L'une des pires attaques de ravageurs touchant les cultures est celle imputable aux criquets pèlerins qui détruisent les plantes cultivées, les pâturages, le fourrage et les autres végétaux. D'après les chiffres de la FAO, un essaim d'un kilomètre carré de ces insectes peut consommer autant d'aliments en une journée que 35 000 personnes. En février 2020, huit pays d'Afrique de l'Est ont subi la pire attaque de ces ravageurs depuis des décennies, et des dizaines de milliers d'hectares de terres cultivées et de pâturages ont été touchés en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. De plus, les fortes pluies de la fin du mois de mars ont créé des conditions favorables à la reproduction des criquets pèlerins, ouvrant la voie au déferlement d'une deuxième vague, potentiellement plus massive que la première, sur la Corne de l'Afrique, mais aussi sur l'Est du Yémen et le Sud de l'Iran. En mai, l'éclosion des œufs donnera naissance à des bandes larvaires qui formeront de nouveaux essaims à la fin juin et en juillet ; cette période étant aussi celle du début des récoltes, ces essaims représenteront une menace sans précédent pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs dans la région (FAO, 2020[25]). Qui plus est, les mesures de confinement prises pour faire face au COVID-19 ont ralenti les opérations terrestres et aériennes visant à lutter contre l'infestation en rendant plus difficile le franchissement des frontières et en retardant les livraisons de pesticides (Okiror, 2020[26]).

Les événements météorologiques extrêmes comme les canicules, les sécheresses et les précipitations intenses ont un fort impact sur la production agricole, notamment végétale. Les projections des *Perspectives* concernant l'offre et la demande ont été établies en prenant pour hypothèse que les conditions météorologiques resteront conformes à celles que nous connaissons durant toute la période de projection. Or, il est possible que le changement climatique fasse lentement évoluer les conditions climatiques et augmente la probabilité d'aléas météorologiques dans les prochaines décennies. En l'absence de mesures d'adaptation appropriées, une telle évolution pourrait se répercuter défavorablement sur le rendement des cultures et de l'élevage dans la plupart des régions, et rendre l'approvisionnement en aliments et les prix de ceux-ci plus instables. Si on retenait une hypothèse différente dans ces *Perspectives* concernant l'évolution des conditions agroclimatiques et météorologiques, la tendance de la projection à moyen terme en serait modifiée.

Par ailleurs, l'instauration de mesures et de réglementations permettant de mettre au point et d'appliquer de nouvelles technologies, par exemple des techniques de sélection végétale et des technologies

numériques, pourrait se traduire par des gains de productivité plus importants que prévu dans les *Perspectives*. Les tendances en matière de productivité des cultures et de l'élevage projetées dans les *Perspectives* reposent sur l'hypothèse d'une amélioration continue des potentialités génétiques des plantes cultivées et des animaux d'élevage et de la poursuite des innovations en cours en matière de technologies de production, qui dépendront de leur côté du maintien des investissements publics et privés dans la recherche et le développement (R-D). Depuis la crise financière de 2008-09, les dépenses publiques de R-D ont chuté dans les pays à haut revenu, mais augmenté dans un certain nombre d'économies émergentes, dont l'Inde et la Chine. En outre, les investissements privés dans la R-D ont augmenté plus rapidement que les dépenses publiques de R-D ces dernières années dans le monde. Ces tendances confortent l'hypothèse d'une croissance ininterrompue de la productivité adoptée dans ces *Perspectives*, mais tout scénario différent concernant le taux de progrès modifierait les projections relatives à la croissance des rendements et de la productivité.

Dans la décennie à venir, la production agricole dépendra aussi de toute une série de mesures destinées à réorienter, ajuster ou restreindre des pratiques de production. Ces mesures répondent à des objectifs variés, comme limiter la contribution au changement climatique et s'adapter à ses effets, assurer le bien-être animal et protéger la santé humaine, faire progresser l'autosuffisance intérieure ou atteindre des objectifs d'exportation. Si les *Perspectives* s'emploient à anticiper les effets de toutes les mesures connues, les résultats effectifs de ces mesures sont incertains et elles sont susceptibles d'être modifiées avant la fin de la période de projection.

Commerce international

La nature et le volume des échanges internationaux de produits agricoles et halieutiques sont influencés par les relations commerciales bilatérales et une multitude d'accords commerciaux régionaux. Les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine font toujours peser des incertitudes sur les projections des *Perspectives*. Depuis avril 2018, la Chine applique des droits de douane de rétorsion de 25 % ou plus à la quasi-totalité des produits agricoles en provenance des États-Unis, si bien que les exportations agricoles des États-Unis à destination de la Chine sont passées de 19 milliards USD en 2017 à 9 milliards USD en 2018 et sont restées faibles en 2019 (Congressional Research Service, 2019[27]). Le 15 janvier 2020, les deux pays ont toutefois signé l'accord commercial de « phase 1 », dans lequel la Chine s'engage à acheter davantage de produits agricoles auprès des États-Unis. L'accord fixe notamment pour objectif un accroissement des importations chinoises de produits agricoles provenant des États-Unis de 12.5 milliards USD en 2020 et de 19.5 milliards USD en 2021 par rapport aux valeurs de 2017 (Lighthizer and Mnuchin, 2020[28]). En revanche, l'accord ne traite pas du niveau des droits de douane ni ne précise la date de fin de ceux appliqués par la Chine. L'hypothèse retenue dans les *Perspectives* est donc que le niveau des droits de douane entre les États-Unis et la Chine restera inchangé au cours de la période de projection, mais que d'autres mesures, de nature non tarifaire, seront prises pour renforcer les échanges entre les deux pays. En particulier, on suppose que le taux d'utilisation des contingents tarifaires chinois de maïs, de riz et de blé remontera après une courte période de transition. La mise en œuvre de l'accord commercial de « phase 1 » et tout autre règlement négocié de ce différend auront sans doute un impact significatif sur les marchés mondiaux des produits agricoles, réorientant les flux d'échanges agricoles et modifiant les prix mondiaux et les parts de marché des autres pays. C'est particulièrement probable en ce qui concerne le soja, étant donné l'importance de la Chine et des États-Unis sur le marché mondial de ce produit.

Le 1er février 2020, le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne dans le cadre du processus communément appelé « Brexit ». Au moment de l'élaboration des *Perspectives agricoles*, l'Union européenne et le Royaume-Uni venaient à peine d'entamer les négociations sur les règles commerciales qui s'appliqueront après la période de transition (droits de douane, normes, contingents).[3] Par conséquent, les *Perspectives* traitent le Royaume-Uni séparément du reste de l'Union européenne,

mais font l'hypothèse de relations commerciales non perturbées. Le Brexit pourrait néanmoins avoir des conséquences de grande ampleur, car le Royaume-Uni entretient d'intenses relations commerciales avec l'Union européenne : en 2018, plus de 70 % de ses importations agricoles venaient de l'Union européenne et 62 % de ses exportations agricoles lui étaient destinées. Importateur net de produits agricoles, le Royaume-Uni a enregistré en 2018 un déficit commercial de 27 milliards USD avec le reste de l'Union européenne. Les échanges entre États membres de l'Union européenne sont exempts de droits de douane, mais le Brexit pourrait engendrer d'importants obstacles aux échanges qui se répercuteraient sur les prix agricoles et sur la production au Royaume-Uni et dans l'Union européenne. En outre, le secteur agricole britannique reçoit en moyenne 60 % de ses revenus sous forme de subventions au titre de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Bien que le gouvernement du Royaume-Uni se soit engagé à maintenir ces subventions en 2020, le recentrage envisagé du soutien pourrait peser sur la production et les prix intérieurs. Le Brexit pourrait avoir des répercussions sur les marchés mondiaux du fromage, du beurre et de la viande porcine et ovine, produits dont le Royaume-Uni est un large importateur net. Sur les autres marchés, le principal effet pourrait être une réorientation des flux d'échanges vers d'autres partenaires commerciaux, ce qui aurait un impact moindre sur les volumes totaux.

L'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) est officiellement entré en vigueur en mai 2019 et a déjà été ratifié par 29 pays. Il réunira 55 pays africains dans un marché unique comptant plus de 1.3 milliard d'habitants et affichant un PIB cumulé de 2 260 milliards USD. Les échanges seront régis par les dispositions de l'Accord à partir de juillet 2020, et 90 % des produits échangés dans la région seront alors exonérés de droits de douane, proportion qui atteindra 97 % d'ici à la fin de la décennie. La suppression des droits de douane sur les produits agricoles ouvre d'importantes perspectives d'expansion du commerce à l'intérieur de l'Afrique et d'amélioration de l'efficience des marchés. Il existe cependant des obstacles non tarifaires aux échanges, parmi lesquels la mauvaise qualité des infrastructures de transport, qui risquent de compliquer la concrétisation de cette zone de libre-échange et de limiter l'intégration des marchés. Parmi les défis logistiques que doit relever l'Afrique, il y a aussi les procédures douanières longues et tatillonnes, la corruption aux frontières et les problèmes de sécurité, qui constituent un frein supplémentaire au transport de marchandises entre les pays (Berahab and Dadush, 2018[29]).

Le 28 juin 2019, l'Union européenne et les États du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) ont annoncé l'aboutissement des négociations sur un accord commercial UE-Mercosur, même si la mise en œuvre complète de celui-ci pourrait prendre jusqu'à trois ans. L'Union européenne a déjà signé toute une série d'accords régissant ses relations commerciales avec la plupart des groupes infrarégionaux et pays des Amériques, mais celui conclu avec le Mercosur est susceptible de devenir son plus important accord commercial et de porter sur des volumes d'échanges plusieurs fois supérieurs à ceux visés par l'accord entre l'Union européenne et le Canada (CETA). Il entraînera une libéralisation significative de l'accès aux marchés des produits agricoles. Ainsi, le Mercosur éliminera progressivement ses droits de douane sur 93 % des lignes tarifaires au cours des dix prochaines années, durée pouvant atteindre 15 ans sur certains produits sensibles. Parallèlement, l'Union européenne libéralisera 82 % de ses importations agricoles. Des contingents tarifaires seront appliqués à certains produits sensibles côté UE, comme le bœuf, la volaille, la viande porcine, le sucre, l'éthanol, le riz, le miel et le maïs doux. En outre, des contingents tarifaires réciproques seront ouverts pour les importations de fromage, de laits en poudre et de laits infantiles. Les pays du Mercosur devraient bénéficier de la baisse des droits de douane de l'UE, qui leur permettra d'exporter davantage de produits à base de viande, de fruits, de jus d'orange, de sucre et d'éthanol. Quant à l'Union européenne, elle pourrait profiter de l'accord pour accroître ses exportations de produits laitiers, de viande porcine, de vins et de spiritueux. En revanche, pour certains produits sensibles comme le bœuf, le riz, la volaille et le sucre, les producteurs du Mercosur pourraient être à l'origine d'une concurrence accrue et des pressions à la baisse pourraient s'exercer sur les prix. La France, l'Irlande et la Belgique sont susceptibles d'être les pays les plus exposés à l'intensification de la concurrence, en particulier sur le marché du bœuf.

Encadré 1.4. Hypothèses concernant la situation macroéconomique et les politiques publiques

Principales hypothèses sur lesquelles repose le scénario de référence

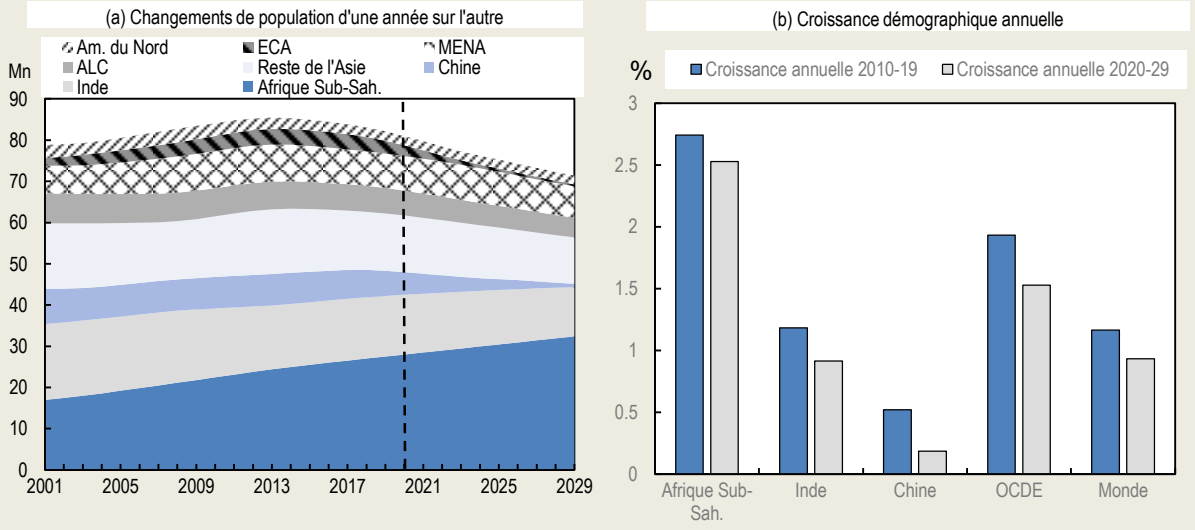
Cette édition des *Perspectives* présente un scénario jugé plausible compte tenu des hypothèses retenues concernant l'environnement macroéconomique, les politiques publiques et les tendances démographiques. Ces hypothèses sous-tendent les projections d'évolution de la demande et de l'offre de produits de l'agriculture, de la pêche et l'aquaculture. Cet encadré expose les principales hypothèses, tandis que l'annexe statistique contient des données détaillées.

Croissance démographique

Pour les projections démographiques, les *Perspectives* utilisent les estimations de la variante moyenne tirées de la base de données des perspectives de la population mondiale des Nations Unies, révision de 2019 (United Nations World Population Prospects 2017).

La population mondiale augmentera au cours de la période de projection, passant de 7.6 milliards de personnes en moyenne au cours des années de 2017 à 2019 à 8.4 milliards de personnes en 2029. Cela correspond à une croissance annuelle de 0.9 %, c'est-à-dire moins rapide que durant la décennie précédente (1.2 % par an). L'accroissement démographique est concentré dans les régions en développement, en particulier l'Afrique subsaharienne, qui devrait afficher avec 2.5 % par an la plus forte croissance, et l'Inde, où le taux s'établira à 0.9 % par an. Avec 147 millions d'habitants supplémentaires en 2029, l'Inde devrait d'ailleurs passer devant la Chine pour devenir le pays le plus peuplé de la planète.

Graphique 1.36. Croissance de la population mondiale



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EAC = Europe et Asie centrale ; MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; Reste de l'Asie = Asie-Pacifique moins la Chine et l'Inde.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141684

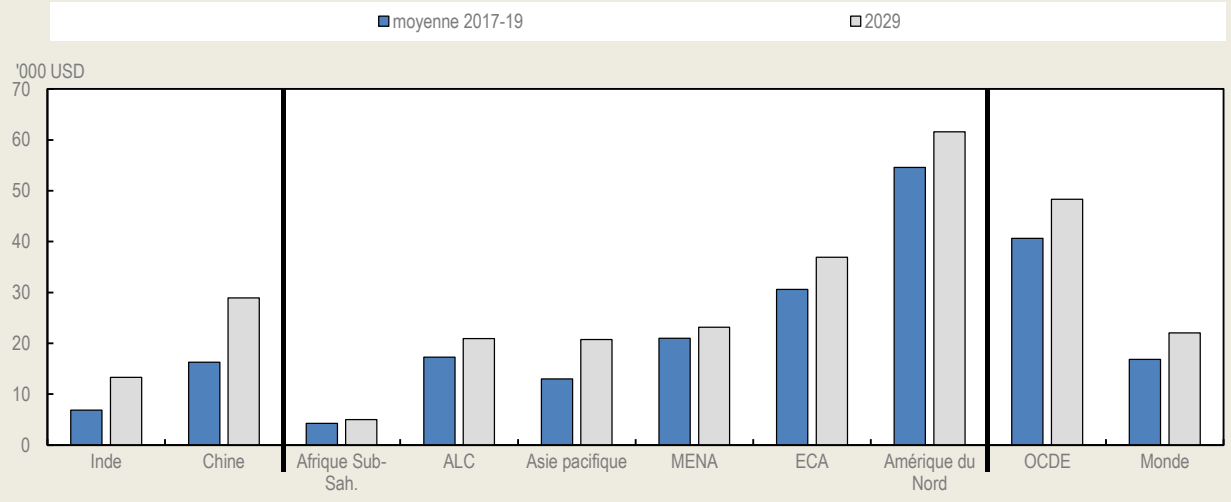
Croissance du revenu par habitant

Les estimations de la croissance du revenu par habitant sont tirées des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 106 (novembre 2019) et des *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2019) du *FMI*. Elles sont exprimées en termes de parité de pouvoir d'achat, en USD constants de 2011.

L'un des principaux déterminants de la demande alimentaire est le revenu disponible des ménages, que l'on mesure ici par approximation en se fondant sur la croissance du PIB par habitant. Cependant, comme le montre le Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée publié par la Banque mondiale, l'effet de la croissance économique, y compris sur la consommation alimentaire moyenne, peut être inégalement réparti. Il apparaît en particulier que dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, les revenus des 40 % les plus pauvres n'ont pas crû aussi vite que le revenu moyen. C'est la raison pour laquelle les projections de la demande en Afrique subsaharienne établies pour les présentes *Perspectives* s'écartent parfois de la trajectoire attendue sur la base de la croissance moyenne.

Au niveau mondial, le revenu par habitant devrait augmenter de 2.8 % par an en termes réels sur la période de projection. En Inde, on prévoit qu'il sera quasiment multiplié par deux grâce à une croissance économique vigoureuse (6.3 % par an). En Chine, le revenu par habitant devrait croître de 78 % au cours de la prochaine décennie (5.3 % par an), malgré le ralentissement attendu de la croissance économique. Pour d'autres pays en développement d'Asie, les projections à moyen terme tablent sur la poursuite d'une croissance rapide. La hausse annuelle du revenu par habitant devrait se situer entre 4 % et 6 % au Viet Nam, en Indonésie et aux Philippines, et autour de 3.6 % en Thaïlande et en Malaisie.

Graphique 1.37. Revenu par habitant



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EAC = Europe et Asie centrale ; MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord. Le graphique montre le PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) (en USD constants de 2011).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141703

Dans les pays les moins avancés d'Asie, cette hausse devrait atteindre 5.8 % en moyenne durant les dix prochaines années – seule l'Inde affichera un taux supérieur. Avec 3.2 % par an, la progression sera un peu plus lente au Pakistan. Quant aux pays d'Asie centrale, ils devraient voir le revenu par habitant augmenter d'environ 4.6 % par an en moyenne. En Afrique subsaharienne, on prévoit une hausse du

revenu par habitant de 17.5 % sur la période de projection, en raison surtout de la forte croissance économique attendue en Éthiopie (6.6 % par an). En Amérique latine et dans les Caraïbes, cette hausse sera très variable selon les pays au cours des dix prochaines années. Elle sera relativement lente au Brésil et au Mexique (inférieure à 2 % par an), mais atteindra 2.8 % annuellement dans des pays comme le Pérou et le Paraguay, et 3.1 % par an en Colombie. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le taux de croissance global pâtira de la baisse attendue du revenu par habitant en Syrie et en Libye au cours des dix prochaines années. Dans cette région, c'est l'Égypte qui enregistrera avec 4.4 % par an la plus forte hausse du revenu par habitant.

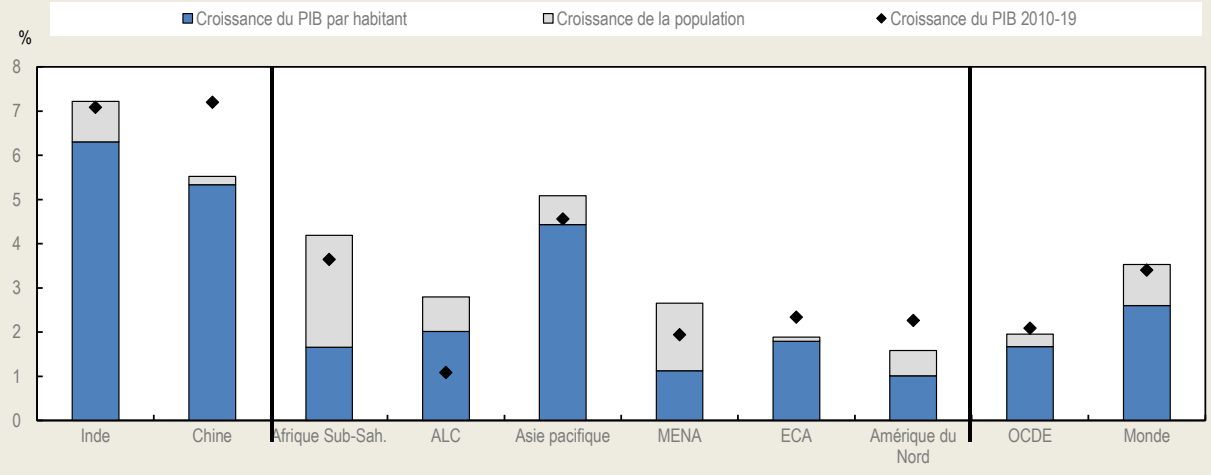
Dans les pays de l'OCDE, le revenu par habitant devrait croître d'environ 1.7 % par an dans les dix années à venir. Aux deux extrémités de l'échelle, la progression sera de 2.9 % par an en Turquie et en Corée, et de seulement 0.9 % par an au Canada.

Croissance mondiale

Les hypothèses de croissance du PIB sont fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 106 (novembre 2019) et sur les *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre2019) du FMI.

L'économie mondiale connaîtra un taux de croissance moyen de 3.4 % au cours des dix prochaines années. Le Graphique 1.38 montre les taux de croissance du PIB dans les principales régions, dont celles ayant fait l'objet des synthèses régionales dans les *Perspectives* de cette année, et dans certains pays. Au niveau mondial, c'est l'Inde qui affichera avec 7.4 % par an la plus forte croissance. En Amérique latine, ce sera le Paraguay avec 4.0 % par an. Parmi les pays d'Asie du Sud-Est, le Viet Nam et les Philippines enregistreront la croissance annuelle la plus élevée (6.5 %). En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB culminera à 6.6 % par an en Éthiopie. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, c'est l'Égypte qui devrait enregistrer avec 6 % la plus forte croissance annuelle, devant le Yémen, le Maroc et la Tunisie (autour de 4.2-4.9 %), tandis que les autres pays afficheront des taux plus modestes (de 2 à 3 % environ).

Graphique 1.38. Taux de croissance annuels du PIB, 2020-2029



Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EAC = Europe et Asie centrale ; MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141722

Le Graphique 1.38 décompose les hypothèses de croissance du PIB en distinguant croissance du PIB par habitant et croissance de la population. On peut y voir que la croissance économique sera principalement déterminée par celle du revenu par habitant, particulièrement dans les pays de l'OCDE, en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Chine. En Afrique subsaharienne, en revanche, la forte croissance démographique signifie que le taux de croissance économique relativement élevé (4.5 % par an) ne correspond qu'à une modeste hausse du revenu par habitant (environ 1.7 % par an).

Taux de change et inflation

Les hypothèses de taux de change sont fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 106 (novembre 2019) et sur les *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2019) du FMI. Sur la période 2020-29, on suppose que les taux de change réels seront globalement stables, de sorte que les taux nominaux par rapport au dollar des États-Unis évolueront surtout en fonction du différentiel d'inflation par rapport aux États-Unis. Certaines monnaies devraient s'apprécier en valeur réelle vis-à-vis du dollar des États-Unis; c'est le cas notamment de celle de l'Argentine, mais aussi, dans une moindre mesure, de celles de la Turquie, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Fédération de Russie, du Paraguay et de l'Uruguay. En revanche, on prévoit une dépréciation de la monnaie en valeur réelle pour la Norvège, l'Australie, la Corée, l'Union européenne, le Brésil et la Chine. Parmi les pays non membres de l'OCDE, ce sont l'Éthiopie, l'Ukraine et l'Afrique du Sud qui devraient connaître la plus forte dépréciation réelle de leur monnaie.

Les projections d'inflation reposent sur le déflateur des dépenses de consommation privée tiré des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 106 (novembre 2019) et sur les *Perspectives de l'économie mondiale* (octobre 2019) du FMI. Au cours des dix prochaines années, l'inflation devrait s'élever à 2 % par an aux États-Unis et à 1.7 % par an dans la zone euro. Dans les autres pays de l'OCDE, on prévoit un taux d'inflation moyen de 3 % par an. Parmi les principales économies émergentes, la Chine devrait connaître une inflation stable d'environ 3 % par an, tandis que le Brésil devrait voir la sienne retomber à 3.5 % par an contre 6.8 % au cours des dix années précédentes. De même, en Inde, la hausse des prix à la consommation accusera un ralentissement qui fera passer son taux annuel de 5.9 % à 4 % par an au cours des dix prochaines années. En Argentine, le taux d'inflation restera très élevé, mais devrait malgré tout redescendre à 18.8 % par an, contre 28.1 % par an au cours des dix années précédentes.

Il est prévu que l'euro s'apprécie par rapport au dollar des États-Unis en termes nominaux. On anticipe aussi une appréciation nominale des monnaies japonaise, canadienne, coréenne et néo-zélandaise. À l'inverse, c'est une forte dépréciation que devraient connaître les monnaies argentine, turque et nigériane et, dans une moindre mesure, celles de l'Éthiopie, de l'Égypte, de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde et de la Fédération de Russie.

Coûts des intrants

Les projections des *Perspectives* reposent sur des hypothèses concernant les coûts de production, c'est-à-dire les coûts des semences, de l'énergie, des engrais ainsi que de divers autres intrants faisant ou non l'objet d'échanges internationaux. Elles sont déterminées par l'évolution d'un indice composite basé sur le coût de ces intrants et construit en utilisant leur part respective des coûts totaux pour chaque pays et chaque produit (maintenue constante pendant toute la durée de la période de projection). Les prix de l'énergie sont représentés par le cours international du pétrole brut exprimé en monnaie nationale. L'évolution des coûts des intrants échangeables comme les machines et les produits chimiques est estimée à partir des variations du taux de change réel, et celle des coûts des intrants non échangeables (principalement les coûts de main-d'œuvre), à partir des variations du déflateur du PIB. Pour les semences et les engrais, on procède de façon itérative, car les coûts de ces intrants dépendent en partie des prix des produits cultivés et, dans le cas des engrais, des prix du pétrole brut.

Les données concernant les cours mondiaux du pétrole en 2018 correspondent au prix du pétrole brut Brent et sont tirées de la version actualisée des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 106 (novembre 2019). Pour 2019, on a utilisé la moyenne annuelle des prix mensuels au comptant et, pour 2020, la moyenne des prix au jour le jour en décembre 2019. Pour le reste de la période de projection, on suppose que les prix du pétrole resteront inchangés en termes réels, ce qui implique une hausse en termes nominaux, avec un baril passant de 65 USD fin 2019 à 78 USD en 2029.

Politiques publiques

Les politiques publiques et leurs réformes ont des conséquences importantes sur les marchés des produits agricoles, des biocarburants et de la pêche, souvent même sur le plan structurel. Les hypothèses retenues dans la présente édition des *Perspectives* tablent sur le maintien des politiques actuellement en vigueur pendant toute la période de projection.

Le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne le 1er février 2020. Il est examiné séparément du reste de l'Union européenne dans le présent rapport, mais les projections reposent sur l'hypothèse de relations commerciales non perturbées entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Par ailleurs, l'hypothèse retenue dans les *Perspectives* est que le niveau des droits de douane entre les États-Unis et la Chine restera inchangé, mais que d'autres mesures, de nature non tarifaire, seront prises pour renforcer les échanges entre les deux pays. En particulier, on suppose que le taux d'utilisation des contingents tarifaires chinois de maïs, de riz et de blé remontera après une courte période de transition.

L'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) est officiellement entré en vigueur en mai 2019. Il réunira 55 territoires au sein d'un marché unique comptant plus de 1.3 milliard d'habitants et affichant un PIB cumulé de 2 260 milliards USD. Les échanges seront régis par les dispositions de l'Accord à partir de juillet 2020, et 90 % des produits échangés dans la région seront alors exonérés de droits de douane, proportion qui atteindra 97 % d'ici à la fin de la décennie.

Références

Berahab, R. and U. Dadush (2018), *Will the African Free Trade Agreement Succeed? Policy Brief*, http://www.ocppc.ma. [29]

CNIEL (2020), *La Ferme Laitière Bas Carbone*, http://www.ferme-laitiere-bas-carbone.fr/decouvrir-le-projet/ (accessed on 29 April 2020). [7]

Congressional Research Service (2019), *China's Retaliatory Tariffs on U.S. Agriculture: In Brief*, https://apps.fas.usda.gov/gats/ExpressQuery1.aspx,. [27]

Dairy Australia (2019), *Australian Dairy Sustainability Framework*, https://www.sustainabledairyoz.com.au/sustainability-reporting (accessed on 29 April 2020). [9]

DairyNZ (n.d.), *Dairy Action for Climate Change 2017-2018*. [8]

De Ponti, T., B. Rijk and M. Van Ittersum (2012), "The crop yield gap between organic and conventional agriculture", *Agricultural Systems*, Vol. 108, pp. 1-9, http://dx.doi.org/10.1016/j.agsy.2011.12.004. [1]

Ellis, J. (2020), "Cargill, Agrocorp complete groundbreaking $12m blockchain wheat deal", *AgFundersNews*, https://agfundernews.com/cargill-and-agrocorp-complete-groundbreaking-12m-intercontinental-wheat-trade-using-hyperledger-fabric.html (accessed on 29 April 2020). [20]

Eurostat (2020), *Organic farming statistics - Statistics Explained*, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Organic_farming_statistics (accessed on 29 April 2020). [2]

FAO (2020), "Alarm over Desert Locusts increases as new generation of the destructive pests starts breeding in Horn of Africa", http://www.fao.org/news/story/en/item/1258877/icode/ (accessed on 29 April 2020). [25]

FAO (2018), *The State of Agricultural Commodity Markets 2018. Agricultural trade, climate change and food security*. [22]

FAO (2018), *Trade and Nutrition Technical Note*, http://www.fao.org/3/a-i4922e.pdf. [23]

Gruère, G., C. Ashley and J. Cadilhon (2018), "Reforming water policies in agriculture: Lessons from past reforms"*, OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 113, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/1826beee-en. [13]

Henderson, B. and J. Lankoski (2019), "Evaluating the environmental impact of agricultural policies"*, OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 130, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/add0f27c-en. [12]

Jouanjean, M. (2019), "Digital Opportunities for Trade in the Agriculture and Food Sectors"*, OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 122, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/91c40e07-en. [17]

Lankoski, J. (2016), "Alternative Payment Approaches for Biodiversity Conservation in Agriculture", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 93, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/5jm22p4ptg33-en. [14]

Leenstra, F. (2013), *Wageningen UR Livestock Research Partner in livestock innovations Intensification of animal production and its relation to animal welfare, food security and 'climate smart agriculture*, http://www.livestockresearch.wur.nl. [3]

Lighthizer, R. and S. Mnuchin (2020), *Economic and Trade Agreement Between the United States of America and The People's Republic of China*. [28]

OECD (2020), *A Survey of GHG Mitigation Policies for the Agriculture, Forestry and other Land Use Sectors*, [COM/TAD/CA/ENV/EPOC(2019)20/FINAL]. [4]

OECD (2019), *Enhancing Climate Change Mitigation through Agriculture*, OECD Publishing. [11]

OECD (2018), *Mainstreaming Biodiversity for Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264303201-en. [15]

Okiror, S. (2020), "Second wave of locusts in east Africa said to be 20 times worse", *The Guardian*. [26]

Origin Green IRELAND (n.d.), *Carbon Footprinting Irish Farms*, https://www.origingreen.com/en/sustainable-sourcing/sustainable-farms/carbon-footprint/ (accessed on 29 April 2020). [5]

Schmidhuber, J., J. Pound and B. Qiao (2020), *COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture*, FAO, http://dx.doi.org/10.4060/ca8430en. [24]

Tripoli, M. (2020), "A window of opportunity for Africa: Agricultural innovation, integration and entrepreneurial ecosystems", *Trade for Development News*, https://trade4devnews.enhancedif.org/en/op-ed/window-opportunity-africa-agricultural-innovation-integration-and-entrepreneurial-ecosystems (accessed on 29 April 2020). [21]

Tripoli, M. and J. Schmidhuber (2019), "How Can Blockchain's General Architecture Enhance Trade Facilitation in Agricultural Supply Chains?", FAO, Rome, http://www.fao.org/3/CA2885EN/ca2885en.pdf. [16]

Tripoli, M. and J. Schmidhuber (2018), *Emerging Opportunities for the Application of Blockchain in the Agri-food Industry Agriculture*, FAO/ICTSD. [18]

U.S. Dairy (n.d.), *Dairy Sustainability Framework*, https://www.usdairy.com/sustainability/environmental-sustainability (accessed on 29 April 2020). [10]

WTO (2018), *2018 World Trade Report: The future of world trade: How digital technologies are transforming global commerce*, World Trade Organization, Geneva, http://www.wto.org. [19]

Zuivelketen, D. (n.d.), *Kennisdocument broeikasgassen*. [6]

Notes

[1] Dans le graphique 1.5, l'alimentation animale est calculée sur la base de la « ration d'entretien », c'est-à-dire de la quantité d'aliment dont un animal a besoin pour maintenir son métabolisme sans prendre ni perdre de poids, sans produire de lait ou sans pondre d'œufs. Environ 25 % des apports d'énergie sont récupérés sous forme de produits animaux et comptabilisés au titre des aliments destinés à la consommation humaine. De même, la part des biocarburants rend compte de l'énergie contenue dans l'éthanol et le biodiesel, alors que les drêches de distillerie séchées sont comptabilisées dans les aliments pour animaux.

[2] Une analyse de la situation actuelle et des perspectives de la production, la consommation et les échanges de bananes et de fruits tropicaux dans le monde est présentée dans le chapitre 11 sur les « autres produits ».

[3] L'accord de retrait prévoit une période de transition du 1er février 2020 au 31 décembre 2020, durant laquelle le Royaume-Uni continuera à avoir accès au marché intérieur et à l'Union douanière. Cette période de transition pourra être prorogée d'un ou deux ans. Si les négociations n'aboutissent pas d'ici à la fin de la période de transition et qu'aucun accord n'est conclu sur les relations commerciales futures, ce sont les règles de l'OMC qui s'appliqueront.

2. Dossiers régionaux

Ce chapitre décrit les principales tendances et les nouveaux enjeux auxquels le secteur agricole est confronté dans les six régions de la FAO, à savoir l'Asie et Pacifique, l'Afrique subsaharienne, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie centrale, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine et les Caraïbes. Pour chaque région, il fournit des informations sur les principales caractéristiques régionales (par exemple, la population, le revenu par habitant, les conditions agro-écologiques et la dotation en ressources naturelles), puis met en évidence les projections à moyen terme pour la production, la consommation et les échanges pour la période 2020-29.

2.1. Introduction

Depuis l'édition 2013, le chapitre spécial de cette publication s'est focalisé sur les perspectives d'une région ou d'un pays particulier. Cette année, plutôt que de mettre l'accent sur un endroit particulier, ce chapitre présente les faits saillants pour les régions définies par la FAO dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de travail général. Ces régions ayant des profils très variés, l'objectif de ces synthèses n'est pas de les comparer, mais de réunir les principaux messages des *Perspectives* pour mettre en évidence les tendances et les enjeux émergents. Cette évaluation porte principalement sur le point final de la période de projection des *Perspectives* (2029) par rapport à la période de référence de 2017-19. Ces synthèses n'incluent pas d'évaluation quantitative de la pandémie COVID-19 présentée dans le chapitre Vue d'ensemble ; cela sera fait lorsque de plus amples renseignements seront disponibles. Cependant, les tendances et les enjeux présentés dans ce chapitre sont ceux qui devraient sous-tendre les Perspectives lorsque les choses se remettront progressivement en place après le « choc » inattendu causé par la propagation du nouveau coronavirus, en supposant que ses effets sur la production, la consommation et les échanges de produits alimentaires s'estomperont peu à peu. Les projections actuelles devraient servir de base pour évaluer la façon dont le choc se répercutera dans les régions au cours de la prochaine décennie.

Le chapitre est divisé en six sections qui présentent successivement les différentes régions, le texte, les tableaux et les graphiques étant organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte indique les caractéristiques régionales clés et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections pour la production, la consommation et les échanges présentées dans les sections suivantes. A la fin de chaque section, des graphiques et tableaux de même type décrivent les principaux aspects des projections correspondantes.

2.2. Perspectives régionales : Asie et Pacifique

Contexte

La région Asie et Pacifique[1] est aussi hétérogène que grande par rapport aux autres régions. L'éventail des économies est large, allant de pays parmi les moins avancés tels que le Bangladesh à des pays à revenu élevé tels que le Japon. Avec plus de 4.1 milliards d'habitants, la région accueille plus de la moitié de la population mondiale. Cependant, elle ne représente qu'environ 30 % des terres agricoles, et si ses ressources naturelles sont conséquentes, elles sont soumises à une pression croissante. La région connaît une urbanisation rapide, principalement sous l'impulsion de la Chine, mais le rythme de l'évolution est soutenu dans l'ensemble des pays. Environ 48 % des personnes vivent en milieu urbain, mais l'urbanisation devrait atteindre 54 % d'ici 2029. La population de la région progressera au rythme de 0.7 % par an, soit une augmentation de 324 millions d'habitants, et 445 millions migreront vers les zones urbaines.

Les pays en développement de la région se classent parmi ceux enregistrant la croissance la plus rapide : le revenu moyen par habitant de la région devrait progresser de près de 4 % par an au cours des dix prochaines années, de 5 à 6 % par an en Chine, en Inde et au Viet Nam, et d'environ 3 à 4 % par an en Thaïlande et en Indonésie. La part de la valeur ajoutée du secteur agricole primaire et des pêches dans l'économie, qui est en recul, est actuellement d'environ 6 %. La croissance économique rapide a également fait baisser la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages à environ 15 % en 2017-19, ce qui implique des répercussions considérables de prix et de revenus sur les consommateurs[2].

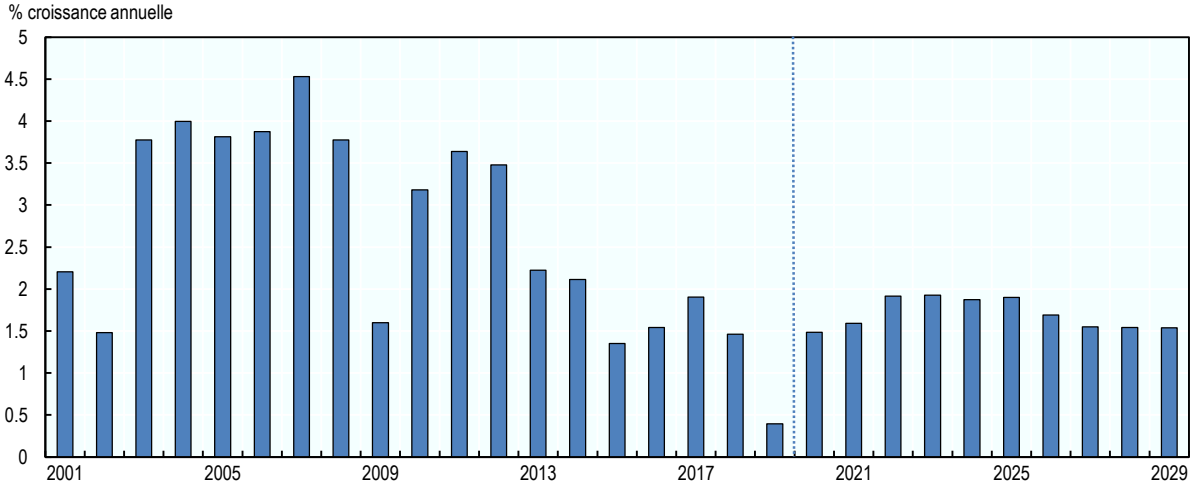
De fortes incertitudes pèsent sur la région dans les *Perspectives*. Les conflits commerciaux actuels n'ont pas été entièrement résolus. La peste porcine africaine a durement frappé le secteur de la production de la viande porcine en Chine et dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est.

Production

La région, qui détient la place de premier producteur de produits agricoles, halieutiques et aquacoles, devrait représenter 51 % de la production mondiale agricole dans ces secteurs en 2029. La production devrait augmenter de 14 % d'ici 2029 par rapport au niveau de référence de 2017-19. La production végétale, qui représente 64 % de la valeur ajoutée, devrait progresser de 12 %, tandis que la production animale croîtra de 18 % au cours de la période, repartant d'un niveau de départ bas dû à la peste porcine africaine. La production animale a diminué de 4 % en 2019, en raison d'une baisse de 9 % en Chine et au Viet Nam, où la peste porcine africaine a décimé respectivement 30 % et 20 % du cheptel porcin. La production de poisson devrait progresser de 16 % en raison de l'essor continu de l'aquaculture. Ces taux de croissance sont nettement inférieurs à ceux d'il y a dix ans, quand la production agricole, halieutique et aquacole régionale progressait en moyenne de 3 à 4 % par an. La croissance a ralenti lorsque les marchés intérieurs sont parvenus à maturité, que les orientations ont changé, que des marchés se sont ouverts et que la concurrence commerciale s'est accrue.

La région compte parmi les principaux producteurs de céréales du monde, notamment de riz, pour lequel elle représente 90 % de la production mondiale. Sa contribution à la production mondiale de riz, de blé et de céréales secondaires reste stable tout au long de la période de projection. Si la production de riz et de blé reste conséquente en Inde, le déstockage du maïs en Chine pourrait être l'occasion de diversifier la production en privilégiant d'autres produits agricoles dans ce pays.

Graphique 2.1. Ralentissement de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région Asie et Pacifique



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141741

En raison de la rareté des terres dans les pays dans l'ensemble de la région, la croissance de la production végétale découlera d'une amélioration et d'une intensification de la productivité. Le développement de l'irrigation et l'amélioration des variétés de semences représentent une grande partie de la croissance de la production, mais l'environnement et la sécurité alimentaire suscitent de plus en plus de préoccupations du fait de la rareté des ressources hydrauliques et de l'utilisation massive d'intrants chimiques. Les récoltes multiples et les cultures séquentielles permettront de limiter le développement de l'utilisation des terres à 3 millions d'hectares supplémentaires, alors que la superficie cultivée augmentera de 13 Mha, qui seront principalement consacrés au riz, au maïs, au soja et aux légumineuses.

Pendant la période de projection, la production animale s'expliquera en grande partie par des gains de productivité attribuables à un recours accru aux aliments pour animaux et à une amélioration de la sélection animale. La superficie des pâturages devrait diminuer de 12 Mha au cours de la prochaine décennie et le nombre d'animaux progressera plus lentement que la production totale de viande. En revanche, la hausse de l'utilisation des aliments pour animaux sera plus rapide que la croissance de la production animale, qui devrait ralentir en partie sous l'effet des conséquences actuelles de la peste porcine africaine en Chine et de ses répercussions attendues dans d'autres pays de la région.

Près de 70 % de la production mondiale de poisson provient de la région Asie et Pacifique, la production halieutique et aquacole de la Chine constituant la majeure partie de cette production régionale. Les évolutions de l'efficience et de la durabilité définies dans le 13e Plan quinquennal de la Chine devraient modérer la croissance ; la région représentera néanmoins 85 % de la croissance mondiale de la production dans le secteur.

Les émissions totales de GES de la région devraient augmenter de 6 % d'ici 2029, celles provenant de sources végétales et animales de 3 % et 9 % respectivement.

Consommation

Dans cette région où la croissance démographique ralentit, mais où la hausse des revenus est soutenue, la demande d'aliments riches en nutriments et à forte teneur énergétique augmentera. L'apport moyen en calories devrait augmenter de 170 kcal pour atteindre 3 000 kcal par jour en moyenne, principalement sous l'effet d'une augmentation de la consommation d'huile végétale et de produits d'origine animale, notamment les produits laitiers. L'apport moyen en protéines augmentera de 5 grammes pour atteindre 85 grammes par jour, principalement en raison de la hausse de la consommation de produits laitiers et de viande.

Les modes de vie urbanisés entraîneront une augmentation de la consommation de sucres et de matières grasses qui dépassera celle de la majorité des autres groupes d'aliments. Combinée à une forte croissance démographique dans plusieurs pays de la région tels que l'Inde, la consommation d'huile végétale dépassera la moyenne mondiale d'ici 2029, atteignant 21 kg par habitant et par an. Les sucres et les matières grasses représenteront 22 % des calories totales dans la région d'ici 2029 et seront le seul groupe d'aliments à accroître leur part de calories durant la période de projection.

La consommation de riz par habitant, qui est tellement importante dans de nombreux pays de la région, représentant souvent jusqu'à 50 % de la disponibilité de calories ou plus, devrait progresser lentement au mieux, et diminuer dans de nombreux pays tels que la Chine, la Thaïlande et le Viet Nam. La consommation de riz par habitant dans la région devrait augmenter de moins de 1 %, étant donné que la hausse de la consommation en Inde compense la baisse dans d'autres pays.

La consommation de viande augmentera de 1.5 kg par personne pour atteindre une consommation annuelle moyenne de 35 kg par personne (ou 8 % des calories quotidiennes). Cependant, il existe d'importants écarts au sein de la région : dans des pays tels que la Corée du Sud et le Viet Nam, la demande augmente de plus de 5 kg, tandis qu'en Inde et au Pakistan, la demande progressera de moins

d'un kilogramme. La consommation de produits laitiers progressera de 25 %, principalement tirée par la consommation en Asie du Sud. Les produits laitiers représenteront 15 % des calories totales en Inde et au Pakistan en 2029.

Sous l'effet combiné de la hausse de la production de viande et de produits laitiers et de l'intensification, l'utilisation des aliments pour animaux devrait augmenter de plus de 50 % d'ici 2029. L'utilisation de maïs et de tourteaux protéiques pour l'alimentation animale devrait croître respectivement de 58 % et 65 %. Une telle croissance des aliments pour animaux est également associée à une commercialisation accrue des exploitations agricoles et à une diminution des élevages de basse-cour où les animaux peuvent être nourris avec des aliments autres que des céréales.

La région Asie et Pacifique devrait représenter 33 % de l'augmentation mondiale de l'utilisation d'éthanol et de 62 % de celle de biodiesel, étant donné les nouvelles obligations d'incorporation de la Chine et de l'Indonésie. En Chine, le taux d'incorporation atteindra environ 4 % et dopera les importations de manioc, qui devraient provenir essentiellement de Thaïlande.

Selon les présentes *Perspectives*, l'ambition attachée à l'E10 en Chine ne sera pas concrétisée en 2029 ; il est supposé en revanche que l'essence contiendra 4 % d'éthanol. Si l'on considère que la demande d'éthanol correspondante sera essentiellement satisfaite par des matières premières agricoles domestiques, cela signifie que le pays produira 5 milliards de litres supplémentaires. Ces *Perspectives* supposent que le gouvernement indonésien mettra en œuvre le programme B30 dans l'ensemble du pays comme prévu, mais l'atteinte de l'objectif de hausse de la demande de biocarburants visé dépendra en grande partie de la relation entre les prix intérieurs et les prix internationaux de l'huile de palme. En 2030, la demande de biodiesel devrait atteindre environ 7 milliards de litres.

En Indonésie, une hausse de la teneur obligatoire en biocarburants devrait rediriger l'offre intérieure d'huile de palme vers le marché du biodiesel, et pourrait aider à catalyser les investissements dans le secteur. La disponibilité limitée des terres et les prix bas de l'huile végétale entraînent des retards dans le renouvellement des plants de palmiers à huile, ce qui favorisera un ralentissement de la croissance de la production d'huile végétale dans la région au cours de la période de projection. La production augmentera de 17 % d'ici 2029, contre 65 % au cours de la décennie écoulée.

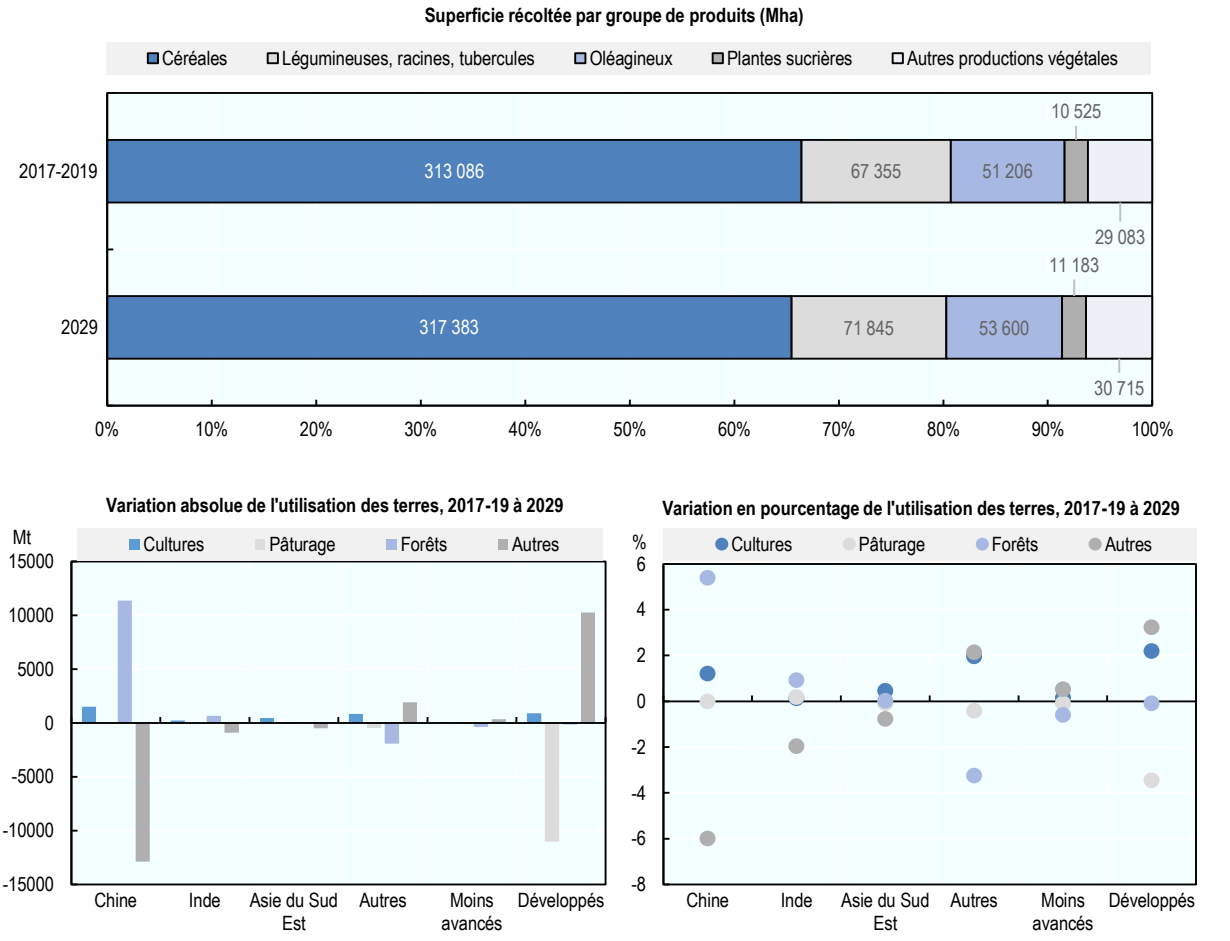
Échanges

La région est la première région importatrice de produits agricoles primaires et représente une part de plus de 40 % des importations mondiales ; avec le dépassement de l'offre par la demande, les importations nettes tendent à augmenter à moyen terme. Les importations les plus importantes sont celles de soja en Chine, qui ont été réduites ces dernières années sous l'effet de mesures commerciales. Elles devraient progresser de nouveau à moyen terme. Les importations de blé et de maïs sont également importantes et en progression.

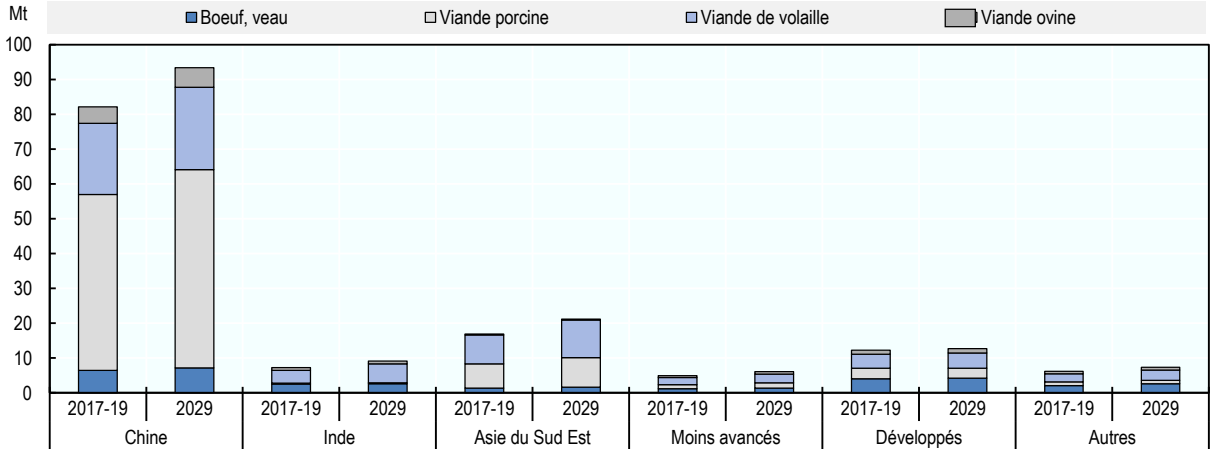
Les importations nettes de produits de l'élevage augmentent. Si les exportations de viande bovine de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Thaïlande continuent de progresser lentement, elles sont largement compensées par la hausse des importations en Chine, en Indonésie, en Malaisie, en Corée, au Viet Nam et dans d'autres pays de la région. Les importations nettes de viande porcine ont suivi une tendance à la hausse ces dix dernières années et ont culminé à 6 Mt en 2019 du fait de la flambée épizootique de peste porcine africaine. Les importations de volaille de la région ont également augmenté.

En outre, la région compte parmi les principaux exportateurs, contribuant à hauteur de 30 % aux exportations mondiales. Les exportations de riz, premier produit agricole primaire exporté, devraient atteindre 55 Mt, tirées principalement par l'Inde, la Thaïlande et le Viet Nam.

Graphique 2.2. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres dans la région Asie et Pacifique

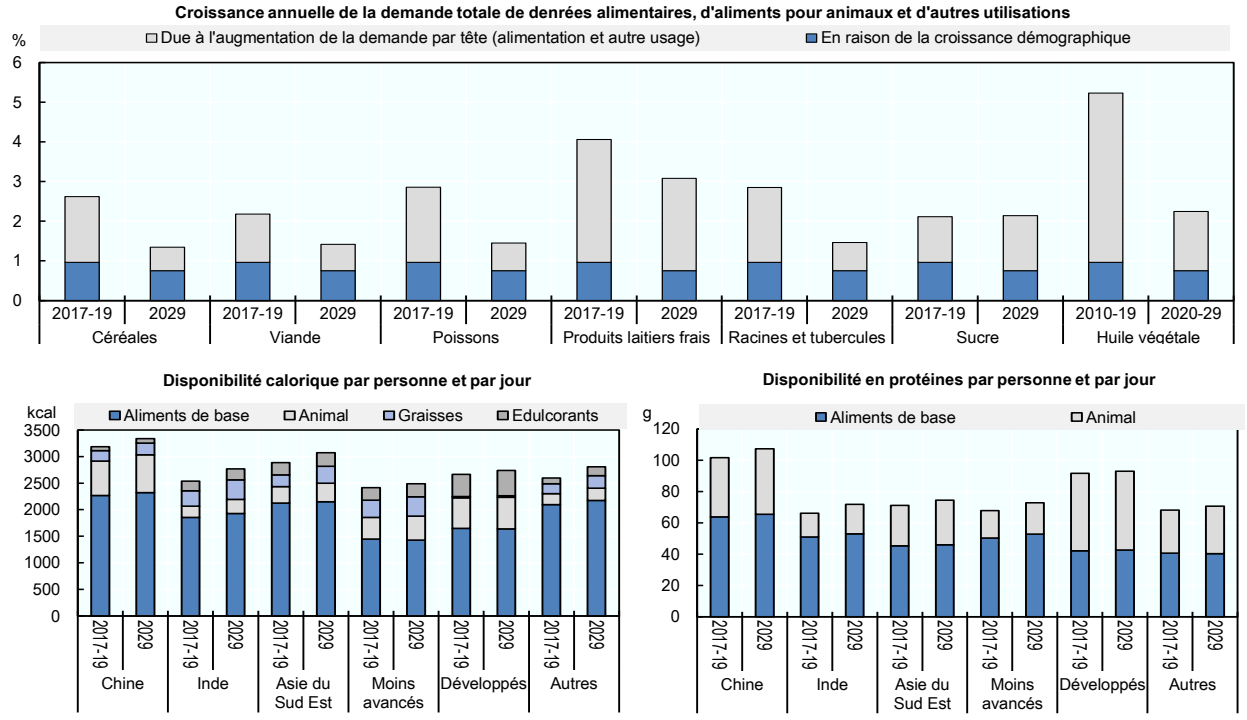


Graphique 2.3. Production animale dans la région Asie et Pacifique



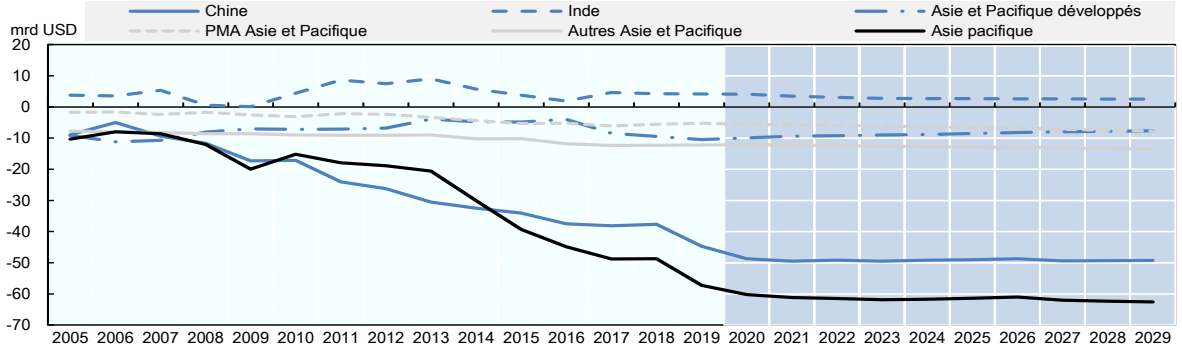
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.4. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments dans la région Asie et Pacifique



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.5. Balances commerciales agricoles de la région Asie et Pacifique, en valeur constante



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141760

Tableau 2.1. Indicateurs régionaux : Asie et Pacifique

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	3 766 151	4 146 172	4 469 965	7.81	0.94	0.65
PIB par habitant[1] (kUSD)	4.94	7.10	10.55	48.62	3.61	3.76
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole [3]	1163.5	1457.8	1738.4	19.25	1.96	1.75
Valeur nette de la production végétale[3]	289.8	350.0	404.4	15.53	1.35	1.31
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	449.5	578.1	710.5	22.90	2.18	1.90
Valeur nette de la production animale[3]	234.9	282.2	334.5	18.54	1.62	2.17
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	189.2	247.4	288.9	16.79	2.73	1.54
Quantité produite(kt)						
Céréales	920 977	1 142 689	1 314 673	15.05	1.58	1.34
Légumineuses	28 075	38 062	46 458	22.06	2.53	1.73
Racines et tubercules	70 862	91 745	106 626	16.22	2.52	1.23
Oléagineux[4]	67 035	76 800	91 175	18.72	0.65	1.34
Viande	107 832	129 669	149 862	15.57	1.11	2.41
Produits laitiers[5]	32 920	47 315	62 517	32.13	3.77	2.45
Poisson	92 068	120 284	140 453	16.77	2.72	1.54
Sucre	57 254	72 553	83 823	15.53	1.37	1.89
Huile végétale	78 707	121 646	146 573	20.49	4.05	1.56
Production des biocarburants (mln L)						
Biodiesel	1 791	10 208	12 435	21.81	14.26	0.16
Ethanol	10 407	16 459	20 421	24.07	4.07	1.08
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	1 440 311	1 404 635	1 397 114	-0.54	-0.35	-0.05
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	491 474	515 691	519 675	0.77	0.40	0.06
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	948 837	888 943	877 439	-1.29	-0.77	-0.12
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	2176	2345	2489	6.12	0.46	0.53
Végétaux	1010	1084	1113	2.67	-0.01	0.25
Animaux	1166	1261	1376	9.08	0.88	0.76
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	2664	2826	2992	5.87	0.50	0.57
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8](g)	74	81	85	5.36	0.92	0.54
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	173.4	178.9	180.8	1.09	0.18	0.05
Viande	23.4	26.6	28.4	7.01	0.63	1.44
Produits laitiers[5]	8.5	11.4	14.1	24.02	3.03	1.88
Poisson	21.5	26.0	28.2	8.67	1.98	0.81
Sucre	15.9	17.8	20.4	14.61	1.39	1.29
Huile végétale	13.4	17.8	21.1	18.36	3.13	1.45
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	-13.5	-51.6	-62.6	21.31	..	..
Valeur nette des exportations[3]	93.1	122.6	139.3	13.62	1.46	1.48
Valeur nette des importations[3]	106.7	174.2	201.9	15.90	4.58	1.09

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	96.4	94.1	94.3	0.27	-0.49	0.04
Viande	97.9	94.9	95.3	0.43	-0.40	0.27
Sucre	95.5	96.4	91.4	-5.10	0.05	-0.14
Huile végétale	116.9	110.8	106.7	-3.73	-0.62	-0.27

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance correspond à la production / (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

2.3. Perspectives régionales : Afrique subsaharienne

Contexte

Le profil de la croissance démographique et économique de l'Afrique subsaharienne[3] est unique parmi les six régions[4]. La croissance démographique est la plus forte observée, et si l'urbanisation progresse rapidement, elle est de loin la plus faible de toutes les régions. La région devrait compter quelque 329 millions de personnes supplémentaires d'ici 2029 par rapport à la période de référence de 2017-19, sa population augmentant de plus de 2.5 % par an. Si près des deux tiers de ces personnes supplémentaires vivront en milieu urbain, 55 % de la population continuera de vivre en milieu rural en 2029. En règle générale, les économies de la région sont très dépendantes sur le plan des produits liés aux ressources, dont l'agriculture, le pétrole et les métaux. La pêche, l'agriculture et la sylviculture représentent environ 16 % du PIB et cette part devrait avoisiner les 13 % en 2029. La croissance économique par habitant ne devrait pas être aussi soutenue que dans les pays émergents, augmentant de 1.3 % par an pendant la période de projection. La performance économique varie considérablement au sein de la région, les pays les moins avancés progressant plus rapidement, mais en partant d'un niveau plus bas. Les revenus moyens par habitant dans la région, qui s'élèvent à 1 700 USD, sont les plus faibles à l'échelle mondiale et devraient atteindre 1 900 USD en 2029. Toutefois, les revenus moyens par habitant des pays les moins avancés devraient tout juste atteindre 1 100 USD par an. Les ménages de la région consacrent en moyenne environ 38 % de leurs revenus à l'alimentation, mais cette part varie considérablement selon les pays, s'échelonnant entre 18 % en Afrique du Sud et environ 50 % au Rwanda[5]. Néanmoins, avec une disponibilité de calories par habitant nettement inférieure à celle des autres régions, toute variation brutale des prix alimentaires ou des revenus risque d'avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et le bien-être économique.

L'Afrique subsaharienne est une région diversifiée sur le plan agroécologique, riche en terres, qui représente 14 % des terres cultivées et 21 % des pâturages à l'échelle mondiale. Néanmoins, le secteur agricole dans de nombreux pays manque de terres en raison de la densité de population élevée dans les zones rurales, de sorte que la plupart des terres disponibles sont concentrées dans quelques pays ou sont en grande partie boisées. La région n'a donc produit que 7 % de la valeur mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole en 2017-19. En revanche, étant donné les besoins de consommation

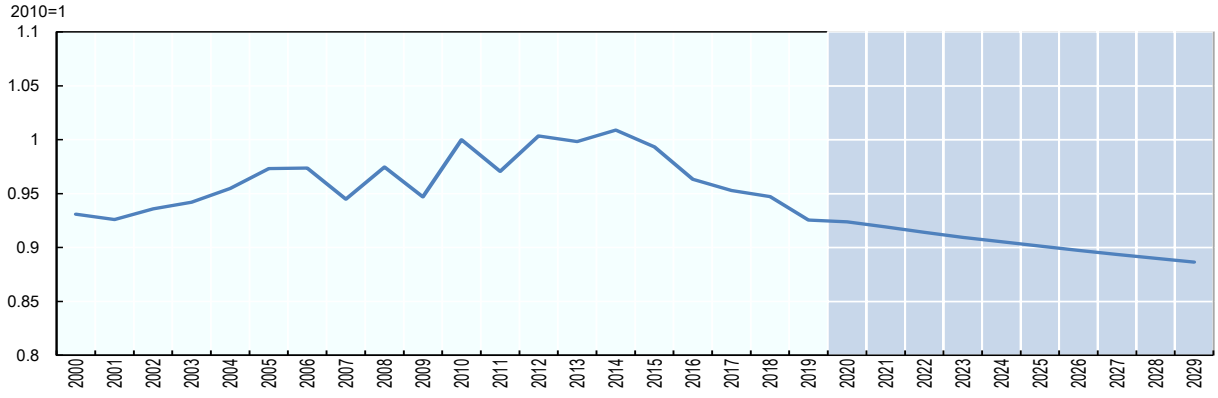
conséquents, la région a consommé 37 % des racines et tubercules, 21 % des légumineuses et seulement 7 % des céréales à l'échelle mondiale. Par rapport à d'autres régions, la consommation de sucre et d'huile végétale de l'Afrique subsaharienne est également restée faible, avec une part de seulement 7 % de l'utilisation mondiale pour les deux produits. Globalement, le taux d'autosuffisance de l'Afrique subsaharienne pour les principaux produits alimentaires diminue avec l'augmentation rapide de la population de la région, qui dépasse le rythme de la croissance de l'offre intérieure.

Production

La production agricole, halieutique et aquacole de la région devrait augmenter de 21 % au cours des dix prochaines années en valeur ajoutée nette, ce qui signifie que la production par tête poursuivra la baisse entamée en 2015 (Graphique 2.6). La production végétale devrait représenter plus des trois quarts de la production totale, tandis que la part des produits de l'élevage augmentera légèrement pour atteindre 16 % et que la part de la production halieutique et aquacole passera sous les 8 %. Les aliments de base pour l'alimentation humaine et animale, à savoir les céréales secondaires, les légumineuses, les racines et les tubercules, seront les principales sources de croissance pour la région. Pour chacun de ces produits, la part de la région sur les marchés mondiaux augmentera au cours de la période de projection. En 2029, la région de l'Afrique subsaharienne pourrait représenter plus de 40 % de la production mondiale de racines et de tubercules, 8 % de celle de céréales secondaires et 20 % de celle de légumineuses. Le soutien au secteur du coton, associé à un élargissement des superficies en Afrique de l'Ouest, soutiendra la production de coton, qui devrait progresser de près de 40 % d'ici 2029 à l'échelle régionale.

La superficie récoltée devrait croître de plus de 4 Mha d'ici 2029. En raison de l'intensification des systèmes de culture (par exemple, la double récolte), cette croissance nette est attendue, malgré une légère diminution de l'utilisation des terres agricoles. Le développement de la culture du riz dans la région, notamment au Nigeria, devrait se fonder sur la réalisation de plusieurs récoltes par an. La culture intercalaire, qui est également une pratique courante dans les régions productrices de soja en Afrique du Sud, permet d'obtenir plusieurs cultures sur une seule parcelle.

Graphique 2.6. Valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole par habitant en Afrique subsaharienne



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141779

Dans d'autres parties de la région, le développement de l'utilisation des terres agricoles est limité par diverses sources d'incertitude, notamment la tendance au morcellement de l'espace agricole, les conflits dans les pays riches en terres et la présence d'autres utilisations concurrentes telles que l'exploitation minière et l'étalement urbain.

Le rendement moyen des céréales dans la région devrait augmenter de 16 % au cours de la période de projection, soit à peu près au même rythme qu'au cours de la décennie écoulée. Le rendement des grandes cultures de la région continuera à augmenter, grâce à des investissements dans des variétés végétales améliorées et adaptées à l'environnement local, ainsi qu'à des pratiques de gestion optimisées. La croissance rapide des rendements dans la région aidera à réduire l'écart avec les rendements atteints dans le reste du monde, qui en moyenne sont plus de deux fois supérieurs à ceux de l'Afrique subsaharienne. Même si l'amélioration de la productivité jouera un rôle essentiel dans la croissance de la production à moyen terme, la région aura des difficultés à combler entièrement l'écart de rendement en raison de l'utilisation limitée des intrants, de l'irrigation et de l'infrastructure des exploitations.

La production animale devrait croître de 25 % au cours des dix prochaines années, les secteurs de la production de volaille et de la production laitière enregistrant les augmentations les plus rapides. La région produira 1.1 Mt de viande bovine supplémentaire, du fait d'une augmentation de 17 % du nombre d'animaux et d'une augmentation de 5 % de la productivité d'ici 2029. D'ici là, la région comptabilisera 18 % du cheptel bovin mondial. La production de viande ovine augmentera plus rapidement ces dix prochaines années, la part de la région dans la production mondiale passera de 1 % à 14 % d'ici 2029. La production de viande sera basée principalement sur de plus grands troupeaux, qui paîtront sur une superficie de pâturages en recul, tandis que l'utilisation des aliments pour animaux restera stable, augmentant proportionnellement à la production moyenne de viande au cours des dix prochaines années. S'agissant de la volaille, l'utilisation accrue d'aliments pour animaux favorisera une hausse de la production à mesure que la chaîne d'approvisionnement se modernisera dans des pays tels que l'Afrique du Sud et la Zambie.

D'après les projections de production, les émissions directes de GES d'origine agricole devraient progresser de plus de 18 % d'ici 2029 par rapport à la période de référence. L'Afrique subsaharienne représentera 44 % de l'augmentation mondiale des émissions directes d'origine agricole et atteindra une part de 17 % des émissions directes mondiales en 2029.

Consommation

La croissance démographique reste de loin le principal moteur de l'augmentation de la consommation totale des principaux produits alimentaires. Avec la hausse de l'utilisation des calories et l'accroissement démographique, la part de la région dans la consommation mondiale de calories devrait augmenter, passant d'environ 11 % pendant la période de référence à 13 % en 2029, constituant l'une des principales sources de la demande supplémentaire pour le secteur agricole mondial.

Pour de nombreux produits, dont les céréales, les légumineuses, le sucre et l'huile végétale, les niveaux de consommation par habitant sont actuellement les plus faibles du monde. Ces produits devraient enregistrer une croissance substantielle au cours des dix prochaines années.

Néanmoins, l'apport calorique devrait rester le plus faible du monde, augmentant de 75 kcal par jour au cours de la période de projection, pour atteindre environ 2 510 calories quotidiennes par personne en 2029, la moyenne mondiale prévue étant de 3 014 calories. Une part croissante de calories viendra des céréales, de l'huile végétale et du sucre, tandis que la consommation de viande et de poisson par habitant n'augmentera pas sur les dix prochaines années, ce qui limitera donc les gains en nutriments vitaux.

La région concentre la majeure partie des personnes pauvres et sous-nourries du monde et a donc besoin d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des produits alimentaires.

Les racines et tubercules, suivis par les céréales, sont les principales sources d'alimentation animale pour le secteur de l'élevage de la région. Toutefois, les aliments pour animaux sont peu utilisés dans la région, où ils ne représentent que 4 % de la consommation mondiale.

Échanges

La plupart des produits alimentaires de base de la région sont produits pour la consommation intérieure plutôt que pour les exportations, et la région s'appuie de plus en plus sur les importations pour combler l'écart entre production et consommation intérieures.

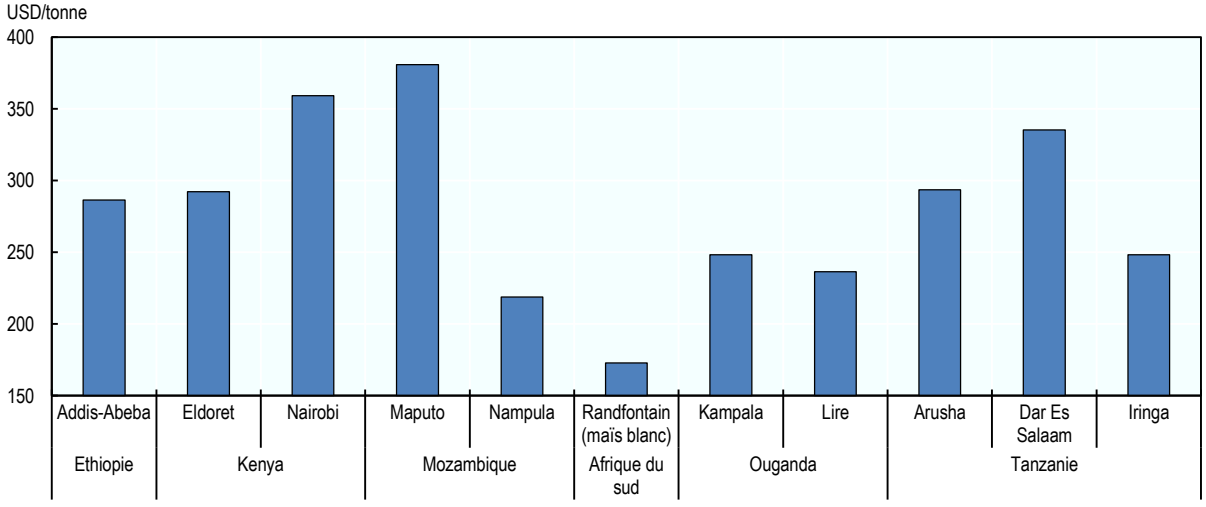
Le déficit commercial de la région pour les principaux produits alimentaires devrait se creuser. Évalué en prix de référence mondiaux constants (2004-06), le déficit devrait passer d'environ 18 milliards USD à 31 milliards USD en 2029.

Les volumes d'importation des céréales, de la viande, du sucre et des huiles augmentent. À l'exception du sucre, les importations progressent à un rythme plus rapide que la production ou les exportations. En réalité, les exportations diminuent pour la quasi-totalité des principaux produits agricoles. La région n'est pas autosuffisante pour les produits agricoles de base et sa dépendance aux importations devrait même s'accentuer au cours des dix prochaines années.

La majorité de la production de coton est vendue sur les marchés mondiaux, où la région devrait jouer un rôle croissant durant la période de projection. Près de 90 % de la production de coton de la région sera exportée en 2029, dont la majeure partie proviendra des pays les moins avancés de la région. La région représentera 18 % des exportations mondiales de coton d'ici 2029. Compte tenu des prix favorables du coton anticipés pendant la période de projection, le secteur devrait voir sa part dans la valeur totale de la production végétale augmenter légèrement pour la région.

L'amélioration des échanges internes dans la région de l'Afrique subsaharienne est un objectif important. À la suite de l'accord de libre-échange continental africain signé en 2019, les droits de douane seront réduits à zéro pour 90 % des produits en provenance des pays signataires d'ici 2020, et pour 97 % des produits d'ici 2030. D'après les estimations récentes de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, l'accord devrait entraîner une augmentation des échanges de produits agricoles et alimentaires sur le continent africain de 20 à 35 % (ou de 10 à 17 milliards de dollars). Les gains intrarégionaux devraient être particulièrement importants pour les produits carnés, le lait et les produits laitiers, le sucre, les boissons et le tabac, les fruits et légumes et les noix, ainsi que pour le riz paddy et le riz transformé. Cependant, il existe des obstacles non tarifaires importants aux échanges et ceux-ci sont plus difficiles à supprimer ou à réduire. Le coût élevé du transport routier, qui résulte de la médiocrité des infrastructures, ainsi que l'inefficacité des postes frontières sont des facteurs importants à cet égard. D'autres mesures non tarifaires telles que les réglementations sanitaires et phytosanitaires ont augmenté au fil du temps et l'imposition de contrôles discrétionnaires des exportations empêche une meilleure intégration du marché. Le Graphique 2.7 présente le prix du maïs dans diverses villes de la région, illustrant le manque d'intégration des marchés du fait d'obstacles tarifaires et non tarifaires.

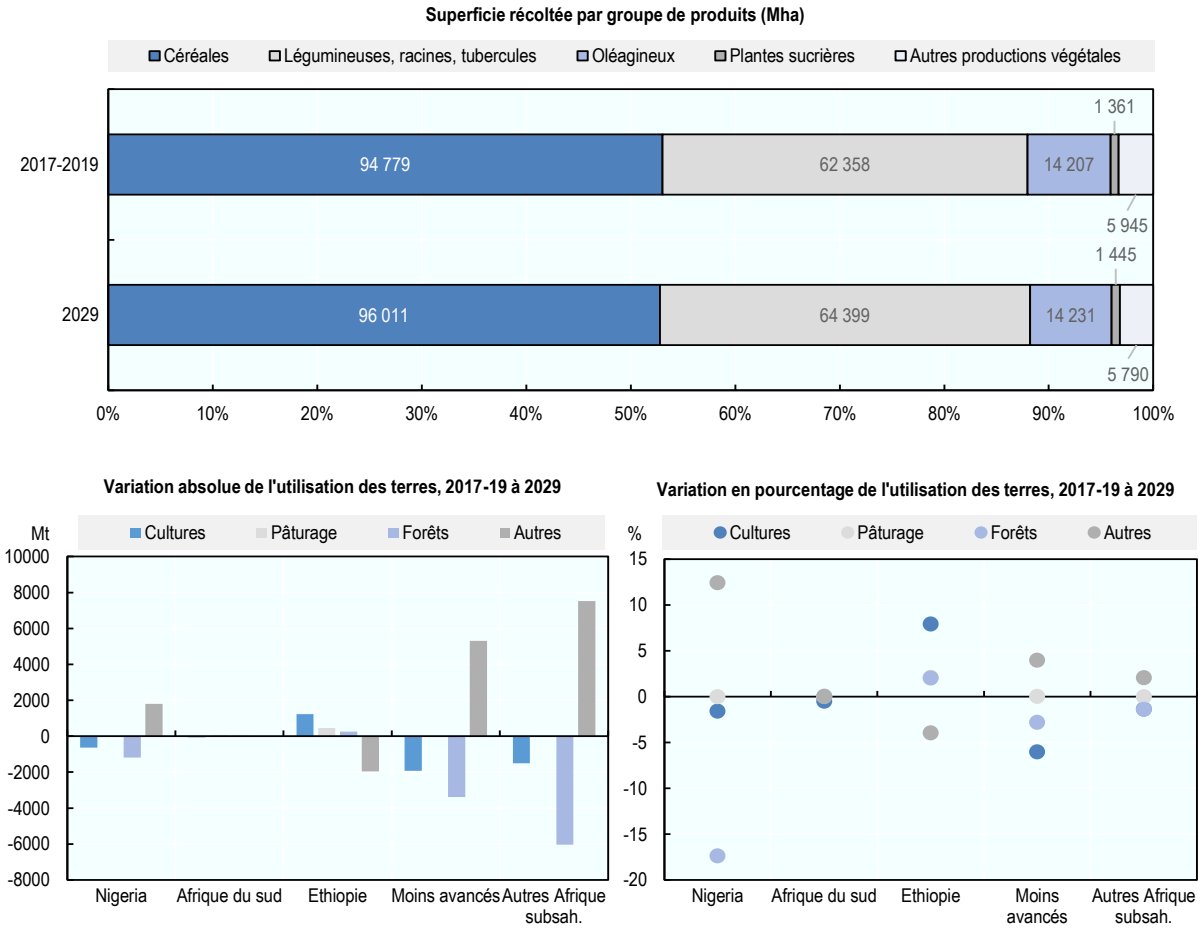
Graphique 2.7. Les écarts de prix importants du maïs dans la région indiquent une faible intégration des marchés



Note : Prix de gros collectés par l'outil FAO GIEWS FPMA pour 2018
Source: FAO GIEWS FPMA (2020).

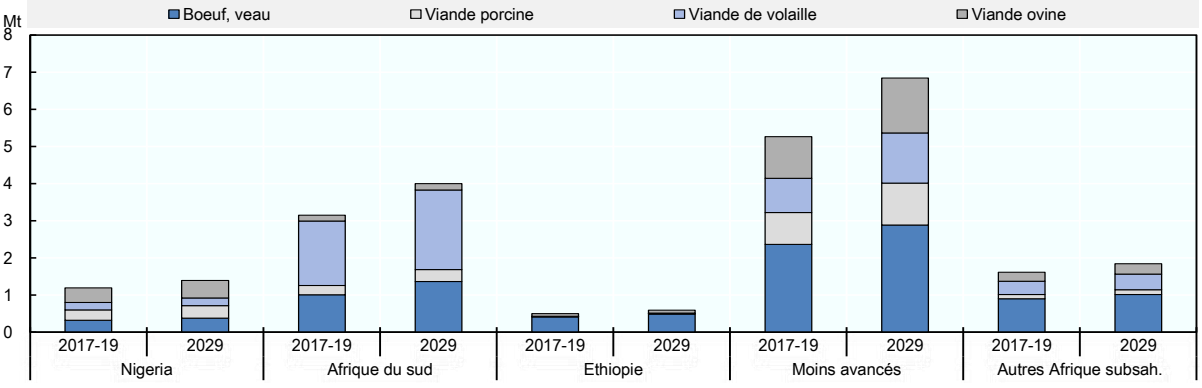
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141798

Graphique 2.8. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Afrique subsaharienne



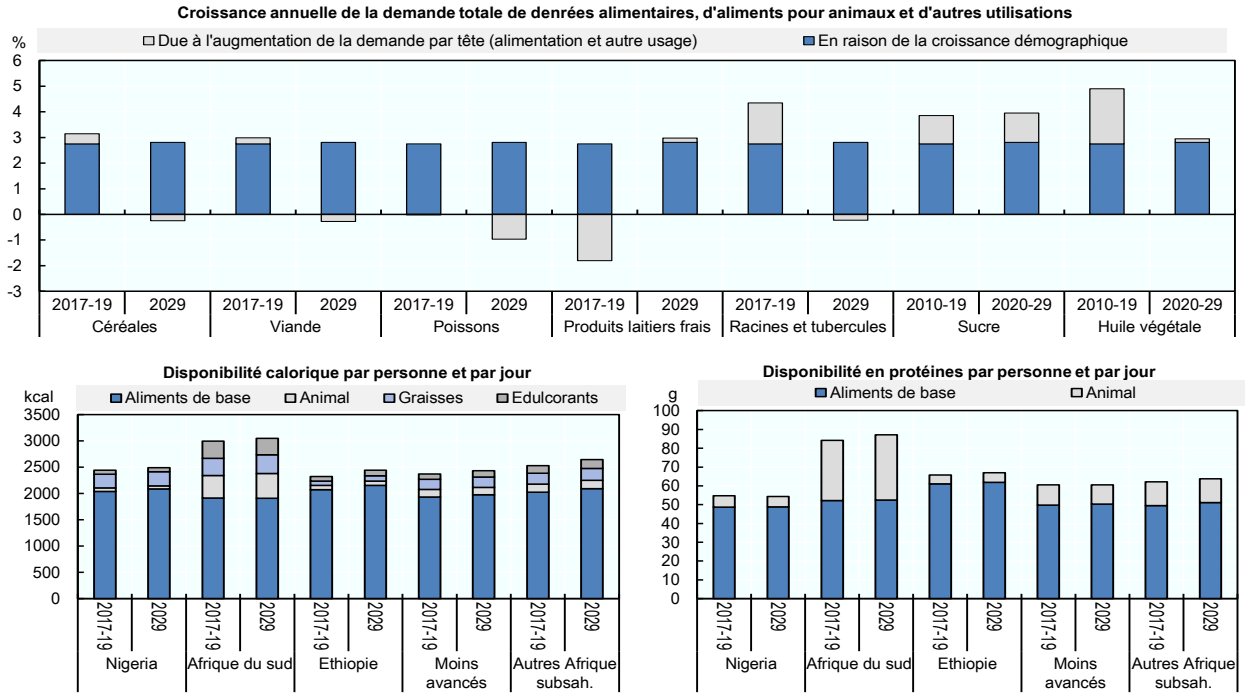
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.9. Production animale en Afrique subsaharienne



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

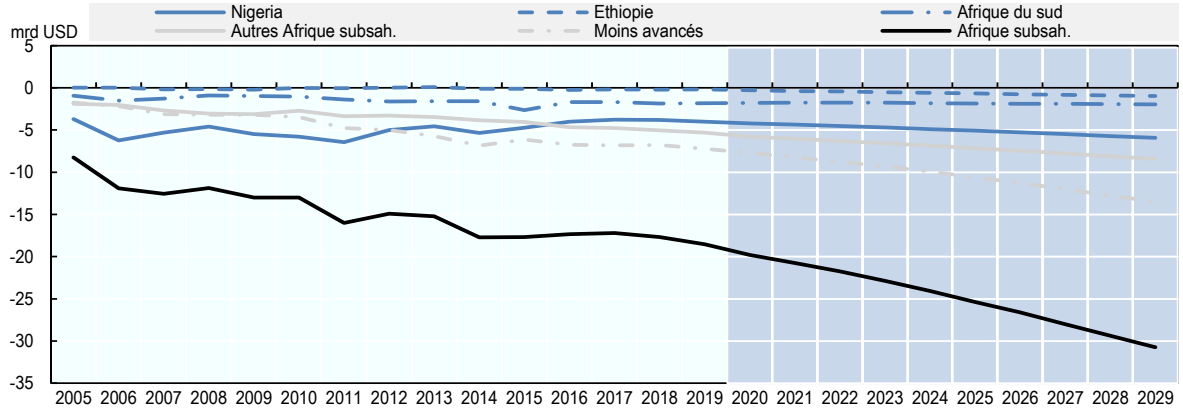
Graphique 2.10. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments en Afrique subsaharienne



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.11. Balances commerciales agricoles de l'Afrique subsaharienne



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141817

Tableau 2.2. Indicateurs régionaux : Afrique subsaharienne

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	786 849	1 032 263	1 361 538	31.90	2.74	2.53
PIB par habitant[1] (kUSD)	2.24	2.61	3.13	20.23	1.04	1.93
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	139.6	180.5	224.2	24.18	1.97	2.06
Valeur nette de la production végétale[3]	39.5	55.0	67.1	22.08	2.86	1.78
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	65.8	81.8	104.4	27.57	1.44	2.28
Valeur nette de la production animale[3]	22.8	27.8	35.5	27.79	1.35	2.47
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	11.6	15.9	17.1	7.73	2.86	1.07
Quantité produite (kt)						
Céréales	109 695	141 025	169 397	20.12	2.42	1.66
Légumineuses	12 350	17 788	19 758	11.08	2.83	0.93
Racines et tubercules	56 740	86 825	112 016	29.01	3.67	2.28
Oléagineux[4]	8 044	11 149	13 288	19.18	2.26	1.58
Viande	9 080	11 715	14 675	25.27	2.36	2.21
Produits laitiers[5]	3 163	3 543	4 701	32.66	0.11	2.78
Poisson	5 626	7 695	8 291	7.75	2.84	1.07
Sucre	6 445	7 632	10 174	33.31	1.56	2.53
Huile végétale	4 657	6 855	8 106	18.24	2.82	1.37
Production des biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0.04	0.04	0.06	41.11	0.00	3.51
Ethanol	498	827	1 056	27.61	5.95	2.16
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	873 660	888 354	886 033	-0.26	0.09	-0.02
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	196 204	210 088	207 202	-1.37	0.39	-0.13
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	677 456	678 266	678 831	0.08	0.01	0.01
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	618	827	972	17.54	2.81	1.49
Végétaux	216	262	306	16.56	1.34	1.31
Animaux	402	565	666	18.00	3.56	1.57
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	2 393	2 438	2 504	2.71	0.00	0.30
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8] (g)	61	62	62	0.30	-0.16	0.11
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	176.9	191.9	196.6	2.41	0.65	0.25
Viande	10.4	10.7	10.4	-2.51	-0.23	-0.07
Produits laitiers[5]	4.6	3.8	3.8	0.62	-2.61	0.28
Poisson	9.0	9.0	8.2	-8.85	-0.70	-0.70
Sucre	10.8	12.0	13.4	11.75	1.09	1.07
Huile végétale	7.0	8.7	9.1	4.96	1.18	0.49
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	-12.5	-17.8	-30.7	72.61	..	..
Valeur nette des exportations[3]	7.3	9.7	9.4	-3.78	1.78	-0.55
Valeur nette des importations[3]	19.8	27.5	40.1	45.64	2.60	3.48

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	84.1	80.8	74.9	-7.3	-0.66	-0.74
Viande	88.4	85.0	82.9	-2.5	-0.13	-0.24
Sucre	76.1	61.9	55.1	-11.0	-2.03	-1.08
Huile végétale	58.3	53.4	47.1	-11.7	-1.23	-1.26

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance correspond à la production / (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

2.4. Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord

Contexte

La région Proche-Orient et Afrique du Nord[6] est un environnement difficile pour la production agricole, halieutique et aquacole. Les ressources en terres et en eau sont faibles dans la région. Moins de 5 % des terres sont arables. L'ensemble des pays de la région, à l'exception de l'Iran, de l'Iraq et de la Mauritanie, doit composer avec la rareté des ressources hydrauliques, et dans certains pays, cette rareté est extrême, les niveaux par habitant s'élevant à moins d'un quart des niveaux viables.

Les pays de la région ont des revenus et des ressources hétérogènes. Parmi eux se trouvent quelques-uns des pays les moins avancés, des pays à revenu intermédiaire et des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé dans la région du Golfe. La région étant l'une des principales régions importatrices nettes de produits alimentaires et la première en termes d'importations nettes par habitant, les taux d'autosuffisance pour la plupart des produits sont faibles, en particulier pour les céréales. De fortes incertitudes pèsent sur la région, tant sur le plan de l'offre que sur celui de la demande, et suscitent des inquiétudes pour la sécurité alimentaire s'agissant d'un accès fiable aux aliments de base. Ces ressources restreintes en terres et en eau qui sont caractéristiques de la plupart des pays de la région freinent la croissance et ont été poussées à leurs limites par les mesures d'incitation qui ont cherché à accroître la production afin de limiter le déficit commercial s'agissant des céréales. Du côté de la demande, les incertitudes sont nombreuses en raison du conflit géopolitique qui entrave la production, réduit les investissements nécessaires et provoque le déplacement de populations. En outre, les recettes provenant des exportations de pétrole sont la principale source de revenus de la région et l'instabilité des marchés de l'énergie nuit à l'activité économique, y compris à la consommation et à l'investissement. Étant donné que les dépenses alimentaires représentent environ 16 % des dépenses totales des ménages, des variations brutales des revenus et des prix peuvent avoir des répercussions importantes sur le bien-être[7].

La croissance démographique, qui a dépassé 20 % au cours de la décennie écoulée, est la principale source de la hausse de la demande. Elle continuera de progresser de 1.5 % par an ces dix prochaines années. Les trois quarts de cette population supplémentaire vivront en milieu urbain, ce qui pourrait encourager la consommation de produits de plus grande valeur, y compris ceux qui contiennent de l'huile végétale et du sucre, mais aussi les produits carnés et laitiers. Les revenus par habitant dans la région ne

devraient augmenter que de 1.1 % par an, et ne constitueront pas un facteur de croissance majeur de la demande au cours de la décennie à venir.

L'Égypte et l'Iran produisent 50 % de la valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole de la région, et leurs parts devraient progresser légèrement, tandis que la région des autres pays d'Afrique du Nord produit 25 % de cette valeur nette, les pays les moins avancés, 8 %, et les pays restants, environ 17 %. Le produit intérieur brut du secteur de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches représente actuellement environ 5.3 % du PIB total de la région, et cette part diminuera d'ici 2029, s'établissant à 4.7 %.

La production de poisson représente environ 12 % de la production nette totale des secteurs agricole, halieutique et aquacole. La pêche dans les zones côtières a progressé très récemment, mais les stocks de poissons sont soumis à une forte pression. L'aquaculture se développe, mais se limite aux principales rivières de l'Égypte et de l'Iran.

Production

La production agricole, halieutique et aquacole de la région devrait augmenter de 1.5 % par an au cours des dix prochaines années, soit légèrement moins vite que la population (1.6 %), ce qui signifie que la dépendance de la région croîtra sur les marchés mondiaux. La part de la production végétale dans la valeur nette totale de la production restera de 63 %, avec une augmentation de 1.5 % par an, tandis que la production animale progressera de 1.4 % par an et la production de poisson de 1.5 % par an au cours de la prochaine décennie.

L'utilisation des terres à des fins de culture augmentera légèrement alors que les pâturages diminueront. L'utilisation des terres pour la production céréalière devrait rester identique, avec une part de 50 % de l'utilisation totale des terres cultivées, tandis que la part du blé dans les céréales pourrait être portée à 43 %. La superficie récoltée totale de la région devrait stagner, et les améliorations de rendement seront à l'origine de l'ensemble de la hausse de la production végétale, le rendement du blé, du maïs et du riz augmentant respectivement de 0.7 %, 1.5 % et 1.5 % par an. Le rendement du blé se maintiendra à 70 % de la moyenne mondiale, tandis que celui du maïs restera proche de la moyenne mondiale.

S'agissant de la production de viande, la volaille enregistrera la croissance la plus rapide avec 1.9 % par an, contre 2.6 % par an au cours de la décennie écoulée, tandis que la viande bovine progressera à nouveau de 1.2 % par an sur les dix prochaines années. Ces taux de croissance contribueront à limiter la baisse de l'autosuffisance en viande à plus long terme.

Malgré une croissance annuelle de 1.6 % de la production animale, les émissions des ruminants, comme les vaches et les moutons, devraient diminuer en raison d'une réduction de la taille du cheptel, mais les émissions de la volaille devraient augmenter au même rythme que la production. Les émissions totales de GES de la région ne devraient augmenter que de 3 % d'ici 2029 par rapport à la période de base.

Consommation

Les politiques alimentaires de la région ont également été axées sur la sécurité alimentaire en soutenant la consommation des aliments de base, principalement les céréales. La disponibilité moyenne de calories dans la région s'élèvera en moyenne à 3 100 kcal par jour en 2029, soit une hausse de 41 kcal par jour par rapport à la période de référence, se positionnant légèrement au-dessus de la moyenne mondiale de 3 014 kcal par jour.

Les projections pour le régime alimentaire moyen dans la région indiquent qu'environ 54 % des calories viendront des céréales en 2029, soit une baisse de 1 % par rapport à la période de référence. À titre de comparaison, la moyenne mondiale est de 44 %. Un phénomène similaire se produira pour la

consommation de sucre : la part des sucres dans l'apport calorique total sera de 10 %, alors que la moyenne mondiale est de 7 %. Ce régime alimentaire, qui se fonde sur les féculents et le sucre, est associé à l'incidence croissante du surpoids et de l'obésité, ainsi que de diverses maladies non transmissibles telles que le diabète. Avec la sous-alimentation qui demeure répandue dans certains pays, le « triple fardeau » de la malnutrition constituera un défi à moyen terme.

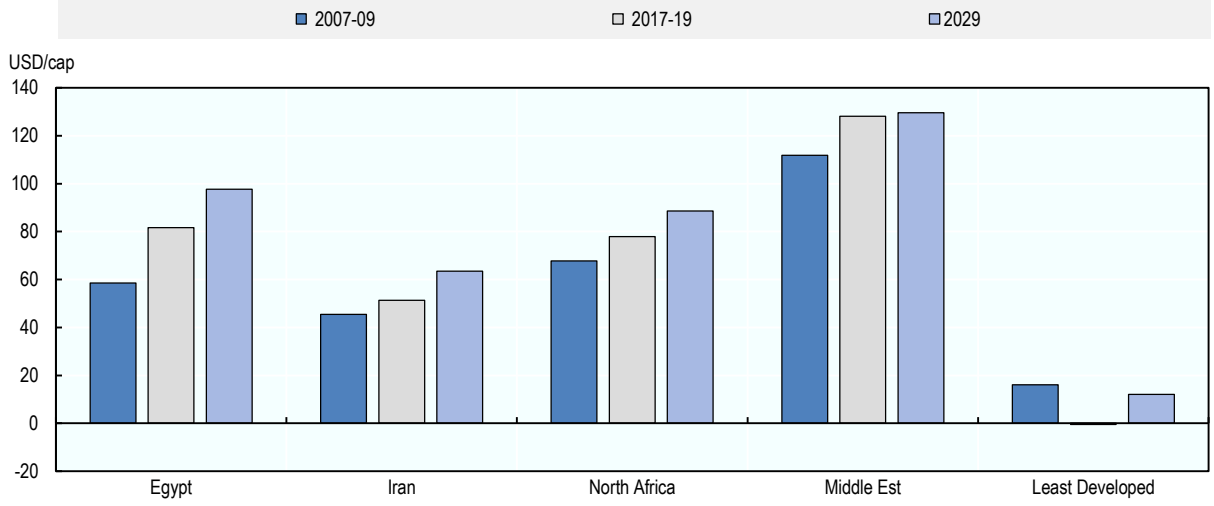
Le niveau moyen de disponibilité de protéines dans la région devrait être de 85 g par jour en 2029, soit une hausse de seulement 0.8 g par jour par rapport à la période de référence. La réduction des protéines provenant des céréales devrait être amplement compensée par la hausse des protéines apportées par la viande, le poisson et les légumineuses. La disponibilité de protéines dans la région sera similaire à la moyenne mondiale.

La croissance du secteur de l'élevage accroîtra l'utilisation des aliments pour animaux. Trois produits, le maïs, l'orge et les tourteaux protéiques, devraient représenter environ 75 % de l'utilisation totale des aliments pour animaux, les importations constituant environ 90 % de la demande d'aliments pour animaux. Cette tendance reflète les politiques agricoles qui donnent la priorité aux cultures vivrières plutôt qu'aux cultures fourragères. La région importe beaucoup d'aliments pour animaux et importera 47 Mt de maïs d'ici 2029, contre 36 Mt pendant la période de référence.

Échanges

La forte croissance démographique de la région, associée à la capacité de production limitée, entraînera une hausse des importations de produits alimentaires au cours de la période de projection. La région devrait se maintenir au deuxième rang des importations de produits alimentaires, derrière la région Asie et Pacifique, mais occupera le premier rang en termes d'importations par habitant. Au sein de la région, c'est la zone des autres pays du Moyen-Orient, qui inclut les États du Golfe, qui importe le plus de produits alimentaires par personne, suivie par l'Égypte et les autres pays d'Afrique du Nord.

Graphique 2.12. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord

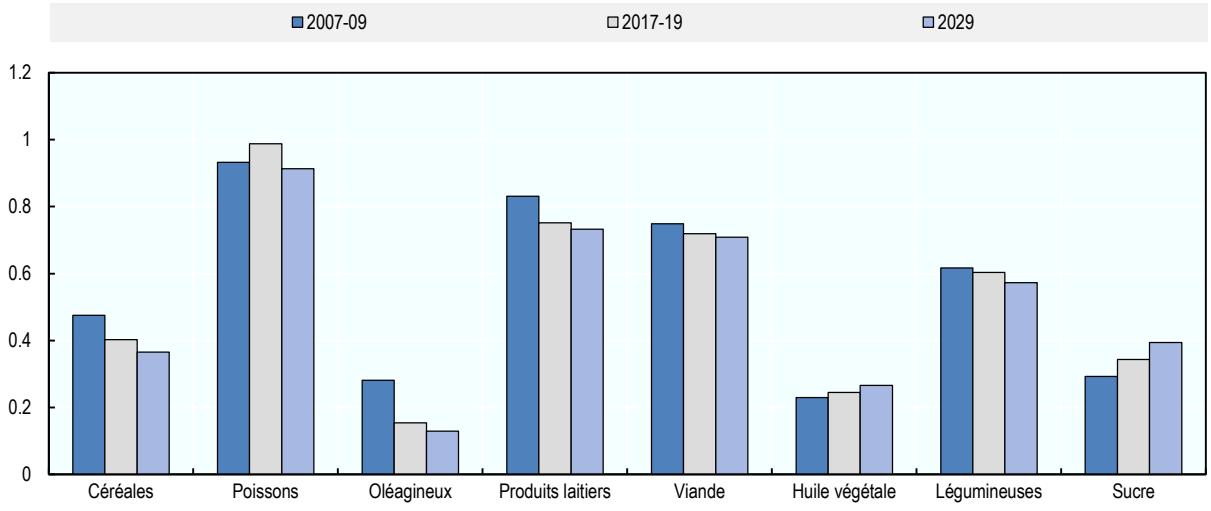


Note : valeurs en prix constant 2004-2006
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141836

Les importations de la région progresseront pour la quasi-totalité des produits, et à l'exception des produits de la pêche et des produits carnés, les taux d'autosuffisance resteront faibles et pourraient poursuivre leur baisse à long terme, comme le montre le Graphique 2.13. Les importations de la région conserveront des parts élevées sur certains marchés mondiaux tels ceux du maïs, des autres céréales secondaires et du blé, qui atteindront respectivement 24 %, 46 % et 28 % d'ici 2029. Les importations de la région représenteront également 20 % des échanges mondiaux de volaille et de fromage, et 35 % des échanges de viande ovine.

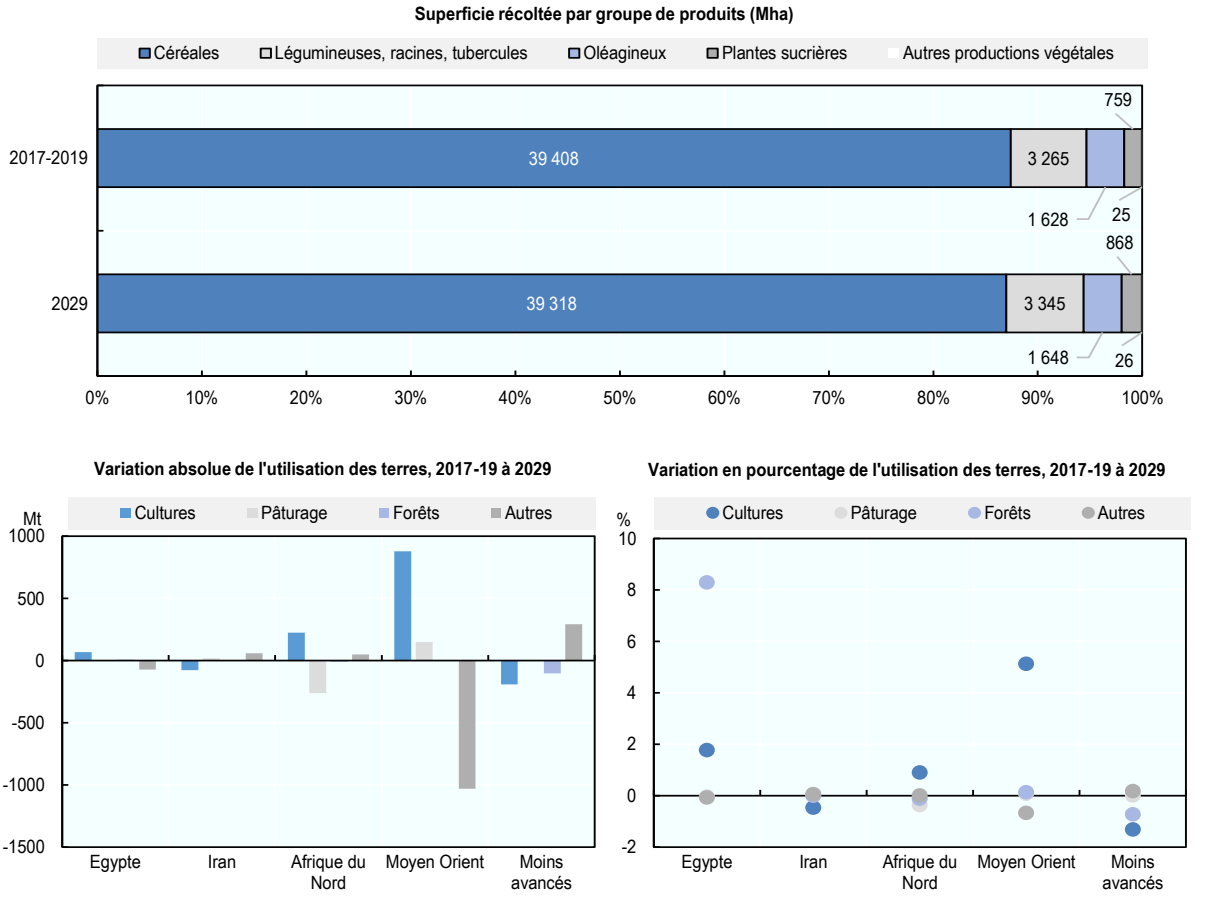
Graphique 2.13. Tendances des taux d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : l'autosuffisance est calculée en divisant la quantité produite par la quantité consommée
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

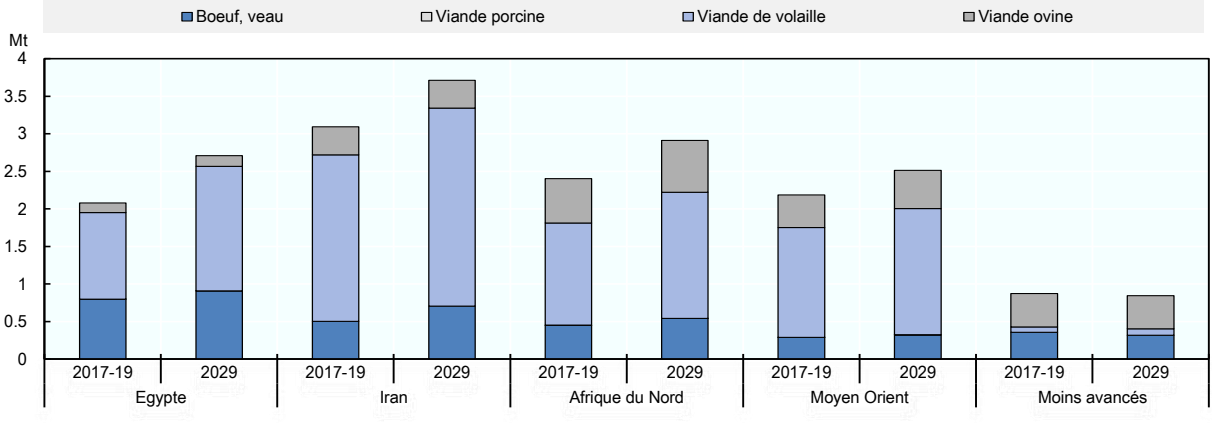
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141855

Graphique 2.14. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

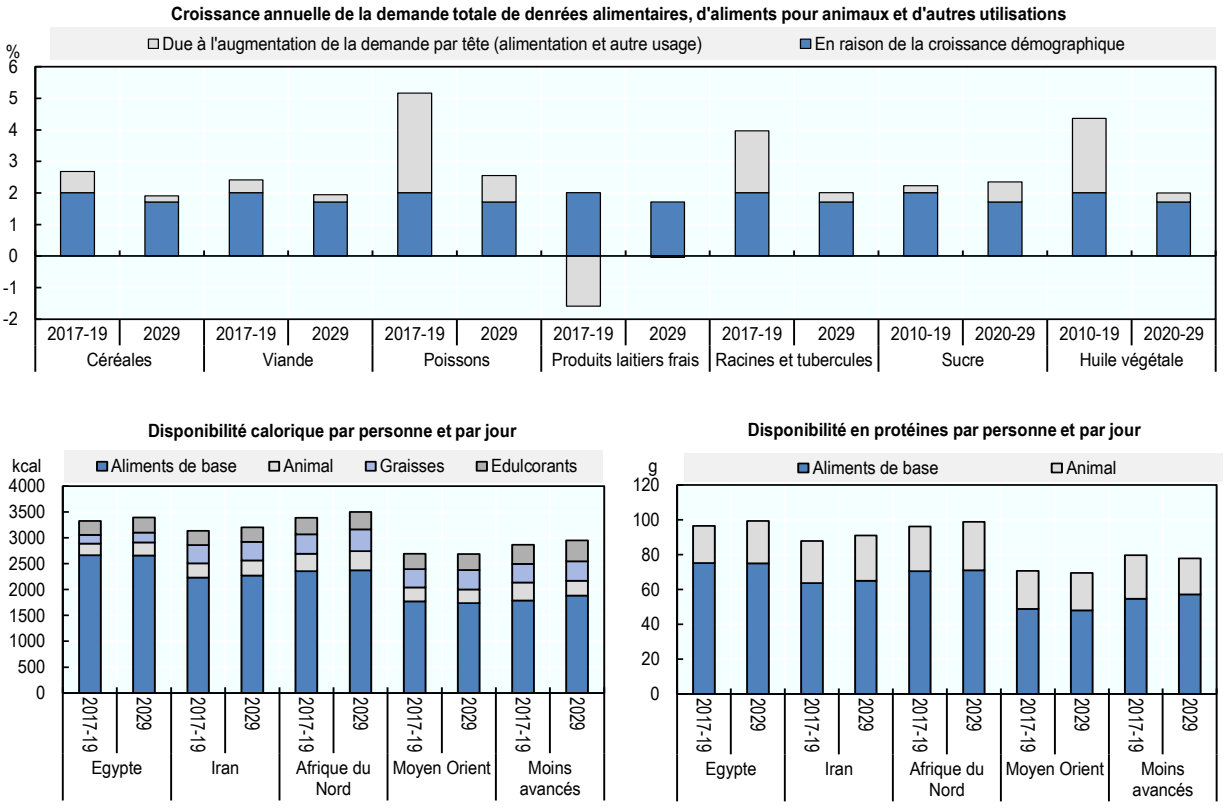
Graphique 2.15. Production animale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

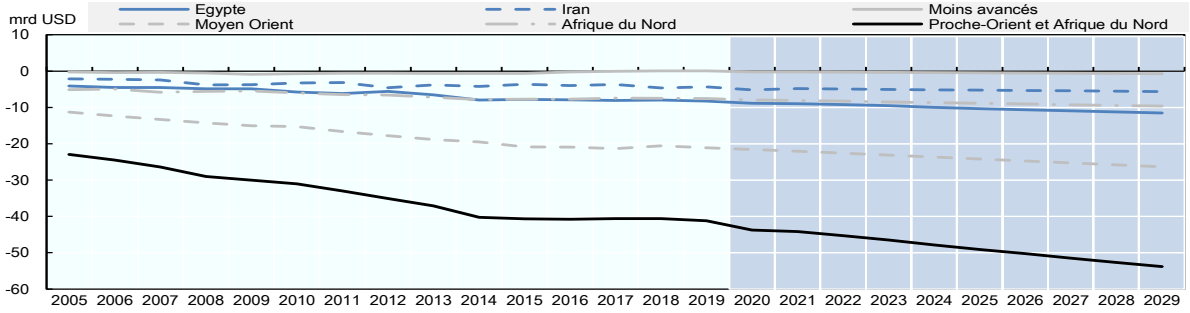
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141874

Graphique 2.16. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.17. Balances commerciales agricoles de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141893

Tableau 2.3. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	399 638	487 741	578 229	18.55	1.93	1.53
PIB par habitant[1] (kUSD)	10.05	10.48	11.45	9.20	0.33	1.00
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	94.9	112.7	133.4	18.32	1.62	1.64
Valeur nette de la production végétale[3]	14.2	15.8	17.9	13.56	1.09	1.27
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	47.2	55.4	67.0	20.89	1.57	1.85
Valeur nette de la production animale[3]	25.7	27.8	32.1	15.61	0.29	1.38
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	7.9	13.8	16.4	18.88	5.88	1.71
Quantité produite (kt)						
Céréales	64 858	71 540	78 562	9.82	0.97	0.98
Légumineuses	1 970	2 708	3 187	17.70	2.41	1.57
Racines et tubercules	3 210	4 670	5 721	22.49	2.79	1.81
Oléagineux[4]	1 584	1 720	2 023	17.56	1.91	1.49
Viande	8 715	10 628	12 696	19.46	1.71	1.56
Produits laitiers[5]	4 460	4 245	4 926	16.05	-1.11	1.51
Poisson	3 822	6 713	7 978	18.84	5.90	1.71
Sucre	3 769	5 509	7 971	44.71	4.51	2.82
Huile végétale	1 671	2 731	3 615	32.38	6.35	2.08
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0.02	0.02	0.02	13.93	0.00	1.36
Ethanol	257.8	170.2	191.9	12.76	-5.34	1.69
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	477 583	473 135	473 943	0.17	-0.20	0.02
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	80 622	77 009	77 908	1.17	-1.03	0.11
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	396 961	396 126	396 035	-0.02	-0.03	0.00
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	249	199	204	2.62	-2.04	0.33
Végétaux	67	37	37	1.85	-4.84	0.46
Animaux	181	162	167	2.79	-1.27	0.30
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	2972	3049	3090	1.34	-0.04	0.13
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8] (g)	84	85	85	0.84	-0.32	0.10
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	221.5	220.5	218.1	-1.09	-0.01	-0.13
Viande	24.2	25.3	25.9	2.29	-0.04	0.30
Produits laitiers[5]	13.4	11.6	11.6	0.44	-1.80	0.33
Poisson	9.0	12.4	14.0	12.57	2.27	1.10
Sucre	32.2	32.9	35.0	6.37	0.36	0.64
Huile végétale	11.5	13.7	14.7	6.99	2.46	0.63
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	-28.5	-40.8	-53.8	31.91	..	..
Valeur nette des exportations[3]	6.2	8.9	8.5	-4.68	3.02	-0.27
Valeur nette des importations[3]	34.7	49.7	62.3	25.38	3.08	2.03

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	47.2	40.7	36.4	-10.45	-1.46	-0.73
Viande	74.9	71.9	70.8	-1.47	-0.14	-0.26
Sucre	28.1	34.3	39.0	13.61	2.30	0.63
Huile végétale	23.2	24.6	26.6	7.85	1.88	0.35

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance correspond à la production / (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

2.5. Perspectives régionales : Europe et Asie centrale

Contexte

La région Europe et Asie centrale[8] est une région hétérogène dont les principaux producteurs agricoles sont l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, l'Ukraine et la Turquie. Il existe des différences considérables d'un pays à l'autre en termes de stade de développement, de profil démographique, de ressources agricoles et de politique publique. La population de la région augmente lentement : elle stagne en Europe de l'Ouest, diminue en Europe de l'Est et croît d'un peu moins de 1 % par an en Asie centrale. La région est très urbanisée et d'ici 2029, 75 % de la population vivra en milieu urbain.

Le revenu moyen de la région est supérieur à 25 000 USD, mais il existe de fortes différences entre les pays. Si les économies de l'Europe de l'Ouest sont hétérogènes, celles des régions plus à l'est sont axées sur les produits de base, en particulier en la Fédération de Russie où le pétrole et le gaz sont des secteurs essentiels. La part de la production des secteurs primaires de l'agriculture, de la sylviculture et de la production de poisson dans le PIB total est faible, s'échelonnant entre 1.4 % en Union européenne et 11 % en Ukraine. D'après les estimations, la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages s'est élevée en moyenne à 12 % dans la région pendant la période de référence de 2017-19, variant entre environ 6 % au Royaume-Uni et environ 21 % dans des pays d'Asie centrale tels que le Kazakhstan[9].

La région est à l'origine de 17 % de la valeur mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole, une part qui diminue au fil du temps, en grande partie en raison de la faible croissance en Europe de l'Ouest ces vingt dernières années. La production végétale représente en moyenne environ 56 % de la valeur nette de la production totale, la production de poisson 8 %, et la production animale, les quelque 36 % restants. La région a représenté 12 % de la croissance totale de la valeur nette mondiale de la production agricole, halieutique et aquacole ces dix dernières années, mais 22 % de la croissance des exportations mondiales. Cette orientation vers les exportations est largement influencée par l'Europe de l'Est, où les niveaux de productivité des secteurs des cultures et de l'élevage se sont améliorés, alors que la croissance de la demande est faible du fait de la stagnation de la population et des niveaux de consommation relativement matures. Diverses incertitudes, notamment concernant le résultat des négociations des futures ententes commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE, ainsi que les embargos

russes sur les importations en provenance de l'UE qui sont sans cesse renouvelés depuis 2014, affectent les échanges au sein de la région.

Par rapport à d'autres régions, les produits d'origine animale et de l'élevage sont une composante importante à la fois de la production et de la consommation. Ils représentent un tiers de la valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole. S'agissant de la consommation, les calories et les protéines d'origine animale représentent respectivement 21 % et 51 % de la disponibilité totale. La sous-région de l'Europe de l'Ouest produit, consomme et échange de grandes quantités de lait et de produits laitiers, et si sa part dans la production mondiale de lait diminue au fil du temps, la production et les échanges de produits de forte valeur tels que le fromage progressent. La consommation de produits laitiers frais par habitant est deux fois supérieure à la moyenne mondiale, et celle du fromage, notamment, quatre fois supérieure.

Production

La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole (déduction faite des aliments pour animaux et des semences) devrait progresser de 8 % d'ici 2029 par rapport à la période de référence de 2017-19, celle de l'Europe de l'Ouest progressant de moins de 2 %, alors que la croissance de l'Europe de l'Est sera de 18 % et celle d'Asie centrale de 19 %. La forte croissance de l'Europe de l'Est sera tirée par la Fédération de Russie et l'Ukraine, dont les taux respectifs seront de 12 % et 26 %, ces pays bénéficiant de la croissance vigoureuse du secteur des cultures. Le secteur russe devrait également enregistrer une forte augmentation de la production de viande, étant donné l'impact que les embargos sur les importations ont eu sur les marchés intérieurs pour stimuler la production locale.

La croissance du secteur tiendra à l'amélioration de la productivité, la réduction de l'utilisation des terres agricoles amorcée il y a dix ans dans la région se poursuivant, d'après les projections. En 2029, la légère hausse de l'utilisation des terres arables devrait être largement contrebalancée par une réduction de la superficie des pâturages. Sur le plan de l'évolution de l'utilisation des terres, les émissions directes de GES d'origine agricole devraient diminuer de 2 % ces dix prochaines années.

La production végétale devrait croître de 11 % au cours de la décennie à venir, représentant plus de la moitié de la croissance de la production agricole, halieutique et aquacole de la région. Cette hausse sera en grande partie attribuable à l'augmentation de la production de céréales et d'oléagineux dans la région de la mer Noire. La croissance de la production de maïs, de blé, de soja et d'autres oléagineux se maintiendra à un rythme élevé en Fédération de Russie et en Ukraine, dont la part dans la production régionale passera à 38 % pour le maïs, 36 % pour le blé et 54 % pour l'ensemble des oléagineux. L'amélioration du rendement sera à l'origine de la quasi-totalité de la croissance de la production de ces produits.

L'augmentation de la production animale devrait être plus modeste (0.6 % par an) ces dix prochaines années et se fondera sur l'augmentation des poids carcasse découlant de l'intensification de la production. Néanmoins, la production de viande devrait progresser plus lentement, étant donné que la demande de viande bovine et de viande porcine stagnera. La production de volaille devrait croître dans l'ensemble de la région au cours de la période de projection ; la majorité de la production servira à approvisionner le marché intérieur, la consommation par personne augmentant de près de 2 kg par personne pour atteindre une moyenne de 28 kg par an

La production de produits laitiers devrait accélérer, le fromage et le lait entier en poudre progressant plus rapidement que durant la décennie écoulée. La demande intérieure de produits laitiers restera soutenue, apportant 22 % des calories quotidiennes des régimes alimentaires de la région. Cependant, la hausse de la production de produits laitiers répondra de plus en plus à la demande internationale : une part croissante du beurre, du fromage et des laits en poudre de la région devrait être exportée au cours des dix prochaines années. La région restera une source de production majeure de produits laitiers dans le monde,

principalement tirée par l'Europe de l'Ouest, dont la part dans la production mondiale de lait dépasse toujours 20 %. La région dans son ensemble représentera 40 % de la production mondiale de fromage et de lait en poudre écrémé, et plus de 25 % de celle de beurre en 2029.

Consommation

La disponibilité de calories par personne dans la région devrait croître de 45 kcal par jour pour frôler 3 430 kcal par jour, principalement sous l'effet de l'augmentation de la consommation de céréales et de légumineuses, ainsi que d'une légère hausse de la consommation de viande et de produits laitiers. La demande de sucre devrait continuer à diminuer, les consommateurs européens cherchant à réduire les niveaux de consommation élevés dans un contexte de sensibilisation aux questions de santé. La consommation de sucre par personne de l'Europe de l'Ouest devrait diminuer de 1 kg par an pour s'établir à 34 kg en 2029, un chiffre qui reste supérieur de 40 % à la moyenne mondiale. La consommation d'huile végétale devrait également légèrement diminuer au cours des dix prochaines années, ce produit réduisant sa contribution aux régimes alimentaires régionaux.

La disponibilité de protéines par personne dans la région devrait augmenter de 3 g par jour pour atteindre 105 g par jour en 2029, un chiffre supérieur de près de 25 % à la moyenne mondiale de 85 g par jour. La consommation de légumineuses, très faible au cours de la décennie précédente, progresse rapidement du fait de sa bonne réputation pour la santé et devrait augmenter de 12 % pour atteindre 4 kg par personne en 2029. La consommation de viande par personne pourrait augmenter légèrement pour s'élever à 57 kg par personne et par an, en grande partie du fait de la hausse de la consommation de volaille, qui devrait être le produit carné affichant la croissance la plus rapide, atteignant 28 kg par personne. La consommation de viande bovine et porcine par personne devrait diminuer au cours de la période de projection. La consommation de poisson devrait croître lentement pendant la période de projection, les niveaux par personne étant inférieurs de 2.2 kg à la moyenne mondiale.

En grande partie du fait de l'importance des produits d'origine animale, la région consomme près d'un quart des aliments protéiques pour animaux du monde. Étant donné la croissance lente prévue pour le secteur de l'élevage, avec un essor du secteur de la volaille, mais un déclin de celui de la viande porcine, l'utilisation des aliments pour animaux ne devrait augmenter que de 4 % d'ici 2029 par rapport à la période de référence, la hausse du maïs et des tourteaux protéiques étant compensée par la baisse du blé fourrager.

La demande non alimentaire d'huile végétale devrait fléchir étant donné que son rôle dans la production de biocarburants au sein de l'Union européenne diminuera. La région évolue vers des matières premières (non alimentaires) de deuxième génération pour les biodiesels et réduit également sa demande de diesel. La production de biodiesel de la région devrait donc diminuer de 10 % d'ici 2029, sa part dans la production mondiale devrait passer à 28 %, contre 36 % auparavant.

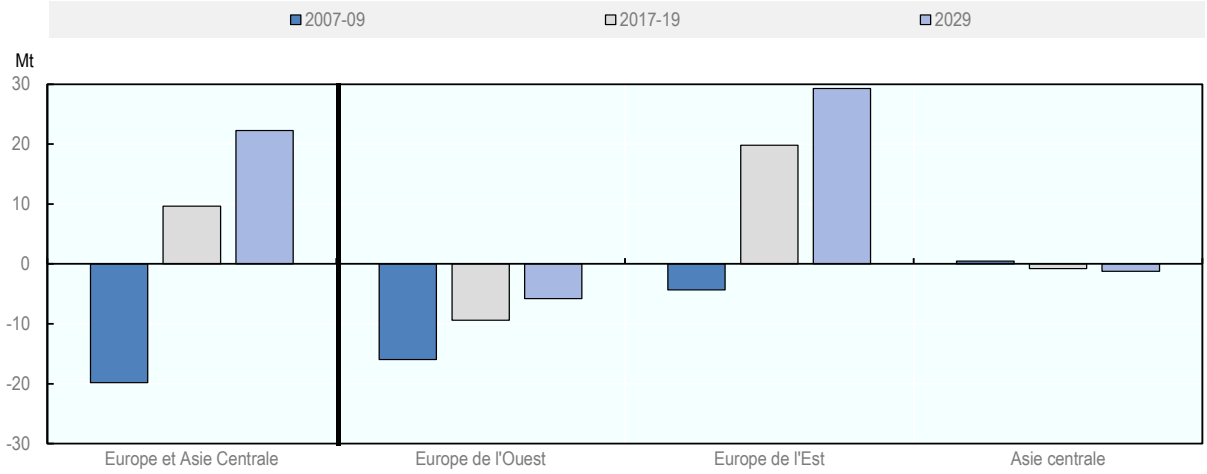
Échanges

Avant 2014, la région dans son ensemble comptait parmi les principales régions importatrices nettes de produits agricoles. Cependant, sous l'effet de la hausse des exportations de l'Europe de l'Est, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine en particulier, la région devient actuellement la troisième région exportatrice nette du monde. Cette évolution s'explique par la hausse de la productivité, mais aussi par la faible croissance de la demande intérieure, les niveaux de consommation étant déjà élevés, et la faible croissance démographique. Bien dotées en terres, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont un avantage comparatif dans la production de céréales et d'oléagineux.

Les exportations de céréales de la région passeront de 151 Mt pendant la période de référence à 193 Mt en 2029, soit une hausse de 28 %, avec comme principal importateur la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Sa part de marché dans les exportations de céréales devrait atteindre 38 %, un niveau jamais atteint. La part des exportations de blé de la région passera à 56 %, avec un total de 117 Mt. Les exportations de maïs frôleront 50 Mt, ou 25 % des échanges mondiaux de maïs d'ici 2029. S'agissant des importations, celles de soja et de tourteaux protéiques devraient rester stables, s'élevant à 27 Mt et 32 Mt respectivement, ce qui maintiendra la région parmi les principaux importateurs de ces produits.

La région est un grand exportateur brut de viande porcine et de volaille, avec des parts mondiales de 43 % et 27 % respectivement. Cependant, étant donné l'ampleur des échanges régionaux internes, ces parts passent à 23 % et 8 % des exportations nettes, révélant l'importance des échanges internes pour la région. Dans ce contexte, les futures décisions concernant l'embargo sur les importations de la Fédération de Russie influeront sur les échanges au sein de la région et à l'extérieur. La région est le plus important exportateur de produits laitiers, ses parts dans les échanges mondiaux de produits laitiers restant élevée ou augmentant, ses exportations de fromage, de lait écrémé en poudre et de beurre atteignant des parts de 63 %, 42 % et 47 % respectivement.

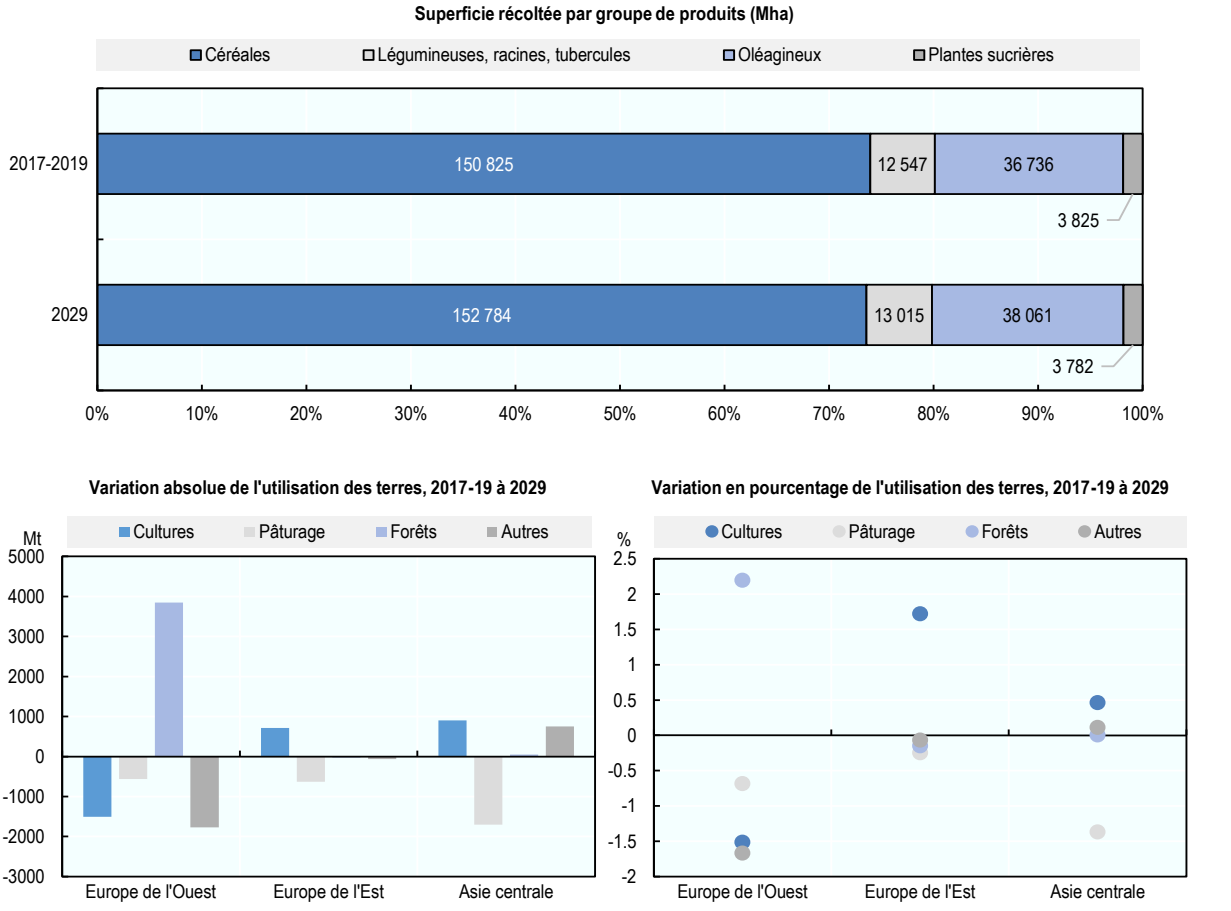
Graphique 2.18. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

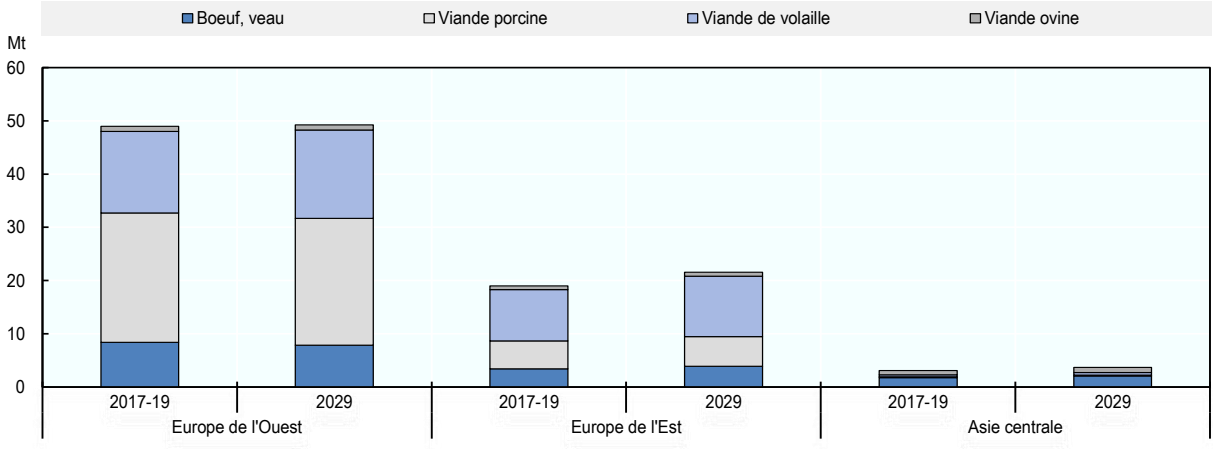
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141912

Graphique 2.19. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Europe et Asie centrale



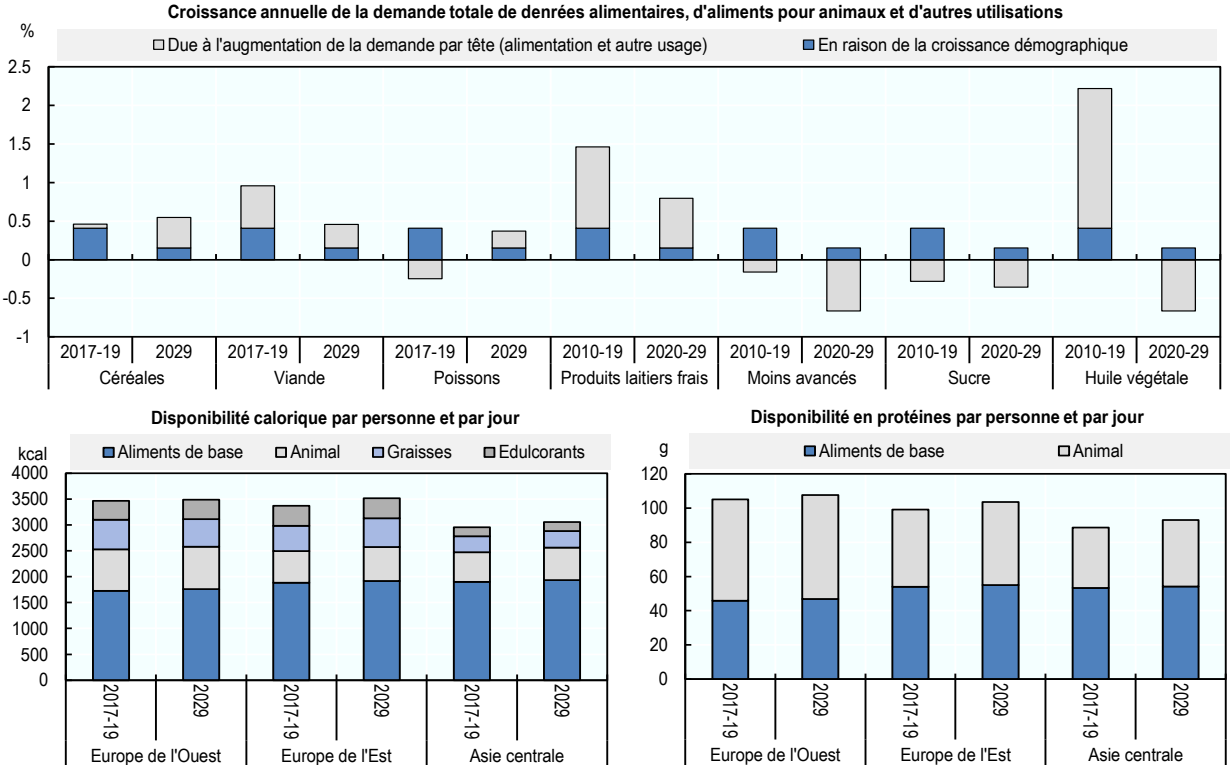
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.20. Production animale de la région Europe et Asie centrale



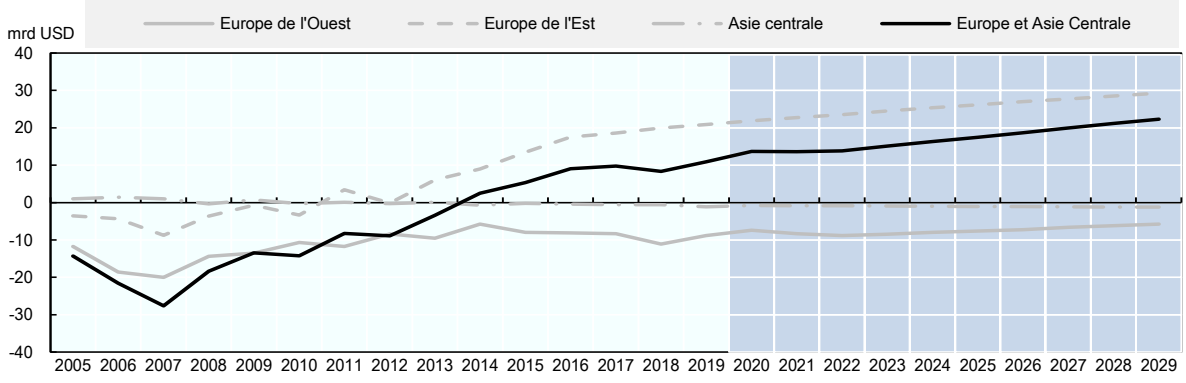
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.21. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Europe et Asie centrale



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.22. Balances commerciales agricoles par région



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141931

Tableau 2.4. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	889 018	925 930	940 149	1.54	0.41	0.09
PIB par habitant[1] (kUSD)	24.48	27.28	32.65	19.70	1.45	1.73
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	406.0	465.1	504.0	8.36	1.42	0.68
Valeur nette de la production végétale[3]	104.4	125.9	141.2	12.19	2.76	1.06
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	125.0	130.8	140.5	7.49	-0.14	0.63
Valeur nette de la production animale[3]	142.3	169.0	180.4	6.73	1.77	0.45
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	34.3	39.4	41.8	6.02	1.50	0.63
Quantité produite (kt)						
Céréales	513 673	581 353	650 784	11.94	2.33	1.00
Légumineuses	6 709	9 562	12 411	29.79	3.15	2.32
Racines et tubercules	28 765	29 623	28 355	-4.28	1.23	-0.19
Oléagineux[4]	47 484	78 291	88 449	12.97	5.01	1.16
Viande	58 664	71 099	74 480	4.75	1.99	0.28
Produits laitiers[5]	24 314	28 971	32 207	11.17	1.75	0.98
Poisson	16 785	19 228	20 376	5.97	1.49	0.63
Sucre	25 279	31 270	31 832	1.80	1.91	0.90
Huile végétale	21 709	32 944	36 039	9.40	4.12	0.87
Production des biocarburants (mln L)						
Biodiesel	7 956	15 522	13 908	-10.39	4.48	-1.22
Ethanol	5 325	8 264	8 120	-1.74	2.02	-0.65
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	802 550	801 440	798 650	-0.35	-0.05	-0.03
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	339 702	335 102	335 213	0.03	-0.02	-0.01
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	462 848	466 339	463 437	-0.62	-0.08	-0.05
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	682	708	696	-1.69	0.60	-0.15
Végétaux	197	216	211	-2.55	1.05	-0.17
Animaux	485	492	485	-1.30	0.41	-0.14
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	3 332	3 383	3 451	2.01	0.20	0.25
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8] (g)	100	102	105	3.15	0.11	0.30
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	168.8	170.1	172.3	1.27	0.15	0.12
Viande	55.1	58.7	60.7	3.38	0.80	0.30
Produits laitiers[5]	24.5	27.4	29.5	7.81	1.12	0.73
Poisson	18.9	18.3	19.2	4.72	-0.10	0.44
Sucre	36.0	35.0	33.7	-3.50	-0.65	-0.19
Huile végétale	22.0	24.3	23.9	-1.49	2.95	0.45
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	-19.8	9.7	22.3	130.59	..	..
Valeur nette des exportations[3]	53.9	86.4	100.0	15.76	4.56	1.22
Valeur nette des importations[3]	73.8	76.7	77.7	1.29	0.52	0.13

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	108.5	119.0	126.6	6.3	1.21	0.42
Viande	95.3	105.0	105.1	0.1	0.86	-0.09
Sucre	80.7	96.3	100.2	4.0	2.54	1.01
Huile végétale	73.2	89.9	103.2	14.7	1.47	1.03

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars constants. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance correspond à la production / (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

2.6. Perspectives régionales : Amérique du Nord

Contexte

La région ne comptant que deux pays très développés, il n'est pas tout à fait pertinent de la comparer avec les autres régions de ces *Perspectives*, dont la composition est plus hétérogène. Cependant, cette région joue un rôle notable dans l'agriculture mondiale. Si elle ne compte qu'environ 5 % (365 millions de personnes) de la population mondiale, elle est à l'origine de 10 % de la production agricole, halieutique et aquacole mondiale. Par personne, la superficie de terres agricoles ainsi que la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole y sont les plus élevées. S'agissant des produits examinés dans ces *Perspectives*, la région enregistre également le plus fort excédent commercial par produit, avec des exportations par personne deux fois plus élevées que la moyenne mondiale. Néanmoins, le rôle de l'Amérique du Nord dans l'agriculture mondiale diminue au fil du temps, d'autres régions enregistrant une croissance plus rapide. La part de l'agriculture et des pêches (sylviculture comprise) dans son PIB devrait passer sous le seuil de 1 %.

La production agricole de l'Amérique du Nord recourt à une utilisation intensive des intrants, en particulier de capital fixe, étant donné qu'une part importante de la production provient de grandes unités commerciales. Par conséquent, la productivité partielle des facteurs de la région, mesurée par le rendement des cultures, les taux d'exploitation de l'élevage et le rendement du lait, est très élevée. L'utilisation des terres agricoles diminue depuis dix ans : celle consacrée aux cultures a réduit de 3.5 %, mais les rendements ont continué à augmenter, de sorte que la production végétale a augmenté de près de 14 %. La production animale est très importante dans la région, contribuant à un peu plus d'un tiers de la valeur nette de la production agricole. À titre de comparaison, la part moyenne de l'élevage est de 28 % à l'échelle mondiale. Cependant, les effectifs de bétail sont proportionnellement plus faibles étant donné la productivité élevée. Par exemple, la production de viande bovine par animal est trois fois supérieure au niveau mondial. La région produit relativement peu de poisson par rapport aux autres régions, avec une part de 4 % de la production mondiale, qui diminue au fil du temps.

La consommation alimentaire par personne dans la région est la plus élevée de toutes les régions, encouragée par le revenu par habitant le plus élevé (61 000 USD) et le plus fort taux d'urbanisation (82 %), ce qui influe à la fois sur l'importance et la composition de l'apport alimentaire. Avec la légère baisse des

revenus réels par habitant prévue sur les dix prochaines années, la croissance démographique de 0.6 % par an et la modification possible des préférences alimentaires seront probablement les principaux facteurs influençant la demande alimentaire au cours de la période de projection. Si les estimations incluent un gaspillage alimentaire considérable, la disponibilité de calories et la disponibilité de protéines dans la région s'élèvent déjà respectivement à 3 760 kcal par personne et par jour et à 113 g par personne et par jour, des chiffres supérieurs de quelque 30 % et 37 % à la moyenne mondiale. L'apport alimentaire en produits d'origine animale est proportionnellement plus élevé, avec des parts de calories et de protéines de 25 % et 63 % respectivement, les moyennes mondiales étant de 16 % et 37 %. Les habitants de l'Amérique du Nord consomment d'abondantes quantités d'huile végétale et d'édulcorants, dont les parts de calories s'élèvent respectivement à 19 % et 15 %, les moyennes mondiales étant de 10 % et 7 %. Le régime alimentaire nord-américain a entrainé une augmentation des problèmes d'obésité et donné lieu à des maladies non transmissibles liées à l'alimentation comme le diabète. Toutefois, malgré ce niveau de consommation totale, l'insécurité alimentaire toucherait 10 à 12 % de la population de la région selon les estimations.

L'Amérique du Nord (en particulier les États-Unis) est la première région productrice de biocarburants, avec une part dans la production mondiale de 40 %. Il s'agit principalement d'éthanol produit à partir de maïs, et dans une bien moindre mesure, de biodiesel obtenu à partir d'huile de soja. Toutefois, la production est étroitement liée à l'intervention des pouvoirs publics, et avec des obligations d'incorporation largement respectées à des taux de mélange proches du taux d'incorporation maximal pour les carburants pour les transports, et dans le contexte des projections des prix du pétrole, l'ère de la croissance rapide du secteur de la production de biocarburants semble révolue.

Production

La production agricole, halieutique et aquacole de la région devrait croître lentement au cours des dix prochaines années, le volume de production augmentant de 7 %, soit deux fois moins que pendant la décennie précédente. Parmi les causes générales de ce ralentissement de la croissance figurent les prix réels faibles ou stagnants des principaux produits d'origine végétale et animale, la vigueur du dollar américain par rapport aux pays concurrents et des mesures commerciales qui limiteraient la croissance des échanges.

Après avoir diminué ces dix dernières années, les terres consacrées à la production végétale devraient encore réduire de 3.5 % d'ici 2029. L'utilisation des terres pour la production céréalière devrait se maintenir à un niveau similaire, avec une part de 38 % de l'utilisation totale des terres cultivées, tandis que l'utilisation des terres pour les oléagineux diminuerait de 2 %, et celle pour les autres cultures de plus de 10 %. L'augmentation la plus importante concerne les légumineuses, qui pourraient enregistrer une hausse de 6 %, après une forte augmentation de plus de 80 % au cours de la décennie écoulée. La superficie récoltée totale de la région devrait stagner, se réduisant d'environ 1 % en 2029 par rapport à la période de référence. La production végétale totale en termes de quantité atteindrait 774 millions de tonnes, soit une augmentation de 8 % par rapport à la période de référence, grâce à des améliorations de rendement allant de 9 % pour les céréales à 11 % pour les oléagineux.

Avec la baisse des prix réels et malgré le faible coût des aliments pour animaux, la production totale de viande atteindra 55 millions de tonnes, soit une hausse de 8.5 % par rapport aux trois dernières années. La viande ovine devrait être le secteur de production de viande affichant la croissance la plus rapide, mais avec un point de départ extrêmement bas. Le secteur de la volaille renforcera sa position dominante dans la production de viande : il progressera de 10 %, pour atteindre une part de 47 % de la production régionale d'ici 2029, profitant du faible coût des aliments pour animaux et d'une demande relativement ferme. Le sous-secteur de la viande bovine devrait être celui enregistrant la croissance la plus lente, dans un contexte de demande intérieure atone.

Un accroissement de la production de lait de 9.5 % sera rendu possible par la hausse du rendement des vaches laitières de 9 %, le cheptel laitier restant sensiblement le même, conformément à la tendance des dernières années. Une part croissante du lait supplémentaire produit sera consacrée aux produits laitiers transformés, et une part de moins en moins importante aux produits laitiers fluides, dont la production devrait diminuer au cours de la période de projection, suivant l'évolution des préférences des consommateurs.

La production de poisson en Amérique du Nord, dont la composante majeure est la production halieutique (90 %), devrait rester stationnaire au cours de la période de projection, la baisse de la production halieutique étant compensée par la progression rapide de l'aquaculture (25 %), ce dernier secteur continuant à se développer en partant d'un niveau très bas, stimulé par le faible prix des aliments pour animaux et la demande soutenue de poisson.

Les émissions totales de GES d'origine agricole devraient continuer à augmenter, au rythme de la décennie précédente ; elles seront supérieures de 2.5 % en 2029 à celles de la période de référence. Les émissions générées par les activités d'élevage affichent une croissance moindre, compte tenu de la légère baisse du nombre de ruminants. Cependant, les émissions du secteur des cultures continueront à progresser de presque 3% d'ici 2029.

Consommation

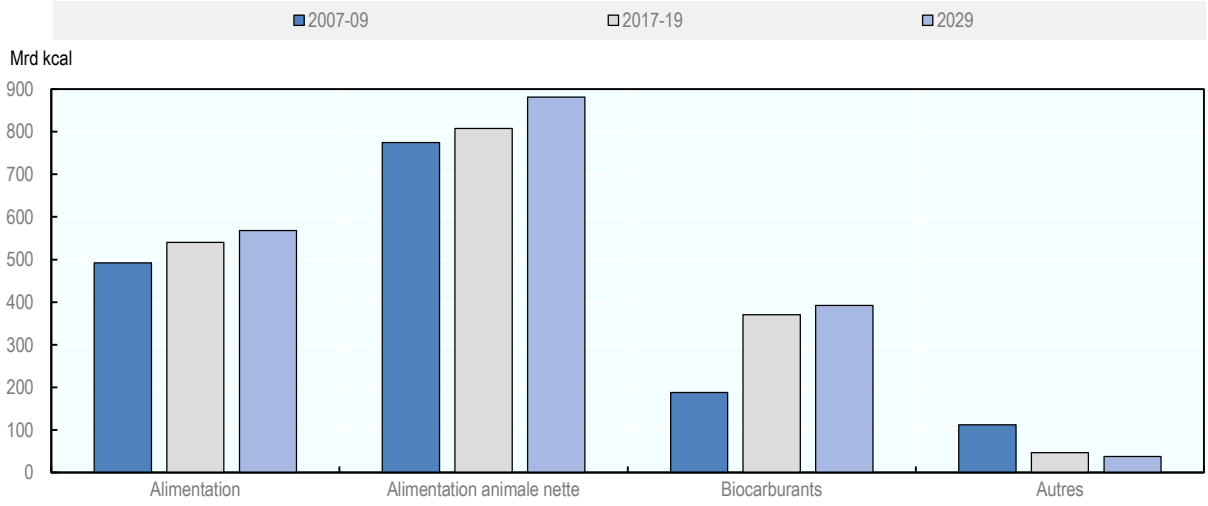
L'évolution de la consommation alimentaire par habitant dans la région dépendra principalement de la modification des préférences, qui devrait être mineure. En Amérique du Nord, la consommation alimentaire, mesurée par la disponibilité de calories, devrait rester élevée, mais diminuera légèrement à moyen terme de quelque 38 kcal par personne et par jour pour atteindre 3 725 kcal par jour, la baisse tendancielle des édulcorants (-48 kcal) et des céréales (-24 kcal) compensant l'augmentation des produits d'origine animale (13 kcal), de l'huile végétale (3 kcal) et de produits non inclus dans les *Perspectives*, comme les fruits et légumes. La baisse prévue de la disponibilité de calories est moins prononcée aux États-Unis (-29 kcal) qu'au Canada (-112 kcal), étant donné que ce dernier pourrait enregistrer une forte diminution des calories apportées par les céréales et les édulcorants, ainsi qu'une réduction de celles apportées par l'huile végétale.

L'apport en protéines de la région demeurera stationnaire à 113 g par jour, la répartition entre les sources animale et végétale restant de 63 %/37 % respectivement. Dans le secteur de la viande, la consommation devrait encore augmenter au rythme de 1.4 kg par personne et par an, en grande partie du fait de la hausse de la consommation de volaille mais de la baisse de celle de viande bovine. L'apport en protéines provenant des produits laitiers devrait diminuer, principalement sous l'effet du recul des produits laitiers frais, ce qui correspond à l'évolution des tendances de la décennie précédente. La consommation de poisson devrait croître légèrement. La baisse tendancielle de la consommation de céréales fera modestement baisser la disponibilité de protéines provenant des principaux produits de base.

L'alimentation animale est un poste important d'utilisation de la production agricole, qui consomme plus d'énergie/calories que celui de la consommation humaine finale (Graphique 2.23). Suivant la production animale, l'augmentation de l'utilisation totale pour l'alimentation animale devrait dépasser 9 % avec 292 millions de tonnes en 2029, les parts des sources de maïs (y compris les drêches de distillerie séchées) et de tourteaux protéiques augmentant lentement au cours de la période de projection pour atteindre 68 % et 16 %.

Les matières premières agricoles utilisées pour fabriquer des biocarburants dans la région équivalent à 70 % environ de l'énergie/calories de la production agricole telles qu'utilisées dans l'alimentation humaine. La production d'éthanol de la région devrait atteindre 65.5 milliards de litres, ce qui représente une augmentation de près de 6 % d'ici 2029, les prix et politiques publiques encourageant l'utilisation des biocarburants. La croissance de la production de biodiesel devrait rester nulle. Les perspectives de la région pour les biocarburants dépendent fortement des avancées dans le secteur de l'énergie et des mesures relatives à ces produits.

Graphique 2.23. Calories utilisées pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les biocarburants et d'autres fins en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141950

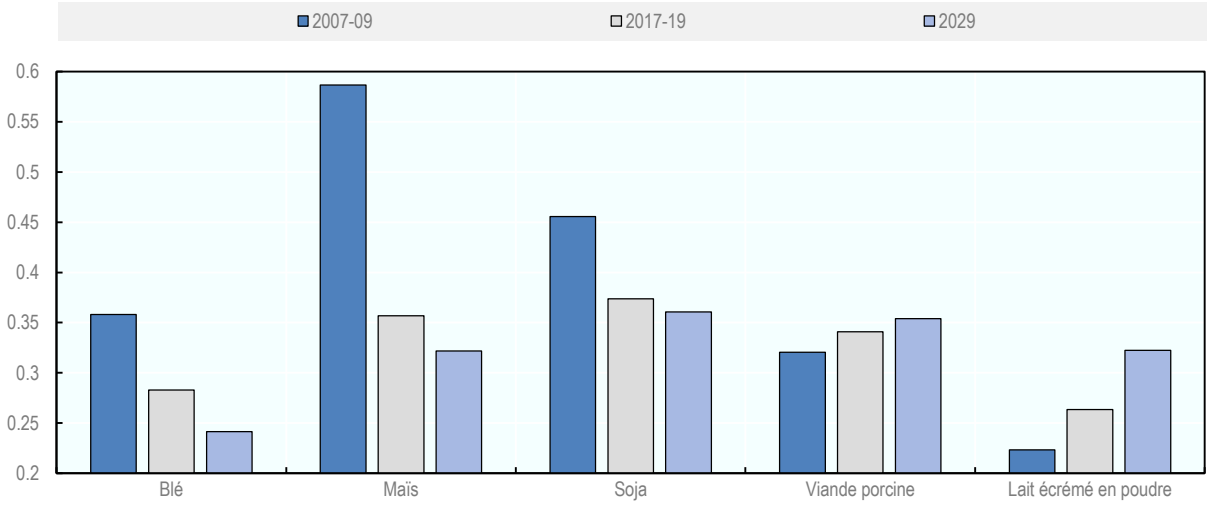
Échanges

Si l'excédent commercial a augmenté de plus de 30 % ces dix dernières années, la position de la région de premier exportateur net à l'échelle mondiale a été ravie par la région Amérique latine et Caraïbes et cet état de choses devrait se maintenir au cours de la période de projection. Les exportations nettes ne devraient progresser que de 14 %. Les exportations comme les importations enregistreront un ralentissement de leur croissance. Ce ralentissement de la croissance est lié au fléchissement de la demande intérieure et internationale, qui pâtit dans une certaine mesure de la vigueur du dollar américain. Les relations commerciales, notamment entre la Chine et les États-Unis, auront un impact notable sur la région, étant donné l'importance des échanges bilatéraux. De récents accords entre ces deux pays devraient poser les bases de la reprise d'échanges commerciaux potentiellement élargis, mais en pratique, leur potentiel ne sera peut-être pas exploité. L'accord Canada–États-Unis–Mexique, qui remplace l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), améliorera les échanges intra régionaux, notamment pour certains produits laitiers.

Le volume des exportations, mesuré aux prix internationaux des produits en 2004-06, devrait augmenter de 11 %, contre 25 % au cours de la décennie précédente. Le ralentissement de la croissance par rapport à la période de référence est largement attribuable aux exportations de soja, qui n'ont pas retrouvé les niveaux atteints avant l'instauration de droits de douane par la Chine, ainsi qu'à la viande porcine, dont la croissance rapide de la décennie précédente s'essoufflera durant la période de projection. Récemment, la région a vu sa part dans les échanges de céréales et d'oléagineux diminuer considérablement, et cette tendance devrait se maintenir étant donné la vive concurrence de la région Amérique latine et Caraïbes et de la région Asie centrale (Graphique 2.24). En parallèle, les parts de la viande porcine et du lait écrémé en poudre devraient continuer à progresser.

La région n'importe relativement pas de grandes quantités des produits agricoles examinés dans ces *Perspectives*, et une large part de ces importations se fait dans le cadre d'échanges intra-régionaux (qui ne sont pas examinés dans ces *Perspectives*). Les importations devraient ralentir, n'augmentant que de 4 % d'ici 2029. La région était également un importateur net de viande bovine, et si elle représente toujours une part importante des importations mondiales (18 %), elle est devenue un exportateur net au cours de la décennie passée et cette tendance devrait se maintenir. La région reste un importateur relativement important de poisson, avec une part de 14 % du marché mondial, et les importations devraient augmenter de 4% d'ici 2029.

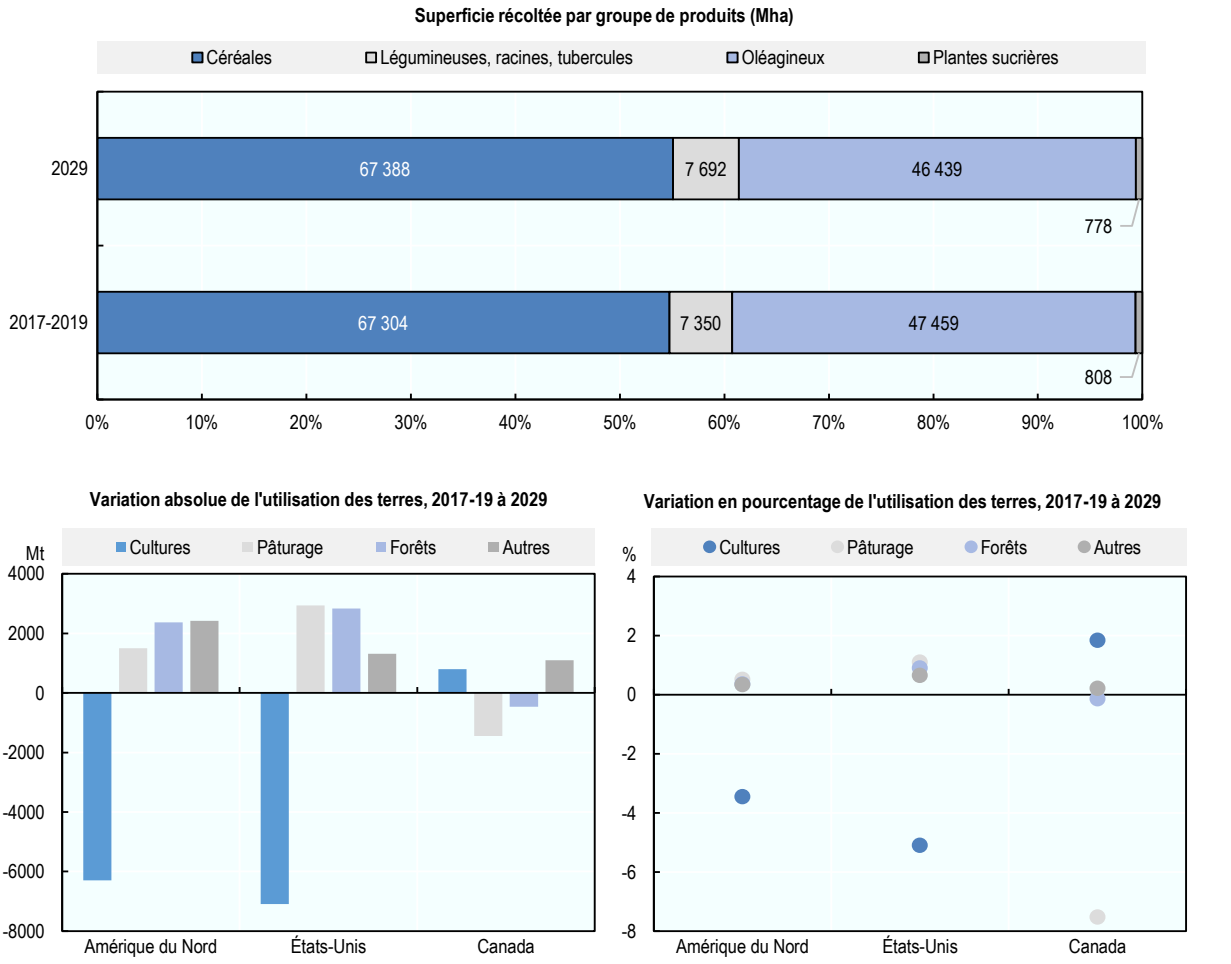
Graphique 2.24. Tendances des parts des marchés d'exportation de certains produits en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

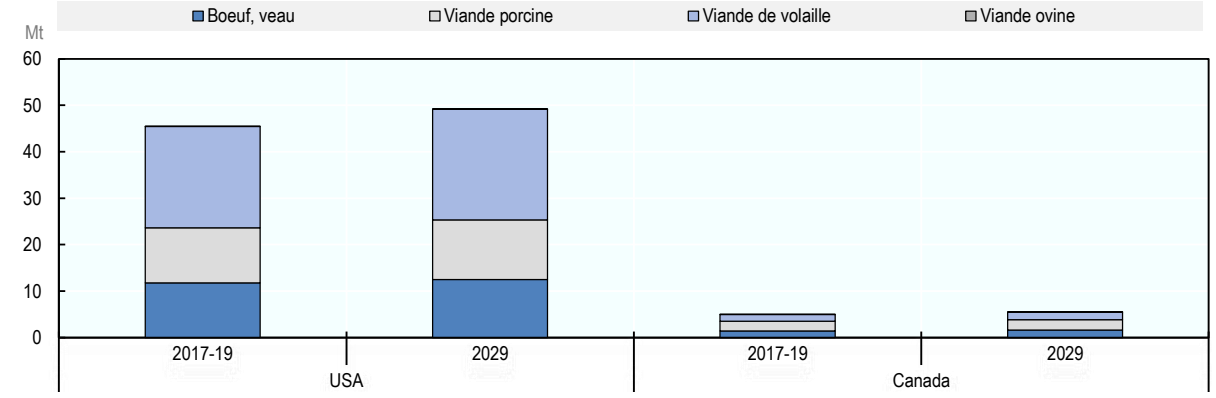
StatLink https://doi.org/10.1787/888934141969

Graphique 2.25. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres en Amérique du Nord



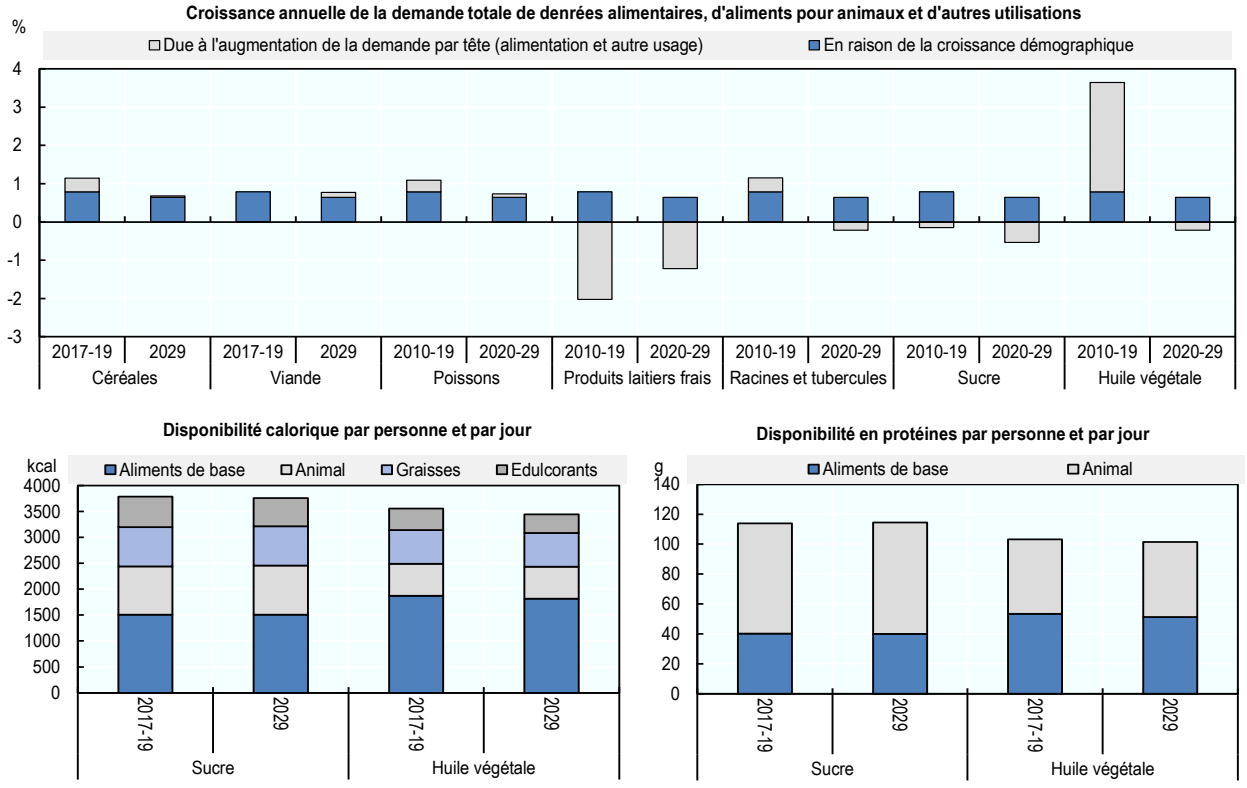
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.26. Production animale en Amérique du Nord



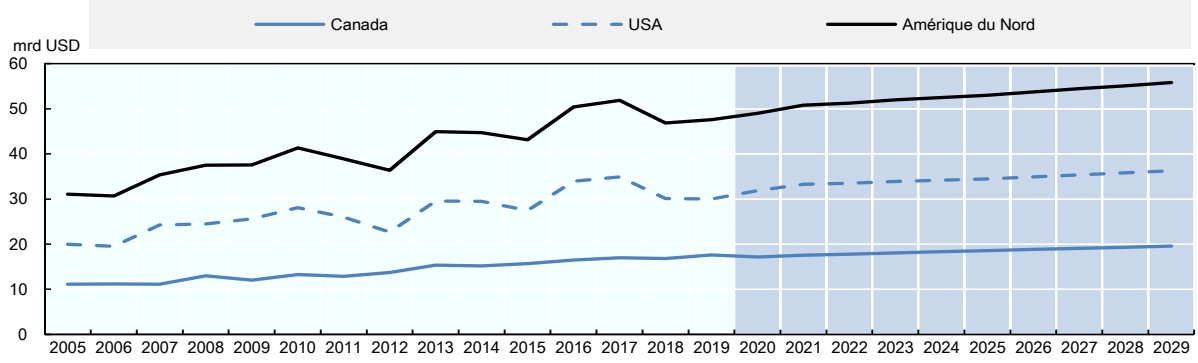
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.27. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments en Amérique du Nord



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.28. Balances commerciales agricoles en Amérique du Nord



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934141988

Tableau 2.5. Indicateurs régionaux : Amérique du Nord

	Moyenne			%	Croissance[2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	336 806	364 155	388 334	6.64	0.73	0.58
PIB par habitant[1] (kUSD)	49.06	54.97	66.69	21.32	1.73	1.76
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	247.2	281.0	302.7	7.74	1.49	0.61
Valeur nette de la production végétale[3]	104.7	124.1	135.1	8.87	2.46	0.77
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	50.0	52.1	54.6	4.82	0.01	0.37
Valeur nette de la production animale[3]	80.0	91.7	99.3	8.23	1.31	0.52
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	12.5	13.0	13.7	5.22	0.09	0.60
Quantité produite (kt)						
Céréales	461 061	489 325	532 605	8.84	1.73	0.61
Légumineuses	6 882	10 282	12 012	16.82	4.40	1.37
Racines et tubercules	5 095	5 498	5 687	3.45	1.18	0.20
Oléagineux[4]	100 105	144 163	155 822	8.09	3.81	0.91
Viande	45 564	50 483	54 725	8.40	1.42	0.49
Produits laitiers[5]	8 836	10 100	11 290	11.79	1.24	1.05
Poisson	6 098	6 349	6 680	5.22	0.08	0.59
Sucre	6 696	7 475	7 684	2.80	0.75	0.46
Huile végétale	12 855	17 876	18 818	5.27	3.62	0.64
Production des biocarburants (mln L)						
Biodiesel	2 207	8 722	8 701	-0.24	17.45	-2.57
Ethanol	35 324	61 999	65 521	5.68	2.39	0.44
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	476 639	467 356	462 559	-1.03	-0.15	-0.09
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	192 958	182 412	176 118	-3.45	-0.46	-0.31
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	283 680	284 944	286 441	0.53	0.05	0.05
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	404	416	427	2.59	0.46	0.21
Végétaux	144	157	162	2.93	0.71	0.16
Animaux	261	259	265	2.38	0.31	0.24
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	3 677	3 764	3 726	-1.00	0.47	-0.03
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8] (g)	74	81	85	5.36	0.92	0.54
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	142.4	140.7	136.5	-2.95	-0.05	-0.24
Viande	95.8	96.5	97.8	1.44	0.84	-0.01
Produits laitiers[5]	23.8	24.3	24.4	0.55	0.25	0.08
Poisson	22.2	22.4	22.8	1.61	0.47	0.22
Sucre	31.4	31.0	29.4	-5.17	-0.76	-0.38
Huile végétale	34.4	39.2	39.0	-0.56	1.20	0.60
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	36.8	48.8	55.8	14.39	2.87	1.31
Valeur nette des exportations[3]	61.6	76.8	84.9	10.56	2.41	0.99
Valeur nette des importations[3]	24.8	28.0	29.1	3.89	1.67	0.39

	Moyenne			%	Croissance[2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	129.6	128.2	128.1	-0.09	0.15	0.09
Viande	112.5	115.2	115.8	0.52	-0.09	-0.07
Sucre	63.4	66.3	67.4	1.57	1.15	0.26
Huile végétale	99.8	98.5	98.5	-0.05	-0.45	0.41

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars constants. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance correspond à la production / (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

2.7. Perspectives régionales : Amérique latine et Caraïbes

Contexte

La région Amérique latine et Caraïbes[10] représente environ 8.5 % de la population mondiale et comptera 60 millions de personnes supplémentaires d'ici 2029. Sa population urbaine augmentera de 66 millions de personnes, ce qui portera le taux d'urbanisation à 83 %, le plus élevé des régions en développement. La plupart des personnes pauvres vivent en milieu urbain. Les structures des exploitations sont très variées : les grandes exploitations commerciales tournées vers les exportations dominent l'agriculture dans le cône Sud, en particulier en Argentine et au Brésil, mais quelque 15 millions de petites exploitations et exploitations familiales sont responsables d'une grande partie de la production alimentaire de la région.

L'incertitude économique considérable a eu des répercussions sur la région. Les revenus par habitant n'ont progressé que de 0.1 % au cours de la décennie précédente, compte tenu de la volatilité des taux de change, en particulier en Argentine. Les revenus dans la région devraient à nouveau progresser au rythme de 1.8 % par an pour atteindre une moyenne de 12 000 USD par habitant. La part moyenne des dépenses alimentaires dans le budget des ménages est estimée à environ 15 % en 2017-19, ce qui signifie que l'instabilité macroéconomique et les prix des produits alimentaires ont des répercussions considérables sur le bien-être[11].

La région, qui dispose de terres et d'eau en abondance, représente 13 % de la production agricole, halieutique et aquacole mondiale, et 25 % des exportations de produits de ces secteurs, ce qui souligne l'importance de l'ouverture des échanges au niveau mondial pour la région. La demande extérieure sera donc une source essentielle de croissance pour le secteur à moyen terme.

Malgré l'importance des exportations, les secteurs primaires de l'agriculture et de la production de poisson jouent un rôle modeste dans l'économie, représentant environ 5 % du produit intérieur brut. À l'instar des autres régions, cette part devrait encore diminuer à moyen terme.

Production

La production de la région Amérique latine et Caraïbes devrait croître de 14 % sur les dix prochaines années. Près des deux tiers (65 %) de cette augmentation peuvent être attribués à la croissance de la production végétale, environ 28% sont attribuables au secteur de l'élevage, et les 7 % restants découlent de l'accroissement de la production halieutique et aquacole.

L'intensification de la production sera importante pour la hausse de la production végétale. L'utilisation des terres arables devrait croître de 3 % et la superficie récoltée de 6 %, en raison d'une augmentation des récoltes annuelles multiples. La superficie récoltée totale de la région atteindra 9 Mha, près de 54 % et 19 % de cette hausse provenant du développement de la culture du soja et du maïs respectivement. La région restera le premier producteur de soja, sa part dans la production mondiale passant à plus de 54 % en 2029. Le rendement moyen devrait augmenter ces dix prochaines années, et sera à l'origine de la majeure partie de la hausse de la production de céréales, de légumineuses, de racines et tubercules et de canne à sucre. L'augmentation des rendements représentera 75 % de la hausse de la production de maïs, et plus de 50 % de celle de la production de soja.

La croissance de la production animale s'expliquera en grande partie par l'intensification de la production, avec une utilisation accrue des céréales fourragères. La superficie des pâturages devrait légèrement diminuer d'ici 2029, la part de la région dans les pâturages mondiaux restant de 17 %. La production de viande bovine suivra l'augmentation du cheptel bovin au Brésil et en Argentine, étant donné que le cycle d'expansion du cheptel ne devrait pas ralentir. Les faibles prix des céréales fourragères stimuleront la production de volaille et de viande porcine, compte tenu de l'utilisation intensive du fourrage dans ces processus de production.

La production de poisson se redressera après avoir reculé au cours de la décennie précédente. Plus de la moitié de la hausse de la production sera attribuable au développement de l'aquaculture dans plusieurs pays de la région. La consommation de poisson progressera de 0.8 kg par personne, mais à un rythme plus lent que par le passé.

Les émissions de GES devraient légèrement augmenter, de 4 % par an ces dix prochaines années, dont 5% seront d'origine animale. Les émissions d'origine végétale ne devraient pas évoluer d'ici 2029.

Consommation

L'apport calorique par personne devrait atteindre 3 100 kcal par jour, soit une augmentation de 78 kcal par jour par rapport à la période de référence de 2017-19, dont plus de 60 % proviennent des produits d'origine végétale, céréales et huile végétale compris. Les calories provenant du sucre diminueront du fait d'une baisse tendancielle de la consommation de sucre de la région. Toutefois, la région restera le premier consommateur de sucre du monde, avec une consommation annuelle de 39 kg par personne, un chiffre nettement supérieur à la moyenne mondiale de 24 kg par personne. Différentes initiatives menées dans la région ont cherché à s'attaquer à l'augmentation de la prévalence du surpoids et de l'obésité.

D'ici 2029, l'apport en protéines par habitant pourrait atteindre 87 g par jour, soit une hausse de 2.8 g par jour. Près de 60 % de cette augmentation proviendra de produits d'origine animale, la plus grande part s'expliquant par la hausse de la consommation de produits laitiers. Pour son profil de région à revenu intermédiaire, de grandes quantités de viande sont consommées (60 kg/an), près du double des niveaux mondiaux. Cependant, la consommation de viande par personne ne devrait augmenter que de 2.4 % sur les dix prochaines années, étant donné que les consommateurs augmenteront leur apport en protéines provenant d'autres sources.

L'intensification croissante du secteur de l'élevage devrait entraîner une hausse de 35 % de l'utilisation des aliments pour animaux au cours de la période de projection. La majeure partie de cette augmentation

proviendra du maïs, dont l'utilisation dans l'alimentation animale croîtra de près de 50 %, mais l'utilisation des tourteaux protéiques devraient également progresser de 35 %.

Une part importante de la production de canne à sucre, pouvant aller jusqu'à 58 %, restera consacrée à la production d'éthanol, étant donné que le programme Renovabio du Brésil devrait aider le pays à continuer à exercer un rôle majeur sur les marchés de l'éthanol. La production d'éthanol augmentera de 8.3 milliards de litres, représentant 45 % de la croissance mondiale au cours des dix prochaines années. Le secteur sera confronté à une incertitude majeure liée à l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie.

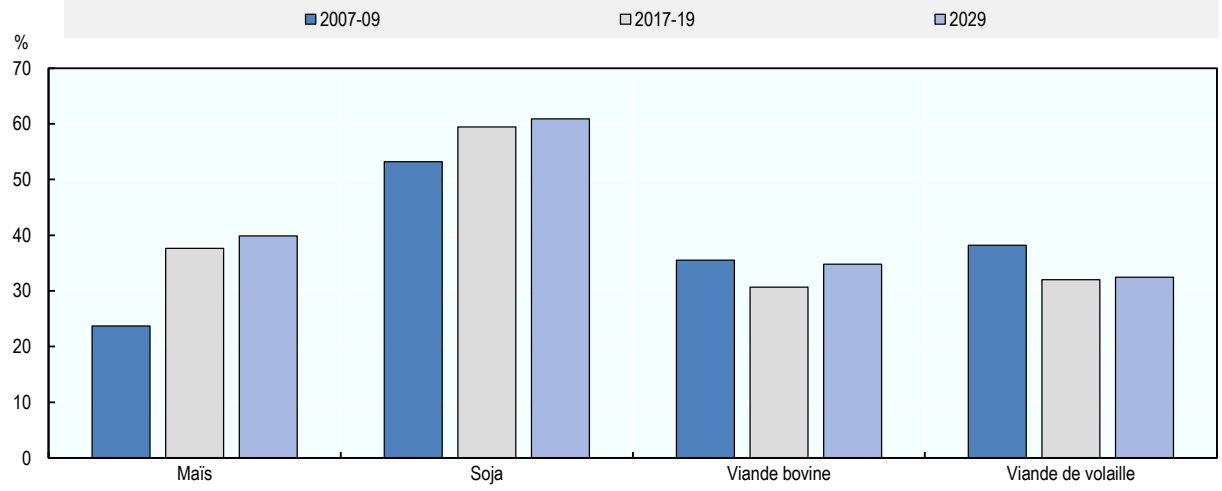
Échanges

Les échanges sont un facteur clé de la réussite des secteurs agricole, halieutique et aquacole, la part de la production échangée de ces secteurs augmentant chaque année pour atteindre plus de 28 % en 2029. Pour les deux principaux pays exportateurs, l'Argentine et le Chili, la part de la production exportée pourrait atteindre respectivement 52 % et 34 %. Au Paraguay, la part de la production exportée sera plus élevée, s'établissant à près de 70 %. Néanmoins, de nombreux pays de la région sont des importateurs nets des produits agricoles couverts par les *Perspectives*, par exemple le Mexique et le Pérou[12]. Ces données n'incluent pas les échanges de fruits et de légumes, et des pays comme le Costa Rica et l'Équateur exportent une grande partie de leur production de fruits et de légumes.

Le développement de l'offre de la région permettra à celle-ci de rester un important exportateur de maïs, de soja, de viande bovine, de volaille et de sucre. Les parts de marché de la région pour les produits clés augmenteront à moyen terme. En 2029, la région représentera 60 % des exportations mondiales de soja et de tourteaux protéiques, 40 % des exportations mondiales de maïs, 39 % des exportations de sucre et 35 % des exportations de viande bovine et de volaille.

L'ouverture mondiale aux échanges aura des conséquences importantes pour le secteur. Les ententes commerciales, et notamment les relations commerciales et les droits de douane entre la Chine et les États-Unis auront une influence conséquente sur le profil commercial de la région. La finalisation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur pourrait soutenir la croissance des secteurs agricole, halieutique et aquacole de la région.

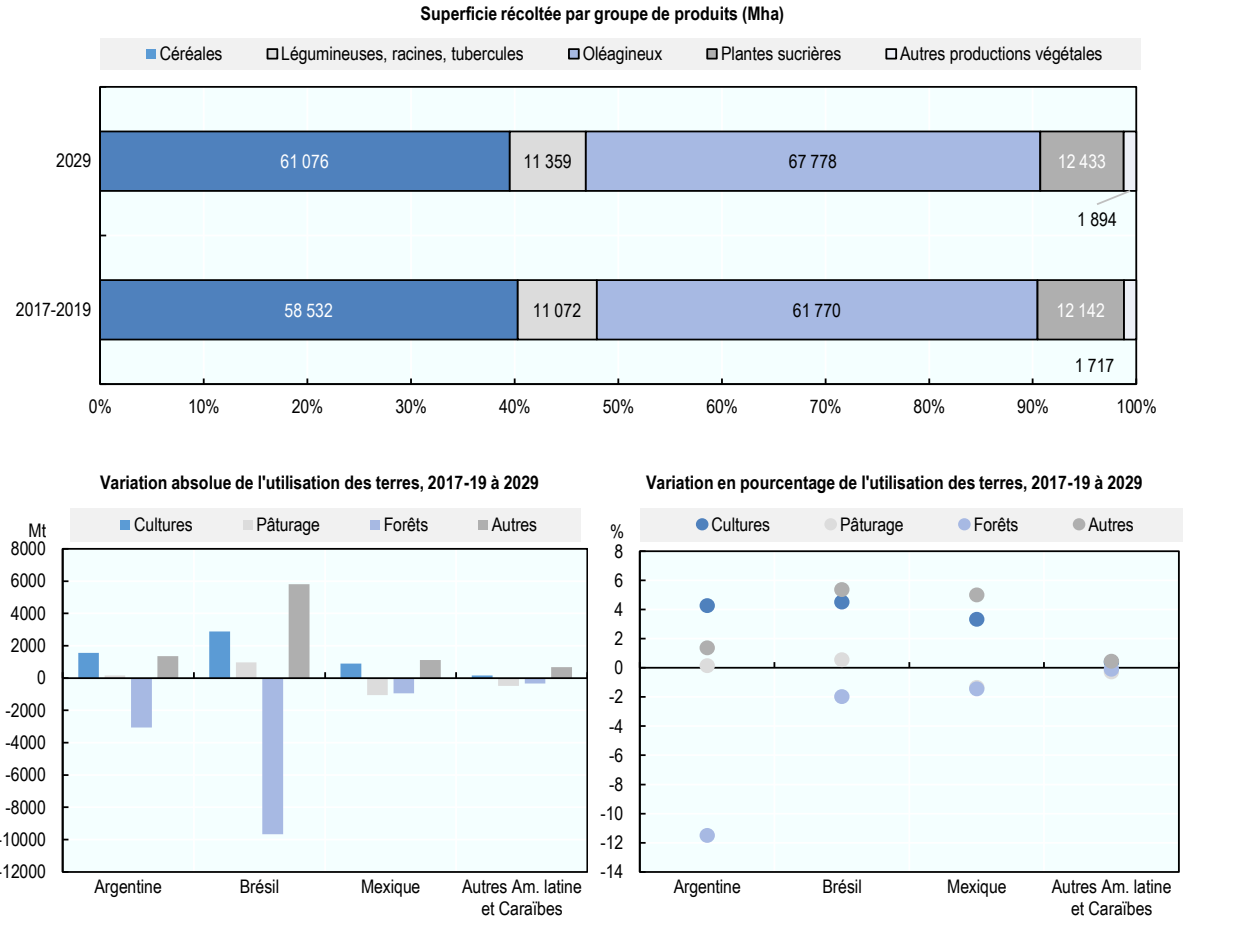
Graphique 2.29. Tendances des parts de la région Amérique latine et Caraïbes dans les exportations



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

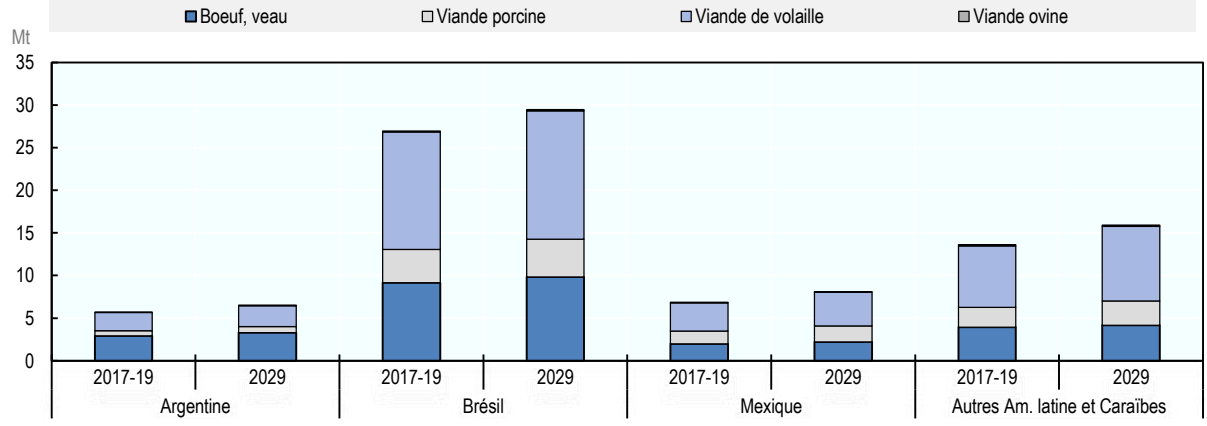
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142007

Graphique 2.30. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Amérique latine et Caraïbes



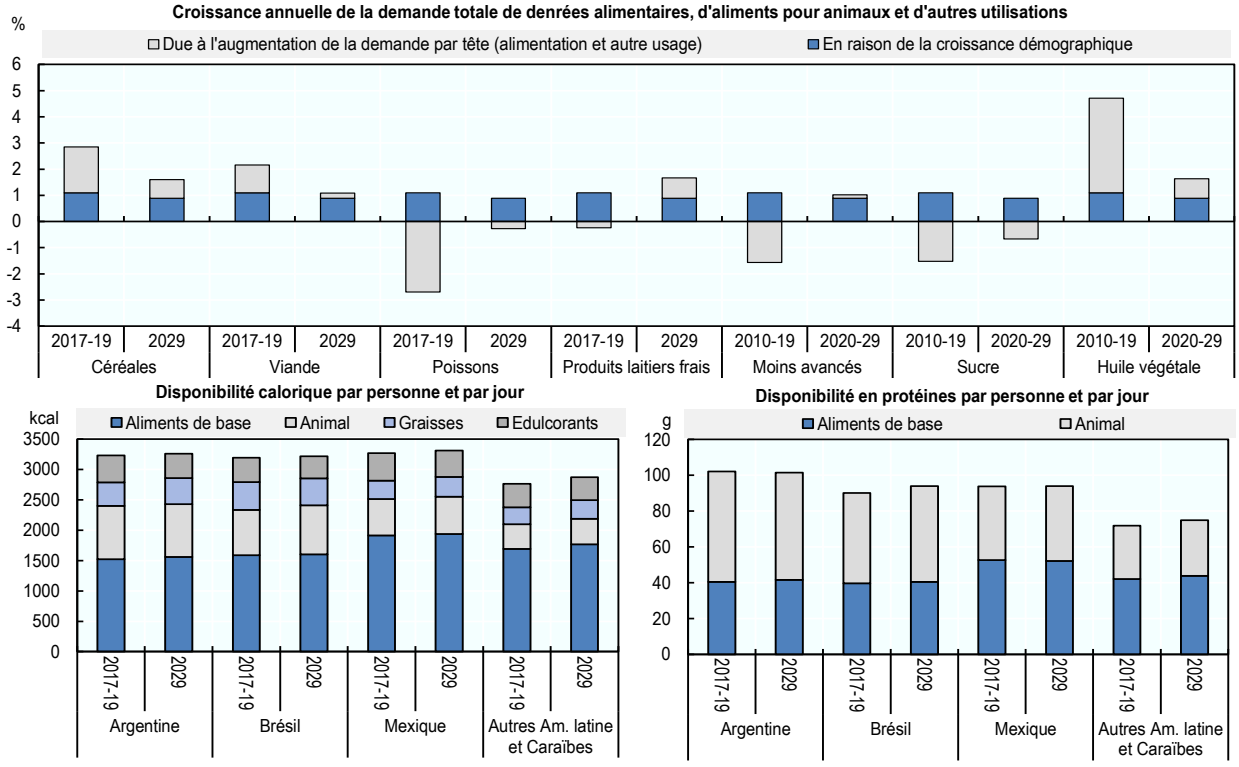
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.31. Production animale en Amérique latine et dans les Caraïbes



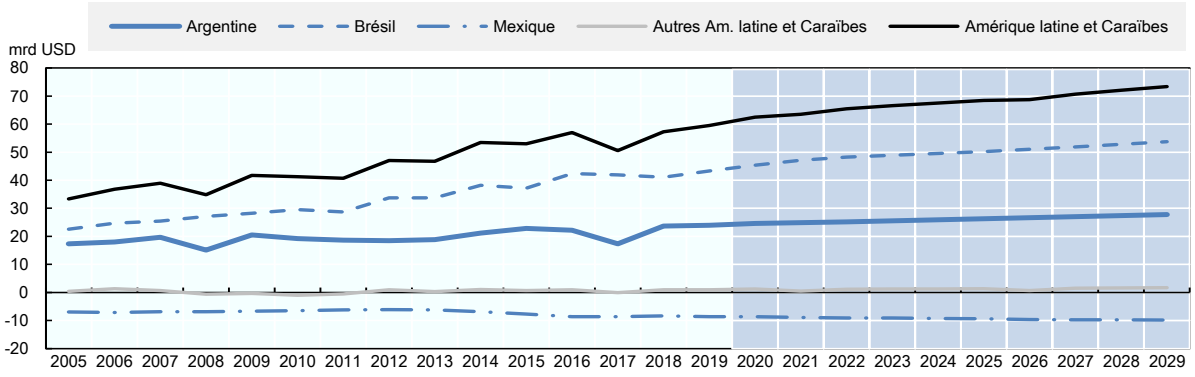
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.32. Demande de produits agricoles par groupe de produits et disponibilité des aliments de la région Proche-Orient et Afrique du Nord



Note : partie haute – la croissance démographique est calculée en partant de l'hypothèse que la demande par habitant reste au niveau de la dernière année de la décennie précédente. Partie basse – matières grasses : beurre et huiles. Origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers à l'exception du beurre. Aliments de base : céréales, légumineuses et racines.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Graphique 2.33. Balances commerciales agricoles de la région Amérique latine et Caraïbes



Note : exportations nettes (exportations moins importations) des produits agricoles pris en compte dans les Perspectives agricoles, mesurées en dollars constants de 2004-06.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142026

Tableau 2.6. Indicateurs régionaux : Région Amérique latine et Caraïbes

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Hypothèses macroéconomiques						
Population	577 518	643 959	703 584	9.26	1.06	0.78
PIB par habitant[1] (kUSD)	9.59	10.25	12.15	18.50	0.09	1.81
Production (mrd USD)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole[3]	303.6	352.8	401.8	13.88	1.38	1.17
Valeur nette de la production végétale[3]	95.8	131.7	157.4	19.53	3.17	1.44
Valeur nette autre production, hors production végétale [3]	74.7	80.5	88.7	10.16	-0.19	1.09
Valeur nette de la production animale[3]	96.1	108.6	121.5	11.82	1.12	0.97
Valeur nette de la production halieutique et aquacole [3]	37.0	32.0	34.2	7.01	-0.21	0.89
Quantité produite (kt)						
Céréales	171 881	253 450	308 351	21.66	3.57	1.62
Légumineuses	6 752	8 028	8 818	9.85	2.61	1.18
Racines et tubercules	14 842	14 015	15 545	10.92	-0.51	1.00
Oléagineux[4]	123 817	189 096	230 364	21.82	4.35	1.47
Viande	44 022	53 135	59 999	12.92	1.54	1.01
Produits laitiers[5]	7 156	7 959	9 582	20.39	0.10	1.76
Poisson	17 952	15 529	16 623	7.05	-0.21	0.89
Sucre	53 213	51 207	61 329	19.77	-1.00	0.96
Huile végétale	19 210	27 446	33 536	22.19	3.32	1.77
Production des biocarburants (mln L)						
Biodiesel	1 937	8 686	10 586	21.88	6.53	1.84
Ethanol	27 513	37 163	44 767	20.46	4.21	1.29
Utilisation des terres (kha)						
Utilisation totale des terres agricoles	694 485	706 480	711 534	0.72	0.15	0.06
Utilisation totale des terres pour la production végétale[6]	159 766	167 231	172 708	3.27	0.40	0.25
Utilisation totale des terres pour les pâturages[7]	534 719	539 249	538 827	-0.08	0.07	0.00
Emissions directes de GES (Mt CO2-eq)						
Total	885	922	962	4.32	0.29	0.30
Végétaux	109	129	130	0.15	0.64	0.27
Animaux	775	792	832	5.00	0.23	0.30
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant (kcal)	2 918	3 035	3 096	2.01	0.34	0.22
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant[8] (g)	84	85	85	0.84	-0.32	0.10
Disponibilité alimentaire par habitant (kg)						
Produits de base[9]	162.5	166.1	170.0	2.33	0.21	0.17
Viande	53.9	60.8	62.2	2.29	0.69	0.22
Produits laitiers[5]	12.8	12.8	13.9	8.38	-0.71	0.96
Poisson	9.6	10.6	11.4	6.97	1.33	0.63
Sucre	45.8	39.4	36.9	-6.40	-1.75	-0.52
Huile végétale	17.7	19.2	20.2	5.22	0.57	0.48
Echanges (Mrd USD)						
Echanges nets[3]	38.5	55.8	73.3	31.44	4.12	1.72
Valeur nette des exportations[3]	64.6	91.9	112.8	22.75	3.76	1.47
Valeur nette des importations[3]	26.1	36.1	39.4	9.31	3.21	1.02

	Moyenne			%	Croissance [2]	
	2007-09	2017-19 (base)	2029	Base à 2029	2010-19	2020-29
Taux d'autosuffisance[10]						
Céréales	94.0	105.7	109.0	3.13	0.79	0.28
Viande	112.2	109.4	110.8	1.32	-0.14	0.01
Sucre	203.5	205.4	235.1	14.47	-0.19	0.60
Huile végétale	146.5	132.0	137.1	3.88	0.54	0.30

Note : 1. PIB par habitant exprimé en milliers de dollars constants. 2. Taux de croissance des moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, fondée sur l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo, évalué aux prix de référence internationaux moyens pour 2004-06. Les projections des cultures ne faisant pas partie du modèle ont été calculées en utilisant les tendances à long terme. 4. Les graines oléagineuses représentent le soja et les autres oléagineux. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, le lait en poudre et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie d'utilisation des terres arables rend compte des récoltes multiples de cultures arables. 7. L'utilisation des pâturages représente les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories quotidiennes par habitant représentent la disponibilité, et non l'apport. 9. Les aliments de base représentent les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance alimentaire correspond à la production alimentaire (production + importations - exportations).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Notes

[1] Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam. Autres : Pakistan, Océanie et autres pays d'Asie en développement. Les moins développés : Asie les moins développés. Développés : Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, République de Corée. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

[2] Source : base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011. Une interpolation a été effectuée en utilisant les données sur les dépenses et les données sur les PIB pour la région.

[3] Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

[4] De plus amples informations sur la région sont disponibles dans les *Perspectives* agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-25

[5] Source OCDE-FAO interpolée pour 2017-19 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de ces *Perspectives*.

[6] Moyen-Orient : Arabie Saoudite et autres pays d'Asie occidentale. Les moins développés : Afrique du Nord moins développés. Afrique du Nord : Autres pays d'Afrique du Nord. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

[7] Source OCDE-FAO interpolée pour 2017-19 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de ces Perspectives.

[8] Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

[9] Ces pourcentages sont extrapolés à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de la base de données des *Perspectives*.

[10] Autres Amérique Latine et Caraïbes: Chile, Colombie, Paraguay, Pérou et Amérique Centrale et du Sud and les Caraïbes. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

[11] Cette estimation se fonde sur la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant des estimations des dépenses alimentaires et des PIB.

[12] Cette analyse se fonde sur les prix de référence internationaux des produits en dollars américains constants de 2004-06. Les données incluent les valeurs pour les produits couverts par les *Perspectives*.

3. Céréales

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des céréales sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le maïs, le riz, le blé et les autres céréales secondaires, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des céréales dans les dix années à venir.

3.1. Situation actuelle du marché

La succession de récoltes exceptionnelles des céréales principales ces dernières années a entraîné une augmentation sensible des stocks et une nette diminution des prix sur les marchés internationaux vers la fin de la dernière décennie. Malgré la nouvelle hausse de production en 2019, les stocks ont diminué. C'est particulièrement vrai pour les réserves de maïs, résultat d'un déstockage progressif en République populaire de Chine (ci-après « la Chine »). Après des récoltes plus faibles qu'habituellement en 2018, la production de blé et d'orge est repartie à la hausse en Fédération de Russie, en Ukraine et dans l'Union européenne. Cela n'a pas été le cas en Australie, où les récoltes ont été catastrophiques après déjà deux mauvaises années. La production mondiale de maïs s'est accrue en 2019 grâce aux bonnes récoltes au Brésil et en Argentine. S'agissant du riz, les mauvaises conditions météorologiques associées aux faibles marges des producteurs se sont traduites par une légère diminution de la production mondiale, après le record jamais égalé de 2018. Les niveaux de stockage sans pareil résultant de la campagne précédente ont toutefois contribué à la hausse de l'offre globale de riz en 2019. Une production plus élevée de blé et de céréales secondaires ainsi que des stocks de céréales importants ont entraîné des prix mondiaux de l'ensemble des céréales pour 2019 inférieurs à ceux de 2018.

Les échanges de maïs en 2019 se maintiennent autour du niveau moyen des deux dernières années, grâce à une augmentation des exportations d'Amérique du Sud alors que la progression des exportations de blé s'est opérée majoritairement en Union européenne, Argentine et Ukraine. Les échanges internationaux de riz ont diminué et atteint leur niveau le plus bas depuis trois ans suite à la baisse de la demande d'importations en Asie (en particulier au Bangladesh, en Chine et en Indonésie). Au vu du niveau élevé des stocks locaux, les exportations chinoises de riz ont encore bien progressé en 2019. Enfin, les échanges des céréales secondaires, peu développés en 2018, ont repris de la vigueur sous l'effet surtout de l'augmentation des exportations d'orge par l'Ukraine.

3.2. Principaux éléments des projections

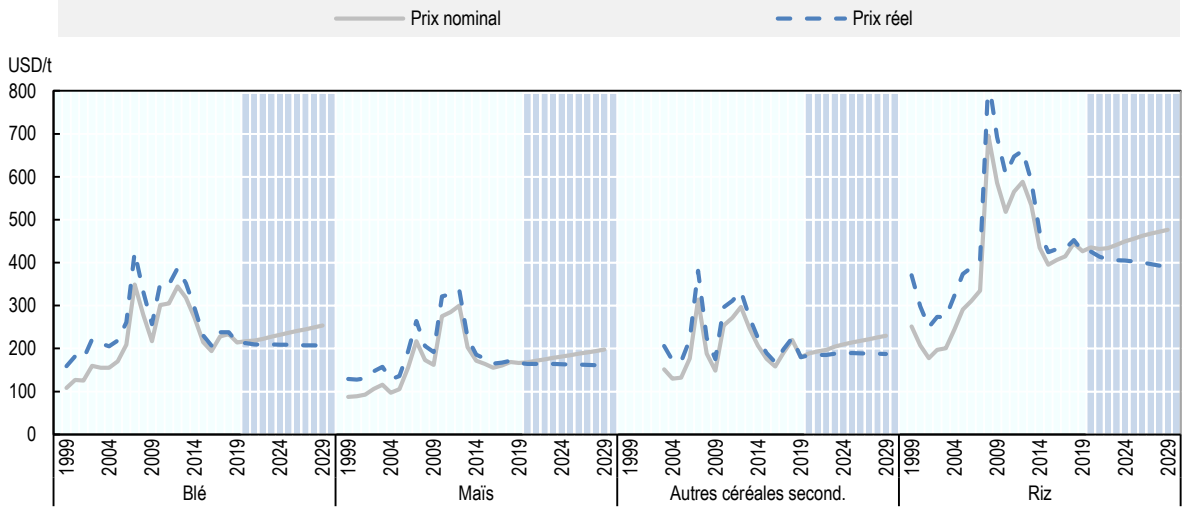
Ces dix dernières années, la croissance de la production céréalière a surpassé celle de la demande, ce qui a conduit à la constitution de stocks importants et à la diminution des prix. Au cours de la période de projection s'étalant de 2020 à 2029, les prix devraient continuer à baisser en valeur réelle, et remonter légèrement en valeur nominale. La hausse de la production et le déstockage des céréales continueront de faire baisser les prix malgré la relance de la demande. La diminution attendue des prix risque toutefois d'avoir une incidence sur les choix de culture et réduire l'offre future.

La production mondiale de céréales devrait s'accroître de 375 Mt – pour atteindre 3 054 Mt en 2029 –, principalement en raison de l'augmentation des rendements. La hausse la plus forte serait enregistrée par le maïs (+193 Mt), puis le blé (+86 Mt), le riz (+67 Mt) et les céréales secondaires (+29 Mt). Les avancées de la biotechnologie – qui contribueront à l'amélioration des variétés de semences ainsi qu'à l'utilisation accrue d'intrants et à des pratiques agricoles plus efficientes – continueront de pousser les rendements vers le haut ; ces gains pourraient cependant être restreints par l'impact du changement climatique et les contraintes de production qui en résulteront tels le manque d'investissement ou les problèmes fonciers dans les pays en développement. Le rendement moyen des céréales à l'échelle mondiale devrait progresser de 1.1 % par an au cours de la période de projection, soit moins que lors de la précédente décennie (1.9 %), alors que la superficie totale cultivée devrait ne s'accroître que légèrement. Cette évolution sera favorisée par l'augmentation de la rentabilité dans la région de la mer Noire, où les coûts de production sont plus faibles que dans les autres grands pays exportateurs.

À moyen terme, la hausse de la demande globale de céréales devrait être plus modérée qu'au cours de la précédente décennie car la demande d'aliments pour animaux en Chine devrait continuer de ralentir.

L'usage industriel des céréales – surtout de l'amidon et des biocarburants – enregistrera sans doute une hausse plus modérée que lors de la précédente décennie. S'agissant de l'alimentation humaine, la consommation par habitant de la plupart des céréales a atteint un niveau de saturation dans beaucoup de pays. La demande globale en matière d'alimentation humaine devrait néanmoins continuer de progresser, poussée par la croissance démographique rapide en Afrique et en Asie, où les céréales demeurent une composante majeure du régime alimentaire. La consommation de blé devrait s'accroître de 86 Mt par rapport à la période de référence, principalement pour l'alimentation humaine. La consommation mondiale de maïs devrait croître de 172 Mt, en grande partie du fait du développement des secteurs de l'élevage en Asie et sur le continent américain. La consommation humaine de maïs devrait augmenter de 23 Mt, en particulier en Afrique subsaharienne où le maïs blanc est un aliment de base important et où la croissance démographique reste forte. La consommation mondiale de riz devrait s'accroître de 69 Mt d'ici à 2029 – l'Asie et l'Afrique représentant la majeure partie de cette hausse –, principalement à destination de l'alimentation humaine. L'utilisation de céréales secondaires devrait augmenter de 30 Mt, avec une hausse de la consommation humaine attendue en Afrique.

Graphique 3.1. Prix mondiaux des céréales



Note : blé : prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; maïs : prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports des États-Unis ; céréales secondaires : prix f.a.b. de l'orge fourragère, port de Rouen, France ; riz : prix f.a.b. du riz moyen complètement blanchi, port de Bangkok, Thaïlande.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142045

À l'horizon 2029, les échanges mondiaux de céréales devraient croître de 96 Mt pour atteindre 517 Mt. La Fédération de Russie rejoint le devant de la scène internationale et s'est élevée ces dernières années au premier rang des exportateurs de blé, supplantant en 2016 l'Union européenne. Elle devrait conserver la première place tout au long de la période de projection et représenter 21 % des exportations mondiales en 2029. L'Ukraine se maintiendra au cinquième rang des exportations de blé et ne cessera de gagner des parts de marché, pour finalement réaliser 12 % des exportations mondiales à la fin de la période de projection. S'agissant du maïs, les États-Unis resteront le plus gros exportateur, même si leur part sur le marché mondial évoluera à la baisse à mesure que le Brésil, l'Argentine, l'Ukraine et la Fédération de Russie augmenteront la leur. L'Union européenne, l'Australie et le Bélarus devraient se maintenir aux premiers rangs des exportations de céréales secondaires (principalement d'orge et de sorgho). Néanmoins, la hausse de ces exportations sera limitée par l'intensification de la concurrence du maïs sur

les marchés des aliments pour animaux ainsi que par les préférences des consommateurs en Afrique pour les variétés locales de millet et de sorgho. En ce qui concerne le riz, les principaux fournisseurs mondiaux resteront l'Inde, la Thaïlande, le Viet Nam et le Pakistan, mais le Cambodge et le Myanmar devraient occuper une place de plus en plus importante. Quant aux exportations de la Chine, elles se maintiendront au-dessus des faibles niveaux enregistrés entre 2010 et 2016.

Compte tenu des efforts de la Chine pour réduire ses stocks de maïs et, dans une moindre mesure, de riz, les réserves mondiales de céréales devraient diminuer au cours de la période de projection. Cela entraînera une baisse du ratio stocks/consommation à l'échelle mondiale, de 32 % pendant la période de référence à 26 % en 2029. Alors qu'en principe la diminution des stocks devrait favoriser en principe une augmentation des prix, dans les faits les réserves mondiales de céréales vont généralement se maintenir à un niveau élevé sur toute la période de projection, voire même s'accroître pour le blé, les céréales secondaires et le riz. La demande chinoise d'aliments pour animaux, ainsi que le niveau global de l'offre intérieure et les effets connexes sur les stocks, figureront parmi les principales incertitudes durant la période considérée.

3.3. Vue d'ensemble des projections des marchés des céréales

L'offre mondiale de céréales est dominée par un petit nombre d'acteurs. Le Graphique 3.2. Les acteurs des marchés mondiaux des céréales en 2029

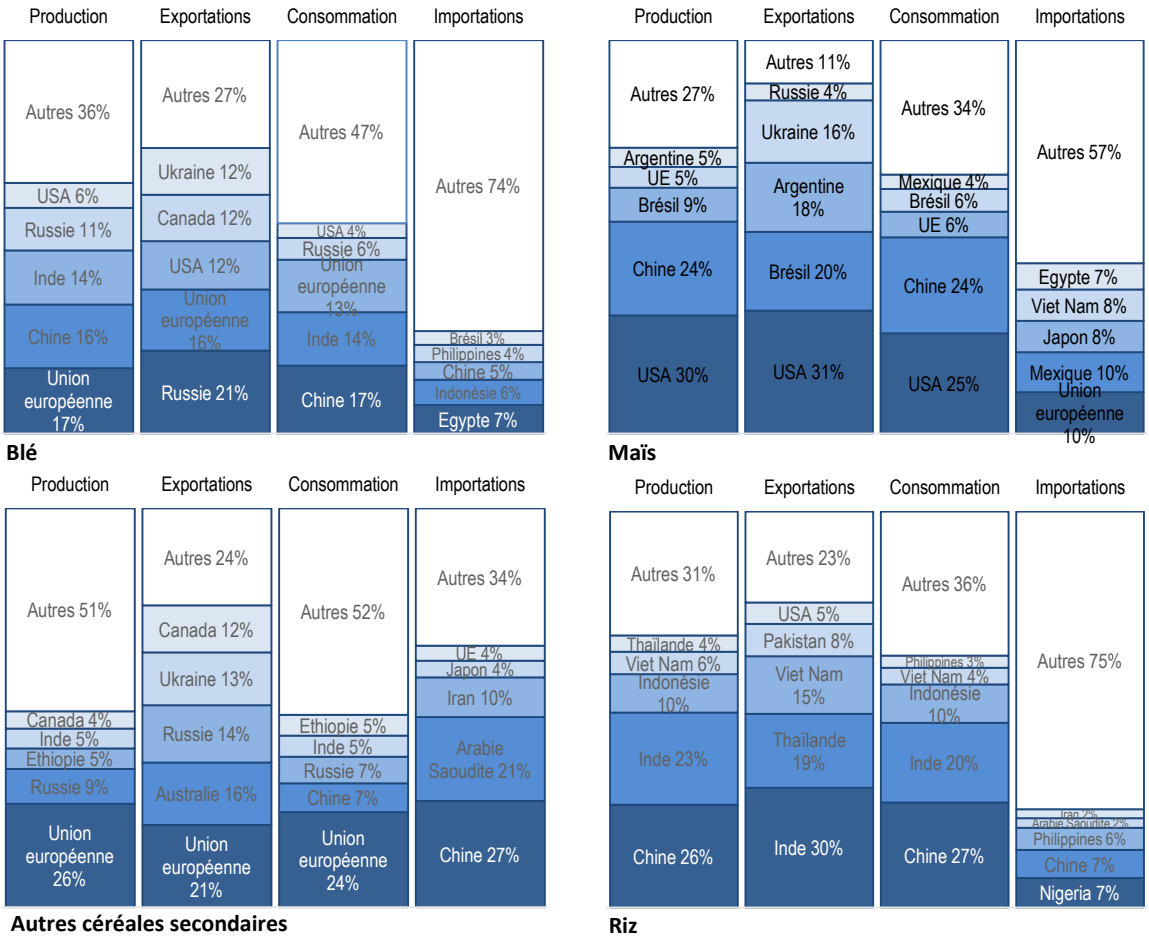
représente les parts prévues des cinq plus grands producteurs, consommateurs et exportateurs du monde en 2029. Si la production, la consommation et les exportations seront concentrées entre ces cinq pays/régions, les importations seront généralement plus largement réparties, sauf pour le blé. Les exportations des quatre céréales représentées seront particulièrement concentrées, les cinq principaux exportateurs représentant entre 72 % et 89 % du total. Cela dit, la concentration des marchés des céréales a considérablement diminué au fil des ans, que ce soit du côté de la production ou, plus encore, des exportations. Par rapport à d'autres produits agricoles comme le soja, le marché des céréales est moins concentré.

L'offre future de céréales dépendra dans une large mesure de la capacité à accroître les rendements. Ces derniers dépendront à leur tour de plusieurs facteurs tels que les investissements dans de meilleures pratiques culturales, la sélection des semences, les avancées de la biotechnologie, les changements structurels en faveur des exploitations de plus grande taille, les améliorations des méthodes de culture, ainsi que la capacité à adapter les technologies et à opérer des transferts de connaissances entre les régions. L'extension des superficies récoltées jouera un rôle mineur car la compétitivité des céréales par rapport aux cultures alternatives ne s'améliore pas. S'agissant des surfaces cultivées, leur expansion devrait être limitée par les restrictions imposées à la conversion de forêts ou de prairies en terres arables, ou par l'urbanisation en cours. La présente édition des *Perspectives* prévoit qu'en dépit des difficultés dues aux restrictions environnementales et aux préoccupations à l'égard de la durabilité, la hausse de la productivité dans le domaine des céréales demeurera supérieure à celle de la demande et entraînera une baisse des prix en valeur réelle.

Les marchés des céréales continueront d'être influencés par les mesures de soutien à la production mises en place par les pouvoirs publics. Comme les présentes *Perspectives* ne prévoient aucun changement des politiques en cours les aides à la production ne changeront pas non plus au cours de la période de projection pour la plupart des pays. Il est important de citer la récente mise en place au Mexique d'un programme visant à permettre aux petits producteurs (moins de 2.5 ha) d'être autosuffisants. Les producteurs adhérant au programme reçoivent une subvention mensuelle s'ils consacrent leurs terres à des cultures multiples. Dans la mesure où les petits exploitants représentent au Mexique une part importante des surfaces récoltées de maïs (20 %), ce programme pourrait réduire la croissance de la

demande d'importations du pays pour cette céréale, ce qui risquerait d'avoir des répercussions sur les marchés des autres céréales.

Graphique 3.2. Les acteurs des marchés mondiaux des céréales en 2029



Note : Les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

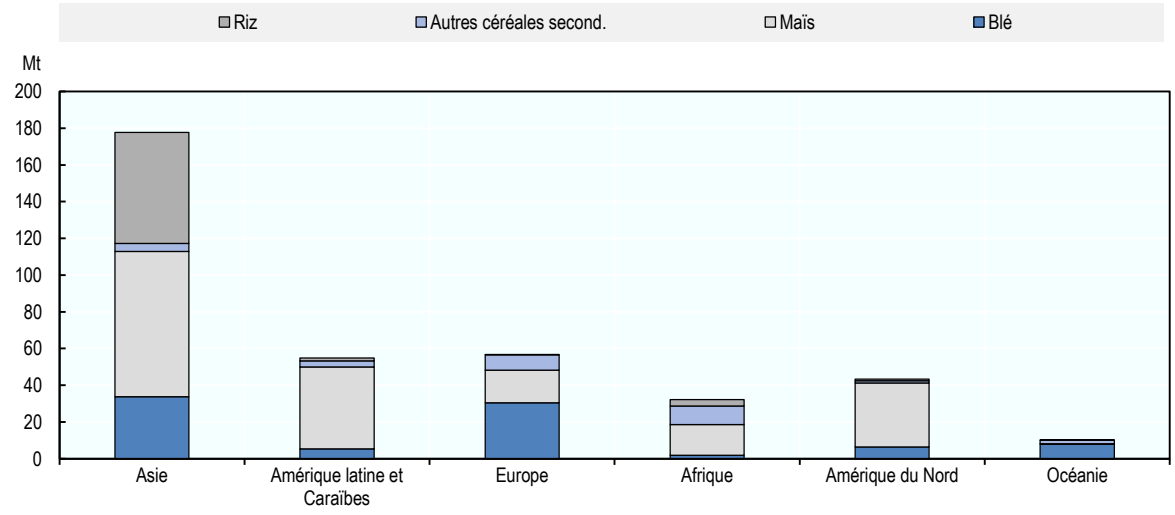
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142064

La hausse de la production mondiale de céréales devrait avoir lieu majoritairement en Asie, Amérique latine, Afrique et Europe de l'Est, où les politiques nationales d'autosuffisance alimentaire et les investissements réalisés par les pays qui exportent soutiendront la production. Par le passé, ces politiques – qui incluaient des subventions aux intrants, le soutien des prix, des paiements directs, des prêts agricoles, une assurance à taux préférentiel, l'accès à de meilleures variétés de semences et des services de vulgarisation – avaient un effet en matière de hausse de la production. Le problème est que leur succès dépendait en grande partie de leur chronologie et de leur mise en œuvre.

Dans la mesure où la principale utilisation du maïs et des céréales secondaires est l'alimentation animale, et où la demande supplémentaire d'éthanol produit à partir de ces céréales sera faible, le facteur de progression de la demande le plus important au cours de la prochaine décennie sera le développement du secteur de l'élevage. D'après la présente édition des *Perspectives*, la demande mondiale de viande

continuera de croître, mais à un rythme légèrement plus faible que lors de la période de référence. S'agissant du blé et du riz, le moteur de la demande au cours de la prochaine décennie sera l'alimentation humaine. La demande par habitant de ces céréales stagne au niveau mondial, la hausse de la consommation de blé et de riz dans les régions à faible revenu étant contrebalancée par sa baisse dans les régions à haut revenu, où ces aliments de base perdent de l'importance. Par conséquent, le principal facteur de développement des marchés du blé et du riz restera la croissance démographique.

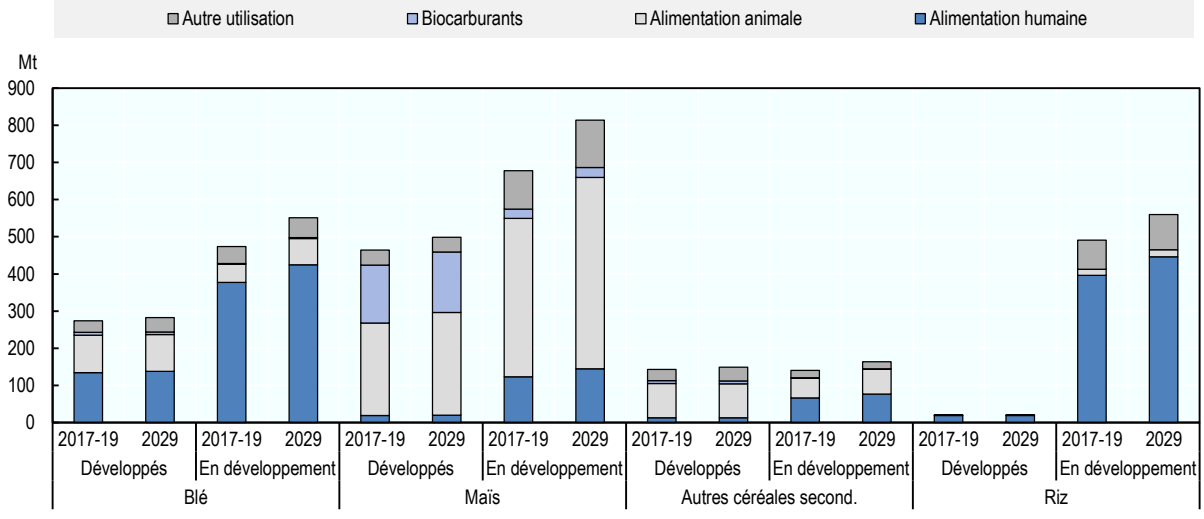
Graphique 3.3. Contribution régionale à la hausse de la production de céréales, 2017-19 à 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142083

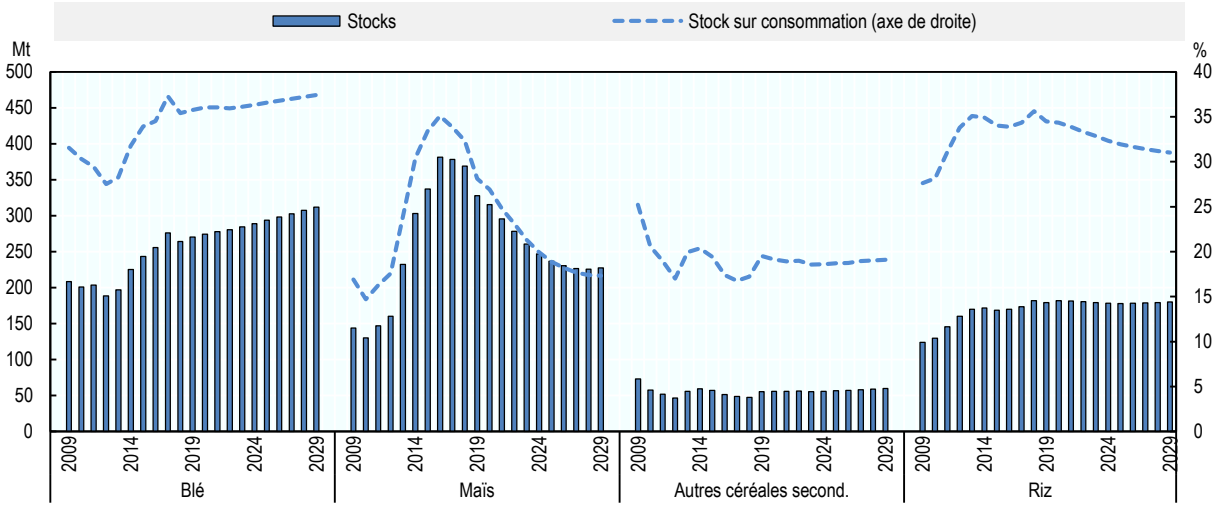
Graphique 3.4. Consommation de céréales dans les pays développés et en développement



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142102

Graphique 3.5. Stocks et ratio stocks/consommation de céréales à l'échelle mondiale



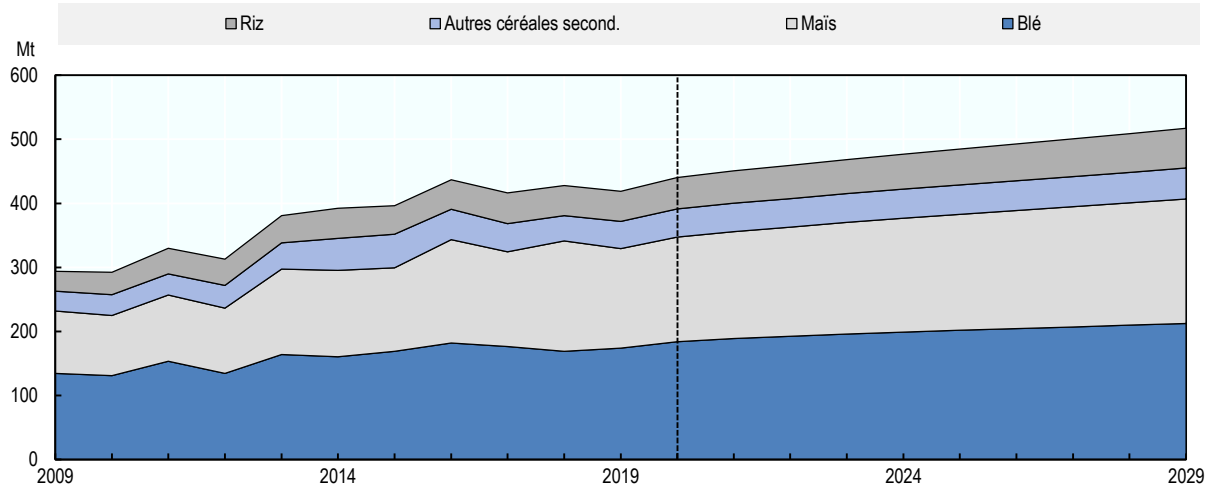
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142121

Les stocks mondiaux de céréales devraient se maintenir à un niveau élevé au cours de la période de projection, hormis pour le maïs dont les réserves temporaires en Chine seraient vraisemblablement écoulées dans les années à venir (Encadré 3.2). Par voie de conséquence, le ratio mondial stocks/consommation du maïs diminuera d'environ 31 % pendant la période de référence à quelque 17 % en 2029, son niveau en Chine égalant celui des autres principaux pays. La part des stocks dans la consommation totale devrait s'accroître pour le blé et le riz, et se maintenir au même niveau qu'actuellement pour les céréales secondaires.

Les mesures prises par les gouvernements nationaux pour favoriser ou entraver les échanges peuvent jouer un rôle important dans le développement du commerce futur de céréales. Ainsi, les taxes à l'exportation mises en place par l'Argentine auront pour effet de réduire la capacité du pays à exporter davantage de céréales. D'un autre côté, les droits d'importation, qui ont récemment acquis un certain succès, entraîneront la diminution de la demande de la part des pays importateurs. En revanche, l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine – en particulier l'engagement par les Américains d'accroître leurs importations – pourrait stimuler les échanges futurs de céréales. Au cours des dix dernières années, les contingents tarifaires chinois n'ont été utilisés qu'à 40 % environ pour le maïs et le blé et à 75 % pour le riz. D'après les prévisions, les contingents des deux premières céréales seront atteints à partir de 2021 (ce qui se traduira par une majoration des échanges mondiaux de maïs de 3 Mt et de ceux de blé de 6.3 Mt), et les exportations chinoises de riz augmenteront d'environ 1.4 Mt. Ces quantités ne représentent toutefois qu'une faible part des exportations mondiales et ne modifieront donc pas la physionomie des marchés internationaux de céréales.

Graphique 3.6. Volumes des échanges mondiaux de céréales par produit



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142140

3.4. Blé

Le blé est la première source de protéines végétales et de calories à l'échelle mondiale. Il entre également dans la composition de nombreux produits alimentaires tels que le pain, les pâtes, les pâtisseries, les nouilles, la semoule, le boulgour et le couscous. C'est aussi la culture vivrière qui couvre la plus grande surface cultivée au niveau mondial (quelque 14 %) et qui représente la part la plus élevée des échanges de produits alimentaires dans le monde. Toutefois, ses rendements étant nettement plus faibles que ceux du maïs, la production de blé se situe à la deuxième place après cette céréale (752 Mt pendant la période de référence). Les principaux producteurs sont l'Union européenne, la Chine et l'Inde.

La production mondiale de blé devrait atteindre 839 Mt à l'horizon 2029, avec un rythme de croissance plus modéré que lors de la décennie précédente. Dans le monde développé, c'est dans l'Union européenne que la hausse de cette production devrait être la plus forte, avec des rendements élevés, des prix compétitifs et des céréales de qualité. La production de blé devrait s'accroître de 50 Mt à l'horizon 2029 dans les pays développés, et de 36 Mt dans les pays en développement, ce qui représente une augmentation minime de la contribution de ces pays à la production mondiale. L'Inde, troisième producteur mondial de blé, devrait accroître sa production, en grande partie grâce à sa politique du prix de soutien minimum, qui garantit aux agriculteurs un revenu stable. Dans la Fédération de Russie et en Ukraine, l'accroissement de la production s'explique par l'utilisation de semences hybrides et d'engrais produits domestiquement, les faibles coûts de l'énergie, l'existence de grandes exploitations commerciales et la qualité des sols.

La consommation de blé devrait croître surtout dans les cinq pays/régions les plus demandeurs (Chine, États-Unis, Fédération de Russie, Inde et Union européenne), qui représenteront conjointement 55 % de la consommation mondiale de cette céréale. La consommation humaine de blé, qui devrait rester stable aux alentours des deux tiers de la consommation totale, devrait atteindre 60 % de l'augmentation totale de la demande, alors que la consommation par habitant ne bougera pas à l'échelle mondiale. En raison du ralentissement de la production animale mondiale et de la plus grande compétitivité des aliments pour animaux à base de maïs, la consommation animale de blé devrait s'accroître plus modestement que lors

de la précédente décennie. La production mondiale d'éthanol à base de blé devrait augmenter de seulement 0.6 Mt, sous l'effet des efforts déployés par la Chine pour produire plus d'éthanol. Dans l'Union européenne – qui fut pendant la précédente décennie un gros utilisateur de blé aux fins de la production d'éthanol –, les politiques en matière de biocarburants ne devraient plus favoriser la poursuite de la croissance des biocarburants de première génération. La production mondiale de blé étant globalement plus élevée que sa consommation pendant toute la période de projection, le ratio stocks/consommation à l'échelle mondiale devrait atteindre 37 % en 2029, soit une progression de 3.5 points de pourcentage par rapport à la période de référence.

Le prix international du blé – dont la référence est le prix f.a.b. du blé rouge d'hiver de catégorie n° 2, ports des États-Unis – devrait atteindre 214 USD/t en moyenne en 2019, soit la première baisse après deux années consécutives de hausse. Le prix international du blé devrait reculer en termes réels durant la période couverte par les projections, mais légèrement augmenter par rapport à la période de référence, pour atteindre 258 USD/t en 2029 (Graphique 3.1). Cette baisse est le résultat des prix en termes réels du pétrole supposés faibles (et stationnaires), des prévisions de récolte moyennes et d'une croissance des exportations modérée.

Le blé étant la céréale la plus commercialisée dans le monde, ses échanges au niveau mondial (Graphique 3.6. Volumes des échanges mondiaux de céréales par produit

) devraient s'accroître au cours de la période de projection environ autant que lors de la précédente décennie. Cette hausse s'explique à la fois par l'évolution des rendements et les changements de politiques. L'Égypte, qui est le plus gros importateur de blé au monde, a récemment déclaré une préférence pour le blé de la mer Noire à teneur en protéines plus faible, soutenant la croissance future des exportations de cette région. Au cours de la précédente décennie, l'offre des principaux pays producteurs de blé de cette région – la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine – avait été irrégulière, principalement à cause des fluctuations des rendements, ce qui s'était traduit par l'irrégularité des exportations également. La production s'est toutefois accrue plus vite que la consommation en moyenne, en raison de l'adoption de variétés de semences améliorées.

Par voie de conséquence, une hausse de la production est attendue dans ces pays, ce qui entraînera une augmentation de leurs parts dans les exportations mondiales de blé. La Fédération de Russie a supplanté l'Union européenne au premier rang des exportations en 2016, à la faveur de la compétitivité de ses prix et de sa proximité géographique avec les principaux pays importateurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La Fédération de Russie devrait se maintenir à la première place d'ici à 2029 – avec une part d'environ 20 % dans les exportations mondiales de blé. La part des exportations de l'Union européenne augmentera légèrement en raison de la compétitivité des prix de l'UE, de la qualité de ses céréales et de sa proximité avec ses principaux marchés en Afrique et en Asie. Les importations de blé devraient se répartir entre un plus grand nombre de pays, les cinq premiers – Égypte, Indonésie, Algérie, Brésil et Philippines – représentant une part cumulée d'environ 26 % à l'horizon 2029.

3.5. Maïs

Le maïs est l'une des plus anciennes plantes cultivées par l'homme. Les États-Unis en sont le principal producteur, consommateur et exportateur. Le succès de cette céréale est dû en partie à sa grande productivité et à son exceptionnelle adaptabilité géographique. Il en existe généralement deux grandes catégories : le jaune et le blanc. Le premier représente la majorité du marché mondial du maïs. Il est cultivé dans la plupart des pays de l'hémisphère nord et est surtout utilisé dans l'alimentation animale. Le maïs blanc, destiné à la consommation humaine, est produit en Afrique australe, Amérique latine et Asie du Sud dans des conditions climatiques très disparates. Les prix sont globalement plus élevés pour le blanc que pour le jaune, car les consommateurs le jugent de meilleure qualité.

La production mondiale de maïs devrait s'accroître de 193 Mt à 1 315 Mt au cours de la prochaine décennie, les plus fortes augmentations étant enregistrées en Chine, aux États-Unis, au Brésil, en Argentine et en Ukraine. Selon les projections, en Chine, la production de cette céréale progressera plus lentement (2.1 % par an) que durant les dix précédentes années (3.1 % par an) car les nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics en 2016 ont mis fin au soutien des prix du maïs et au programme concomitant d'accumulation des stocks ; ces dispositions ont été remplacées par des subventions agricoles directes et des achats obéissant à la logique du marché. Par conséquent, sur le court terme, la Chine va délaisser la production de maïs pour se tourner vers d'autres céréales comme le soja et le blé, mais elle pourrait revenir au maïs dans quelques années lorsque les stocks seront redescendus à des niveaux plus viables. Aux États-Unis, la superficie plantée en maïs restera stable et l'augmentation de la production sera due surtout à la hausse des rendements. Au Brésil et en Argentine, la production augmentera sous l'effet de la légère expansion des surfaces plantées et de la hausse de la productivité, toutes deux favorisées par des politiques intérieures incitatives (par exemple des prêts à taux préférentiel) et par la dépréciation de leurs monnaies respectives. En Ukraine, la hausse de la production sera due à la culture de variétés indigènes à haut rendement et à un système de culture pluviale.

La consommation mondiale de maïs devrait augmenter à un rythme plus mesuré qu'au cours des dix dernières années, en adéquation avec la production. L'explication vient d'un ensemble de facteurs dont la demande d'aliments pour animaux, les politiques en matière de biocarburants et la consommation humaine. L'alimentation animale devrait représenter la plus grande part (68 %) de la hausse de la consommation de maïs. Durant la période de projection, une plus grande efficience de l'alimentation animale et un ralentissement de la croissance du cheptel vont modérer la demande d'aliments pour animaux. Par ailleurs, la hausse de la consommation de maïs pour la production de biocarburant devrait être limitée car les politiques actuelles en matière de biocarburants n'encourageront sans doute pas les gros pays producteurs à produire davantage. La consommation humaine de maïs devrait progresser de 23 Mt, sous l'effet à la fois de la croissance démographique et de l'augmentation de la consommation mondiale par habitant. C'est en Afrique subsaharienne, où le maïs blanc est un aliment de base important et où la croissance démographique est rapide, que la progression de la consommation humaine devrait être la plus forte (+14 Mt).

Le prix international du maïs – dont la référence est le prix f.a.b. du maïs jaune de catégorie n° 2, ports des États-Unis – devrait s'élever en moyenne à 167 USD/t en 2019, soit un niveau inchangé depuis 2018. La diminution des stocks mondiaux de maïs, la hausse présumée des prix de l'énergie et des intrants, ainsi que le ralentissement anticipé de la hausse de la demande des exportations par rapport à la précédente décennie auront pour effet de limiter l'augmentation en termes réels du prix international du maïs. Par conséquent, alors que le prix nominal devrait croître à 201 USD/t d'ici à 2029, cette hausse restera inférieure à l'inflation, ce qui signifie que le prix réel sera en baisse (Graphique 3.1).

À l'horizon 2029, les échanges mondiaux de maïs devraient croître de 36 Mt pour atteindre 194 Mt. Selon les prévisions, les cinq principaux exportateurs – États-Unis, Brésil, Ukraine, Argentine et Fédération de Russie – représenteront quelque 89 % du total en 2029. Bien que les États-Unis devraient conserver la première place du classement, leur part des exportations sera en baisse (de 34 % à 31 %) car les acheteurs d'Asie du Sud-Est manifestent des préférences pour le maïs d'Amérique du Sud en raison de leur perception de son niveau d'humidité et de la dureté du grain. Dans son ensemble, l'Amérique latine devrait voir sa part dans les exportations mondiales passer de 38 % pendant la période de référence à 40 % en 2029, du fait de politiques intérieures (par exemple, des prêts à taux préférentiel) favorisant la production et de la dépréciation des monnaies locales. Selon les prévisions, l'Ukraine et la Fédération de Russie enregistreront une hausse de leurs exportations de maïs, car leur offre augmentera plus vite que la consommation intérieure et les excédents seront écoulés sur le marché mondial.

Les cinq premiers pays importateurs de maïs resteront le Mexique, l'Union européenne, le Japon, l'Égypte et le Viet Nam. Ce dernier, qui enregistre un accroissement régulier de ses importations de maïs depuis

2012, devrait remplacer la Corée au quatrième rang mondial, sous l'impulsion du développement de ses secteurs de l'élevage et de l'aviculture. La Malaisie devrait voir ses importations augmenter du fait de la croissance ininterrompue de son secteur de l'élevage.

3.6. Riz

Le riz est cultivé dans une grande partie du monde, principalement comme une plante annuelle, même s'il peut aussi faire l'objet d'une culture pérenne. Il pousse principalement dans des terres inondées, qui facilitent la fertilisation et réduisent l'apparition des mauvaises herbes et des ravageurs. La majorité de la production mondiale de riz se trouve en Asie, de nombreux pays de la région ayant plusieurs récoltes par campagne. Plus de la moitié de la production a lieu en Chine et en Inde. L'évolution des systèmes de production dans les pays en développement d'Asie a d'importantes répercussions sur les marchés mondiaux, la hausse des rendements entraînant par exemple une augmentation de la disponibilité et des échanges à l'échelle internationale.

La production mondiale de riz devrait se porter à 582 Mt en 2029. Pendant la période de projection, la production mondiale supplémentaire sera attribuable en majeure partie à l'Asie, qui contribuera pour 61 Mt à l'augmentation. La progression la plus importante devrait avoir lieu en Inde, le deuxième plus gros producteur de riz au monde. Dans ce pays, l'augmentation de la production devrait être liée à la hausse des rendements favorisée par les mesures gouvernementales promouvant l'utilisation de nouvelles variétés de semences ainsi que l'extension et l'entretien des systèmes d'irrigation. Le maintien d'un prix minimum de soutien pendant la période de projection devrait inciter à planter du riz en Inde, comme cela s'est fait en Chine. Dans ce pays, cependant, la production devrait croître à un rythme plus lent qu'au cours de la précédente décennie car les actions visant à stopper les cultures dans les terres les moins productives vont se poursuivre, l'objectif général étant d'améliorer la qualité de la production. En Thaïlande et au Viet Nam, l'augmentation de la production dépendra principalement de l'amélioration des rendements, étant donné les prévisions de prix sur la période de projection et à supposer que les efforts des pouvoirs publics pour promouvoir une évolution vers des cultures alternatives porteront leurs fruits.

Outre les impacts liés à l'infrastructure et aux intrants, la production future de riz dépendra dans une large mesure de la structure variétale des plantations et de l'utilisation de souches de semences améliorées. Dans les pays développés, la production devrait diminuer en dessous du niveau de la période de référence en Corée et au Japon, mais augmenter aux États-Unis et dans l'Union européenne, sans toutefois dépasser le record de 2010 pour les premiers ni celui de 2009 pour la seconde. Les pays d'Asie les moins avancés – Myanmar, Cambodge, République démocratique populaire lao et Bangladesh – devraient continuer à accroître leurs niveaux de productivité à mesure qu'ils adopteront des variétés à plus haut rendement et amélioreront leurs pratiques agricoles. Bien que l'on estime que la production de riz va s'accroître dans de nombreux pays africains, les présentes *Perspectives* prévoient une hausse limitée du fait de la pratique d'une culture à sec, de la faible utilisation d'intrants et d'une infrastructure agricole inadaptée.

Le prix international du riz (riz moyen complètement blanchi de Thaïlande, f.a.b. Bangkok) a diminué jusqu'à 426 USD/t en 2019. Au cours de la période de projection, la demande d'importations de riz en Afrique subsaharienne (qui connaît une croissance démographique rapide) devrait être forte. Cependant, les importantes hausses de production – favorisées par l'action publique – dans les principaux pays importateurs d'Asie vont sans doute limiter l'augmentation des importations mondiales de riz à moins de la moitié du pourcentage enregistré lors de la précédente décennie. Par conséquent, alors que le prix nominal devrait croître à 476 USD/t d'ici à 2029, cette hausse restera inférieure à l'inflation, ce qui signifie que le prix réel sera en baisse (Graphique 3.1).

Encadré 3.1. Marchés mondiaux des variétés de riz Indica et Japonica

De nombreuses variétés de riz sont produites et consommées, mais deux grandes catégories sont échangées sur le marché mondial : l'Indica et le Japonica.1 La structure du marché de chacune de ces deux variétés repose sur leurs caractéristiques, leurs zones de production, les préférences des consommateurs et les politiques gouvernementales. La fréquente divergence de leurs variations de prix provient des caractéristiques précitées et de la nette préférence des consommateurs pour une variété au détriment de l'autre. Le marché du Japonica serait composé exclusivement des riz poussant dans les zones tempérées, et celui de l'Indica de tous les autres types de riz (y compris le Japonica cultivé dans les zones tropicales). La production mondiale de Japonica a été estimée à 71.3 Mt en 2017 et s'est accrue de 3 % par an en moyenne entre 2003 et 2017 (Tableau 3.1).

La Chine représentait 72 % de la production mondiale de Japonica en 2017. La même année, les exportations et les importations de cette variété étaient estimées à 2.3 Mt au niveau mondial, soit 14.6 % de la production, 14.4 % de la consommation et 4.8 % des échanges à l'échelle internationale. La production mondiale d'Indica était de 417.3 Mt en 2017, soit presque six fois supérieure à celle du Japonica, avec une hausse de 1.4 % par an entre 2003 et 2017. Elle était dominée à 49 % par l'Inde et la Chine. Les échanges internationaux d'Indica se sont montés à 45.9 Mt en 2017 et ont progressé d'environ 5 % par an entre 2003 et 2017, soit nettement plus que ceux du Japonica. Les projections pour la prochaine décennie sont une croissance de la production d'Indica plus forte que celle de Japonica ; il en sera de même pour les échanges, d'où une réduction de la part du Japonica sur les marchés mondiaux.

Tableau 3.1. Marchés mondiaux des variétés de riz Indica et Japonica

(1 000 t)	2003	2017	Taux de croissance annuel (2003-2017)	(1 000 t)	2003	2017	Taux de croissance annuel (2003-2017)
Production de riz Japonica				**Exportations de riz Japonica**			
Monde	47 329	71 255	3.0%	Monde	2 067	2 329	0.9%
Chine	29 690	51 116	4.0%	Chine	72	765	18.3%
Japon	7 091	7 586	0.5%	États-Unis	506	674	2.1%
Égypte	3 900	4 300	0.7%	UE28	..	263	-
Corée	4 451	3 972	-0.8%	Corée	211	63	-8.3%
UE28	..	1 497	-				
Consommation de riz Japonica				**Importations de riz Japonica**			
Monde	53 661	69 286	1.8%	Monde	2 067	2 329	0.9%
Chine	34 626	47 267	2.2%	Japon	547	494	-0.7%
Japon	8 148	8 259	0.1%	Corée	193	290	2.9%
Corée	4 512	4 755	0.4%	UE28	..	156	-
Égypte	3 225	4 351	2.2%	États-Unis	5	19	10.1%
UE28	no data	1 473	-				
Production de riz Indica				**Exportations de riz Indica**			
Monde	345 168	417 349	1.4%	Monde	25 397	45 994	4.3%
Inde	88 522	110 000	1.6%	Inde	3 100	12 800	10.7%
Chine	82 772	94 873	1.0%	Thaïlande	10 137	10 500	0.3%
Indonésie	35 024	37 000	0.4%	Viet Nam	4 295	7 000	3.6%
Bangladesh	26 152	32 650	1.6%	Pakistan	1 868	4 300	6.1%

Viet Nam	22 082	28 943	2.0%	Myanmar	130	3 300	26.0%
Thaïlande	18 011	20 370	0.9%	États-Unis	2 804	2 184	-1.8%
Consommation de riz Indica				**Importations de riz Indica**			
Monde	357 714	412 077	1.0%	Monde	22 946	45 846	5.1%
Inde	85 622	97 350	0.9%	Chine	1 121	5 499	12.0%
Chine	97 474	95 433	-0.2%	Bangladesh	850	3 200	9.9%
Indonésie	36 000	38 000	0.4%	Nigéria	1 448	2 600	4.3%
Bangladesh	26 700	35 200	2.0%	Indonésie	650	2000	8.4%
Viet Nam	18 230	22 100	1.4%	UE28	No data	1 744	-
Philippines	10 250	13 100	1.8%	Cote d'Ivoire	743	1 500	5.1%

1. Cette distinction ne repose pas sur les génotypes précis des riz, mais sur la séparation concrète du marché entre les deux principales variétés de riz que sont l'Indica et le Japonica.

Source: Koizumi and Furuhashi (2020) Global Rice Market Projections distinguishing Japonica and Indica rice under climate change, JARQ, Vol. 54.1, pp. 63-91. https://www.jstage.jst.go.jp/article/jarq/54/1/54_63/_article/-char/en.

Le riz reste principalement destiné à la consommation humaine directe. Un déterminant majeur de la consommation mondiale de riz est l'augmentation de la demande des pays en développement d'Asie et d'Afrique. La consommation mondiale devrait s'accroître de 69 Mt d'ici à 2029, le riz demeurant un aliment de base important en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La consommation supplémentaire attendue sera presque entièrement due à la hausse de la demande alimentaire dans les pays en développement (Graphique 3.4. Consommation de céréales dans les pays développés et en développement

). Dans certains pays asiatiques, où la majorité de la production est destinée à la consommation intérieure, la demande est projetée à la baisse. En Inde, en revanche, la consommation annuelle par habitant va s'accroître de 4 kg au cours des dix prochaines années, en partie sous l'effet de la politique sociale du gouvernement visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages défavorisés par la distribution publique de céréales alimentaires. En Afrique, où le riz acquiert une place de plus en plus importante parmi les aliments de base, la consommation par habitant devrait croître d'environ 4 kg au cours de la période de projection. Avec une augmentation de la consommation de riz légèrement plus rapide que l'offre mondiale, le ratio stocks/consommation mondial va quelque peu diminuer, passant de 35 % pendant la période de référence à 31 % en 2029.

Tableau 3.2. Consommation de riz par habitant

kg/habitant	2017-19	2029	Taux de croissance (% p.a.)
Afrique	26.9	30.8	1.16
Asie et Pacifique	77.6	78.1	-0.05
Amérique du Nord	13.1	13.1	-0.39
Amérique Latine et Caraibes	28.2	28.3	-0.20
Europe	6.4	6.7	0.37

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

Le riz est un produit agricole peu échangé par rapport à d'autres céréales (Graphique 3.6. Volumes des échanges mondiaux de céréales par produit

). Les échanges mondiaux devraient s'accroître de 2.8 % par an au cours de la période de projection, soit une hausse des volumes échangés de 15 Mt, à 62 Mt en 2029. L'Inde restera le premier exportateur de

riz au monde, la demande de ses marchés traditionnels d'Afrique et du Proche-Orient assurant la hausse des exportations. La Thaïlande, dont le riz proposé à l'exportation est toujours majoritairement de qualité supérieure, devrait se maintenir au deuxième rang mondial des exportations. Au Viet Nam, l'augmentation prévue des exportations sera due en partie aux efforts engagés par le pays pour diversifier la composition variétale de l'offre de riz, qui pourrait entraîner un accroissement de ses livraisons au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie de l'Est. Globalement, les cinq principaux exportateurs de riz – Inde, Thaïlande, Viet Nam, Pakistan et États-Unis – devraient voir leur part des exportations diminuer légèrement par rapport à la précédente décennie. Les livraisons chinoises devraient rester un peu en dessous de leur niveau de 2019, malgré leur nette récupération par rapport au creux des années 2010 à 2016. Au Cambodge et au Myanmar, où l'on prévoit de larges excédents exportables, les exportations devraient continuer à progresser, passant d'un total d'environ 4 Mt pendant la période de référence à 7 Mt en 2029. La plus forte hausse des importations devrait avoir lieu dans les pays africains, où la demande – stimulée par la hausse des revenus, l'urbanisation et la croissance démographique rapide – devrait continuer de dépasser la production. Cela porterait la part de l'Afrique dans les importations mondiales de riz de 37 % à 51 %, et la région deviendrait la première destination des flux mondiaux de cette céréale.

3.7. Autres céréales secondaires

Les autres céréales secondaires sont un groupe hétérogène de céréales incluant l'orge, l'avoine, le seigle, le sorgho et le millet. Leur production est faible dans les régions qui n'ont pas de système d'irrigation. Peu d'amélioration des semences a eu lieu en Afrique et en Asie, d'où une disponibilité peu importante de sorgho et de millet dans ces régions. La hausse de la production est plus facile dans les régions qui sont naturellement adaptées à ces types de cultures et où la technologie s'améliore, en particulier en Europe et sur le continent américain. Bien que leurs coûts de production soient plus élevés que ceux du blé et du maïs, les autres céréales secondaires devraient continuer à être intéressantes dans les régions où les conditions météorologiques et la technologie facilitent les cultures multiples, et où les systèmes de rotation permettent d'accroître les rendements à l'hectare.

Selon les prévisions, la production mondiale d'autres céréales secondaires sera en hausse, pour s'établir à 319 Mt en 2029. Les surfaces plantées devraient être en baisse, la croissance de la production devrait être le fait de l'augmentation des rendements, estimée à environ 0.9 % par an. L'Afrique devrait représenter presque un tiers de la production supplémentaire mondiale (+10 Mt), avec une progression annuelle des rendements de 1.7 %. Les rendements absolus restent faibles par rapport à d'autres régions, principalement parce que le continent africain produit des variétés indigènes de millet et de sorgho. En Europe, les gains de production les plus élevés seront enregistrés dans les pays membres de l'Union européenne, en Ukraine et dans la Fédération de Russie. Globalement, la surface plantée en Europe devrait diminuer sous l'effet de la moindre rentabilité de l'orge par rapport à d'autres céréales comme le maïs et le blé. Les gains de production seront donc favorisés par l'augmentation des rendements. Ils devraient par exemple s'accroître de 1.5 % par an en Ukraine grâce à l'intensification de la rotation des cultures, l'amélioration des pratiques agricoles et l'abandon des terres non productives. En Asie, c'est en Chine que la croissance de la production sera la plus forte. En Inde, la production devrait décliner du fait de la diminution de la superficie récoltée, non compensée par une hausse des rendements. Bien que le millet soit inclus dans le dispositif de distribution publique mis en place par la loi indienne de 2013 sur la sécurité alimentaire, les effets ont été limités, notamment en raison de la non-participation des petits producteurs, de la pauvreté des sols et de la disponibilité limitée des ressources en eau.

La demande totale d'autres céréales secondaires devrait s'accroître de 30 Mt d'ici à 2029 ; près de la moitié sera destinée à la consommation animale (+14 Mt), suivie par l'alimentation humaine (+10 Mt) et l'usage industriel (+6 Mt). D'après les prévisions, la demande d'aliments pour animaux restera soutenue – bien qu'en baisse – en Europe, l'orge représentant une source fiable de protéines et d'énergie pour nourrir

les élevages. Cette céréale devrait en particulier être un aliment important dans l'alimentation du cheptel laitier. Globalement, l'intensification attendue des secteurs du lait et de la viande favorisera l'alimentation animale d'origine industrielle, dont le maïs et le soja sont les principaux ingrédients, ce qui entraînera une croissance plus faible de la consommation d'aliments à base d'autres céréales secondaires. La demande d'aliments pour animaux devrait s'accroître en Chine, poussée par le secteur de la viande. Il en sera de même en Afrique du Nord, en Iran, en Turquie et en Arabie saoudite. Dans ces trois derniers pays, où les systèmes de production auront pourtant été améliorés, l'orge devrait rester un aliment très prisé pour les animaux, en particulier les ruminants tels que les chameaux, les moutons et les chèvres. La demande d'autres céréales secondaires pour la consommation humaine ne devrait augmenter qu'en Afrique mais, ramenée au nombre d'habitants, elle sera de nouveau en baisse comme cela avait déjà été observé lors de la précédente décennie.

Le prix sur le marché mondial des autres céréales secondaires, mesuré par le prix de l'orge fourragère (France, prix f.a.b. Rouen), est reparti à la hausse pour s'établir à 186 USD/t en 2019. Au cours de la précédente décennie, la principale cause du maintien des prix de ces céréales avait été la consommation animale, particulièrement en Chine où les prix intérieurs du maïs étaient élevés. Sur la période de projection, le prix du maïs devrait rester compétitif et entraîner une baisse de la demande de ses substituts (comme l'orge et le sorgho). Les prix nominaux pourraient s'accroître et atteindre 234 USD/t d'ici à 2029.

Pour ce qui concerne les exportations mondiales des autres céréales secondaires, leur progression devrait les amener à environ 48 Mt en 2029. La majorité des exportations supplémentaires serait à mettre sur le compte de l'Ukraine, suivie par la Fédération de Russie, l'Australie, l'Union européenne, le Kazakhstan et l'Argentine. Le plus gros exportateur resterait cependant l'Union européenne, suivie par l'Australie, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Canada. À l'horizon 2029, même si la Chine devrait se maintenir à la tête des pays importateurs d'autres céréales secondaires – avec 11.4 Mt en 2029 –, la hausse des importations sera faible. La présente édition des *Perspectives* prévoit que les protocoles phytosanitaires convenus par la Chine avec les principaux exportateurs seront maintenus, ce qui facilitera les échanges. Les autres grands importateurs sont les pays du Moyen-Orient, où les conditions météorologiques et la disponibilité des ressources en eau ne permettent généralement qu'une seule récolte par année civile. Ces pays se concentrent par conséquent sur la production de céréales destinées à l'alimentation humaine (le blé) plutôt qu'à l'alimentation animale (qui est la destination finale du sorgho et de l'orge au Moyen-Orient). L'Afrique subsaharienne devrait devenir un importateur net d'ici à 2029, même si les importations seront contraintes par les préférences des consommateurs et la structure du marché. Les autres céréales secondaires seront surtout consommées et produites par les paysans autosuffisants, au point que la consommation de millet ou de sorgho importés sera limitée aux zones urbaines.

3.8. Principales questions et incertitudes

La pandémie de COVID-19 en 2020 ne modifiera pas la situation générale d'abondance de l'offre de céréales et de perspectives de bonnes récoltes pour les prochaines campagnes de commercialisation. Les risques à court terme liés à cette pandémie résident surtout dans les problèmes de distribution et d'approvisionnement que connaîtront les pays faisant appel à des travailleurs saisonniers. Si la production de céréales est fortement mécanisée dans les pays développés, elle dépend dans certains pays en développement de travailleurs saisonniers qui pourraient ne pas être disponibles en raison des restrictions de déplacement de la main-d'œuvre. C'est le cas en particulier en Afrique, en Inde et dans certains pays d'Asie du Sud-Est. L'ampleur des effets de la pandémie dépendra des mesures adoptées par chaque pays pour la contrôler. La pandémie pourrait avoir deux types d'impacts sur la demande de céréales, et chacun d'eux aura des répercussions différentes sur les prix. D'une part, l'actuel ralentissement de la croissance économique pourrait conduire à une baisse supplémentaire de la demande de céréales, ce qui pourrait entraîner une diminution de leurs prix à court terme. D'autre part, dans le contexte des restrictions de

déplacement des populations, la consommation hors du domicile risque de diminuer et de causer l'augmentation de la demande d'aliments de base (comme les pâtes et la farine, et pas seulement dans une réaction de panique), donc une hausse potentielle des prix.

La sécurisation de l'offre alimentaire intérieure est pourtant l'un des principaux sujets de préoccupation des gouvernements dans le cadre de cette crise. Les politiques d'entrave aux échanges, comme les restrictions des exportations pour garantir l'approvisionnement intérieur, sont souvent envisagées dans ce contexte. Elles risquent toutefois de menacer la disponibilité des produits dans les pays dépendant des importations, ainsi que de bouleverser les marchés internationaux et les échanges de céréales au niveau mondial.

Sur le moyen terme, une fois que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement auront été résolues, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les marchés de céréales devrait être limité, à moins que les pays s'orientent vers un objectif d'autosuffisance accrue à longue échéance ou d'augmentation durable des niveaux de stocks. De même, si l'économie mondiale ne repart pas sur la même trajectoire que ces dernières années, la demande de céréales dans dix ans pourrait être inférieure aux projections des présentes *Perspectives*.

Bien que les hypothèses climatiques donnent lieu à des perspectives de production positives pour les principales régions céréalières, les ravageurs, les maladies des végétaux et les aléas météorologiques accentués par le changement climatique pourraient entraîner une plus grande volatilité des rendements des cultures, avec des conséquences sur l'offre et les prix au niveau mondial. Par le passé, les variations du rendement des cultures ont été plus marquées en Australie, au Kazakhstan, dans la Fédération de Russie et en Ukraine. Les rendements en Amérique du Sud – notamment en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay – ont affiché également une variabilité élevée. Ces dernières années, la participation accrue de la région de la mer Noire aux marchés mondiaux des céréales a atténué certains des risques associés à l'insuffisance des récoltes dans les pays qui sont traditionnellement les plus gros exportateurs. Cependant, compte tenu de la forte variabilité des rendements dans cette région, l'approvisionnement des marchés mondiaux devient plus irrégulier, ce qui risque de provoquer des fluctuations plus marquées des prix à l'échelle internationale à l'avenir. Par ailleurs, la survenue de maladies (comme celle causée par la chenille légionnaire d'automne) dans les grands pays producteurs et exportateurs pourrait avoir un impact considérable sur les marchés mondiaux. Enfin, dans de nombreux pays africains, la production repose sur la culture pluviale et résiste donc mal aux événements météorologiques extrêmes.

La demande d'aliments pour animaux en Chine, ainsi que le niveau global de l'offre intérieure et les effets connexes sur les stocks, font planer une grande incertitude sur les marchés mondiaux de céréales. S'appuyant sur le troisième recensement agricole national datant de 2018, les autorités chinoises ont revu leurs estimations de la production végétale, avec une nette évolution de la production de maïs (+266 Mt) au cours des dix dernières années. En revanche, les chiffres des stocks et de l'alimentation animale n'ont pas été fournis et ne sont donc que des estimations. Pour autant, malgré cette révision, la production de maïs en Chine est en baisse depuis trois ans sous l'effet du changement de politique introduit en 2016 – qui a remplacé le dispositif de soutien des prix du marché par un programme de subvention directe pour le maïs. On suppose que cette nouvelle disposition entraînera, au cours de la période de projection, un écoulement des stocks accumulés par la Chine. Toutefois, si le niveau des stocks descend en fait très en dessous des estimations actuelles, il est possible que la Chine devienne plus tôt que prévu un gros importateur de maïs si elle modifie ses politiques en matière d'importations. Cela pourrait avoir une grande influence sur les évolutions futures des marchés mondiaux des céréales. L'Encadré 3.2 fournit une analyse de ces points d'incertitude.

Les prix des céréales pourraient être affectés par la possibilité d'un nouveau ralentissement de la croissance économique des grands importateurs et exportateurs, ainsi que par une baisse des prix de

l'énergie. En outre, le renforcement des critères de sécurité alimentaire et de durabilité dans la réforme des politiques relatives aux biocarburants et dans leur élaboration (Union européenne, Brésil ou États-Unis) peut aussi avoir des effets sur la demande de céréales.

En plus des incertitudes liées à la gestion politique de la pandémie de COVID-19 – qui pourrait avoir des impacts à court terme –, les changements intervenant dans le contexte du commerce international des céréales (en rapport avec les différends commerciaux et l'évolution des accords régionaux) risquent aussi d'influer sur les flux commerciaux. Outre la protection des échanges, la résolution des tensions ou des différends en cours (par exemple entre la Chine et l'Australie sur la question de l'orge) et la perspective de nouveaux accords commerciaux au niveau régional pourront changer la physionomie des échanges de céréales.

Le Brexit ne devrait pas avoir d'impact sévère sur les marchés de céréales, car les flux commerciaux peuvent généralement être réorientés assez facilement. Cela dit, le Royaume-Uni est le plus gros producteur mondial d'avoine, même si une grande partie de sa production est destinée à la consommation intérieure. En revanche, les produits transformés à base d'avoine (comme le porridge) sont exportés vers d'autres pays européens ; selon l'accord commercial qui sera finalement conclu, cela pourrait avoir une incidence sur les marchés futurs du Royaume-Uni pour cette céréale.

Encadré 3.2. Stocks de céréales, soutien des prix et politiques en matière d'importations de la Chine : examen des répercussions commerciales à moyen terme des différents scénarios d'action du gouvernement chinois

La Chine a mis fin à son dispositif de soutien des prix du maïs en 2016 et a commencé à écouler ses énormes stocks de cette céréale. Une récente étude de l'OCDE (Deuss and Adenauer, 2020) examine ce qui se passerait si la Chine arrêtait également de soutenir les prix du riz et du blé, et utilisait les réserves d'État de ces deux produits. L'étude analyse les effets sur les marchés intérieurs et mondiaux au cours d'une période de dix ans en comparant un scénario de référence (ou de statu quo) avec trois situations dans lesquelles les prix de soutien sont supprimés mais où des dispositions différentes sont prises par la Chine au regard des importations.

La probabilité que la Chine mette fin à ses dispositifs de soutien des prix et revoie ses politiques d'importation s'est accrue ces dernières années en raison de plusieurs facteurs. Premièrement, le pays a arrêté de soutenir les prix de plusieurs produits agricoles. Deuxièmement, elle a mis en place des programmes pilotes où le soutien des prix du blé et du riz a été remplacé par des mécanismes reposant davantage sur le marché. Qui plus est, la Chine fait l'objet d'une pression internationale pour mettre fin à sa pratique de soutien des prix. En février 2019, un Groupe spécial de l'OMC a en effet établi que le pays avait outrepassé le niveau de soutien autorisé pour le riz et le blé. D'autre part, il est fort probable que la Chine accroisse ses importations de céréales en modifiant la façon dont elle administre ses contingents tarifaires. Depuis leur mise en place en 2001, les contingents chinois pour le maïs, le riz et le blé ont régulièrement été sous-utilisés. En avril 2019, un Groupe spécial de l'OMC a indiqué que le pays administrait ses contingents d'une manière incompatible avec ses obligations prévues dans le Protocole d'accession.

Les résultats de ce scénario montrent que le changement radical de la politique chinoise de soutien des prix et de stockage aura des effets très sensibles sur les marchés intérieurs et internationaux, en particulier pendant la période de transition (2019-2021) correspondant à l'écoulement des réserves détenues par l'État. Le niveau de ces réserves jouera un rôle important au cours de cette période car plus leur volume sera élevé, et plus les effets de leur écoulement seront grands. La suppression du mécanisme de soutien des prix pour le riz et le blé devrait entraîner la chute des prix sur le marché intérieur pendant

la période de transition. Sur le moyen terme, les prix devraient repartir à la hausse à mesure que le niveau des stocks se stabilisera et que le marché s'adaptera à l'absence de soutien des prix.

Pour les dirigeants chinois, cette analyse implique deux implications importantes. D'une part, pour éviter les effets dramatiques de la baisse des prix intérieurs sur les revenus des producteurs, l'État chinois pourrait fournir des aides, mais d'une durée limitée dans le temps car les perturbations du marché se dissiperont à moyen terme. D'autre part, les gouvernants chinois devront réfléchir avec soin à la durée la plus appropriée pour écouler les réserves, en pesant les coûts et avantages d'une durée plus ou moins longue. Un déstockage s'étalant sur une longue durée pourrait entraîner une baisse des recettes fiscales sur la vente des produits car plus ils seront stockés longtemps et plus leur qualité se dégradera. L'allongement de la durée du déstockage implique aussi un prolongement des versements compensatoires aux producteurs ainsi que la nécessité de gérer les réserves. Du côté des producteurs, en revanche, un processus plus lent de déstockage leur permettrait d'avoir plus de temps pour s'adapter progressivement au nouvel environnement du marché, et permettrait aussi d'échelonner les effets sur les prix et la production, voire d'en atténuer la violence.

Un aspect crucial dans les décisions prises par les responsables politiques concernant les dispositifs de soutien et l'écoulement des réserves est la connaissance de la quantité et de la qualité des produits stockés. Pour les producteurs comme pour les consommateurs, sur les marchés intérieurs comme sur les marchés mondiaux, la transparence de la communication du niveau des stocks et des décisions des pouvoirs publics en matière de déstockage est nécessaire pour pouvoir faire face aux effets potentiellement importants d'une nouvelle politique pendant les premières années de sa mise en œuvre.

Source : Deuss, A. and M. Adenauer (2020), « China's grain reserves, price support and import policies: Examining the medium-term market impacts of alternative policy scenarios », Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries, n° 138, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/f813ed01-en.

4. Oléagineux et produits oléagineux

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des oléagineux sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le soja, les autres oléagineux, les tourteaux protéiques et les huiles végétales, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des oléagineux dans les dix années à venir.

4.1. Situation du marché

En 2019, les prix des oléagineux et produits dérivés ont atteint leur plus bas niveau depuis plusieurs années, en conséquence du ralentissement de la demande mondiale d'huile végétale et de tourteaux protéiques, ainsi que des incertitudes découlant des différends commerciaux bilatéraux. Les relations commerciales entre les États-Unis et la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») s'étant améliorées fin 2019, la politique commerciale a moins d'influence à court terme sur les prix mondiaux, en particulier du soja.

La production mondiale de soja a baissé en 2019/20 du fait de la réduction considérable des superficies consacrées à cette culture aux États-Unis. À l'inverse, en Amérique du Sud, la récolte de soja a atteint un nouveau record, avec plus de 190 Mt. Le recul de la production mondiale n'a pas entraîné les prix à la hausse, car la baisse de la consommation a été encore plus marquée. En effet, en dépit des attentes d'une reconstitution partielle du cheptel porcin en Chine, la peste porcine africaine continue de peser sur le secteur de l'élevage du pays, réduisant la demande d'aliments, en particulier de tourteaux de soja, qui constituent le principal aliment protéique. La production mondiale d'autres graines oléagineuses (colza, tournesol et arachide) a légèrement reculé en 2019/20. Le Canada et l'Union européenne ont déclaré un déficit considérable de la production de colza, que les augmentations enregistrées dans les autres grands pays producteurs n'ont pas compensé.

Le secteur de l'huile végétale a été marqué en janvier et février 2020 par un ralentissement de la croissance de la demande chinoise et indienne, causé par la diminution de la consommation hors du foyer. Cette évolution s'explique, en Chine, par la pandémie de COVID-19, et en Inde, par une hausse des prix intérieurs. Plusieurs pays ont également accru leur capacité de trituration et ont donc augmenté leurs importations de graines au détriment de leurs achats d'huile et de tourteaux. En conséquence, les exportations des principaux producteurs d'huile végétale, tels que l'Indonésie et la Malaisie, ont moins progressé que la moyenne, ce qui a entraîné un recul des prix. Face à cette situation, l'Indonésie a relevé les obligations d'incorporation de biodiesel, renforçant ainsi la demande intérieure d'huile de palme. En Malaisie, le léger recul de la production d'huile de palme a permis d'équilibrer le marché intérieur.

4.2. Principaux éléments des projections

Au cours de la période de projection, la production mondiale de soja devrait continuer de progresser de 1.3 % par an, l'extension des superficies exploitées représentant environ un tiers de cette croissance. Au Brésil, les projections indiquent que la production nationale devrait atteindre 140 Mt en 2029, ce qui placera le pays en tête des producteurs à l'échelle mondiale, devant les États-Unis dont la production devrait être de 120 Mt en 2029. Ensemble, ces pays produiront près de deux tiers du soja mondial.

La production des autres oléagineux devrait augmenter de 1.2 % par an au cours de la prochaine décennie, soit une croissance plus lente que celle des dix dernières années. Cette tendance s'explique en partie par la moindre demande d'huile de colza utilisée comme matière première dans la production européenne de biodiesel. Le soja et les autres oléagineux continueront pour l'essentiel à être transformés par trituration pour produire des tourteaux et de l'huile, ces utilisations augmentant plus vite que les autres, à savoir notamment la consommation directe de graines de soja, d'arachide ou de tournesol dans l'alimentation humaine ou animale. Au total, la trituration devrait absorber 91 % de la production mondiale de soja et 87 % de la production mondiale des autres oléagineux en 2029.

L'huile végétale comprend les huiles obtenues par trituration de graines de soja et d'autres oléagineux (55 % de la production mondiale environ), l'huile de palme (35 %) ainsi que les huiles de palmiste, de coco et de coton. Compte tenu d'un ralentissement de l'expansion des superficies en palmiers à huile matures, la croissance de la production devrait être limitée en Indonésie (1.7 % par an) et en Malaisie (0.8 % par

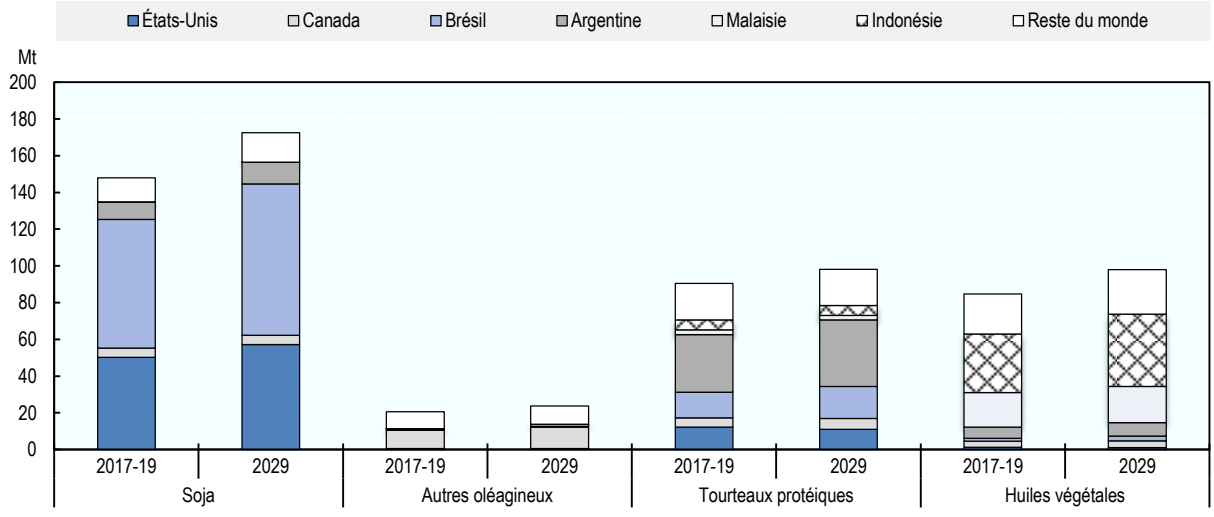
an). En outre, le relèvement de l'obligation d'incorporation de biodiesel décidé par l'Indonésie exercera une tension sur les disponibilités mondiales d'huile végétale à moyen terme. La demande mondiale d'huile végétale devrait progresser de 37 Mt d'ici à 2029, ce qui va probablement contribuer à faire baisser les stocks élevés et à soutenir les prix durant la période de projection.

Les tourteaux de soja représentent la majeure partie de la production et de la consommation de tourteaux protéiques. Par rapport à la décennie écoulée, leur utilisation devrait moins progresser (1.4 % par an contre 3.6 % par an) en raison d'une croissance plus lente de la production mondiale de porcs et de volailles, et du fait des actions engagées par la Chine pour abaisser la part des tourteaux protéiques dans les rations alimentaires animales. De ce fait, la consommation chinoise de tourteaux protéiques devrait croître légèrement moins vite que celle de la production animale. La consommation totale de tourteaux devrait baisser dans l'Union européenne à mesure que la production animale ralentit et que la part d'autres sources de protéines s'accroît dans les mélanges fourragers.

L'huile végétale figure parmi les produits agricoles dont la part de production échangée est la plus forte (40 %). L'Indonésie et la Malaisie, les deux premiers producteurs mondiaux d'huile de palme – laquelle constitue la plus grande part de l'huile végétale –, continueront de dominer les échanges (Graphique 4.1), exportant plus de 70 % de leur production combinée et représentant à eux deux près de 60 % des exportations mondiales. L'Inde, premier importateur d'huile végétale dans le monde, devrait rester sur une forte croissance annuelle des importations (3.2 % par an), en raison d'une population en expansion et de niveaux de revenu en hausse.

Les échanges mondiaux de soja, dominés par les Amériques, devraient voir leur croissance ralentir considérablement au cours de la prochaine décennie. Cette évolution est directement liée à une progression plus lente de la trituration de soja importé en Chine. Parallèlement, le Brésil va renforcer sa place de premier exportateur de soja.

Graphique 4.1. Exportations d'oléagineux et de produits oléagineux par région



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142159

La demande de tourteaux protéiques est liée à l'évolution de la production animale. L'incertitude qui entoure l'avenir de l'élevage porcin du fait de l'épizootie de peste porcine africaine en Asie de l'Est pourrait influer sur les projections, car il est possible qu'à long terme la viande de porc soit remplacée par une autre protéine animale (volaille ou poisson, par exemple) dont la production demande une moindre quantité d'aliment. L'apparition de plusieurs maladies touchant le cheptel porcin chinois ces dernières années a entraîné un tassement de la demande de tourteaux protéiques et reste source d'une grande incertitude sur la période de projection. En outre, les inquiétudes suscitées par les produits génétiquement modifiés ont conduit un nombre croissant de producteurs laitiers de l'Union européenne à ne plus utiliser d'aliments transgéniques, et notamment de tourteaux de soja, pour nourrir leur bétail. Sachant que l'Union européenne représentait 15 % de la demande mondiale de protéines sur la période 2017-19, ce changement de cap pourrait réduire encore la demande de tourteaux.

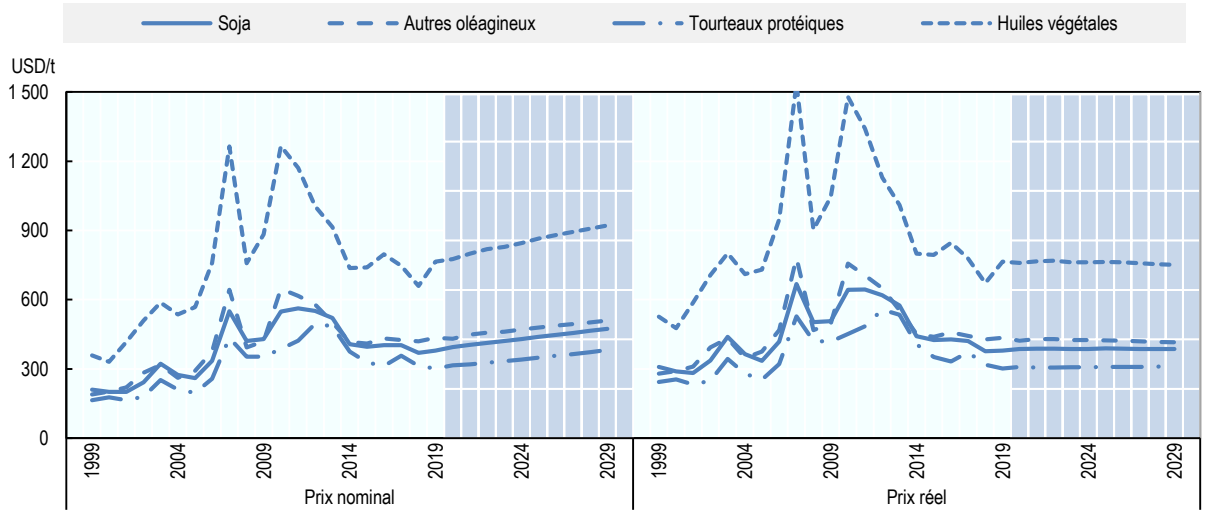
La marge de progression de la production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie reposera de plus en plus sur les activités de replantation et sur l'amélioration parallèle des rendements (et non sur l'augmentation des superficies), une solution qui n'a guère mobilisé les énergies ces dernières années, compte tenu de la faible rentabilité du secteur, d'une hausse du coût de la main-d'œuvre en Malaisie et du peu d'envergure des programmes publics de replantation menés en Indonésie, en particulier auprès des petits exploitants. Des progrès ont été rapportés concernant les grandes entreprises productrices d'huile de palme d'Indonésie après l'arrachage des anciens palmiers à huile et la replantation de palmiers à plus haut rendement. La question de la durabilité pèse également sur le développement de la production d'huile de palme étant donné que, dans les pays développés, la demande privilégie les huiles non liées à la déforestation et les consommateurs recherchent des huiles certifiées durables, que ce soit celles utilisées pour produire le biodiesel ou, de plus en plus, celles destinées à l'alimentation humaine.

4.3. Prix

Le prix des oléagineux et des produits oléagineux a augmenté en 2019, l'offre ayant progressé plus lentement que la demande. Cela étant, les stocks restent importants. La stabilité du prix réel du pétrole brut et la croissance économique continue, prises pour hypothèses dans les projections, devraient soutenir le prix des oléagineux et des produits oléagineux durant la période de projection, tandis que la croissance continue de la productivité exercera une pression à la baisse sur les prix réels. La pandémie de COVID-19 a réduit l'activité économique en 2020 et pourrait avoir un impact considérable sur le développement au cours de la prochaine décennie.

D'après les projections, les prix réels du soja, des autres oléagineux, de l'huile végétale et des tourteaux protéiques vont baisser légèrement, car la croissance de la productivité suivra vraisemblablement le rythme de progression de la demande pendant les dix prochaines années. Ces prix demeureront néanmoins supérieurs à leur plus bas niveau historique (Graphique 4.2). À moyen terme, les prix des oléagineux et des produits oléagineux en valeur nominale devraient augmenter, sans toutefois atteindre les précédents records enregistrés.

Graphique 4.2. Évolution des prix mondiaux des oléagineux



Note : soja, États-Unis, prix CAF (coût, assurance et fret) Rotterdam ; autres oléagineux, colza, Europe, prix CAF Hambourg ; tourteaux protéiques, prix moyen pondéré à la production des tourteaux de soja, de tournesol et de colza, port européen ; huile végétale, prix moyen pondéré à la production de l'huile de palme, de soja, de tournesol et de colza, port européen. Les prix réels sont les prix mondiaux en valeur nominale, corrigés du déflateur du PIB des États-Unis (2019=1).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

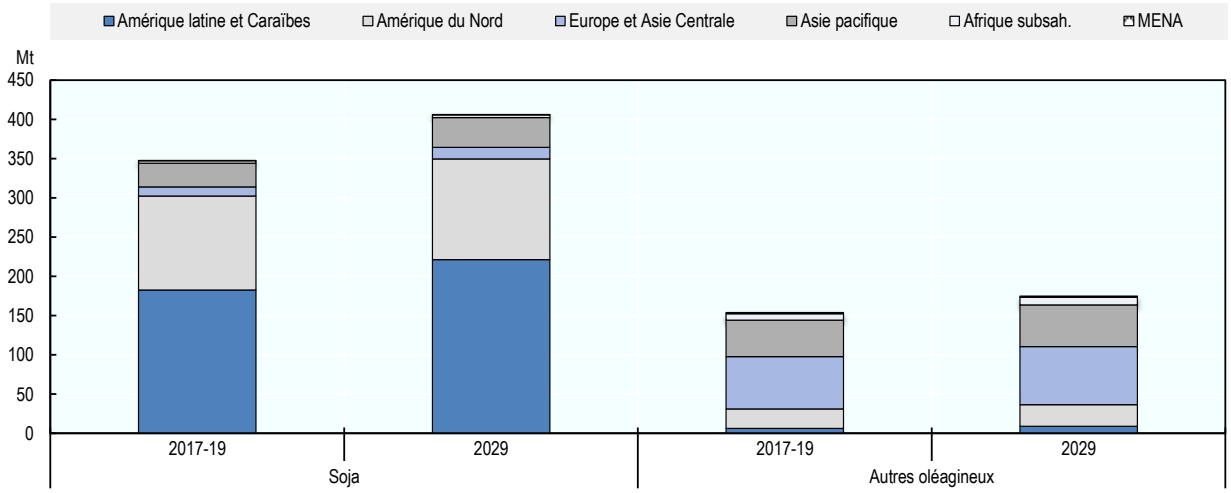
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142178

4.4. Production d'oléagineux

D'après les projections, la production de soja devrait croître de 1.3 % par an, contre 4.0 % par an au cours de la dernière décennie. La production des autres graines oléagineuses (colza, tournesol et arachide) progressera moins vite, de 1.2 % par an contre 2.8 % par an sur les dix dernières années (2010-19). Cette évolution s'explique avant tout par l'amélioration des rendements, qui génère 78 % de la croissance projetée (66 % dans le cas du soja). Le soja présente l'avantage d'être une culture à croissance rapide, ce qui permet de pratiquer une double culture, surtout en Amérique latine.

Ainsi, actuellement, le Brésil et les États-Unis produisent à peu près la même quantité de soja (115 Mt environ en 2017-19), mais durant la décennie à venir le Brésil devrait connaître un taux de croissance annuel supérieur à celui des États-Unis (1.5 % contre 0.6 %), en grande partie parce qu'il pourra augmenter l'intensité de culture annuelle en produisant successivement du soja et du maïs. Dans l'ensemble, la production de soja devrait continuer de croître fortement en Amérique latine, l'Argentine et le Paraguay produisant respectivement 61 Mt et 12 Mt d'ici 2029 (Graphique 4.3). En Chine, après une décennie de baisse, la production de soja devrait reprendre sa progression, profitant de la réduction des aides publiques à la culture de céréales. Enfin, la production de soja devrait également augmenter en Inde, dans la Fédération de Russie, en Ukraine et au Canada.

Graphique 4.3. Production d'oléagineux par région



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142197

Les plus grands producteurs d'autres oléagineux sont la Chine (colza et arachide principalement) et l'Union européenne (colza et tournesol surtout). Leur production annuelle devrait ressortir à 31 Mt et 27 Mt respectivement en 2029. Elle devrait toutefois connaître une croissance limitée (1.0 % par an pour la Chine et -0.02 % par an pour l'Union européenne) en raison du prix relativement plus élevé des céréales, qui engendrera une forte concurrence entre les deux types de culture, la superficie de terre arable étant limitée. Le Canada, autre producteur important et premier exportateur de colza, devrait accroître sa production de 1.9 % par an pour atteindre 23 Mt en 2029. On prévoit également une forte croissance de la production des autres oléagineux en Ukraine et dans la Fédération de Russie, compte tenu du développement du secteur agricole dans la région de la mer Noire. En Inde, le rythme de croissance s'accélérera au cours des dix prochaines années, les pouvoirs publics continuant de soutenir la production des autres oléagineux pour répondre à la demande intérieure d'huile végétale et de tourteaux protéiques (voir l'analyse qui suit).

Les stocks de soja ne devraient pas varier, d'où un recul du ratio stocks/consommation à l'échelle mondiale, de 12.4 % en 2017-19 à 11.3 % en 2029. Compte tenu de la tendance générale à une concentration progressive de la production d'oléagineux dans un petit nombre de pays, la baisse de ce ratio pourrait se traduire par une plus grande instabilité des prix.

4.5. Trituration d'oléagineux et production d'huile végétale et de tourteaux protéiques

À l'échelle mondiale, la trituration du soja et autres oléagineux pour produire des tourteaux et de l'huile absorbe 90 % environ du volume total utilisé. La demande augmentera plus vite pour les produits issus de la trituration que pour d'autres usages, notamment la consommation alimentaire directe de graines de soja, d'arachide et de tournesol, ou l'utilisation directe du soja dans l'alimentation animale. Le lieu d'implantation des activités de trituration dépend de nombreux facteurs : frais de transport, politiques commerciales, tolérance à l'égard des cultures transgéniques, coûts de transformation (main-d'œuvre, énergie, etc.) et infrastructures (ports, routes, etc.).

En valeur absolue, la trituration du soja devrait augmenter de 56 Mt pendant la période de projection, soit bien moins que les 103 Mt enregistrées les dix années précédentes. La Chine devrait produire 22 Mt supplémentaires de soja trituré, soit 40 % environ de la progression mondiale, et utilisera essentiellement pour ce faire du soja importé. Même s'il est important, le niveau de croissance projeté pour la Chine sera bien plus faible qu'au cours de la dernière décennie. La progression de la trituration des autres oléagineux devrait suivre celle de la production, et, à l'inverse du soja, l'opération aura plus souvent lieu dans le pays de production. Par conséquent, la part des échanges d'autres oléagineux sera bien plus faible que celle du soja.

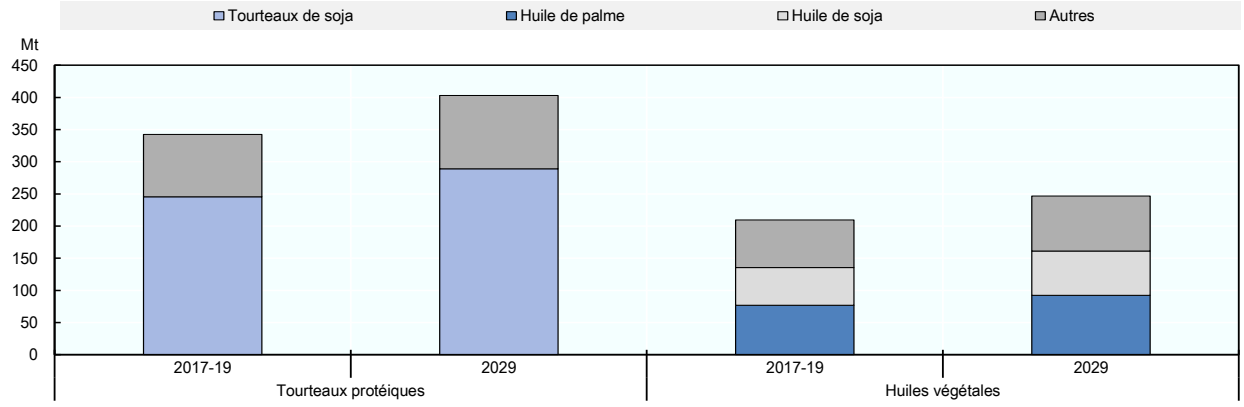
La production mondiale d'huile végétale dépend à la fois de la trituration des oléagineux et de la production des plantes oléagineuses tropicales vivaces, notamment des palmiers à huile. À l'échelle mondiale, la production d'huile de palme a crû plus rapidement que celle des autres huiles végétales au cours de la décennie écoulée, mais cette croissance devrait toutefois ralentir en raison des préoccupations environnementales grandissantes et des efforts pour limiter la déforestation liée aux plantations de palmiers à huile en Indonésie et en Malaisie. Ces deux pays représentent plus du tiers de la production mondiale d'huile végétale.

Au niveau mondial, les projections indiquent que l'offre d'huile de palme devrait s'accroître de 1.5 % par an. Le durcissement des politiques environnementales adoptées par les grands pays importateurs d'huile de palme et les normes de production agricole durable (dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030, par exemple) devraient ralentir l'expansion des surfaces plantées en palmiers à huile en Malaisie et en Indonésie. Cela signifie que la croissance de la production tiendra de plus en plus aux gains de productivité, et notamment à une accélération des activités de replantation. La production d'huile de palme devrait progresser plus vite dans les autres pays, où elle part il est vrai d'un niveau fort bas, et alimenter essentiellement les marchés intérieurs et régionaux. Ainsi, la Thaïlande, la Colombie et le Nigéria devraient produire respectivement 3.8 Mt, 2.4 Mt et 1.4 Mt en 2029. Dans certains pays d'Amérique centrale, une production de niche se développe, assortie d'emblée de certifications de durabilité reconnues à l'échelle mondiale, ce qui place la région en situation de trouver un jour de larges débouchés à l'exportation.

L'agrégat « huile végétale » comprend l'huile de palmiste, l'huile de coco et l'huile de coton, auxquelles s'ajoutent l'huile de palme et les huiles extraites par trituration de graines oléagineuses, comme analysé plus haut. L'huile de palmiste est obtenue parallèlement à l'huile de palme, sa production évolue donc comme celle de cette dernière. L'huile de coco est produite principalement aux Philippines, en Indonésie et dans les îles océaniques. L'huile de palmiste et l'huile de coco ont de nombreux usages industriels, la première étant aujourd'hui beaucoup plus utilisée que la seconde du fait de la production croissante d'huile de palme. L'huile de coton est un sous-produit de l'égrenage du coton, dont la production est essentiellement concentrée en Inde, aux États-Unis, au Pakistan et en Chine. Globalement, les projections indiquent que la production mondiale d'huile végétale devrait augmenter de 1.4 % par an, soit plus rapidement que la plupart des produits agricoles étudiés dans les présentes *Perspectives*, ce qui s'explique principalement par la demande alimentaire résultant de l'accroissement démographique et de la hausse des revenus dans les pays en développement.

La production mondiale de tourteaux protéiques devrait également augmenter de 1.4 % par an, pour atteindre 403 Mt en 2029. Le tourteau de soja arrive en tête dans ce domaine, puisqu'il représente plus des deux tiers de la production mondiale de tourteaux protéiques (Graphique 4.4). La production est concentrée dans un nombre restreint de pays : l'Argentine, le Brésil, la Chine, les États-Unis, l'Inde et l'Union européenne devraient réaliser 73 % de la production mondiale en 2029. En Chine et dans l'Union européenne, la majeure partie des tourteaux produits le sont à partir de graines oléagineuses importées, principalement du soja cultivé au Brésil et aux États-Unis. Dans les autres grands pays producteurs de tourteaux, la matière première, soja et autres oléagineux, est en grande partie cultivée nationalement.

Graphique 4.4. Production de tourteaux protéiques et d'huile végétale par variété



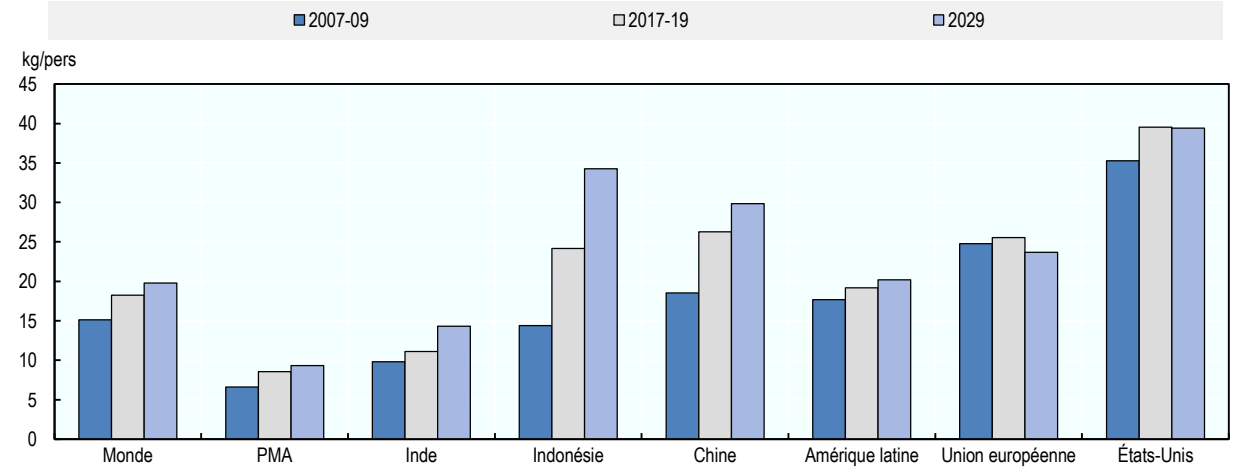
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142216

4.6. Consommation d'huile végétale

Du fait d'une demande par habitant saturée, la consommation d'huile végétale alimentaire par habitant devrait augmenter de 0.9 % par an, ce qui est bien inférieur aux 2.3 % annuels relevés sur la période 2010-19. En Chine (30 kg par habitant) et au Brésil (24 kg par habitant), les disponibilités en huile végétale alimentaire par habitant devraient atteindre des niveaux comparables à ceux observés dans les pays développés, où la croissance de la consommation plafonnera à 27 kg par habitant, soit une hausse annuelle de 0.6 % (Graphique 4.5).

Graphique 4.5. Quantité d'huile végétale alimentaire disponible par habitant dans les principaux pays



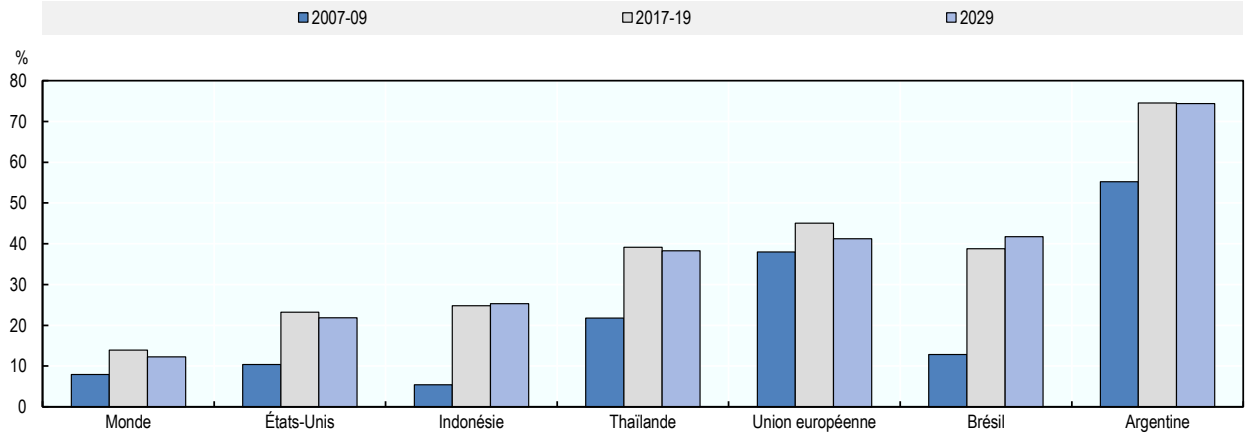
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142235

L'Inde, deuxième consommateur et premier importateur d'huile végétale dans le monde, devrait conserver une croissance annuelle de 2.3 % de la consommation par habitant, pour atteindre 14 kg par habitant en 2029. Cette nette progression résultera à la fois d'une augmentation de la production intérieure (trituration d'une plus forte production nationale d'oléagineux) et d'une nouvelle hausse des importations, principalement d'huile de palme d'origine indonésienne et malaisienne. Dans les pays les moins avancés (PMA), les disponibilités d'huile végétale par habitant devraient augmenter de 0.8 % par an pour atteindre 9 kg par habitant en 2029. À mesure que l'urbanisation progresse dans les pays en développement, on s'attend à ce que les habitudes alimentaires et les structures traditionnelles des repas changent pour faire une plus grande place à des aliments transformés contenant davantage d'huile végétale.

L'utilisation d'huile végétale comme matière première pour produire du biodiesel devrait augmenter beaucoup plus lentement dans les dix prochaines années, comparé aux 4.3 % annuels enregistrés au cours de la décennie précédente, lorsque les politiques de soutien aux biocarburants sont entrées en vigueur. De manière générale, les objectifs nationaux d'incorporation obligatoire de biodiesel devraient moins progresser que par le passé. Par ailleurs, la part des huiles usées, du suif et d'autres matières premières s'accroît dans la fabrication du biodiesel en raison notamment de politiques particulières (pour plus de précisions sur les biocarburants, voir le Chapitre 9). En Argentine, la filière du biodiesel devrait rester tournée vers les exportations (plus de la moitié de la production est exportée). Le volume d'huile végétale utilisé dans l'industrie argentine du biodiesel devrait s'élever à 3.1 Mt en 2029, ce qui correspond à 74 % de la consommation domestique (Graphique 4.6). En Indonésie, l'utilisation d'huile végétale dans la production de biodiesel devrait continuer à progresser fortement du fait des politiques nationales de soutien. Le pays sera donc le principal moteur de ce type d'utilisation de l'huile végétale au niveau mondial. L'utilisation d'huile végétale pour produire du biodiesel dépend du cadre réglementaire (voir le Chapitre 9) et de l'évolution relative des prix de l'huile et du pétrole brut (voir plus loin).

Graphique 4.6. Proportion des huiles végétales utilisées dans la production de biodiesel



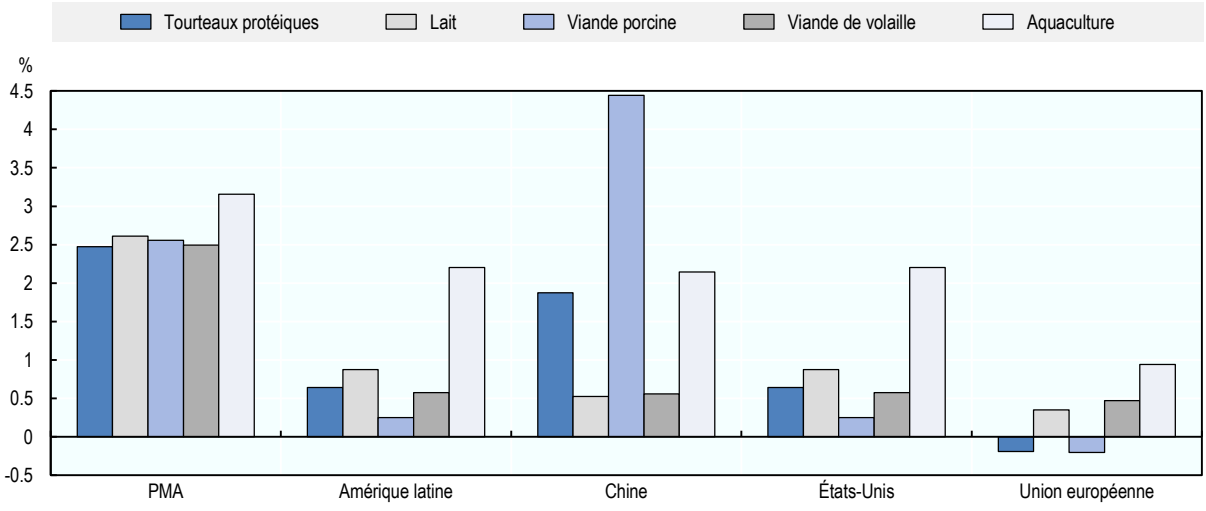
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142254

4.7. Consommation de tourteaux protéiques

La consommation de tourteaux protéiques devrait continuer d'augmenter à raison de 1.4 % par an, un rythme bien plus faible que celui enregistré durant la décennie écoulée (3.4 % par an). Cette évolution est étroitement liée à celle de la demande d'aliments pour animaux, puisque les tourteaux sont exclusivement utilisés à cette fin. Plusieurs facteurs jouent sur le lien entre utilisation de tourteaux dans l'alimentation animale et production animale : l'intensification de cette dernière accroît la demande de tourteaux protéiques, tandis qu'une plus grande efficacité alimentaire entraîne une réduction du volume de tourteaux par unité de production animale ; la composition de l'élevage et la taille du troupeau sont d'autres facteurs déterminants. Le lien entre production animale et consommation de tourteaux protéiques dépend du degré de développement économique d'un pays. Les pays à faible revenu, où l'élevage se pratique à l'échelle familiale ou artisanale, consomment moins de tourteaux protéiques que les économies à revenu élevé, qui ont recours à des systèmes d'élevage intensif. À mesure que les économies se développent, la production s'oriente vers des modèles reposant plus largement sur une alimentation intensive, et la consommation de tourteaux protéiques augmente (Graphique 4.7).

Graphique 4.7. Croissance annuelle moyenne de la consommation de tourteaux protéiques et de la production animale (2020-29)



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142273

L'urbanisation rapide et la demande accrue de produits d'origine animale conduisent les pays en développement à se tourner vers des modes de production qui font davantage appel aux aliments pour animaux. La consommation de tourteaux protéiques tend alors à croître plus rapidement que la production animale. Dans les PMA, où les tourteaux protéiques sont encore très peu employés, l'intensification de l'élevage devrait se poursuivre, entraînant un recours plus systématique aux aliments composés. Avec l'intensification, en effet, la quantité de tourteaux protéiques utilisée par unité de production animale augmente considérablement, entraînant une croissance rapide de la demande totale de ces pays. Dans des pays tels que les États-Unis ou ceux de l'Union européenne, où les aliments composés répondent à la plupart des besoins en protéines de la production animale, la consommation de tourteaux protéiques devrait progresser plus lentement que la production animale, du fait d'une plus grande efficacité

alimentaire. De plus, les produits d'origine animale commercialisés dans l'Union européenne sont de plus en plus souvent certifiés comme ayant été obtenus sans utilisation d'aliments pour animaux issus de cultures génétiquement modifiées.

Les projections indiquent que la croissance de la consommation de tourteaux protéiques en Chine devrait ralentir, passant de 5.0 % par an au cours de la décennie précédente à 1.9 % par an. En effet, la demande d'aliments composés dans ce pays devrait diminuer du fait du recul des taux de croissance de la production animale, et de la part déjà importante de la production utilisant ce type d'aliment. De surcroît, la part des tourteaux protéiques dans les aliments composés en Chine a bondi au cours de la décennie écoulée, dépassant nettement celle observée aux États-Unis et dans l'Union européenne, et devrait maintenant se stabiliser.

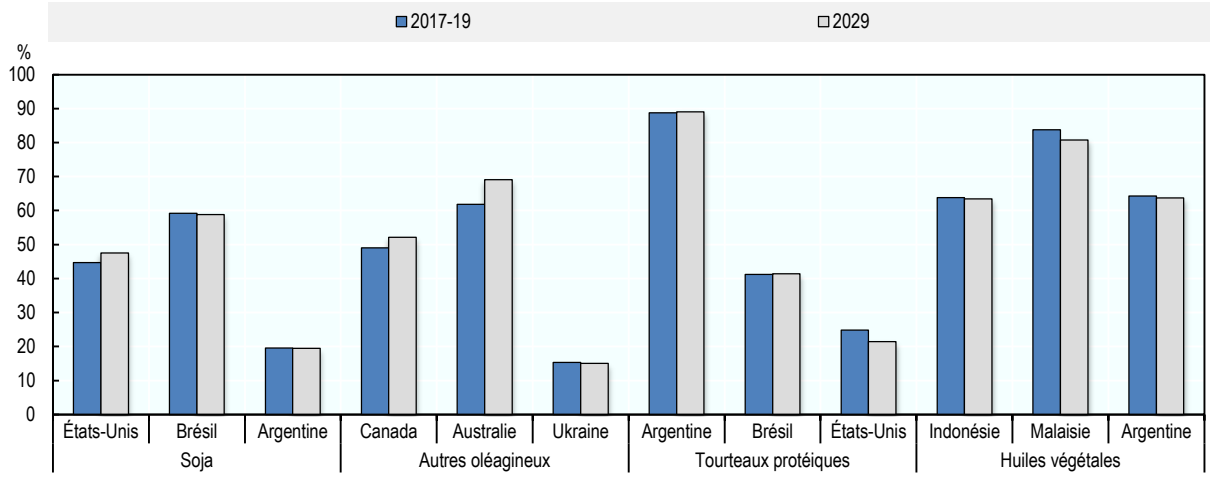
4.8. Échanges

Plus de 40 % de la production mondiale de soja fait l'objet d'échanges internationaux, ce qui est beaucoup par rapport aux autres produits agricoles. Comparé à la décennie précédente, on s'attend à ce que l'essor des échanges mondiaux de soja ralentisse considérablement durant la période de projection. Cette évolution est directement liée à au fléchissement anticipé du volume de trituration de soja en Chine, et donc des importations correspondantes. Les importations chinoises de soja devraient augmenter de 1.8 % par an pour atteindre 105 Mt environ en 2029, représentant alors les deux tiers environ des importations mondiales. Les exportations de soja proviennent pour l'essentiel des Amériques – États-Unis, Brésil et Argentine –, qui devraient continuer de fournir 88 % des volumes exportés d'ici 2029. Les États-Unis, qui étaient de longue date le premier exportateur mondial de soja, ont été détrônés par le Brésil, qui voit ses capacités d'exportation croître de façon soutenue. D'après les projections, ce pays réalisera 48 % des exportations mondiales de soja en 2029, soit 1 point de pourcentage de plus qu'actuellement.

La part de la production faisant l'objet d'échanges internationaux est bien plus modeste pour les autres oléagineux, puisqu'elle représente quelque 14 % de la production mondiale. Les grands pays exportateurs, Canada, Australie et Ukraine, devraient réaliser plus de 73 % des exportations mondiales d'ici 2029. Au Canada et en Australie, plus de la moitié des autres oléagineux (colza) produits est exportée (Graphique 4.8). Une part supplémentaire de la production d'oléagineux est souvent exportée sous la forme d'huile végétale ou de tourteaux.

Les exportations d'huile végétale, qui représentent 40 % de la production mondiale, restent dominées par quelques pays. L'Indonésie et la Malaisie continueront d'assurer 60 % des exportations totales d'huile végétale au cours de la période de projection. L'Argentine devrait devenir le troisième exportateur mondial (d'huile de soja, principalement), avec une part de 7.4 % environ des exportations mondiales d'huile végétale d'ici 2029. Dans ces trois pays, les exportations absorberont plus des deux tiers de la production intérieure d'huile végétale. Toutefois, cette proportion devrait diminuer légèrement en Indonésie et en Malaisie, en raison de l'augmentation de la demande intérieure d'huile végétale pour l'alimentation, l'oléochimie et surtout la production de biodiesel. Les projections prévoient que l'Inde continuera d'accroître fortement ses importations, de 3.2 % par an, pour atteindre 22 Mt en 2029, soit environ un quart des importations mondiales d'huile végétale, afin de satisfaire une demande en hausse liée à l'accroissement de la population, à l'urbanisation et à une augmentation du revenu disponible.

Graphique 4.8. Part des exportations dans la production totale d'oléagineux et de produits oléagineux des trois plus gros pays exportateurs



Note : ce graphique ne fait apparaître que la part des produits exportés directement, sans tenir compte des exportations de produits transformés, ce qui augmenterait les valeurs.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142292

Durant la période de projection, la croissance des échanges mondiaux de tourteaux protéiques devrait s'établir autour de 0.8 % par an, contre 1.8 % par an durant la décennie écoulée ; la part de la production mondiale échangée devrait par ailleurs baisser. Cette évolution s'explique par la concentration attendue de la croissance mondiale de la production de viande dans les principaux pays transformateurs d'oléagineux, où la consommation de tourteaux protéiques produits localement s'intensifiera, ne laissant qu'une faible marge d'augmentation des échanges. L'Argentine demeurera le premier exportateur de tourteaux car ce pays est le seul grand producteur à privilégier sans équivoque les exportations. Le plus gros importateur est l'Union européenne, dont les importations devraient baisser. La quasi-totalité des 8 Mt d'importations mondiales supplémentaires de tourteaux protéiques devraient avoir lieu en Asie, en particulier au Viet Nam, en Indonésie et en Thaïlande, où le recul de l'épizootie de peste porcine africaine devrait stimuler la croissance. Il est probable que la capacité de trituration de ces pays ne parviendra pas à progresser au même rythme que la demande de tourteaux protéiques, d'où la nécessité pour le secteur de l'élevage de se tourner vers l'importation d'aliments pour animaux afin de combler le déficit.

4.9. Principales questions et incertitudes

La propagation mondiale de la COVID-19 a entraîné une réduction des déplacements des personnes, ce qui influe fortement sur la consommation alimentaire hors du foyer. Ce confinement pourrait avoir une incidence sur la demande d'huile végétale, celle-ci étant largement utilisée pour les préparations frites dans un bain d'huile. En outre, le déclin de l'activité économique, conjugué à la baisse des prix du pétrole brut, réduit la demande d'huile végétale utilisée pour produire du biodiesel. La majeure partie de la production et de la transformation des oléagineux étant fortement mécanisée, la mobilité de la main-d'œuvre ne revêt pas une grande importance. Malgré tout, il est fait état de quelques perturbations dans la récolte de l'huile de palme et des noix de coco, en raison des restrictions de mobilité. De plus, les conséquences à long terme dépendent de la vitesse de la reprise économique, puisque la consommation

d'huile végétale par habitant augmente fortement avec la croissance économique et que les tourteaux protéiques sont utilisés comme aliments dans la production animale, un secteur plus élastique.

Les inquiétudes des consommateurs concernant le soja sont liées au fait qu'une grande part de la production de cet oléagineux est obtenue avec des semences transgéniques. Dans l'Union européenne en particulier, les systèmes de certification fondés sur la garantie d'une alimentation animale sans produits génétiquement modifiés prennent de l'ampleur et pourraient entraîner une réorientation de la demande d'aliments pour animaux vers d'autres sources de protéines. Les préoccupations environnementales se font également plus pressantes, notamment pour ce qui concerne le lien potentiel entre la déforestation et l'essor de la production de soja au Brésil et en Argentine. Ces inquiétudes ont amené le secteur privé à encourager l'usage de terres déjà défrichées pour agrandir les superficies cultivées et à renoncer à poursuivre la déforestation. En cas de succès, ces initiatives volontaires devraient dissuader les producteurs de soja de défricher de nouvelles terres.

La marge de progression de la production d'huile de palme en Indonésie et surtout en Malaisie reposera de plus en plus sur les activités de replantation et sur l'amélioration des rendements (et non sur l'augmentation des superficies). Ces dernières années, le rythme de croissance de la production est resté poussif, compte tenu de la faible rentabilité du secteur et d'une hausse du coût de la main-d'œuvre en Malaisie. Les principales entreprises productrices d'huile de palme d'Indonésie ont quelque peu progressé dans la replantation. La question de la durabilité pèse également sur le développement de la production d'huile de palme étant donné que, dans les pays développés, la demande privilégie les huiles non liées à la déforestation et les consommateurs recherchent des huiles certifiées durables, que ce soit celles utilisées pour produire du biodiesel ou, de plus en plus, celles destinées à l'alimentation humaine. Plusieurs systèmes de certification sont en place et sont largement utilisés en Malaisie et en Indonésie.

Les systèmes de certification, l'étiquetage des produits et la législation environnementale pourraient freiner l'extension des superficies consacrées au palmier à huile dans les grands pays producteurs et réduire les achats des principaux importateurs, ce qui finira par peser sur la croissance de l'offre. Ces préoccupations font obstacle à la poursuite de l'agrandissement des plantations de palmiers à huile et aux exportations d'huile de palme par la Malaisie et l'Indonésie.

L'évolution des prix du pétrole brut, dont dépend la rentabilité de la production de biodiesel, demeure par ailleurs source de profondes incertitudes pour le secteur de l'huile végétale. La plus forte progression de la production de biodiesel est attendue en Indonésie, mais le lien entre les prix de l'huile de palme et ceux du pétrole brut ainsi que l'évolution économique peuvent modifier considérablement la trajectoire de croissance projetée. Dans l'Union européenne, les réformes des politiques et l'arrivée des procédés de production de biocarburants de deuxième génération vont probablement permettre de ne plus utiliser directement des cultures alimentaires comme matières premières. Aux États-Unis, dans l'Union européenne et en Indonésie, les politiques relatives aux biocarburants demeurent une source majeure d'incertitude pour le secteur de l'huile végétale, car 12 % environ de l'offre mondiale de ce secteur est destinée à la production de biodiesel. En Indonésie, rien ne permet d'affirmer avec certitude que l'obligation d'incorporation de 30 % de biodiesel pourra être respectée, compte tenu des contraintes que cela pourrait exercer sur l'offre à moyen terme.

Les tourteaux protéiques sont en concurrence partielle avec d'autres ingrédients dans la production d'aliments composés et sont donc sensibles à toute variation des prix des céréales. En outre, l'évolution des modes d'alimentation des animaux – en particulier des bovins – peut modifier la demande de tourteaux protéiques. En Chine, les ajustements actuellement apportés aux prix intérieurs des céréales, par exemple, auront des retentissements sur la formulation des aliments composés produits dans le pays, qui contiennent pour l'heure davantage de tourteaux protéiques que ce n'est le cas dans les pays développés et dans les autres grandes économies émergentes. Le rythme auquel le secteur porcin chinois va se rétablir après les épidémies de peste porcine africaine et de COVID-19 aura une influence considérable

sur la demande d'aliments pour animaux, car une reprise plus rapide de la production de porcs augmentera le besoin de tourteaux protéiques.

5. Sucre

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux du sucre sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le sucre de betterave, le sucre de canne, le sucre, la mélasse et l'isoglucose, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux du sucre dans les dix années à venir.

5.1. Situation du marché[1]

La production de la campagne sucrière en cours (octobre 2019-septembre 2020) devrait baisser considérablement par rapport aux deux campagnes précédentes, excédentaires, qui avaient permis à l'Inde de ravir au Brésil sa place de premier producteur mondial de sucre. Toutefois, le Brésil devrait retrouver sa première place car la production de l'Inde pâtit de conditions météorologiques défavorables. Le temps sec touche également la production de l'Union européenne et de la Thaïlande, deux autres marchés sucriers importants. La seule augmentation marquée de la production de sucre concernera la Fédération de Russie, où l'on s'attend à un marché sur approvisionné suite à une récolte exceptionnelle. À l'échelle mondiale, le niveau de production de la campagne en cours sera proche du niveau moyen de la dernière décennie.

La consommation mondiale par habitant d'édulcorants caloriques continue de croître, non sans présenter des différences régionales notables. La croissance est faible voire négative dans les régions où les niveaux sont déjà élevés : pays développés, Amérique du Sud et quelques pays asiatiques producteurs de sucre. En Afrique et dans la majeure partie de l'Asie (Graphique 5.1), les niveaux de consommation sont faibles et l'on prévoit une croissance vigoureuse. La pandémie de COVID-19 influe fortement sur la demande. La consommation hors foyer a diminué de manière significative du fait des mesures de distanciation sociale et autres restrictions prises pour limiter la propagation du virus. Il est largement admis désormais qu'un niveau élevé de consommation de sucre est un facteur de désordres et de problèmes de santé tels le diabète, la surcharge pondérale et l'obésité. Face à cela, les pays qui ont une consommation de sucre élevée prennent des mesures pour tenter de la réduire.

Avant l'apparition du coronavirus, les stocks de sucre étaient en baisse et près de la moitié de ce déstockage avait lieu en Inde. À l'heure actuelle, compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la consommation et les échanges, l'état final des stocks mondiaux est tout aussi incertain.

5.2. Principaux éléments des projections

En valeur réelle, les prix du sucre brut et du sucre blanc devraient demeurer stables sur la période de prévision, tandis qu'en valeur nominale ils devraient suivre une tendance légèrement ascendante (+2 % par an). Les projections prévoient en effet un marché mondial plus tendu (une offre plus proche de la demande) que lors de la décennie écoulée. La relativement faible surcote du sucre blanc (différence entre les prix du sucre blanc et du sucre brut) – 70 USD/t au cours de la période de référence (2017-19) – devrait augmenter légèrement en valeur absolue, pour atteindre 83 USD/t à l'horizon 2029.

Les projections prévoient également une augmentation de la production de canne à sucre et de betterave sucrière, conséquence à la fois de l'accroissement des superficies et de l'amélioration des rendements pour les deux cultures. La croissance est plus forte pour la production de canne à sucre en raison principalement d'une extension plus rapide des surfaces. La production et la transformation de la betterave sucrière sont plus mécanisées et continueront de bénéficier de gains de productivité. La canne à sucre, cultivée essentiellement dans les pays tropicaux et subtropicaux d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, demeurera la principale culture utilisée pour produire du sucre.

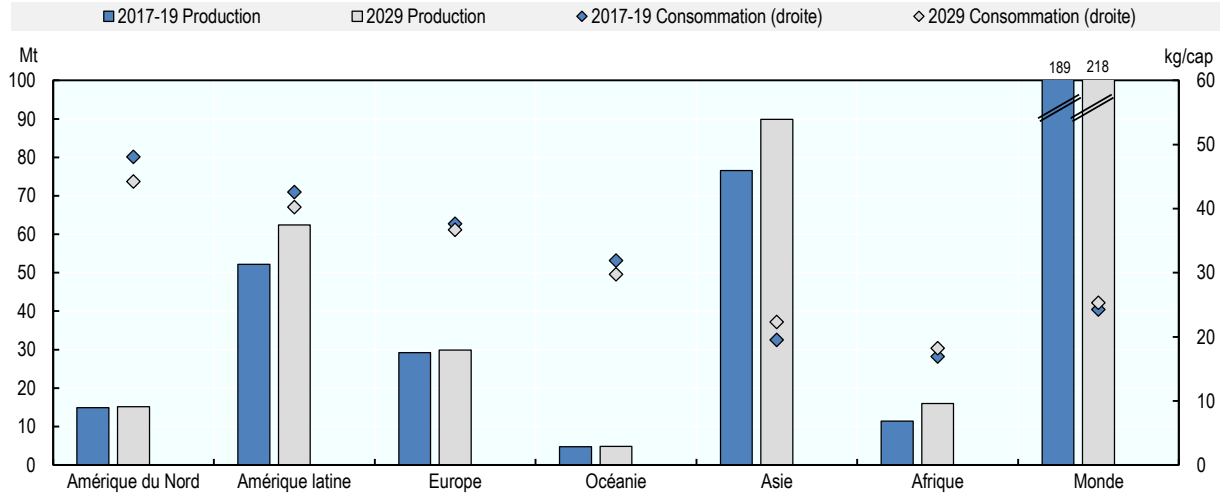
Les projections indiquent que la production mondiale de sucre se redressera après le fléchissement actuel et augmentera de 15 %, passant de 176 Mt durant la période de référence à 203 Mt en 2029 ; 96 % de cette hausse viendra des pays en développement. Les hypothèses économiques sur lesquelles reposent les projections, et notamment la dépréciation du réal brésilien par rapport au dollar des États-Unis, contribueront à une reprise des investissements dans le secteur, les prix à l'exportation du sucre brésilien étant suffisamment intéressants pour stimuler la production destinée aux marchés internationaux. À compter du 1er janvier 2020, le programme fédéral RenovaBio, qui vise à freiner les émissions de carbone,

devrait donner lieu à un accroissement de la consommation d'éthanol, ce qui aura des effets favorables sur le secteur de la canne à sucre. Le Brésil devrait conserver sa place de premier producteur de sucre, atteignant 18 % environ de la production mondiale en 2029. L'Inde et la Thaïlande devraient se remettre progressivement de leur mauvaise campagne actuelle, l'Inde atteignant des niveaux proches de ceux du Brésil en 2029. Par comparaison avec la période de référence, le niveau de la production devrait surtout augmenter au Brésil (+7.0 Mt), en Inde (+4.6 Mt), en Thaïlande (+2.8 Mt) et en République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») (+1.4 Mt). Sous l'effet de prix nominaux plus élevés et d'une consommation mondiale en hausse, le taux de croissance annuel moyen de la production sucrière devrait s'établir à un niveau légèrement supérieur à celui de la dernière décennie.

Entraînée par une expansion économique soutenue et une croissance démographique modérée, la demande de sucre en Asie devrait représenter plus de la moitié de la consommation mondiale en 2029. En valeur absolue, l'Afrique connaîtra une croissance démographique similaire à celle de l'Asie, mais la hausse de la consommation de sucre devrait y être moitié moindre (toujours en valeur absolue). La consommation par habitant devrait, quant à elle, enregistrer un léger ralentissement dans les deux régions.

Dans d'autres parties du monde, et notamment dans les pays à revenu élevé, la consommation par habitant poursuivra sa décrue, du fait de l'évolution des habitudes des consommateurs, qui tendent à réduire la part du sucre dans leur alimentation. Les projections indiquent que la consommation de l'autre grand édulcorant calorique, l'isoglucose, devrait augmenter de 1.9 Mt, pour atteindre 15 Mt en 2029, sous l'effet avant tout d'une augmentation de la demande en Chine, où les niveaux de consommation par habitant sont très faibles. La sensibilisation croissante aux effets délétères d'une forte consommation d'édulcorants caloriques sur la santé, renforcée par les mesures prises par les autorités, pèsera sur l'évolution des tendances de consommation. Le sucre et l'isoglucose continueront de représenter 90 % environ du marché des édulcorants.

Graphique 5.1. Production et consommation par habitant d'édulcorants caloriques à l'échelle mondiale, en 2017-19 et en 2029



Note : les édulcorants comprennent le sucre et l'isoglucose.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142311

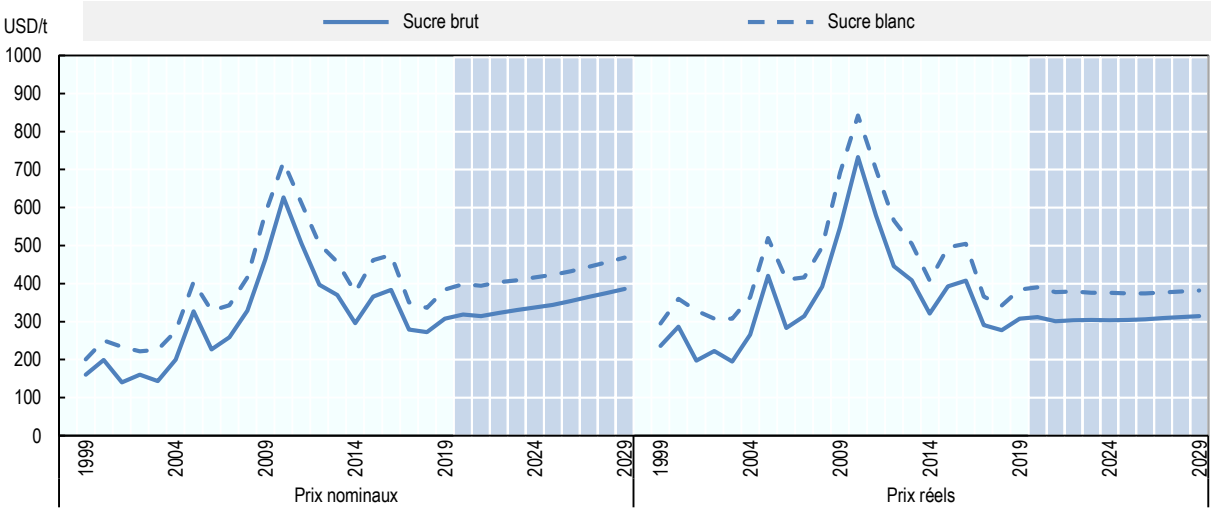
Les projections reposent sur plusieurs hypothèses, parmi lesquelles l'évolution de la productivité, les conditions macroéconomiques et les politiques nationales applicables au sous-secteur du sucre. À court terme, la pandémie de COVID-19 représente la principale source d'incertitude, compte tenu de son influence sur les conditions macroéconomiques, la consommation et les échanges. Elle pourrait avoir une incidence sur la production de 2020/21 dans les systèmes à forte densité de main-d'œuvre de l'Inde et de la Thaïlande. Outre la pandémie, l'autre grande source d'incertitude dans les projections tient à la répartition de la canne à sucre entre les productions d'éthanol et de sucre au Brésil. Les fluctuations des cours du pétrole brut et les effets du programme RenovaBio sur la production et la consommation d'éthanol pourraient avoir des conséquences notables sur le marché international du sucre en modifiant le niveau des exportations du Brésil. La production en Inde est caractérisée par de fréquentes oscillations qui pourraient influer le marché international, sachant que ce pays est aussi le premier consommateur de sucre du monde. L'Inde et la Thaïlande ont également des projets de bioéthanol qui, s'ils se concrétisaient, pourraient réduire le volume de canne à sucre disponible pour produire du sucre, avec, là encore, de lourdes conséquences sur les marchés. Les graves préoccupations que soulèvent les problèmes de santé associés à une consommation excessive d'édulcorants caloriques sont aussi source d'incertitude ; il est possible que la croissance de la demande soit plus faible que celle présentées dans ces *Perspectives*. Enfin, le fait que le secteur sucrier demeure fortement réglementé ajoute une strate d'incertitude aux projections.

5.3. Prix

Les prix du sucre ont baissé ces dernières années jusqu'à des niveaux que l'on n'avait pas vus depuis le milieu de la décennie précédente. Ils devraient augmenter en valeur nominale sur la période de projection. Renouant avec une plus forte rentabilité, les gros exportateurs (principalement le Brésil) reprendront leurs exportations de sucre. Sous réserve de conditions météorologiques normales, les rendements des cultures sucrières, notamment en Inde et en Thaïlande, devraient progressivement retrouver des niveaux plus conformes à la tendance des années précédentes. On prévoit que la croissance de la demande mondiale restera dans la fourchette observée durant la décennie précédente, entraînant une stabilité des prix réels du sucre sur la période de projection. En valeur absolue, les stocks mondiaux devraient se reconstituer lentement. Ils se stabiliseront en valeur relative à partir de 2022, le ratio stocks/consommation demeurant proche de 44.7 %.

À moyen terme, les projections indiquent que les prix réels du sucre resteront aux niveaux de 2019 (Graphique 5.2), c'est-à-dire au-dessous de la moyenne des 20 dernières années, quand les prix subissaient la pression à la hausse due à la concurrence des biocarburants (éthanol). En 2029, le prix mondial en valeur nominale devrait s'établir à 386 USD/t (17.5 cts/lb) pour le sucre brut et à 469 USD/t (21.3 cts/lb) pour le sucre blanc. La surcote du sucre blanc devrait croître légèrement pour atteindre 83 USD/t à la fin de la période de projection, en raison d'une demande en légère hausse.

Graphique 5.2. Évolution des prix mondiaux du sucre



Note : prix du sucre brut, Intercontinental Exchange, contrat n° 11 à l'échéance la plus proche ; prix du sucre raffiné, Euronext Liffe, contrat à terme n° 407, Londres. Les prix réels sont les prix mondiaux en valeur nominale, corrigés du déflateur du PIB des États-Unis (2019=1).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142330

5.4. Production

Les marchés du sucre devraient amorcer une lente reprise. Le secteur est en effet à forte intensité de capital, et la faiblesse des prix avait conduit à différer certains investissements. La production de sucre devrait se développer, en raison notamment de la capacité des sucreries à passer d'une production d'éthanol à une production de sucre et inversement, ce qui réduit les risques liés aux investissements. La canne à sucre représente 86 % environ des cultures sucrières et la betterave à sucre, le reste. La canne à sucre est une plante vivace que l'on cultive principalement dans les régions tropicales et subtropicales. Les mêmes plants peuvent être récoltés plusieurs années de suite, quoique les rendements aillent en décroissant. En plus du sucre et de l'éthanol, la canne à sucre peut être utilisée pour produire des dérivés, comme l'électricité (à partir des excédents de bagasse) et des bioplastiques. Toutefois, c'est une culture qui nécessite beaucoup d'eau. À l'inverse, la betterave à sucre est une plante annuelle cultivée principalement en zone tempérée ; elle est à l'origine d'une vaste gamme de produits incluant les aliments (sucre), les aliments pour animaux, les bioproduits destinés à l'industrie (produits pharmaceutiques, plastiques, textiles et produits chimiques) et l'éthanol.

Sur la période de projection, l'augmentation de la production de canne à sucre devrait être le fait de l'amélioration des rendements et de l'extension des superficies. Dans le cas de la betterave sucrière, la progression viendra en majeure partie d'une amélioration des rendements. Les projections indiquent que la production de canne à sucre augmentera de 1.1 % par an, soit un rythme un peu plus soutenu que durant la décennie écoulée, le Brésil, l'Inde et la Thaïlande assurant 74 % de la variation du volume mondial de production (49 %, 18 % et 6 % respectivement). Les perspectives sont moins prometteuses pour la betterave sucrière, dont la production devrait croître de 0.7 % par an, soit bien moins que les 2.1 % annuels enregistrés durant la dernière décennie (Graphique 5.3). Les projections prévoient des augmentations en Égypte (+6.9 Mt), en Ukraine (+3.3 Mt), en Turquie (+2.9 Mt) et en Chine (+2.9 Mt), mais un recul dans l'Union européenne et la Fédération de Russie (-3.7 Mt et -1.1 Mt respectivement),

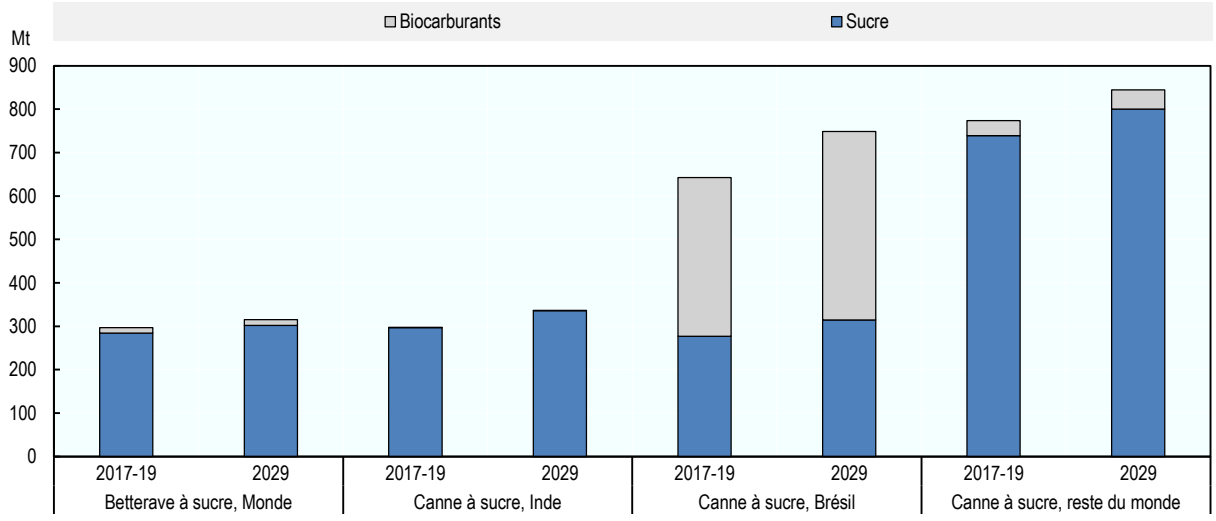
alors qu'au cours de la dernière décennie, ces deux dernières régions comptaient pour la moitié de la progression mondiale de betterave sucrière.

La croissance de la production en Union européenne (par rapport à 2017-19, la période postérieure à l'abolition des quotas qui a commencé par une année sucrière record) devrait être l'une des plus basses. En Fédération de Russie, malgré une stratégie nationale vigoureuse en faveur de l'autosuffisance ces dernières années, qui a conduit à un excédent de production massif en 2019, les coûts de production devraient rester élevés et la production de sucre ne devrait pas dépasser les niveaux atteints durant la période de référence. Aux États-Unis, où les deux cultures sucrières sont pratiquées, on prévoit une amélioration des rendements ainsi qu'une augmentation du coût des intrants (liée à l'évolution des techniques de récolte) ; la croissance de la production de betterave à sucre devrait ralentir dans quelques années alors que celle de la canne à sucre devrait être plus stable, du fait de la nature pérenne de cette culture.

Sur la période de projection, les parts des cultures sucrières utilisées pour produire du sucre et de l'éthanol devraient être respectivement de 78 % (75 % pour la canne à sucre et 96 % pour la betterave sucrière) et 22 %. Le Brésil conservera son titre de premier producteur de sucre et d'éthanol issu de la canne à sucre ; en 2029, il produira en effet 39 % de la canne à sucre mondiale, à partir de laquelle il assurera respectivement 18 % et 90 % de la production mondiale de sucre et d'éthanol (contre 17 % et 91 % durant la période de référence).

À compter de 2020, la production mondiale devrait augmenter à nouveau, à un rythme moyen plus soutenu que durant la décennie écoulée (1.4 % par an au lieu de 0.8 %), en raison de la hausse des prix du sucre qu'entraînera la croissance régulière de la demande mondiale. L'essentiel de cette augmentation aura lieu dans les pays en développement, qui devraient assurer 78 % de la production mondiale en 2029 (contre 75 % dans la période de référence). L'Asie et l'Amérique latine seront les principales régions productrices. La part de l'Asie dans la production mondiale devrait passer de 41.2 % durant la période de référence à 41.6 % en 2029, et celle de l'Amérique latine, de 29.2 % à 30.2 %.

Graphique 5.3. Production des cultures sucrières dans le monde



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142349

Le Brésil, premier fournisseur mondial, a connu une situation chronique d'endettement au cours des dix dernières années. Cela étant, le déficit mondial actuel, qui pousse les prix à la hausse, ainsi que la dépréciation du réal accroissent la rentabilité du secteur sucrier, ce qui attire les investissements. Il reste que le sucre brésilien demeurera en concurrence avec les biocarburants, puisque près de la moitié de la canne à sucre produite dans le pays sert à produire de l'éthanol. Le Brésil demeurera néanmoins le premier producteur et exportateur mondial de sucre pendant la période de projection, sa production devrait atteindre 37 Mt (+7 Mt par rapport à la période de référence) en 2029, d'après les projections.

Le Brésil, premier fournisseur mondial, a connu une situation chronique d'endettement au cours des dix dernières années. Cela étant, le déficit mondial actuel, qui pousse les prix à la hausse, ainsi que la dépréciation du réal accroissent la rentabilité du secteur sucrier, ce qui attire les investissements. Il reste que le sucre brésilien demeurera en concurrence avec les biocarburants, puisque près de la moitié de la canne à sucre produite dans le pays sert à produire de l'éthanol. Le Brésil demeurera néanmoins le premier producteur et exportateur mondial de sucre pendant la période de projection, sa production devrait atteindre 37 Mt (+7 Mt par rapport à la période de référence) en 2029, d'après les projections.

L'Inde est le deuxième producteur mondial de sucre. Sa production, actuellement basse, devrait repartir à la hausse et se développer progressivement, poussée en partie par les aides renouvelées des pouvoirs publics. Profitant d'une bonne rentabilité, la production de sucre devrait augmenter de 4.4 Mt ces dix prochaines années, pour atteindre 35 Mt en 2029. La Thaïlande conservera sa place de quatrième producteur mondial (l'Union européenne arrivant en troisième position), et devrait connaître une croissance annuelle moyenne similaire à celle de la décennie précédente, se remettant progressivement du léger recul de la campagne actuelle, stimulée en cela par les prix du marché mondial du sucre. En 2029, la Thaïlande devrait produire non moins de 15.8 Mt de sucre. Les projections indiquent qu'en Chine, la production de canne à sucre et de betterave sucrière devrait s'accélérer au cours des premières années de la période de projection, soutenue par le plan national 2015-2020. On prévoit toutefois que les coûts de production demeureront élevés par rapport à ceux des pays voisins. Quelques droits de sauvegarde[2] limitent également la concurrence des importations. Ces facteurs devraient continuer à protéger le secteur. En 2029, la production de sucre de la Chine devrait atteindre 12.2 Mt. Au Pakistan, les agriculteurs bénéficient d'une aide publique importante sous la forme de prix garantis ; la production devrait augmenter, mais à un rythme annuel plus faible, 2.7 % contre 3.6 % au cours de la dernière décennie, pour atteindre 7.4 Mt en 2029.

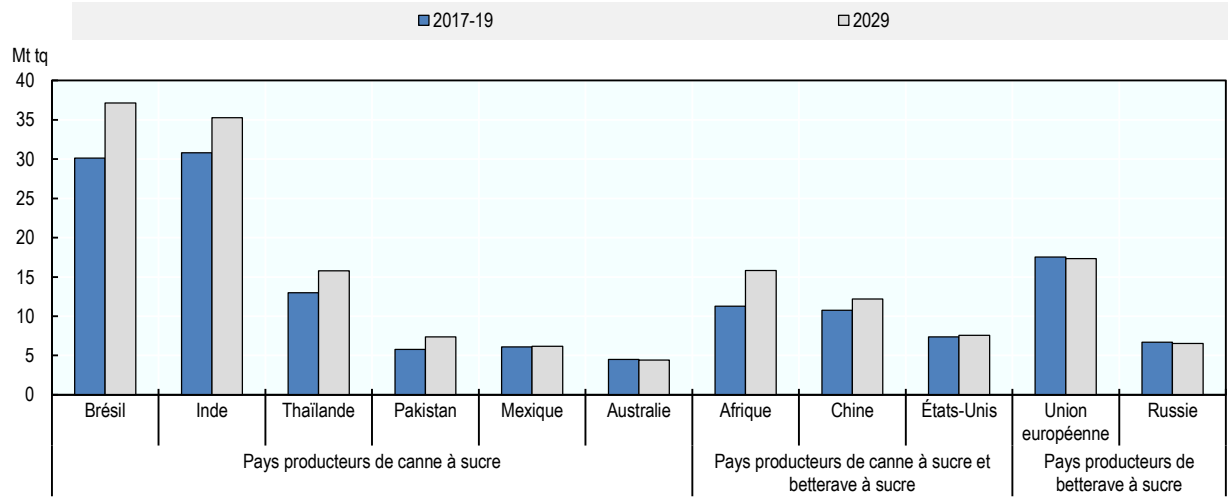
En Afrique (hors Afrique du Sud), l'augmentation des prix du sucre en valeur réelle soutiendra la croissance de la production. Cette dernière devrait ainsi progresser de 40 % par rapport à la période de référence, pour atteindre 15.8 Mt en 2029, une projection qui s'explique par le développement de la production dans les pays d'Afrique subsaharienne, consécutif aux investissements réalisés dans les exploitations et les sucreries. Malgré cette croissance, la part du continent dans la production mondiale restera modeste (8 % en 2029).

Au cours de la dernière décennie, les pays développés ont contribué pour plus d'un quart à la progression de la production mondiale de sucre, les augmentations les plus fortes ayant été enregistrées dans l'Union européenne, en Fédération de Russie, en Australie et aux États-Unis. Cette part devrait toutefois descendre à 4 % sur la période de projection (Graphique 5.4), en raison d'une croissance annuelle projetée de 0.8 % seulement (contre 1.7 % pour les pays en développement). Dans ce groupe de pays, comparé à la période de référence, seule l'Afrique du Sud devrait développer sa production de façon importante (+0.5 Mt). Les niveaux de production de l'Union européenne et de la Fédération de Russie ne devraient pas changer beaucoup sur les dix prochaines années. L'Union européenne conservera néanmoins sa place de troisième producteur mondial de sucre. Quant à la Fédération de Russie, les mesures prises ces dernières années pour parvenir à l'autosuffisance ont porté leurs fruits, mais les coûts de production du pays demeurent élevés et ses exportations ne sont pas assez compétitives pour permettre à la production de poursuivre sa progression au cours des dix prochaines années. Aucun

changement significatif n'est attendu pour les États-Unis, où la filière reste très dépendante des mesures de soutien à la production intérieure : programme de prêts (Sugar Loan Program) qui garantit les prix payés aux producteurs, quotas de commercialisation du sucre (Sugar Marketing Allotments) qui contraignent ou incitent les producteurs à satisfaire 85 % de la consommation intérieure, programme de flexibilité de l'approvisionnement en matières premières (Feedstock Flexibility Program) qui vise à réorienter les excédents de sucre vers la production d'éthanol au lieu de faire jouer la clause de cession prévue par les prêts de la Commodity Credit Corporation (CCC) du ministère de l'Agriculture, et barrières commerciales à l'importation (contingents tarifaires, accords régionaux et accords de suspension des exportations de sucre du Mexique).

Après une courte période durant laquelle l'Inde continuera de contribuer à la moitié du déstockage mondial de sucre, le marché redeviendra excédentaire et les stocks mondiaux se reconstitueront à un rythme modéré, au cours de la prochaine décennie. D'après les projections, le ratio mondial stocks/consommation retrouvera un niveau proche de 45 %, sa moyenne de long terme, contre 49 % durant la période de référence.

Graphique 5.4. Production de sucre par type de culture



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142368

5.5. Consommation

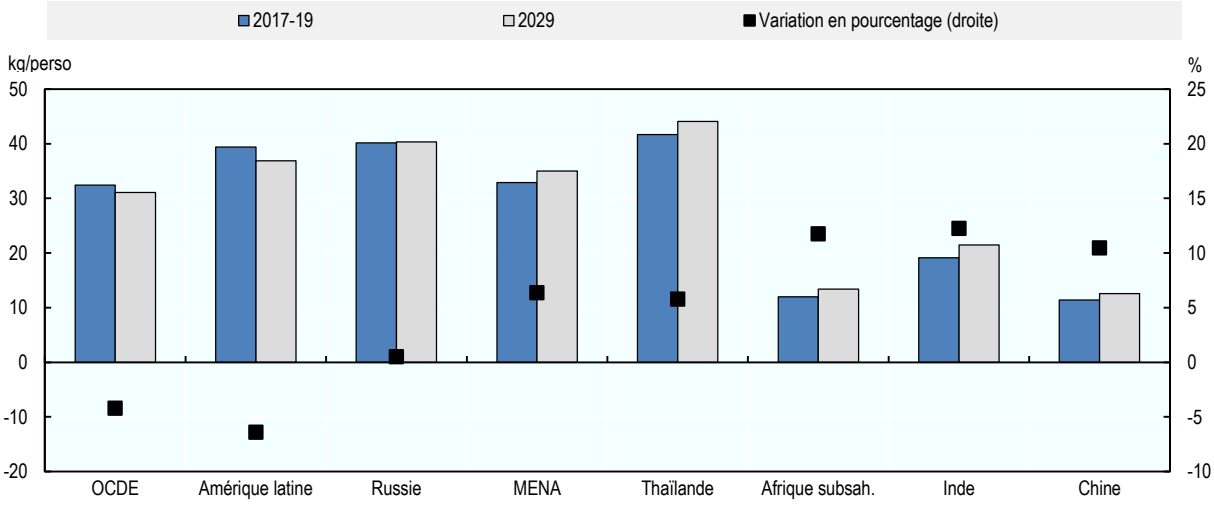
La consommation mondiale de sucre devrait continuer d'augmenter d'environ 1.4 % par an, pour atteindre 199 Mt en 2029, soutenue par l'accroissement de la population et la croissance des revenus. Sur la période de projection, la consommation mondiale moyenne devrait passer de 22.5 kg/habitant à 23.5 kg/habitant, mais des variations considérables sont à attendre d'une région et d'un pays à l'autre (Graphique 5.5).

Seuls les pays en développement contribueront à cette augmentation, car sur les autres marchés, plus proches de la maturité, la consommation devrait avoir tendance à décliner. La demande supplémentaire viendra principalement de l'Asie et de l'Afrique, où elle sera de 68 % et 30 % respectivement. Dans ces deux régions déficitaires en sucre, le niveau de consommation est souvent faible par rapport à d'autres

régions, d'où des perspectives de croissance considérables. En Asie, le taux de croissance plus élevé découlera d'une plus forte demande de confiseries et de boissons sucrées, en zone urbaine le plus souvent, tandis qu'en Afrique, la hausse de la consommation directe sera tirée en grande partie par la croissance démographique. En Amérique latine, où les niveaux de consommation par habitant sont déjà élevés, on prévoit peu de progression (2 % sur l'ensemble de la période de projection).

Parmi les pays asiatiques, l'Inde devrait connaître la plus forte hausse de la consommation, suivie par l'Indonésie, la Chine et le Pakistan. La consommation par habitant est très faible en Chine et dans les pays les moins avancés (PMA) d'Asie, puisqu'elle n'atteint pas 13 kg par an sur la période de référence, mais sa progression en rythme annuel restera à peu près identique à celle des dix dernières années, compte tenu du peu de goût des habitants pour les produits sucrés et de la lenteur avec laquelle les habitudes alimentaires évoluent. En Afrique, les plus fortes hausses de consommation concerneront l'Égypte et plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, mais la consommation par habitant se maintiendra en deçà de 14 kg par an dans les PMA subsahariens, dont l'Éthiopie et le Nigéria.

Graphique 5.5. Demande de sucre par habitant dans les principaux pays et régions



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142387

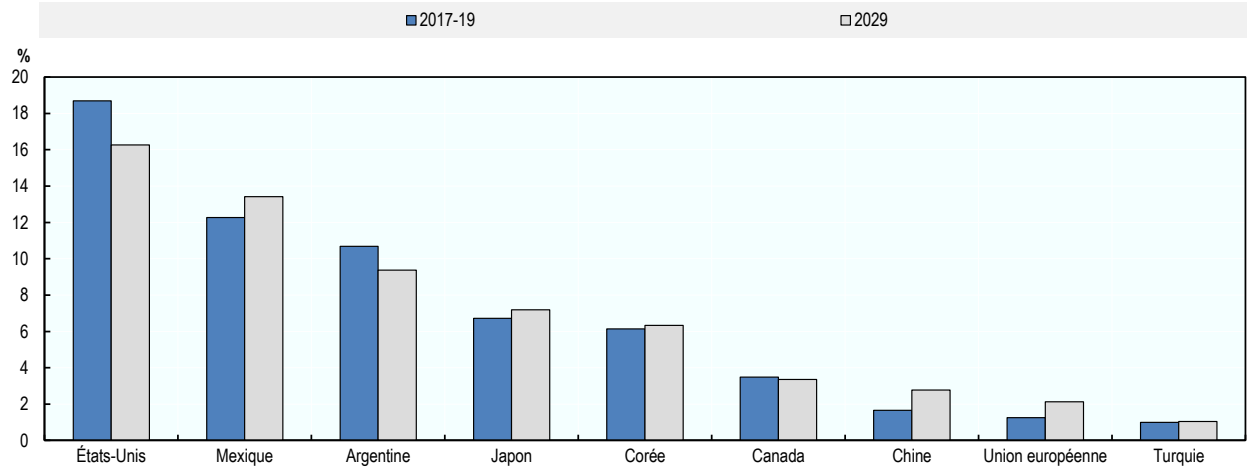
En revanche, le niveau de consommation de sucre par personne devrait continuer de baisser dans de nombreux pays développés, où l'on redoute de plus en plus les effets délétères sur la santé d'une surconsommation de sucre : caries dentaires, mais aussi prise de poids préjudiciable, susceptible d'accroître le risque de diabète de type 2 et de maladies cardiovasculaires. Plusieurs pays ont institué une taxe sur les produits sucrés caloriques, pour tenter d'en infléchir la consommation. Le Mexique a été le premier à adopter cette stratégie au niveau national, en 2014. Suite à ces mesures, certaines multinationales ont réduit la taille des portions, diminué la quantité d'édulcorants caloriques ou remplacé le sucre par un édulcorant de synthèse, dont le pouvoir sucrant est plus élevé, mais la valeur calorique, plus faible.

Le fléchissement de la consommation de sucre des pays développés devrait se faire particulièrement sentir au Canada, dans l'Union européenne et au Royaume-Uni. Aux États-Unis, la consommation d'édulcorants devrait rester stable, mais les projections indiquent que la part du sucre dans la consommation d'édulcorants caloriques par habitant devrait augmenter, passant de 62 % durant la

dernière décennie à 64.5 % en 2029. L'idée que l'isoglucose puisse être plus nocif pour la santé que le sucre continue de faire débat. En Fédération de Russie, la demande de sucre devrait croître, poussée par la production nationale de confiseries et la fabrication artisanale d'alcool. Le débat se poursuit sur une possible taxation du sucre, mais celui-ci devrait rester une source de calories bon marché et aucun changement des habitudes de consommation n'est attendu.

Compte tenu de sa compétitivité dans la fabrication de boissons sucrées caloriques, la consommation d'isoglucose (en poids sec) devrait augmenter de 14 %, soit 1.9 Mt, à l'horizon 2029. À l'échelle mondiale, la consommation restera toutefois circonscrite à un petit nombre de pays (Graphique 5.6). Comme pour le sucre, la consommation par habitant devrait diminuer dans les pays où la consommation totale d'édulcorants caloriques est élevée. La Chine, qui fait partie de ceux où cette consommation est basse, devrait être le principal moteur de la croissance. Étant le premier producteur mondial d'amidon, elle devrait normalement augmenter son offre d'isoglucose pour répondre à une demande intérieure en hausse, mais il est probable que cette croissance sera ralentie par un manque de rentabilité. Dans l'Union européenne, la consommation d'isoglucose n'atteindra pas le rythme de croissance attendu en raison d'une concurrence plus forte que prévu du sucre. Au Mexique, la part de l'isoglucose dans la demande d'édulcorants devrait légèrement augmenter sur la période de projection car, en réaction à la taxation du sucre mise en place dans le pays, les entreprises ont tendance à l'utiliser, quoiqu'en moindre quantité, pour remplacer le sucre dans leurs boissons non alcooliques, même si les deux produits sont taxés. À l'inverse, aux États-Unis, premier producteur d'isoglucose, la demande de ce produit en pourcentage de la consommation totale d'édulcorants devrait continuer de décliner, passant de 46 % durant la période de référence à 37 % en 2029 ; cependant, le pays devrait consolider davantage sa position de premier producteur mondial au cours de la prochaine décennie, pour répondre à la demande du Canada et du Mexique.

Graphique 5.6. Part de l'isoglucose dans la consommation d'édulcorants des principaux pays consommateurs, par habitant



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

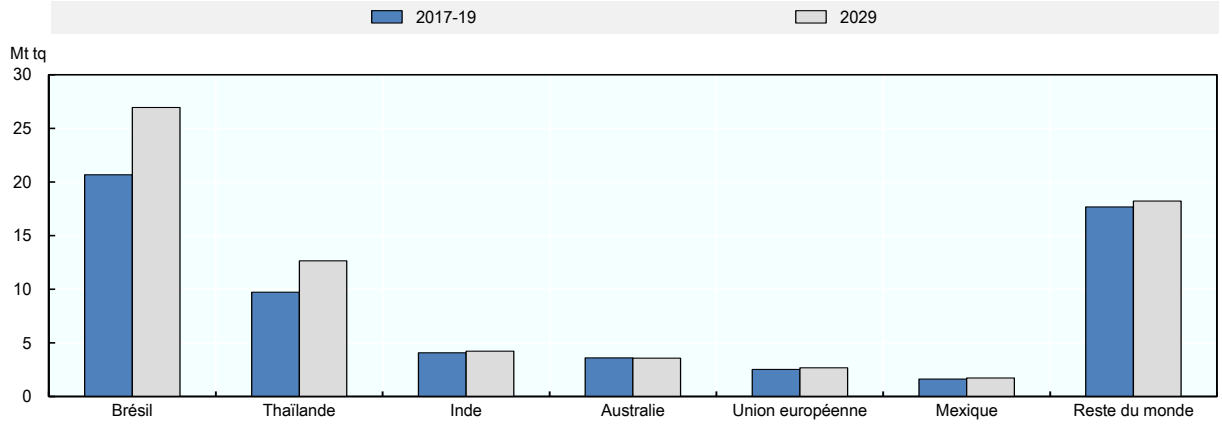
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142406

5.6. Échanges

Au cours de la prochaine décennie, les exportations de sucre (Graphique 5.7) devraient rester très concentrées, le Brésil consolidant sa place de premier exportateur mondial (passant de 35 % des échanges mondiaux sur la période de référence à 38 % en 2029). L'affaiblissement de sa monnaie par rapport au dollar des États-Unis au cours de la période de projection attirera les investissements et améliorera la compétitivité du secteur. Néanmoins, le marché du sucre brésilien restera en concurrence avec une forte production d'éthanol. Les exportations de sucre du pays devraient augmenter de 6.3 Mt par rapport à la période de référence.

La Thaïlande, deuxième exportateur mondial de sucre, produit très peu d'éthanol directement à base de canne à sucre (moins de 2 %), utilisant plutôt la mélasse ou le manioc. Ce producteur asiatique de sucre bien établi devrait se remettre du fléchissement actuel du niveau de sa production et gagner des parts sur le marché international vers la fin de la période de projection, jusqu'à atteindre 18 % des exportations mondiales de sucre en 2029 (contre 16 % sur la période de référence), soit 12.7 Mt. En Inde, les projections indiquent que l'approvisionnement et le soutien des pouvoirs publics devraient être suffisants pour permettre au pays de maintenir le niveau de ses exportations à 4 Mt par an environ tout au long de la décennie à venir. En Australie, la culture de la canne à sucre sera limitée par les superficies irriguées disponibles ; aussi, les niveaux de production devraient-ils demeurer proches des niveaux relativement faibles de la campagne actuelle, ce qui représente néanmoins une production largement supérieure à la demande. Le pays continuera donc d'exporter environ 80 % de sa production.

Graphique 5.7. Exportations de sucre des grands pays et régions



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142425

En 1968, l'Union européenne avait instauré des quotas de production de sucre et d'isoglucose afin de protéger ses producteurs et de garantir les prix. Elle les a supprimés en 2017, ce qui a entraîné une baisse des prix intérieurs et a libéré les exportations, jusque-là plafonnées par les règles de l'OMC en matière d'exportations subventionnées. Sur les dix prochaines années, la production ne devrait pas augmenter, mais la demande intérieure en baisse augmentera la capacité d'exportation de sucre blanc de haute qualité, vendu à un prix plus élevé. Ces exportations seront principalement destinées aux pays déficitaires en sucre des régions Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et Extrême-Orient ; elles seront néanmoins

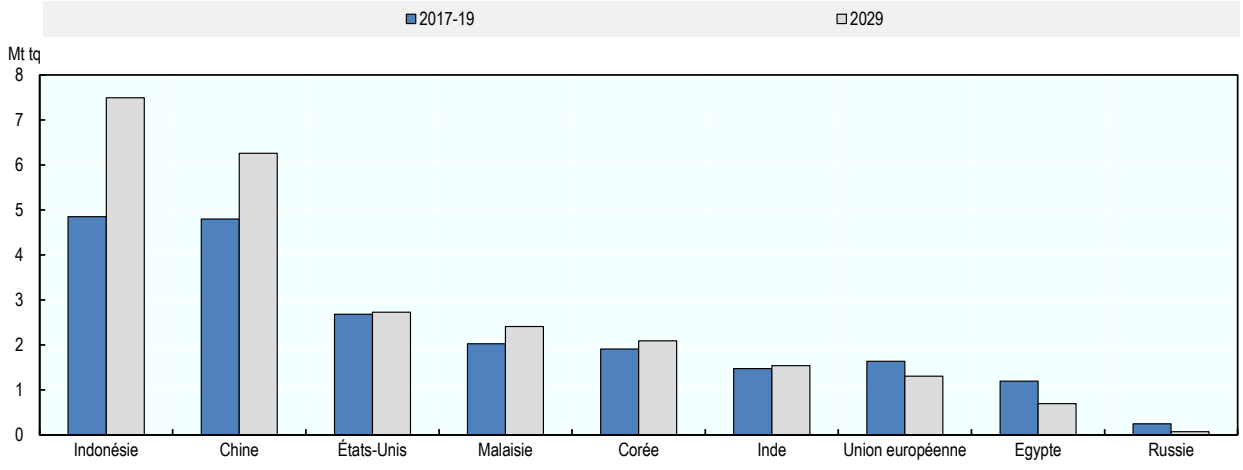
concurrencées par l'offre des raffineries traditionnelles de sucre de canne, en particulier dans la région MENA.

Les importations mondiales de sucre sont plus dispersées que les exportations (Graphique 5.8). D'après les projections, l'Asie et l'Afrique connaîtront la plus forte croissance de la demande de sucre, ce qui ne sera pas sans effet sur le classement des principaux importateurs. Durant la période de référence, l'Indonésie et la Chine se plaçaient au premier rang des importateurs (avec 4.8 Mt chacune), suivies par les États-Unis (2.7 Mt), la Malaisie (2.0 Mt), la Corée (1.9 Mt), l'Union européenne (1.6 Mt) et l'Inde (1.5 Mt). Sur la prochaine décennie, l'Indonésie, avec une consommation en forte croissance, devrait confirmer sa place en tête des importateurs de sucre (7.5 Mt), devant la Chine (6.3 Mt), les États-Unis (2.7 Mt), la Malaisie (2.4 Mt), la Corée (2.1 Mt) et l'Inde (1.5 Mt). En raison de l'abolition des quotas sucre, l'Union européenne a perdu de son attrait pour les pays exportateurs signataires d'accords commerciaux préférentiels ; les importations de sucre de l'Union européenne devraient donc diminuer encore pour atteindre 1.3 Mt en 2029. Les échanges d'isoglucose de l'UE demeureront plutôt stables puisque la production devrait satisfaire principalement la demande intérieure.

Aux États-Unis, pays traditionnellement déficitaire en sucre, des politiques continueront de favoriser la production intérieure et limiter les importations. Les flux d'importation seront régis par des contingents tarifaires appliqués en vertu d'accords de l'OMC ou d'accords de libre-échange et par les limites que le ministère du Commerce des États-Unis impose aux exportations du Mexique. Les prix du sucre étant relativement plus élevés aux États-Unis, le Mexique continuera néanmoins d'exporter sa production vers son voisin, principalement pour répondre aux besoins de celui-ci. En contrepartie, le Mexique devrait importer de l'isoglucose des États-Unis (+2 %, soit 250 kt, en 2029) pour satisfaire sa demande d'édulcorants.

Les importations devraient diminuer en Égypte et en Fédération de Russie. En Égypte, de grands projets d'investissement stimulent la production, ce qui devrait faire baisser les importations. Dans la Fédération de Russie, la politique d'autosuffisance a porté ses fruits et il ne devrait y avoir pratiquement aucune importation au cours des dix prochaines années.

Graphique 5.8. Importations de sucre des grands pays et régions



Note : les chiffres sont exprimés en base tel quel (tq).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142444

5.7. Principales questions et incertitudes

Les projections présentées dans les présentes *Perspectives* partent du principe que les conditions macroéconomiques seront stables et que les conditions météorologiques resteront dans les normales, et formulent des hypothèses spécifiques d'évolution de différentes variables, comme les prix du pétrole brut, les politiques y afférentes (obligation d'utiliser de l'éthanol) ou les tendances en matière de consommation et de production. Tout événement perturbant l'une de ces variables peut entraîner d'importantes variations dans les projections, d'autant que la production et les échanges se concentrent sur un petit nombre de pays.

Il est impossible à ce stade d'évaluer en détail l'impact qu'aura la pandémie de COVID-19. On peut toutefois dégager plusieurs mécanismes de transmission au marché du sucre, que ce soit du côté de l'offre ou de la demande. Ainsi, les mesures de confinement ont restreint la demande de sucre à l'extérieur du foyer. Il est trop tôt pour évaluer si cela aura des conséquences à long terme sur le niveau de consommation. Mis à part les effets touchant spécifiquement le sucre, l'impact de la pandémie sur les variables macroéconomiques, ainsi que sur les projections relatives aux prix du pétrole brut, pourrait faire varier les valeurs retenues comme hypothèses lors de la préparation des présentes *Perspectives*, en particulier sur l'année de référence, qui s'étend d'octobre 2019 à septembre 2020.

Les projections pour le Brésil sont entachées d'un certain nombre d'incertitudes liées à la consolidation financière en cours. Les présentes *Perspectives* s'appuient aussi sur des hypothèses de taux de change du réal brésilien par rapport au dollar des États-Unis. Toute appréciation ou dépréciation du réal influerait directement sur la compétitivité du secteur sucrier et aurait des effets importants sur le marché national et les marchés internationaux. En outre, la mise en œuvre du programme de biocarburant (RenovaBio) aura également des effets non négligeables sur les marchés du sucre, car le Brésil est en mesure d'utiliser sa canne à sucre pour produire soit du sucre, soit de l'éthanol, en passant souplement d'une production à l'autre en fonction de leur rentabilité respective.

Les résultats des projections pour la Thaïlande sont entachés d'une forte incertitude. La campagne actuelle a été plutôt rude pour le secteur, et les sucreries comme les agriculteurs ont enregistré de larges pertes, de sorte qu'il est difficile d'évaluer le temps qu'il faudra au secteur pour se redresser. D'un autre côté, le pays a bénéficié de gros investissements ces dernières années, les pluies récentes vont probablement améliorer les rendements de la campagne 2020/21 et les pouvoirs publics sont en train de prendre des mesures d'aide visant à réduire les risques dans ce secteur. En outre, on fait l'hypothèse que la Thaïlande n'allouera qu'une part réduite de sa canne à sucre à la production d'éthanol. Si le pays adoptait une stratégie différente, cela pourrait avoir une incidence significative sur le marché mondial du sucre, étant donné la large participation de la Thaïlande aux échanges de cette denrée.

Les projections relatives à l'Inde sont sujettes à de fortes incertitudes. La place de ce pays au premier rang des consommateurs et au deuxième des producteurs de sucre fait que de petites variations des tendances en matière de consommation ou de production, ou de petits changements dans les politiques y afférentes, pourraient avoir un fort impact sur les marchés mondiaux. Si par exemple, contrairement aux hypothèses retenues, le pays n'atteignait pas les objectifs ambitieux d'incorporation d'éthanol qu'il s'est fixé ou qu'il les dépassait, l'offre de sucre sur le marché national et les marchés internationaux s'en ressentirait fortement. Sans compter que la production et les exportations de l'Inde ont de tout temps été sujettes à de grands mouvements oscillatoires, qui peuvent aisément perturber les projections des présentes *Perspectives*.

Les distorsions commerciales sur les marchés internationaux du sucre vont persister. Les variations des prix internationaux du sucre ne sont toujours pas intégralement transférées aux producteurs et aux consommateurs nationaux, même si certains marchés mondiaux ont entrepris des réformes et des transformations structurelles (comme la levée des quotas dans l'Union européenne et en Thaïlande). De

nombreux pays continuent de recourir à des instruments de politique commerciale pour protéger leur marché intérieur, comme : i) des droits hors contingent élevés en Chine ; ii) un mécanisme d'établissement d'un prix de référence fondé sur le dollar en Afrique du Sud, qui garantit un prix d'importation minimum ; iii) des modifications des contingents tarifaires de l'OMC et une limitation des exportations du Mexique (États-Unis) ; iv) des subventions au transport pour stimuler les exportations et un soutien des prix intérieurs du sucre (Pakistan, Inde) ; v) des droits de douane élevés sur les importations (Union européenne, Fédération de Russie, États-Unis) ; vi) des accords commerciaux régionaux (ALENA, accords de partenariat économique de l'Union européenne et programme Tout sauf les armes).

Devant les données qui s'accumulent sur les effets préjudiciables d'une consommation excessive de sucre pour la santé humaine, l'évolution de la demande aussi est incertaine. Des gouvernements ont d'ores et déjà instauré des taxes sur les édulcorants caloriques, afin d'en faire baisser la consommation ; ces actions pourraient s'accentuer au cours des dix prochaines années, même si les mesures préventives prises par l'industrie agroalimentaire, comme la reformulation de certains produits, l'utilisation d'autres édulcorants et la diminution de la taille des portions, sont susceptibles d'atténuer les effets de ce type de politiques.

Notes

[1] La pandémie de COVID-19 a un effet négatif significatif sur la campagne sucrière actuelle et les perspectives. Toutefois, l'impact final sur les marchés du sucre est incertain et n'a pas été pris en compte dans les chiffres présentés ici.

[2] Voir la section consacrée aux échanges.

6. Viande

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux de la viande sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour la viande bovine, la viande porcine, la volaille et la viande ovine, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux de la viande dans les dix années à venir.

6.1. Situation du marché

La production mondiale de viande a diminué pour atteindre 325 Mt en 2019, principalement à cause de la peste porcine africaine qui a touché la Chine. Cette maladie s'est étendue à d'autres pays d'Afrique et d'Europe Centrale, à certains pays d'Asie de l'Est – la République démocratique de Corée, la Corée et la Mongolie – et à certains pays d'Asie du Sud-Est – le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao, le Myanmar, les Philippines, le Timor-Leste et le Viet Nam. En Chine, la production globale de viande aurait baissé de 10 % en 2019 sous l'effet du recul d'au moins 21 % de la production de viande porcine, qui a été partiellement contrebalancé par l'augmentation de la production d'autres viandes. La hausse de la production en Argentine, aux États-Unis, en Turquie et dans l'Union européenne a permis de limiter la baisse mondiale à un peu moins de 2 % sur l'année 2019.

Dans les pays où la production de viande continue de s'accroître, cela est dû principalement aux gains de productivité. Aux États-Unis, par exemple, l'accroissement s'explique par la hausse du poids des carcasses. Dans l'Union européenne, la production totale de viande devrait également augmenter malgré la diminution de celle de viande bovine. Tous les autres types de viande devraient évoluer à la hausse, en particulier la viande porcine du fait de la demande soutenue d'importations de la Chine. En Argentine, la production de viande s'est accrue principalement pour répondre à l'augmentation de la demande étrangère.

À l'aune de l'indice des prix de la viande de la FAO, les prix moyens ont progressé de 5.6 % en 2019 par rapport à 2018, la plus forte hausse étant enregistrée par la viande porcine (en particulier congelée) en raison du bond des importations chinoises. Les prix de la viande bovine et de volaille ont également grimpé sous l'influence de l'augmentation de la demande asiatique, tandis que celui de la viande ovine s'est maintenu à un niveau élevé du fait de la production limitée en Océanie.

Les exportations mondiales de viande ont atteint 36 Mt en 2019, soit une hausse de 4 % par rapport à 2018. La principale explication est l'augmentation des importations de la Chine faisant suite à la baisse de la production nationale due à la peste porcine africaine. En 2019, les importations chinoises ont grimpé de 62 % (environ 2 Mt), tous types de viande confondus. La progression des exportations a été assurée avant tout par l'Argentine, le Canada, les États-Unis, la Thaïlande et l'Union européenne.

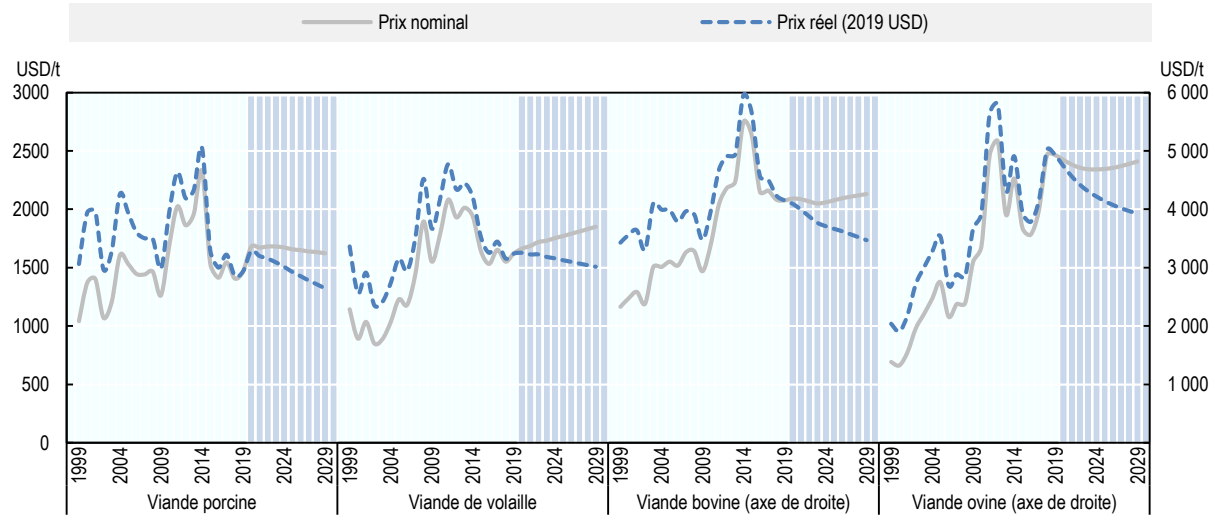
6.2. Principaux éléments des projections

Les prix nominaux de la viande devraient rester stables ou augmenter par rapport à la période de référence (moyenne des années 2017-2019) (Graphique 6.1). Au cours de la première moitié de la période de projection, les prix seront soutenus par la contraction de l'offre dans plusieurs pays d'Asie et l'augmentation de la demande d'importations qui en résultera. Ce sera le cas dans le secteur de la viande de porc, où les abattages imputables à la peste porcine africaine a entraîné un recul de la production en Asie. La hausse des prix favorisera une rentabilité accrue de la production de viande pendant la première moitié de la période considérée, malgré une augmentation progressive des coûts de l'alimentation animale (Graphique 6.2). Lorsque l'offre de viande porcine commencera à renouer avec sa tendance à la hausse sur le long terme, les prix de la viande porcine en valeur réelle termineront la période en baisse car la productivité devrait continuer à progresser. La consommation de viande s'accroît globalement, principalement sous l'effet de la croissance économique et démographique qui se poursuit dans les pays en développement, mais les *Perspectives* prévoient qu'elle se stabilise par habitant du fait d'une évolution de la demande favorisant les produits de qualité dans les pays à revenu élevé.

En valeur réelle, ce sont les prix (en USD de 2019) de la viande bovine et ovine qui devraient baisser le plus sensiblement d'ici à 2029, pour atteindre 3 472 USD/t et 3 926 USD/t respectivement en équivalent poids carcasse (epc). Selon les projections, ceux de la viande porcine et de volaille fléchiront également

pour s'établir à 1 323 USD/t epc et 1 508 USD/t poids produit, respectivement. En valeur nominale, les prix de toutes les viandes enregistreront une hausse modeste d'ici à 2029 (Graphique 6.1). Ceux de la viande ovine devraient se maintenir à un niveau élevé durant la période de projection en raison à la fois de la demande soutenue d'importations de l'Asie et d'une diminution de l'offre en Océanie, due à la contraction du cheptel induite par la sécheresse en Australie et au recul régulier de l'élevage de brebis en Nouvelle-Zélande.

Graphique 6.1. Prix mondiaux de la viande



Note : Gorets châtrés et cochettes, base nationale animaux maigres 51-52 % epc, États Unis. Prix unitaire des poulets à l'exportation (FOB) en poids produit, Brésil. Bouvillons de choix, 5 régions epc, toutes catégories, États-Unis. Agneau epc, moyenne toutes catégories, Nouvelle-Zélande.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142463

Au niveau mondial, la production et la consommation de viande devraient connaître un creux en 2020 sous l'effet de multiples foyers de peste porcine africaine dans toute l'Asie. Pendant les premières années de la période de projection, la croissance globale de la production mondiale de viande subira les effets négatifs de la baisse de l'offre de viande porcine, compensée en partie seulement par la hausse de la production des autres types de viande.

Il ressort des projections que la consommation de viande s'accroîtra de 12 % d'ici à 2029 par rapport à la période de référence. À moyen terme, ce pourcentage va toutefois diminuer du fait du ralentissement de la hausse des revenus dans plusieurs régions, du vieillissement des populations et d'un tassement de la consommation par habitant dans les pays à revenu élevé s'expliquant par la saturation du marché et les préférences des consommateurs pour des viandes de qualité supérieure. Dans ce contexte, la consommation mondiale par habitant se hissera à seulement 34.9 kg en équivalent poids au détail d'ici à 2029, ce qui représente une augmentation de 0.5 kg – à peine plus de 1 % – par rapport à la période de référence. Cette progression est due presque entièrement à la consommation accrue de viande de volaille.

Selon les projections, l'offre de viande au niveau mondial va s'accroître de 40 Mt en équivalent poids carcasse d'ici à 2029 par rapport à la période de référence. Sur la période de projection, en raison de l'effet conjugué de la hausse des effectifs sur le continent américain et dans l'Union européenne et de l'augmentation de la productivité, l'évolution du marché sera dictée par l'offre. Les pays en développement

devraient assurer la plus grande partie de la progression totale de la production, la volaille restant le moteur de celle-ci. La production de viande porcine ne s'élèvera que légèrement au cours des cinq premières années de la période considérée en raison des foyers de peste porcine africaine, particulièrement en Chine et au Viet Nam.

La part de la production de viande exportée à l'échelle mondiale devrait augmenter au début de la période de projection pour approvisionner le marché chinois. À moyen terme, elle devrait continuer de s'accroître pour répondre à la demande croissante des pays à faible revenu, en particulier les moins avancés d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient, où la production nationale restera insuffisante pour couvrir les besoins. L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, récemment ratifié par 28 pays (en décembre 2019), devrait aussi entraîner une multiplication des échanges en Afrique lorsqu'il entrera en vigueur en juillet 2020.

À l'échelle mondiale, les épizooties, les restrictions sanitaires et les politiques commerciales resteront les principaux déterminants de l'évolution et de la dynamique du marché de la viande. Les incertitudes liées aux accords commerciaux actuels ou futurs (après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, par exemple) pourraient modifier la physionomie des échanges de viande. Sur le court terme, si l'ampleur et la durée des effets de l'épidémie actuelle de COVID-19 sont encore incertaines, mais la production de viande (à la fois abattage et transformation) et les modes de consommation – en particulier les services de restauration – devraient en subir les conséquences. D'autres facteurs sont susceptibles d'influer sur les perspectives à moyen terme, notamment la modification des préférences et des attitudes des consommateurs à l'égard de la viande du fait de son impact sur la santé, l'environnement, le bien-être animal et les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), ce qui pourrait conduire à une croissance plus modeste de la demande.

6.3. Prix

Les prix nominaux de la viande resteront élevés au cours de la période considérée (graphique 6.1). En valeur réelle, ils devraient continuer à baisser sous l'effet d'un tassement de croissance de la consommation et d'une hausse de l'offre favorisée par le faible accroissement des prix des céréales fourragères. L'évolution observée au fil du temps variera selon le type de viande. Sur le court terme, les prix constants de la viande bovine baisseront plus rapidement du fait de l'abondance de l'offre dans les principaux pays producteurs comme l'Argentine, le Brésil et les États-Unis, après un accroissement rapide des troupeaux ces dernières années. Cependant, à mesure que les troupeaux de vaches à viande diminueront et que l'augmentation de la production ralentira, les prix nominaux devraient lentement repartir à la hausse.

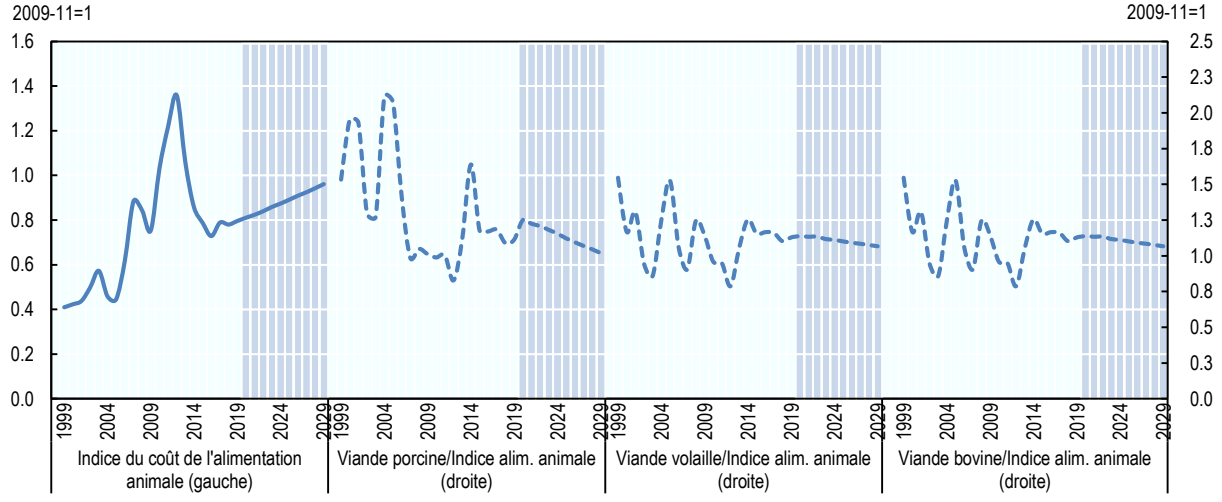
Les prix de la viande porcine devraient diminuer en valeur réelle, mais se maintenir à un niveau élevé en valeur nominale par rapport à la période de référence. Les principaux facteurs contribuant à cette tendance mondiale seront l'augmentation de l'offre au Brésil, dans l'Union européenne et aux États-Unis, ainsi que la vigueur de la demande d'importations en Chine notamment. Partout dans le monde, les effectifs de volailles devraient continuer de s'accroître. La montée des coûts de l'alimentation animale associée à la hausse de la demande d'importations favoriseront l'augmentation des prix nominaux de la viande de volaille au cours de la période de projection.

Les prix réels de la viande ovine vont se maintenir à un niveau élevé, la baisse des effectifs entraînant une réduction de l'offre et des échanges des deux principaux pays exportateurs que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les prix mondiaux devraient donc rester sous pression dans les premières années de la période. La forte croissance de la demande d'importations de la Chine devrait s'atténuer pour n'augmenter que marginalement au cours de la seconde moitié de la période du fait de l'atténuation des effets de la peste porcine africaine.

6.4. Production

À moyen terme, la production bénéficiera de ratios favorables entre le prix de la viande et celui de l'alimentation animale (Graphique 6.2). La hausse de la demande d'importations soutiendra les prix de la viande, ce qui contribuera à une meilleure rentabilité de la production pendant la première moitié de la période de projection. Ce sera particulièrement vrai dans le secteur de la viande porcine, où les abattages d'animaux liés à l'épidémie de peste porcine africaine ont fait chuter la production en Asie de l'Est. En raison des caractéristiques propres à chaque système de production, des ratios favorables entre prix de la viande et prix de l'alimentation animale sont plus bénéfiques à la production de viande de volaille et de porc, l'intensité d'utilisation des différents aliments étant plus modulable dans l'élevage bovin. La production de viande ovine repose avant tout sur le pâturage et tire moins parti de la contraction de ces ratios.

Graphique 6.2. Indice du coût de l'alimentation animale et ratios entre le prix nominal de la viande et celui de l'alimentation animale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

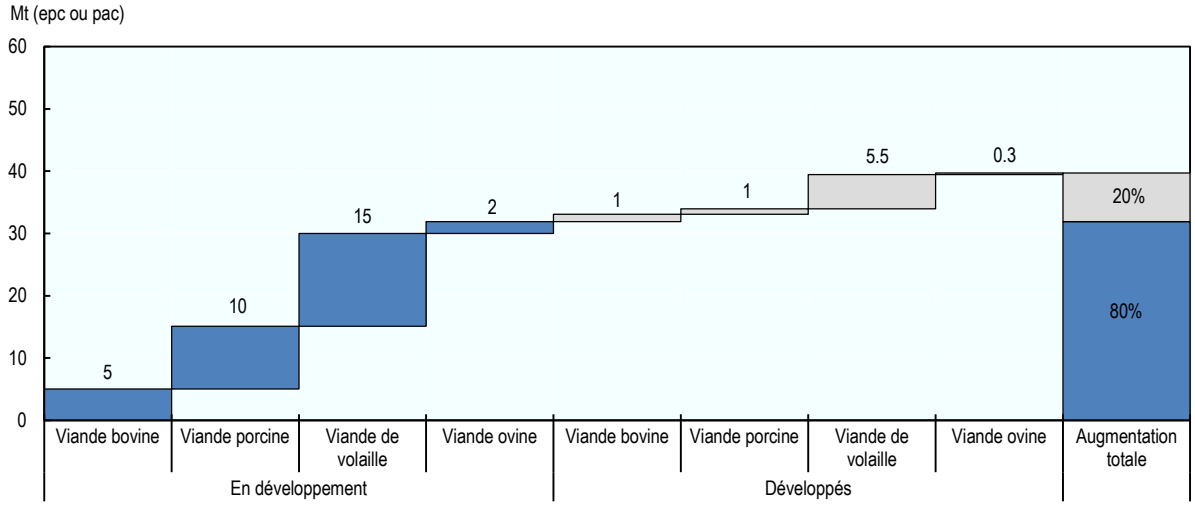
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142482

Pendant la période de projection, sous l'effet conjugué de l'augmentation des effectifs sur le continent américain et de l'amélioration de la productivité dans la région, l'évolution du marché sera dictée par l'offre. La volaille reste le principal moteur de la croissance de la production de viande. Avec de faibles coûts de production, un cycle de production court, des taux de conversion alimentaire élevés et des prix de vente bas, la volaille est une viande de choix pour les producteurs comme pour les consommateurs.

La production mondiale de viande devrait croître de presque 40 Mt d'ici à 2029, pour atteindre 366 Mt. L'augmentation de la quantité globale de viande produite est mise au crédit des pays en développement surtout, qui représenteront 80 % de la production supplémentaire (Graphique 6.3). À court terme, l'évolution de l'offre des divers types de viande reste influencée par les foyers de peste porcine africaine en Asie, ainsi que par la réduction des troupeaux de bovins et d'ovins en Australie, induites par les conditions météorologiques. Après 2021, ces facteurs produiront moins d'effets, ce qui devrait donner lieu à une reprise progressive de la production de viande.

Graphique 6.3. Croissance de la production par région et par type de viande

Évolution entre 2017-19 et 2029



Note : epc : équivalent poids carcasse ; pac : prêt à cuire.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142501

Selon les projections, le Brésil, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne représenteront près de 60 % de la production mondiale de viande d'ici à 2029. L'abondance de ressources naturelles, d'aliments du bétail et de pâturages, ainsi que les gains de productivité et, dans une certaine mesure, la dépréciation du réal continueront de favoriser la croissance de la production brésilienne. La production chinoise bénéficiera de l'augmentation des économies d'échelle liée à la transformation des petites unités de production en grandes exploitations commerciales. Aux États-Unis, la production sera stimulée par une forte demande intérieure et un poids à l'abattage en hausse, dans un contexte de faible coût de l'alimentation animale. Dans l'Union européenne, la production globale de viande restera stable, reflétant une petite baisse de la demande en viande bovine et porcine. En Afrique, la ratification de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine – qui prévoit l'exonération de droits de douane de 90 % des produits échangés sur le continent – devrait favoriser une hausse de la production de viande.

La production mondiale de viande bovine va s'accroître au cours de la période considérée, en particulier dans les principaux pays producteurs du continent américain, comme l'Argentine, le Brésil et les États-Unis. On estime que les pays en développement représenteront 81 % de la hausse enregistrée d'ici à 2029 par rapport à la période de référence. La majeure partie de cette augmentation devrait émaner de l'Afrique subsaharienne, de l'Argentine (en dépit des taxes sur les exportations), du Brésil, de la Chine, du Pakistan et de la Turquie. Dans les pays développés, la production devrait progresser de 4 % entre la période de référence et 2029, principalement à la faveur d'une forte croissance au Canada et aux États-Unis. La production de viande bovine en Amérique du Nord sera soutenue à la fois par l'augmentation des poids carcasse due à la baisse du coût des aliments, ainsi que par l'accroissement du nombre d'abattages, la reconstitution des troupeaux se traduisant par une expansion du cheptel.

En Australie, l'offre de viande bovine restera limitée sur le court terme du fait de la sécheresse que connaît le pays depuis plusieurs années. Une reprise progressive de la production devrait suivre, mais la reconstitution des troupeaux prendre probablement quelques années. Dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, la production de viande bovine devrait entrer dans une phase descendante car les effectifs

de vaches laitières, qui représentent près des deux tiers de l'offre, connaîtront un fléchissement en raison des gains de productivité dans la filière laitière. Les autres facteurs limitant le potentiel de croissance du secteur au sein de l'UE sont la réduction des troupeaux de vaches allaitantes pour cause de faible rentabilité, la concurrence grandissante sur les marchés d'exportation et le recul de la demande intérieure. Une modification de la demande est en outre à prévoir suite à l'évolution des goûts des consommateurs, qui se tournent davantage vers les produits à base de viande et les plats préparés.

L'épizootie de peste porcine africaine en Asie – qui a considérablement modifié l'offre et la demande depuis la fin 2018 – continue de sévir dans un grand nombre de pays, les plus touchés étant la Chine et le Viet Nam. Selon les projections, cette maladie continuera de faire baisser la production mondiale de viande porcine jusqu'en 2021, avant une hausse régulière pendant le reste de la période. Les présentes *Perspectives* supposent que la production de viande porcine en Chine fléchira de 8 % en 2020. La production et la consommation de porc dans ce pays devraient retrouver les niveaux de 2017 en 2025/2026, puis enregistrer une croissance régulière jusqu'à la fin de la période de projection. L'augmentation de la production mondiale de porc au cours de la prochaine décennie sera due en grande partie à l'éradication de la peste porcine africaine en Asie. La hausse de la production en Chine, destinée à couvrir les besoins intérieurs, devrait représenter les deux tiers de l'augmentation mondiale. Une forte progression de la production est également attendue au Viet Nam. En revanche, la production de viande porcine devrait légèrement diminuer dans l'Union européenne, où les problèmes environnementaux et les préoccupations de la population vont limiter son développement.

La volaille restera le principal moteur de la croissance de la production de viande –quoiqu'un peu moins puissant pendant la période de projection que dans la décennie précédente – puisqu'elle représentera la moitié de la viande supplémentaire produite dans les dix ans qui viennent. Son cycle de production court permet aux producteurs de réagir rapidement aux signaux du marché, et se prête à des améliorations rapides en matière de génétique, de santé des animaux et de pratiques d'alimentation. La production connaîtra une augmentation rapide du fait des gains de productivité enregistrés en Chine, au Brésil et aux États-Unis et des investissements effectués dans l'Union européenne (en particulier en Hongrie, en Pologne et en Roumanie, qui profiteront de la baisse des coûts de production). Une hausse rapide de la production est également attendue en Asie, où la diminution de la consommation de viande porcine à court terme bénéficiera à la viande de volaille à moyen terme.

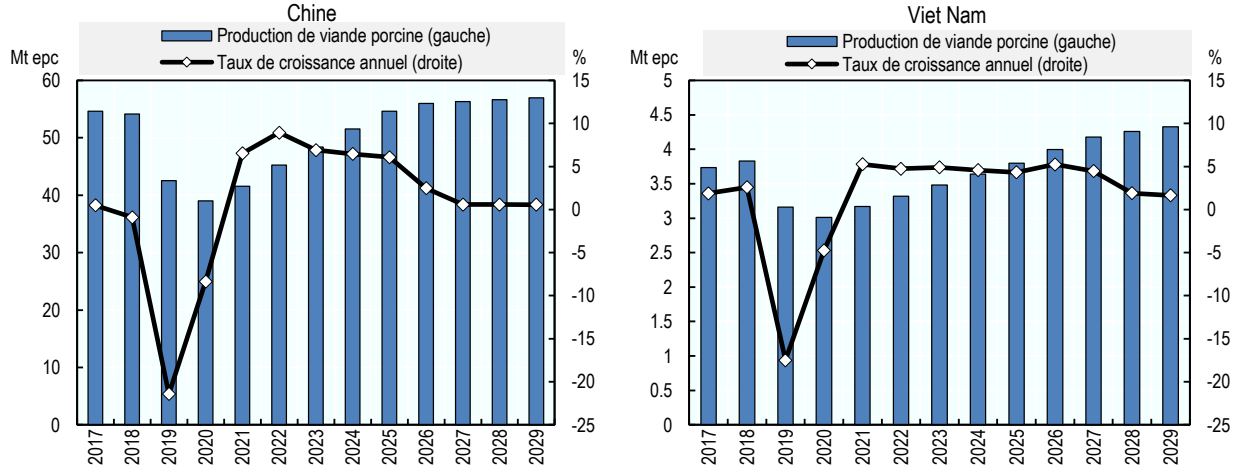
L'accroissement de la production de viande ovine sera majoritairement imputable à l'Asie (Chine en tête), mais des progressions importantes auront également lieu en Afrique, et particulièrement dans les pays les moins avancés d'Afrique subsaharienne. Malgré les contraintes exercées par l'urbanisation, la désertification et le manque de disponibilité des aliments pour animaux dans certains pays, les moutons et les chèvres – en particulier – représentent un cheptel courant, bien adapté à la région et à la production extensive qui y est pratiquée. En Océanie, la production devrait augmenter seulement modérément car les bovins à viande et laitiers ont eux aussi besoin d'accéder aux zones de pâturage en Nouvelle-Zélande – le plus gros exportateur –, et la sécheresse extrême et prolongée a ramené le nombre total d'ovins de 72 à 66 millions entre 2017 et 2019 en Australie. Dans l'Union européenne, la production de viande ovine va rester stable grâce à l'appui du dispositif facultatif d'aide couplée dans les principaux États membres producteurs.

Les projections des marchés agricoles contenues dans la présente édition des *Perspectives* tiennent compte d'hypothèses concernant les effets l'épizootie de peste porcine africaine en Chine. Celles-ci comprennent le plan d'aide sur trois ans mis en place par le gouvernement en 2019, qui inclut une série de mesures visant à stabiliser, rétablir et stimuler la production porcine. De nouvelles aides financières sont mises en œuvre pour agrandir les installations de production, intensifier la recherche scientifique sur un vaccin, et prévenir et endiguer la maladie au moyen de services techniques et de lignes directrices. Il devrait en résulter la disparition de nombreux petits élevages, qui recevront des subventions pour abattre leurs animaux, ce qui bénéficiera aux élevages intégrés de plus en plus grands, où les mesures de

biosûreté sont généralement plus strictes[1]. En 2019, la production chinoise de viande porcine a reculé de 21 %, et devrait encore baisser de 8 % en 2020. Les présentes *Perspectives* font l'hypothèse qu'elle repartira à la hausse à partir de 2021 et atteindra les niveaux antérieurs à l'épizootie en 2025, ce qui fait écho aux projections fournies par le ministère chinois de l'Agriculture et des Affaires rurales dans les *Perspectives* agricoles de la Chine (2019-2028), qui ont été ajustées en fonction de l'évolution du marché en 2019 (Graphique 6.4). Les volumes d'importation ont eux aussi augmenté en 2019 et devraient se hisser à 3 Mt en 2020, soit une hausse de plus de 24 % en un an. La part de la Chine dans les importations mondiales passerait ainsi de 17 % en 2017 à environ 29 % en 2020. La plupart de ses importations de viande porcine proviendront du Brésil, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne. La Chine devrait en outre accroître sensiblement ses importations de truies vivantes pour reconstituer les effectifs.

L'actuelle épizootie de peste porcine africaine a également de graves effets au Viet Nam, où le secteur est dominé par les petits élevages. Depuis la confirmation du premier foyer en février 2019, la maladie s'est rapidement propagée à l'ensemble des provinces. En mars 2020, on estimait que quelque 6 millions de porcs avaient été abattus. Des signes d'amélioration sont toutefois apparus récemment, 35 des 63 provinces ayant indiqué début mars 2020 qu'elles n'avaient décelé aucun nouveau cas dans les 30 jours précédents.[2] Selon les hypothèses retenues dans les présentes *Perspectives*, la production restera faible en 2020 avant de repartir progressivement à la hausse pour retrouver en 2025 le niveau de 2018 (Graphique 6.4). Plusieurs autres pays d'Asie de l'Est sont eux aussi touchés par la peste porcine africaine, quoique dans une moindre mesure ; l'impact y est analysé dans les présentes *Perspectives* à partir de début janvier 2020.

Graphique 6.4. Production de viande porcine



Note : epc : équivalent poids carcasse.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142520

L'épizootie de peste porcine africaine conduit les consommateurs chinois à se tourner vers d'autres types de viande, en particulier la volaille. Malgré la récente résurgence de la peste aviaire, la production de viande de volaille et d'œufs devrait s'accroître en Chine et répondre ainsi en partie à la demande intérieure supplémentaire de produits de remplacement. La chute brutale des effectifs de porcins conforte tout de même les prévisions annonçant une modification de la demande globale d'aliments pour animaux pendant les premières années de la période de projection. S'agissant du maïs, la demande devrait décliner au cours des deux premières années, soit au moment où la production de viande porcine en Chine sera

probablement à son plus bas niveau. Ces tendances s'expliquent avant tout par le fait qu'il faut une plus grande quantité d'aliments pour produire un volume donné de viande porcine (pour plus d'informations sur l'interaction entre la production chinoise de viande en présence de la peste porcine africaine et la demande de produits d'alimentation animale, voir FAO, 2019[3]).

La récente épidémie de COVID-19 a également des effets sur le marché de la viande en Chine. Depuis début 2020, l'absentéisme dans l'industrie de transformation de la viande (abattoirs), à forte intensité de main-d'œuvre, et les goulots d'étranglement qui se sont créés dans les transports entraînent une pénurie de viande et une forte augmentation des prix[4].

6.5. Consommation

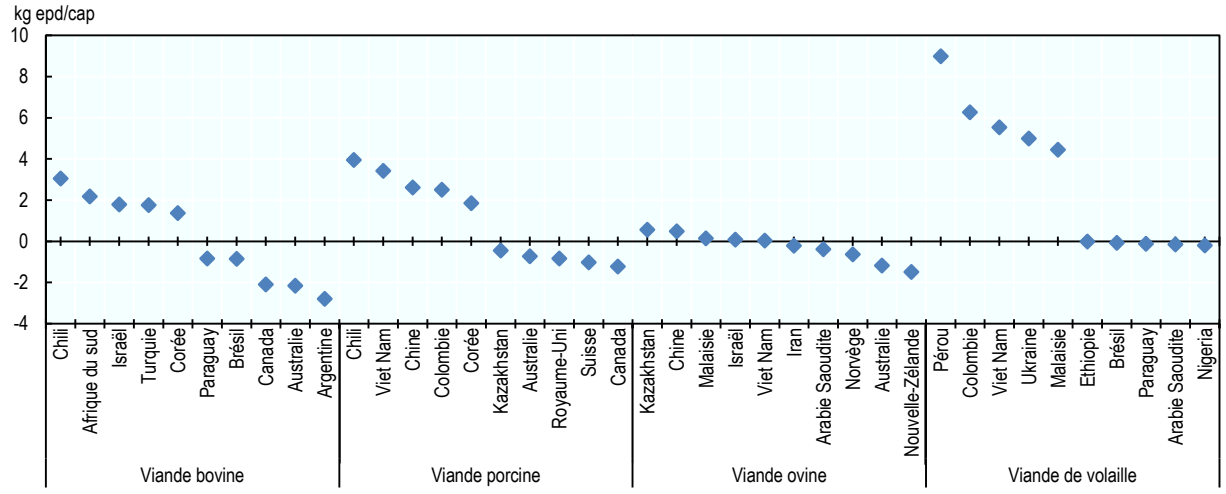
L'augmentation de la consommation de viande devrait s'accélérer dans les régions en développement parce qu'elles sont très peuplées et connaissent une forte croissance démographique. Il devrait en résulter une hausse globale de la quantité de viande consommée environ cinq fois plus importante dans les pays en développement que dans les pays développés. Ce sera particulièrement vrai en Afrique et en Asie, où les taux de croissance pendant la période de projection dépasseront ceux de la précédente décennie. D'après les projections, la ratification de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine aura un impact positif sur les flux commerciaux en Afrique, la baisse des prix favorisant une hausse de la consommation. Ramenée au nombre d'habitants, cette augmentation devrait toutefois demeurer faible car, bien qu'en progression, les revenus partent d'un niveau peu élevé. Néanmoins, du fait de la forte croissance démographique, l'augmentation globale de la consommation sera plus rapide sur le continent que dans n'importe quelle autre région, malgré des gains par habitant limités, voire un recul dans certains cas. En Asie, la consommation de viande sera en hausse du fait de plusieurs facteurs : la disponibilité accrue de viande suite au recul de l'épizootie de peste porcine africaine ; l'augmentation de la consommation par habitant due à la hausse des revenus ; la baisse des prix de la viande en valeur réelle ; et, enfin, la libéralisation des échanges.

Au cours de la période de projection, l'évolution de la consommation de viande par habitant varie considérablement selon les pays et les types de viande au (Graphique 6.5). Au niveau mondial, elle devrait augmenter légèrement de 0,4 kg e.p.d par rapport à la période de référence. Les niveaux de consommation dans les régions à revenu élevé sont, dans certains cas, proches de la saturation. Ces *Perspectives* prévoient que la croissance annuelle de la consommation de viande par habitant dans les pays développés sera de 0,24 % par an, soit un quart du taux de croissance annuel de la décennie précédente, mais de 0,8 % par an dans les pays en développement, soit le double de la décennie précédente.

Les dépenses alimentaires des consommateurs sont elles aussi en train de changer. Dans les pays à revenu élevé, leur augmentation par habitant n'est plus consacrée à l'achat de produits frais pour les cuisiner chez soi mais à des aliments prêts à l'emploi et à la prise de repas à l'extérieur[5] [6]. C'est le cas par exemple au Japon – en particulier chez les personnes âgées et les personnes seules –, une tendance qui, selon le gouvernement japonais, devrait s'intensifier au cours de la prochaine décennie. De plus, dans la mesure où la population japonaise devrait diminuer de 4 % par rapport à la période de référence, les projections indiquent que la consommation globale de viande va légèrement décroître. Dans les pays à revenu élevé, d'autres critères comme la qualité vont devenir de plus en plus importants pour les consommateurs et influencer leurs choix.

Graphique 6.5. Plus fortes augmentions/diminutions de la consommation de viande par habitant, par type de viande

2029 vs. moyenne 2017-19



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142539

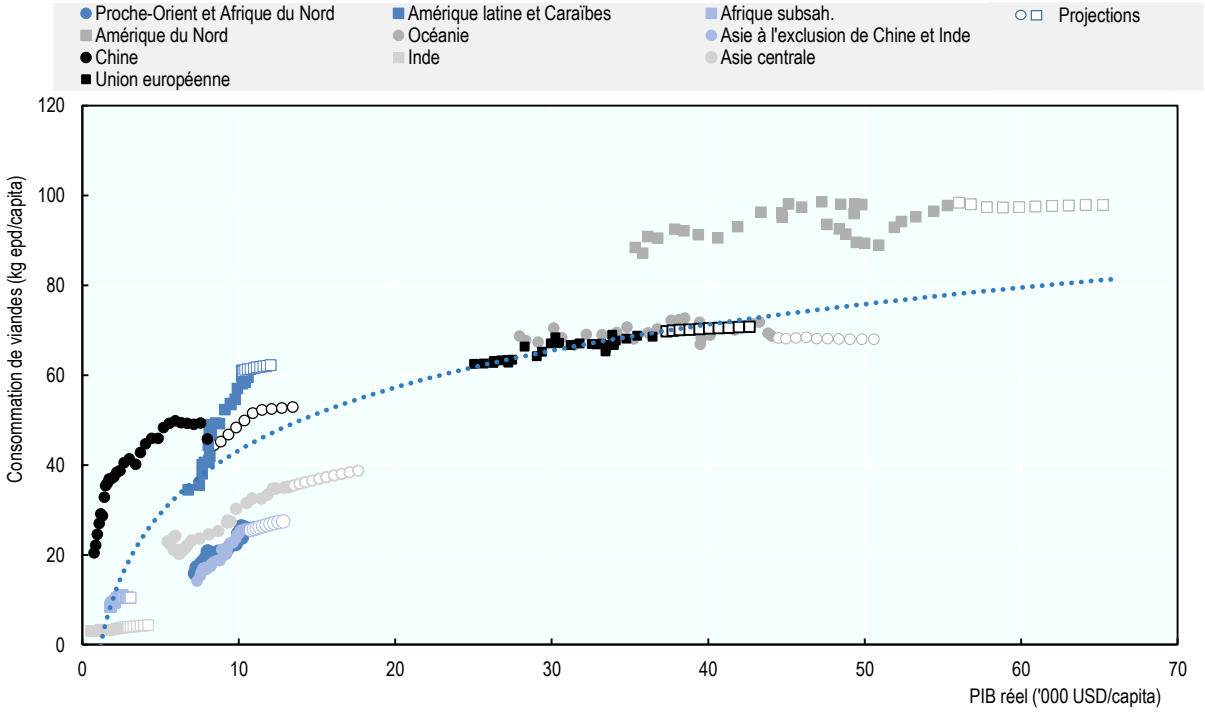
Dans les pays en développement, la demande de viande continue de s'accroître à mesure que les revenus augmentent ; la consommation par habitant devrait y poursuivre sa progression et son taux de croissance équivaloir à celui des pays développés si l'on compare à la période de référence. Dans les pays développés, les modifications de la consommation de viande reflètent la perte d'influence de facteurs comme les revenus et les prix ; de plus, comme indiqué plus haut, un grand nombre d'entre eux atteignent le niveau de saturation (Graphique 6.6). D'autres facteurs entrent également en jeu, tels que les croyances religieuses, les normes culturelles, l'urbanisation ainsi que les préoccupations environnementales, éthiques et de santé.

Jusqu'à maintenant, les prix peu élevés de la volaille ont contribué à en faire la viande de prédilection des consommateurs des pays en développement. Les revenus ne progressant que lentement pendant la période de projection, cette tendance va se poursuivre et la viande de volaille constituera la majeure partie de la consommation supplémentaire par habitant à l'échelle mondiale.

La consommation de viande bovine devrait passer à 76 Mt au cours des dix prochaines années et représenter 16 % de l'augmentation totale de la consommation de viande par rapport à la période de référence. Par habitant, la consommation de viande bovine dans le monde en développement devrait continuer à être inférieure, d'environ un tiers en volume, à celle des pays développés. L'Asie est la seule région où l'on prévoit une augmentation de la consommation de viande bovine par habitant au cours de la période de projection, bien qu'à partir d'une base faible. Plusieurs pays où la consommation par habitant est élevée verront leur niveau de consommation diminuer au profit de viandes moins chères, tels porc et volaille.

Graphique 6.6. Influence des revenus sur la consommation de viande par habitant par région

1990 à 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142558

La consommation mondiale de viande porcine devrait s'accroître au cours des dix prochaines années pour s'établir à 127 Mt et représenter 28 % de l'augmentation totale de la consommation de viande. Ramenée au nombre d'habitants, elle devrait légèrement faiblir car elle sera en baisse dans la plupart des pays développés. Dans l'Union européenne, par exemple, une diminution est à prévoir car la modification de la composition de la population se traduira par un changement des habitudes alimentaires : la volaille sera préférée à la viande porcine, parce qu'elle est moins chère et, aussi, passe pour plus saine. Dans les pays en développement, la consommation par habitant de viande porcine – qui est moitié moins importante que dans les pays développés – ne devrait que peu progresser sur la période de projection. L'augmentation sera sensible dans la plupart des pays d'Amérique latine, où les prix relatifs avantageux de la viande porcine favoriseront une progression rapide de la consommation par habitant et en feront l'une des viandes préférées des consommateurs, aux côtés de la volaille, pour satisfaire la demande croissante de la classe moyenne. En Asie, plusieurs pays où la viande porcine est prisée devraient voir leur consommation par habitant s'accroître une fois que les effets de la peste porcine africaine s'affaibliront.

La consommation mondiale de viande de volaille devrait être portée à 145 Mt au cours de la période de projection, et représenter 50 % de la viande supplémentaire consommée. La forte hausse attendue par habitant fera écho à la place importante de la volaille dans l'alimentation dans plusieurs pays en développement très peuplés comme l'Inde et la Chine. Un écart important – dû principalement aux niveaux de revenus – subsistera cependant avec les pays développés, qui consomment presque trois fois plus de viande de volaille que les pays en développement.

S'agissant de la viande ovine – peu présente dans certains pays et aliment de luxe dans de nombreux autres –, la consommation mondiale devrait augmenter de 2 Mt sur la période de projection et représenter 6 % de la viande supplémentaire consommée. Ramenée au nombre d'habitants, elle sera d'un niveau comparable dans les pays développés et en développement et ne devrait que peu progresser car les prix resteront probablement élevés. Dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MENA), où ce produit est courant, la consommation par habitant devrait continuer à diminuer durablement au profit de la volaille. La hausse de la demande dans cette région est étroitement liée au marché du pétrole, qui a une influence notable sur le revenu disponible de la classe moyenne et sur la structure des dépenses publiques.

6.6. Échanges

Les échanges mondiaux de viande (hors animaux vivants et produits transformés) devraient avoir augmenté de presque 12 % en 2029 par rapport à la période de référence. Cela représente un ralentissement de la croissance des échanges de viande, dont le taux annuel moyen tombera à presque 0.6 %, contre 3 % au cours de la décennie précédente. On s'attend toutefois à ce que la proportion de la production qui est exportée progresse légèrement au fil du temps, en particulier au début de la période de projection.

Les exportations de viande sont concentrées et les trois plus gros exportateurs – le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne – devraient se partager près de 60 % du total mondial d'ici à 2029. En Amérique latine, les exportateurs habituels devraient conserver une part importante du marché mondial, bénéficiant de la dépréciation de leur monnaie et d'un excédent de production de céréales fourragères.

La viande de volaille surtout, mais aussi la viande bovine, représenteront la majeure partie de la hausse des importations pendant les dix prochaines années. Ensemble, ces deux types de viande devraient constituer la plus grande part du surcroît d'importations de l'Asie et de l'Afrique, où la consommation progressera plus vite que la production intérieure.

C'est en Afrique subsaharienne que la demande d'importations devrait s'accroître le plus rapidement, et en Asie que la hausse sera la plus forte en volume. Ce continent représentera 53 % des échanges mondiaux à l'horizon 2029. Les augmentations les plus marquées seront le fait des Philippines et du Viet Nam pour la viande de volaille. En Chine, les importations augmenteront sensiblement pendant la première moitié de la période de projection, puis devraient diminuer progressivement sur la seconde moitié à mesure que les élevages se remettront de la peste porcine africaine (Graphique 6.4). La hausse des importations chinoises de viande porcine devrait bénéficier au Brésil, au Canada, aux États-Unis et à l'Union européenne. Dans la Fédération de Russie, l'interdiction des importations de viande décrétée en 2014 – dont on prévoit qu'elle restera en vigueur jusqu'à la fin 2020 – a durablement stimulé la production intérieure, et les importations de viande devraient continuer à baisser sur la période de projection.

En ce qui concerne les exportations de viande ovine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été avantagées par la faiblesse de leurs monnaies face au dollar des États-Unis, ainsi que par la forte demande mondiale. Les exportations vers la Chine devraient se maintenir à un niveau élevé car on s'attend à ce que la croissance notable de la demande chinoise de viande ovine se poursuive pendant toute la durée de l'épizootie de peste porcine africaine. En revanche, les projections font état d'une baisse de la demande du Royaume-Uni et de l'Europe continentale au cours de la première moitié de la décennie à venir. L'Australie devrait donc continuer d'augmenter sa production de viande d'agneau au détriment de celle de mouton. En Nouvelle-Zélande, la croissance des exportations devrait être minime, l'élevage ovin étant progressivement remplacé par l'élevage laitier.

6.7. Principales questions et incertitudes

Les politiques commerciales restent un facteur important de la dynamique des marchés mondiaux de la viande. La mise en œuvre de divers accords commerciaux au cours de la période de projection pourrait entraîner une diversification ou une concentration notable des échanges. Par ailleurs, les mesures commerciales unilatérales et/ou non programmées représentent un facteur de risque dans les projections. Les politiques nationales ont également une influence sur la compétitivité des producteurs de viande. En 2018, l'Argentine a instauré une taxe temporaire sur les exportations de viande qui devrait affaiblir la compétitivité du pays sur le marché mondial de ce produit. Quant aux négociations commerciales en cours entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, elles auront des répercussions sur les différents marchés de la viande.

Des maladies animales perturbent les marchés de la viande porcine, bovine et de volaille, et cela risque d'être encore le cas pendant la période de projection. Les effets à moyen terme de la peste porcine africaine sur la production mondiale de viande de porc sont incertains, mais d'après les hypothèses retenues dans les présentes *Perspectives*, les mesures prises pour contenir la maladie devraient entraîner une baisse au cours des cinq prochaines années. À moyen terme, les effets de l'épizootie pourraient cependant être soit plus graves que prévu actuellement, soit moins.

S'agissant de l'épidémie de COVID-19, il est difficile de prévoir sa durée et l'ampleur de ses effets à court terme. Les problèmes qu'elle entraîne sur le plan de l'offre de main-d'œuvre et des transports pourraient se répercuter sur la chaîne de commercialisation et avoir des effets négatifs sur la production de viande (que ce soit à l'abattage ou transformée). La maladie aura aussi un impact à court terme sur les modes de consommation, en particulier sur la consommation hors du domicile et, par voie de conséquence, sur la demande de morceaux de qualité supérieure qui sont généralement consommés dans les restaurants. De plus, le risque de ne pas pouvoir vendre ou transformer les animaux prêts pour le marché à cause du manque actuel de main-d'œuvre pourrait entraîner de sérieuses difficultés économiques dans les collectivités rurales et de gros problèmes en termes de bien-être animal. Enfin, la durée de la crise économique et son impact sur la croissance des revenus auront probablement des répercussions sur la demande de viande pendant une partie de la période de projection, car cette demande présente une forte élasticité par rapport aux revenus.

Globalement, la consommation de viande ne cesse de s'accroître sous l'influence de la croissance démographique et de la hausse des revenus. En revanche, son évolution n'est pas la même pour les types de viande. Les variations des prix relatifs, combinées à des préoccupations sanitaires et environnementales croissantes, conduisent les consommateurs à diminuer progressivement dans leur consommation de viande la part de viande rouge au profit de celle de volaille. Les données montrent que le rythme de progression de la consommation de viande diminue en réaction au ralentissement de la croissance des revenus. Dans un grand nombre de pays à revenu élevé, la consommation par habitant est en train d'atteindre le niveau de saturation (Graphique 6.6). L'évolution des préférences des consommateurs jouera aussi, comme le développement du végétarisme et du véganisme, les préoccupations sociales que suscitent notamment des dommages causés par la production de viande à l'environnement et divers autres aspects socio-culturels liés par exemple à la religion ou aux normes culturelles.

Le changement climatique, l'obésité, les avancées technologiques et l'évolution du style de vie des consommateurs sont également des facteurs importants, notamment parce qu'ils influent sur les initiatives des pouvoirs publics et l'adoption de modes de consommation plus respectueux de l'environnement. L'attention croissante portée par les consommateurs au traitement des animaux et aux modes de production de la viande (la préférence allant de plus en plus vers les viandes et produits carné biologiques) est une tendance relativement nouvelle et difficile à évaluer à ce stade. Si elle ralliait une plus grande partie de la population, elle pourrait avoir une incidence sur les marchés mondiaux, mais il est difficile de

déterminer dans quelle mesure les consommateurs sont disposés à payer ces produits plus cher et à même de le faire. Dans de nombreuses régions en développement, l'accessibilité financière reste une préoccupation essentielle.

Notes

[1] OCDE (2020), *Politiques agricoles: suivi et évaluation 2020*, Éditions OCDE, Paris.

[2] http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/empres/ASF/situation_update.html (du 15 Mai 2020)

[3] FAO (2019), « African Swine Fever: Challenges for some, opportunities for others? », *Food Outlook*, FAO Publications, Rome.

[4] FAO (2020), *COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture*, FAO Publications, Rome. http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca8430en.

[5] Voir Chapitre 2 Consumer Trends of EC (2019), *EU agricultural outlook for markets and income, 2019-2030*, Commission européenne, DG Agriculture et développement rural, Bruxelles.

[6] Yagi, K. (2019), « Regarding future estimates of food consumption in Japan, Continuing decreases in total food expenditure and externalization of our diet », *PRIMAFF Review*, n° 92, pp. 2-3.

7. Lait et produits laitiers

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des produits laitiers sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le lait, les produits laitiers frais, le beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des produits laitiers dans les dix années à venir.

7.1. Situation du marché

La production mondiale de lait (lait de vache : 81 %, lait de bufflonne : 15 %, autres types de lait (chèvre, brebis et chamelle) : 4 %) a augmenté de 1.3 % en 2019 pour s'établir à 852 Mt environ. En Inde, premier producteur mondial, elle a progressé de 4.2 % pour atteindre 192 Mt, avec toutefois des retombées minimes sur le marché laitier mondial car l'Inde ne participe que de façon marginale aux échanges de lait et de produits laitiers.

La production de lait des trois principaux exportateurs de lait et de produits laitiers – la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne et les États-Unis – n'a que faiblement augmenté. La consommation intérieure de produits laitiers est stable dans ces pays, et les disponibilités de produits laitiers frais[1] et transformés pour l'exportation ont donc été plus importantes. En République populaire de Chine (ci-après la « Chine »), premier importateur mondial de produits laitiers, la production de lait a progressé de 3.6 % en 2019. Ses importations, en particulier de poudres de lait entier et écrémé, ont néanmoins augmenté en 2019 en réponse à une demande croissante.

Les cours laitiers mondiaux désignent les cours des produits laitiers autres que le lait cru qui n'est pratiquement jamais échangé. Le beurre sert de référence pour la matière grasse du lait, et le lait écrémé en poudre pour les autres constituants solides du lait. La matière grasse et les autres constituants solides représentent environ 13 % du poids du lait, le reste étant constitué d'eau. Bien que les cours mondiaux du beurre aient continué à baisser par rapport à leur niveau record de 2017, ils sont restés élevés en termes réels. La bonne tenue des prix de la matière grasse du lait (beurre) s'explique par une demande vigoureuse de crème, de beurre et d'autres produits laitiers entiers en Amérique du Nord et en Europe. Les prix du lait écrémé en poudre se sont redressés en 2019 après que l'Union européenne ait écoulé ses stocks d'intervention constitués en 2016 lorsque les cours étaient tombés sous le seuil fixé à 1 698 EUR la tonne. De ce fait, l'écart de prix entre le beurre et le lait écrémé en poudre s'est rétréci.

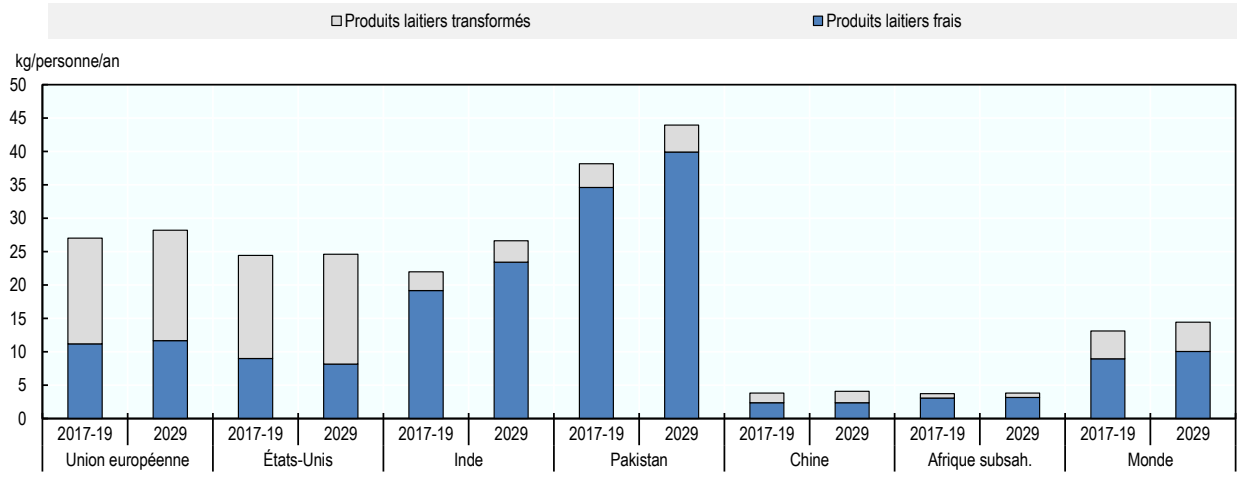
7.2. Principaux éléments des projections

La production mondiale de lait devrait progresser de 1.6 % par an sur la période de projection (pour atteindre 997 Mt en 2029), soit plus vite que celle de la plupart des principaux produits agricoles. Contrairement à ce que l'on avait vu ces dix dernières années, la croissance prévue des cheptels de vaches laitières (0.8 % par an) est légèrement supérieure à celle des rendements moyens (0.7 %), les cheptels étant appelés à augmenter plus rapidement dans les pays où les rendements sont bas. L'Inde et le Pakistan, grands producteurs de lait, devraient compter pour plus de la moitié de la croissance de la production mondiale ces dix prochaines années, et pour plus de 30 % de la production mondiale en 2029. La production de l'Union européenne, deuxième producteur mondial, devrait croître plus lentement que la moyenne mondiale, en raison de restrictions environnementales et d'une hausse limitée de la demande.

Le lait doit être transformé rapidement après sa collecte car il ne peut être stocké que quelques jours. L'essentiel du lait produit est donc consommé sous forme de produits frais, non transformés ou très peu transformés (pasteurisés ou fermentés). La part de ces produits dans la consommation mondiale devrait augmenter au cours de la prochaine décennie, en raison d'une forte hausse de la demande en Inde, au Pakistan et en Afrique, portée par la croissance des revenus et de la population. La consommation mondiale par habitant de produits laitiers frais devrait augmenter de 1.0 % par an ces dix prochaines années. En Europe et en Amérique du Nord, la demande globale de produits laitiers frais par habitant est stable ou même en léger recul mais sa composition évolue, les matières grasses du lait gagnant du terrain depuis quelques années. Par ailleurs, on anticipe une forte poussée de la consommation de substituts végétaux des produits laitiers liquides en Asie de l'Est, en Europe et en Amérique du Nord, partant certes de très bas.

Le fromage, deuxième produit laitier consommé par ordre d'importance sur la base de l'extrait sec (après les produits laitiers frais), a ses principaux marchés en Europe et en Amérique du Nord, où la consommation par habitant devrait continuer d'augmenter, notamment comme ingrédient dans les aliments transformés. La demande de laits en poudre vient en partie de son emploi dans l'industrie agroalimentaire, notamment dans les régions où la demande de protéines animales augmente plus vite que la production. En Afrique, seule une petite partie de l'offre de poudre de lait écrémé est produite localement et la demande pour ce produit devrait s'accélérer au cours des dix années à venir. C'est en Asie que la demande de beurre devrait progresser le plus, mais en partant d'un niveau de consommation faible.

Graphique 7.1. Consommation par habitant de produits laitiers frais et transformés, en extrait sec de lait



Note : l'extrait sec du lait est calculé en additionnant la quantité de matière grasse et de matière sèche non grasse contenue dans chaque produit. Les produits transformés comprennent le beurre, le fromage, le lait écrémé en poudre et le lait entier en poudre.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142577

Les échanges laitiers mondiaux portent principalement sur les produits transformés. La Chine en consomme de petites quantités par habitant, mais elle devrait rester le premier importateur de produits laitiers au monde, en particulier de lait entier en poudre. Le Japon, la Fédération de Russie, le Mexique, et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord continueront d'être de grands importateurs nets de produits laitiers. Par rapport au reste du monde, la consommation de produits laitiers par habitant est faible en Asie, en particulier en Asie du Sud-Est. Toutefois, la demande d'importations de produits laitiers progresse dans de nombreux pays asiatiques en raison de la croissance économique et démographique et d'une évolution de la consommation au profit de produits alimentaires de plus grande valeur et de produits d'origine animale. Les accords commerciaux internationaux (PTPGP, AECG et accord préférentiel entre le Japon et l'Union européenne) contiennent des dispositions précises sur les produits laitiers (comme les contingents tarifaires) qui ouvrent de nouveaux débouchés commerciaux.

Les échanges de produits laitiers pourraient être profondément modifiés par l'évolution des politiques commerciales. Ainsi, l'Union européenne et le Royaume-Uni échangent des quantités importantes de fromage et d'autres produits laitiers, mais la situation pourrait changer dans le cadre de leurs nouvelles relations commerciales qui restent à définir. L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) devrait se répercuter sur les échanges de produits laitiers en Amérique du Nord. L'Inde et le Pakistan, grands

consommateurs de produits laitiers, ne sont pas présents pour l'instant sur le marché international. S'ils participaient davantage aux échanges, les retombées pourraient être importantes sur les marchés mondiaux.

Depuis 2015, le prix du beurre dépasse largement celui du lait écrémé en poudre. Cette évolution reflète celle de la demande internationale, plus forte pour les matières grasses du lait que pour ses autres constituants solides, et l'on suppose qu'elle restera une caractéristique structurelle du secteur au cours des dix prochaines années, même si l'écart devrait se réduire durant la période de projection.

La réglementation et les préoccupations environnementales pourraient modifier les prévisions pour le secteur laitier. Dans plusieurs pays, la production laitière représente une part importante du total des émissions de gaz à effet de serre (GES), d'où des discussions sur les possibilités de réduire ces émissions dans le cadre de la production de lait. De nombreuses solutions techniques sont à l'étude, ayant des répercussions différentes sur les bilans d'approvisionnement. Dans les régions présentant une densité de bétail élevée, le ruissellement de l'azote et du phosphore peut générer des problèmes environnementaux. Les réglementations prévues ou déjà appliquées pour y remédier pourraient avoir un impact important sur l'élevage laitier, notamment aux Pays-Bas, au Danemark et en Allemagne. D'un autre côté, ces pressions pourraient conduire à la mise au point de solutions novatrices, sources de gains de compétitivité à long terme.

La pandémie de COVID-19 aura également une incidence sur les marchés laitiers internationaux, dont l'ampleur est encore incertaine. Les mesures de confinement affectent la restauration hors domicile, qui comporte souvent une part importante de produits laitiers, en particulier de fromage. Le caractère périssable du lait et des produits laitiers nécessite une chaîne alimentaire bien huilée au niveau national et international, et toute perturbation peut avoir un impact considérable.

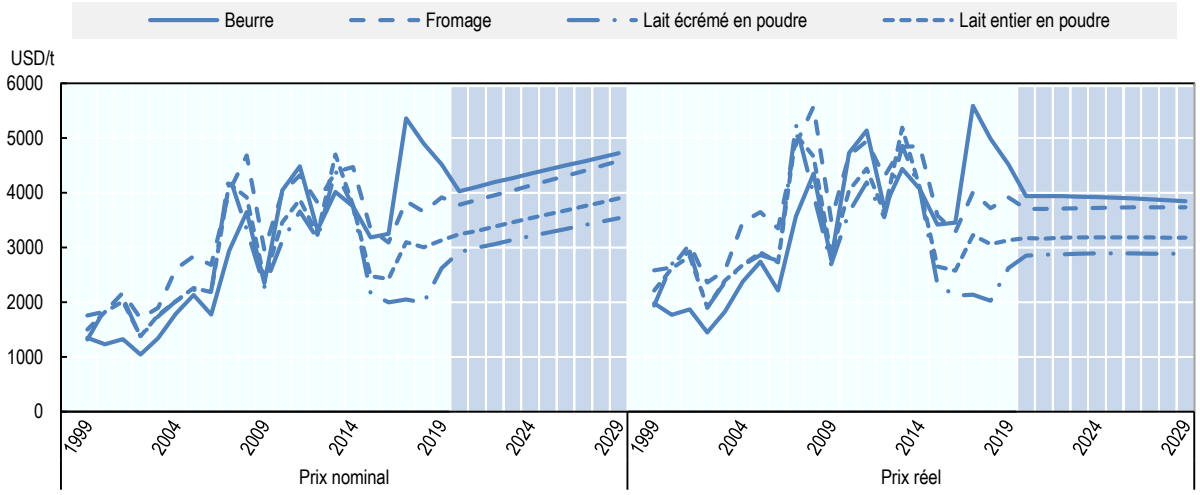
7.3. Prix

Les prix internationaux de référence correspondent aux prix des produits transformés des principaux exportateurs d'Océanie et d'Europe. Les deux principaux prix de référence sont celui du beurre et celui du lait écrémé en poudre. Depuis 2015, le cours du beurre a augmenté beaucoup plus que celui du lait écrémé en poudre, en raison principalement d'une demande internationale plus forte pour les matières grasses du lait que pour ses autres constituants solides. Cette tendance devrait se poursuivre dans les dix ans à venir, bien que l'on s'attende à un rétrécissement du différentiel de prix entre le beurre et le lait écrémé en poudre par rapport aux cinq dernières années (Graphique 7.2).

Les cours du lait écrémé en poudre se sont redressés en 2019 suite à l'écoulement de l'intégralité des stocks d'intervention de l'Union européenne. Les prix devraient donc rester stables en termes réels durant la période de projection. Les cours annuels du beurre ont atteint un niveau record en 2017 et sont en baisse depuis. Ils devraient continuer de fléchir légèrement en valeur réelle, comme les prix de la plupart des autres produits agricoles pendant la période de projection. Les prix mondiaux du lait entier en poudre et du fromage devraient se ressentir de l'évolution des cours du beurre et du lait écrémé en poudre, selon leur teneur respective en matière grasse et en autres matières sèches.

La forte volatilité des cours internationaux des produits laitiers s'explique par le faible pourcentage de ces produits échangé sur les marchés mondiaux (environ 8 % de la production mondiale de lait), par la prédominance d'un petit nombre d'exportateurs et d'importateurs, et par des politiques commerciales restrictives. La plupart des marchés intérieurs sont relativement déconnectés de ces prix puisque l'on consomme surtout des produits laitiers frais et que seule une petite partie de la production de lait est transformée, le reste étant fermenté ou pasteurisé.

Graphique 7.2. Prix des produits laitiers, 1999-2029



Note : beurre, prix à l'exportation FAB, 82 % de matières grasses, Océanie ; lait écrémé en poudre, prix à l'exportation FAB, lait dégraissé en poudre, 1.25 % de matières grasses, Océanie ; lait entier en poudre, prix à l'exportation FAB, 26 % de matières grasses, Océanie ; fromage, prix à l'exportation FAB, cheddar, 39 % d'humidité, Océanie. Les prix réels sont les prix nominaux corrigés du déflateur du PIB des États-Unis (2019=1).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

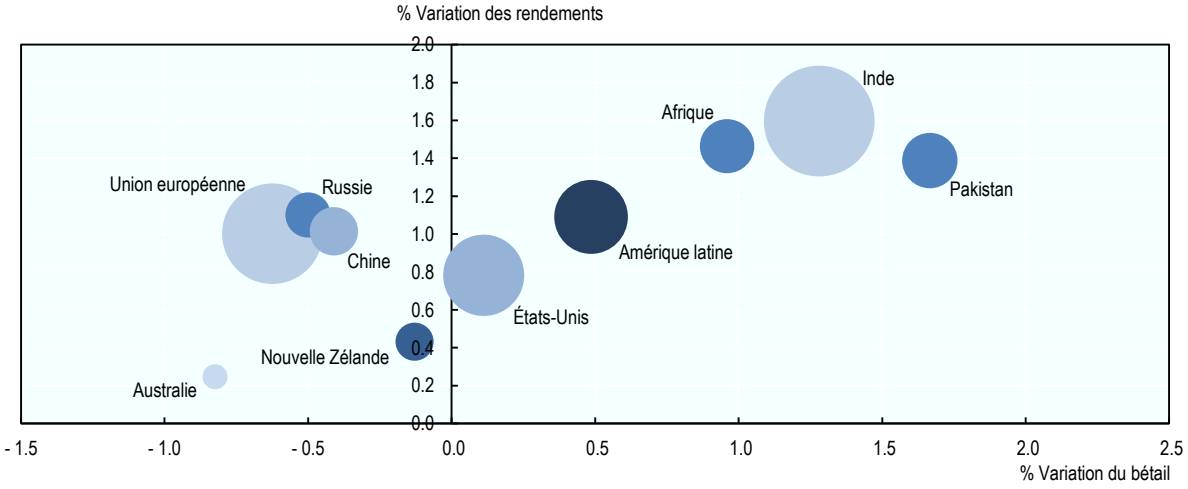
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142596

7.4. Production

La production mondiale de lait devrait progresser de 1.6 % par an ces dix prochaines années (pour atteindre 997 Mt en 2029), soit plus vite que celle de la plupart des principaux produits agricoles. La croissance moyenne mondiale des cheptels (0.8 % par an) est supérieure à la hausse moyenne mondiale des rendements (0.7 %), mais les cheptels augmentent plus vite dans les pays où les rendements sont relativement bas. Dans presque toutes les régions du monde, l'augmentation de la production devrait donc venir davantage de la hausse des rendements que de l'expansion des cheptels (Graphique 7.3). L'amélioration des rendements passe notamment par l'optimisation des systèmes de production laitière, une meilleure santé animale, des gains d'efficacité en matière d'alimentation et une meilleure sélection génétique.

L'Inde et le Pakistan devraient compter pour plus de la moitié de la hausse de la production mondiale de lait ces dix prochaines années et représenter plus de 30 % de cette production en 2029, essentiellement avec des petits troupeaux de quelques vaches ou de quelques bufflonnes. Les rendements devraient continuer de progresser rapidement et contribuer davantage à la croissance de la production. Toutefois, la taille des cheptels augmentant et l'extension des surfaces pâturées étant limitée, l'utilisation des pâturages sera nécessairement plus intensive. En Inde comme au Pakistan, la grande majorité de la production sera consommée dans le pays car les produits laitiers frais sont rarement exportés. La production laitière et celle de viande bovine sont moins fortement corrélées en Inde où, pour des raisons culturelles, un plus petit nombre de veaux et de vieilles vaches laitières sont vendus pour la viande. Au Pakistan, la production de viande bovine reste essentiellement un sous-produit de la production laitière.

Graphique 7.3. Variation annuelle des effectifs du cheptel laitier et des rendements entre 2019 et 2029



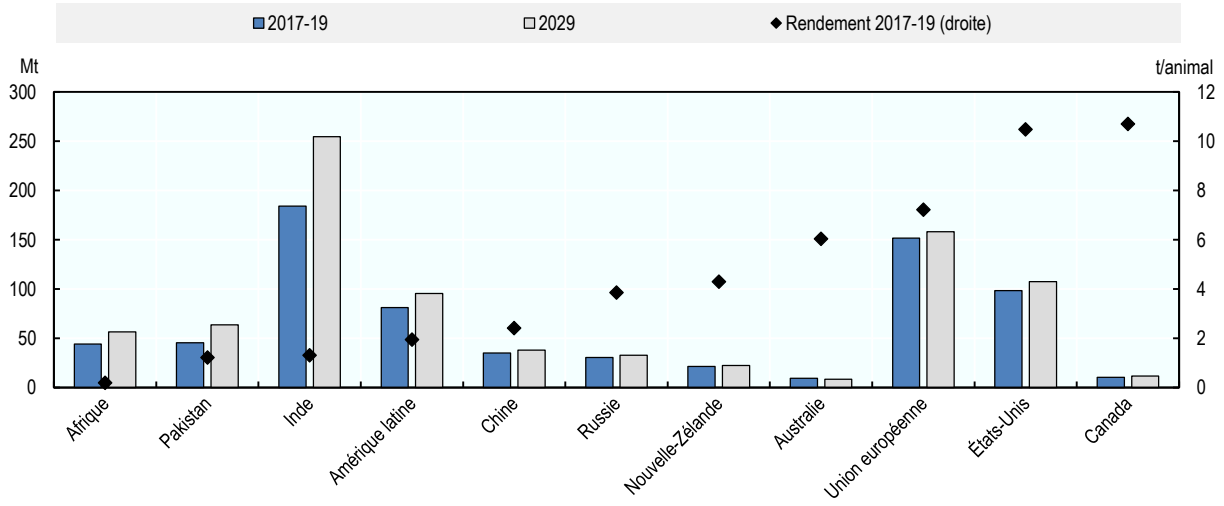
Note : la taille des bulles correspond à la production totale de lait durant la période de référence (2017-19).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142615

Dans l'Union européenne, second producteur mondial de lait, la production devrait progresser plus lentement que la moyenne mondiale. Les prévisions pour la prochaine décennie indiquent un recul des cheptels laitiers (-0.6 % par an) mais une hausse des rendements, de 1 % par an. La production européenne est assurée par des animaux nourris à l'herbe ou avec d'autres aliments. En outre, une part croissante du lait produit devrait être issue de l'agriculture biologique : les élevages biologiques regroupent à l'heure actuelle plus de 10 % des vaches laitières en Autriche, en Suède, en Lettonie, en Grèce et au Danemark. Environ 3 % de la production de lait de l'Union européenne proviennent d'exploitations biologiques dont les rendements sont relativement faibles, d'où une majoration de prix considérable sur le lait bio européen. D'une manière générale, la demande intérieure (de fromage, de beurre, de crème et d'autres produits) ne devrait progresser que légèrement, l'essentiel de la production supplémentaire étant destiné à l'exportation.

Le rendement moyen par vache est le plus élevé en Amérique du Nord, où la production à l'herbe est très minoritaire et où l'alimentation du bétail est axée sur l'obtention de rendements élevés dans des cheptels laitiers spécialisés (Graphique 7.4). Aux États-Unis et au Canada, les cheptels laitiers devraient demeurer relativement stables et la croissance de la production sera donc tirée par de nouvelles hausses des rendements. Compte tenu des prévisions de la demande intérieure, qui resterait plus forte pour les matières grasses du lait, les États-Unis exporteront surtout du lait écrémé en poudre.

Graphique 7.4. Production et rendements laitiers dans un certain nombre de pays et de régions



Note : le rendement est calculé par animal de traite (vaches principalement, mais aussi bufflonnes, chamelles, brebis et chèvres).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142634

La Nouvelle-Zélande est le pays où la production de lait, qui a connu une croissance très modeste ces dernières années, est la plus tournée vers l'exportation. Les cheptels laitiers sont nourris principalement à l'herbe et les rendements sont beaucoup plus faibles qu'en Amérique du Nord et en Europe. Une gestion efficace des prairies et le pâturage toute l'année permettent toutefois à la Nouvelle-Zélande d'être compétitive. Les principaux obstacles à la croissance sont le manque de terres disponibles et les restrictions grandissantes en matière d'environnement. Le modèle d'alimentation animale devrait rester inchangé. Le marché intérieur néozélandais étant de taille modeste, l'augmentation de la production laitière sera intégralement exportée et donc exposée à davantage d'incertitudes, liées par exemple aux mesures prises en matière d'échanges internationaux à la suite de la pandémie de COVID-19.

En Afrique, la production laitière devrait afficher une forte croissance, due principalement à l'expansion des cheptels. Les rendements sont généralement bas, et le lait de chèvre et de brebis occupe une place très importante. La plupart des vaches, des chèvres et des brebis pâturent et sont aussi utilisées pour la production de viande et la traction, ou comme instruments d'épargne. Les animaux supplémentaires se nourriront sans doute sur les mêmes pacages, entraînant une utilisation plus intensive qui pourrait conduire localement à des surpâturages. Au cours de la période considérée, environ un tiers du cheptel mondial devrait se trouver sur le continent africain et fournir quelque 5 % de la production totale de lait.

Moins de 30 % de la production de lait devraient être transformés en beurre, fromage, lait écrémé ou entier en poudre, ou poudre de lactosérum. La demande directe de beurre et surtout de fromage est très vigoureuse. Ces deux produits représentent actuellement une grande partie de la consommation de lait (matière sèche) en Europe et en Amérique du Nord. Les laits en poudre, écrémé et entier, font l'objet d'importants échanges et sont principalement produits pour l'exportation. Les deux sont utilisés dans le secteur agroalimentaire, notamment dans la confiserie, les laits infantiles et les produits de boulangerie.

D'après les projections, la production de beurre et celle de lait écrémé en poudre progresseront de 1.6 % par an, et celle de lait entier en poudre de 1.7 %, au même rythme que la production totale de lait. Seule la production de fromage devrait augmenter moins vite, à 1.2 % par an, en raison de la mollesse des

marchés alimentaires d'Europe et d'Amérique du Nord sur lesquels le fromage trouve ses principaux débouchés.

7.5. Consommation

L'essentiel du lait produit est consommé sous forme de produits frais, y compris pasteurisés et fermentés. La part des produits laitiers frais dans la consommation mondiale devrait augmenter ces dix prochaines années, sous l'effet de l'accélération de la demande en Inde et au Pakistan en particulier, elle-même portée par la croissance des revenus et de la population. La consommation mondiale par habitant de produits laitiers frais devrait progresser de 1.0 % par an durant la prochaine décennie, c'est-à-dire un peu plus vite que ces dix dernières années, à la faveur d'une hausse plus rapide du revenu par habitant.

En termes d'extrait sec, la consommation de lait par habitant est très variable dans le monde (Graphique 7.1). Elle dépend en particulier du revenu par habitant du pays ainsi que des préférences régionales. Ainsi, la consommation par habitant devrait être élevée en Inde et au Pakistan, mais faible en Chine. La part des produits laitiers transformés (et surtout du fromage) dans la consommation globale de lait (matière sèche) devrait être étroitement corrélée à l'évolution des revenus, avec des variations dues aux préférences locales et au degré d'urbanisation.

En Europe et en Amérique du Nord, la demande de produits laitiers frais par habitant est stable ou en léger recul mais sa composition évolue, les matières grasses du lait, comme le lait entier et la crème, gagnant du terrain depuis quelques années. Cette tendance pourrait s'expliquer par la publication d'études récentes ayant donné une image plus positive des bienfaits des matières grasses laitières pour la santé, mais également par une préférence croissante des consommateurs pour des aliments moins transformés.

Le fromage a ses principaux marchés en Europe et en Amérique du Nord, où la consommation par habitant devrait continuer d'augmenter. La consommation de fromage progressera également dans des pays où il ne s'inscrivait pas dans les traditions alimentaires. C'est le cas par exemple dans les pays du Sud-Est asiatique, où l'urbanisation et l'augmentation des revenus se sont traduites par une progression de la restauration hors domicile, notamment dans le secteur de la restauration rapide (hamburgers et pizzas, entre autres). En ce qui concerne les laits en poudre, écrémé et entier, ils resteront principalement utilisés par l'industrie agroalimentaire, notamment pour la confiserie, les laits infantiles et les produits de boulangerie.

Si certains pays sont autosuffisants, comme l'Inde et le Pakistan, dans d'autres régions du monde, telles que l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la consommation de produits laitiers devrait augmenter plus vite que la production et se traduire par une hausse des importations. Le lait liquide étant plus coûteux à importer et à exporter, ce sont les laits en poudre, auxquels on ajoute de l'eau pour la consommation finale ou la transformation, qui absorberont la demande supplémentaire.

Une petite partie des produits laitiers est utilisée pour l'alimentation animale, en particulier le lait écrémé en poudre et la poudre de lactosérum. La Chine importe ces deux produits pour cet usage, en moins grande quantité néanmoins depuis le début de l'épidémie de peste porcine africaine. La reprise attendue (voir le Chapitre 6 sur la viande) devrait s'accompagner d'une hausse de la demande de lait écrémé en poudre et de poudre de lactosérum pour l'alimentation animale ces dix prochaines années.

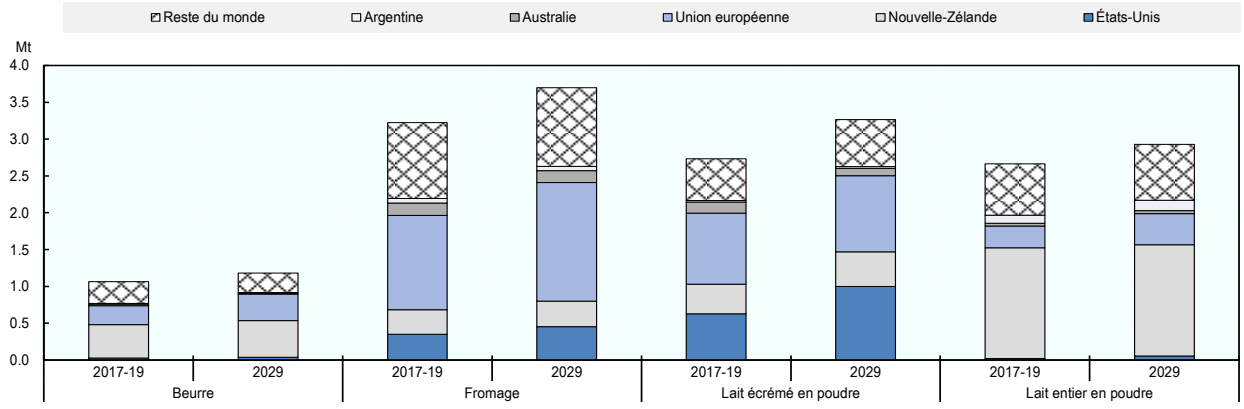
7.6. Échanges

Environ 8 % de la production mondiale de lait font l'objet d'échanges internationaux. Ce faible pourcentage s'explique avant tout par la nature périssable du lait et par sa teneur élevée en eau. Quoi qu'il en soit, la Chine a considérablement augmenté ses importations de lait liquide en provenance de l'Union européenne

et de la Nouvelle-Zélande ces dernières années. Les importations chinoises nettes de produits laitiers frais s'élevaient à 0.7 Mt environ sur la période de référence, et elles devraient augmenter de 3.6 % par an au cours de la prochaine décennie. Plus de 40 % de la production mondiale de lait entier en poudre et de lait écrémé en poudre sont échangés sur les marchés. Toutefois, ces poudres sont souvent produites dans le seul but de pouvoir stocker et vendre le lait plus longtemps ou le transporter sur une plus longue distance.

Les trois principaux pays exportateurs de produits laitiers de la période de référence sont l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Ensemble, ils devraient réaliser environ 65 % des exportations de fromage, 68 % de celles de lait entier en poudre, 76 % de celles de beurre et 77 % de celles de lait écrémé en poudre en 2029 (Graphique 7.5). L'Australie, autre pays exportateur, a perdu des parts de marché mais reste en bonne place dans les secteurs du fromage et du lait écrémé en poudre. Concernant le lait entier en poudre, l'Argentine est aussi un acteur important qui devrait compter pour 5 % des exportations mondiales en 2029. Ces dernières années, le Bélarus a également acquis une certaine stature en tant qu'exportateur, principalement tourné vers le marché russe.

Graphique 7.5. Exportations de produits laitiers par région



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142653

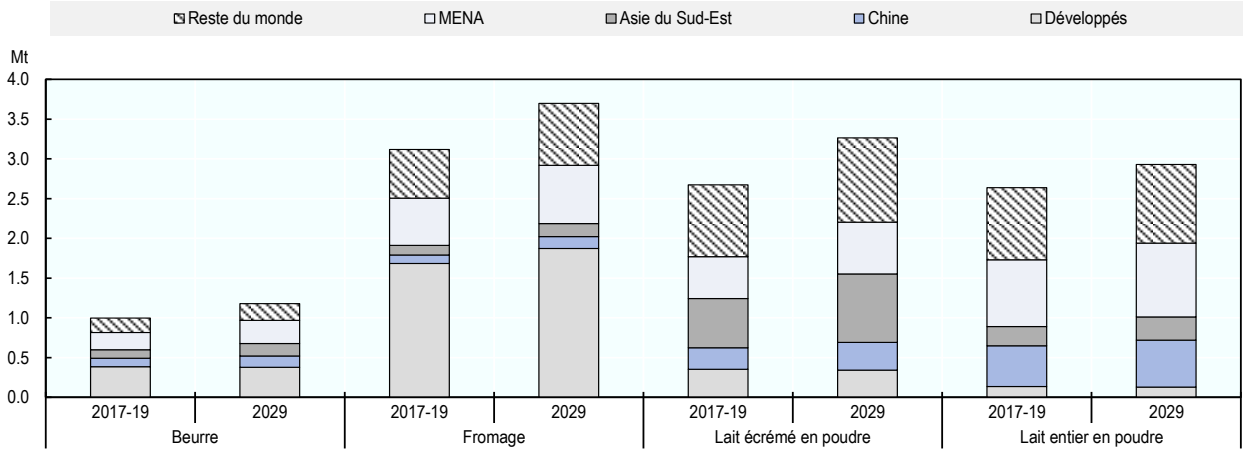
L'Union européenne restera le principal exportateur mondial de fromage, suivie des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Elle devrait représenter autour de 44 % des exportations mondiales de fromage en 2029, notamment grâce à une hausse de ses exportations vers le Canada dans le cadre de l'accord AECG et vers le Japon suite à la ratification de l'accord commercial bilatéral en 2019. Le Royaume-Uni, la Fédération de Russie, le Japon, l'Union européenne et l'Arabie saoudite devraient être les cinq premiers importateurs de fromage en 2029. Ces pays étant aussi souvent exportateurs de fromage, leur participation aux échanges commerciaux se traduira par un choix plus vaste pour le consommateur.

La Nouvelle-Zélande reste la principale source de beurre et de lait écrémé en poudre sur le marché international, et ses parts de marché devraient se situer d'ici 2029 autour de 42 % et 52 % respectivement. Dans le cas du lait entier en poudre, les échanges entre la Nouvelle-Zélande et la Chine, principal importateur de ce produit, devraient être nettement moins actifs au cours de la période de projection. Il est prévu une croissance de la production laitière intérieure en Chine, ce qui devrait limiter la croissance de ses importations de lait écrémé en poudre. On s'attend à ce que la Nouvelle-Zélande diversifie et augmente légèrement sa production de fromage au cours de la période de projection.

Les importations de produits laitiers sont plus largement réparties entre les pays, mais les principales destinations pour tous les produits sont le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), les pays développés,

l'Asie du Sud-Est, et la Chine (Graphique 7.6). La Chine devrait rester le premier importateur de produits laitiers, en particulier de lait entier en poudre, qu'elle se procure pour l'essentiel auprès des pays d'Océanie. Elle a néanmoins développé ses achats de beurre et de lait écrémé en poudre auprès de l'Union européenne ces dernières années. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord s'approvisionneront principalement auprès de l'Union européenne, tandis que les États-Unis et l'Océanie devraient être les principaux fournisseurs de lait en poudre de l'Asie du Sud-Est. Les pays développés importent de grandes quantités de fromage et de beurre : environ 54 % et 39 %, respectivement, des importations mondiales en 2017-19. Ces pourcentages devraient légèrement baisser d'ici 2029.

Graphique 7.6. Importations de produits laitiers par région



Note : MENA = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; l'Asie du Sud-Est comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142672

7.7. Principales questions et incertitudes

La pandémie de COVID-19 a des répercussions sur la vie quotidienne dans le monde entier. On considère que les chaînes alimentaires sont moins touchées que d'autres par les mesures de restriction prises pour limiter la propagation du coronavirus, même si les filières d'approvisionnement pourraient être fortement perturbées dans le cas de produits périssables comme le lait et les produits laitiers. En outre, certains produits laitiers comme le fromage sont souvent consommés en restauration hors domicile (par exemple dans des hamburgers et des pizzas) et leur consommation pourrait donc reculer. Sur les dix années à venir, les effets sont plus incertains car ils dépendent de la durée de maintien des mesures de restriction, de la rapidité avec laquelle l'économie mondiale se relèvera, et des éventuels changements structurels qui pourraient intervenir dans les interactions mondiales.

La production de lait mondiale n'est pas à l'abri d'aléas météorologiques pouvant toucher en particulier les élevages laitiers pâturant, qui prédominent dans le monde. En effet, le changement climatique accroît le risque de sécheresses, d'inondations et de maladies, situations qui peuvent toutes avoir des répercussions sur la filière lait d'une façon ou d'une autre (instabilité des prix, rendement des vaches laitières, effectifs des cheptels, etc.).

La législation environnementale pourrait aussi avoir un impact majeur sur l'évolution de la production laitière. Les émissions de GES dues au secteur laitier représentent une part importante des émissions totales dans certains pays (en Nouvelle-Zélande et en Irlande, par exemple), et toute modification des politiques publiques en la matière pourrait se répercuter sur la production de lait. D'autres domaines où des changements de politique pourraient jouer sont, par exemple, l'accès à l'eau et la gestion des effluents d'élevage, qui s'orientent de plus en plus vers des pratiques durables. Cependant, une législation environnementale plus stricte pourrait aussi conduire à la mise au point de solutions novatrices améliorant la compétitivité de la filière à long terme.

Les maladies animales et leur propagation représentent un risque pour la production de lait. La mammite est l'infection la plus courante chez les bovins laitiers dans les exploitations du monde entier, quelle que soit leur taille. C'est aussi celle qui génère le plus de préjudices économiques en raison de son incidence importante sur les rendements et la qualité du lait. Des progrès en matière d'information, de dépistage et de traitement de cette pathologie pourraient permettre d'augmenter sensiblement la production laitière en diminuant les pertes. La lutte contre de nombreuses maladies, dont la mammite, passe très souvent par des traitements antimicrobiens. Or, ces derniers suscitent des inquiétudes concernant leur utilisation excessive et le développement de résistances microbiennes, lesquelles réduiraient l'efficacité des traitements existants et nécessiteraient la mise au point de nouveaux médicaments. L'évolution de cette situation demeure une source d'incertitude pour les dix ans à venir.

Ces dernières années, les substituts végétaux de produits laitiers liquides (boissons à base de soja, d'amande, de riz ou d'avoine, par exemple) ont gagné en importance dans de nombreuses régions du monde, notamment en Amérique du Nord, en Europe et en Asie de l'Est. Cet engouement s'explique par l'intolérance au lactose mais aussi par des interrogations quant aux conséquences de la consommation de lait et de produits laitiers sur la santé et l'environnement. Si les substituts végétaux de produits laitiers affichent des taux de croissance solides, en partant certes de très bas, leur impact sur l'environnement et leurs bienfaits pour la santé font eux aussi débat. Par conséquent, l'incertitude reste de mise quant à l'incidence à long terme de cette évolution sur la demande laitière.

L'évolution des politiques nationales constitue un autre motif d'incertitude. Au Canada, les projections concernant les exportations de lait écrémé en poudre sont difficiles à établir du fait de la réorganisation de la filière laitière nationale après la Décision de Nairobi adoptée par l'Organisation mondiale du commerce, qui supprime les subventions à l'exportation dans l'agriculture après 2020. Dans l'Union européenne, les achats d'intervention de lait écrémé en poudre et de beurre à des prix déterminés, qui ont eu des répercussions majeures sur les marchés ces dernières années, restent une éventualité.

La modification ou la mise en place d'accords commerciaux aurait des conséquences sur la demande et les échanges de produits laitiers. Ainsi, l'Union européenne et le Royaume-Uni échangent des quantités importantes de fromage et d'autres produits laitiers, mais les relations commerciales qui seront définies à la suite du Brexit pourraient changer la donne, tandis que l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) devrait se répercuter sur les échanges de produits laitiers en Amérique du Nord. Quant à la Fédération de Russie, l'embargo qu'elle a imposé sur plusieurs produits laitiers en provenance de grands pays exportateurs devrait être levé en 2020 et ses importations devraient donc augmenter légèrement, mais il est peu probable qu'elles reviennent à leur niveau antérieur.

Les échanges de produits laitiers pourraient être profondément modifiés par les évolutions de l'environnement commercial. L'Inde et le Pakistan, grands consommateurs de produits laitiers, ne sont pas présents pour l'instant sur le marché international ; la demande intérieure en plein essor devrait être satisfaite par une hausse rapide de la production nationale.

Note

[1] Les produits laitiers frais comprennent tous les produits laitiers et le lait qui ne sont pas inclus dans les produits transformés (beurre, fromage, lait écrémé en poudre, lait entier en poudre, poudre de lactosérum et, dans quelques cas, caséine). Les quantités sont exprimées en équivalent lait de vache.

8. Produits halieutiques et aquacoles

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des produits halieutiques et aquacoles sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour le poisson et les produits de la pêche et de l'aquaculture, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des produits halieutiques et aquacoles dans les dix années à venir.

8.1. Situation du marché

Après une année 2018 marquée par une forte croissance et des niveaux records de production, d'échanges et de consommation, le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'est inscrit globalement en léger recul en 2019[1]. La production aquacole a certes continué à progresser de plus de 2 %, mais la pêche a perdu en revanche quelque 4 % en raison d'une diminution des prises d'un certain nombre d'espèces, dont les céphalopodes, la morue et certaines petites espèces pélagiques.

Selon l'indice des prix du poisson de la FAO[2], les prix internationaux du poisson ont fléchi d'environ 3 % en 2019, en moyenne, par rapport à l'an dernier. Ce phénomène s'explique principalement par les baisses de prix qui touchent de nombreuses espèces d'élevage importantes comme la crevette, le saumon, le pangasius et le tilapia, mais aussi le thon en conserve du fait d'une offre supérieure à la demande. La contraction de l'économie dans certains pays, conjuguée à des tensions commerciales entre quelques grands producteurs et importateurs, a contribué à un léger repli des échanges mondiaux de poisson frais et transformé, de l'ordre de 1 % en 2019 par rapport à 2018, tant en volume qu'en valeur.

8.2. Principaux éléments des projections

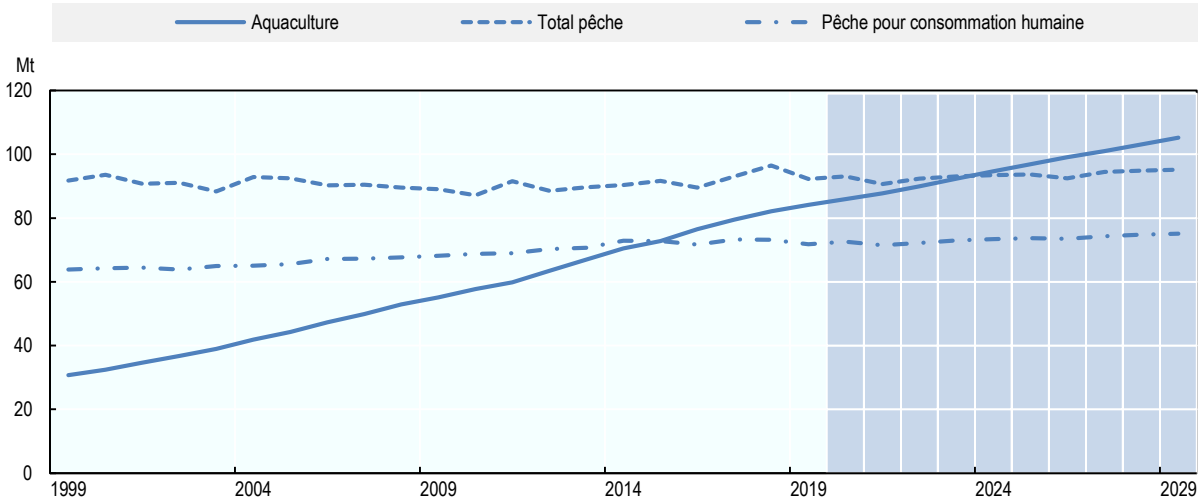
Par rapport à la période de référence (moyenne 2017-2019), les prix nominaux du poisson augmenteront entre 1.5 et 2.1 % par an au cours des dix prochaines années. En valeur réelle, les prix du poisson ne devraient pas beaucoup évoluer sur la période 2020-29, avec une légère dépréciation de l'huile de poisson, du poisson échangé, des espèces pêchées et de la farine de poisson, et une légère appréciation des espèces d'élevage. Malgré des différences d'intensité, tous les prix devraient suivre les mêmes tendances, à savoir des hausses minimes durant la première moitié de la période de projection, suivies d'un repli au cours de la seconde moitié. Ce repli sera lié notamment à l'accélération de la production chinoise et à la détente de la demande de poisson suite au redémarrage du secteur porcin après l'importante épizootie de peste porcine africaine – le poisson remplaçant souvent le porc dans les assiettes. S'agissant de la farine de poisson, le niveau soutenu de la demande et la relative stabilité de l'offre de ce produit créeront les conditions d'une légère hausse des prix se poursuivant par rapport aux tourteaux d'oléagineux.

La production mondiale de poisson devrait atteindre 200 Mt en 2029, soit 25 Mt de plus (14 %) que pendant la période de référence (moyenne de 2017-19), mais le rythme de progression sera plus lent (1.3 % par an) que durant la décennie précédente (2.3 % par an). Ce ralentissement de la croissance résultera d'une baisse des taux de croissance annuels tant dans la pêche que dans l'aquaculture. L'un des principaux facteurs de cette perte de vitesse sera la politique chinoise des dix prochaines années dans le secteur halieutique et aquacole. Elle devrait en effet suivre les orientations du 13e plan quinquennal (2016-20) qui a donné la priorité au développement durable et à la modernisation du secteur, une diminution initiale des capacités devant entrainer une croissance plus dynamique, en particulier de la production aquacole. La Chine étant de loin le premier producteur mondial de produits halieutiques et aquacoles, l'impact sera d'autant plus important.

La part de l'aquaculture dans la production mondiale de poisson devrait encore augmenter (Graphique 8.1) et dépasser celle de la pêche (y compris les captures à usage non alimentaire) d'ici 2024. En 2029, la production aquacole devrait atteindre 105 Mt, soit 10 Mt de plus que les captures. L'essor prévisible de l'aquaculture tient aussi aux prix relativement bas des aliments aquacoles, et la rentabilité devrait rester élevée dans le secteur durant les dix ans à venir, plus particulièrement pour les espèces demandant de petites quantités de farine de poisson et d'huile de poisson. Les efforts d'amélioration de la gestion dans plusieurs régions devraient continuer à porter leurs fruits, et notamment accroître durablement les stocks de poisson, ce qui devrait contribuer à une légère hausse de la production halieutique au cours de la

prochaine décennie (0.4 % par an). La part de la production halieutique transformée en farine et huile de poisson restera stable autour de 18 %. Néanmoins, la production totale de farine et d'huile de poisson devrait grimper de 10 % et 17 %, respectivement, au cours des dix prochaines années, principalement grâce à l'utilisation plus importante de résidus de poissons pour leur production. D'ici 2029, le pourcentage d'huile de poisson produit à partir de déchets de poisson devrait passer de 41 % à 45 %, et celui de farine de poisson de 24 % à 28 %.

Graphique 8.1. Production halieutique et aquacole mondiale



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142691

D'après les projections pour 2029, 90 % de la production de poisson servira à la consommation humaine, passant de 155 Mt pendant la période de référence à 180 Mt. En revanche, compte tenu de l'évolution de la production, le taux d'augmentation des disponibilités de poisson pour la consommation humaine devrait diminuer, passant de 2.5 % par an entre 2010 et 2019 à 1.4 % par an. La croissance de la consommation apparente[3] de poisson par habitant devrait également ralentir, passant de 1.3 % par an entre 2010 et 2019 à 0.5 % par an sur la période de projection, pour atteindre 21.4 kg en 2029. Toutefois, la hausse de la consommation de poisson par habitant devrait se poursuivre sur tous les continents, hormis l'Afrique où la baisse sera concentrée en Afrique subsaharienne (-0.7 % au cours de la prochaine décennie) en raison d'une démographie progressant plus vite que l'offre. Cette situation pourrait susciter des préoccupations d'ordre nutritionnel dans la région, le poisson représentant une importante source de protéines animales[4].

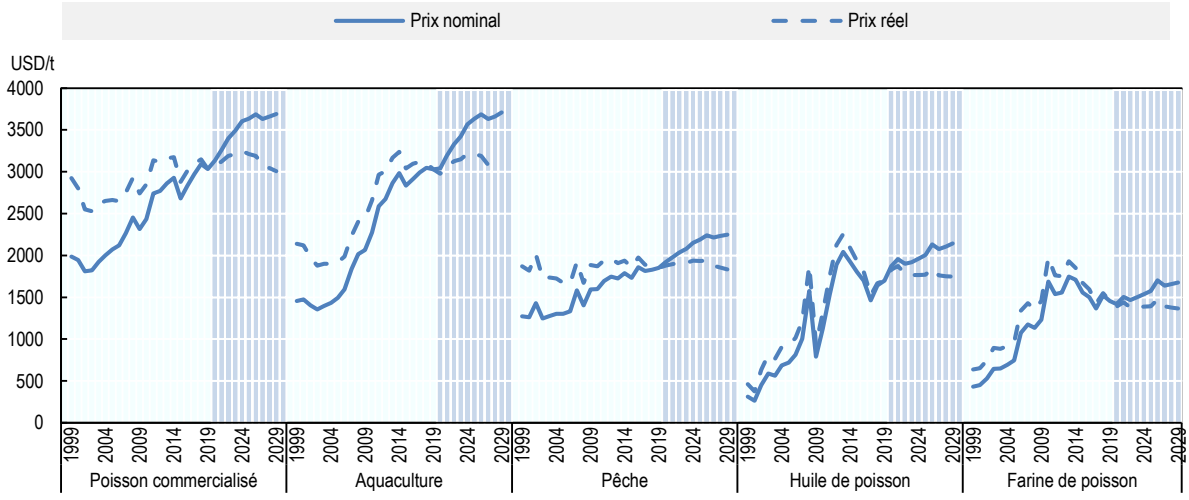
Environ 36 % de la production totale de poisson devraient être exportés sous différentes formes : poisson pour la consommation humaine, farine de poisson et huile de poisson (32 % si l'on exclut les échanges intra-UE). Après avoir légèrement fléchi en 2019, les échanges mondiaux de poisson pour la consommation humaine devraient repartir à la hausse, au rythme de 1.1 % par an au cours des dix années à venir, pour gagner 4 Mt au total (soit 9 %) d'ici 2029. Ce taux d'augmentation est inférieur à celui observé lors de la précédente décennie (1.4 % par an) et doit être mis en parallèle avec le ralentissement de la croissance de la production. Les pays asiatiques devraient à la fois conserver leur stature de grands producteurs de poisson, et rester les principaux exportateurs de poisson pour la consommation humaine, leur part dans les exportations mondiales devant atteindre 50 % en 2029, contre 48 % en 2017-19. Durant la même période, les pays de l'OCDE garderont leur place de premiers importateurs de poisson pour la consommation humaine mais leur part devrait passer de 53 % à 50 %.

De nombreux facteurs peuvent influer sur l'évolution et la dynamique de la production mondiale de poisson, de la consommation et des marchés, d'où l'existence de différentes incertitudes sur l'avenir, liées à des éléments externes (climat, conditions environnementales) et à l'évolution des politiques publiques (gestion et gouvernance du secteur de la pêche, politiques commerciales, et lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)). Leurs conséquences dépendront à la fois de la mesure dans laquelle elles s'écarteront des hypothèses du modèle et de la capacité du secteur à s'y adapter. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les marchés des produits halieutiques et aquacoles n'ont pas été prises en compte dans les projections, mais son impact potentiel est évoqué dans la section « Principales questions et incertitudes » (version web du chapitre).

8.3. Prix

Les prix du poisson devraient rester élevés au cours des dix prochaines années par rapport aux niveaux passés, et suivre une courbe ascendante en valeur nominale pendant toute la durée de la période de projection. En termes réels, on anticipe une hausse des prix du poisson jusqu'en 2024, suivie d'un recul entre 2024 et 2029 (Graphique 8.2), à rapprocher notamment des conséquences prévisibles de la politique chinoise dans le secteur de la pêche. La croissance de la production de poisson en Chine devrait être limitée au début de la période considérée, avant de s'accélérer en deuxième partie de période grâce aux gains de productivité attendus. Les prix du poisson devraient aussi être influencés par l'évolution des prix des éventuelles viandes de substitution, ainsi que par la durée de l'épizootie dévastatrice de peste porcine africaine qui sévit actuellement et qui provoque un renchérissement des cours du porc.

Graphique 8.2. Prix mondiaux des produits halieutiques et aquacoles



Note : Poisson échangé (alimentation humaine) : valeur unitaire mondiale des échanges (somme des importations et des exportations) de produits halieutiques et aquacoles destinés à l'alimentation humaine. Aquaculture : valeur unitaire mondiale de la production aquacole (poids vif), selon la FAO. Pêche : valeur des débarquements à l'échelle mondiale estimée par la FAO, hors pêches minotières. Farine de poisson : protéine 64-65 %, Hambourg, Allemagne. Huile de poisson : Europe du Nord-Ouest. Prix réel : déflateur du PIB des États-Unis ; année de référence = 2019.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142710

Les prix des poissons sauvages devraient reculer de 0.2 % par an en valeur réelle, la baisse totale devant ainsi atteindre 1.9 % en 2029 par rapport à la période de référence. Durant la même période, on attend une hausse très marginale des prix des produits aquacoles en termes réels la plupart des années, ce qui permettra de maintenir la rentabilité de l'aquaculture ces mêmes années. Néanmoins, compte tenu de la baisse des prix des aliments pour poissons, qui aura pour effet de stimuler l'offre, les prix des produits aquacoles devraient globalement diminuer de 2.0 % d'ici 2029 par rapport à la période de référence. Par ailleurs, les prévisions indiquent un repli de 2.8 % en valeur réelle des prix du poisson échangé pendant la période de projection, qui les fera passer sous le niveau observé dans les années 2010, sans atteindre toutefois celui des années 2000.

Le prix de la farine de poisson va continuer d'augmenter légèrement par rapport aux tourteaux d'oléagineux car le développement de l'aquaculture et de l'élevage (porcs et volailles surtout) crée une forte demande de farine de poisson, supérieure à l'offre. La farine et l'huile de poisson sont des constituants très nutritifs et digestibles des produits d'alimentation animale, et sont également riches en acides gras oméga-3. Du fait de leur prix relativement élevé, elles sont de plus en plus réservées à certaines espèces et à certains stades de l'élevage (pour l'alevinage et la finition), d'où une surcote de la farine de poisson par rapport aux tourteaux d'oléagineux. La production de farine de poisson et d'huile de poisson restera par conséquent rentable. Les prix de la farine de poisson se maintiendront à des niveaux élevés par rapport aux produits de substitution, même s'ils reculeront de 7.4 % en valeur réelle au cours de la période de projection, en raison d'une baisse comparable des prix des tourteaux d'oléagineux. L'écart de prix entre les deux produits sera amplifié les années *El Niño*, défavorables aux captures d'espèces comme l'anchois qui sont principalement utilisées pour produire de la farine et de l'huile de poisson, car l'offre de farine de poisson sera moins importante.

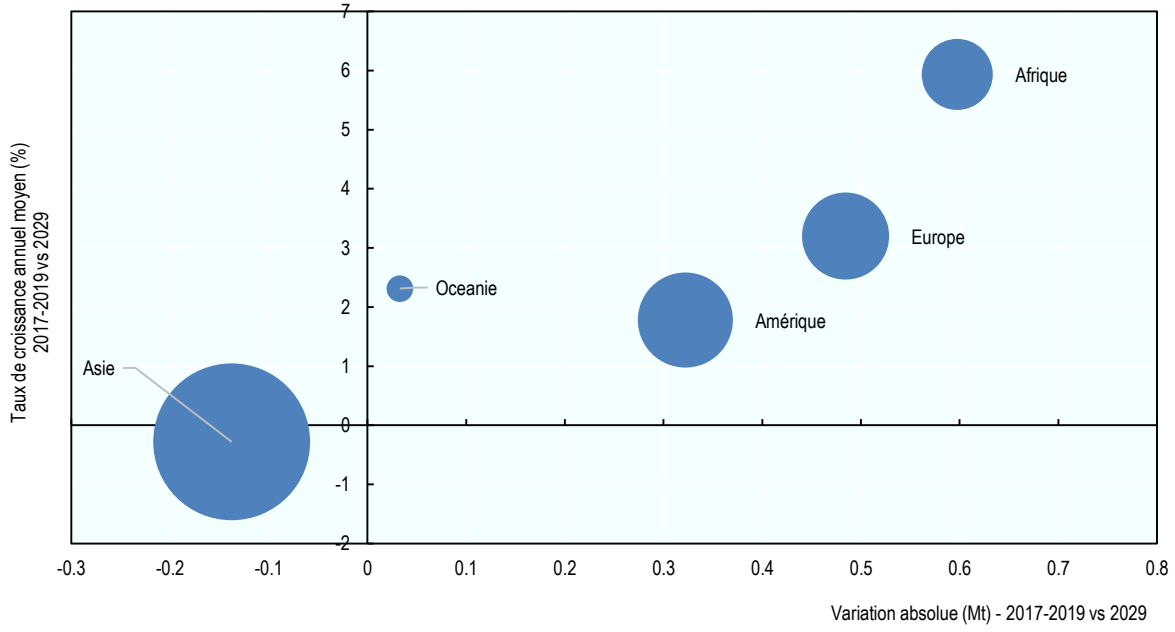
L'engouement pour les acides gras oméga-3 dans l'alimentation humaine ainsi que la croissance de la production aquacole ont contribué à creuser le différentiel de prix entre l'huile de poisson et l'huile végétale. Il devrait se maintenir durant la période de projection et s'accentuer encore les années *El Niño*. Les prix de l'huile de poisson en termes réels ont sensiblement progressé de 2009 à 2013, avant de redescendre jusqu'en 2017 en restant toutefois supérieurs aux niveaux de 2009. Ils devraient augmenter pendant la période de projection, de 7.1 % au total en valeur réelle d'ici 2029 par rapport à la période de référence, en partie du fait d'une hausse de 2.5 % du prix de l'huile végétale. Mais compte tenu des fluctuations anticipées au cours des dix prochaines années, on prévoit un léger recul des prix de l'huile de poisson, de 0.5 % par an pendant la même période.

8.4. Production

La production mondiale de poisson (pêche et aquaculture réunies) devrait augmenter pour passer de 176 Mt pendant la période de référence à 200 Mt en 2029. Malgré cette hausse de 25 Mt de la production annuelle d'ici 2029, le taux de croissance et l'augmentation absolue de la production continuent de diminuer. En termes absolus, la hausse de la production halieutique et aquacole mondiale sur la période de projection devrait être égale à 73 % de celle de la décennie passée, où elle avait atteint 34 Mt supplémentaires en fin de période. Quant au taux de croissance, il devrait s'établir à 14.0 % sur l'ensemble de la période de projection, en deçà des 23.8 % de la précédente décennie. De fait, les taux de croissance de la production seront inférieurs à ceux de la dernière décennie tant dans l'aquaculture (2.3 % par an contre 4.3 % par an) que dans la pêche (0.4 % par an contre 0.7 % par an). En dépit de cette baisse de régime[5], l'aquaculture restera le principal moteur de la croissance de la production de poisson au niveau mondial. La part de l'aquaculture dans la production totale de poisson, égale à 47 % l'année de référence, devrait dépasser celle de la pêche en 2024 et atteindre 52 % en 2029.

La production aquacole devrait s'élever à 105 Mt en 2029, soit une hausse de 28.4 % par rapport à la période de référence, inférieure aux 59.6 % de la décennie précédente. Ce ralentissement anticipé de la croissance de la production aquacole sera imputable principalement à des gains de productivité plus faibles, à une réglementation environnementale plus sévère et à la pénurie grandissante de sites appropriés du fait de la concurrence d'autres usagers des terres et des eaux. La Chine, premier producteur mondial de produits aquacoles, devrait enregistrer une baisse marquée du taux de croissance de sa production de poissons d'élevage, à mettre sur le compte des nouvelles mesures mises en œuvre pour favoriser le développement durable et la modernisation du secteur. Celles-ci devraient se traduire par une croissance atténuée en début de période de projection, mais plus vigoureuse vers la fin de la période. D'après les prévisions, la production aquacole chinoise progressera de 24.5 % sur les dix prochaines années, contre 46.6 % au cours de la décennie passée. En 2029, la Chine devrait compter pour 56 % de la production aquacole mondiale, alors que sa part s'élevait à 58 % pendant la période de référence. Au niveau mondial, le recul de la croissance de la production chinoise sera en partie compensé par de plus grandes hausses de la production par ailleurs. La production aquacole devrait augmenter sur tous les continents. La majorité de la production mondiale de poisson continuera néanmoins de venir de l'Asie, qui devrait représenter 89 % de la production aquacole mondiale en 2029.

Graphique 8.3. Croissance de la production halieutique mondiale par continent



Note : la taille des bulles correspond à la production halieutique moyenne (en Mt) en 2017-2019
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

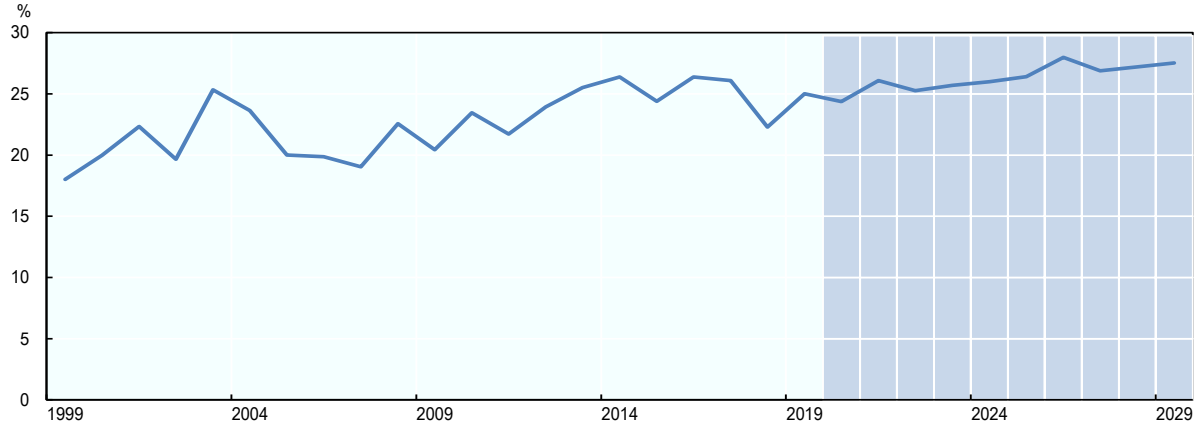
StatLink https://doi.org/10.1787/888934142729

Les taux d'augmentation seront variables selon les espèces, ce qui entraînera une modification de la composition de la production aquacole d'ici 2029. Les espèces d'élevage dominantes, comme les carpes et les mollusques, devraient voir leur part redescendre à 56 % en 2029, alors qu'elle avait atteint un niveau record de 77 % au milieu des années 90. À l'inverse, la part des crevettes et celle des tilapias et des silures (y compris des pangasius) progressera au cours de la période de projection.

Dans le secteur de la pêche, la production devrait augmenter légèrement au cours des dix ans à venir (0.4 % par an). Elle devrait ainsi atteindre 95 Mt en 2029, soit 1.3 Mt de plus que pendant la période de référence. Les prises devraient en effet progresser dans certaines zones de pêche bénéficiant des prix relativement élevés du poisson ou d'une amélioration des stocks de certaines espèces, mais aussi grâce à une meilleure gestion susceptible d'accroître la productivité des stocks de poisson et donc les possibilités de capture, ainsi qu'à une réduction des déchets et des rejets à bord des navires. C'est en Afrique que l'on attend la croissance la plus rapide et la hausse la plus forte des prises en volume, tandis que l'Asie sera le seul continent à afficher une baisse, liée principalement au recul anticipé des captures chinoises (-10 % en 2029 par rapport à la période de référence) (graphique 8.3). S'agissant des prévisions par pays, la production halieutique augmentera le plus en Fédération de Russie (+0.6 Mt), aux Philippines (+0.3 Mt) et en Indonésie (+0.3 Mt). Les années *El Niño*[6], la production halieutique en Amérique du Sud sera plus faible, entraînant un fléchissement d'environ 2 % des captures mondiales pendant ces périodes. La part de la production halieutique destinée à la consommation humaine directe devrait gagner quelques points, passant de 77 % en 2017-2019 à 79 % en 2029, soit 2,3 Mt supplémentaires. L'essentiel des 20 Mt restantes devrait être transformé en farine et en huile de poisson.

La production de farine de poisson et d'huile de poisson devrait progresser de 10.2 % et 17.2 %, respectivement, d'ici 2029, par rapport à la période de référence, pour atteindre 5.9 Mt et 1.4 Mt en poids produit. Ces produits peuvent être fabriqués à partir de poissons entiers ou de résidus de poisson sous-produits de la transformation. Malgré la diminution du pourcentage des captures mondiales de poisson transformé en farine et en huile de poisson, la production de ces deux produits (en poids produit) issue de poissons entiers devrait augmenter, respectivement de 5.6 % et 9.2 % d'ici 2029 par rapport à la période de référence. Cette évolution s'explique par le prix relativement élevé de la farine et de l'huile de poisson, conjugué à la hausse anticipée des captures. Le pourcentage de farine et d'huile de poisson produit à partir de résidus de poisson va augmenter. En 2029, la quantité de farine de poisson fabriquée avec des résidus de poisson devrait représenter 28 % de la production totale de farine de poisson, en hausse par rapport aux 24 % de la période de référence (Graphique 8.4). Du côté de l'huile de poisson, ce pourcentage devrait atteindre 45 % de la production totale en 2029, contre 41 % durant la période de référence.

Graphique 8.4. Pourcentage de la production totale de farine de poisson fabriquée à partir de résidus de poisson



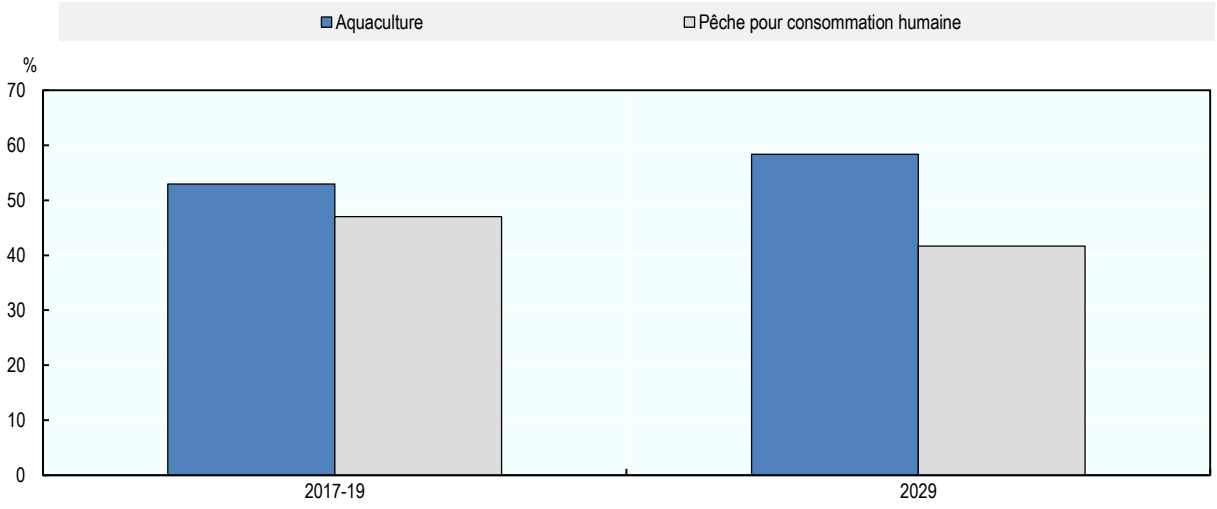
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142748

8.5. Consommation

D'après les prévisions, 90 % de la production de poisson servira à la consommation humaine d'ici 2029. Au niveau mondial, la quantité de poisson utilisée pour la consommation humaine devrait augmenter de 16.3 %, soit 25 Mt, pour atteindre 180 Mt en 2029. La hausse concernera tous les continents, mais à des degrés variables en fonction des niveaux de consommation de départ ainsi que des taux de croissance démographique. Du point de vue de l'offre totale de poisson destiné à l'alimentation humaine, le taux de croissance sera compris entre +25.4 % en Afrique et +5.8 % en Europe, où les niveaux de consommation par habitant sont déjà élevés et proches de la saturation. Avec +17.3 %, l'Asie n'affiche pas la plus forte hausse mais, étant de loin le continent le plus consommateur de poisson, il représentera 75 % de la quantité supplémentaire de poisson consommée en 2029. À elle seule, la Chine absorbera 40 % du volume supplémentaire. Cette augmentation sera rendue possible par des revenus en hausse, une population urbaine de plus en plus nombreuse, et une diversification des types de poisson et de formes de produits proposés aux consommateurs chinois via la production nationale et les importations. La part des poissons issus de l'aquaculture dans la consommation totale de poisson utilisé pour l'alimentation humaine continuera d'augmenter chaque année. En 2029, l'aquaculture devrait représenter 58 % de l'offre de poisson destiné à consommation humaine, une part en hausse par rapport aux 53 % de 2017-19 (Graphique 8.5).

Graphique 8.5. Part de l'aquaculture et de la pêche dans l'offre totale de poisson destiné à la consommation humaine – 2017-19 et 2029



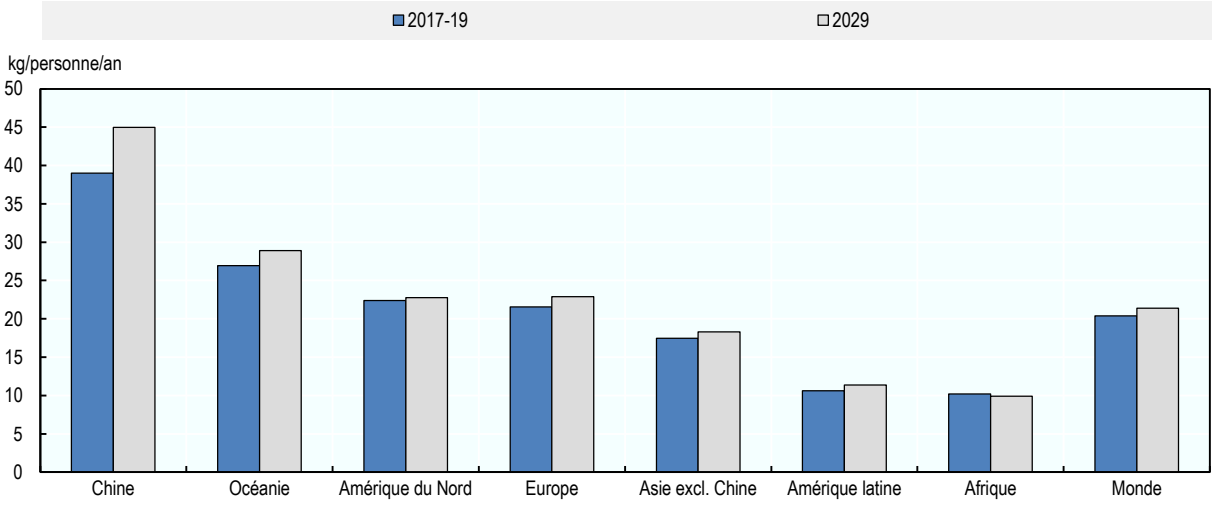
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142767

La consommation apparente de poisson par habitant devrait s'élever en 2029 à 21.4 kg en équivalent poids vif, soit un gain de 4.7 % par rapport aux 20.4 kg de 2017-2019 (Graphique 8.6). L'augmentation sera moindre que celle observée lors des décennies précédentes. Globalement, la consommation apparente de poisson par habitant devrait progresser de 0.5 % par an pendant la période de projection, contre 1.3 % au cours de la dernière décennie. La situation sera toutefois variable d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même territoire national sur le plan de la quantité et des formes des produits, pour des raisons d'ordre géographique, économique ou culturel. La consommation de poisson par habitant devrait augmenter sur tous les continents, hormis en Afrique. Cette exception africaine tient au fait que la

croissance de la production halieutique et aquacole ainsi que des importations de poisson frais et transformé ne sera pas assez rapide pour compenser l'explosion démographique. En Afrique, la consommation de poisson par habitant devrait redescendre à 9.9 kg (équivalent poids vif) en 2029, après un niveau record de 10.6 kg en 2014 et de 10.2 kg durant la période de référence. Le déclin sera encore plus significatif en Afrique subsaharienne, et particulièrement préoccupant dans la mesure où la région présente le taux de malnutrition le plus élevé du monde, et où le poisson constitue une source majeure de protéines et d'éléments nutritifs dans de nombreux régimes alimentaires africains. Le poisson contribue en moyenne à 23 % des apports en protéines animales en Afrique subsaharienne, alors que la moyenne mondiale s'établit à 17 %.

Graphique 8.6. Consommation de poisson par habitant – 2017-19 et 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142786

Sur les 20 Mt de poisson à usage non alimentaire, la majorité (83 %) devrait être consommée sous forme de farine et d'huile de poisson. Le reste ira à d'autres utilisations non alimentaires, telles que l'aquariophilie, la reproduction, l'alevinage, la pêche de loisir (amorces), la production pharmaceutique, ou l'alimentation directe d'animaux d'élevage. En raison de leurs prix élevés et d'importants efforts d'innovation, la farine et l'huile de poisson continueront d'être employées en quantités plus limitées pour l'alimentation des poissons d'élevage et de plus en plus souvent comme ingrédients stratégiques pour stimuler la croissance des poissons à des stades précis de leur développement. On estime qu'en 2029, 83 % de la farine de poisson et 66 % de l'huile de poisson serviront à nourrir des poissons d'élevage. La Chine restera le premier pays consommateur de farine de poisson, sa part en 2029 étant estimée à 35 % du total. S'agissant de la consommation d'huile de poisson, l'Union européenne conservera la première place avec 16 % du total, dont environ un quart utilisé dans l'aquaculture et trois quarts à d'autres usages, y compris l'alimentation humaine directe.

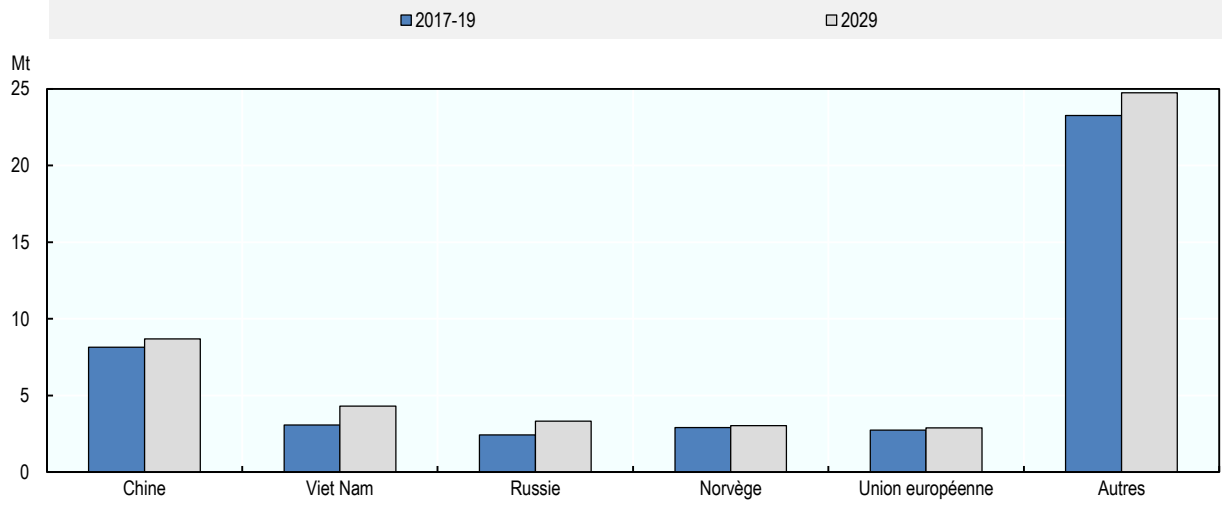
8.6. Échanges

Après s'être tassé en 2019, le commerce mondial de poisson frais et transformé devrait repartir à la hausse ces dix prochaines années, avec moins de vigueur toutefois que lors de la dernière décennie. Il devrait

bénéficier de plusieurs facteurs favorables : une demande soutenue, une production de poisson en hausse, une amélioration de la logistique, et la mondialisation des systèmes alimentaires. La progression des échanges sera toutefois limitée par le ralentissement de la croissance de la production de poisson. En 2029, le pourcentage de la production échangé devrait avoisiner les 36 % (32 % sans les échanges intra-UE). Les exportations mondiales de poisson pour la consommation humaine devraient atteindre 47 Mt (équivalent poids vif) en 2029, soit 4 Mt (équivalent poids vif) supplémentaires en termes absolus par rapport à la période de référence. En pourcentage, cela correspond à une croissance de 9.4 % sur les dix ans à venir, divisée par plus de deux par rapport à celle de la décennie précédente (23.0 %).

L'essentiel de la croissance des exportations de poisson destiné à la consommation humaine devrait venir des pays d'Asie, qui représenteront environ 67 % des exportations supplémentaires en 2029 (Graphique 8.7). Les pays asiatiques, premiers producteurs, devraient rester aussi les principaux exportateurs. Leur part dans les exportations mondiales pour la consommation humaine devrait augmenter, passant de 48 % à 50 % grâce au développement de leur production aquacole. La Chine conservera sa place de premier exportateur de poisson pour la consommation humaine, mais sa part devrait reculer légèrement (18 % en 2029, contre 19 % durant la période de référence) du fait du ralentissement de la croissance de la production chinoise – un pourcentage plus important de la production nationale étant utilisé pour satisfaire la demande nationale – et d'une forte hausse de la production et des exportations d'autres grands pays exportateurs comme le Viet Nam et la Fédération de Russie. D'après les prévisions, ces deux pays verront leurs exportations progresser de 36 % et 34 %, respectivement, pendant la période considérée. Leur part des exportations mondiales de poisson pour la consommation humaine se hissera de ce fait à 9 % et 7 % respectivement en 2029. À partir de 2025, la Fédération de Russie devrait occuper la troisième place mondiale pour les exportations de poisson destiné à l'alimentation humaine, en volume, détenue auparavant par la Norvège. Cette hausse des exportations russes aura pour origine l'augmentation de la production et des importations de poisson frais et transformé (+13 % et +51 %, respectivement, en 2029 par rapport à la période de référence), d'une part, et le déclin démographique de la Fédération de Russie, d'autre part.

Graphique 8.7. Exportations de poisson destiné à la consommation humaine, par principaux exportateurs, en 2017-19 et 2029

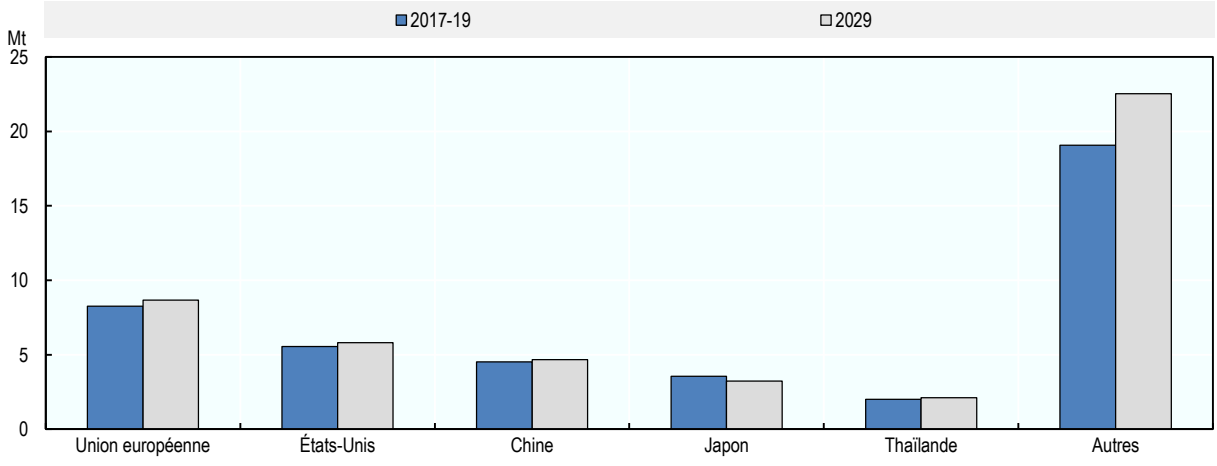


Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLinks https://doi.org/10.1787/888934142805

L'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Japon resteront en tête des importateurs de poisson destiné à la consommation humaine, avec respectivement 19 %, 12 %, 10 % et 7 % des importations mondiales en 2029 (Graphique 8.8). Les importations de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine devraient augmenter au cours de la prochaine décennie (+4.9 %, +3.9 % et +5.6 %, respectivement), mais à un rythme plus modéré que ces dix dernières années. Au Japon, le recul des importations devrait s'accélérer (-9.2 %) du fait de la tendance des plus jeunes générations à préférer la viande au poisson, s'ajoutant à la baisse accélérée de la démographie. Aux États-Unis et dans l'Union européenne, on anticipe un ralentissement de la croissance des importations lié à des niveaux de consommation de produits animaux proches de la saturation. Les importations de la Chine devraient reculer de 0.4 % par an au cours de la prochaine décennie, alors qu'elles avaient progressé de 4.3 % par an durant la précédente. Ce coup de frein traduit aussi la mise en œuvre de la nouvelle politique chinoise, axée sur une augmentation de la production des poissons d'élevage destinés à la consommation intérieure, qui devaient auparavant être importés. Il a aussi à voir avec une croissance plus modérée de la population et du revenu par rapport à la décennie passée. Parmi les grands importateurs, la Fédération de Russie fait partie des quelques pays où les importations devraient progresser plus vite dans les dix ans à venir que ces dix dernières années (+51 % contre -42 %). Le niveau des importations russes a été particulièrement faible entre 2014 et 2019 en raison des sanctions économiques liées au conflit en Ukraine ; au cours de la prochaine décennie, il est attendu un changement des routes et partenaires commerciaux. On anticipe également un bond des importations africaines (+39 %). L'Afrique devrait devenir de plus en plus dépendante des importations de poisson destiné à la consommation humaine, celles-ci devant augmenter plus rapidement que la production continentale. D'après les projections, la part des importations dans l'offre de poisson destiné à l'alimentation humaine atteindra 40 % en 2029, contre 36 % durant la période de référence.

Graphique 8.8. Importations de poisson destiné à la consommation humaine, par principaux importateurs, en 2017-19 et 2029



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142824

Les exportations de farine de poisson devraient afficher une hausse de 8.4 % d'ici 2029, pour atteindre 3.4 Mt en poids produit. Le Pérou conservera sa place de premier exportateur de farine de poisson mais devrait perdre un peu de terrain puisqu'on estime que sa part du total des exportations passera de 34 % à 31 % durant la période de projection. La Chine demeurera le principal pays importateur de farine de

poisson, avec 44 % des importations mondiales en 2029. Au niveau mondial, la production aquacole progressant plus vite que la production de farine de poisson, une plus grande quantité de tourteaux d'oléagineux est utilisée dans les rations alimentaires des poissons d'élevage. Cette quantité devrait augmenter de près de 35 % en 2029 par rapport à la période de référence. En ce qui concerne l'huile de poisson, on devrait voir un renchérissement de 19 % des exportations au cours des dix prochaines années, faisant écho à l'évolution de la production. Les principaux importateurs d'huile de poisson en 2029 seront l'Union européenne et la Norvège, qui compteront chacune pour près de 25 % des importations mondiales de ce produit. L'huile de poisson est utilisée principalement dans le secteur du saumon et comme complément alimentaire.

8.7. Principales questions et incertitudes

Les projections des présentes *Perspectives* ont été établies pour des conditions macroéconomiques et climatiques stables pendant la période considérée, et posent certaines hypothèses concernant l'impact de la politique chinoise sur la production de poisson. Les résultats pourraient être différents en cas de perturbation grave d'une ou plusieurs de ces variables, ou de crise imprévue d'un autre ordre. Cette section examine certaines incertitudes susceptibles d'intervenir pendant la période de projection.

Les politiques commerciales influencent de manière importante la dynamique des échanges et les routes commerciales dans le secteur du poisson. L'entrée en vigueur de nouveaux accords commerciaux au cours de la période de projection pourrait donc modifier considérablement les échanges sur les marchés du poisson. Si les accords multilatéraux se révèlent difficiles à ratifier, la possibilité que des accords bilatéraux soient conclus pendant la période de projection ne peut pas être écartée. Des décisions inattendues en matière de politique commerciale pourraient également compromettre la justesse des projections. À titre d'exemple, le différend commercial opposant la Chine et les États-Unis s'est traduit notamment par l'instauration dans ces deux pays de droits de douane sur le poisson frais et transformé en provenance de l'autre pays, entraînant une chute des volumes échangés entre les deux puissances mais aussi une concurrence plus vive sur les autres marchés d'exportation tels que l'Union européenne. L'embargo russe sur les importations de denrées alimentaires en provenance des États-Unis, de l'Australie, de la Norvège, du Canada et de l'Union européenne, imposé en réaction aux sanctions économiques occidentales, a également conduit à une diminution importante des importations de poisson et à une hausse des prix à la consommation.

Les politiques intérieures dans le secteur de la pêche ont aussi des répercussions sur la production de poisson. C'est en particulier le cas en Chine, premier producteur et exportateur de poisson, dont le plan quinquennal en cours met l'accent sur le développement durable et la modernisation du secteur. Certains points d'interrogation demeurent toutefois concernant les effets précis de cette nouvelle politique sur les volumes de production et d'échanges, or une croissance de la production plus lente ou plus rapide que prévue pourrait avoir des conséquences sensibles sur les quantités de poisson frais et transformé produites, échangées et consommées dans le monde.

Plus généralement, les mesures de soutien gouvernemental sous la forme de subventions directes, d'exonérations fiscales ou de financement de services bénéficiant au secteur de la pêche tendent aussi à encourager la production. La fiabilité des projections pourrait donc se ressentir d'une évolution future des mesures de soutien, par exemple à la suite d'un accord conclu sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce sur la suppression des subventions encourageant la pêche non durable.

D'après les projections, la croissance de la production de poisson viendra principalement de l'aquaculture. Les principaux moteurs de croissance devraient être l'intensification de la production, l'expansion dans de nouveaux espaces, et l'innovation technologique dans les exploitations terrestres et marines. Mais de nombreux facteurs pourraient limiter cette croissance, à savoir, entre autres, la diminution des ressources

foncières et hydriques disponibles, la survenue d'épizooties, l'offre de produits d'alimentation et de semences, et les ressources génétiques. D'autres moyens de production, comme les installations aquacoles terrestres (par exemple les systèmes d'aquaculture en recirculation), pourraient ouvrir des perspectives nouvelles à condition d'être bien gérés. Les facteurs limitatifs seront vraisemblablement différents d'une région à l'autre. Ainsi, l'absence de politique environnementale pourrait être un risque plus important dans les pays en développement que dans les pays développés.

Les projections pourraient être modifiées aussi par des modifications de la demande. Il est difficile d'évaluer les tendances relatives aux préférences des consommateurs, comme la montée du végétarisme ou du véganisme. Selon le pourcentage de la population adoptant ces modes de vie, ceux-ci pourraient avoir des retombées positives ou négatives sur les marchés du poisson. Les questions de développement durable continueront d'influer sur la demande future de poisson. Une autre conséquence de ces tendances est de renforcer le besoin de transparence et de traçabilité tout le long de la chaîne d'approvisionnement. La demande de poisson dépend également des évolutions observées dans le secteur des protéines animales. Les problèmes de peste porcine africaine qui touchent actuellement la filière porcine chinoise entraînent par exemple une hausse de la consommation de poisson.

La pandémie de COVID-19 frappe aujourd'hui de plein fouet l'économie mondiale, y compris le secteur halieutique et aquacole. Son ampleur et sa durée demeurent incertaines, mais il est probable que tous les maillons de la chaîne agroalimentaire en subiront les effets, depuis la capture jusqu'à la consommation finale en passant par la transformation et les échanges. À court terme, la production, la transformation et la distribution de poisson pourraient devoir faire face à des pénuries de main-d'œuvre, à de nouvelles réglementations destinées à contenir la pandémie, et à des blocages des voies d'acheminement, mais aussi à une contraction de la demande. Les petites entreprises de pêche et d'aquaculture, qui représentent une part importante des employés du secteur, risquent d'être lourdement touchées si elles ne peuvent pas vendre leurs produits ou acheter les intrants dont elles ont besoin. On anticipe également un recul du commerce international, qui pourrait avoir des incidences majeures sur la pêche et l'aquaculture car le poisson est un produit de base très échangé sur les marchés mondiaux. Une perte plus générale de revenu pour les acteurs économiques pourrait aussi faire chuter la consommation de poisson dans les pays plus pauvres, la demande étant relativement élastique par rapport au revenu. Par ailleurs, les restrictions imposées sur les déplacements des personnes modifient les schémas de consommation et les modalités d'achat. La consommation hors domicile, très importante dans le cas du poisson, a déjà fortement baissé dans plusieurs pays et la demande de poisson frais a plongé, les consommateurs n'allant plus sur les marchés, tandis que la demande de poisson en conserve, fumé et congelé augmente. Les conséquences à moyen terme et pour le reste de la décennie sont plus incertaines car elles dépendent de la durée du maintien des restrictions, de la durée du ralentissement économique et de l'impact sur la croissance du revenu, ainsi que des mesures macroéconomiques et sectorielles qui seront prises par les pouvoirs publics et par la filière elle-même en riposte à la crise.

L'effondrement des cours du pétrole amorcé début 2020 pourrait réduire les coûts énergétiques, un poste essentiel dans le secteur de la pêche. Les effets produits dépendront toutefois de la durée de la chute des cours et du niveau atteint, mais aussi, au moins à court terme, de l'impact du COVID-19 évoqué plus haut. La baisse des coûts de l'énergie pourrait doper la rentabilité dans le secteur et être une bonne nouvelle pour les pêcheurs sur certains marchés. Ailleurs cependant, elle pourrait favoriser la surpêche, en particulier dans les zones peu contrôlées et donc très exposées au risque de pêche INN, aggravant ainsi les pressions sur les ressources.

La variabilité des conditions météorologiques due au changement climatique[7] et l'évolution de la fréquence et de l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes devraient avoir une grande incidence sur la disponibilité et les échanges de poisson frais et transformé, le plus souvent en détruisant des habitats et en altérant les comportements migratoires des poissons et la productivité naturelle des stocks. En raison de la complexité de l'exercice, le changement climatique n'a toutefois pas été expressément pris en

compte dans la modélisation réalisée pour ces *Perspectives*, hormis l'influence des épisodes *El Niño*, qui sont explicitement intégrés au modèle (en 2021 et 2026) sur la base des épisodes passés.

Notes

[1] Dans le présent chapitre et dans cette publication, le terme « poisson » englobe les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux aquatiques, mais ne comprend ni les mammifères et plantes aquatiques, ni les crocodiles, caïmans et alligators. Les quantités sont exprimées en équivalent poids vif, hormis celles concernant la farine et l'huile de poisson.

[2] Indice calculé en valeur nominale et englobant le poisson frais et transformé.

[3] La consommation apparente correspond à la quantité de produits d'alimentation humaine disponible pour la consommation, un chiffre qui n'est pas égal à la consommation moyenne de produits comestibles. La consommation apparente est calculée en appliquant la formule suivante : production + importations – exportations – usages non alimentaires, +/- variation des stocks, chaque élément étant exprimé en équivalent poids vif.

[4] FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2018), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*, FAO Publications, Rome. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

[5] Il est important de noter qu'un ralentissement de la croissance ne signifie pas que la production diminue. Exprimés en pourcentages, les taux de croissance sont généralement plus élevés lorsque les niveaux de départ sont bas, et ils diminuent à mesure que ces niveaux progressent.

[6] Les années 2021 et 2026 dans le modèle utilisé pour la pêche.

[7] Barange, M., et al. (eds.) (2018), « Impacts of Climate Change on fisheries and Aquaculture: Synthesis of Current Knowledge, Adaptation and Mitigation Options », *FAO Document technique sur les pêches* 627 http://www.fao.org/3/I9705EN/i9705en.pdf.

9. Biocarburants

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des biocarburants sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges pour l'éthanol et le biodiesel, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des biocarburants dans les dix années à venir.

9.1. Situation du marché

En 2019, la production mondiale de biocarburants a augmenté dans l'ensemble des grandes régions productrices, mais à un rythme plus faible que lors de la décennie précédente et les prix de l'éthanol et du biodiesel ont baissé sous le poids de l'offre. Les marges de production du biodiesel et de l'éthanol ont cependant reculé en raison de la progression des prix des huiles végétales et du sucre respectivement. Les mesures de politique publique ont par ailleurs largement influencé la tarification des biocarburants compte tenu des subventions, des taxes et des prescriptions dont ils font l'objet.

La demande de biocarburants a été soutenue par diverses mesures, dont les obligations d'incorporation, les taxes préférentielles et les subventions, ainsi que par l'augmentation de la demande mondiale de carburants. Dans certains pays, l'augmentation des quantités prescrites ainsi que des systèmes de taxation ou de subvention différentielles ont favorisé la demande de biocarburants et pesé sur l'évolution des prix.

9.2. Principaux éléments des projections

La consommation mondiale de biocarburants devrait continuer de croître, dans les pays en développement essentiellement, en grande partie sous l'effet du rehaussement des objectifs d'incorporation. Dans les pays développés, l'expansion des biocarburants sera limitée compte tenu d'une baisse de la demande totale de combustibles et de la réduction des mesures d'incitation. Les prix mondiaux des biocarburants sont étroitement liés à l'évolution des prix des matières premières (dont la plupart baissent en termes réels), des cours du pétrole brut (constants en termes réels) et des coûts de distribution, ainsi qu'aux mesures relatives aux biocarburants. Au cours de la période de projection, les prix internationaux des biocarburants devraient progresser en valeur nominale mais rester globalement stables en valeur réelle.

Dans l'avenir, l'évolution des marchés des biocarburants restera fortement tributaire des mesures de soutien nationales ainsi que de la demande de carburant. Dans son rapport World Energy Outlook (*Perspectives* mondiales de l'énergie), sur lequel reposent les projections des présentes *Perspectives*, l'AIE annonce une diminution de la demande totale de carburant dans l'Union européenne et aux États-Unis, ce qui donne à penser que la croissance de la consommation de biocarburants sera limitée (Graphique 9.1). Dans l'Union européenne, la Directive révisée sur les énergies renouvelables (DER) II classe le biodiesel à base d'huile de palme dans la catégorie des biocarburants à risque élevé de changement indirect d'affectation des sols (CIAS). La consommation de biodiesel devrait donc baisser au sein de l'Union européenne. Aux États-Unis, la demande de biocarburants devrait être entretenue par la Norme sur les carburants renouvelables (Renewable Fuel Standard – RFS). Cependant, le taux maximal d'incorporation de 10 % devrait freiner l'augmentation de la consommation intérieure d'éthanol au cours de la période de projection.

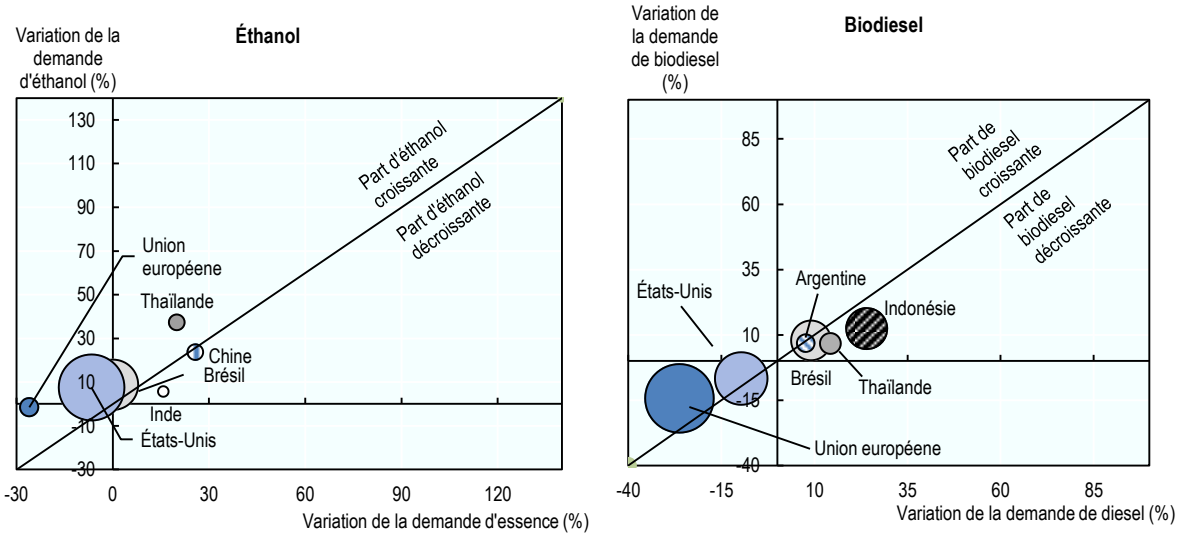
Au Brésil, on prévoit une hausse de la consommation totale de carburant. Cette augmentation, à laquelle s'ajoute le programme RenovaBio – dont l'objectif est de réduire les émissions liées aux carburants de 10 % à l'horizon 2028 – devrait déboucher sur une hausse de la consommation d'éthanol et de biodiesel au cours de la période de projection. La consommation de biodiesel devrait s'accroître au même rythme que celle du diesel, tandis que la part de l'éthanol dans la consommation d'essence devrait légèrement augmenter. D'après les projections, 39 milliards de litres d'éthanol seront consommés en 2029.

En 2017, la République populaire de Chine (ci-après la « Chine ») a annoncé une nouvelle obligation concernant l'E10 applicable dans l'ensemble du pays à l'horizon 2020 pour éliminer ses stocks excédentaires de maïs de fin de campagne. Cette diminution des stocks de maïs a fait disparaître la principale incitation à intensifier l'utilisation de l'éthanol. Les présentes *Perspectives* estiment donc que le taux d'incorporation plus faible de 2 % sera maintenu jusqu'en 2029. La consommation chinoise d'éthanol

progressera parallèlement à la hausse globale de la consommation de carburant ; toutefois le taux de croissance fléchira par rapport à la dernière décennie.

En Indonésie, la consommation totale de diesel devrait augmenter au cours de la période de projection. En Argentine, le taux d'incorporation obligatoire de 15 % de biodiesel devrait être atteint. En Thaïlande, les autorités devraient réduire progressivement les subventions actuellement appliquées à la production de biocarburants ; sur la période considérée, les quantités de matières premières agricoles du pays utilisées pour la production de biocarburants devraient rester limitées. En Inde, il y a tout lieu de penser que la consommation d'éthanol ne progressera pas au même rythme que celle d'essence (qui devrait quasiment doubler au cours des dix prochaines années) ; cependant, le taux d'incorporation d'éthanol devrait atteindre près de 5 %.

Graphique 9.1. Evolution de la demande de biocarburants dans les grandes régions



Note: Les parts calculées pour la demande sont exprimées en volume. La taille de chaque bulle correspond au volume de consommation du biocarburant considéré en 2019.
Source: OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142843

Comme les mesures prises dans de nombreux pays pour soutenir les biocarburants tendent à soutenir le marché national, le volume des échanges internationaux est relativement faible. Au cours de la prochaine décennie, les échanges mondiaux de biodiesel et d'éthanol en pourcentage de la production totale devraient décroître. Les échanges de biodiesel devraient s'effondrer compte tenu du recul de la demande de biodiesel à base d'huile de palme dans l'Union européenne ; les échanges d'éthanol devraient quant à eux baisser modérément. Les exportations de biodiesel augmenteront sans doute légèrement en Argentine, tandis qu'elles devraient chuter en Indonésie sous l'effet d'une forte demande intérieure.

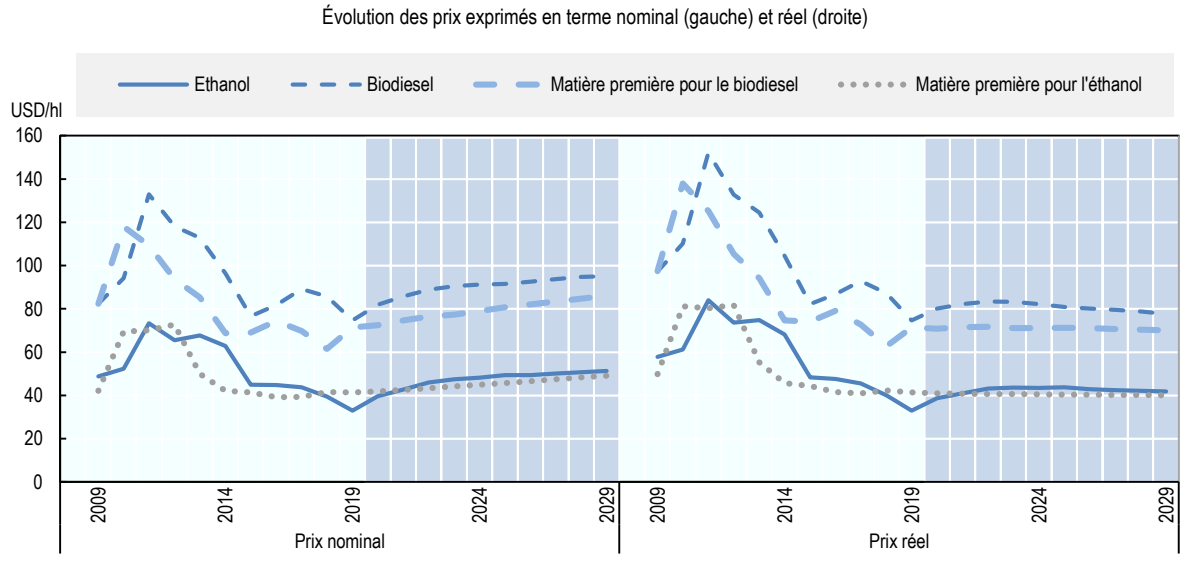
Les principaux risques et incertitudes qui pèsent sur l'avenir du secteur des biocarburants sont liés au contexte dans lequel s'inscrit l'action des pouvoirs publics. Les présentes *Perspectives* partent du principe que les autorités indonésiennes mettront en œuvre le taux d'incorporation de 30 % (B30) dans l'ensemble du pays comme prévu, mais la réalisation de l'objectif sous-jacent, qui est de faire augmenter la demande de biocarburants, reposera en grande partie sur la relation entre les prix intérieurs et internationaux de l'huile de palme. La hausse des coûts de production, induite par le coût supérieur de l'huile de palme et la durabilité des moteurs, pourrait mettre à mal cet objectif.

D'après les présentes *Perspectives*, la plupart des biocarburants seront produits à partir de matières premières agricoles. Aucun essor des biocarburants avancés n'est attendu avant le milieu de la période de projection. Le pétrole brut, dont on estime que les cours augmenteront modérément au cours de la période de projection, présente une trajectoire de prix incertaine. Bien que les pays devraient progresser dans la mise en œuvre de nouvelles technologies afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, des incertitudes entourent les subventions et crédits d'impôt étant donné qu'ils s'appliquent aux marchés de l'énergie et des produits agricoles. Les nouvelles technologies auront aussi des conséquences pour un autre facteur de la demande future de biocarburants, à savoir le développement des véhicules électriques. En fonction de l'adoption de cette technologie et des mesures qui la soutiendront, les véhicules électriques pourraient également contribuer à faire baisser la consommation de biocarburants au cours de la période de projection.

9.3. Prix

Compte tenu de l'évolution des marchés des huiles végétales, les prix nominaux du biodiesel devraient grimper plus lentement (1.5 % par an) que ceux de l'éthanol (2.5 %). En valeur réelle, les prix du biodiesel devraient diminuer après 2023 et ceux de l'éthanol repartir à la baisse après 2026. Cette évolution des prix nominaux tient surtout au fait que les prix de l'éthanol n'ont jamais été aussi bas qu'à l'heure actuelle et que la remontée attendue pour les premières années de la période de projection partira de ce niveau très faible. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que les mesures reposant sur des avantages fiscaux ou le soutien des prix créent souvent un décalage entre les prix internationaux et domestiques des biocarburants.

Graphique 9.2. Évolution des prix des biocarburants et des matières premières qui les composent



Note : éthanol : prix de gros, États-Unis, Omaha ; biodiesel : prix à la production en Allemagne net de droits de douanes et de taxes sur l'énergie. Les prix réels sont calculés sur la base du déflateur du PIB des États-Unis. Pour établir les prix des matières premières du biodiesel, on s'est fondé sur les cours mondiaux des huiles végétales et, pour ceux de l'éthanol, sur une moyenne pondérée des prix du sucre brut et du maïs.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142862

À l'échelle mondiale, les *Perspectives* anticipent un fort ralentissement de la production de biocarburants durant la période de projection par rapport aux décennies passées. La raison principale en est qu'aux États-Unis et dans l'Union européenne, les pouvoirs publics ont diminué le soutien à ce secteur. Cependant, la demande de biocarburants devrait croître dans les principaux pays en développement du fait de l'élargissement attendu du parc de véhicules et des mesures nationales qui favorisent les mélanges à forte teneur et stimulent la demande des consommateurs.

Encadré 9.1. Les biocarburants en bref

Les biocarburants (bioéthanol and biodiesel[1]) sont des carburants produits à partir de la biomasse. À l'heure actuelle, environ 64 % de l'éthanol produit est issu du maïs, 26 % de la canne à sucre, 3 % de la mélasse, 3 % du blé, les autres céréales, le manioc et les betteraves sucrières se partageant le reste. Le biodiesel est obtenu à partir d'huiles végétales dans 77 % des cas (à raison de 37 % pour l'huile de colza, 27 % pour l'huile de soja et 9 % pour l'huile de palme) et d'huiles de cuisson usagées dans 23 %. Les biocarburants avancés issus de produits cellulosiques (tels résidus de récolte, cultures dédiées à la production énergétique ou bois) occupent une place marginale dans la production totale de biocarburants. Les secteurs internationaux des biocarburants sont extrêmement sensibles aux politiques nationales qui répondent aux trois objectifs suivants : soutenir les agriculteurs, réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou limiter la dépendance énergétique.

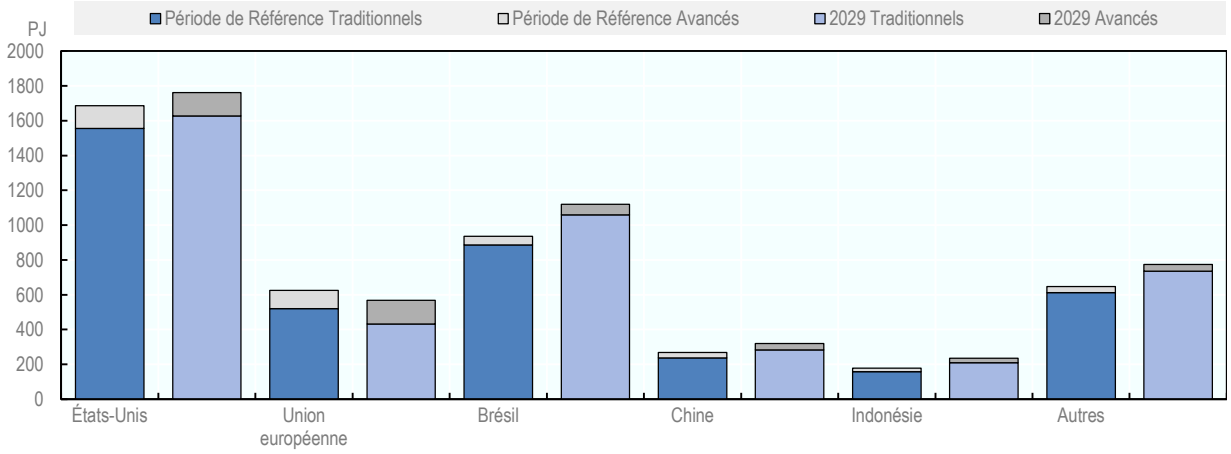
Tableau 9.1. Classement des producteurs de biocarburants et principales matières premières

	Rang (période de référence)		Principales matières premières	
	Éthanol	Biodiesel	Éthanol	Biodiesel
États-Unis	1 (48.2%)	2 (19.5%)	Maïs	Huile de soja
Union européenne	4 (4.9%)	1 (34.1%)	Betterave sucrière / blé / maïs	Huile de colza / Huiles de cuisson usagées
Brésil	2 (26.2%)	4 (12.0%)	Canne à sucre / maïs	Huile de soja
Chine	3 (8.1%)	8 (2.2%)	Maïs / manioc	Huiles de cuisson usagées
Inde	6 (2.1%)	14 (0.4%)	Mélasse	Huiles de cuisson usagées
Canada	7 (1.4%)	10 (0.7%)	Maïs / blé	Huile de canola / Huile de soja
Indonésie	21 (0.2%)	3 (12.3%)	Mélasse	Huile de palme
Argentine	9 (0.9%)	5 (6.6%)	Mélasse / maïs	Huile de soja
Thaïlande	8 (1.4%)	6 (3.6%)	Mélasse / manioc	Huile de palme
Colombie	13 (0.4%)	10(1.4%)	Canne à sucre	Huile de palme
Paraguay	14 (0.4%)	17 (0.03%)	Canne à sucre	Huile de soja

Note : Les données se réfèrent à la position des pays dans le classement de la production mondiale ; celles exprimées en pourcentage correspondent à la part représentée par les pays dans la production totale au cours de la période de référence.
1. Le biodiesel inclut le diesel renouvelable (appelé aussi huile végétale hydro-traitée HVH) dans les données de ces *Perspectives*, bien que les deux soient des produits différents.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

D'après les projections, la production mondiale d'éthanol poursuivra sa croissance pour s'élever à 140 milliards de litres en 2029, quand celle de biodiesel atteindra à peine 46 milliards de litres, principalement du fait de la hausse imposée aux États-Unis au cours des premières années de la période de projection. Les matières premières utilisées pour la fabrication des biocarburants varient selon les pays. Les matières premières traditionnelles domineront toujours, même si de nombreux pays sont de plus en plus sensibles à la viabilité écologique du secteur (Graphique 9.3).

Graphique 9.3. Production mondiale de biocarburants à partir de produits de base traditionnels et avancés



Note : Les produits de base traditionnels désignent ici les cultures vivrières et fourragères employées dans la fabrication des biocarburants. Valeurs en pétajoules = 10^{15} joules.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142881

L'éthanol continuera d'être essentiellement produit à partir de maïs et de canne à sucre. Sa fabrication absorbera respectivement 25 % et 14 % de la production mondiale de canne à sucre et de maïs d'ici à 2029. Les huiles végétales devraient rester des matières premières de choix dans la production de biodiesel. Le biodiesel obtenu à partir d'huiles de friture usagées continuera d'occuper une place importante dans l'Union européenne, au Canada et aux États-Unis.

Dans un seul pays, le Brésil, les biocarburants représentent plus de 10 % de la consommation d'énergie dans le secteur des transports. Pourtant, l'action des pouvoirs publics à l'égard des biocarburants vise à réduire la dépendance aux énergies fossiles dans de nombreux pays, particulièrement dans les économies en développement. Cet objectif est loin d'être atteint.

États-Unis

En 2019, l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (Environmental Protection Agency – EPA) a décidé de revoir à la hausse l'obligation d'incorporation des biocarburants avancés pour 2020 (+ 0.6 milliard de litres) et de conserver celle applicable au biodiesel pour 2021. Une grande partie des obligations d'incorporation des biocarburants avancés et des biocarburants cellulosiques inscrites dans la norme sur les carburants renouvelables (Renewable Fuel Standards – RFS2) proposée dans la Loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétiques (Energy Independence and Security Act – EISA) ont été abandonnées au motif que la capacité de production d'éthanol cellulosique était insuffisante ; l'écart à combler par des biocarburants conventionnels[1], souvent qualifié d'obligation implicite d'incorporation de maïs, a été maintenu à 56.8 milliards de litres.

D'après les projections, les autorités américaines maintiendront toutes les prescriptions de l'EPA aux niveaux annoncés récemment – en volume – et ce malgré le recul attendu des carburants de transport. La consommation d'éthanol devrait augmenter de 55.4 milliards de litres à 59.8 milliards de litres d'ici à 2029 (Graphique 9.6). Le taux maximal d'incorporation d'éthanol[2], de 10 %, devrait limiter la consommation intérieure d'éthanol au cours de la prochaine décennie, et devrait ne progresser que lentement pour

s'élever à 11.2 % en 2029, car le débat en cours sur le déploiement des pompes à E15 ne s'est pas tenu dans l'ensemble du pays.

La croissance de la production d'éthanol devrait se limiter à 0.5 % par an (Graphique 9.6). On estime que le maïs constitue la principale matière première utilisée pour produire de l'éthanol, et qu'il sera à l'origine de 98 % de la production en 2029. La capacité de production d'éthanol cellulosique devrait rester constante au cours de la période de projection. Il n'y a pas lieu de tabler sur un vaste potentiel d'exportation pour les États-Unis. Le pays restera le premier producteur mondial d'éthanol mais sa part dans la production mondiale passera de 48 % à 45 %. La production américaine de biodiesel devrait décroître de 0.1 % par an (Graphique 9.6). La part du pays dans la production mondiale passera de 20 % à 18 %.

Union européenne

Depuis 2010, le soutien aux biocarburants au sein de l'Union européenne est régi par la Directive de 2009 sur les énergies renouvelables (DER), qui fixe à 10 % la proportion minimale que les énergies renouvelables devront représenter dans la consommation finale d'énergie dans les transports à l'horizon 2020. En juin 2018, il a été convenu de porter cet objectif à 14 % ; les plafonds nationaux applicables aux biocarburants issus des cultures vivrières et fourragères sont fixés à un 1 point de pourcentage au-dessus des niveaux de 2020 et ne peuvent excéder 7 %. Le nouveau cadre, adopté en vertu de la Directive 2018/2001 (DER II) du 11 décembre 2018, sera mis en place à l'horizon 2030[3]. En vertu de la DER II, le biodiesel produit à partir d'huile de palme fait partie des biocarburants à risque élevé de changement indirect d'affectation des sols (CIAS), ce qui devrait faire baisser sa consommation.

Le scénario de référence de l'AIE utilisé pour les besoins des présentes *Perspectives* prévoit une diminution des parts du diesel et de l'essence dans la consommation totale d'énergie du secteur des transports. Les carburants diesel reculent fortement ; la consommation d'éthanol devrait quant à elle augmenter (+0.1 milliard de litres), tandis que celle de biodiesel devrait fléchir en valeur absolue (-1.7 milliard de litres). Cette baisse touchera essentiellement le biodiesel à base d'huile de palme, compte tenu des préoccupations de durabilité que la production de l'huile de palme suscite dans l'UE. Le biodiesel issu d'autres huiles végétales en pâtira également, mais dans une moindre mesure, tandis que la production de biodiesel à base d'huiles usagées ne devrait guère évoluer. Il y a donc tout lieu de penser qu'en 2029, même si l'Union européenne occupe toujours le premier rang dans le classement mondial des régions productrices de biodiesel, celle-ci ne représentera plus que 28 % de la production mondiale, contre 34 % actuellement.

D'après les projections, la consommation totale de biocarburants de l'UE aura baissé de 0.7 % par an d'ici à 2029, mais la part des biocarburants avancés devrait s'élever à 24 %, contre 17 % à l'heure actuelle (graphique 9.3).

Brésil

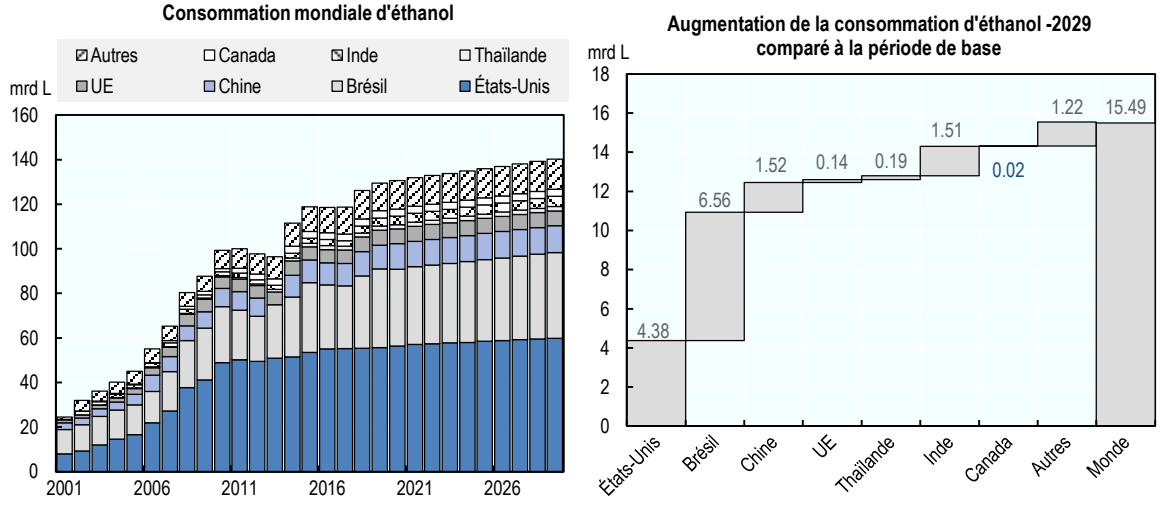
Le Brésil dispose d'un vaste parc de véhicules polycarburants fonctionnant indifféremment au bioéthanol (mélange d'essence et d'éthanol anhydre) ou à l'E100 (éthanol hydraté). Les pouvoirs publics peuvent faire varier le taux d'incorporation d'éthanol entre 18 % et 27 % en fonction du cours du sucre et de l'éthanol brésiliens. Le pourcentage actuel requis pour l'éthanol est fixé par la loi à 27 %. À cela s'ajoute un régime fiscal différencié, qui est plus favorable à l'éthanol hydraté qu'au bioéthanol dans les principaux États du pays. S'agissant du biodiesel, les autorités devraient relever le taux d'incorporation de 11 % à 12 % durant la période de projection.

Le Brésil est le pays qui devrait contribuer le plus à la hausse mondiale de la consommation et de la production d'éthanol annoncée dans les présentes *Perspectives* (Graphique 9.4), principalement en raison de son programme RenovaBio[4]. Officiellement signé en janvier 2018, ce programme a pour objectif de

réduire l'intensité des émissions dans le secteur des transports, conformément à l'engagement pris par le pays dans le cadre de la COP 21. Pour créer les incitations structurelles nécessaires à cet effet, RenovaBio mettra en place un système d'échange de crédits fondé sur les émissions de carbone évitées semblable à celui instauré en Californie dans le cadre de son programme en faveur des carburants à faible intensité carbone. Il faudra probablement compter quelques années avant de voir la production changer, mais une fois le changement amorcé, elle devrait monter en flèche. D'après les projections, la contribution du Brésil à la croissance de la production et de la consommation mondiales se chiffrera à 39 milliards de litres (+6 milliards de litres). On estime qu'en 2029, plus de la moitié de la production nationale d'éthanol servira à faire rouler les véhicules polycarburants avec un carburant à forte teneur en éthanol, les véhicules de ce type qui circuleront dans le pays devraient donc se multiplier.

Contrairement aux États-Unis et à l'Union européenne, le Brésil devrait voir sa consommation totale de diesel et d'essence croître au cours de la prochaine décennie (Graphique 9.4), ce qui soutiendrait le potentiel de croissance des mélanges avec les deux types de carburants renouvelables. C'est pourquoi les présentes *Perspectives* prévoient une progression du marché de l'éthanol en volume, mais aussi une hausse de la consommation de biodiesel.

Graphique 9.4. Évolution du marché mondial de l'éthanol



Note : Les chiffres sur fond bleu correspondent à des réductions dans le graphique de droite.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142900

Chine

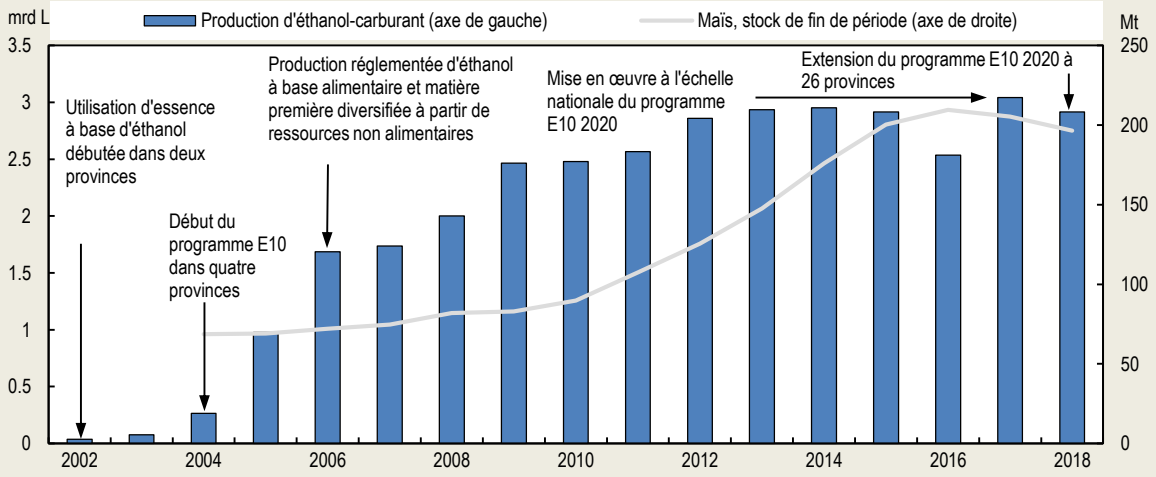
En 2017, la Chine a présenté de nouvelles prescriptions nationales concernant l'E10, avec pour objectif d'éliminer ses stocks excédentaires de maïs. En 2018, les autorités ont déclaré vouloir élargir ce programme de 11 à 26 provinces[5] d'ici 2020. Étant donné la baisse des stocks, qui est observée depuis 2017, la principale incitation à consommer davantage d'éthanol disparaît peu à peu. Les présentes *Perspectives* estiment que le taux d'incorporation de 2 % sera maintenu jusqu'en 2029. La consommation d'éthanol chinoise progressera parallèlement à l'augmentation de la consommation totale de carburant, à un rythme toutefois inférieur à ce qui a été observé au cours de la décennie précédente. Si l'on considère que la demande d'éthanol correspondante sera essentiellement satisfaite par la production intérieure, cela

signifie que le pays produira 2 milliards de litres supplémentaires. Le biodiesel chinois restera davantage produit à partir d'huiles de cuisson, dont le potentiel de croissance est limité.

Encadré 9.2. Programme chinois en faveur des biocarburants

Pour traiter les problématiques des excédents de stocks de céréales, de la sécurité énergétique et de pollution atmosphérique, le gouvernement chinois impose d'utiliser de l'E10 (incorporation d'éthanol dans l'essence à hauteur de 10 %) depuis 2002. L'éthanol est produit en grande partie grâce au maïs. Entre 2007 et 2015, un système temporaire de prix d'achat et de stockage a stimulé la production intérieure de maïs ; cependant, une large part de cette production n'a pas trouvé d'acheteurs, entraînant une accumulation des stocks en fin de campagne. On estime ainsi que les stocks sont passés de 82 Mt en 2008 à 209 Mt en 2016 (Graphique 9.5).

Graphique 9.5. Production chinoise d'éthanol et stocks de maïs en fin de campagne



Source : Base de données du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) (2019). http://www.amis-outlook.org/. Ministère de l'Agriculture des États-Unis, Foreign Agricultural Service (USDA-FAS) (2019) China – Peoples Republic of Biofuels Annual. https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/report/downloadreportbyfilename?filename=Biofuels%20Annual_Beijing_China%20-%20Peoples%20Republic%20of_8-9-2019.pdf (en anglais uniquement).

Il est devenu essentiel pour le gouvernement de supprimer ces excédents de stocks, ce qui l'a conduit à mettre en œuvre le programme d'utilisation de l'E10 en 2017. En août 2018, les autorités ont annoncé son élargissement de 11 à 26 provinces à l'horizon 2020, en partant du postulat que la consommation d'éthanol augmenterait pour s'établir à 13.6 milliards de litres la même année. En 2018, la production d'éthanol dépendait à 65.1 % du maïs, à 26.6 % du manioc et à 9.3 % du blé[1].

En Chine, la consommation de pétrole dans le secteur des transports a cependant enregistré une croissance régulière, causant de graves problèmes de pollution atmosphérique. Par exemple, les rejets de particules PM2.5[2] sont très importants à Pékin et dans les autres zones urbaines. Le programme E10 vise à atténuer cette pollution, mais son application impliquerait de produire des quantités considérables de maïs, de manioc, de blé et/ou de canne à sucre supplémentaires. Il convient par ailleurs de souligner que le gouvernement chinois a soutenu activement la mise en œuvre des prescriptions relatives aux véhicules à énergie nouvelle (VEN)[3], qui imposent à l'industrie automobile de produire au moins 10 % de VEN en 2019. Cette obligation sera portée à 12 % en 2020. Plusieurs

autres mesures incitatives visent à encourager l'utilisation de batteries rechargeables et les pouvoirs publics délivrent des plaques minéralogiques spéciales aux propriétaires de VEN. Ces progrès ont fait de la Chine la première utilisatrice de véhicules électriques au monde. En 2018, la part de marché des véhicules électriques a progressé de 4.5 % dans le pays, dépassant les résultats observés aux États-Unis et au Japon ; la Chine détenait 45 % des stocks mondiaux. Le gouvernement s'est donné pour objectif qu'en 2030, le parc automobile chinois serait constitué de 40 à 50 % de VEN.

En attendant, l'État continue à promouvoir l'utilisation de l'éthanol en tant que carburant. Au début des années 2000, ce positionnement était principalement motivé par les questions de la sécurité énergétique et de la pollution atmosphérique. La production d'éthanol destiné à être mélangé aux carburants et les stocks de maïs en fin de campagne présentaient un coefficient de corrélation positif (0.8209 entre 2006 et 2015), ce qui a conduit à rendre le programme de biocarburants du pays dépendant de ces stocks. D'après des données issues du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), le niveau des stocks de maïs en fin de campagne tend à baisser depuis 2018 (Graphique 9.5), faisant ainsi disparaître peu à peu l'incitation à consommer davantage d'éthanol dans l'ensemble du pays. On peut donc supposer que le taux d'incorporation ne variera pas par rapport à son niveau actuel (2.1 % en 2018), et que les stocks de maïs en fin de campagne vont s'amenuiser à court terme. Rien ne permet non plus d'affirmer avec certitude que le gouvernement sera en mesure d'atteindre son objectif relatif aux VEN d'ici à 2030, qui dépendra de la R-D et des mesures prises pour promouvoir leur utilisation.

Notes : 1. US Department of Agriculture, Foreign Agricultural Service (USDA-FAS) (2019) China – People's Republic of Biofuels Annual. https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/report/downloadreportbyfilename?filename=Biofuels%20Annual_Beijing_China%20-%20Peoples%20Republic%20of_8-9-2019.pdf.
2. Les particules PM2.5 sont des polluants atmosphériques présentant un diamètre inférieur ou égal à 2.5 micromètres, qui sont capables de s'infiltrer même dans les voies aériennes les plus petites. Ces particules proviennent généralement d'activités nécessitant la combustion d'énergies fossiles, telles que le trafic routier, la fonderie et le traitement des métaux.
3. Les VEN comprennent les véhicules électriques, les véhicules hybrides rechargeables (VHR) et les véhicules à pile à combustible (PAC).

Indonésie

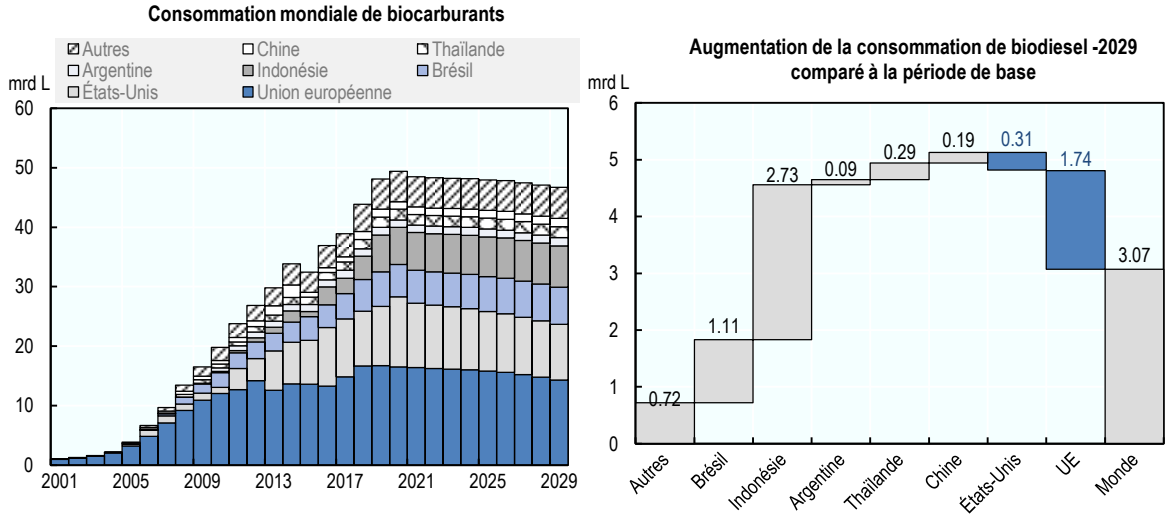
En misant sur le B30, (biodiesel présentant un taux d'incorporation de 30 %), l'Indonésie espère s'affranchir de ses importations de combustibles fossiles. Ces dernières années, la production de biodiesel gagne du terrain sous l'effet du programme national de soutien au biodiesel, financé par un fonds pour l'huile de palme brute. La production indonésienne de biodiesel devrait rester stable, autour de 7 milliards de litres à l'horizon 2029. La mesure de soutien aux producteurs de biodiesel repose sur les prix internationaux et plus particulièrement sur l'écart entre les prix intérieurs et les prix internationaux de l'huile de palme, qui définit le montant des taxes à collecter. Le taux d'incorporation devrait demeurer autour de 30 % durant la période de projection et la consommation intérieure de biodiesel pourrait grimper pour atteindre 7 milliards de litres. Les exportations devraient quant à elle baisser considérablement du fait de la réglementation européenne, qui favorise les importations de biodiesel produit à partir d'huile de soja.

Argentine

En Argentine, les taux d'incorporation obligatoire sont de 10 % pour le biodiesel et de 12 % pour l'éthanol. Il est actuellement envisagé de relever l'obligation d'incorporation de biodiesel, notamment en raison de la mise en place, sur les deux plus grands marchés d'exportation, à savoir les États-Unis et l'Union européenne, de droits antidumping sur les importations en provenance d'Argentine. Les exonérations fiscales devraient continuer à accélérer le développement du secteur argentin du biodiesel, qui exporte plus de la moitié de sa production. Cela dit, les barrières commerciales érigées par les États-Unis à

l'encontre du biodiesel argentin vont probablement limiter la demande extérieure. La production et les exportations devraient progresser de 2 % et 2.9 %, respectivement.

Graphique 9.6. Essor du marché mondial du biodiesel



Note : Les chiffres sur fond bleu correspondent à des réductions dans le graphique de droite.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142919

Inde

La politique nationale sur les biocarburants (*National Policy on Biofuels*) est entrée en vigueur en mai 2018. L'objectif principal est d'atteindre un taux d'incorporation de 20 % pour l'éthanol et de 5 % pour le biodiesel, bien supérieur aux taux actuels de respectivement 1.4 % et 0.1 %. Au cours de la période de projection, le principal obstacle à la croissance de la production de biocarburants devrait venir de la disponibilité des matières premières. On estime que l'Inde ne produira pas suffisamment de mélasse pour faire face à la hausse de la demande du secteur des biocarburants. Il est certes autorisé, désormais, d'utiliser les céréales non comestibles pour produire de l'éthanol, mais la diminution attendue du rapport stocks/consommation de céréales fourragères (maïs et autres céréales secondaires) laisse augurer un resserrement des marchés, de sorte qu'aucune augmentation de la production d'éthanol fabriqué à base de céréales n'est attendue. Un accès limité aux matières premières, une capacité de production restreinte et l'absence d'infrastructures de distribution adéquates sont autant d'obstacles à la production de biocarburants en Inde.

Thaïlande

La production thaïlandaise de manioc est principalement destinée aux marchés extérieurs qui offrent des prix plus élevés que les producteurs locaux de biocarburants. Les problèmes de disponibilité des produits de base (mélasse, manioc et huile de palme) font obstacle à la production d'éthanol. L'État va peu à peu réduire les subventions accordées à l'éthanol et au biodiesel jusqu'en 2022, et entrevoit une réduction des objectifs à l'horizon 2036. En conséquence, l'offre intérieure disponible dans le secteur des biocarburants restera limitée tout au long de la période de projection. La canne à sucre pourrait constituer une solution

de rechange, mais peu de moyens sont investis pour développer les distilleries et aucune mesure n'est envisagée pour y remédier. L'offre intérieure de matières premières à destination des producteurs de biocarburants demeurera limitée au cours de la période de projection.

Canada

Au Canada, la consommation de biocarburants est encouragée par la Norme sur les combustibles propres (NCP) et les obligations d'incorporation décrétées à l'échelle provinciale. L'objectif de la norme, actuellement à l'examen, est de réduire les émissions de gaz à effet de serre imputables à la consommation de carburants et combustibles avec la mise en place d'un système d'échange de crédits d'émissions de carbone évitées. D'après les projections, le ratio d'éthanol dans l'essence devrait croître de 7 % d'ici à 2029, tandis que la consommation de biodiesel devrait rester stable.

Colombie

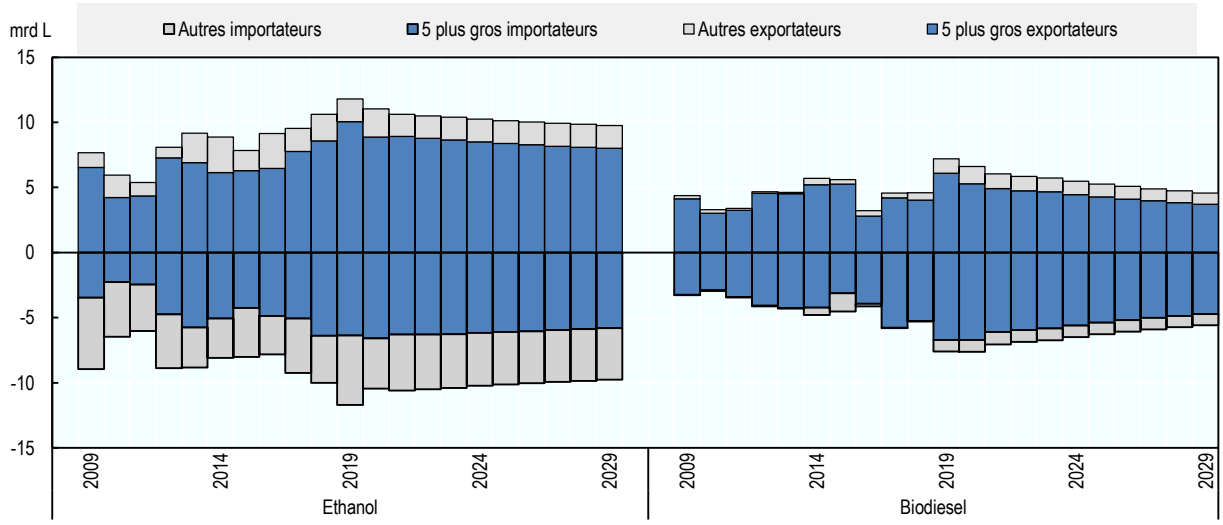
La demande d'éthanol devrait augmenter au cours de la période de projection. Étant donné que le taux de croissance prévu de la demande d'éthanol est inférieur à celui de la demande de combustibles fossiles, le taux d'incorporation devrait reculer légèrement. Selon les présentes *Perspectives*, les quantités prescrites d'E10 sont d'ores et déjà atteintes. La canne à sucre est la principale matière première utilisée et, en principe, le restera tout au long de la période de projection. Compte tenu de l'évolution passée, l'éthanol est appelé à devenir une source de revenu de plus en plus importante pour le secteur de la canne à sucre. On estime qu'en 2029, environ 22 % de la canne à sucre produite en Colombie servira à fabriquer de l'éthanol. La demande de biodiesel devrait croître à la marge de 1.8 % par an au cours de la période de projection pour atteindre 0.7 % milliard de litres en 2029.

9.4. Échanges

D'après les projections, la part de la production totale d'éthanol échangée à l'international restera faible et devrait même tomber à 7 % en 2029, contre 9 % pour la période de référence. Les États-Unis devraient conserver leur statut d'exportateur net d'éthanol à base de maïs. Cela dit, les exportations d'éthanol par les États-Unis devraient reculer au cours de la période de projection sous l'effet conjugué de l'essor de la demande intérieure et du faible niveau de production. Les exportations brésiliennes d'éthanol ne devraient pas augmenter durant la période considérée car le secteur national de l'éthanol s'attachera surtout à répondre à une demande intérieure soutenue.

Les exportations de biodiesel argentin devraient progresser tandis que celles en provenance d'Indonésie devraient reculer sous l'effet d'une forte demande intérieure. L'Argentine devrait conserver sa position de premier pays exportateur de biodiesel, suivie par l'Union européenne (qui exporte principalement au Royaume-Uni) et les États-Unis. Les exportations de l'Argentine ne devraient pas s'amplifier au cours de la période de projection en raison de la faible demande internationale.

Graphique 9.7. Des échanges de biocarburants dominés par une poignée d'acteurs mondiaux



Note : Cinq principaux exportateurs d'éthanol en 2029 : États-Unis, Brésil, Union européenne, Pakistan, Royaume-Uni. Cinq principaux importateurs d'éthanol en 2029 : Brésil, États-Unis, Japon, Canada, Royaume-Uni. Cinq principaux exportateurs de biodiesel en 2029 : Argentine, Union européenne, États-Unis, Indonésie, Canada. Cinq principaux importateurs de biodiesel en 2029 : Union européenne, États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Pérou.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-en.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142938

9.5. Principales questions et incertitudes

Les risques et incertitudes qui pèsent sur le secteur des biocarburants dépendent principalement du contexte dans lequel s'inscrit l'action des pouvoirs publics ainsi que des prix du pétrole. Les incertitudes concernent la variation des quantités prescrites, les mécanismes d'application correspondants, l'investissement dans les produits non traditionnellement destinés à la production de biocarburants, les exonérations fiscales appliquées aux biocarburants ainsi que la technologie des véhicules électriques et les mesures prises pour leur promotion. Les présentes *Perspectives* formulent de nombreuses projections quant au pourcentage des quantités prescrites qui seront véritablement atteintes et le chiffre retenu est généralement très loin de 100 %.

Les *Perspectives* partent du principe que le gouvernement indonésien aura réussi à introduire le biodiesel B30. Cependant, la réalisation de cet objectif dépendra en grande partie de la relation entre les prix intérieurs et les prix internationaux. Au moment où les pouvoirs publics ont commencé à encourager la production de biodiesel, le prix de l'huile de palme a enregistré une croissance rapide, de 2006 à 2008, et les coûts des matières premières représentaient alors 86 % des coûts totaux de production. Ces coûts ont entraîné une baisse de la production de biodiesel et l'objectif national initial n'a pas été atteint comme prévu en 2010[6]. La durabilité des moteurs pourrait aussi compromettre la réalisation de l'objectif d'incorporation B30.

Le cours international du pétrole brut a radicalement baissé depuis mars 2020 en raison de l'affaiblissement de la demande consécutif à la crise du COVID-19 et du déséquilibre mondial de l'offre et de la demande. Ces facteurs pourront être transitoires mais aussi faire baisser les cours sur une période plus longue et conduire à un déclin durable des prix de l'essence et du diesel, ce qui affaiblira la demande de biocarburants, notamment celle d'éthanol hydraté destiné aux véhicules polycarburants. La demande

brésilienne d'éthanol pourrait être touchée par ce choc pétrolier étant donné que l'éthanol hydraté représente 68 % de la demande totale d'éthanol[7]. Au Brésil, la majeure partie des biocarburants sont mélangés à des combustibles fossiles. Le secteur des biocarburants doit satisfaire à des objectifs d'incorporation définis à moyen ou long terme. Cependant, cet effondrement des prix pourrait se répercuter sur les coûts de production et les chaînes d'approvisionnement, ce qui pourrait retarder la mise en application des objectifs et des initiatives. De plus, la récession économique causée par la crise du COVID-19 pourrait entamer la demande mondiale de carburants et biocarburants pour les transports.

D'après les présentes *Perspectives*, la plupart des biocarburants continueront d'être produits à partir de matières premières agricoles. L'essor des biocarburants avancés ne saurait intervenir avant le milieu de la période de projection. La trajectoire de prix du pétrole brut, dont on estime que les cours augmenteront modérément, pourrait être source d'incertitude dans ce secteur. L'évolution des parcs nationaux de véhicules constitue l'un des facteurs de la demande future de biocarburants. En Chine, aux États-Unis, au Japon et dans l'Union européenne, l'industrie automobile investit dans les véhicules électriques qui, selon l'adoption de cette technologie et les mesures de soutien qui l'accompagnent, pourraient faire reculer la consommation de biocarburants d'ici à 2029.

Notes

[1] L'écart à combler par des biocarburants conventionnels correspond à la différence entre le total prescrit et le minimum à respecter pour les biocarburants avancés, aux termes de la Norme sur les carburants renouvelables (RFS2).

[2] Ici, le taux maximal d'incorporation correspond à la moyenne nationale réalisable, étant entendu que la plupart des pompes du pays ne proposent que de l'E10. Cela suppose donc la mise en service de plusieurs pompes à E15 dans les années à venir.

[3] https://ec.europa.eu/jrc/en/jec/renewable-energy-recast-2030-red-ii (en anglais uniquement).

[4] http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2017/lei/L13576.htm (en brésilien uniquement).

[5] Les onze provinces couvertes représentaient 46.1 % de la population chinoise totale (2017).

[6] Tatsuji Koizumi (2014), *Biofuels and Food Security: Biofuel impact on Food Security in Brazil, Asia and Major Producing Countries*, Springer, pp. 50-51.

[7] Ministère de l'Agriculture des États-Unis, Foreign Agricultural Service (USDA-FAS) (2019) Brazil, *Biofuels Annual,2019*.https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/report/downloadreportbyfilename?filename=Biofuels%20Annual_Sao%20Paulo%20ATO_Brazil_8-9-2019.pdf (en anglais uniquement).

10. Coton

Ce chapitre décrit la situation des marchés et présente les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux du coton sur la période 2020-29. Il passe en revue les évolutions prévues en termes de prix, de production, de consommation et d'échanges, et examine en conclusion les principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux du coton dans les dix années à venir.

10.1. Situation actuelle du marché

Après une chute en 2018, la production mondiale de coton et la consommation des filatures[1] ont augmenté durant la campagne 2019.[2] Les hausses de production ont été principalement observées en Inde et aux États-Unis, tandis que l'offre a reculé en République populaire de Chine (ci-après la « Chine »). Néanmoins, la Chine est demeurée le principal consommateur de coton, puisqu'elle a réalisé environ un tiers des filatures (voir ci-dessous). Ces dernières années, la croissance vigoureuse des industries de filature et de confection a donné de l'élan à la consommation de coton au Bangladesh[3], en Turquie et au Viet Nam, une tendance qui s'est poursuivie pendant la campagne 2019.

Les stocks mondiaux estimés ont diminué de 1 % pour atteindre 18.2 Mt, ce qui représente environ huit mois de consommation mondiale. Jusqu'à présent, l'évolution des stocks dépend de la Chine, qui détient actuellement 45 % des stocks mondiaux. Depuis 2014, le pays s'efforce de réduire ses stocks de coton et ceux-ci ont diminué de 7 % en 2019. Cette diminution a été largement compensée par la hausse des stocks au Brésil, qui bénéficie d'une bonne récolte de coton pour la deuxième année consécutive.

Les échanges mondiaux de coton se sont maintenus à 9.3 Mt en 2019, soit environ un tiers de la production mondiale. Une intensification des exportations a été observée aux États-Unis (premier exportateur mondial) en Inde et au Brésil, ce dernier fournissant de plus en plus l'Asie du Sud et de l'Est. En revanche, les exportations de l'Australie ont enregistré un net recul. Du côté de la demande, les importations ont diminué en Chine, mais augmenté au Viet Nam et au Bangladesh.

L'indice Cotlook A, la principale référence des prix internationaux du coton, devrait baisser pour atteindre une moyenne de 1 702 USD/t pour la campagne 2019, après la tendance haussière observée depuis août 2019. Les prix du coton restent élevés par rapport à ceux du polyester, le principal substitut du coton, et même si le rapport entre les prix de ces produits s'était stabilisé ces dernières années, il a augmenté en 2019.

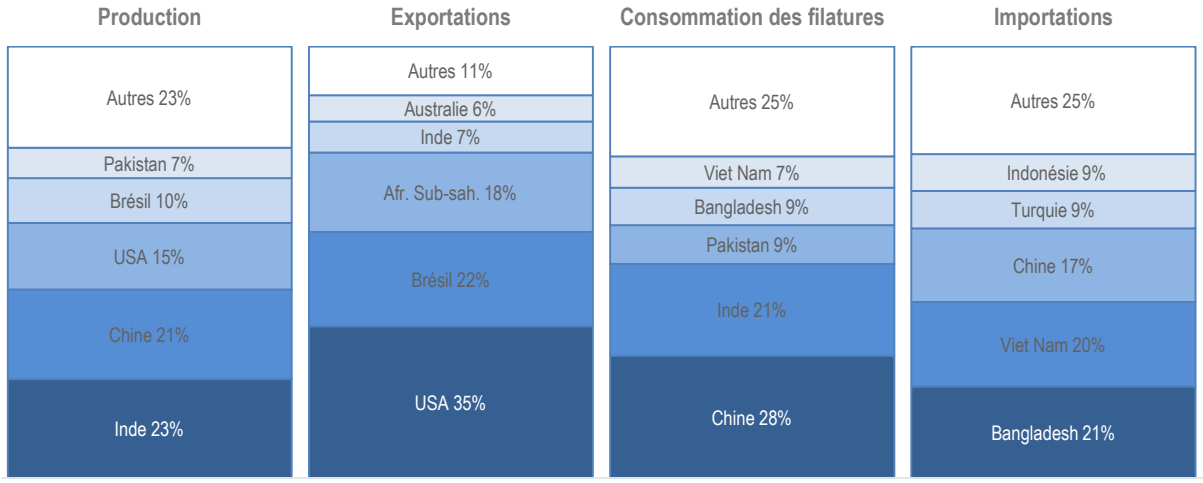
10.2. Principaux éléments des projections

Portée par l'hypothèse selon laquelle le ratio entre le prix du coton et celui des autres fibres sera plus stable que ces dernières années, la consommation des filatures devrait progresser légèrement plus rapidement que la population mondiale dans les dix années à venir. La répartition de la consommation dans le monde dépend du lieu d'implantation des filatures de coton, qui sont souvent situées à proximité de l'industrie de la confection. Ces dernières décennies, on a observé un net déplacement des activités de filature du coton depuis le monde développé et les territoires de l'ancienne Union soviétique vers l'Asie, en particulier la Chine. La consommation chinoise a atteint le haut de la vague en 2007 avant de diminuer, le durcissement de la réglementation et la hausse des coûts de main-d'œuvre ayant déplacé ces activités vers d'autres pays d'Asie, en particulier le Viet Nam et le Bangladesh. Depuis 2016, la consommation des filatures chinoises semble avoir cessé de baisser et la tendance sera légèrement à la hausse ces dix prochaines années d'après les *Perspectives*. En Inde, autre grand consommateur de coton, les politiques publiques en faveur de l'industrie textile nationale devraient également stimuler la croissance continue de la consommation des filatures, même si celle-ci sera plus lente que ces dix dernières années.

La production mondiale de coton devrait croître de 1.5 % par an pour atteindre presque 30 Mt en 2029. Cette croissance sera alimentée par l'expansion des surfaces cultivées (0.5 % par an), ainsi que par la hausse des rendements mondiaux moyens (1 % par an). Les rendements sont stationnaires depuis 2004, car plusieurs pays ont été confrontés à des problèmes de ravageurs et de rareté de l'eau et que la part des pays où les rendements sont faibles dans la production a augmenté. S'agissant de la production de coton durable, l'amélioration des caractéristiques génétiques et des pratiques agronomiques pourrait entraîner une hausse ces dix prochaines années, mais plusieurs pays pourraient avoir des difficultés à

augmenter leur rendement. L'Inde restera le premier producteur mondial de coton, mais l'expansion des surfaces cultivées devrait être limitée, comme le laissent entrevoir les tendances récentes. Globalement, les acteurs mondiaux des marchés du coton en 2029 seront les mêmes que durant la période de référence, ce qui signifie également que la région de l'Afrique subsaharienne devrait conserver sa position de troisième exportateur mondial de coton brut en 2029 (Graphique 10.1).

Graphique 10.1. Acteurs mondiaux sur les marchés du coton (2029)



Note : Les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142976

Après avoir fléchi depuis 2017, les prix mondiaux du coton devraient augmenter en valeur nominale sur la période projection, tout en baissant légèrement en valeur réelle. Étant donné que le rapport entre le prix du coton et celui du polyester semble s'être stabilisé et en supposant que la Chine poursuive ses efforts de transition avec une économie plus verte, la production de polyester devrait diminuer. Cette baisse du taux de croissance de la production de polyester, alliée à un ralentissement de la croissance de la production en Inde, devrait entraîner une hausse des prix nominaux du coton dans les années à venir.

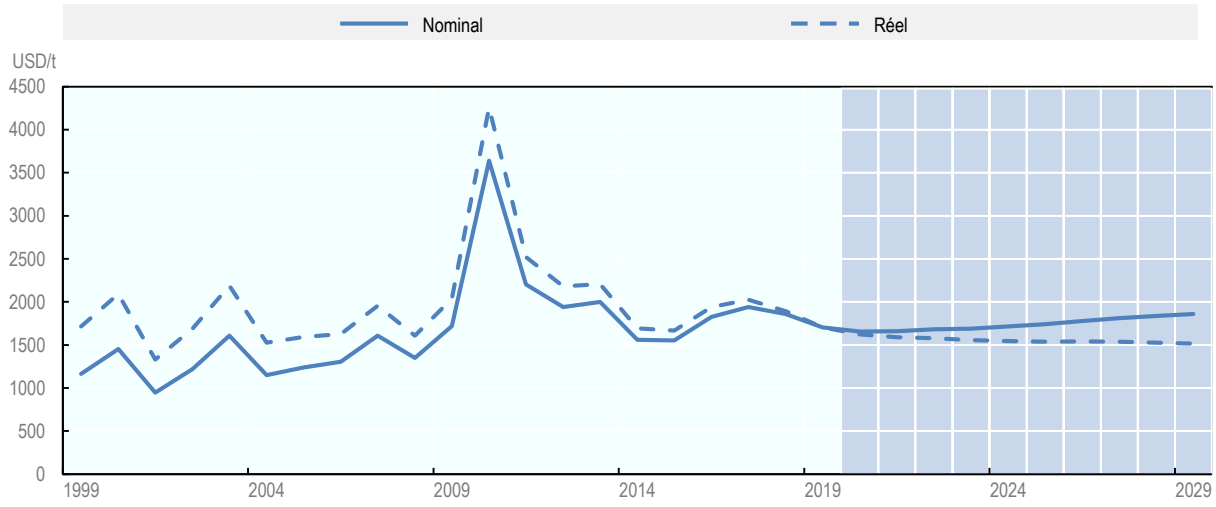
Plusieurs incertitudes planent sur la période de projection, dont la pandémie de COVID-19. En outre, on ne peut dire avec assurance comment l'augmentation des revenus et l'urbanisation croissante feront évoluer la consommation par habitant de textiles en coton dans les économies en développement et émergentes, surtout compte tenu de la concurrence du polyester. Les projections relatives à la production, quant à elles, sont sensibles aux effets des ravageurs et aux conditions météorologiques. Le changement climatique, qui influence la fréquence et l'ampleur de phénomènes tels que les épisodes de sécheresse et les tempêtes, jette lui aussi un voile d'incertitude sur l'avenir. Les préoccupations à l'égard de la durabilité continueront d'influer sur la demande et l'offre de coton à l'avenir. Les tensions commerciales constituent une autre source d'incertitude pour les marchés du coton.

10.3. Prix

Les prix internationaux du coton devraient fléchir en valeur réelle sur la période de projection, avec une demande mondiale toujours freinée par la concurrence des fibres synthétiques, polyester en tête. Le fléchissement en valeur réelle équivaut à une légère hausse en valeur nominale. Depuis le début des

années 1970, lorsque le prix du polyester est devenu compétitif par rapport à celui du coton, la courbe de prix du coton a eu tendance à suivre celle de son substitut synthétique. Par exemple, les prix du coton n'étaient que 5 % supérieurs à ceux de la fibre de polyester entre 1972 et 2009. Depuis 2010, toutefois, le coton affiche des prix en moyenne près de 40 % supérieurs à ceux du polyester. Il est probable que le creusement de l'écart soit largement imputable à des facteurs temporaires comme la faiblesse de la production en 2015-16 et l'accumulation des stocks en Chine. D'après les présentes *Perspectives*, un mouvement de correction partielle devrait se produire et faire renouer les prix du coton avec leur tendance de fond. Les prix du polyester ne sont pas étudiés en soi dans les projections, mais ils devraient suivre les cours du pétrole, qui devraient rester stationnaires en termes réels.

Graphique 10.2. Prix mondiaux du coton



Note : le prix de référence du coton est l'indice de prix Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret, ports d'Extrême-Orient. Les données indiquées représentent la moyenne de la campagne annuelle (août-juillet).
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934142995

Par le passé, les prix du coton se sont montrés sensibles aux variations externes brutales qui ont entraîné de fortes fluctuations. En 2010-11, ils ont plus que doublé sous l'effet conjugué des prix élevés du pétrole et du polyester et d'une demande étonnamment élevée (début du stockage par la Chine et demande supplémentaire découlant des prix élevés du polyester). La correction qui s'est ensuivie a été partiellement gommée par la diminution progressive de la demande supplémentaire émanant de la Chine et des prix du polyester (l'accumulation de stocks par la Chine a diminué peu à peu jusqu'en 2014 et les prix du polyester jusqu'en 2015-16).

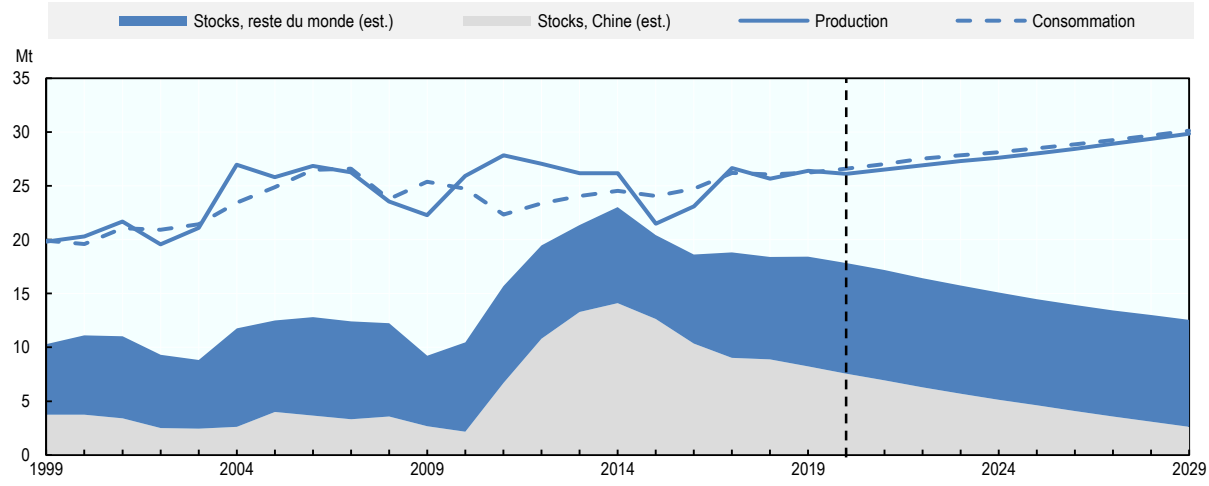
Il est toujours possible qu'une variation brutale externe nourrisse la volatilité, mais il semble improbable que les prix retrouvent le sommet atteint en 2010-11, étant donné que les réserves mondiales sont désormais plus abondantes. Les décisions des pouvoirs publics chinois en matière de déstockage peuvent toutefois altérer les projections. D'après les présentes *Perspectives*, les réserves détenues par l'État chinois baisseront progressivement pour retrouver les niveaux qu'elles affichaient avant 2011, comme le laissent entrevoir les tendances récentes. L'évolution des prix du coton dépendra naturellement de la validité de cette hypothèse.

10.4. Production

Le coton est cultivé sous les climats subtropicaux et tropicaux à saisons alternées (saison des pluies, saison sèche) dans l'hémisphère nord aussi bien que dans l'hémisphère sud, bien que la majeure partie des volumes soient produits au nord de l'équateur. Les principaux pays producteurs sont l'Inde, la Chine, les États-Unis, le Brésil et le Pakistan. À eux cinq, ces pays totalisent plus des trois quarts de la production mondiale.

Ce sont eux également qui devraient être à l'origine de la majeure partie de la production supplémentaire attendue ces dix prochaines années, dont plus d'un cinquième pour l'Inde seule. À l'échelle mondiale, la surface dévolue à la culture du coton devrait croître de 6 %, tandis que les rendements devraient progresser de 7 % par rapport à la période de base. Au cours de la décennie passée, les rendements mondiaux sont restés stationnaires sous l'effet de leur stagnation dans certains grands pays producteurs (États-Unis, Pakistan, Inde), de la réduction de la superficie des cultures de coton en Chine (où les rendements sont nettement supérieurs à la moyenne) et de l'augmentation de cette superficie en Inde (qui affiche des rendements largement inférieurs à la moyenne). Ces facteurs devraient continuer de peser sur la tendance mondiale des rendements ces dix prochaines années, malgré la croissance des rendements et de la superficie consacrée au coton au Brésil.

Graphique 10.3. Production, consommation et stocks de coton dans le monde



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143014

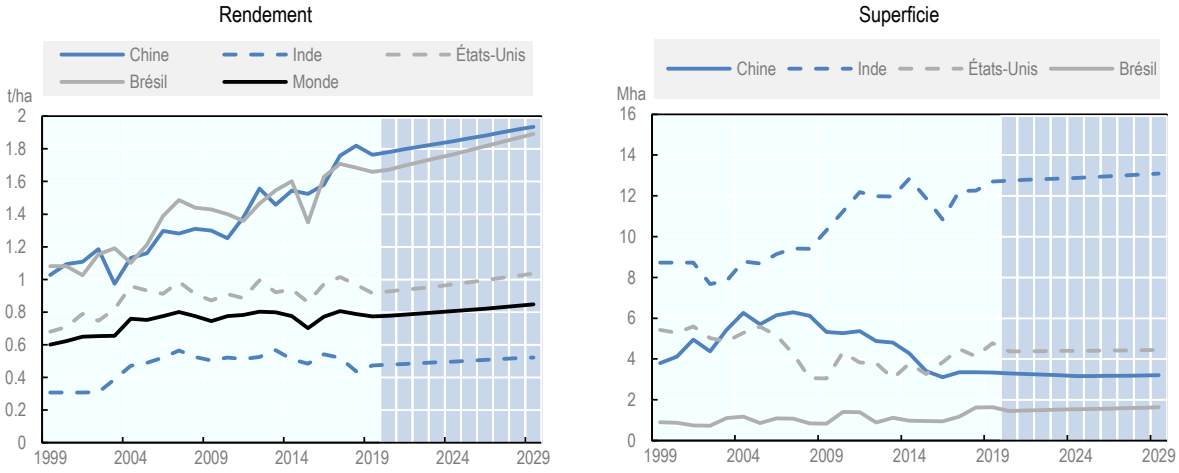
La production devrait augmenter de quelque 1.3 % par an en Inde au cours de la prochaine décennie, ce qui s'explique en grande partie par la demande croissante de coton émanant de l'industrie de la confection du pays. Après une rapide amélioration entre 2000 et 2007 (liée à l'augmentation de l'irrigation, à l'usage d'engrais et à l'adoption du coton transgénique Bt), les rendements ont stagné ces dernières années, les producteurs se trouvant confrontés à des conditions météorologiques défavorables et à l'action de ravageurs tels que le ver rose du cotonnier, qui est devenu résistant au coton Bt. S'il est possible que de nouvelles technologies apportent une bouffée d'oxygène, le développement et la mise en œuvre de solutions peuvent prendre plusieurs années. En Inde, en outre, les rendements dépendent du cycle des moussons dans les régions non irriguées et subissent donc l'influence du changement climatique. D'après

les présentes *Perspectives*, la hausse des rendements du coton indien suivra la demande de coton dans le pays, tandis que la superficie consacrée à la culture du coton devrait rester stationnaire.

Les producteurs de coton chinois parviennent à l'heure actuelle à obtenir des rendements deux fois plus élevés que la moyenne mondiale. Même si les rendements restent inférieurs aux niveaux potentiels du pays, étant donné qu'ils pourraient progresser difficilement, la croissance des rendements devrait ralentir à 0.9 % par an. Si globalement la superficie consacrée au coton en Chine est en recul sur la dernière décennie, du fait notamment de l'évolution des politiques publiques, cette baisse semble s'être interrompue depuis deux ans. Toutefois, les présentes *Perspectives* projettent une lente contraction de la surface dévolue au coton en Chine.

Au Brésil, une partie du coton est cultivée de manière séquentielle en alternance avec le soja ou le maïs, et la production a grimpé en flèche récemment dans les principales régions productrices, comme l'État du Mato Grosso. Les conditions propices aux cultures et les taux élevés d'adoption des technologies modernes ont fait augmenter les rendements et la superficie consacrée à cette culture ces dernières années. D'après les présentes *Perspectives*, ces facteurs favoriseront la croissance de la production.

Graphique 10.4. Rendements et surface consacrée au coton dans les principaux pays producteurs



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

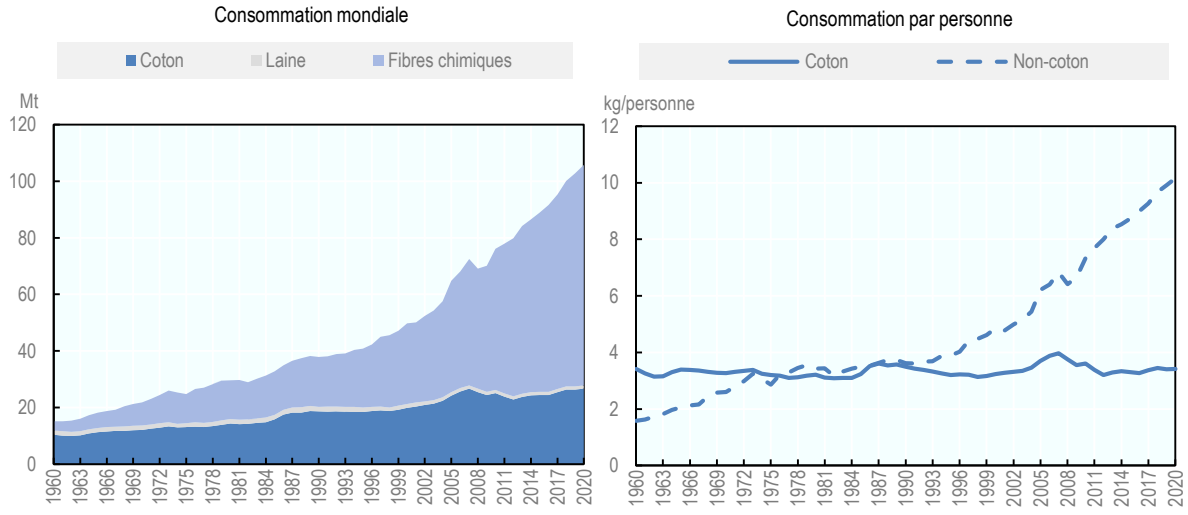
StatLink https://doi.org/10.1787/888934143033

10.5. Consommation

Dans les présentes *Perspectives*, les statistiques relatives à la consommation se rapportent à l'utilisation de fibres de coton par les filatures en vue de produire des fils de coton. Les volumes ainsi filés dépendent de la demande mondiale de textiles ainsi que de la concurrence de produits de substitution comme le polyester et d'autres fibres synthétiques. Si la demande mondiale de fibres textiles a grimpé en flèche ces dernières décennies, elle a été satisfaite essentiellement par les fibres synthétiques (Graphique 10.5) La consommation par habitant de fibres autres que le coton a supplanté celle de fibres de coton au début des années 1990 et continue de croître à vive allure. En revanche, la consommation par habitant de fibres de coton n'a guère augmenté à l'échelle planétaire et s'est même contractée ces dernières années. La consommation mondiale de coton a donc atteint le haut de la vague en 2007 en affichant 27 Mt, avant de se rétracter à environ 26 Mt en 2017-19.

Les perspectives de la consommation mondiale de coton dépendent de l'évolution dans les économies en développement et émergentes. Selon les données recueillies par le Comité consultatif international du coton (CCIC), la demande mondiale par habitant de produits en coton a diminué entre 2007 et 2012, mais a connu une légère reprise depuis (Graphique 10.5). La hausse des revenus devrait stimuler la demande de produits en coton. Cependant, la forte croissance démographique dans les régions où la demande par habitant de produits en coton est inférieure à la moyenne limite cet effet. Par ailleurs, la demande des régions en développement qui ont un niveau de consommation absolu inférieur mais une plus grande réactivité aux revenus orientera à la hausse la demande mondiale, étant donné que les revenus et la population de ces pays devraient tous deux augmenter. Par conséquent, les présentes *Perspectives* tablent sur une croissance légèrement plus rapide de la consommation de produits en coton que de la population ces dix prochaines années, à l'échelle mondiale. Parallèlement, les volumes consommés par les filatures devraient croître de quelque 1.3 % par an sur la période considérée.

Graphique 10.5. Évolution historique de la consommation de fibres textiles



Source : estimations de la demande mondiale de textiles du CCIC, 2020.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143052

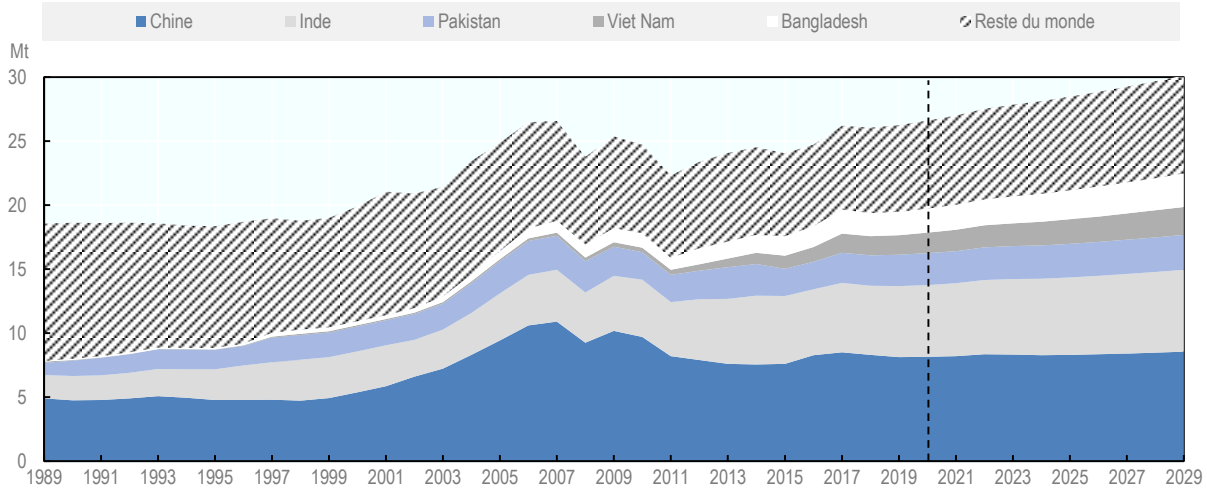
La répartition géographique de la demande de fibres de coton dépend du lieu d'implantation des filatures, qui transforment les fibres de coton et synthétiques en fils. La plus grande part de l'activité de filature a lieu dans les pays où sont implantés les secteurs industriels en aval, principalement dans les pays asiatiques où le coût de la main d'œuvre est bas. La Chine est le principal consommateur de coton depuis les années 1960. On assiste toutefois à des mutations : la production de fil quitte peu à peu la Chine pour s'implanter dans d'autres pays asiatiques.

Après avoir atteint un pic en 2007, la consommation de la Chine a chuté de 25 % depuis. Ce recul s'explique en partie par la baisse des achats publics de coton, qui avaient relevé les prix aux producteurs, mais aussi avaient conduit à une réorientation de la demande de coton vers les fibres synthétiques. Il témoigne aussi d'une évolution structurelle. En effet, l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et le durcissement de la réglementation relative au travail et à l'environnement ont incité la filière à partir s'implanter dans d'autres pays d'Asie, en particulier au Viet Nam et au Bangladesh. Ces quatre dernières années, les volumes consommés par les filatures ont regagné une partie du terrain cédé, notamment parce que les prix du coton ont gagné en attrait face au polyester. Le polyester semble aussi avoir pâti des mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre la pollution industrielle. Les volumes utilisés par

les filatures chinoises devraient donc se maintenir à des niveaux similaires à ceux d'aujourd'hui au cours des dix prochaines années.

Les volumes de coton filé devraient au contraire augmenter en Inde, où les pouvoirs publics favorisent le développement de l'industrie textile du pays. Celle-ci représente une part importante de la production industrielle indienne et est considérée comme un moteur de la création d'emplois. Les mesures prises par les pouvoirs publics devraient continuer de favoriser son développement, en aidant notamment les industriels à s'équiper de machines à tisser plus rapides.

Graphique 10.6. Consommation des filatures de coton par région



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr ; CCIC pour les données rétrospectives.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143071

La suppression progressive des dispositions de l'Arrangement multifibres (qui prévoyait des contingents fixes d'importation des pays en développement vers l'Europe et les États-Unis, négociés bilatéralement), qui s'est achevée en 2005, devait selon les prévisions favoriser les producteurs de textile chinois, au détriment de leurs rivaux implantés dans de plus petits pays asiatiques. En pratique, l'industrie textile de pays comme le Bangladesh, le Viet Nam et l'Indonésie a affiché une croissance vigoureuse. Au Viet Nam, cette croissance a été nourrie par les investissements directs étrangers réalisés par les entrepreneurs chinois et par l'adhésion du pays à l'Organisation mondiale du commerce en 2007. La montée en puissance de ces pays devrait se poursuivre ces dix prochaines années, puisque la consommation des filatures devrait augmenter d'environ 45 % au Bangladesh et au Viet Nam, et de plus de 30 % en Indonésie par rapport à la période de référence. La croissance devrait se poursuivre aussi en Turquie et en Asie centrale, où l'industrie textile prend de l'ampleur notamment grâce au développement des exportations vers l'Union européenne et la Fédération de Russie.

10.6. Échanges

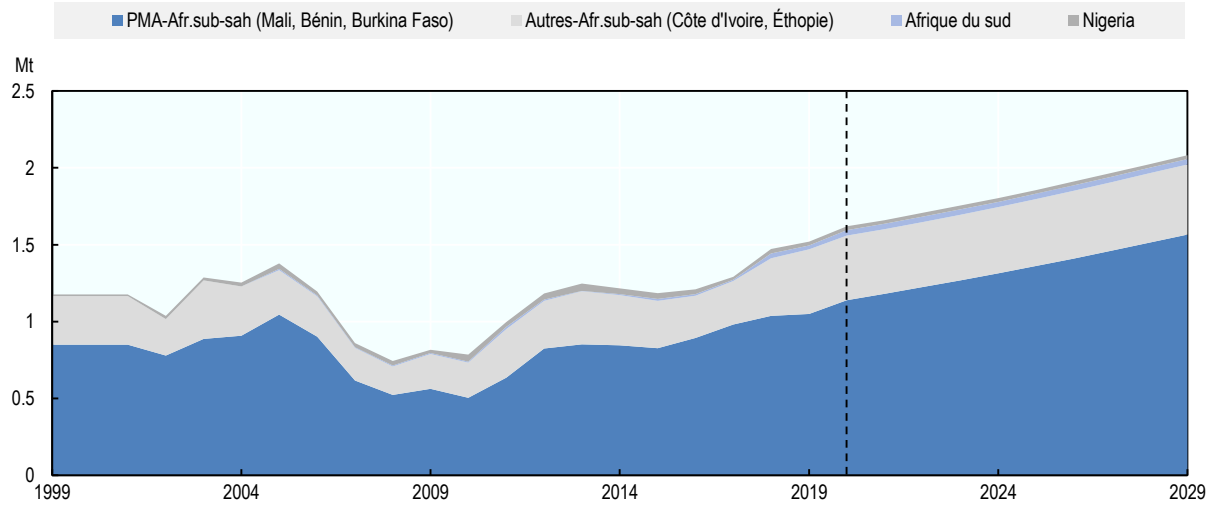
Traditionnellement, le coton est échangé sur le marché mondial sous la forme de balles de fibres de coton brut, même si le commerce de coton filé est en hausse depuis peu. Les échanges mondiaux de coton brut (au cœur des projections des présentes *Perspectives*) devraient dépasser 11 Mt en 2029 et ainsi croître de 23 % par rapport à la période de référence. C'est un rythme légèrement plus rapide que celui de la

consommation mondiale. En effet, la demande croît dans des pays produisant peu de coton, comme le Bangladesh et le Viet Nam, tandis que la consommation intérieure des filatures brésiliennes stagne.

Le Bangladesh et le Viet Nam devraient occuper les premiers rangs des pays importateurs dans la décennie à venir. D'ici 2029, ces deux pays devraient voir leurs importations progresser de plus de 43 %. Ensemble, ils représenteront plus de 40 % des importations mondiales (Graphique 10.1). Les États-Unis resteront le plus gros exportateur mondial sur la période de projection, assurant plus d'un tiers des livraisons dans le monde en 2029. Les exportations brésiliennes devraient connaître un coup de fouet sur les dix prochaines années et hisser le Brésil au second rang des pays exportateurs d'ici 2029.

Le coton est une importante culture d'exportation en Afrique subsaharienne et la région assure actuellement 15 % des exportations mondiales (la production et les livraisons provenant à près de 75 % d'Afrique de l'Ouest). Les principaux producteurs que sont le Burkina Faso, le Bénin, le Mali et la Côte d'Ivoire ont vu leurs volumes croître grâce à l'expansion des surfaces cultivées et aux mesures de soutien public. La consommation des filatures demeurant limitée en Afrique subsaharienne, de nombreux pays de la région exportent pratiquement toute leur production. Cependant, l'industrie de la confection commence à se développer dans certains pays d'Afrique de l'Est, notamment en Éthiopie, car la région présente des caractéristiques attractives pour les investissements directs étrangers. À long terme, le développement de cette industrie pourrait faire évoluer le statut d'exportateur net qu'affichait l'Afrique subsaharienne dans le passé. Néanmoins, les volumes d'exportation d'Afrique subsaharienne devraient continuer de croître au rythme d'environ 2.9 % par an sur les dix prochaines années, ce qui portera la part de marché de la région à 18 %. Les principaux destinataires de ces produits seront l'Asie et l'Asie du Sud-Est.

Graphique 10.7. Exportations de coton en Afrique subsaharienne



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143090

10.7. Principales questions et incertitudes

Comme nous l'avons déjà indiqué, la croissance économique et l'urbanisation auront un effet sur la demande par habitant de textiles en coton dans les économies en développement et émergentes. Étant donné que la consommation de textiles et de vêtements réagit davantage aux revenus que la

consommation de produits alimentaires, des écarts par rapport aux conditions économiques escomptées dans les pays en développement pourraient modifier notablement les projections en matière de consommation, de production et d'échanges.

C'est une situation que l'on observe actuellement avec la pandémie de COVID-19 : les conditions économiques et le comportement des consommateurs ont brusquement changé à la suite des mesures de confinement mises en place dans le monde entier pour enrayer la propagation du virus. La baisse de la demande de textiles et d'articles de confection a obligé les producteurs à réduire leur demande de produits à base de fibres, essentiellement le coton filé et le tissu. À leur tour, les filatures de coton ont considérablement réduit leur demande de coton, ce qui a provoqué une chute des prix internationaux. Pour la saison actuelle 2019-20, le coton des principales régions productrices a déjà été récolté. Cependant, les prix du coton, actuellement bas, joueront un rôle clé dans le choix des cultures des producteurs, ce qui se répercutera sur la production de la saison prochaine. Un élargissement des mesures liées au COVID-19 pourrait aussi perturber les opérations de plantation à forte intensité de main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest, qui débutent habituellement en mai.

Les projections pourraient aussi subir les effets d'autres évolutions de la demande. L'activité de recyclage de l'industrie textile crée par exemple un marché secondaire stable qui rivalise avec le marché primaire pour fournir leur matière première aux industriels produisant des textiles de qualité inférieure à la moyenne et des produits autres que des textiles. Cette tendance pourrait encore réduire la demande de coton et autres fibres. Toutefois, dans les pays à revenu élevé, les consommateurs semblent priser de plus en plus les fibres naturelles, ce qui pourrait favoriser le coton au détriment du polyester.

Les mesures des pouvoirs publics peuvent aussi influer sur la consommation. Plusieurs pays d'Afrique de l'Est s'efforcent par exemple de décourager les importations de vêtements de seconde main, ce qui pourrait stimuler la consommation de coton et encourager la création de valeur ajoutée en Afrique.

La production de coton est sensible aux ravageurs et aux conditions météorologiques. La culture du cotonnier nécessitant de l'eau, les projections sont sensibles au changement climatique, qui pourrait engendrer des sécheresses et autres conditions météorologiques défavorables. Comme nous l'avons déjà évoqué, les rendements n'ont progressé qu'à faible allure dans plusieurs pays au cours des dix années passées. L'amélioration plus rapide que prévue des caractéristiques génétiques des plants (par exemple, facilitée en partie par un meilleur décryptage du génome du coton) et une meilleure lutte contre les nuisibles pourraient permettre aux rendements d'augmenter davantage que ne le prévoient les présentes *Perspectives*. La mise au point et le déploiement de telles innovations prennent toutefois du temps et, dans le cas du coton transgénique, suscitent parfois la controverse. En Inde, le ver rose du cotonnier semble être devenu résistant au coton Bt, ce qui a provoqué d'immenses pertes. Au Burkina Faso, l'introduction du coton Bt en 2008 a permis de lutter efficacement contre le ver rose, mais cette variété a produit des fibres plus courtes (donc de moindre qualité et vendues moins cher), ce qui a incité les pouvoirs publics à mettre un terme à son utilisation en 2015.

L'action publique joue un rôle important sur les marchés mondiaux du coton. C'est notamment le cas des décisions des pouvoirs publics chinois en matière de stocks. D'autres mesures peuvent aussi altérer les projections (comme les mesures de soutien aux industries textiles du pays, les subventions à l'achat d'intrants, etc.).

Les préoccupations à l'égard de la durabilité continueront d'influer sur la demande et l'offre de coton à l'avenir. À l'échelle mondiale, on estime que 19 % du coton a été produit dans le respect des normes de durabilité de la Better Cotton Initiative en 2017-18 et cette proportion devrait encore augmenter. Les filières apparentées, comme celle du coton bio, devraient elles aussi prendre de l'ampleur. Ces tendances ont plusieurs conséquences, dont celle de rendre de plus en plus indispensables la transparence et la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement.

Notes

[1] Dans les présentes *Perspectives*, les données relatives à la consommation se rapportent aux quantités filées, autrement dit à la transformation de coton brut en coton filé.

[2] Conformément aux conventions d'usage du Comité consultatif international du coton, la campagne annuelle de commercialisation du coton débute le 1er août pour se terminer le 31 juillet. Ainsi, les données relatives à 2019 se rapportent à la période comprise entre le 1er août 2019 et le 31 juillet 2020 et les prévisions sont établies à partir des données disponibles.

[3] Les *Perspectives* agricoles réunissent en un seul agrégat les données relatives aux pays les moins avancés d'Asie, lesquels comprennent, outre le Bangladesh, l'Afghanistan, le Bhoutan, le Cambodge, le Laos, le Myanmar, le Népal et le Timor-Leste. S'agissant du coton, le Bangladesh représente à lui seul la quasi-totalité de l'activité au sein de cet agrégat. Pour des raisons de simplicité, le présent chapitre reprend donc ces données en les attribuant au seul Bangladesh.

11. Autres produits

Ce chapitre donne un aperçu et une description de la situation actuelle du marché pour les racines et tubercules (le manioc, la pomme de terre, l'igname, la patate douce et le taro), les légumineuses (les petits pois, les fèves, les pois chiches et les lentilles), et la banane et les principaux fruits tropicaux (mangue, mangoustan et goyave, ananas, avocat et papaye). Il met ensuite en évidence les projections à moyen terme (2020-29) pour la production, la consommation et le commerce de ces produits et décrit les principaux moteurs de ces projections.

11.1. Racines et tubercules

Vue d'ensemble du marché

Les racines et les tubercules des plantes contiennent de l'amidon (manioc, patate douce et igname dans le premier cas, par exemple ; pomme de terre et taro dans le second, entre autres). Ces produits sont principalement destinés à l'alimentation humaine (transformés ou non) et, comme la plupart des cultures de base, ils peuvent être utilisés pour nourrir les animaux ou produire de la fécule, de l'éthanol et des boissons fermentées. À moins d'être transformés, ils se périment très vite une fois récoltés, ce qui limite les possibilités de commercialisation et de stockage.

Dans la famille des racines et des tubercules, la production mondiale est dominée par la pomme de terre, suivie de loin par le manioc. Dans le classement alimentaire global, la pomme de terre arrive quatrième après le maïs, le blé et le riz. Elle est plus riche en calories, pousse plus rapidement sur une surface moindre, et peut être cultivée sous des climats plus variés que n'importe quel autre aliment de base. Cela dit, sa position dominante est de plus en plus menacée par le manioc. En fait, la production de pommes de terre – qui constitue l'essentiel du secteur des racines et des tubercules dans les pays développés – ne cesse de diminuer depuis plusieurs décennies, son taux de croissance se situant nettement en deçà de celui de la population.

La production de manioc progresse actuellement de plus de 3 % par an, soit presque trois fois plus que la croissance démographique. Implantée principalement sous les tropiques et dans certaines des régions les plus pauvres du globe, elle a doublé en un peu plus de vingt ans. Autrefois considéré comme une culture de subsistance, le manioc est aujourd'hui perçu comme un produit agricole essentiel pour la création de valeur, le développement rural et la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique ainsi que pour les importants avantages macroéconomiques qu'il procure. Ces considérations expliquent la commercialisation rapide du produit et les investissements considérables qui sont réalisés pour développer l'activité de transformation, le résultat étant une expansion substantielle de la production mondiale.

Situation actuelle du marché

À l'heure actuelle, les régions qui produisent le plus de racines et de tubercules sont l'Asie (95 Mt) et l'Afrique (90 Mt). Les racines sont un aliment de base particulièrement important en Afrique subsaharienne. Globalement, quelque 124 Mt sont utilisées pour l'alimentation humaine, 55 Mt pour l'alimentation animale et 55 Mt pour d'autres usages, principalement la fabrication de biocarburant et de fécule. Du fait de leur caractère périssable – qui empêche leur commercialisation internationale à grande échelle à l'état frais –, ces produits sont généralement destinés à la consommation intérieure. Environ 14 Mt sont aujourd'hui commercialisées à l'étranger, principalement sous forme déshydratée ou de produit transformé. La Thaïlande et le Viet Nam en sont les principaux exportateurs, et la République populaire de Chine (ci-après « la Chine ») le premier importateur.

En 2019, la production mondiale de racines et de tubercules a atteint 237 Mt (de matière sèche) – soit une progression de 3 Mt en un an – et est destinée principalement à l'alimentation humaine. Les prix (dont la référence est le prix de gros de la farine de manioc à Bangkok, Thaïlande) ont baissé en 2019 sous l'influence des bons rendements enregistrés dans plusieurs grandes régions de production. Par voie de conséquence, les quantités exportées ont globalement progressé de 0.5 Mt.

Contexte des projections

La production de manioc nécessite peu d'intrants et tolère une grande souplesse en ce qui concerne la période de récolte car le produit peut demeurer en terre un certain temps après être arrivé à maturité. La

tolérance du manioc pour les conditions météorologiques extrêmes (dont la sécheresse) en fait un acteur important des stratégies d'adaptation au changement climatique. Par rapport à d'autres aliments de base, le manioc se caractérise par des prix compétitifs et une diversité d'usages. La farine de manioc de haute qualité (FMHQ) est de plus en plus convoitée par les pays d'Afrique car c'est un aliment stratégique ne présentant pas les mêmes niveaux de volatilité des prix que d'autres céréales importées. L'obligation de la mélanger avec de la farine de blé permet de réduire le volume des importations de cette céréale, donc d'alléger la facture liée aux importations et de conserver les précieuses devises étrangères. En Asie, l'accent mis sur la sécurité énergétique et les exigences concernant la composition de l'essence ont entraîné la création de distilleries d'éthanol à base de manioc. Sur le plan commercial, le manioc transformé tire son épingle du jeu sur le marché mondial face à la fécule de maïs et aux céréales utilisées pour l'alimentation animale.

La pomme de terre est surtout utilisée pour l'alimentation humaine, où elle occupe une place importante dans les régions développées (particulièrement en Europe et en Amérique du Nord). La consommation humaine de pommes de terre est très élevée dans ces régions et a peut-être atteint le niveau de saturation, ce qui limite la possibilité pour la consommation de croître plus vite que la population. L'augmentation de la consommation humaine dans les régions en développement promet un regain de la production de pommes de terre au niveau mondial.

La culture mondiale de patate douce a fléchi ces dernières années, principalement à cause d'une nette diminution des surfaces cultivées (qui ne semble pas s'atténuer) en Chine, premier producteur mondial. Compte tenu de la viabilité commerciale limitée des autres usages, c'est sur la consommation humaine que repose l'essentiel du potentiel de croissance de la patate douce ainsi que d'autres racines et tubercules moins répandus. Les préférences des consommateurs et les prix jouent par conséquent un rôle important.

Principaux éléments des projections

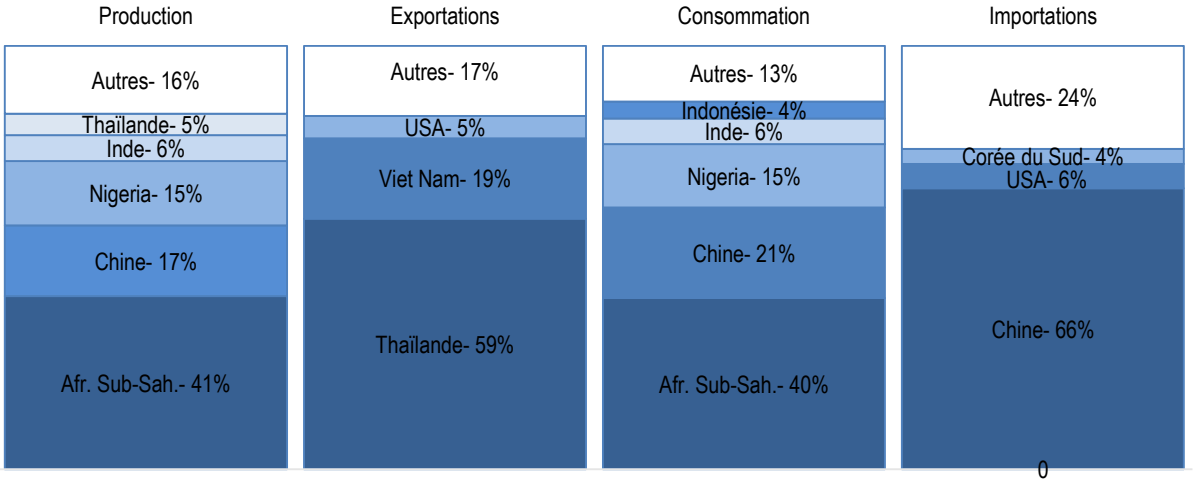
La production et la consommation mondiales des racines et des tubercules devraient s'accroître d'environ 18 % au cours de la prochaine décennie. Dans les régions défavorisées, la progression pourrait être de 1.7 % par an, alors qu'un léger fléchissement annuel sera à noter dans les pays industrialisés. La surface des terres cultivées devrait quelque peu augmenter à l'échelle mondiale – à 71 millions d'hectares –, mais avec des différences entre les régions : alors qu'elle progressera en Afrique, elle sera en baisse en Europe et en Amérique. La hausse de la production s'expliquera surtout par les investissements réalisés en Afrique et en Asie pour améliorer les rendements, ainsi que par l'utilisation plus intensive des terres dans ces régions.

D'ici à 2029, la consommation de racines alimentaires par habitant augmentera de 1.5 kg par an, principalement sous l'influence de l'Afrique, où chaque individu pourrait consommer annuellement plus de 41 kg de racines et tubercules. L'utilisation de ces produits pour la fabrication de biocarburant devrait doubler en dix ans (bien que partant d'une base peu élevée de 2 % des utilisations) sous l'impulsion du secteur chinois des biocarburants. L'alimentation animale et les autres usages industriels se maintiendront à un niveau élevé, mais croîtront plus lentement (de seulement 10 %) au cours de la décennie examinée.

Les échanges des racines et des tubercules ne représentent que 6 % environ du marché mondial, un pourcentage qui devrait se maintenir au même niveau sur le moyen terme. Les exportations de la Thaïlande et du Viet Nam sont en hausse et devraient se hisser à un total de 13 Mt, principalement pour approvisionner les secteurs chinois de la fécule et des biocarburants, qui sont en pleine expansion.

Compte tenu de la substituabilité des racines et tubercules avec les céréales sur les marchés de l'alimentation humaine et animale, leurs prix devraient suivre la même tendance, à savoir une hausse en valeur nominale mais une baisse en valeur réelle.

Graphique 11.1. Les acteurs des marchés mondiaux des racines et tubercules (2029)



Note : Les chiffres indiqués correspondent aux pourcentages du total mondial correspondant.
Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143109

11.2. Légumineuses

Vue d'ensemble du marché

Les légumineuses sont les graines comestibles de certaines plantes. On en compte généralement 11 types.[1] Elles sont riches en protéines, fibres alimentaires, vitamines, minéraux, substances phytochimiques et glucides complexes. Outre leurs bienfaits nutritionnels, les légumineuses permettent aussi d'améliorer la digestion, de réduire la glycémie, d'atténuer les inflammations, d'abaisser le taux de cholestérol et de prévenir les maladies chroniques telles que diabète, maladies cardiaques et obésité. Leur niveau de consommation diffère cependant selon les régions en fonction des habitudes alimentaires, de leur disponibilité et des conditions existantes.

La culture des légumineuses est une longue tradition dans presque toutes les régions du monde, et joue depuis des siècles un rôle fondamental dans les systèmes agricoles traditionnels. Avant 2000, la production mondiale était à l'arrêt sous l'effet de la disparition généralisée des petites exploitations dans les pays en développement, laquelle avait entraîné le déclin de l'agriculture traditionnelle dont le système de rotation des cultures reposait entre autres sur les légumineuses. La faible résistance aux maladies (due à la diversification réduite des semences), l'accès limité à des variétés à haut rendement et l'absence de soutien des pouvoirs publics à l'égard des producteurs sont d'autres facteurs ayant conduit à la stagnation de la production de légumineuses. Lorsque la demande a commencé à augmenter au début des années 2000, le secteur s'est redynamisé : il connaît aujourd'hui une croissance annuelle d'environ 3 % à l'échelle mondiale, dominée par l'Asie et l'Afrique. Ensemble, ces deux régions totalisaient quelque 64 % de la hausse de la production (+19 Mt) enregistrée au cours de la précédente décennie.

La consommation mondiale par habitant a commencé à diminuer dans les années 60 (Graphique 11.2). La faible progression des rendements et la hausse des prix qui en a résulté ont en effet affaibli la demande. Par ailleurs, la croissance des revenus et l'urbanisation ont conduit à une modification des préférences, les consommateurs se tournant vers une alimentation plus riche en protéines animales, sucre et matières

grasses. Malgré cela, les légumineuses demeurent une importante source de protéines dans les pays en développement et la consommation mondiale par habitant s'est accrue pour atteindre aujourd'hui quelque 8 kg/an. Cette progression est due principalement à la hausse des revenus dans les pays où ces produits constituent une importante source de protéines, particulièrement en Inde où environ 30 % de la population est végétarienne.

Les légumineuses peuvent être transformées et utilisées sous différentes formes : entières, décortiquées, en farine et en isolats en fonction de leurs composants (protéines, amidon et fibres). La farine et les isolats sont employés dans divers secteurs industriels comme la viande et les en-cas, la boulangerie et les boissons, la pâte et la chapelure.

Situation actuelle du marché

L'Inde est de loin le plus gros producteur de légumineuses, avec environ 25 % de la production mondiale au cours de la précédente décennie. Viennent ensuite le Canada (8 %) et l'Union européenne (4 %). Le marché asiatique représente plus de la moitié de la consommation totale mais seulement quelque 40 % de la production, ce qui en fait la principale destination des importations. Environ 20 % de la production mondiale est exportée ; le Canada arrive nettement en tête dans le classement des exportateurs (40 % des échanges internationaux) tandis que l'Inde est le plus gros importateur (30 % du commerce mondial). L'Afrique a encore augmenté sa production et sa consommation au cours des dix dernières années et demeure largement autosuffisante.

En 2019, le marché mondial des légumineuses a atteint un volume de 88 Mt, après une croissance moyenne de 2.8 % par an au cours de la précédente décennie, tirée par l'Asie et l'Afrique. Entre 2018 et 2019, l'expansion a été particulièrement forte dans l'Union européenne (+10 %). Le commerce international s'est monté à 17 Mt, soit 0.5 Mt de plus qu'en 2018. En raison de l'abondance de l'offre, les prix mondiaux des légumineuses (dont la référence est le pois sec canadien) ont diminué jusqu'à 320 USD/Mt, le plus bas niveau depuis 2017.

Contexte des projections

Du fait de leurs divers bienfaits, les légumineuses sont de plus en plus utilisées dans le régime alimentaire des consommateurs soucieux de leur santé, ce qui se traduit par la croissance du marché de ces produits à l'échelle mondiale. L'urbanisation rapide, le changement des modes de vie et les rythmes de travail frénétiques conduisent la population active à se tourner vers une restauration rapide bonne pour la santé. Les légumineuses sont donc des ingrédients de plus en plus courants dans les aliments prêts à consommer.

Alors que la population mondiale s'accroît rapidement, l'écart entre l'offre et la demande de légumineuses se creuse davantage. Soucieux de combler cet écart, les gouvernements des pays producteurs viennent en aide aux agriculteurs, ce qui contribue au développement du marché. Le soutien à la production de légumineuses joue également un rôle important dans la stratégie de l'Union européenne en faveur des protéagineux. Les légumineuses sont aussi le principal ingrédient de produits qui ont actuellement le vent en poupe, comme par exemple la viande artificielle. Selon l'évolution future de la demande de produits de ce type, l'importance des légumineuses dans la structure de la production agricole pourrait à l'avenir considérablement changer.

Principaux éléments des projections

Les légumineuses devraient regagner de l'importance dans les régimes alimentaires et les systèmes agricoles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, mais aussi des pays de l'Union européenne. La présente édition des *Perspectives* prévoit une poursuite de la tendance mondiale et une hausse moyenne de la

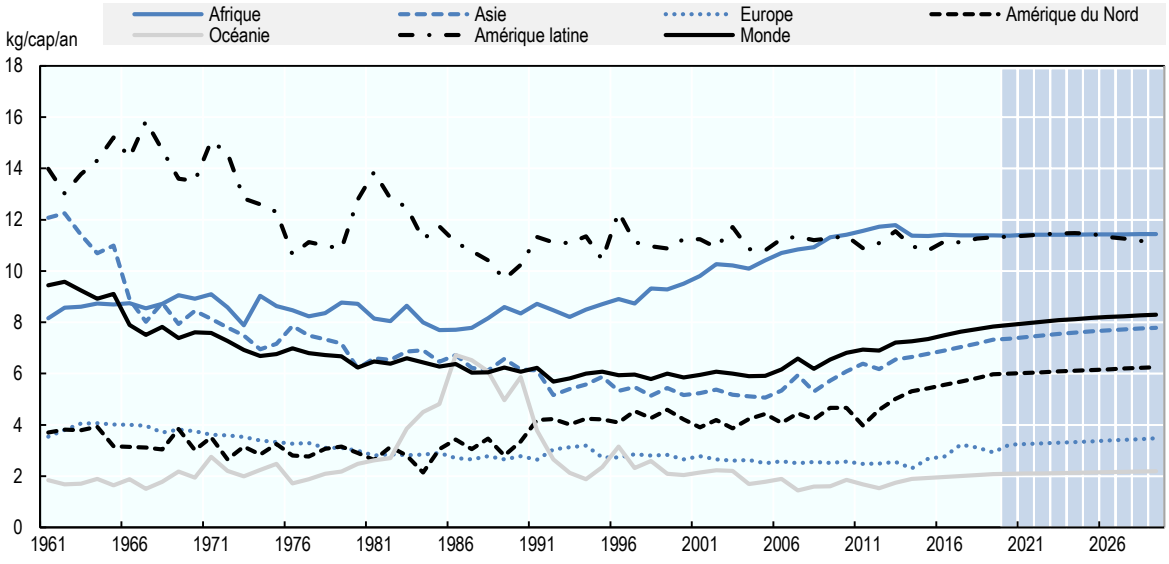
consommation humaine de légumineuses, qui s'établirait à 8.3 kg par habitant en 2029. Cette consommation devrait se stabiliser en Amérique latine et en Afrique – à un peu plus de 11 kg/an – alors qu'elle augmentera en Asie, passant de 7 kg à 8 kg/an au cours de la prochaine décennie.

L'offre mondiale devrait s'accroître de 16 Mt. Plus de la moitié de cette hausse sera enregistrée en Asie, et particulièrement en Inde, où se concentrera l'essentiel de la production mondiale. L'amélioration soutenue des rendements devrait permettre à ce pays de produire 5.8 Mt supplémentaires d'ici à 2029. L'Inde a introduit des semences hybrides à haut rendement, encouragé la mécanisation et instauré un prix minimum de soutien pour stabiliser les revenus des agriculteurs. Le gouvernement central et certains États fédérés ont inclus les légumineuses dans leurs programmes d'approvisionnement, même si la couverture géographique n'est pas la même que pour le blé et le riz.

Cette prévision d'accroissement de l'offre s'appuie sur l'hypothèse de la poursuite de l'intensification des systèmes de production de légumineuses, d'une part grâce à la hausse des rendements et, d'autre part, via l'utilisation plus intensive des terres. On prévoit donc que 80 % environ de la croissance de la production pourront être attribués au premier facteur et les 20 % restants au second, surtout en Asie et en Afrique. Sur le continent africain en particulier, la combinaison des deux facteurs pourrait générer une augmentation de la production de quelque 0.2 Mt par an.

Selon les prévisions, la hausse de l'offre sera assurée par l'association de la culture des légumineuses avec celle des céréales, en particulier en Asie et en Afrique, où les petits producteurs occupent une place importante. L'amélioration prévue des rendements restera inférieure à celle des céréales et des oléagineux car dans la plupart des pays, les légumineuses ne sont pas concernées par les initiatives de développement de variétés à haut rendement ou d'amélioration des systèmes d'irrigation, ni par les mesures de soutien à l'agriculture.

Graphique 11.2. Consommation humaine de légumineuses par habitant sur chaque continent



Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143128

Suite à l'augmentation de la demande de légumineuses dans les régions consommatrices, les échanges internationaux ont progressé de 11 Mt à 17 Mt au cours de la précédente décennie et devraient se maintenir à ce niveau jusqu'en 2029. Les récents efforts accomplis par l'Inde pour atteindre l'autosuffisance en matière de légumineuses sont le principal facteur de la réorganisation prévue du commerce mondial de ces produits, l'Afrique devenant la première région d'importation. Après une hausse continue de ses importations sur le court terme, l'Inde connaîtra un inversement de tendance d'ici 2025 et une baisse de ses approvisionnements d'environ 1 Mt à l'horizon 2029.

Le Canada restera le principal exportateur de légumineuses, avec des volumes qui devraient croître de 6.5 Mt aujourd'hui à 7.5 Mt en 2029 ; il sera suivi par l'Australie avec 2 Mt d'exportations en fin de période. Toutefois, dans la mesure où leur principal acheteur – l'Inde – ne devrait pas augmenter ses importations, ces deux pays auront besoin de diversifier leurs marchés d'exportation.

Soutenus par la hausse de la demande, les prix mondiaux des légumineuses devraient s'accroître en valeur nominale mais légèrement diminuer en valeur réelle au cours de la prochaine décennie.

11.3. Bananes et principaux fruits tropicaux

La banane est le produit végétal qui arrive en tête de la production agricole et du commerce au niveau mondial. Dans un contexte de croissance démographique rapide dans les pays producteurs et de hausse tout aussi rapide de la demande mondiale d'importations, la production de bananes et les volumes échangés ont enregistré une progression fulgurante au cours des dernières décennies. De même, les quantités exportées des quatre grands fruits tropicaux frais – la mangue, l'ananas, l'avocat et la papaye – se sont accrues à une vitesse dépassant le pourcentage annuel moyen d'augmentation des échanges internationaux de produits alimentaires, et excédant de loin le taux de croissance des exportations de céréales, de produits d'origine animale, d'huiles végétales, de sucre et d'autres fruits et légumes. La banane et les principaux fruits tropicaux jouent un rôle essentiel dans l'alimentation et la subsistance des petits exploitants dans les pays de production. Pour toutes ces raisons, il est important d'évaluer le développement potentiel futur de leur marché.

La production mondiale de bananes aurait augmenté de 69 Mt en 2000-2002 à 116 Mt en 2017-2019 (pour un montant d'environ 31 milliards USD). La culture de la banane ayant lieu essentiellement de manière informelle au sein de petites exploitations, ces chiffres ne sont que des estimations. Pour satisfaire une demande croissante, les pays producteurs ont surtout misé sur l'extension de la surface récoltée. En Inde, par exemple, cette surface a progressé de 0.47 Mha en 2000 à 0.87 Mha en 2018. La hausse de la productivité des exploitations – grâce à l'amélioration des systèmes d'irrigation mais aussi à une utilisation nettement accrue d'engrais et de pesticides – a également contribué à l'augmentation de la production, elle-même stimulée principalement par l'accroissement des besoins lié à la croissance démographique dans les pays producteurs. L'offre a donc surtout augmenté dans les principaux pays producteurs – qui sont aussi de gros consommateurs –, particulièrement en Inde et en Chine, mais aussi au Brésil et aux Philippines. Par ailleurs, la hausse des revenus et une plus grande sensibilisation à la santé dans les pays d'importation ont suscité un accroissement de la demande ; c'est le cas par exemple dans l'Union européenne et la Fédération de Russie, où la consommation de bananes a considérablement progressé.

Dans de nombreuses régions de production, la consommation par habitant de tous les types de bananes dépasse largement 100 kg par an. Les données disponibles indiquent en outre que dans les zones rurales des pays producteurs, la banane représente jusqu'à 25 % de l'apport calorique journalier. Plus de 1 000 variétés de bananes seraient produites et consommées localement dans le monde. En Afrique, qui se classe au troisième rang mondial de la production, 70 à 80 % des bananes sont des variétés locales, généralement à cuire, qui contribuent pour une part importante à la sécurité alimentaire de la région. Toutefois, compte tenu du caractère informel de la production et du commerce de ces produits dans la

plupart des régions de consommation, il existe très peu de données et d'informations sur les variétés en question. La banane la plus commercialisée est la Cavendish, dont on estime qu'elle représente 40 à 50 % de la production mondiale et la quasi-totalité des échanges. Cette variété permet de gros rendements à l'hectare et sa courte tige la protège contre les aléas climatiques comme les tempêtes. De plus, ses plantations peuvent récupérer rapidement après des catastrophes naturelles car la durée de maturation du fruit est courte (environ neuf mois).

D'après les chiffres de 2017, les exportations mondiales de bananes s'élèvent à quelque 12 milliards USD par an. Cependant, il est important de noter que seuls 15 % environ de la production mondiale sont exportés. Dans les pays exportateurs, qui sont majoritairement des pays à faible revenu, les recettes provenant de la production et du commerce de bananes peuvent représenter une part importante du PIB de l'agriculture. En 2018, par exemple, les exportations de bananes ont généré 30 % des recettes à l'exportation de l'agriculture en Équateur, et 15 % au Guatemala.

S'agissant des fruits tropicaux, leur production mondiale suit une ascension régulière depuis la précédente décennie. La quasi-totalité (99 %) de ces fruits sont produits dans des pays à faible revenu, la plupart du temps dans le cadre d'une agriculture de subsistance (par opposition à une agriculture commerciale) par des petits exploitants qui possèdent – ou ont accès à – moins de 5 hectares de terres en général. Les fruits tropicaux contribuent donc directement et de façon importante à la sécurité alimentaire et à l'alimentation de la population dans la plupart des zones de production. La croissance de la production mondiale pendant la période examinée devrait surtout être favorisée par l'extension des surfaces, elle-même encouragée par une rentabilité à l'hectare plus élevée que pour d'autres cultures. Compte tenu de la hausse des revenus dans les principales régions de production et d'importation, la place des fruits tropicaux dans l'alimentation a beaucoup progressé en dix ans, comme en témoigne l'augmentation de la consommation mondiale par habitant des quatre plus importants. Cela dit, ces fruits étant hautement périssables – en particulier ceux qui sont récoltés à maturité –, seule une petite fraction de la production totale est commercialisée sur les marchés nationaux, et une fraction encore plus faible sur les marchés internationaux. Les fruits tropicaux non transformés – frais ou séchés – occupent une position de niche relative dans les échanges agricoles mondiaux, et le niveau élevé de leur valeur unitaire moyenne à l'exportation (plus de 1 000 USD/tonne) en fait le troisième groupe de fruits le plus lucratif à l'échelle mondiale, derrière les bananes et les pommes. Le commerce de fruits tropicaux a donc la capacité de générer d'importantes recettes à l'exportation dans les pays producteurs. La hausse des revenus et la modification des préférences des consommateurs sur les marchés des économies émergentes et à haut revenu seront les principaux facteurs qui favoriseront la croissance des échanges, en plus des améliorations des transports et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Sur la base de ces hypothèses, les fruits tropicaux devraient rester l'un des secteurs agricoles connaissant la croissance la plus rapide.

Bananes

Situation actuelle du marché

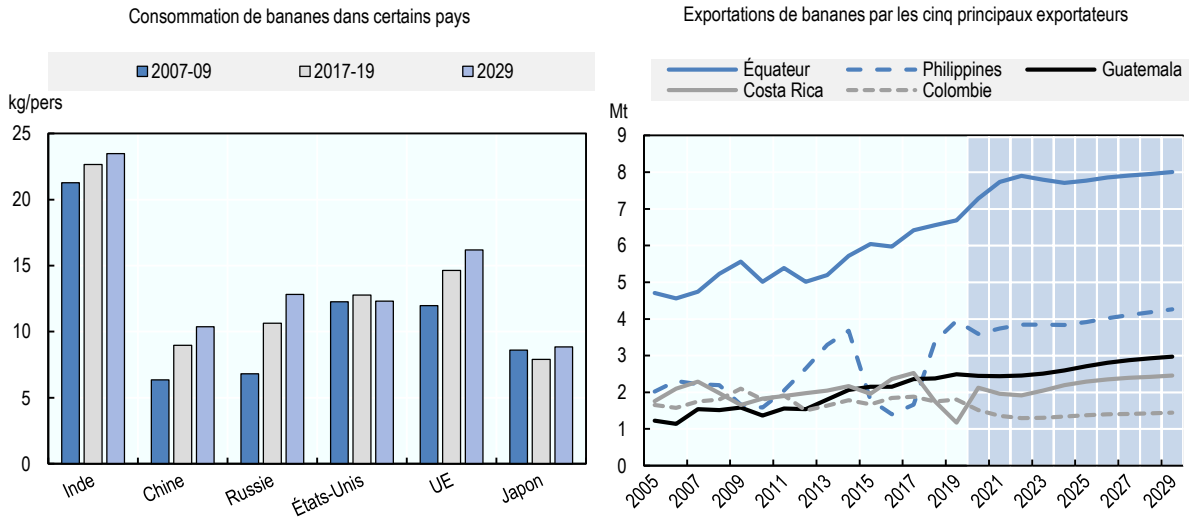
Les exportations mondiales de bananes, à l'exception de la banane plantain, auraient atteint un nouveau record de 20.2 Mt en 2019, en hausse de 5 % par rapport à 2018. Les données des neuf premiers mois de l'année montrent qu'une fois de plus, cela est dû principalement à la forte progression de l'offre en Équateur et aux Philippines, qui sont les deux principaux exportateurs. D'un autre côté, les aléas climatiques attribués au phénomène météorologique d'*El Niño* ont continué à affecter les expéditions de plusieurs grands fournisseurs, en premier lieu le Costa Rica et la République dominicaine et, dans une moindre mesure, la Colombie. Le volume net des importations mondiales de bananes aurait atteint 18.9 Mt en 2019, ce qui représente une hausse de 3 % par rapport à 2018. Les données préliminaires font apparaître une contraction des achats de respectivement 1 % et 4 % par les deux plus gros importateurs

nets que sont l'Union européenne et les États-Unis. La supériorité de l'offre par rapport à la demande a continué à pousser les prix à la baisse sur ces deux marchés en 2019, en particulier durant les mois d'été où la concurrence des fruits de saison a été forte. En Chine, en revanche, les importations se sont accrues de 36 % par rapport à 2018, pour s'établir à 2.2 Mt. La demande chinoise d'importations de bananes a été portée par les interruptions de la production nationale causées par les conditions météorologiques et les maladies, ainsi que par l'augmentation rapide des revenus et les changements qu'elle a entraînés dans les préférences des consommateurs. Les quantités importées par la Chine ont donc atteint environ 12 % du volume net des importations mondiales, ce qui place le pays au troisième rang mondial des plus gros importateurs de bananes, jusqu'ici occupé par la Fédération de Russie.

Principaux éléments des projections

En supposant des conditions météorologiques moyennes et l'absence de nouveaux foyers de maladies végétales, la production mondiale de bananes devrait croître de 1.5 % par an et se monter à 132.6 Mt en 2029. Une saturation de la demande est attendue dans la plupart des régions, principalement sous l'influence de la croissance démographique. En revanche, dans certaines économies émergentes – en Inde et en Chine, surtout –, la hausse rapide des revenus devrait favoriser la modification de la sensibilité à la santé et à l'alimentation et entraîner une augmentation de la demande supérieure à la croissance démographique. Par voie de conséquence, c'est en Asie que se concentrera l'essentiel de la production mondiale, avec 51.8 % du volume total. L'Inde, en particulier, devrait produire 35.5 Mt de bananes en 2029 et en consommer 23.5 kg par habitant. Selon les prévisions, la production dans la principale région d'exportation – l'Amérique latine et les Caraïbes – atteindra 34.8 Mt sous l'influence de l'accroissement de la demande sur les principaux marchés d'importation, en particulier dans l'Union européenne, aux États-Unis et dans la Fédération de Russie. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui exportent le plus (Équateur, Guatemala, Colombie et Costa Rica) devraient bénéficier de cette hausse de la demande d'importations, en supposant que la production puisse s'accroître sans subir les effets néfastes des phénomènes météorologiques ou des maladies. Aux Philippines, les exportations devraient être stimulées par la demande d'importations naissante de la Chine – où l'on prévoit une augmentation de la consommation par habitant de 1.1 % par an – et par la demande soutenue portée par la hausse des revenus au Japon, qui est la principale destination des bananes des Philippines. Du côté de l'offre, la gestion efficace des maladies ainsi que les vastes investissements dans l'amélioration des rendements et l'extension des surfaces devraient permettre à ce pays d'accroître ses exportations. On estime donc que la part des Philippines dans les exportations mondiales de bananes passera de 15.6 % pendant la période de référence à 18.6 % en 2029, ce qui permettra à ce pays de conserver sa deuxième place dans le classement mondial des exportateurs, derrière l'Équateur. S'agissant des importateurs, c'est dans la Fédération de Russie que la hausse de la consommation par habitant devrait être la plus forte, de 10.7 kg pendant la période de référence à 12.8 kg en 2029, en supposant que les évolutions sur le plan macroéconomique soient favorables. Cette situation devrait entraîner une augmentation des exportations de l'Équateur, qui est aujourd'hui le principal fournisseur de bananes du pays. Aidé par ses investissements dans l'amélioration des rendements, l'Équateur devrait progresser d'un point de pourcentage dans le total des exportations mondiales, pour atteindre 35 % en 2029 (avec 8 Mt).

Graphique 11.3. Perspectives mondiales de la banane



Source : FAO (2020).

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143147

Mangue, mangoustan et goyave

Situation actuelle du marché

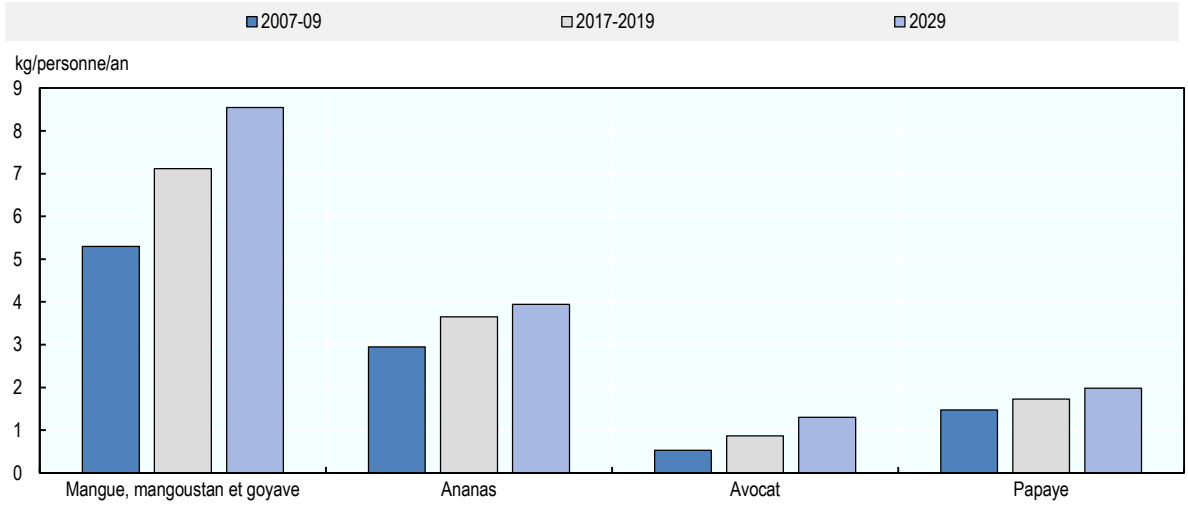
Selon les estimations, les exportations mondiales de mangues, mangoustans et goyaves frais[2] ont atteint 2 Mt en 2019, soit une hausse de 23 % par rapport à l'année précédente. Ces produits sont donc, parmi les principaux fruits tropicaux, ceux qui ont connu la croissance la plus rapide cette année-là. La principale explication est la progression de presque 90 % des exportations de la Thaïlande, qui se seraient élevées à 0.48 Mt en 2019. Ce pays a en effet bénéficié d'une hausse exceptionnellement rapide de la demande de mangoustan de la Chine, dont les importations auraient bondi de 265 % en glissement annuel entre janvier et octobre 2019, pour s'établir à 0,29 Mt. L'augmentation des revenus et l'évolution des préférences des consommateurs chinois sont sans doute les principales raisons de cette explosion, le mangoustan étant particulièrement recherché pour ses bienfaits supposés pour la santé. Avec une valeur unitaire moyenne de 1 300 USD la tonne dans le cadre des exportations qui ont eu lieu entre la Thaïlande et la Chine au cours des dix premiers mois de 2019, le mangoustan figure parmi les fruits tropicaux échangés les plus lucratifs.

Principaux éléments des projections

La production mondiale de mangues, mangoustans et goyaves devrait se monter à 72.8 Mt d'ici à 2029, progressant de 2.9 % par an au cours de la prochaine décennie. On prévoit que l'Asie, d'où proviennent la mangue et le mangoustan, représentera 71 % de la production mondiale en 2029. Sur ce continent, la consommation par habitant devrait s'élever à 12.1 kg en moyenne en 2029, contre 9.8 kg pendant la période de référence. Les principales explications seront l'augmentation des revenus et les changements de préférences alimentaires qui y seront associés dans les deux plus gros pays consommateurs, l'Inde et la Chine. Ces deux pays devraient enregistrer des hausses de la consommation par habitant de 2 à 3 % par an au cours de la période de projection, pour s'établir à respectivement 17.6 kg et 4.3 kg en 2029. La production de mangue en Inde est destinée en grande partie aux marchés informels locaux et devrait s'élever à 26.7 Mt en 2029, soit 36.6 % de la production mondiale. En Chine, où la production intérieure

de mangue est relativement faible (5.8 Mt en 2029 selon les prévisions), on s'attend à une croissance des importations de 5.1 % par an. Cela sera surtout dû à la forte hausse de la demande intérieure de mangoustan, qui devrait être satisfaite majoritairement par l'accroissement des importations en provenance de Thaïlande, qui en est le plus gros exportateur. Le Mexique, qui est le principal fournisseur de mangues à l'échelle mondiale, devrait bénéficier de l'essor de la demande des importations sur son marché le plus important – les États-Unis – et enregistrer une croissance de 4 % par an au cours de la période de projection jusqu'à représenter 25.7 % des exportations mondiales en 2029.

Graphique 11.4. Consommation mondiale des principaux fruits tropicaux



Source : FAO (2020).

StatLink https://doi.org/10.1787/888934143166

Ananas

Situation actuelle du marché

L'abondance de l'offre a entraîné une hausse des exportations mondiales d'ananas frais estimée à 5 % (soit 3.2 Mt) en 2019. Cette progression est due principalement à l'augmentation de 50 % des ventes effectuées par les Philippines, qui est le deuxième plus gros exportateur mondial. Après des investissements substantiels dans l'extension des surfaces et l'amélioration de la productivité, les exportations de ce pays ont atteint quelque 0.67 Mt en 2019, soit environ 21 % du total mondial. D'après les données disponibles – jusqu'en septembre 2019 –, les exportations des Philippines ont été favorisées non seulement par une offre élevée, mais aussi par une forte hausse de la demande d'importations de la Chine qui, à 0.17 Mt entre janvier et septembre 2019, se montait à 122 % sur l'année. Les ananas philippins, de la variété MD2, sont bien accueillis sur le marché chinois en raison de leur forte teneur en sucre et du fait qu'ils sont disponibles toute l'année, alors que ceux produits en Chine ne le sont que pendant la période de la récolte, de mars à mai. S'agissant du Costa Rica, le plus gros producteur et exportateur mondial d'ananas, ses exportations ont subi les contrecoups d'une pluviométrie excessive tout au long de l'année, ainsi que des tempêtes tropicales destructrices survenues à l'automne 2019. Elles devraient globalement baisser d'environ 8 %, de 2.1 Mt en 2018 à un peu moins de 2 Mt en 2019.

Principaux éléments des projections

Compte tenu de l'extension de la surface récoltée de 2 %, la production mondiale d'ananas devrait s'accroître de 2.3 % par an pour s'établir à 33 Mt en 2029. Par rapport aux autres grands fruits tropicaux, l'ananas est le mieux réparti géographiquement, aucun pays ne représentant plus de 12 % de la production mondiale. L'Asie devrait conserver le haut du podium en matière de volume de production et concentrer 41 % du total mondial, avec une offre importante aux Philippines, en Thaïlande, en Inde, en Indonésie et en Chine. Les Philippines sont le seul pays à exporter une partie de sa production (environ 16 %) ; ailleurs en Asie, la production sert principalement à satisfaire la demande intérieure et devrait augmenter sous l'effet de la croissance démographique et des revenus. De même, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la production d'ananas – qui arrive au deuxième rang mondial avec 36 % – sera en grande partie conditionnée par l'évolution des besoins de la population, qui s'accroît et devient de plus en plus aisée. Les exportations mondiales d'ananas devraient progresser de 1.5 % par an et atteindre 3.6 Mt en 2029, principalement sous l'effet de la demande d'importations des États-Unis. Avec des quantités importées estimées à 1.3 Mt en 2029 – soit 35 % du total mondial –, ce pays restera le plus gros importateur devant l'Union européenne (qui représentera 28 % des importations totales). Sur ces deux marchés clés, la demande d'ananas devrait bénéficier de prix unitaires peu élevés.

Avocat

Situation actuelle du marché

Selon les estimations, les exportations mondiales d'avocat se monteront à quelque 2.3 Mt en 2019, en hausse de 7 % par rapport à 2018. La forte demande mondiale et le niveau élevé des prix unitaires à l'exportation restent les principaux moteurs de cette hausse, qui favorise des investissements substantiels dans l'extension des surfaces cultivées, que ce soit dans les zones de production émergentes ou bien établies. Cela dit, les baisses de production liées aux conditions météorologiques dans un certain nombre de pays (plus particulièrement au Pérou et en Afrique du Sud) ont nui au potentiel de développement du marché, qui a été nettement plus faible que pendant la période 2014-2018. Le Mexique, principal exportateur, a vu sa part dans les exportations mondiales atteindre 58 % en 2019 sous l'effet de l'extension des surfaces, de conditions météorologiques favorables et de l'amélioration des rendements.

Principaux éléments des projections

Parmi le groupe de fruits tropicaux examinés, l'avocat est celui qui présente le niveau de production le plus faible, mais aussi celui qui connaît la croissance la plus rapide depuis quelques années, sous l'impulsion de l'augmentation tout aussi rapide de la demande d'importations. La production devrait légèrement dépasser 11 Mt en 2029, soit plus de deux fois et demi son niveau de 2009. La production d'avocat a lieu dans un petit nombre de régions et de pays, les dix premiers du classement représentant plus de 80 % de la production mondiale. L'Amérique latine et les Caraïbes, en particulier, concentrent quelque 70 % de cette production. En réponse à la hausse rapide de la demande mondiale, le Mexique – qui est le plus gros producteur et exportateur au monde – devrait accroître son offre de 4.9 % par an au cours des dix prochaines années. Par voie de conséquence, et malgré la concurrence croissante de nouveaux exportateurs, le pays verra sa part dans les exportations mondiales passer à 67.6 % en 2029. Les États-Unis et l'Union européenne, où l'intérêt pour l'avocat provient de ses bienfaits supposés pour la santé, devraient se maintenir à la tête des importations mondiales, respectivement à hauteur de 50.5 % et 28.7 % en 2029.

Papaye

Situation actuelle du marché

Selon les estimations, les exportations mondiales de papaye se sont accrues de 8 % en 2019 pour s'établir à quelque 0.31 Mt, signe d'une reprise après les baisses enregistrées en 2017 et 2018 à cause des conditions météorologiques. En tant que premier fournisseur mondial de papayes, le Mexique aurait accru ses expéditions de 7 % en 2019, pour un total d'environ 0.17 Mt destiné à 99 % aux États-Unis. Malgré le redémarrage de la production et la hausse des exportations au cours de cette période, les exportations mexicaines ont encore subi les effets d'une nouvelle contamination de la production à plusieurs souches de Salmonelle, une bactérie qui avait frappé pour la première fois en août 2017.

Principaux éléments des projections

La production mondiale de papaye devrait progresser de 2.1 % par an et atteindre 16.6 Mt en 2029. La plus forte hausse est attendue en Asie, qui est la première région de production au niveau mondial. Sa part dans la production globale devrait ainsi passer de 59 % pendant la période de référence à 61 % en 2029. L'Inde, premier pays producteur au monde, verra sa production augmenter de 2.4 % par an jusqu'à représenter 48 % de l'offre mondiale d'ici à 2029. La croissance de la population et des revenus seront les principaux facteurs de cette hausse, la consommation intérieure de papayes s'élevant à 5.5 kg par habitant en 2029, contre 4.4 kg pendant la période de référence. Les exportations mondiales seront en grande partie stimulées par l'augmentation de la production au Mexique – le plus gros exportateur mondial – et par celle de la demande des principaux importateurs, les États-Unis et l'Union européenne. Il existe toutefois un obstacle majeur au développement du commerce international de la papaye, à savoir sa grande périssabilité et sa fragilité dans les transports, qui rendent son expédition vers des destinations lointaines compliquée. Les innovations dans la chaîne du froid, l'emballage et le transport pourraient toutefois faciliter sa distribution à plus grande échelle, d'autant que la demande de fruits tropicaux est en hausse sur les marchés d'importation.

Incertitudes

Les marchés de la banane et des principaux fruits tropicaux subissent les effets de la pandémie de COVID-19. Le commerce des produits périssables est davantage exposé au risque de perturbations que celui d'autres produits agricoles. Du fait de la valeur qu'ils représentent et de la distance entre les régions de production et de consommation, une partie des fruits tropicaux est transportée par avion, or les liaisons aériennes sont particulièrement perturbées du fait de la pandémie. L'impact risque d'être considérable pour les producteurs de ces fruits qui, étant périssables, ont besoin d'être acheminés rapidement par avion. Sur le moyen terme, l'impact est encore plus incertain car il dépend de la trajectoire de la reprise après la pandémie. Les projections des échanges de produits tropicaux et de bananes seront variables selon les différentes hypothèses de croissance économique.

Compte tenu de la périssabilité des fruits tropicaux lors des phases de production, de commercialisation et de distribution, les défis environnementaux et le manque d'infrastructure continuent de représenter des menaces pour la production et l'approvisionnement des marchés internationaux. La difficulté est d'autant plus grande que la grande majorité des fruits tropicaux sont produits dans un cadre informel et dans des zones reculées, que leur culture dépend beaucoup des précipitations, est exposée aux effets néfastes des phénomènes météorologiques de plus en plus imprévisibles et est éloignée des grands axes de transport.

Les présentes projections s'appuient sur des conditions météorologiques moyennes et ne tiennent pas compte des impacts éventuels du changement climatique, des maladies végétales connues ou en train d'apparaître, ou des événements météorologiques comme le phénomène d'*El Niño* qui perturbe régulièrement la production en Amérique latine. Toutefois, les effets du changement climatique sur le

secteur mondial des fruits tropicaux, l'évolution des rendements effectifs et probables, ainsi que l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes – de plus en plus fréquents – sur la production et le commerce pourraient être évalués en modifiant les paramètres de modélisation correspondants.

La maladie de la fusariose qui, depuis la fin du XIXe siècle, frappe durement les bananeraies dans plusieurs régions de production, reste un problème grave pour la filière mondiale de la banane. La souche de la maladie qui se propage actuellement (appelée race tropicale 4, ou TR4) présente des risques particulièrement élevés pour l'approvisionnement mondial de bananes, car elle peut toucher une variété beaucoup plus grande de cultivars de bananes et de bananes plantains que les autres souches, et parce qu'il n'existe actuellement aucun fongicide ou méthode d'éradication efficace. Selon les informations officielles, la TR4 est actuellement confirmée dans 17 pays, principalement en Asie du Sud et du Sud-Est, mais aussi au Moyen-Orient et en Amérique latine, où un premier cas a été détecté en Colombie en août 2019. Une évaluation récente de l'impact économique potentiel de la TR4 sur la production et le commerce de bananes au niveau mondial a montré que la propagation de la maladie entraînerait notamment une perte considérable de revenus et d'emplois dans le secteur bananier des pays concernés, ainsi qu'une hausse importante des prix au consommateur dans les pays importateurs, ces impacts atteignant des degrés variables selon la propagation effective[3].

Notes

[1] Les différents types de légumineuses sont les suivants : haricots secs, fèves sèches, pois secs, pois chiches, niébés, pois d'Angole, lentilles, pois bambara, vesces, lupins et légumineuses secondaires (non classifiées séparément).

[2] Les systèmes de classification internationale des produits au regard de la production et des échanges n'obligent pas les pays à enregistrer ces fruits séparément, raison pour laquelle les données officielles sont rares. On estime qu'en moyenne, la mangue représente environ 75 % du total de la production, la goyave 15 % et le mangoustan les 10 % restants.

[3] Une autre simulation a été réalisée plus récemment pour évaluer l'impact économique potentiel de la race tropicale 4 de la fusariose sur la production et le commerce de bananes au niveau mondial. Les résultats ont été publiés dans le numéro de novembre 2019 de la publication semestrielle *Perspectives* de l'alimentation de la FAO (http://www.fao.org/3/ca6911en/CA6911EN_TR4FR.pdf).

Annexe A. Glossaire

Accès aux marchés	Régi par les dispositions de l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay concernant les concessions contenues dans les Listes nationales, c'est-à-dire les consolidations et les réductions des droits de douane, ainsi que d'autres engagements en matière d'accès aux marchés.
Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)	Accord trilatéral sur les échanges, échanges agricoles compris, conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, visant à éliminer progressivement les droits de douane et à revoir les autres règles commerciales entre les trois pays sur une période de 15 ans. Signé en décembre 1992, il est entré en vigueur le 1er janvier 1994. En 2018, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé un nouvel accord (l'ACEUM) qui devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2020 et remplacer l'ALENA
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	Le PTPGP est un accord commercial entre l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. Il a été signé en mars 2018 et est entré en vigueur dans les six premiers pays en décembre 2018.
Accord économique et commercial global (AECG)	L'AECG est un accord commercial entre l'Union européenne et le Canada. Signé en octobre 2016, il est entré en application provisoirement en avril 2017. Sa ratification et son entrée en vigueur pleines et entières sont en cours.
Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay (AACU)	« Accord sur l'agriculture » contenu dans l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay. Ce texte comprend des engagements en matière d'accès aux marchés, de soutien interne et de subventions à l'exportation, ainsi que des dispositions générales concernant le suivi de sa mise en œuvre et la poursuite du processus. En outre, chaque pays a une Liste nationale qui fait partie intégrante de ses engagements dans le cadre de l'AACU. Un accord distinct, intitulé « Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires » (Accord SPS), vise à établir un cadre multilatéral de règles et de disciplines pour orienter l'adoption, l'élaboration et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires afin de minimiser leurs effets négatifs sur le commerce.
Autres céréales secondaires	Catégorie comprenant l'orge, l'avoine, le sorgho et d'autres céréales secondaires dans tous les pays sauf l'Australie, où elle englobe aussi le triticale, les États membres de l'Union européenne, où le seigle et les céréales mélangées sont compris.
Autres oléagineux	Catégorie comprenant les graines de colza (canola), de tournesol et d'arachides (cacahuètes).
Base tel quel	Poids du sucre indépendamment de sa teneur en saccharose (mesuré par polarisation).
Biomasse	Toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée avant combustion. Elle comprend le bois, les déchets végétaux (déchets de bois et résidus de récoltes), les matières/déchets d'origine animale et les déchets industriels et urbains servant de matières premières pour obtenir des produits biosourcés. Dans les Perspectives, elle n'englobe pas les produits agricoles utilisés pour produire des biocarburants (huiles végétales, sucre et céréales, par exemple).
Biocarburants	Au sens large, les biocombustibles comprennent tous les combustibles solides, liquides ou gazeux produits à partir de la biomasse. Dans un sens plus étroit, les biocarburants désignent les produits qui remplacent les carburants à base de pétrole dans le transport routier : le bioéthanol tiré de plantes sucrières, de céréales et de plantes amylacées, qui peut être utilisé comme additif à l'essence, en mélange avec elle ou à sa place ; et le biodiesel, tiré principalement d'huiles végétales, mais aussi d'huiles usagées ou de graisses animales.
BRICS	Acronyme désignant les économies émergentes suivantes : Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Campagne	Pour la plupart des produits végétaux, le début de la campagne internationale coïncide avec la récolte dans les principales régions de production. • Blé : 1er juin • Coton : 1er août • Céréales secondaires : 1er septembre • Sucre, soja, autres oléagineux, tourteaux protéiques, huiles végétales : 1er octobre. • Viande, Nouvelle-Zélande : année se terminant en septembre • Viande, Australie : année se terminant en juin Dans le cas de ces produits, lorsque le texte mentionne la campagne 2019, il faut comprendre la campagne 2019/20. Pour tous les autres produits, la campagne coïncide avec l'année civile.
Céréales	Catégorie comprenant le blé, le maïs, les autres céréales secondaires et le riz.
Contingent tarifaire	Régime d'importation prévu par l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay. Certains pays se sont engagés à assurer des possibilités minimales d'accès à des produits précédemment visés par des obstacles non tarifaires. Dans ce cadre, un contingent et un droit de douane à deux niveaux sont instaurés pour les produits concernés. Le droit le plus bas (taux contingentaire) est appliqué aux importations dans la limite du contingent et le droit le plus élevé (taux hors contingent) est perçu sur les importations en sus du contingent.
COVID-19	La COVID-19 est la maladie infectieuse causée par le coronavirus le plus récemment découvert. Ce nouveau virus et cette nouvelle maladie étaient inconnus avant le début de l'épidémie à Wuhan (Chine) en décembre 2019. COVID-19 est aujourd'hui une pandémie qui touche de nombreux pays dans le monde.
Directive sur les énergies renouvelables	Directive de l'UE qui fixe à 20 % la part que devront représenter les énergies renouvelables dans la palette énergétique de tous les États membres en 2020, et en particulier à 10 % leur part dans la consommation d'énergie destinée aux transports.
El Niño	*El Niño* désigne ici un ensemble de phénomènes climatiques océaniques quasi-périodiques englobant *La Niña* et l'oscillation australe, qui se caractérisent par des anomalies de la température à la surface de l'eau sur la façade occidentale de l'Amérique latine (surtout au Pérou) – réchauffement et refroidissement respectivement appelés *El Niño* et *La Niña* – et par des variations de la pression atmosphérique dans la zone tropicale du Pacifique Ouest (oscillation australe), souvent aux alentours de Noël. Le réchauffement anormal des eaux océaniques va de pair avec un bouleversement complet de l'abondance et de la répartition des espèces, une augmentation des précipitations et des inondations locales, auxquels s'ajoute la mortalité massive des poissons et de leurs prédateurs (oiseaux compris).
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	Indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des politiques de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricole. L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales de portée générale (politiques économique, sociale, environnementale, fiscale, etc.). Elle est brute en ce sens qu'aucun des coûts associés à ces politiques et supportés individuellement par les producteurs n'est déduit. Elle fait en outre référence au soutien nominal, ce qui signifie que la majoration des coûts liée aux droits perçus sur les importations d'intrants n'est pas déduite. Cet indicateur est toutefois mesuré déduction faite des contributions des producteurs au financement des dispositions (prélèvements à la production, par exemple) donnant lieu à un transfert donné en leur faveur (voir http://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/suivi-et-evaluation-des-politiques-agricoles/).
Éthanol	Biocarburant qui peut être utilisé comme carburant de substitution (éthanol hydraté) ou mélangé à de l'essence (éthanol anhydre), et produit à partir de matières premières agricoles comme la canne à sucre et le maïs. L'alcool anhydre ne contient pas d'eau et il est pur à 99 % au minimum. L'alcool hydraté contient de l'eau et, en général, il est pur à 96 %. Au Brésil, cet éthanol est utilisé en remplacement de l'alcool carburant dans les véhicules polycarburant.
G20	Le G20 est un forum international qui réunit 19 pays et l'Union européenne, soit les principales économies développées et émergentes du monde. Ensemble, les membres du G20 représentent 85 % du PIB mondial, 75 % des échanges internationaux et deux tiers de la population mondiale. Composé à l'origine de ministres des finances et de gouverneurs de banque centrale, le G20 fonctionne aujourd'hui comme un forum élargi où l'on débat des grands problèmes mondiaux.

Gasohol	Mélange d'essence et d'éthanol anhydre.
Huiles végétales	Huiles de colza (canola), de soja, de tournesol, de coprah/coco, de coton, de palmiste, d'arachide et de palme.
Influenza aviaire	L'influenza aviaire est une infection virale très contagieuse qui peut atteindre toutes les espèces d'oiseaux et peut se manifester de différentes façons selon, notamment, la capacité du virus à provoquer une maladie (pathogénécité) chez l'espèce touchée (pour plus d'informations à ce sujet, voir :http://www.oie.int/doc/ged/D13947.pdf))
Isoglucose	Édulcorant liquide fabriqué à partir du glucose présent dans l'amidon, par l'action de la glucose-isomérase sur le dextrose. Ce procédé d'isomération permet d'obtenir des mélanges de glucose et de fructose contenant jusqu'à 42 % de fructose. D'autres opérations peuvent porter la teneur en fructose à 55 %. L'isoglucose à 42 % de fructose possède un pouvoir sucrant qui équivaut à celui du saccharose.
Loi agricole (Farm Bill)	Aux États-Unis, la loi agricole est le principal instrument de la politique agricole et alimentaire du pouvoir fédéral.
Loi sur l'indépendance et sécurité énergétique (EISA) 2007	Cette loi adoptée en décembre 2007 aux États-Unis vise à renforcer la sécurité énergétique du pays en réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole importé, à faire des économies d'énergie, à accroître l'efficacité énergétique, à développer la production d'énergie renouvelable et à améliorer la qualité de l'air pour les générations futures.
Marché atlantique de la viande bovine/porcine	Le marché dit « de l'Atlantique » comprend les pays qui produisent et échangent des animaux d'élevage (bovins et porcins), et qui sont indemnes de fièvre aphteuse avec vaccination ou qui contiennent des zones indemnes. Ces pays sont situés en partie sur le bassin Atlantique et échangent en général des bovins nourris à l'herbe et des porcins engraissés aux céréales. Voir également Marché pacifique de la viande bovine/porcine
Marché pacifique de la viande bovine/porcine	Le marché de la viande dit « du Pacifique » se compose de pays ou de parties de pays qui produisent et échangent des animaux d'élevage, et qui sont reconnus par l'OIE comme indemnes de fièvre aphteuse sans vaccination conformément à des règles strictes (www.oie.int/en/animal-health-in-the-world/official-disease-status/fmd/). Il comprend, entre autres, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée, l'Amérique du Nord et l'immense majorité de l'Europe occidentale. L'appellation « du Pacifique » tient au fait que la plupart d'entre eux sont baignés par cet océan. Voir également Marché atlantique de la viande bovine/porcine.
Norme sur les carburants renouvelables (RFS et RFS2)	Prévue aux États-Unis pour le secteur des transports par la loi sur l'indépendance et la sécurité énergétiques (EISA), la norme sur les carburants renouvelables (RSF) fait l'objet d'un programme dont la nouvelle mouture, RFS2, s'applique depuis 2010.
Organisation mondiale du commerce (OMC)	Créée en 1995 à l'issue des négociations du cycle d'Uruguay, elle établit les règles du commerce mondial, sert de cadre à la négociation d'accords commerciaux et dispose d'un mécanisme de règlement des différends entre ses membres.
Paiement découplé	Paiement budgétaire versé aux producteurs remplissant les conditions requises, sans lien avec la production de certains produits ou le nombre d'animaux, ni avec l'utilisation de facteurs de production particuliers.
Paiement direct	Paiement versé directement par les pouvoirs publics aux producteurs.
Parité de pouvoir d'achat (PPA)	Taux de conversion monétaire qui permet de neutraliser les différences de prix entre pays. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) indiquent combien d'unités de la monnaie nationale sont nécessaires pour se procurer ce qui pourrait être acheté avec un dollar des États-Unis (USD).
Pêche	Activités consistant à prélever dans les eaux maritimes, côtières ou intérieures, des organismes aquatiques sauvages, notamment des poissons, des mollusques et des crustacés, mais aussi des végétaux, pour la consommation humaine ou à d'autres fins, moyennant leur capture, leur collecte ou leur ramassage à la main ou, plus souvent, à l'aide de divers types d'engins, tels que les filets, les lignes et les pièges fixes. La production est mesurée en captures nominales (poids vif) de poissons, crustacés, mollusques et autres animaux et plantes aquatiques, tués, capturés, piégés ou ramassés à des fins commerciales, industrielles, récréatives et de subsistance. Il convient de noter que dans ces Perspectives, les données concernant les plantes ne sont pas prises en compte.
Peste porcine africaine (PPA)	La peste porcine africaine est une maladie hémorragique très contagieuse qui touche les porcs, les phacochères et les sangliers d'Europe et d'Amérique. Elle ne constitue pas une menace pour la santé de l'homme. L'agent pathogène responsable de la peste porcine africaine est un virus à ADN de la famille des Asfarviridés. (pour plus d'informations à ce sujet, voir : http://www.oie.int/doc/ged/D13955.pdf).

Poids vif	Poids des viandes, poissons, coquillages et crustacés au moment de la capture ou de la récolte. Dans le cas des produits halieutiques et aquacoles, le poids vif est calculé à partir de facteurs de conversion, compte tenu par ailleurs des taux observés dans les pays pour chaque type de transformation.
Politique agricole commune (PAC)	Politique agricole de l'Union européenne, dont les objectifs ont été définis pour la première fois par l'article 39 du Traité de Rome, signé en 1957.
Prix de soutien	Prix fixé par les pouvoirs publics pour déterminer, directement ou indirectement, les prix intérieurs ou les prix à la production. Les dispositifs de prix « administrés » fixent, pour le produit visé, un prix de soutien minimum garanti ou un prix indicatif, qui peut être maintenu au moyen de différentes mesures : restrictions quantitatives visant la production et les importations ; taxes, prélèvements et droits de douane sur les importations ; subventions à l'exportation ; et stockage public.
Produits laitiers frais	Les produits laitiers frais contiennent tous les produits laitiers et le lait qui ne sont pas inclus dans les produits transformés (beurre, fromage, lait écrémé en poudre, lait entier en poudre et dans certains cas caséine et lactosérum). Les quantités sont en équivalent lait de vache.
Projections de référence	Ensemble de projections concernant les marchés, qui étayent l'analyse présentée dans ce rapport et servent de repère pour étudier les effets de différents scénarios économiques et stratégiques. La section méthodologie décrit en détail la démarche suivie pour les établir.
Racines et tubercules	Les racines et les tubercules de certaines plantes contiennent de l'amidon (manioc, patate douce et igname dans le premier cas, par exemple ; pomme de terre et taro dans le second, entre autres). Ils sont principalement destinés à l'alimentation humaine (transformés ou non) et, comme la plupart des cultures de base, ils peuvent être utilisés pour nourrir les animaux ou produire de la fécule, de l'éthanol et des boissons fermentées. À moins d'être transformés, ils se périment très vite une fois récoltés, ce qui limite les possibilités de commercialisation et de stockage. Comme ils contiennent beaucoup d'eau, les quantités sont toujours exprimées en poids sec de manière à améliorer la comparabilité.
Ratio stocks/consommation	Dans le cas des céréales, rapport entre les volumes stockés et les volumes utilisés à l'intérieur du pays.
Ratio stocks/utilisation totale	Rapport entre les stocks détenus par les principaux exportateurs et leur utilisation totale (consommation intérieure plus exportations). Dans le cas du blé, les huit principaux exportateurs sont pris en compte, à savoir les États-Unis, l'Argentine, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Dans celui des céréales secondaires, ce sont les États-Unis, l'Argentine, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Brésil qui sont comptabilisé. En ce qui concerne le riz, ce sont le Viet Nam, la Thaïlande, l'Inde, le Pakistan et les États-Unis.
Scénario	Ensemble de projections concernant le marché, générées par un modèle à partir d'hypothèses différentes de celles retenues pour établir les projections de référence. Apporte des informations quantitatives sur les effets d'une modification des hypothèses sur les perspectives.
Soutien interne	Renvoie au niveau annuel de soutien apporté à la production agricole, exprimé en termes monétaires. Il s'agit de l'un des trois domaines faisant l'objet d'engagements dans l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay.
Stocks d'intervention	Dans l'Union européenne, stocks détenus par les organismes nationaux compétents par suite des achats d'intervention de produits bénéficiant d'un soutien des prix du marché. Les stocks d'intervention peuvent être écoulés sur le marché intérieur si les prix intérieurs sont supérieurs aux prix d'intervention ; dans le cas contraire, ils peuvent être vendus sur le marché mondial moyennant des restitutions à l'exportation.
Subventions à l'exportation	Aides accordées aux négociants pour compenser les différences de prix entre le marché intérieur et le marché mondial. Les restitutions à l'exportation de l'UE en sont un exemple. L'élimination des subventions à l'exportation dans le domaine agricole est prévue par l'accord conclu à Nairobi dans le cadre de la 10e Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2015.
Taux de croissance des moindres carrés	Le taux de croissance des moindres carrés, r, est estimé comme suit par régression linéaire du logarithme des valeurs annuelles de la variable considérée sur la période étudiée : Ln(xt) = a + r*t et calculé comme suit : [exp (r) – 1].
Taux maximal d'incorporation	Plafond de la proportion d'éthanol pouvant être mélangée à l'essence du fait de contraintes techniques à court terme, qui freinent la progression de la consommation de biocarburants.

Tourteaux protéiques	Tourteaux d'oléagineux, de coprah, de graines de coton et de palmiste.
« Tout sauf les armes » (TSA)	Initiative consistant à supprimer les droits de douane appliqués par l'UE aux importations de nombreux biens, produits agricoles compris, en provenance des pays les moins avancés. La suppression des droits a eu lieu en quatre étapes de 2006/07 à 2009/10.
Véhicules polycarburant (ou véhicules flex-fuel)	Véhicules acceptant aussi bien le gasohol que l'éthanol hydraté.

Annexe B. Méthodologie

Cette section contient des informations sur les modalités d'établissement des projections qui sont utilisées aux fins des présentes *Perspectives agricoles*. Une description générale des projections de référence et du rapport des *Perspectives* est donnée en premier lieu. Puis, l'ensemble cohérent d'hypothèses associées aux projections macroéconomiques est analysé plus en détail. Après l'avoir présenté, on expliquera ensuite comment le modèle Aglink-Cosimo sert à réaliser une analyse stochastique partielle.

Établissement des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO

Les projections présentées dans ces *Perspectives agricoles* sont le fruit d'un exercice pour lequel un très grand nombre de sources d'information ont été mobilisées. Ces projections reposent sur les données fournies par les pays et les experts ainsi que sur les résultats du modèle Aglink-Cosimo établi par l'OCDE et la FAO pour analyser les marchés agricoles mondiaux. Ce modèle économique sert également à vérifier la cohérence des projections de référence. Les experts n'en sont pas moins largement consultés à différents stades du processus. Les *Perspectives agricoles* présentent une vision commune jugée plausible par les secrétariats de l'OCDE et de la FAO, compte tenu des hypothèses retenues et des informations disponibles au moment de la rédaction.

Point de départ : établissement des valeurs de référence initiales

Les séries de données qui fournissent les valeurs observées sont extraites des bases de données de l'OCDE et de la FAO. Pour l'essentiel, les informations contenues dans ces bases proviennent de sources statistiques nationales. Les valeurs de départ utilisées pour définir l'évolution future probable des marchés agricoles sont établies par l'OCDE, pour ce qui est de ses États membres et certains non membres, et par la FAO, pour tous les autres pays.

- Du côté de l'OCDE, un questionnaire annuel est diffusé en novembre auprès des administrations nationales. Le Secrétariat de l'OCDE recueille ainsi des informations sur l'évolution escomptée des marchés des produits étudiés dans les Perspectives et des politiques agricoles nationales.
- Du côté de la FAO, les projections de départ destinées aux modules par pays sont établies à l'aide des modèles et des avis des spécialistes de produits de la FAO.
- Il est également fait appel à des sources extérieures comme le FMI, la Banque mondiale ou l'ONU, afin de dégager une vision globale des principaux facteurs économiques qui déterminent l'évolution des marchés.

L'objet de cette étape est d'obtenir un premier aperçu de l'évolution possible des marchés et de construire les principales hypothèses sous-jacentes aux *Perspectives*. Celles qui concernent l'activité économique et l'action publique sont décrites dans le chapitre « Vue d'ensemble » ainsi que dans les tableaux par produits. Les sources et hypothèses dont elles découlent sont analysées plus en détail ci-après.

Ensuite, il est recouru au cadre de modélisation Aglink-Cosimo de l'OCDE et de la FAO pour intégrer les données initiales de manière cohérente et en tirer des valeurs de référence initiales sur la base desquelles les projections de l'évolution des marchés mondiaux sont établies. Ce cadre de modélisation garantit qu'à

l'échelle mondiale, les projections de la consommation cadrent avec celles de la production des différents produits.

Outre les quantités produites, consommées et échangées, ce scénario de référence porte sur les prix nominaux (exprimés en unités monétaires locales) des produits considérés[1].

Les valeurs de référence initiales sont ensuite corrigées :

- Pour les pays qui relèvent du Secrétariat de l'OCDE, elles sont comparées avec les réponses indiquées dans le questionnaire. Les problèmes, quels qu'ils soient, sont examinés dans le cadre d'échanges bilatéraux avec les experts des pays concernés.
- S'agissant des modules nationaux et régionaux mis au point par le Secrétariat de la FAO, les valeurs de référence initiales sont examinées par un cercle plus large d'experts internes et internationaux.

Valeurs de référence définitives

À ce stade, un tableau général des projections apparaît. Des ajustements sont effectués suivant les compromis convenus entre les deux secrétariats et les conseillers externes. À partir du résultat de ces échanges et des informations actualisées, un deuxième ensemble de valeurs de référence est élaboré. Les informations ainsi obtenues servent à analyser les marchés des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande, des produits laitiers, des biocarburants, des produits de la pêche et de l'aquaculture et du coton sur la période couverte par les Perspectives.

Ces résultats sont ensuite examinés lors des réunions annuelles du Groupe sur les marchés de produits du Comité de l'agriculture de l'OCDE, qui réunit les experts des administrations nationales des États membres de l'OCDE et des organisations spécialisées. La version définitive des projections de référence est établie à partir des observations formulées par ce groupe et des données révisées.

Les modalités d'élaboration des *Perspectives* impliquent que les projections de référence présentées dans ce rapport ne reposent pas seulement sur des projections pures, mais tiennent également compte des connaissances des experts. L'utilisation d'un cadre de modélisation formel permet de résoudre les incohérences relevées entre les projections des différents pays et de parvenir à un équilibre général pour tous les marchés de produits. La procédure d'examen permet de prendre en compte l'avis des experts nationaux dans les projections et les analyses connexes. Ce sont néanmoins les secrétariats de l'OCDE et de la FAO qui, en dernier ressort, sont responsables des projections et de leur interprétation.

Avant d'être publié, le texte des *Perspectives agricoles* a été rédigé sur la base de ces projections révisées, puis examiné, en mai par le Comité de direction du Département du développement économique et social de la FAO, ainsi que par le Groupe de travail des politiques et des marchés agricoles du Comité de l'agriculture de l'OCDE. Par ailleurs, les Perspectives serviront de point de départ à l'analyse présentée au Comité des produits de la FAO, ainsi qu'à ses divers groupes intergouvernementaux sur les produits.

Sources et hypothèses utilisées pour les projections macroéconomiques

Les données démographiques utilisées pour l'ensemble des pays et blocs régionaux considérés dans les présentes Perspectives sont des estimations tirées de la version 2019 de la base de données des perspectives démographiques des Nations Unies (United Nations Population Prospects). Sur les quatre variantes de projection envisagées (fécondité basse, moyenne, haute et constante), c'est la variante moyenne qui a été retenue pour la période de projection. La décision d'utiliser la base de données des Nations Unies sur les perspectives démographiques tient au fait qu'il s'agit d'une source très complète d'estimations fiables et qu'elle renseigne également sur des pays en développement non membres de

l'OCDE. Dans un souci de cohérence, elle constitue également la source des estimations démographiques historiques et des données de projection.

Les autres séries macroéconomiques utilisées dans le modèle AGLINK-COSIMO sont celles du PIB réel, de l'indice implicite des prix du PIB, du déflateur des dépenses de consommation des ménages, du prix du pétrole brut Brent (en USD par baril) et des taux de change exprimés en unités de monnaie locale pour un dollar des États-Unis. Les données historiques utilisées pour les séries concernant les pays de l'OCDE ainsi que le Brésil, l'Argentine, la Chine et la Fédération de Russie concordent avec celles publiées dans le n°106 des Perspectives économiques de l'OCDE, en novembre 2019. Pour les autres économies, les données macroéconomiques historiques proviennent des Perspectives économiques mondiales du FMI publiées en octobre 2019. Les hypothèses retenues de 2020 à 2029 reposent sur les projections macroéconomiques à moyen terme récemment établies par le Département des affaires économiques de l'OCDE, sur les projections décrites dans les Perspectives économiques de l'OCDE n° 106 et sur les projections du FMI.

Dans le modèle, les indices du PIB réel, des prix à la consommation (déflateur des dépenses de consommation des ménages) et des prix à la production (indice implicite des prix du PIB) prennent la valeur 1 pour 2010, qui sert d'année de référence. L'hypothèse de taux de change constant en termes réels implique qu'un pays dont le taux d'inflation est supérieur (inférieur) à celui des États-Unis (mesuré par l'indice implicite des prix du PIB des États-Unis) verra sa monnaie se déprécier (s'apprécier) et, en conséquence, son taux de change augmenter (diminuer) au cours de la période considérée dans la mesure où le taux de change est exprimé en nombre d'unités de monnaie locale correspondant à 1 USD. Le taux de change nominal est calculé à partir de la croissance en pourcentage du ratio « déflateur du PIB du pays considéré / déflateur du PIB des États-Unis ».

Jusqu'à 2018, le cours du pétrole utilisé est tiré de la version actualisée des Perspectives économiques de l'OCDE n°106 (novembre 2019). Pour 2019, c'est le prix spot moyen annuel qui est utilisé, et pour 2020, le prix spot quotidien moyen de décembre 2019. À partir de 2021, les prix du pétrole brut sont censés rester inchangés en valeur réelle.

Le modèle Aglink-Cosimo

Aglink-Cosimo est un modèle économique qui analyse l'offre et la demande agricoles mondiales. Administré par les secrétariats de l'OCDE et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il sert à l'élaboration des *Perspectives agricoles* de l'OCDE et de la FAO et à l'analyse des scénarios d'action publique.

Aglink-Cosimo est un modèle d'équilibre partiel dynamique et récursif, employé pour simuler l'évolution d'une année sur l'autre de l'équilibre des marchés et des prix des principaux produits agricoles de base qui sont produits, consommés et négociés dans le monde. Des modules nationaux et régionaux englobant le monde entier et les projections sont élaborés et tenus à jour par les secrétariats de l'OCDE et de la FAO, en collaboration avec des experts et les administrations nationaux. Plusieurs grandes caractéristiques sont à signaler :

- Aglink-Cosimo est un modèle « d'équilibre partiel » couvrant les principaux produits agricoles de base ainsi que le biodiesel et le bioéthanol. Les marchés non agricoles ne sont pas modélisés et sont traités de façon exogène ; de ce fait, les hypothèses concernant la trajectoire des variables macroéconomiques clés sont prédéterminées et l'incidence des évolutions des marchés agricoles sur l'économie en général n'est pas envisagée.
- Les marchés mondiaux des produits agricoles de base sont censés être concurrentiels, ce qui signifie que les acheteurs et vendeurs acceptent les prix. Les prix du marché sont déterminés par l'équilibre mondial ou régional de l'offre et de la demande.

- La production d'un pays et les produits qu'il échange sont considérés comme homogènes et donc comme parfaitement substituables par les acheteurs et les vendeurs. En particulier, les importateurs ne distinguent pas les produits en fonction de leur pays d'origine, étant donné qu'Aglink-Cosimo n'est pas un modèle spatial. Les importations et les exportations sont néanmoins déterminées séparément. Cette hypothèse a une incidence sur les résultats des analyses dans lesquelles les échanges sont un facteur important.
- Aglink-Cosimo est un modèle dynamique et récursif, en conséquence de quoi les résultats obtenus pour une année déterminent ceux des années consécutives (par exemple, à travers les effectifs des cheptels). Les projections obtenues avec Aglink-Cosimo portent sur les dix années à venir.

Aglink-Cosimo est décrit en détail en anglais dans un document paru en 2015, qui peut être consulté à cette adresse : www.agri-outlook.org.

Le modèle employé pour établir les projections relatives aux produits de la pêche et de l'aquaculture est un satellite d'Aglink-Cosimo. Sont partagées les hypothèses exogènes sont mises en commun et les variables interactives, comme les prix qui se répercutent les uns sur les autres. Le modèle dédié à la pêche et à l'aquaculture a été remanié en profondeur en 2016. Les 32 éléments représentés dans les fonctions de l'offre totale de l'aquaculture ont été remplacés par des fonctions de l'offre de 117 espèces, chacune étant caractérisée par une élasticité, une ration alimentaire et un temps de réaction qui lui sont propres. Les principales espèces prises en compte sont le saumon, la truite, la crevette, le tilapia, la carpe, le silure (dont le Pangasius), les sparidés, le bar et les mollusques. À cela s'ajoutent quelques productions mineures, comme les chanidés. Le modèle a été construit de façon à assurer une cohérence entre les rations alimentaires et les marchés de la farine et de l'huile de poisson. Selon les espèces, les rations alimentaires peuvent contenir au maximum cinq types d'aliments : farine de poisson, huile de poisson, tourteaux d'oléagineux (ou substituts), huile végétale et aliments à faible teneur en protéines comme les céréales et le son.

Méthodologie des simulations stochastiques à l'aide d'Aglink-Cosimo

L'analyse stochastique partielle montre en quoi les scénarios divergent de celui de référence en appliquant un traitement stochastique à un certain nombre de variables. Celles-ci sont sélectionnées de manière à mettre en évidence les principales sources d'incertitude sur les marchés agricoles. En l'occurrence, les variables macro-économiques spécifiques aux pays, le prix du pétrole brut, les rendements nationaux et les rendements par produit sont considérés comme incertains. Outre le prix international du pétrole, quatre variables macro-économiques sont prises en compte pour tous les pays : l'indice des prix à la consommation (IPC) l'indice du produit intérieur brut, le déflateur du produit intérieur brut et le taux de change du dollar des États-Unis (XR). Les variables de rendement considérées concernent la production végétale et la production laitière dans toutes les régions couvertes par le modèle.

En 2019, la méthode employée pour déterminer les tirages stochastiques (exposée dans Araujo-Enciso, Pieralli et Pérez-Domínguez (2017)[2] a été abandonnée. La nouvelle façon de procéder repose sur une technique plus simple et plus facile à comprendre, qui restitue elle aussi la variance dans le temps de chacune des variables. Les trois grandes étapes de l'analyse stochastique partielle sont brièvement décrites ci-après.

i) Quantification de la variabilité passée autour de la tendance calculée pour chaque variable macro-économique et chaque variable de rendement

La première étape de la procédure consiste à définir la tendance passée des variables stochastiques. Souvent, une tendance linéaire ne représente pas correctement la dynamique observée. C'est pourquoi on utilise un filtre de Hodrick-Prescott pour estimer une tendance non linéaire, en séparant les fluctuations

de court terme des mouvements à long terme[3]. Le filtre est appliqué directement aux séries temporelles des rendements et aux variations annuelles pour les variables macro-économiques.

ii) Génération de 1 000 combinaisons de valeurs possibles pour les variables stochastiques

La deuxième étape consiste à générer 1 000 combinaisons de valeurs possibles pour les variables stochastiques. Pour chacune des dix années de la période de projection (2019-28), on tire une année particulière de la période de référence 1995-2018, puis on applique l'écart relatif entre la valeur effective de la variable à la fin de cette année-là et la valeur tendancielle correspondante estimée à l'étape 1 à la valeur de la variable pour l'année de projection. Toutes les variables reçoivent ainsi la valeur de la même année de référence. les variables macro-économiques sont toutefois traitées séparément des rendements, car il n'y a pas de corrélation étroite entre eux.

iii) Application du modèle Aglink-Cosimo pour chacune des 1 000 combinaisons de valeurs possibles (scénarios d'incertitude)

La troisième étape consiste à faire tourner le modèle Aglink-Cosimo pour chacun des 1 000 scénarios d'incertitude générés à l'étape ii). En combinant l'incertitude macro-économique et l'incertitude liée aux rendements, on aboutit à 990 simulations réussies, le modèle ne donnant pas de solution dans les dix cas restants. Le modèle étant un système complexe d'équations et de politiques, il peut en effet conduire à des impasses en cas de choc extrême sur une ou plusieurs variables stochastiques.

Notes

[1] Pour les régions comme l'Union européenne et les groupes de pays en développement, les données relatives aux échanges concernent uniquement les échanges avec l'extérieur (et n'incluent donc pas les échanges réalisés à l'intérieur de la région). On obtient par conséquent des valeurs des échanges mondiaux plus faibles qu'en cumulant les statistiques nationales. Les demandes d'information concernant des séries particulières doivent être adressées aux secrétariats de l'OCDE et de la FAO.

[2] Araujo-Enciso, S., Pieralli, S. et I. Pérez-Domínguez (2017), « Partial Stochastic Analysis with the Aglink-Cosimo Model: A Methodological Overview », EUR 28863 EN, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2017, doi:10.2760/680976, JRC108837.

[3] Ce filtre a été popularisé en économie dans les années 90 par Hodrick, R.J. et E.C. Prescott (1997), « Postwar U.S. Business Cycles: An Empirical Investigation », *Journal of Money, Credit, and Banking*, vol. 29, n° 1, pp. 1–16, JSTOR 2953682.

Annexe C. Statistiques

Tableau C.1. Projections mondiales des céréales

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
BLÉ												
Monde												
Production	Mt	752.5	764.9	774.2	782.5	791.6	799.9	807.5	815.4	823.0	830.8	838.5
Surface	Mha	216.4	217.0	217.6	217.5	217.6	217.7	217.7	217.7	217.7	217.6	217.6
Rendements	t/ha	3.48	3.52	3.56	3.60	3.64	3.67	3.71	3.75	3.78	3.82	3.85
Consommation	Mt	747.4	761.0	770.7	780.0	787.6	795.3	802.9	810.8	818.4	826.1	833.8
Alimentation animale	Mt	149.4	152.9	154.0	155.9	157.6	159.5	161.4	163.3	165.0	167.0	168.9
Alimentation humaine	Mt	511.5	521.2	527.2	532.4	537.1	541.2	545.7	550.1	554.5	558.6	562.6
Biocarburant	Mt	9.2	9.0	8.9	8.9	8.9	9.0	9.1	9.3	9.5	9.7	9.8
Autre	Mt	77.4	77.9	80.6	82.8	83.9	85.7	86.6	88.0	89.4	90.9	92.5
Exportations	Mt	173.1	184.2	188.9	192.4	196.1	199.1	201.8	204.5	207.1	209.8	212.5
Stocks, fin de période	Mt	270.1	274.4	277.9	280.3	284.4	288.9	293.6	298.2	302.7	307.4	312.0
Prix[1]	USD/t	225.4	217.0	218.8	222.4	227.9	232.1	236.4	240.7	244.8	249.1	253.4
Pays développés												
Production	Mt	388.6	402.1	406.1	410.2	414.9	419.2	423.2	427.1	430.7	434.4	438.1
Consommation	Mt	273.8	272.3	271.5	272.4	273.7	275.1	276.4	278.0	279.4	280.8	282.3
Échanges nets	Mt	118.4	129.5	134.1	137.5	140.9	143.5	145.8	148.2	150.5	152.7	155.0
Stocks, fin de période	Mt	74.8	70.7	71.1	71.4	71.6	72.2	73.1	74.1	74.9	75.8	76.6
Pays en développement												
Production	Mt	364.0	362.8	368.1	372.3	376.7	380.7	384.4	388.3	392.3	396.3	400.4
Consommation	Mt	473.7	488.7	499.1	507.6	513.9	520.2	526.5	532.8	539.0	545.3	551.5
Échanges nets	Mt	-118.2	-129.5	-134.1	-137.5	-140.9	-143.5	-145.8	-148.2	-150.5	-152.7	-155.0
Stocks, fin de période	Mt	195.3	203.7	206.8	209.0	212.8	216.7	220.4	224.1	227.8	231.6	235.4
OCDE[2]												
Production	Mt	275.9	285.6	287.1	288.5	290.3	292.3	294.4	296.6	298.6	300.6	302.7
Consommation	Mt	225.5	224.3	224.2	224.8	225.7	226.5	227.4	228.6	229.7	230.7	231.8
Échanges nets	Mt	52.1	60.8	61.9	63.0	64.2	65.2	66.2	67.2	68.2	69.2	70.2
Stocks, fin de période	Mt	63.4	60.8	61.7	62.4	62.7	63.2	64.1	64.8	65.5	66.2	66.8
MAÏS												
Monde												
Production	Mt	1 122.1	1 160.1	1 173.1	1 187.3	1 205.3	1 223.4	1 242.6	1 260.4	1 278.6	1 296.6	1 315.2
Surface	Mha	188.9	191.0	191.5	192.2	193.0	193.8	194.6	195.3	196.1	196.9	197.6
Rendements	t/ha	5.94	6.07	6.13	6.18	6.24	6.31	6.39	6.45	6.52	6.59	6.65
Consommation	Mt	1 141.5	1 172.6	1 193.2	1 204.6	1 222.8	1 237.4	1 252.6	1 266.5	1 282.5	1 297.7	1 313.2
Alimentation animale	Mt	675.1	684.1	694.7	706.6	720.5	733.0	746.0	756.1	768.2	779.6	791.3
Alimentation humaine	Mt	141.8	145.9	147.8	149.9	151.9	154.0	156.1	158.1	160.2	162.3	164.4
Biocarburant	Mt	181.4	186.0	187.2	187.7	188.0	188.3	188.9	189.0	189.4	189.7	190.0
Autre	Mt	97.6	111.2	117.6	114.3	115.8	115.1	114.1	115.2	116.1	117.1	118.1
Exportations	Mt	158.5	163.2	167.1	170.5	174.4	177.8	181.1	184.3	187.5	190.9	194.3
Stocks, fin de période	Mt	358.4	315.5	295.4	278.1	260.7	246.7	236.7	230.6	226.7	225.6	227.6
Prix[3]	USD/t	165.2	168.1	171.3	174.5	178.2	181.1	184.3	187.7	190.8	194.1	197.6
Pays développés												
Production	Mt	511.4	524.1	528.3	533.0	537.9	542.9	547.6	552.2	556.9	561.6	566.4
Consommation	Mt	464.0	469.4	473.1	476.0	479.9	483.2	486.5	489.6	492.6	495.7	498.8
Échanges nets	Mt	49.5	53.3	53.7	55.3	57.3	59.0	60.6	62.2	63.9	65.5	67.3
Stocks, fin de période	Mt	90.2	86.1	87.6	89.4	89.9	90.5	91.0	91.5	91.9	92.3	92.6
Pays en développement												
Production	Mt	610.7	636.0	644.9	654.2	667.5	680.6	695.1	708.2	721.6	735.0	748.8
Consommation	Mt	677.6	703.2	720.1	728.6	742.8	754.2	766.2	776.9	789.9	802.0	814.4
Échanges nets	Mt	-51.2	-53.3	-53.7	-55.3	-57.3	-59.0	-60.6	-62.2	-63.9	-65.5	-67.3
Stocks, fin de période	Mt	268.1	229.3	207.8	188.8	170.7	156.2	145.7	139.2	134.8	133.3	134.9
OCDE[2]												
Production	Mt	477.8	486.9	490.8	494.5	498.2	502.2	505.8	509.3	512.9	516.4	520.1
Consommation	Mt	496.8	504.0	508.2	511.6	516.1	519.8	523.5	527.1	530.6	534.2	537.8
Échanges nets	Mt	-17.3	-18.2	-19.2	-19.1	-18.5	-18.3	-18.3	-18.2	-18.2	-18.2	-18.0
Stocks, fin de période	Mt	90.9	85.0	86.9	88.9	89.5	90.1	90.7	91.1	91.5	91.9	92.3

Tableau C.1. Projections mondiales des céréales *(suite)*

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
AUTRES CÉRÉALES SECONDAIRES												
Monde												
Production	Mt	289.8	296.5	299.2	301.6	303.4	306.2	308.8	311.4	313.9	316.4	318.9
Surface	Mha	153.7	154.3	154.2	154.0	153.8	153.7	153.6	153.5	153.4	153.3	153.2
Rendements	t/ha	1.89	1.92	1.94	1.96	1.97	1.99	2.01	2.03	2.05	2.06	2.08
Consommation	Mt	282.6	290.3	293.4	295.2	298.3	299.9	302.2	304.9	307.0	309.7	312.4
Alimentation animale	Mt	144.9	146.1	148.2	150.4	151.8	153.0	154.1	155.2	156.4	157.6	158.9
Alimentation humaine	Mt	78.9	80.0	81.1	82.3	83.2	84.0	84.9	85.9	86.9	87.9	89.0
Biocarburant	Mt	9.1	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.1	9.1	9.1	9.1	9.2
Autre	Mt	49.6	55.1	54.9	53.5	54.3	53.9	54.2	54.7	54.6	55.1	55.4
Exportations	Mt	42.0	43.9	44.3	44.6	45.0	45.5	46.0	46.6	47.2	47.8	48.4
Stocks, fin de période	Mt	50.4	55.6	55.5	56.1	55.3	55.8	56.5	57.2	58.2	59.0	59.6
Prix[4]	USD/t	196.9	188.6	193.2	197.3	204.6	209.7	214.2	218.0	221.7	225.7	229.6
Pays développés												
Production	Mt	173.3	178.8	179.6	180.5	180.9	181.9	182.8	183.7	184.4	185.2	186.0
Consommation	Mt	142.5	146.6	147.3	146.8	148.0	147.6	147.7	148.1	148.0	148.3	148.6
Échanges nets	Mt	30.3	32.0	32.5	32.9	33.5	34.1	34.7	35.4	36.0	36.6	37.3
Stocks, fin de période	Mt	24.9	28.8	28.6	29.4	28.8	29.0	29.4	29.5	29.9	30.2	30.3
Pays en développement												
Production	Mt	116.5	117.7	119.6	121.1	122.5	124.3	126.0	127.7	129.4	131.2	132.9
Consommation	Mt	140.1	143.7	146.1	148.4	150.3	152.3	154.5	156.7	159.0	161.4	163.8
Échanges nets	Mt	-24.4	-26.2	-26.7	-27.0	-27.6	-28.3	-28.8	-29.6	-30.2	-30.8	-31.4
Stocks, fin de période	Mt	25.4	26.7	27.0	26.7	26.5	26.7	27.1	27.7	28.3	28.8	29.3
OCDE[2]												
Production	Mt	140.1	145.5	145.8	146.4	146.5	147.2	147.8	148.3	148.7	149.1	149.6
Consommation	Mt	121.9	127.4	127.8	127.2	128.4	128.1	128.3	128.8	128.7	129.1	129.4
Échanges nets	Mt	17.9	18.3	18.4	18.3	18.7	19.0	19.2	19.5	19.7	19.9	20.1
Stocks, fin de période	Mt	17.7	20.6	20.2	21.0	20.5	20.7	21.0	21.0	21.3	21.5	21.5
RIZ												
Monde												
Production	Mt	515.0	532.5	535.7	540.1	545.1	550.7	557.0	563.0	569.3	575.5	581.8
Surface	Mha	164.9	166.2	165.9	165.7	165.6	165.6	165.6	165.6	165.6	165.6	165.6
Rendements	t/ha	3.12	3.20	3.23	3.26	3.29	3.33	3.36	3.40	3.44	3.47	3.51
Consommation	Mt	511.7	529.5	535.7	541.2	545.9	551.5	557.1	562.7	568.6	574.6	580.8
Alimentation animale	Mt	17.8	17.5	17.7	18.0	18.2	18.5	18.7	18.9	19.1	19.4	19.6
Alimentation humaine	Mt	414.2	428.5	432.6	436.0	439.1	443.5	447.8	452.0	456.4	460.7	465.1
Exportations	Mt	47.2	49.0	50.5	51.5	52.7	54.2	55.8	57.2	58.8	60.4	62.1
Stocks, fin de période	Mt	178.2	181.9	181.6	180.4	179.4	178.3	178.0	178.1	178.6	179.3	180.1
Prix[5]	USD/t	428.7	435.3	431.8	434.1	441.3	449.4	455.7	462.2	467.5	472.3	476.2
Pays développés												
Production	Mt	17.6	18.7	18.2	18.3	18.4	18.4	18.4	18.4	18.5	18.5	18.7
Consommation	Mt	20.4	20.6	20.5	20.4	20.5	20.5	20.5	20.5	20.5	20.5	20.5
Échanges nets	Mt	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1	-2.1
Stocks, fin de période	Mt	4.2	3.7	3.4	3.4	3.4	3.4	3.5	3.5	3.6	3.8	4.1
Pays en développement												
Production	Mt	497.4	513.8	517.4	521.8	526.7	532.3	538.5	544.6	550.8	557.0	563.0
Consommation	Mt	491.3	508.9	515.1	520.7	525.4	531.0	536.6	542.2	548.1	554.1	560.2
Échanges nets	Mt	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4	2.3	2.3	2.3
Stocks, fin de période	Mt	173.9	178.2	178.2	177.0	176.0	174.9	174.5	174.6	175.0	175.5	176.0
OCDE[2]												
Production	Mt	22.4	23.5	23.0	23.1	23.1	23.1	23.2	23.1	23.1	23.1	23.3
Consommation	Mt	25.7	25.8	25.7	25.6	25.6	25.6	25.6	25.6	25.6	25.6	25.7
Échanges nets	Mt	-2.4	-2.4	-2.4	-2.5	-2.5	-2.5	-2.6	-2.6	-2.6	-2.6	-2.7
Stocks, fin de période	Mt	5.7	5.2	5.0	5.0	5.0	5.0	5.1	5.1	5.2	5.4	5.7

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie No.2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB du maïs jaune de catégorie No.2, aux ports des États-Unis (Sept/Août).
4. Prix à l'exportation FAB de l'orge fourragère, Rouen (juin/juillet).
5. Usiné 100%, classe b, estimation de prix nominal, FAB Bangkok (janvier/décembre).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de* l'*OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.2. Projections mondiales des oléagineux

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
SOJA												
Monde												
Production	Mt	347.3	364.1	367.1	372.2	377.2	382.0	386.7	391.9	396.7	401.5	406.2
Surface	Mha	124.2	126.2	126.2	126.9	127.5	128.1	128.6	129.2	129.8	130.3	130.7
Rendements	t/ha	2.80	2.88	2.91	2.93	2.96	2.98	3.01	3.03	3.06	3.08	3.11
Consommation	Mt	348.3	358.6	367.5	372.3	377.3	382.1	386.7	391.6	396.5	401.3	406.1
Trituration	Mt	313.0	323.4	332.1	336.8	341.5	346.1	350.4	355.1	359.7	364.3	368.8
Stocks, fin de période	Mt	43.3	45.5	45.1	44.9	44.9	44.7	44.7	45.0	45.3	45.5	45.7
Prix[1]	USD/t	384.4	394.6	404.4	412.7	420.6	429.0	439.7	447.7	455.9	465.0	474.3
Pays développés												
Production	Mt	132.5	134.3	134.1	135.5	136.8	138.1	139.4	140.8	142.2	143.5	144.9
Consommation	Mt	94.7	96.6	97.1	97.6	98.2	98.6	99.0	99.4	99.8	100.1	100.5
Trituration	Mt	85.9	87.6	88.1	88.5	89.0	89.5	89.7	90.1	90.4	90.8	91.1
Stocks, fin de période	Mt	21.4	22.0	21.5	21.1	20.8	20.4	20.3	20.4	20.5	20.5	20.5
Pays en développement												
Production	Mt	214.8	229.8	233.0	236.7	240.4	243.9	247.3	251.1	254.6	258.0	261.3
Consommation	Mt	253.6	262.0	270.4	274.8	279.1	283.5	287.7	292.2	296.7	301.2	305.6
Trituration	Mt	227.1	235.9	244.1	248.3	252.4	256.6	260.6	265.0	269.2	273.5	277.7
Stocks, fin de période	Mt	21.9	23.5	23.6	23.8	24.1	24.3	24.4	24.6	24.9	25.1	25.2
OCDE[2]												
Production	Mt	123.3	124.8	124.4	125.7	126.8	127.9	129.0	130.2	131.4	132.5	133.7
Consommation	Mt	96.1	97.8	98.4	98.9	99.6	100.1	100.5	100.9	101.4	101.8	102.2
Trituration	Mt	87.7	89.2	89.8	90.3	90.9	91.4	91.7	92.1	92.5	92.9	93.3
Stocks, fin de période	Mt	21.0	21.8	21.2	20.9	20.5	20.2	20.1	20.1	20.2	20.2	20.1
AUTRES OLÉAGINEUX												
Monde												
Production	Mt	153.9	156.5	158.4	160.8	163.0	164.9	166.9	168.9	170.9	172.9	174.9
Surface	Mha	88.8	88.8	89.0	89.5	89.8	90.0	90.2	90.4	90.6	90.8	91.0
Rendements	t/ha	1.73	1.76	1.78	1.80	1.82	1.83	1.85	1.87	1.89	1.90	1.92
Consommation	Mt	153.8	156.6	158.7	160.8	162.9	164.8	166.8	168.8	170.9	172.9	174.9
Trituration	Mt	133.0	135.3	137.1	139.1	141.0	142.8	144.6	146.3	148.2	149.9	151.7
Stocks, fin de période	Mt	10.3	9.4	9.1	9.2	9.3	9.3	9.3	9.4	9.4	9.4	9.5
Prix[3]	USD/t	426.6	431.2	448.4	457.0	461.6	471.0	479.6	487.6	494.6	502.0	509.8
Pays développés												
Production	Mt	93.3	93.9	94.9	96.3	97.4	98.4	99.3	100.3	101.4	102.3	103.3
Consommation	Mt	84.7	85.5	86.3	87.3	88.1	88.8	89.5	90.2	90.9	91.6	92.3
Trituration	Mt	77.7	78.4	79.1	80.1	80.9	81.6	82.3	82.9	83.5	84.2	84.8
Stocks, fin de période	Mt	8.3	7.9	7.6	7.6	7.7	7.7	7.7	7.7	7.8	7.8	7.8
Pays en développement												
Production	Mt	60.6	62.6	63.5	64.6	65.6	66.5	67.5	68.6	69.6	70.6	71.6
Consommation	Mt	69.1	71.1	72.3	73.5	74.7	76.0	77.3	78.6	79.9	81.3	82.6
Trituration	Mt	55.3	56.9	58.0	59.0	60.0	61.2	62.3	63.5	64.6	65.8	66.9
Stocks, fin de période	Mt	2.0	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7
OCDE[2]												
Production	Mt	59.7	58.1	58.5	59.2	59.7	60.1	60.4	60.8	61.2	61.5	61.9
Consommation	Mt	57.8	56.5	56.8	57.2	57.5	57.7	57.9	58.1	58.2	58.4	58.6
Trituration	Mt	52.3	51.1	51.4	51.7	52.1	52.3	52.5	52.6	52.7	52.9	53.0
Stocks, fin de période	Mt	7.2	6.4	6.1	6.1	6.2	6.2	6.2	6.1	6.2	6.2	6.2
TOURTEAUX PROTEIQUES												
Monde												
Production	Mt	342.7	354.0	362.2	367.5	372.8	377.8	382.6	387.7	392.8	397.9	402.9
Consommation	Mt	343.1	354.1	362.2	367.4	372.7	377.7	382.5	387.6	392.7	397.8	402.9
Stocks, fin de période	Mt	14.9	13.4	13.4	13.4	13.5	13.6	13.7	13.7	13.8	13.9	14.0
Prix[4]	USD/t	323.6	315.3	319.3	326.5	334.3	341.2	349.3	357.4	364.7	373.1	381.7
Pays développés												
Production	Mt	110.7	112.5	113.4	114.4	115.5	116.2	116.8	117.4	118.1	118.7	119.4
Consommation	Mt	124.0	125.3	126.3	126.9	127.8	128.2	128.6	129.0	129.5	130.0	130.5
Stocks, fin de période	Mt	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9
Pays en développement												
Production	Mt	231.9	241.5	248.8	253.1	257.3	261.6	265.8	270.3	274.7	279.2	283.6
Consommation	Mt	219.1	228.8	235.9	240.5	244.9	249.4	253.9	258.6	263.2	267.8	272.4
Stocks, fin de période	Mt	13.0	11.6	11.6	11.6	11.7	11.8	11.8	11.9	12.0	12.0	12.1
OCDE[2]												
Production	Mt	102.4	103.2	104.0	104.8	105.7	106.3	106.8	107.3	107.8	108.3	108.8
Consommation	Mt	130.9	132.1	133.3	134.1	135.1	135.7	136.3	136.9	137.6	138.2	138.8
Stocks, fin de période	Mt	1.5	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4	1.4

Tableau C.2. Projections mondiales des oléagineux *(suite)*

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
HUILES VÉGÉTALES												
Monde												
Production	Mt	209.5	217.1	220.8	224.1	227.5	230.6	233.8	237.0	240.2	243.4	246.7
dont huile de palme	Mt	76.8	81.1	82.1	83.4	84.7	85.9	87.1	88.4	89.7	90.9	92.2
Consommation	Mt	209.8	217.7	220.6	223.6	227.2	230.3	233.5	236.7	239.9	243.2	246.4
Alimentation humaine	Mt	138.8	142.3	144.9	147.3	150.3	152.8	155.5	158.2	161.1	164.1	167.1
Biocarburants	Mt	29.2	32.2	31.8	31.7	31.7	31.6	31.4	31.3	30.9	30.5	30.1
Exportations	Mt	84.8	87.4	88.5	89.5	90.8	92.0	93.2	94.3	95.5	96.7	97.9
Stocks, fin de période	Mt	21.6	19.4	19.7	20.2	20.6	20.9	21.1	21.3	21.6	21.9	22.2
Prix[5]	USD/t	724.0	775.7	800.0	818.9	828.8	845.5	864.6	879.6	893.4	907.2	921.8
Pays développés												
Production	Mt	51.6	51.8	52.3	52.8	53.4	53.8	54.1	54.5	54.9	55.2	55.6
Consommation	Mt	56.7	55.9	56.0	56.0	56.2	56.2	56.3	56.2	56.1	56.0	55.9
Stocks, fin de période	Mt	3.9	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6
Pays en développement												
Production	Mt	157.9	165.3	168.5	171.3	174.2	176.8	179.6	182.5	185.3	188.2	191.1
Consommation	Mt	153.1	161.7	164.6	167.6	170.9	174.1	177.2	180.5	183.8	187.2	190.5
Stocks, fin de période	Mt	17.7	15.8	16.1	16.6	17.0	17.2	17.4	17.7	18.0	18.3	18.5
OCDE[2]												
Production	Mt	43.1	42.8	43.2	43.6	44.0	44.2	44.5	44.7	44.9	45.2	45.4
Consommation	Mt	57.9	57.2	57.3	57.3	57.6	57.6	57.7	57.7	57.6	57.5	57.5
Stocks, fin de période	Mt	3.6	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Soja, U.S., CAF Rotterdam (Octobre/Septembre).
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Colza, Europe, CAF Hambourg (Octobre/Septembre).
4. Prix moyen pondéré des tourteaux protéiques, port Européen (Octobre/Septembre).
5. Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port Européen (Octobre/Septembre).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.3. Projections mondiales du sucre

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
MONDE												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	296.7	290.9	295.6	298.3	301.1	303.7	306.4	309.0	311.3	313.3	315.1
Surface	Mha	5.0	4.9	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Rendements	t/ha	59.46	59.12	59.60	60.01	60.41	60.85	61.29	61.72	62.13	62.53	62.95
Utilisation en biocarburant	Mt	12.8	13.5	13.5	13.4	13.4	13.4	13.4	13.4	13.4	13.4	13.4
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 713.0	1 736.8	1 778.2	1 803.6	1 822.0	1 839.0	1 855.1	1 870.6	1 888.5	1 907.1	1 929.7
Surface	Mha	24.4	24.5	24.9	25.0	25.1	25.1	25.1	25.2	25.3	25.3	25.5
Rendements	t/ha	70.12	70.83	71.51	72.13	72.72	73.28	73.80	74.29	74.79	75.26	75.72
Utilisation en biocarburant	Mt	400.1	427.4	432.7	438.0	443.0	450.0	454.6	461.1	466.7	472.9	478.6
SUCRE												
Production	Mt tq	175.6	176.2	182.0	185.1	187.2	189.6	192.2	194.6	197.1	199.9	202.8
Consommation	Mt tq	171.1	175.0	177.5	180.2	182.8	185.3	187.9	190.6	193.3	195.9	198.6
Stocks, fin de période	Mt tq	83.3	76.8	78.4	80.2	81.7	83.0	84.4	85.4	86.3	87.3	88.6
Prix, sucre brut[1]	USD/t	286.5	318.9	314.4	323.0	330.7	337.1	344.1	353.9	364.7	375.0	385.7
Prix, sucre raffiné[2]	USD/t	357.0	399.0	394.4	403.7	409.0	416.6	423.1	432.1	444.2	456.2	468.9
Prix, isoglucose[3]	USD/t	821.7	616.6	519.8	535.2	541.9	550.0	557.3	571.5	588.6	603.9	620.3
PAYS DÉVELOPPÉS												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	239.9	231.7	235.1	236.5	238.0	239.2	240.6	241.8	242.6	243.1	243.4
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	81.1	80.2	80.6	81.0	81.5	81.8	82.2	82.4	82.7	83.1	83.6
SUCRE												
Production	Mt tq	43.7	41.7	42.2	42.5	42.9	43.2	43.6	43.9	44.2	44.5	44.7
Consommation	Mt tq	46.2	45.7	45.8	45.8	45.8	45.8	45.8	45.8	45.7	45.7	45.6
Stocks, fin de période	Mt tq	14.4	13.3	13.3	13.6	13.8	13.9	13.9	13.9	13.8	13.8	13.8
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	8.9	8.9	9.0	9.0	9.0	9.1	9.1	9.2	9.2	9.3	9.3
Consommation	Mt é.s	7.8	7.9	7.9	7.9	7.9	7.8	7.8	7.8	7.8	7.8	7.8
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	56.8	59.3	60.5	61.8	63.1	64.5	65.8	67.3	68.7	70.2	71.7
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 631.9	1 656.6	1 697.5	1 722.6	1 740.6	1 757.2	1 772.9	1 788.1	1 805.8	1 824.0	1 846.1
SUCRE												
Production	Mt tq	131.9	134.5	139.8	142.6	144.3	146.4	148.6	150.7	152.9	155.5	158.1
Consommation	Mt tq	124.9	129.3	131.7	134.3	136.9	139.5	142.1	144.8	147.5	150.2	152.9
Stocks, fin de période	Mt tq	68.9	63.5	65.0	66.7	67.9	69.2	70.5	71.5	72.5	73.6	74.8
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	4.5	4.9	5.0	5.1	5.2	5.3	5.4	5.6	5.7	5.8	5.9
Consommation	Mt é.s	5.6	5.9	6.1	6.2	6.4	6.6	6.7	6.9	7.1	7.3	7.5
OCDE[4]												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	187.0	181.9	184.3	185.1	186.0	186.8	187.7	188.5	188.9	188.9	188.7
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	153.3	152.6	153.6	154.6	155.4	156.1	156.6	156.9	157.2	157.7	158.2
SUCRE												
Production	Mt tq	42.7	41.1	41.5	41.8	42.1	42.4	42.7	42.9	43.1	43.3	43.4
Consommation	Mt tq	44.9	44.5	44.6	44.6	44.6	44.6	44.6	44.6	44.6	44.6	44.6
Stocks, fin de période	Mt tq	14.0	13.1	13.3	13.6	13.8	13.9	14.0	14.0	14.0	14.0	14.1
ISOGLUCOSE												
Production	Mt é.s	9.9	9.8	9.9	9.9	9.9	10.0	10.0	10.1	10.1	10.2	10.3
Consommation	Mt é.s	9.7	9.7	9.8	9.8	9.8	9.9	9.9	9.9	9.9	10.0	10.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche (octobre/septembre).
2. Prix du sucre raffiné, contrats futurs No. 407,marché de l'Euronext, Liffe, Londres (octobre/septembre).
3. Prix de gros des Etats-Unis, référence HFCS-55, équivalent poids sec (octobre/septembre).
4. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.4. Projections mondiales des viandes

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
MONDE												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	69 774	71 140	71 698	71 910	72 429	72 929	73 525	74 185	74 788	75 448	76 005
Consommation	kt epc	69 479	70 882	71 451	71 637	72 149	72 660	73 243	73 906	74 507	75 170	75 728
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	116 595	106 526	109 006	112 829	116 274	119 869	123 466	125 300	126 114	126 797	127 526
Consommation	kt epc	116 269	106 279	108 775	112 585	116 028	119 622	123 219	125 053	125 864	126 549	127 278
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	125 312	132 067	133 301	134 561	136 116	137 666	139 256	140 831	142 436	144 076	145 711
Consommation	kt pac	124 419	131 230	132 426	133 696	135 255	136 809	138 402	139 983	141 591	143 235	144 874
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	15 047	15 429	15 649	15 874	16 096	16 317	16 542	16 702	16 861	17 027	17 194
Consommation	kt epc	15 079	15 520	15 742	15 965	16 194	16 415	16 636	16 790	16 946	17 109	17 269
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant[1]	kg pad	34.5	33.7	33.8	34.0	34.3	34.6	34.8	34.9	34.9	34.9	34.9
PAYS DÉVELOPPÉS												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	30 642	30 796	30 820	30 582	30 688	30 773	30 953	31 200	31 417	31 680	31 828
Consommation	kt epc	29 261	29 513	29 571	29 344	29 421	29 509	29 638	29 810	29 960	30 170	30 272
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	45 625	46 747	46 252	45 983	45 960	46 044	46 133	46 206	46 306	46 377	46 491
Consommation	kt epc	41 185	41 239	41 363	41 417	41 491	41 647	41 777	41 891	41 969	42 042	42 133
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	51 103	53 172	53 554	53 940	54 320	54 663	55 043	55 418	55 802	56 213	56 620
Consommation	kt pac	48 427	50 313	50 609	51 005	51 356	51 686	52 046	52 338	52 649	52 977	53 290
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	3 506	3 513	3 548	3 583	3 612	3 636	3 663	3 688	3 713	3 742	3 774
Consommation	kt epc	2 734	2 716	2 734	2 750	2 771	2 788	2 802	2 816	2 829	2 846	2 863
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant[1]	kg pad	68.6	69.5	69.6	69.6	69.7	69.9	70.1	70.3	70.5	70.7	70.9
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	39 132	40 344	40 879	41 328	41 741	42 156	42 572	42 985	43 371	43 768	44 176
Consommation	kt epc	40 218	41 369	41 881	42 292	42 727	43 150	43 605	44 096	44 547	45 000	45 456
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	70 971	59 778	62 754	66 846	70 314	73 825	77 332	79 095	79 807	80 420	81 036
Consommation	kt epc	75 084	65 040	67 413	71 168	74 537	77 975	81 441	83 162	83 895	84 507	85 146
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	74 209	78 895	79 747	80 621	81 796	83 002	84 212	85 413	86 634	87 864	89 092
Consommation	kt pac	75 992	80 917	81 817	82 691	83 899	85 123	86 356	87 645	88 942	90 258	91 584
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	11 541	11 916	12 101	12 291	12 484	12 680	12 879	13 014	13 149	13 284	13 421
Consommation	kt epc	12 346	12 804	13 009	13 216	13 423	13 627	13 834	13 974	14 117	14 262	14 406
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant[1]	kg pad	26.6	25.6	25.8	26.2	26.5	26.8	27.2	27.3	27.4	27.4	27.4
OCDE[2]												
VIANDE BOVINE												
Production	kt epc	29 556	29 820	29 850	29 596	29 698	29 795	29 978	30 230	30 439	30 697	30 837
Consommation	kt epc	28 460	28 731	28 801	28 575	28 655	28 757	28 888	29 071	29 220	29 431	29 531
VIANDE PORCINE												
Production	kt epc	43 735	44 904	44 423	44 209	44 215	44 324	44 435	44 529	44 648	44 740	44 873
Consommation	kt epc	40 561	40 853	40 994	41 083	41 186	41 374	41 536	41 682	41 790	41 896	42 017
VIANDE DE VOLAILLE												
Production	kt pac	51 191	53 321	53 667	54 054	54 448	54 827	55 245	55 661	56 088	56 540	56 989
Consommation	kt pac	48 189	50 234	50 597	51 038	51 436	51 813	52 224	52 571	52 930	53 311	53 681
VIANDE OVINE												
Production	kt epc	2 759	2 742	2 763	2 784	2 798	2 808	2 820	2 830	2 839	2 854	2 871
Consommation	kt epc	2 042	2 010	2 017	2 022	2 032	2 037	2 040	2 043	2 045	2 051	2 056
TOTAL VIANDE												
Consommation par habitant[1]	kg pad	69.3	70.3	70.3	70.3	70.5	70.6	70.9	71.0	71.2	71.4	71.6

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 Septembre pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.5. Projections mondiales du secteur laitier : Lait, beurre et fromage

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
LAIT												
Monde												
Production	kt pp	839 528	867 394	880 960	895 238	909 366	923 731	937 871	952 498	967 183	982 282	996 760
Inventaires	000 têtes	707 939	725 750	731 507	737 337	743 256	749 909	756 337	762 840	769 352	775 756	782 044
Rendements	tonne/tête	1.19	1.20	1.20	1.21	1.22	1.23	1.24	1.25	1.26	1.27	1.27
Pays développés												
Production	kt pp	401 312	406 072	408 634	411 441	414 121	416 699	418 934	421 512	424 050	426 922	429 208
Inventaires	000 têtes	78 741	78 710	78 612	78 507	78 381	78 279	78 182	78 086	77 993	77 903	77 810
Rendements	tonne/tête	5.10	5.16	5.20	5.24	5.28	5.32	5.36	5.40	5.44	5.48	5.52
Pays en développement												
Production	kt pp	438 216	461 322	472 326	483 797	495 246	507 032	518 936	530 986	543 133	555 360	567 552
Inventaires	000 têtes	629 198	647 041	652 896	658 831	664 876	671 630	678 155	684 755	691 359	697 854	704 234
Rendements	tonne/tête	0.70	0.71	0.72	0.73	0.74	0.75	0.77	0.78	0.79	0.80	0.81
OCDE[1]												
Production	kt pp	366 080	369 940	372 324	374 977	377 613	380 155	382 328	384 837	387 317	390 134	392 376
Inventaires	000 têtes	81 755	83 146	83 208	83 349	83 596	83 892	84 147	84 376	84 619	84 870	85 118
Rendements	tonne/tête	4.48	4.45	4.47	4.50	4.52	4.53	4.54	4.56	4.58	4.60	4.61
PRODUITS LAITIERS FRAIS												
Monde												
Consommation	kt pp	421 910	440 120	448 278	456 984	465 808	474 855	483 936	493 474	502 527	511 584	520 625
Pays développés												
Consommation	kt pp	132 662	133 454	133 860	134 337	134 865	135 401	135 938	136 483	137 026	137 523	138 058
Pays en développement												
Consommation	kt pp	289 248	306 666	314 418	322 647	330 943	339 454	347 998	356 992	365 501	374 060	382 568
OCDE[1]												
Consommation	kt pp	104 822	104 308	104 590	104 941	105 368	105 816	106 265	106 726	107 202	107 647	108 152
BEURRE												
Monde												
Production	kt pp	11 310	11 722	11 968	12 173	12 363	12 560	12 763	12 964	13 170	13 377	13 584
Consommation	kt pp	11 254	11 763	11 966	12 170	12 360	12 556	12 759	12 961	13 166	13 374	13 581
Variation de stocks	kt pp	-4	-42	3	3	4	3	3	3	3	3	3
Prix[2]	USD/t	4 927	4 028	4 112	4 199	4 270	4 348	4 425	4 502	4 573	4 646	4 722
Pays développés												
Production	kt pp	4 736	4 754	4 827	4 866	4 899	4 929	4 960	4 988	5 015	5 044	5 070
Consommation	kt pp	4 173	4 259	4 266	4 282	4 294	4 304	4 315	4 324	4 333	4 344	4 354
Pays en développement												
Production	kt pp	6 574	6 968	7 141	7 307	7 464	7 630	7 803	7 976	8 154	8 333	8 513
Consommation	kt pp	7 081	7 504	7 700	7 888	8 066	8 252	8 444	8 637	8 833	9 030	9 227
OCDE[1]												
Production	kt pp	4 624	4 693	4 777	4 827	4 870	4 911	4 952	4 990	5 026	5 063	5 098
Consommation	kt pp	4 099	4 236	4 259	4 291	4 316	4 339	4 363	4 385	4 408	4 431	4 454
Variation de stocks	kt pp	0	-42	3	3	4	3	3	3	3	3	3
FROMAGE												
Monde												
Production	kt pp	23 579	24 139	24 428	24 705	24 984	25 287	25 584	25 889	26 196	26 517	26 829
Consommation	kt pp	23 566	24 138	24 427	24 705	24 984	25 286	25 583	25 889	26 195	26 517	26 828
Variation de stocks	kt pp	-65	1	1	0	1	0	1	1	1	1	1
Prix[3]	USD/t	3 805	3 784	3 868	3 955	4 042	4 132	4 220	4 311	4 398	4 489	4 582
Pays développés												
Production	kt pp	19 459	19 924	20 132	20 323	20 520	20 743	20 960	21 184	21 406	21 643	21 868
Consommation	kt pp	18 529	18 935	19 107	19 263	19 423	19 607	19 784	19 968	20 153	20 351	20 538
Pays en développement												
Production	kt pp	4 121	4 215	4 296	4 382	4 465	4 543	4 623	4 705	4 790	4 875	4 961
Consommation	kt pp	5 036	5 203	5 320	5 442	5 561	5 680	5 800	5 920	6 042	6 166	6 290
OCDE[1]												
Production	kt pp	19 001	19 410	19 611	19 795	19 977	20 185	20 386	20 593	20 798	21 016	21 222
Consommation	kt pp	18 282	18 619	18 792	18 946	19 100	19 277	19 447	19 625	19 802	19 993	20 174
Variation de stocks	kt pp	-65	1	1	0	1	0	1	1	1	1	1

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Prix à l'exportation FAB, beurre à 82% m.g., Océanie
3. Prix à l'exportation, FAB, fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.6. Projections mondiales du secteur laitier : Poudres et caséine

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	4 359	4 473	4 570	4 653	4 728	4 805	4 879	4 953	5 027	5 105	5 184
Consommation	kt pp	4 511	4 504	4 569	4 652	4 727	4 805	4 879	4 953	5 028	5 106	5 184
Variation de stocks	kt pp	-164	-30	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Prix[1]	USD/t	2 220	2 913	2 997	3 062	3 136	3 207	3 272	3 339	3 404	3 472	3 538
Pays développés												
Production	kt pp	3 799	3 890	3 970	4 044	4 109	4 176	4 241	4 306	4 372	4 441	4 511
Consommation	kt pp	1 920	1 842	1 840	1 851	1 860	1 867	1 871	1 874	1 877	1 883	1 888
Pays en développement												
Production	kt pp	560	583	600	609	620	629	638	647	655	664	673
Consommation	kt pp	2 591	2 662	2 729	2 800	2 868	2 937	3 008	3 079	3 150	3 223	3 296
OCDE[2]												
Production	kt pp	3 564	3 637	3 711	3 782	3 843	3 908	3 970	4 032	4 096	4 162	4 229
Consommation	kt pp	1 965	1 925	1 925	1 939	1 952	1 964	1 973	1 980	1 988	1 998	2 008
Variation de stocks	kt pp	-159	-30	1	1	1	0	0	0	0	0	0
LAIT ENTIER EN POUDRE												
Monde												
Production	kt pp	5 033	5 066	5 162	5 255	5 344	5 436	5 527	5 618	5 710	5 802	5 894
Consommation	kt pp	5 089	5 075	5 174	5 255	5 344	5 436	5 527	5 618	5 710	5 802	5 894
Variation de stocks	kt pp	18	-9	-12	0	0	0	0	0	0	0	0
Prix[3]	USD/t	3 078	3 243	3 302	3 385	3 459	3 534	3 606	3 679	3 750	3 824	3 898
Pays développés												
Production	kt pp	2 444	2 514	2 542	2 561	2 587	2 615	2 644	2 673	2 704	2 733	2 763
Consommation	kt pp	663	722	730	723	725	728	731	734	737	740	743
Pays en développement												
Production	kt pp	2 589	2 552	2 620	2 694	2 757	2 821	2 883	2 944	3 006	3 069	3 131
Consommation	kt pp	4 427	4 353	4 444	4 532	4 619	4 708	4 796	4 884	4 973	5 062	5 151
OCDE[2]												
Production	kt pp	2 630	2 705	2 738	2 763	2 791	2 822	2 854	2 886	2 919	2 951	2 984
Consommation	kt pp	893	945	957	956	962	970	977	984	991	998	1 006
Variation de stocks	kt pp	18	-9	-12	0	0	0	0	0	0	0	0
POUDRE DE LACTOSÉRUM												
Prix[4]	USD/t	958	965	976	999	1 026	1 045	1 068	1 089	1 110	1 132	1 158
CASÉINE												
Prix[5]	USD/t	6 062	6 462	6 579	6 713	6 847	6 982	7 116	7 251	7 387	7 524	7 662

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande dans les agrégats. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix à l'exportation FAB, lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, Océanie.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Prix à l'exportation FAB, lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie.
4. Prix à l'exportation FAB, lactosérum doux non hygroscopique, Europe occidentale.
5. Prix à l'exportation, Nouvelle Zélande.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
POISSON[1]												
Monde												
Production	kt	175 798	179 002	178 372	182 285	185 418	188 113	190 563	191 516	195 448	197 962	200 400
dont aquaculture	kt	81 910	85 964	87 691	89 955	92 343	94 655	96 860	99 037	101 007	103 078	105 205
Consommation	kt	176 248	180 497	179 717	183 480	186 463	189 008	191 308	192 111	195 893	198 257	200 545
alimentation humaine	kt	155 109	160 016	160 492	163 355	166 389	168 930	171 289	173 106	175 756	178 119	180 416
transformation industrielle	kt	16 902	16 404	15 220	16 201	16 222	16 297	16 310	15 367	16 571	16 643	16 686
Prix												
Aquaculture[2]	USD/t	3 022.3	3 041.0	3 194.8	3 328.8	3 420.7	3 567.4	3 634.4	3 684.9	3 629.6	3 660.5	3 708.5
Pêche[3]	USD/t	1 831.0	1 917.0	1 978.3	2 036.3	2 078.4	2 149.9	2 188.4	2 238.8	2 214.9	2 231.2	2 247.2
Produits échangés[4]	USD/t	3 032.7	3 135.0	3 260.0	3 396.7	3 490.6	3 603.4	3 634.4	3 684.9	3 629.6	3 660.5	3 690.1
Pays développés												
Production	kt	30 101	30 262	30 245	30 423	30 741	30 889	30 978	31 121	31 249	31 349	31 410
dont aquaculture	kt	4 694	4 870	4 954	5 049	5 164	5 280	5 324	5 421	5 505	5 569	5 597
Consommation	kt	37 859	37 858	37 713	38 042	38 279	38 416	38 438	38 557	38 665	38 853	39 024
alimentation humaine	kt	31 724	32 064	31 924	32 267	32 497	32 645	32 665	32 770	32 888	33 085	33 264
transformation industrielle	kt	4 928	4 651	4 648	4 636	4 646	4 636	4 640	4 656	4 648	4 641	4 635
Pays en développement												
Production	kt	145 697	148 740	148 128	151 861	154 677	157 224	159 585	160 395	164 199	166 612	168 990
dont aquaculture	kt	77 216	81 094	82 737	84 907	87 179	89 375	91 536	93 616	95 502	97 509	99 608
Consommation	kt	138 389	142 638	142 004	145 437	148 184	150 592	152 870	153 554	157 228	159 403	161 521
alimentation humaine	kt	123 385	127 952	128 568	131 088	133 893	136 285	138 624	140 337	142 868	145 034	147 152
transformation industrielle	kt	11 974	11 753	10 572	11 565	11 576	11 661	11 670	10 711	11 923	12 002	12 051
OCDE												
Production	kt	29 473	29 684	29 302	29 568	29 905	30 075	30 171	29 925	30 335	30 587	30 714
dont aquaculture	kt	6 756	7 051	7 163	7 280	7 422	7 563	7 627	7 755	7 882	7 988	8 073
Consommation	kt	39 434	39 253	38 890	39 329	39 584	39 740	39 772	39 668	39 945	40 180	40 372
alimentation humaine	kt	32 811	32 962	32 814	33 203	33 460	33 612	33 637	33 716	33 861	34 083	34 273
transformation industrielle	kt	5 198	4 957	4 754	4 817	4 828	4 844	4 863	4 693	4 838	4 863	4 878
FARINE DE POISSON[5]												
Monde												
Production	kt	5 343.4	5 305.3	5 057.7	5 364.5	5 429.5	5 506.0	5 566.7	5 375.8	5 749.6	5 824.0	5 890.2
à partir de poisson entier	kt	4 085.0	4 012.5	3 738.4	4 009.3	4 034.5	4 074.5	4 096.6	3 871.1	4 203.3	4 239.8	4 269.0
Consommation	kt	5 353.1	5 312.9	5 290.8	5 236.6	5 336.1	5 490.2	5 549.7	5 619.6	5 650.6	5 739.2	5 874.7
Variation de stocks	kt	-12.8	-7.6	-233.2	127.9	93.4	15.8	17.0	-243.9	99.0	84.9	15.5
Prix[6]	USD/t	1 447.7	1 418.3	1 502.5	1 467.1	1 499.1	1 539.3	1 575.7	1 701.3	1 638.8	1 656.4	1 676.9
Pays développés												
Production	kt	1 591.5	1 531.6	1 544.2	1 556.2	1 578.0	1 592.0	1 610.3	1 631.3	1 646.5	1 662.2	1 678.1
à partir de poisson entier	kt	1 175.9	1 120.6	1 125.5	1 127.0	1 133.0	1 134.3	1 138.8	1 146.4	1 148.0	1 150.1	1 152.2
Consommation	kt	1 640.2	1 621.7	1 566.5	1 544.5	1 552.2	1 573.5	1 564.3	1 553.3	1 555.9	1 558.5	1 566.4
Variation de stocks	kt	-9.1	-32.6	-52.2	35.9	6.4	1.8	4.0	-52.9	34.5	8.4	3.0
Pays en développement												
Production	kt	3 751.9	3 773.6	3 513.4	3 808.3	3 851.4	3 914.0	3 956.3	3 744.4	4 103.1	4 161.8	4 212.1
à partir de poisson entier	kt	2 909.1	2 892.0	2 612.9	2 882.3	2 901.5	2 940.2	2 957.8	2 724.7	3 055.3	3 089.7	3 116.8
Consommation	kt	3 867.5	3 801.2	3 824.4	3 782.1	3 863.9	3 986.7	4 045.4	4 116.3	4 134.8	4 210.6	4 328.3
Variation de stocks	kt	-3.7	25.0	-181.0	92.0	87.0	14.0	13.0	-191.0	64.5	76.5	12.5
OCDE												
Production	kt	1 614.5	1 557.4	1 524.5	1 555.6	1 579.6	1 601.7	1 624.8	1 603.1	1 655.5	1 680.0	1 702.0
à partir de poisson entier	kt	1 200.8	1 145.4	1 104.9	1 125.9	1 134.2	1 143.8	1 153.3	1 118.4	1 157.4	1 168.4	1 176.8
Consommation	kt	1 873.8	1 921.6	1 864.9	1 831.0	1 842.0	1 871.9	1 863.8	1 855.5	1 863.5	1 876.2	1 899.0
Variation de stocks	kt	5.2	-47.6	-62.2	30.9	11.4	3.8	7.0	-57.9	34.5	10.4	6.0

Tableau C.7. Projections mondiales de la pêche et l'aquaculture *(suite)*

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
HUILE DE POISSON[5]												
Monde												
Production	kt	1 187.4	1 270.8	1 224.6	1 286.5	1 300.2	1 316.4	1 328.8	1 294.4	1 363.6	1 377.9	1 391.2
à partir de poisson entier	kt	702.2	729.1	674.6	724.8	727.8	734.0	736.4	692.1	752.6	758.2	762.5
Consommation	kt	1 210.2	1 254.9	1 254.4	1 261.6	1 299.2	1 312.9	1 327.4	1 336.3	1 339.2	1 382.2	1 392.5
Variation de stocks	kt	-22.8	13.0	-31.8	23.9	1.0	4.5	3.4	-38.9	28.5	-0.2	0.7
Prix[7]	USD/t	1 600.3	1 871.0	1 956.0	1 898.3	1 920.0	1 959.4	2 003.8	2 131.7	2 075.9	2 106.4	2 142.9
Pays développés												
Production	kt	457.1	460.8	465.1	469.4	474.8	479.4	484.3	489.6	493.9	498.0	502.0
à partir de poisson entier	kt	214.9	201.4	200.7	199.7	199.8	199.2	199.0	199.3	198.7	198.3	197.9
Consommation	kt	593.9	611.8	616.6	618.4	639.7	650.5	658.6	671.1	667.1	691.5	695.0
Variation de stocks	kt	-4.1	-9.1	-13.8	11.9	3.0	-0.5	-0.6	-14.9	11.5	2.8	-0.3
Pays en développement												
Production	kt	732.3	810.0	759.6	817.1	825.5	837.0	844.5	804.8	869.7	879.9	889.2
à partir de poisson entier	kt	489.3	527.7	473.9	525.1	528.1	534.8	537.5	492.8	553.8	559.9	564.6
Consommation	kt	578.1	623.0	619.9	627.2	645.5	650.4	658.8	657.2	666.1	686.7	695.5
Variation de stocks	kt	-18.8	22.0	-18.0	12.0	-2.0	5.0	4.0	-24.0	17.0	-3.0	1.0
OCDE												
Production	kt	558.4	559.1	554.3	563.2	569.5	575.9	582.4	579.3	591.9	598.2	603.7
à partir de poisson entier	kt	252.5	244.1	233.9	237.0	237.5	238.2	239.1	230.5	237.8	239.0	239.7
Consommation	kt	771.2	803.6	802.7	813.4	841.1	851.9	860.5	862.4	869.4	902.6	910.4
Variation de stocks	kt	4.7	-11.1	-19.8	14.9	-1.0	6.5	0.4	-21.9	14.5	-2.2	-0.3

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Les données sont en équivalent poids vif.
2. Valeur unitaire mondiale de la production de poissons issue de l'aquaculture (base poids vivant).
3. La valeur de la production de poissons pêchés est estimée par la FAO, déduction faite des poissons utilisés pour réduction.
4. Valeur unitaire mondiale des échanges (somme des importations et des exportations).
5. Les données sont en poids de produit.
6. Farine de poisson, protéine 64-65%, Hambourg, Allemagne.
7. Huile de poisson, sans origine, N.O. Europe.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.8. Projections mondiales des biocarburants

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ÉTHANOL												
Monde												
Production	bln L	124.9	130.8	132.1	133.0	133.9	134.9	135.8	136.8	137.9	139.0	140.1
Consommation	bln L	124.7	130.6	131.9	132.9	133.8	134.9	135.9	136.9	138.1	139.2	140.2
Exportations	bln L	10.7	10.6	10.5	10.4	10.2	10.1	10.0	9.9	9.8	9.8	9.7
Prix[1]	USD/hl	38.7	39.6	42.7	45.9	47.4	48.2	49.4	49.4	50.0	50.7	51.3
Pays développés												
Production	bln L	70.8	71.9	72.4	72.5	72.7	72.8	73.2	73.4	73.7	73.9	74.1
Consommation	bln L	69.2	70.6	71.3	71.6	71.9	72.1	72.5	72.8	73.1	73.3	73.5
Échanges nets	bln L	1.6	1.0	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Pays en développement												
Production	bln L	54.1	58.9	59.7	60.5	61.1	62.0	62.6	63.5	64.2	65.1	66.0
Consommation	bln L	55.6	60.0	60.6	61.3	61.9	62.8	63.4	64.2	65.0	65.9	66.7
Échanges nets	bln L	-2.1	-1.0	-0.9	-0.8	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7	-0.7
OCDE[2]												
Production	bln L	70.3	71.6	72.1	72.2	72.4	72.5	72.8	73.0	73.3	73.5	73.7
Consommation	bln L	70.0	71.6	72.3	72.6	72.9	73.1	73.5	73.8	74.1	74.3	74.5
Échanges nets	bln L	0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6	-0.7	-0.7	-0.6	-0.6
BIODIESEL												
Monde												
Production	bln L	43.1	48.3	47.4	47.2	47.2	47.1	46.9	46.7	46.4	46.0	45.6
Consommation	bln L	43.6	49.4	48.5	48.3	48.2	48.2	48.0	47.8	47.5	47.1	46.7
Exportations	bln L	6.1	6.0	5.8	5.7	5.5	5.3	5.1	4.9	4.7	4.6	4.4
Prix[3]	USD/hl	83.2	81.8	85.8	88.8	90.5	91.2	91.5	92.6	93.8	94.7	95.1
Pays développés												
Production	bln L	24.3	27.1	26.0	25.7	25.4	25.1	24.7	24.3	23.8	23.3	22.7
Consommation	bln L	27.4	30.3	29.2	28.9	28.5	28.2	27.7	27.3	26.8	26.1	25.5
Échanges nets	bln L	-3.4	-3.1	-3.2	-3.1	-3.1	-3.0	-3.0	-2.9	-2.9	-2.8	-2.7
Pays en développement												
Production	bln L	18.8	21.2	21.4	21.6	21.7	22.0	22.2	22.4	22.6	22.8	22.9
Consommation	bln L	16.2	19.1	19.3	19.4	19.7	20.0	20.2	20.5	20.7	20.9	21.2
Échanges nets	bln L	2.6	2.1	2.2	2.1	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8	1.7
OCDE[2]												
Production	bln L	25.6	28.5	27.4	27.0	26.8	26.5	26.1	25.7	25.2	24.6	24.1
Consommation	bln L	28.7	31.7	30.6	30.2	29.9	29.6	29.1	28.7	28.1	27.5	26.8
Échanges nets	bln L	-3.3	-3.1	-3.1	-3.1	-3.1	-3.0	-3.0	-2.9	-2.9	-2.8	-2.7

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. Prix de gros, États-Unis, Omaha.
2. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
3. Prix à la production en Allemagne net de droits de douanes sur le biodiesel et de la taxe sur l'énergie.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.9. Projections mondiales du coton

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
MONDE												
Production	Mt	26.2	26.1	26.5	26.9	27.3	27.6	28.0	28.4	28.9	29.4	29.8
Surface	Mha	33.3	33.7	33.8	34.0	34.2	34.3	34.5	34.6	34.8	35.0	35.2
Rendements	t/ha	0.79	0.78	0.78	0.79	0.80	0.81	0.81	0.82	0.83	0.84	0.85
Consommation[1]	Mt	26.2	26.6	27.0	27.5	27.8	28.1	28.5	28.8	29.2	29.7	30.1
Exportations	Mt	9.2	9.3	9.6	9.9	10.2	10.3	10.5	10.7	10.9	11.1	11.3
Stocks, fin de période	Mt	18.6	17.8	17.2	16.4	15.7	15.1	14.5	13.9	13.4	13.0	12.5
Prix[2]	USD/t	1 834.4	1 656.6	1 659.8	1 680.7	1 690.0	1 715.2	1 739.2	1 778.9	1 809.7	1 836.0	1 858.1
PAYS DÉVELOPPÉS												
Production	Mt	6.5	6.0	6.1	6.3	6.4	6.5	6.6	6.7	6.8	6.9	7.0
Consommation	Mt	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0
Exportations	Mt	5.0	4.6	4.8	4.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.2	5.3	5.4
Importations	Mt	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Stocks, fin de période	Mt	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.2
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
Production	Mt	19.7	20.1	20.4	20.6	20.9	21.1	21.4	21.8	22.1	22.5	22.9
Consommation	Mt	24.5	24.8	25.2	25.7	26.0	26.3	26.6	26.9	27.3	27.7	28.2
Exportations	Mt	4.2	4.7	4.9	5.1	5.2	5.3	5.4	5.5	5.7	5.8	6.0
Importations	Mt	8.7	8.8	9.0	9.4	9.6	9.8	10.0	10.1	10.3	10.6	10.8
Stocks, fin de période	Mt	16.5	15.7	15.0	14.3	13.6	13.0	12.4	11.8	11.3	10.8	10.4
OCDE[3]												
Production	Mt	6.5	6.1	6.2	6.4	6.5	6.6	6.7	6.8	6.9	7.0	7.1
Consommation	Mt	3.1	3.1	3.2	3.2	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.4	3.5
Exportations	Mt	4.7	4.4	4.5	4.6	4.8	4.9	5.0	5.0	5.1	5.2	5.3
Importations	Mt	1.4	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6	1.6	1.7
Stocks, fin de période	Mt	2.7	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix sont en valeur nominale.

1. La consommation du coton correspond à celle de la filature et non à la demande finale du consommateur.
2. Indice Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret hors assurance, ports d'extrême Orient (août/juillet).
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.10. Hypothèses économiques

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB RÉEL[1]												
Australie	%	2.3	2.3	2.3	2.7	3.3	3.3	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1
Canada	%	2.1	1.6	1.7	1.7	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.0
Chili	%	2.6	3.0	3.2	3.3	3.3	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
Union européenne	%	1.8	1.2	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Japon	%	1.2	0.6	0.7	0.5	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3
Corée	%	2.6	2.3	2.3	2.9	2.8	2.7	2.6	2.5	2.5	2.4	2.3
Mexique	%	1.4	1.2	1.6	2.1	2.8	2.8	2.9	2.9	3.0	3.1	3.2
Nouvelle-Zélande	%	2.7	2.5	2.4	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5
Norvège	%	1.6	2.4	2.3	1.6	2.2	2.1	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9
Suisse	%	1.8	1.4	1.0	1.6	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0
Turquie	%	3.5	3.0	3.0	3.0	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
Royaume-Uni	%	1.5	1.0	1.2	1.5	2.8	2.7	2.7	2.6	2.6	2.5	2.5
États-Unis	%	2.5	2.0	2.0	2.5	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3
Brésil	%	1.0	1.7	1.8	2.4	2.5	2.5	2.6	2.6	2.7	2.7	2.7
Chine	%	6.5	5.7	5.5	5.7	4.4	4.2	4.0	3.9	3.7	3.6	3.5
Égypte	%	5.0	5.9	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
Inde	%	6.7	7.0	7.4	7.4	7.4	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3	7.3
Indonésie	%	5.1	5.1	5.2	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3
Iran	%	-3.5	0.0	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Malaisie	%	5.0	4.4	4.9	4.8	4.8	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9
Pakistan	%	4.7	2.4	3.0	4.5	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Russie	%	1.7	1.6	1.4	2.0	2.8	2.8	2.8	2.8	2.7	2.7	2.6
Arabie saoudite	%	0.6	2.2	2.2	2.4	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Afrique du Sud	%	1.0	1.1	1.4	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Ukraine	%	2.9	3.0	3.1	3.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3	3.3
OCDE[2,3]	%	2.2	1.7	1.7	2.0	2.2	2.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1
DÉFLATEUR DCP[1]												
Australie	%	1.6	1.7	1.6	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Canada	%	1.6	1.9	1.8	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Chili	%	2.2	2.8	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Union européenne	%	1.5	1.2	1.3	1.6	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Japon	%	0.3	1.0	1.0	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Corée	%	1.2	1.3	1.4	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Mexique	%	4.2	2.8	2.7	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Nouvelle-Zélande	%	1.5	1.7	1.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Norvège	%	2.1	1.7	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Suisse	%	0.7	0.6	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Turquie	%	14.4	12.6	12.4	11.4	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0
Royaume-Uni	%	1.8	1.8	1.7	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
États-Unis	%	1.8	2.1	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Brésil	%	3.1	3.0	3.4	3.6	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
Chine	%	2.0	2.4	2.8	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Égypte	%	19.4	10.0	7.2	7.0	7.0	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1
Inde	%	3.5	4.1	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Indonésie	%	3.4	3.3	3.1	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Iran	%	2.1	2.5	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Malaisie	%	1.9	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Pakistan	%	5.1	13.0	8.3	6.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Russie	%	3.7	3.5	3.9	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Arabie saoudite	%	0.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Afrique du Sud	%	4.8	5.2	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3
Ukraine	%	11.4	5.9	5.3	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
OCDE[2,3]	%	2.5	2.6	2.7	2.8	2.9	3.0	3.0	3.1	3.2	3.3	3.4

Tableau C.10. Hypothèses économiques *(suite)*

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
DÉFLATEUR PIB[1]												
Australie	%	3.0	1.3	1.1	2.3	2.4	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Canada	%	2.1	2.0	1.9	2.1	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Chili	%	3.0	2.6	3.3	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Union européenne	%	1.1	1.4	1.5	1.4	1.5	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
Japon	%	0.1	0.9	1.0	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Corée	%	0.7	1.1	1.3	1.6	1.8	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Mexique	%	5.1	2.7	2.7	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Nouvelle-Zélande	%	2.2	2.2	2.0	2.2	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1
Norvège	%	3.0	1.5	2.2	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Suisse	%	0.1	0.7	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Turquie	%	13.9	11.8	11.6	10.9	10.8	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0
Royaume-Uni	%	2.0	1.7	1.6	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
États-Unis	%	2.0	2.2	2.2	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Brésil	%	3.5	3.1	3.5	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1
Chine	%	2.7	1.5	2.1	2.1	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Égypte	%	19.4	9.7	7.1	7.0	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9	6.9
Inde	%	3.8	4.0	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9
Indonésie	%	3.8	3.3	3.0	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Iran	%	2.1	2.5	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Malaisie	%	1.8	1.3	2.2	2.1	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Pakistan	%	5.0	12.8	9.9	7.0	5.2	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1
Russie	%	6.8	2.9	2.9	4.1	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Arabie saoudite	%	6.0	-1.6	-0.1	1.2	1.6	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Afrique du Sud	%	4.5	5.2	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3
Ukraine	%	15.8	8.3	6.8	6.2	5.9	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6	5.6
OCDE[3]	%	2.5	2.5	2.6	2.6	2.7	2.8	2.9	3.0	3.1	3.2	3.3
PRIX MONDIAUX DES INTRANTS												
Pétrole brut (Brent)[4]	USD/baril	63.1	64.8	66.2	67.5	68.9	70.3	71.7	73.2	74.7	76.2	77.8
Engrais[5]	USD/t	258.0	261.5	265.4	268.8	272.2	275.0	279.0	283.5	288.1	292.7	297.3
TAUX DE CHANGE												
Australie	AUD/USD	1.36	1.47	1.47	1.47	1.47	1.47	1.46	1.46	1.46	1.46	1.46
Canada	CAD/USD	1.31	1.31	1.31	1.29	1.27	1.25	1.23	1.21	1.19	1.17	1.16
Chili	CLP/USD	656.72	685.57	689.60	694.40	699.41	704.61	709.85	715.13	720.44	725.80	731.19
Union européenne	EUR/USD	0.88	0.90	0.90	0.89	0.89	0.88	0.88	0.87	0.86	0.86	0.85
Japon	JPY/USD	110.54	108.73	108.73	106.34	103.86	101.24	98.69	96.20	93.78	91.42	89.12
Corée	KRW/USD	1 131.94	1 169.60	1 169.60	1 163.23	1 157.73	1 151.87	1 146.04	1 140.25	1 134.48	1 128.74	1 123.03
Mexique	MXN/USD	19.08	19.02	19.02	19.15	19.28	19.41	19.55	19.68	19.82	19.96	20.10
Nouvelle-Zélande	NZD/USD	1.46	1.58	1.58	1.56	1.54	1.53	1.51	1.49	1.48	1.46	1.45
Brésil	BRL/USD	3.59	3.98	3.98	4.05	4.11	4.17	4.23	4.29	4.35	4.41	4.48
Chine	CNY/USD	6.77	7.07	7.07	7.05	7.04	7.02	7.01	7.00	6.99	6.97	6.96
Égypte	EGP/USD	16.69	17.52	18.64	20.04	21.49	22.54	23.64	24.80	26.02	27.29	28.63
Inde	INR/USD	68.52	72.61	73.95	75.32	76.63	77.96	79.31	80.68	82.08	83.51	84.96
Indonésie	'000 IDR/USD	14.11	14.48	14.57	14.75	14.93	15.11	15.29	15.47	15.65	15.84	16.03
Malaisie	MYR/USD	4.17	4.23	4.23	4.22	4.22	4.22	4.21	4.21	4.20	4.20	4.20
Pakistan	PKR/USD	106.38	121.55	130.94	137.36	141.56	145.78	150.13	154.60	159.21	163.95	168.84
Russie	RUB/USD	61.97	63.71	63.71	65.08	66.18	67.12	68.07	69.03	70.01	71.00	72.01
Arabie saoudite	SAR/USD	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75
Afrique du Sud	ZAR/USD	13.61	14.72	15.15	15.59	16.04	16.47	16.92	17.39	17.86	18.35	18.85
Ukraine	UAH/USD	26.85	27.72	28.70	29.67	30.64	31.61	32.62	33.65	34.72	35.82	36.96
Royaume-Uni	GBP/USD	0.77	0.78	0.78	0.78	0.77	0.77	0.76	0.76	0.76	0.75	0.75

Tableau C.10. Hypothèses économiques *(suite)*

Année civile

		2019est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
POPULATION[1]												
Australie	%	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9
Canada	%	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7
Chili	%	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5
Union européenne	%	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Japon	%	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5
Corée	%	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Mexique	%	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8
Nouvelle-Zélande	%	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6
Norvège	%	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Suisse	%	0.8	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5
Turquie	%	1.3	1.1	0.8	0.6	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6
Royaume-Uni	%	0.6	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3
États-Unis	%	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Argentine	%	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Brésil	%	0.8	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
Chine	%	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Égypte	%	1.8	1.8	1.7	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4
Inde	%	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8
Indonésie	%	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7
Iran	%	1.0	0.9	0.9	0.8	0.7	0.7	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4
Malaisie	%	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0
Pakistan	%	1.9	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5
Russie	%	0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
Arabie saoudite	%	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	1.1
Afrique du Sud	%	1.2	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8
Ukraine	%	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6	-0.6
OCDE[3]	%	0.5	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Monde	%	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB REEL PAR HABITANT[1]												
Australie	%	1.0	1.1	1.2	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7
Canada	%	1.2	0.7	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0
Chili	%	1.8	2.3	2.5	2.6	2.6	2.5	2.5	2.6	2.6	2.6	2.6
Union européenne	%	1.6	1.0	1.1	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9
Japon	%	1.5	0.9	1.1	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1
Corée	%	2.4	2.2	2.3	2.8	2.8	2.9	2.9	3.0	3.0	3.0	3.0
Mexique	%	0.3	0.2	0.5	1.1	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6
Nouvelle-Zélande	%	1.8	1.7	1.6	1.8	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Norvège	%	0.8	1.6	1.4	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Suisse	%	1.0	0.6	0.3	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1
Turquie	%	2.1	1.9	2.2	2.4	3.0	3.1	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9
Royaume-Uni	%	0.9	0.5	0.7	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
États-Unis	%	1.9	1.4	1.4	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Brésil	%	0.2	0.9	1.1	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8
Chine	%	6.0	5.3	5.1	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.4	5.4	5.4
Égypte	%	3.0	4.0	4.2	4.3	4.3	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5
Inde	%	5.5	5.9	6.3	6.4	6.4	6.3	6.4	6.4	6.4	6.4	6.5
Indonésie	%	4.0	4.0	4.2	4.3	4.4	4.4	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5
Iran	%	-6.5	-3.2	-1.9	-1.8	-1.8	-1.6	-1.5	-1.5	-1.4	-1.4	-1.4
Malaisie	%	3.6	3.1	3.6	3.5	3.5	3.6	3.7	3.7	3.8	3.8	3.9
Pakistan	%	2.7	0.5	1.2	2.7	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.5	3.5
Russie	%	1.5	1.5	1.4	2.1	2.1	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1
Arabie saoudite	%	-1.2	0.5	0.6	0.9	1.0	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.4
Afrique du Sud	%	-0.3	-0.1	0.3	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9
Ukraine	%	3.4	3.5	3.7	3.7	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	4.0
OCDE[3]	%	1.6	1.2	1.2	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7

ANNEXE C

Note : Pour les pays de l'OCDE, ainsi que le Brésil, la Chine et la Russie, les données historiques du PIB réel, du déflateur des dépenses de la consommation privée et du déflateur du PIB proviennent des Perspectives Économiques de l'OCDE No. 106, novembre 2019. Pour les autres économies, les données macroéconomiques historiques proviennent du FMI, Perspectives Économiques mondiales, octobre 2019. Les hypothèses correspondant à la période de projections se basent sur les dernières projections macroéconomiques du Département Économique de l'OCDE, sur les projections du FMI et pour les données de population sur les World Population Prospects: the 2019 Revision (medium variant), des Nations Unies. Les données de l'Union européenne sont un agrégat de la zone euro à l'exception de la population. L'indice des prix utilisé est le déflateur des dépenses de la consommation privée. Moyenne 2017-19est et 2019est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Variation annuelle en pourcentage.
2. Moyenne pondérée des taux de croissance annuels du PIB réel et du déflateur de l'IPC dans les pays de l'OCDE basée sur des poids utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA).
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. La mise à jour de court terme du prix du pétrole brut provient des Perspectives Économiques de l'OCDE No. 106, novembre 2019. Pour l'année 2019, c'est la moyenne annuelle des prix spot mensuels qui est utilisée, et pour 2019 le prix spot quotidien moyen de décembre 2019. Les projections sont basées sur un taux de croissance constant en terme réel.
5. Banque mondiale. Les données pour 2019 sont estimées, les projections proviennent des Secrétariats de l'OCDE et de la FAO

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.11. Prix mondiaux

Prix nominal

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CÉRÉALES												
Blé[1]	USD/t	225.4	217.0	218.8	222.4	227.9	232.1	236.4	240.7	244.8	249.1	253.4
Maïs[2]	USD/t	165.2	168.1	171.3	174.5	178.2	181.1	184.3	187.7	190.8	194.1	197.6
Autres céréales secondaires[3]	USD/t	196.9	188.6	193.2	197.3	204.6	209.7	214.2	218.0	221.7	225.7	229.6
Riz[4]	USD/t	428.7	435.3	431.8	434.1	441.3	449.4	455.7	462.2	467.5	472.3	476.2
Drêches sèches de distillerie[5]	USD/t	130.3	134.2	136.4	139.1	142.3	144.9	147.9	150.9	153.7	156.7	159.8
OLÉAGINEUX												
Soja[6]	USD/t	384.4	394.6	404.4	412.7	420.6	429.0	439.7	447.7	455.9	465.0	474.3
Autres oléagineux[7]	USD/t	426.6	431.2	448.4	457.0	461.6	471.0	479.6	487.6	494.6	502.0	509.8
Tourteaux protéiques[8]	USD/t	323.6	315.3	319.3	326.5	334.3	341.2	349.3	357.4	364.7	373.1	381.7
Huiles végétales[9]	USD/t	724.0	775.7	800.0	818.9	828.8	845.5	864.6	879.6	893.4	907.2	921.8
EDULCORANTS												
Sucre brut[10]	USD/t	286.5	318.9	314.4	323.0	330.7	337.1	344.1	353.9	364.7	375.0	385.7
Sucre raffiné[11]	USD/t	357.0	399.0	394.4	403.7	409.0	416.6	423.1	432.1	444.2	456.2	468.9
Isoglucose[12]	USD/t é.s	821.7	616.6	519.8	535.2	541.9	550.0	557.3	571.5	588.6	603.9	620.3
Mélasse[13]	USD/t	144.7	155.1	158.0	159.7	161.0	161.0	160.3	159.7	160.3	161.9	164.1
VIANDE												
Viande bovine												
Prix, UE[14]	USD/t pcp	4 255.1	4 093.0	4 073.1	4 031.8	3 992.2	3 999.4	4 002.3	4 056.6	4 084.4	4 109.1	4 138.4
Prix, États-Unis[15]	USD/t pcp	4 212.7	4 183.8	4 171.0	4 133.4	4 098.5	4 118.2	4 151.7	4 187.6	4 214.0	4 237.7	4 260.8
Prix, Brésil[16]	USD/t pcp	4 014.7	4 075.1	4 019.6	3 979.2	3 940.2	3 949.6	3 963.2	4 003.7	4 036.4	4 065.7	4 090.0
Viande porcine												
Prix, UE[17]	USD/t pcp	1 778.5	2 046.9	2 016.6	2 013.9	2 001.3	2 010.3	2 025.0	2 042.6	2 053.9	2 069.7	2 077.5
Prix, États-Unis[18]	USD/t pcp	1 473.4	1 679.3	1 671.7	1 681.4	1 681.2	1 673.3	1 657.6	1 650.2	1 639.2	1 633.5	1 623.0
Prix, Brésil[19]	USD/t pcp	2 233.0	2 532.3	2 455.5	2 445.2	2 439.4	2 447.6	2 461.3	2 479.8	2 488.0	2 507.6	2 512.9
Viande de volaille												
Prix, UE[20]	USD/t pac	2 163.1	2 200.4	2 225.2	2 271.0	2 287.6	2 316.7	2 340.8	2 363.6	2 385.4	2 408.1	2 429.3
Prix, États-Unis[21]	USD/t pac	1 191.7	1 147.5	1 163.6	1 187.3	1 195.1	1 209.8	1 220.7	1 233.4	1 245.0	1 257.2	1 269.7
Prix, Brésil[22]	USD/t pac	1 608.7	1 663.5	1 685.3	1 719.6	1 731.5	1 753.3	1 770.6	1 791.0	1 810.0	1 830.2	1 850.6
Viande ovine												
Prix, Nouvelle-Zélande[23]	USD/t pcp	4 612.0	4 844.1	4 766.7	4 711.9	4 684.7	4 682.6	4 689.5	4 708.5	4 738.5	4 776.3	4 817.7
PECHE ET AQUACULTURE												
Produits échangés[24]	USD/t	3 032.7	3 135.0	3 260.0	3 396.7	3 490.6	3 603.4	3 634.4	3 684.9	3 629.6	3 660.5	3 690.1
Aquaculture[25]	USD/t	3 022.3	3 041.0	3 194.8	3 328.8	3 420.7	3 567.4	3 634.4	3 684.9	3 629.6	3 660.5	3 708.5
Pêche[26]	USD/t	1 831.0	1 917.0	1 978.3	2 036.3	2 078.4	2 149.9	2 188.4	2 238.8	2 214.9	2 231.2	2 247.2
Alimentation animale[27]	USD/t	1 447.7	1 418.3	1 502.5	1 467.1	1 499.1	1 539.3	1 575.7	1 701.3	1 638.8	1 656.4	1 676.9
Huile[28]	USD/t	1 600.3	1 871.0	1 956.0	1 898.3	1 920.0	1 959.4	2 003.8	2 131.7	2 075.9	2 106.4	2 142.9
PRODUITS LAITIERS												
Beurre[29]	USD/t	4 927.1	4 028.3	4 111.5	4 198.8	4 270.0	4 348.1	4 425.4	4 501.8	4 572.8	4 645.6	4 721.6
Fromage[30]	USD/t	3 805.0	3 783.7	3 868.1	3 954.7	4 041.6	4 132.0	4 220.1	4 310.5	4 398.5	4 488.6	4 582.2
Lait écrémé en poudre[31]	USD/t	2 219.7	2 912.5	2 997.1	3 061.9	3 136.3	3 206.5	3 271.8	3 338.5	3 404.4	3 471.8	3 538.2
Lait entier en poudre[32]	USD/t	3 077.6	3 242.6	3 302.1	3 384.6	3 459.0	3 534.4	3 606.4	3 678.8	3 749.6	3 823.6	3 898.3
Poudre de lactosérum[33]	USD/t	957.5	965.2	976.1	999.3	1 025.7	1 044.6	1 068.1	1 089.1	1 110.0	1 132.3	1 157.9
Caséine[34]	USD/t	6 062.1	6 461.6	6 578.8	6 712.8	6 847.5	6 981.8	7 116.1	7 251.4	7 387.1	7 524.2	7 662.2
BIOCARBURANTS												
Éthanol[35]	USD/hl	38.7	39.6	42.7	45.9	47.4	48.2	49.4	49.4	50.0	50.7	51.3
Biodiesel[36]	USD/hl	83.2	81.8	85.8	88.8	90.5	91.2	91.5	92.6	93.8	94.7	95.1
COTON												
Coton[37]	USD/t	1 834.4	1 656.6	1 659.8	1 680.7	1 690.0	1 715.2	1 739.2	1 778.9	1 809.7	1 836.0	1 858.1
RACINES ET TUBERCULES												
Racines et tubercules[38]	USD/t	432.1	482.9	492.0	505.2	511.6	520.8	527.5	536.9	543.7	553.6	562.0
Déflateur PIB USA (2019=1)	**Indice**	**0.981**	**1.022**	**1.044**	**1.065**	**1.087**	**1.109**	**1.132**	**1.155**	**1.178**	**1.203**	**1.227**

Tableau C.11. Prix mondiaux *(suite)*

Prix réel

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CÉRÉALES												
Blé[1]	USD/t	230.1	212.3	209.6	208.7	209.7	209.2	208.9	208.5	207.7	207.2	206.5
Maïs[2]	USD/t	168.4	164.5	164.1	163.8	163.9	163.3	162.9	162.5	161.9	161.4	161.0
Autres céréales secondaires[3]	USD/t	200.9	184.6	185.1	185.2	188.2	189.1	189.2	188.7	188.1	187.7	187.1
Riz[4]	USD/t	437.3	426.0	413.5	407.4	406.0	405.1	402.6	400.2	396.8	392.8	388.1
Drêches sèches de distillerie[5]	USD/t	132.9	131.4	130.6	130.6	130.9	130.7	130.7	130.7	130.4	130.3	130.3
OLÉAGINEUX												
Soja[6]	USD/t	392.3	386.1	387.3	387.4	386.9	386.7	388.5	387.7	386.9	386.7	386.6
Autres oléagineux[7]	USD/t	435.1	421.9	429.5	429.0	424.6	424.6	423.8	422.2	419.7	417.5	415.5
Tourteaux protéiques[8]	USD/t	330.6	308.6	305.8	306.5	307.5	307.6	308.6	309.5	309.5	310.3	311.1
Huiles végétales[9]	USD/t	738.6	759.1	766.2	768.6	762.4	762.3	763.9	761.6	758.1	754.5	751.3
EDULCORANTS												
Sucre brut[10]	USD/t	292.1	312.1	301.1	303.2	304.2	303.9	304.0	306.4	309.5	311.9	314.4
Sucre raffiné[11]	USD/t	364.0	390.4	377.7	379.0	376.3	375.6	373.8	374.2	376.9	379.4	382.1
Isoglucose[12]	USD/t é.s	839.3	603.4	497.9	502.3	498.5	495.8	492.4	494.9	499.5	502.3	505.5
Mélasse[13]	USD/t	147.5	151.8	151.4	149.9	148.1	145.1	141.6	138.3	136.1	134.6	133.8
VIANDE												
Viande bovine												
Prix, UE[14]	USD/t pcp	4 342.5	4 005.5	3 900.9	3 784.4	3 672.5	3 605.7	3 536.2	3 512.6	3 465.9	3 417.3	3 372.8
Prix, États-Unis[15]	USD/t pcp	4 298.8	4 094.3	3 994.6	3 879.7	3 770.3	3 712.7	3 668.2	3 626.0	3 576.0	3 524.2	3 472.6
Prix, Brésil[16]	USD/t pcp	4 095.5	3 987.9	3 849.7	3 735.1	3 624.7	3 560.8	3 501.6	3 466.8	3 425.2	3 381.1	3 333.4
Viande porcine												
Prix, UE[17]	USD/t pcp	1 814.1	2 003.1	1 931.3	1 890.3	1 841.0	1 812.4	1 789.2	1 768.7	1 742.9	1 721.2	1 693.2
Prix, États-Unis[18]	USD/t pcp	1 503.7	1 643.4	1 601.0	1 578.2	1 546.5	1 508.5	1 464.5	1 428.9	1 391.0	1 358.5	1 322.8
Prix, Brésil[19]	USD/t pcp	2 279.9	2 478.2	2 351.7	2 295.2	2 244.0	2 206.7	2 174.7	2 147.2	2 111.3	2 085.4	2 048.1
Viande de volaille												
Prix, UE[20]	USD/t pac	2 206.2	2 153.3	2 131.1	2 131.7	2 104.4	2 088.6	2 068.2	2 046.6	2 024.2	2 002.6	1 979.9
Prix, États-Unis[21]	USD/t pac	1 216.5	1 122.9	1 114.4	1 114.4	1 099.4	1 090.6	1 078.6	1 068.0	1 056.5	1 045.5	1 034.8
Prix, Brésil[22]	USD/t pac	1 641.4	1 627.9	1 614.1	1 614.1	1 592.8	1 580.7	1 564.4	1 550.8	1 535.9	1 522.1	1 508.3
Viande ovine												
Prix, Nouvelle-Zélande[23]	USD/t pcp	4 697.8	4 740.5	4 565.1	4 422.7	4 309.5	4 221.6	4 143.4	4 077.1	4 021.0	3 972.1	3 926.4
PECHE ET AQUACULTURE												
Produits échangés[24]	USD/t	3 093.3	3 067.9	3 122.1	3 188.3	3 211.0	3 248.7	3 211.1	3 190.7	3 080.0	3 044.2	3 007.4
Aquaculture[25]	USD/t	3 082.9	2 975.9	3 059.7	3 124.5	3 146.8	3 216.2	3 211.1	3 190.7	3 080.0	3 044.2	3 022.5
Pêche[26]	USD/t	1 867.6	1 876.0	1 894.6	1 911.3	1 912.0	1 938.3	1 933.5	1 938.5	1 879.6	1 855.5	1 831.5
Alimentation animale[27]	USD/t	1 476.1	1 387.9	1 438.9	1 377.1	1 379.0	1 387.8	1 392.2	1 473.1	1 390.6	1 377.5	1 366.7
Huile[28]	USD/t	1 630.8	1 831.0	1 873.3	1 781.9	1 766.2	1 766.5	1 770.4	1 845.8	1 761.6	1 751.8	1 746.5
PRODUITS LAITIERS												
Beurre[29]	USD/t	5 032.4	3 942.1	3 937.7	3 941.1	3 928.0	3 920.0	3 910.0	3 898.1	3 880.4	3 863.4	3 848.2
Fromage[30]	USD/t	3 881.3	3 702.8	3 704.6	3 712.1	3 718.0	3 725.2	3 728.6	3 732.4	3 732.5	3 732.9	3 734.5
Lait écrémé en poudre[31]	USD/t	2 260.6	2 850.2	2 870.4	2 874.1	2 885.1	2 890.8	2 890.7	2 890.8	2 888.9	2 887.3	2 883.6
Lait entier en poudre[32]	USD/t	3 139.4	3 173.2	3 162.5	3 176.9	3 182.0	3 186.4	3 186.4	3 185.5	3 181.9	3 179.8	3 177.2
Poudre de lactosérum[33]	USD/t	977.6	944.6	934.8	937.9	943.6	941.8	943.7	943.0	941.9	941.6	943.7
Caséine[34]	USD/t	6 189.1	6 323.4	6 300.7	6 300.9	6 299.1	6 294.4	6 287.4	6 278.9	6 268.6	6 257.3	6 244.8
BIOCARBURANTS												
Éthanol[35]	USD/hl	39.5	38.7	40.9	43.1	43.6	43.4	43.7	42.8	42.5	42.1	41.8
Biodiesel[36]	USD/hl	84.9	80.1	82.1	83.3	83.2	82.2	80.9	80.2	79.6	78.7	77.5
COTON												
Coton[37]	USD/t	1 873.1	1 621.2	1 589.6	1 577.5	1 554.6	1 546.3	1 536.6	1 540.3	1 535.7	1 526.9	1 514.3
RACINES ET TUBERCULES												
Racines et tubercules[38]	USD/t	439.9	472.6	471.2	474.2	470.6	469.5	466.1	464.9	461.4	460.4	458.0

ANNEXE C

Note : Ce tableau est une compilation de l'information sur les prix présentés dans les tableaux détaillés par produits de cette annexe. Les prix pour les produits végétaux sont en année commerciale et ceux pour les viandes, le poisson et les produits laitiers sont en année calendaire. Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les prix réels sont déflatés en utilisant le PIB des Etats-Unis en base année 2019=1.

1. Prix FAB du blé rouge d'hiver de catégorie No.2, protéine ordinaire, ports des États-Unis (juin/mai).
2. Prix à l'exportation FAB du maïs jaune de catégorie No.2, aux ports des États-Unis (septembre/août).
3. Prix à l'exportation FAB de l'orge fourragère, Rouen (juillet/juin).
4. Usiné 100%, classe b, estimation de prix nominal, FAB Bangkok (janvier/décembre).
5. Prix de gros, Illinois central (septembre/aôut).
6. Soja, U.S., CAF Rotterdam (octobre/septembre).
7. Colza, Europe, CAF Hambourg (octobre/septembre).
8. Prix moyen pondéré des tourteaux, port Européen (octobre/septembre).
9. Prix moyen pondéré des huiles oléagineuses et de l'huile de palme, port Européen (octobre/septembre).
10. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche (octobre/septembre).
11. Prix du sucre raffiné, Euronext, Liffe, Contrat No. 407, Londres, Europe (octobre/septembre).
12. Prix de gros au comptant des Etats-Unis, référence HFCS-55, équivalent poids sec (octobre/septembre).
13. Prix unitaire à l'importation, Europe (octobre/septembre).
14. Prix moyen à la production de la viande de boeuf, Union européenne.
15. Bouvillons, 1100-1300 livres pv, Nebraska - le facteur de conversion pv vers pcp est 0.63.
16. Brésil : boeuf congelé, valeur unitaire à l'exportation, poids produit.
17. Prix moyen à la production de la viande porcine, Union européenne.
18. Gorets châtrés et cochettes, Iowa, So. Minn. No 1-3, 230-250 livres pv - le facteur de conversion pv vers pcp est 0.74.
19. Brésil : viande porcine congelée, valeur unitaire à l'exportation, poids produit.
20. Prix moyen à la production, Union européenne.
21. Moyenne pondérée des prix de gros des poulets de chair, 12 villes.
22. Brésil : valeur unitaire à l'exportation pour le poulet (FAB), poids produit.
23. Prix pour l'agneau, poids carcasse, moyenne toutes catégories.
24. Valeur unitaire mondiale des échanges (somme des exportations et importations).
25. Valeur unitaire mondiale de la production issue de l'aquaculture (base poids vivant).
26. La valeur de la production de poissons pêchés à l'exclusion de la transformation industrielle est estimée par la FAO.
27. Farine de poisson, 64-65% de protéine, Hambourg, Allemagne.
28. Huile de poisson, sans origine, N.O. Europe.
29. Prix à l'exportation FAB, beurre à 82% m.g., Océanie.
30. Prix à l'exportation FAB, fromage cheddar, 39% d'humidité, Océanie.
31. Prix à l'exportation FAB, lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, Océanie.
32. Prix à l'exportation FAB, lait entier en poudre 26% de matière grasse, Océanie.
33. Prix à l'exportation FAB, lactosérum doux non hygroscopique, Europe occidentale.
34. Prix à l'exportation, Nouvelle Zélande.
35. Prix de gros, États-Unis, Omaha.
36. Prix à la production en Allemagne net de droits de douanes sur le biodiesel et de la taxe sur l'énergie.
37. Indice Cotlook A, Middling 1 1/8", coût et fret hors assurance, ports d'extrême Orient (août/juillet).
38. Thaïlande, Bangkok, Manioc (farine), prix de gros.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.12.1. Projections des échanges mondiaux, importations

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Blé												
Échanges mondiaux	**kt**	**172 945**	**184 180**	**188 911**	**192 416**	**196 133**	**199 104**	**201 803**	**204 528**	**207 101**	**209 810**	**212 482**
OCDE[1]	kt	38 621	38 919	39 152	39 078	39 107	39 224	39 266	39 320	39 349	39 505	39 618
Pays en développement	kt	142 228	154 037	158 660	162 109	165 746	168 694	171 377	174 066	176 622	179 234	181 846
Pays les Moins Avancés	kt	17 255	19 126	19 569	20 138	20 718	21 284	21 862	22 450	23 050	23 656	24 280
Maïs												
Échanges mondiaux	**kt**	**160 262**	**163 226**	**167 128**	**170 518**	**174 401**	**177 834**	**181 050**	**184 267**	**187 545**	**190 852**	**194 305**
OCDE[1]	kt	78 161	77 402	80 124	81 122	81 748	82 639	83 486	84 293	85 138	85 983	86 850
Pays en développement	kt	117 349	121 421	123 575	126 796	130 639	133 846	136 849	139 902	142 999	146 117	149 395
Pays les Moins Avancés	kt	3 659	3 570	3 496	3 480	3 522	3 609	3 691	3 763	3 837	3 907	3 975
Autres céréales secondaires												
Échanges mondiaux	**kt**	**36 158**	**38 001**	**38 476**	**38 692**	**39 115**	**39 616**	**40 116**	**40 759**	**41 336**	**41 937**	**42 575**
OCDE[1]	kt	7 444	7 614	7 658	7 669	7 641	7 663	7 679	7 707	7 709	7 730	7 759
Pays en développement	kt	29 395	31 078	31 643	31 943	32 430	32 970	33 514	34 190	34 807	35 434	36 091
Pays les Moins Avancés	kt	662	698	657	637	689	752	835	965	1 096	1 206	1 313
Riz												
Échanges mondiaux	**kt**	**46 985**	**48 744**	**50 261**	**51 301**	**52 519**	**54 014**	**55 556**	**57 020**	**58 599**	**60 190**	**61 858**
OCDE[1]	kt	6 422	6 608	6 673	6 725	6 793	6 858	6 934	7 006	7 076	7 147	7 222
Pays en développement	kt	40 808	42 393	43 871	44 858	46 007	47 445	48 927	50 327	51 844	53 368	54 967
Pays les Moins Avancés	kt	10 923	10 977	11 632	12 183	12 784	13 588	14 367	15 184	16 045	16 941	17 889
Soja												
Échanges mondiaux	**kt**	**149 088**	**149 264**	**155 561**	**157 835**	**160 046**	**162 146**	**163 976**	**166 214**	**168 348**	**170 451**	**172 540**
OCDE[1]	kt	29 822	30 274	30 460	30 690	30 897	31 012	30 983	31 026	31 039	31 051	31 061
Pays en développement	kt	126 084	126 079	132 369	134 613	136 796	138 952	140 968	143 340	145 631	147 891	150 135
Pays les Moins Avancés	kt	1 284	1 563	1 602	1 636	1 666	1 695	1 721	1 749	1 778	1 805	1 833
Autres oléagineux												
Échanges mondiaux	**kt**	**21 144**	**20 999**	**21 328**	**21 525**	**21 845**	**22 190**	**22 491**	**22 773**	**23 079**	**23 384**	**23 692**
OCDE[1]	kt	12 260	12 015	12 093	12 171	12 283	12 336	12 328	12 316	12 311	12 307	12 309
Pays en développement	kt	11 008	11 074	11 354	11 510	11 754	12 079	12 423	12 755	13 107	13 458	13 807
Pays les Moins Avancés	kt	246	223	240	249	265	282	297	314	332	350	369
Tourteaux protéiques												
Échanges mondiaux	**kt**	**89 890**	**91 908**	**92 134**	**92 840**	**93 623**	**94 389**	**95 124**	**95 946**	**96 690**	**97 442**	**98 161**
OCDE[1]	kt	48 317	48 099	48 372	48 291	48 298	48 279	48 317	48 350	48 426	48 474	48 538
Pays en développement	kt	49 632	52 008	52 165	53 099	54 001	54 930	55 772	56 694	57 505	58 350	59 151
Pays les Moins Avancés	kt	889	872	909	945	992	1 039	1 087	1 138	1 186	1 230	1 281
Huiles végétales												
Échanges mondiaux	**kt**	**84 555**	**87 424**	**88 530**	**89 548**	**90 838**	**91 969**	**93 174**	**94 313**	**95 472**	**96 688**	**97 915**
OCDE[1]	kt	23 411	22 828	22 731	22 455	22 417	22 260	22 211	22 023	21 734	21 493	21 260
Pays en développement	kt	62 761	66 266	67 466	68 758	70 085	71 375	72 633	73 963	75 416	76 879	78 345
Pays les Moins Avancés	kt	7 548	8 012	8 235	8 477	8 735	8 987	9 233	9 491	9 752	10 014	10 274
Sucre												
Échanges mondiaux	**kt**	**56 570**	**58 063**	**60 039**	**60 841**	**61 263**	**62 091**	**62 946**	**63 822**	**64 790**	**65 909**	**67 075**
OCDE[1]	kt	11 568	11 921	11 855	11 823	11 567	11 382	11 203	11 133	11 073	11 047	11 006
Pays en développement	kt	44 753	46 140	48 213	49 007	49 671	50 705	51 776	52 699	53 718	54 881	56 100
Pays les Moins Avancés	kt	9 868	10 036	10 659	11 025	11 332	11 765	12 237	12 726	13 279	13 879	14 513
Viande bovine[2]												
Échanges mondiaux	**kt**	**10 102**	**10 682**	**10 763**	**10 804**	**10 862**	**10 918**	**10 990**	**11 131**	**11 258**	**11 379**	**11 496**
OCDE[1]	kt	4 349	4 408	4 483	4 529	4 578	4 617	4 662	4 691	4 723	4 751	4 778
Pays en développement	kt	6 079	6 678	6 694	6 698	6 714	6 739	6 773	6 896	7 002	7 106	7 206
Pays les Moins Avancés	kt	172	158	167	174	183	193	207	217	230	244	259
Viande porcine[2]												
Échanges mondiaux	**kt**	**9 213**	**10 419**	**9 946**	**9 731**	**9 682**	**9 655**	**9 635**	**9 612**	**9 652**	**9 674**	**9 725**
OCDE[1]	kt	5 339	5 470	5 514	5 572	5 627	5 679	5 717	5 754	5 792	5 830	5 874
Pays en développement	kt	5 352	6 634	6 115	5 832	5 736	5 667	5 620	5 572	5 586	5 582	5 600
Pays les Moins Avancés	kt	155	168	180	197	211	225	242	260	279	299	321
Viande de volaille												
Échanges mondiaux	**kt**	**13 552**	**14 285**	**14 391**	**14 504**	**14 627**	**14 776**	**14 939**	**15 164**	**15 401**	**15 647**	**15 897**
OCDE[1]	kt	4 106	4 274	4 335	4 381	4 405	4 428	4 459	4 468	4 478	4 494	4 505
Pays en développement	kt	9 089	9 709	9 831	9 928	10 054	10 191	10 333	10 563	10 791	11 030	11 278
Pays les Moins Avancés	kt	933	981	1 033	1 078	1 125	1 171	1 217	1 261	1 305	1 346	1 388
Viande ovine[2]												
Échanges mondiaux	**kt**	**1 169**	**1 223**	**1 233**	**1 244**	**1 255**	**1 261**	**1 266**	**1 272**	**1 280**	**1 289**	**1 297**
OCDE[1]	kt	469	453	449	450	449	448	446	446	445	444	444
Pays en développement	kt	717	788	803	814	824	832	839	846	855	865	874
Pays les Moins Avancés	kt	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5

Tableau C.12.1. Projections des échanges mondiaux, importations *(suite)*

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Beurre												
Échanges mondiaux	**kt**	**997**	**1 062**	**1 080**	**1 092**	**1 104**	**1 116**	**1 128**	**1 140**	**1 153**	**1 166**	**1 179**
OCDE[1]	kt	311	344	348	349	348	346	345	344	344	344	344
Pays en développement	kt	610	656	676	691	706	721	736	752	768	784	800
Pays les Moins Avancés	kt	17	18	19	19	19	20	20	21	21	22	22
Fromage												
Échanges mondiaux	**kt**	**3 116**	**3 255**	**3 305**	**3 357**	**3 406**	**3 454**	**3 503**	**3 552**	**3 599**	**3 647**	**3 696**
OCDE[1]	kt	1 682	1 733	1 758	1 783	1 802	1 821	1 840	1 859	1 879	1 899	1 920
Pays en développement	kt	1 433	1 488	1 520	1 554	1 592	1 631	1 670	1 709	1 746	1 785	1 824
Pays les Moins Avancés	kt	29	33	34	35	37	39	41	44	46	49	52
Lait entier en poudre												
Échanges mondiaux	**kt**	**2 637**	**2 677**	**2 704**	**2 720**	**2 747**	**2 775**	**2 805**	**2 835**	**2 866**	**2 897**	**2 929**
OCDE[1]	kt	153	151	147	140	139	137	136	134	133	132	132
Pays en développement	kt	2 502	2 532	2 564	2 586	2 614	2 643	2 674	2 705	2 737	2 768	2 800
Pays les Moins Avancés	kt	230	238	244	250	258	265	273	281	289	297	305
Lait écrémé en poudre												
Échanges mondiaux	**kt**	**2 672**	**2 736**	**2 779**	**2 841**	**2 896**	**2 954**	**3 014**	**3 075**	**3 137**	**3 201**	**3 265**
OCDE[1]	kt	615	658	651	657	661	666	671	676	681	687	692
Pays en développement	kt	2 317	2 386	2 438	2 498	2 554	2 613	2 673	2 735	2 796	2 860	2 924
Pays les Moins Avancés	kt	154	164	170	177	184	192	200	208	216	224	233
Poisson												
Échanges mondiaux	**kt**	**42 928**	**43 942**	**43 979**	**44 483**	**44 830**	**45 221**	**45 469**	**45 672**	**46 118**	**46 404**	**46 721**
OCDE	kt	23 164	23 055	23 037	23 310	23 356	23 463	23 459	23 588	23 647	23 734	23 883
Pays en développement	kt	20 345	21 283	21 415	21 713	21 981	22 279	22 538	22 672	23 048	23 172	23 329
Pays les Moins Avancés	kt	1 435	1 544	1 547	1 572	1 594	1 613	1 636	1 656	1 690	1 720	1 739
Farine de poisson[3]												
Échanges mondiaux	**kt**	**3 253**	**3 241**	**3 098**	**3 184**	**3 189**	**3 276**	**3 287**	**3 190**	**3 309**	**3 320**	**3 379**
OCDE	kt	1 084	1 208	1 107	1 145	1 122	1 139	1 130	1 075	1 138	1 121	1 121
Pays en développement	kt	2 388	2 285	2 244	2 278	2 308	2 387	2 409	2 375	2 431	2 466	2 533
Pays les Moins Avancés	kt	33	26	26	26	27	28	29	29	30	31	32
Huile de poisson[3]												
Échanges mondiaux	**kt**	**841**	**910**	**901**	**938**	**960**	**973**	**987**	**982**	**1 012**	**1 041**	**1 050**
OCDE	kt	679	753	741	772	788	796	805	798	821	844	850
Pays en développement	kt	284	293	294	305	317	324	331	329	342	355	362
Pays les Moins Avancés	kt	4	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Éthanol												
Échanges mondiaux	**kt**	**11 148**	**10 603**	**10 483**	**10 385**	**10 235**	**10 129**	**10 028**	**9 924**	**9 847**	**9 765**	**9 687**
OCDE[1]	kt	6 687	7 064	7 020	6 972	6 847	6 764	6 681	6 586	6 506	6 415	6 321
Pays en développement	kt	5 381	4 573	4 476	4 419	4 396	4 375	4 360	4 353	4 359	4 369	4 388
Pays les Moins Avancés	kt	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Biodiesel												
Échanges mondiaux	**kt**	**6 838**	**7 053**	**6 855**	**6 739**	**6 493**	**6 272**	**6 082**	**5 907**	**5 738**	**5 585**	**5 412**
OCDE[1]	kt	5 952	5 832	5 665	5 565	5 325	5 105	4 921	4 753	4 587	4 438	4 274
Pays en développement	kt	886	1 221	1 190	1 173	1 167	1 167	1 161	1 155	1 150	1 147	1 138
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coton												
Échanges mondiaux	**kt**	**9 097**	**9 164**	**9 469**	**9 803**	**10 055**	**10 207**	**10 409**	**10 559**	**10 760**	**10 966**	**11 186**
OCDE[1]	kt	1 446	1 413	1 474	1 492	1 520	1 540	1 564	1 585	1 607	1 634	1 660
Pays en développement	kt	8 689	8 759	9 047	9 388	9 646	9 797	9 999	10 147	10 349	10 553	10 773
Pays les Moins Avancés	kt	1 669	1 691	1 760	1 831	1 906	1 978	2 054	2 127	2 207	2 290	2 379
Racines et tubercules												
Échanges mondiaux	**kt**	**16 915**	**17 414**	**17 861**	**18 136**	**18 484**	**18 822**	**19 176**	**19 529**	**19 914**	**20 300**	**20 728**
OCDE[1]	kt	2 986	3 005	3 044	3 049	3 065	3 068	3 077	3 090	3 100	3 113	3 117
Pays en développement	kt	14 547	14 984	15 400	15 677	16 003	16 346	16 689	17 034	17 412	17 793	18 221
Pays les Moins Avancés	kt	222	218	224	226	239	253	277	312	371	462	619

Note : La somme OCDE, pays en développement et pays les moins avancés ne correspond pas au total des échanges mondiaux en raison du double comptage pour certains pays et des différences statistiques (par exemple les PMA sont déjà compris dans l'agrégat des pays en développement). Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Exclut le commerce d'animaux vivants.
3. Les données sont en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.12.2. Projections des échanges mondiaux, exportations

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Blé												
OCDE[1]	kt	90 707	99 713	101 095	102 071	103 329	104 388	105 451	106 513	107 577	108 700	109 832
Pays en développement	kt	23 983	24 518	24 571	24 578	24 808	25 241	25 541	25 842	26 146	26 523	26 888
Pays les Moins Avancés	kt	111	105	104	102	100	98	96	95	93	91	90
Maïs												
OCDE[1]	kt	60 812	59 240	60 875	62 049	63 263	64 354	65 187	66 052	66 933	67 819	68 809
Pays en développement	kt	66 125	68 140	69 917	71 493	73 300	74 798	76 269	77 699	79 141	80 610	82 105
Pays les Moins Avancés	kt	3 169	3 336	3 420	3 454	3 428	3 351	3 287	3 236	3 190	3 153	3 122
Autres céréales secondaires												
OCDE[1]	kt	25 379	25 920	26 019	25 970	26 292	26 633	26 857	27 232	27 448	27 652	27 897
Pays en développement	kt	4 967	4 910	4 964	4 922	4 795	4 714	4 667	4 622	4 623	4 649	4 683
Pays les Moins Avancés	kt	702	717	758	773	697	628	559	484	439	415	400
Riz												
OCDE[1]	kt	3 977	4 168	4 234	4 275	4 301	4 348	4 367	4 405	4 463	4 506	4 563
Pays en développement	kt	43 136	44 664	46 135	47 152	48 332	49 766	51 275	52 683	54 186	55 715	57 309
Pays les Moins Avancés	kt	4 607	4 536	4 976	5 412	5 927	6 169	6 436	6 704	6 990	7 311	7 639
Soja												
OCDE[1]	kt	55 661	52 011	57 047	57 776	58 484	59 166	59 570	60 232	60 990	61 775	62 599
Pays en développement	kt	88 581	93 721	94 924	96 382	97 803	99 142	100 485	101 978	103 277	104 516	105 701
Pays les Moins Avancés	kt	31	21	20	19	19	19	19	18	18	18	18
Autres oléagineux												
OCDE[1]	kt	13 546	13 800	14 103	14 142	14 406	14 669	14 866	15 045	15 252	15 457	15 662
Pays en développement	kt	2 754	2 540	2 499	2 540	2 555	2 587	2 626	2 668	2 709	2 752	2 799
Pays les Moins Avancés	kt	148	170	155	150	143	141	141	138	136	132	129
Tourteaux protéiques												
OCDE[1]	kt	19 807	19 306	19 050	19 000	18 929	18 873	18 804	18 734	18 645	18 565	18 474
Pays en développement	kt	63 513	64 689	65 058	65 646	66 349	67 000	67 615	68 328	68 985	69 636	70 266
Pays les Moins Avancés	kt	350	379	372	371	364	358	353	348	346	343	340
Huiles végétales												
OCDE[1]	kt	8 854	8 500	8 621	8 678	8 804	8 876	8 945	9 015	9 074	9 133	9 192
Pays en développement	kt	67 872	70 323	71 160	71 945	72 952	73 846	74 807	75 707	76 637	77 622	78 621
Pays les Moins Avancés	kt	479	467	453	439	425	411	399	387	376	365	355
Sucre												
OCDE[1]	kt	9 347	8 512	8 680	8 663	8 764	9 013	9 210	9 388	9 581	9 695	9 789
Pays en développement	kt	50 568	52 804	54 808	55 601	55 855	56 367	56 959	57 528	58 177	59 068	60 009
Pays les Moins Avancés	kt	2 291	1 527	1 301	1 191	1 035	940	826	721	658	615	579
Viande bovine[2]												
OCDE[1]	kt	5 096	5 131	5 160	5 177	5 211	5 241	5 321	5 413	5 498	5 571	5 644
Pays en développement	kt	4 995	5 546	5 587	5 633	5 629	5 643	5 638	5 676	5 711	5 754	5 801
Pays les Moins Avancés	kt	11	11	11	10	10	10	10	10	9	9	9
Viande porcine[2]												
OCDE[1]	kt	8 437	9 478	8 916	8 656	8 613	8 583	8 570	8 553	8 601	8 625	8 680
Pays en développement	kt	1 123	1 296	1 303	1 312	1 311	1 307	1 297	1 286	1 271	1 261	1 250
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Viande de volaille												
OCDE[1]	kt	7 067	7 393	7 399	7 402	7 426	7 455	7 497	7 579	7 661	7 751	7 845
Pays en développement	kt	7 319	7 687	7 761	7 858	7 950	8 069	8 189	8 330	8 483	8 635	8 786
Pays les Moins Avancés	kt	23	26	25	25	24	24	23	23	23	22	22
Viande ovine[2]												
OCDE[1]	kt	1 114	1 126	1 140	1 156	1 168	1 174	1 178	1 181	1 187	1 194	1 200
Pays en développement	kt	78	69	66	62	60	59	59	58	58	58	58
Pays les Moins Avancés	kt	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Beurre												
OCDE[1]	kt	831	843	863	882	899	915	930	945	959	973	986
Pays en développement	kt	106	117	114	107	101	96	92	88	86	84	83
Pays les Moins Avancés	kt	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1
Fromage												
OCDE[1]	kt	2 466	2 523	2 577	2 632	2 679	2 729	2 779	2 827	2 874	2 921	2 968
Pays en développement	kt	518	500	495	494	496	495	494	494	494	494	495
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lait entier en poudre												
OCDE[1]	kt	1 872	1 921	1 940	1 947	1 967	1 989	2 012	2 036	2 061	2 085	2 110
Pays en développement	kt	664	732	740	748	752	757	761	766	770	775	779
Pays les Moins Avancés	kt	8	7	7	7	7	7	7	6	6	6	6
Lait écrémé en poudre												
OCDE[1]	kt	2 382	2 400	2 435	2 498	2 551	2 608	2 668	2 728	2 789	2 851	2 914
Pays en développement	kt	288	308	309	307	306	305	303	302	301	301	300
Pays les Moins Avancés	kt	5	4	4	4	4	4	4	3	3	3	3

Tableau C.12.2. Projections des échanges mondiaux, exportations *(suite)*

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Poisson[3]												
OCDE	kt	13 189	13 486	13 449	13 549	13 677	13 798	13 858	13 845	14 037	14 141	14 224
Pays en développement	kt	27 725	27 390	27 543	28 142	28 480	28 916	29 258	29 517	30 024	30 386	30 803
Pays les Moins Avancés	kt	1 889	1 934	1 950	1 933	1 923	1 918	1 911	1 910	1 894	1 884	1 888
Farine de poisson[4]												
OCDE	kt	816	892	829	839	848	865	885	881	895	914	918
Pays en développement	kt	2 273	2 233	2 114	2 212	2 209	2 300	2 307	2 194	2 335	2 341	2 404
Pays les Moins Avancés	kt	172	163	167	170	172	174	178	182	184	186	187
Huile de poisson[4]												
OCDE	kt	462	520	513	507	518	514	526	536	529	542	544
Pays en développement	kt	457	458	452	483	499	505	513	500	529	552	555
Pays les Moins Avancés	kt	40	41	42	42	43	43	43	44	44	45	45
Éthanol												
OCDE[1]	kt	7 034	6 729	6 574	6 446	6 282	6 160	6 048	5 936	5 851	5 769	5 694
Pays en développement	kt	3 306	3 526	3 563	3 592	3 604	3 619	3 630	3 636	3 644	3 645	3 642
Pays les Moins Avancés	kt	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Biodiesel												
OCDE[1]	kt	2 626	2 721	2 531	2 450	2 272	2 112	1 971	1 845	1 734	1 641	1 555
Pays en développement	kt	3 530	3 349	3 342	3 305	3 236	3 176	3 127	3 078	3 019	2 960	2 872
Pays les Moins Avancés	kt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coton												
OCDE[1]	kt	4 650	4 363	4 498	4 627	4 779	4 853	4 952	5 015	5 099	5 180	5 277
Pays en développement	kt	4 200	4 667	4 855	5 075	5 204	5 302	5 424	5 528	5 664	5 808	5 951
Pays les Moins Avancés	kt	1 120	1 264	1 306	1 350	1 395	1 441	1 490	1 541	1 593	1 646	1 699
Racines et tubercules												
OCDE[1]	kt	1 710	1 741	1 726	1 743	1 756	1 787	1 813	1 831	1 861	1 880	1 916
Pays en développement	kt	11 469	11 786	12 241	12 493	12 828	13 135	13 464	13 799	14 156	14 524	14 917
Pays les Moins Avancés	kt	134	144	141	141	136	132	126	120	114	108	103

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
2. Exclut le commerce d'animaux vivants.
3. Les données sont en équivalent poids vif et correspondent au commerce de produits alimentaires, i.e. pour la consommation humaine.
4. Les données sont en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.13.1. Projections du blé : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**752 549**	**838 510**	**1.61**	**1.02**	**172 945**	**212 482**	**2.94**	**1.54**	**173 130**	**212 482**	**3.04**	**1.54**
AMÉRIQUE DU NORD	81 946	88 273	-0.14	0.34	3 709	3 706	1.25	0.75	48 940	51 280	-0.10	0.36
Canada	31 642	34 863	2.86	0.70	107	112	6.79	-0.15	23 384	25 217	3.59	0.72
États-Unis	50 304	53 411	-1.62	0.11	3 602	3 595	1.10	0.78	25 556	26 063	-2.59	0.02
AMÉRIQUE LATINE	31 663	37 063	2.67	1.28	24 496	26 558	1.65	0.60	15 301	18 309	5.38	1.01
Argentine	19 516	22 249	6.54	1.00	3	3	0.00	0.00	13 320	15 731	12.46	0.99
Brésil	5 280	6 518	-0.38	1.72	7 135	7 434	-0.18	0.33	425	527	-17.13	0.00
Chili	1 440	1 721	0.22	1.57	1 248	1 082	6.55	-1.19	1	0	..	..
Colombie	5	8	-17.63	2.17	1 785	2 006	3.22	1.39	9	6	13.16	-1.37
Mexique	3 246	3 974	-1.02	1.89	4 968	5 525	3.10	0.58	848	1 159	6.17	2.42
Paraguay	1 029	1 163	-4.26	1.46	1	1	-34.62	-0.12	409	559	-8.44	1.54
Pérou	192	251	-2.00	2.47	2 108	2 437	2.85	1.36	10	9	7.65	-1.21
EUROPE	260 386	290 898	3.14	1.01	10 152	9 199	0.20	-0.76	81 018	107 181	10.01	1.97
Union européenne[1]	133 555	138 702	1.07	0.39	5 635	5 826	-1.41	0.04	24 969	33 053	2.24	0.85
Royaume-Uni	14 742	17 302	0.51	1.21	1 941	1 198	4.65	-2.88	713	1 504	-11.79	4.09
Russie	77 880	90 891	7.73	1.49	273	335	36.24	1.23	36 661	44 720	22.08	2.12
Ukraine	26 255	34 098	5.19	1.96	26	15	-11.17	0.13	17 052	25 136	18.14	2.88
AFRIQUE	27 721	29 663	1.97	0.91	47 571	62 681	2.23	2.15	1 032	1 039	-3.29	0.29
Égypte	8 667	10 068	1.19	1.47	12 467	15 321	2.83	1.43	0	0	..	..
Éthiopie	4 760	5 138	6.41	0.60	1 400	2 954	4.44	6.25	0	0	-53.63	..
Nigéria	70	92	-7.57	1.41	4 667	5 910	2.03	2.12	600	487	3.68	-2.08
Afrique du Sud	1 736	1 876	0.23	0.16	1 725	2 159	-0.67	3.00	113	285	-11.27	9.92
ASIE	331 867	365 602	1.30	1.11	86 120	109 357	4.22	1.70	16 219	16 937	-0.21	1.67
Chine[2]	133 119	135 982	1.64	0.61	3 453	9 632	8.91	4.73	346	208	-4.49	-1.77
Inde	100 190	115 488	1.92	1.49	553	3	9.49	-2.12	512	607	-3.81	3.25
Indonésie	0	0	..	..	11 148	13 606	8.17	1.97	92	82	14.42	-1.93
Iran	13 467	13 132	4.33	-0.15	64	3 150	-30.95	7.74	195	1	-4.49	22.03
Japon	842	898	2.55	0.45	5 795	5 595	-0.65	-0.12	0	0	..	..
Kazakhstan	13 417	15 136	0.29	1.39	60	60	281.33	0.39	7 700	8 400	0.37	1.86
Corée	26	21	-5.39	1.49	3 981	5 497	-2.36	1.90	50	55	0.00	0.77
Malaisie	0	0	..	..	1 544	1 694	1.16	0.53	139	142	8.07	-0.53
Pakistan	25 648	30 184	0.87	1.56	6	6	-42.10	-0.60	830	824	-0.08	7.09
Philippines	0	0	..	..	6 803	9 263	9.80	2.11	46	40	556.62	-2.06
Arabie saoudite	403	690	-26.58	-0.15	3 177	3 575	5.26	1.88	0	0	..	..
Thaïlande	1	2	0.65	7.17	3 077	4 281	6.45	2.15	15	12	6.05	-2.11
Turquie	20 167	23 699	-0.37	1.44	6 235	5 437	6.65	-1.68	4 552	5 034	7.49	1.70
Viet Nam	0	0	..	..	4 173	5 338	9.70	2.68	45	37	72.08	-2.61
OCÉANIE	18 967	27 011	-4.50	2.04	896	981	3.95	1.07	10 620	17 737	-8.36	3.33
Australie	18 580	26 571	-4.55	2.06	30	28	11.21	0.11	10 620	17 737	-8.36	3.33
Nouvelle-Zélande	387	440	-1.49	1.00	537	576	6.40	1.07	0	0	-23.63	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**388 579**	**438 111**	**1.63**	**0.97**	**30 717**	**30 636**	**0.64**	**0.16**	**149 147**	**185 594**	**3.23**	**1.61**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**363 970**	**400 399**	**1.58**	**1.08**	**142 228**	**181 846**	**3.48**	**1.80**	**23 983**	**26 888**	**2.05**	**1.10**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	8 641	10 309	1.26	1.65	17 255	24 280	5.79	2.71	111	90	-2.43	-1.76
OCDE[3]	**275 947**	**302 701**	**0.07**	**0.66**	**38 621**	**39 618**	**1.30**	**0.17**	**90 707**	**109 832**	**-0.76**	**1.06**
BRICS	**318 205**	**350 755**	**2.90**	**1.14**	**13 139**	**19 563**	**2.19**	**2.52**	**38 056**	**46 347**	**14.57**	**2.12**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.13.2. Projections du blé : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**747 447**	**833 844**	**1.41**	**1.00**	**511 511**	**562 625**	**1.25**	**0.84**	**67.3**	**66.6**	**0.08**	**-0.09**
AMÉRIQUE DU NORD	39 090	40 595	-0.63	0.22	29 035	29 996	0.35	0.35	79.7	77.2	-0.38	-0.22
Canada	8 726	9 733	0.74	0.76	2 962	3 075	0.97	0.39	79.9	75.8	-0.04	-0.40
États-Unis	30 364	30 862	-0.99	0.06	26 073	26 922	0.28	0.35	79.7	77.4	-0.42	-0.20
AMÉRIQUE LATINE	40 657	45 256	1.69	0.98	35 960	40 244	1.48	1.01	55.8	57.2	0.42	0.23
Argentine	5 865	6 523	1.30	0.94	5 265	5 916	1.16	1.04	118.7	121.5	0.15	0.20
Brésil	11 991	13 405	1.24	1.00	11 414	12 827	1.17	1.04	54.5	57.5	0.33	0.50
Chili	2 811	2 801	3.85	0.37	1 992	2 024	1.13	0.02	109.5	103.6	0.28	-0.60
Colombie	1 854	1 994	3.26	1.40	1 692	1 807	2.70	1.40	34.2	34.2	1.77	0.82
Mexique	7 382	8 351	0.99	1.05	6 395	7 334	2.21	1.22	50.7	52.5	0.95	0.31
Paraguay	497	596	0.87	1.44	360	414	1.62	1.28	52.3	53.3	0.31	0.21
Pérou	2 287	2 674	2.60	1.46	2 150	2 501	2.81	1.42	66.1	68.6	1.51	0.40
EUROPE	189 177	192 301	0.61	0.38	80 280	80 616	0.14	0.03	107.5	108.4	-0.03	0.10
Union européenne[1]	112 517	110 965	0.34	0.21	49 424	49 726	0.12	0.06	111.2	112.4	-0.02	0.14
Royaume-Uni	15 603	17 023	1.58	0.68	6 897	7 726	1.19	1.08	102.7	110.0	0.50	0.70
Russie	43 298	46 373	2.29	0.83	14 680	14 468	0.31	-0.17	100.7	100.6	0.11	0.00
Ukraine	9 180	8 984	-4.46	-0.30	4 657	4 104	-1.36	-1.28	105.8	99.0	-0.87	-0.73
AFRIQUE	75 560	91 009	2.70	1.75	63 884	78 185	2.60	1.81	50.1	47.4	0.01	-0.52
Égypte	21 599	25 340	2.29	1.50	18 500	21 969	2.22	1.49	186.2	186.1	0.13	-0.04
Éthiopie	6 244	8 074	5.76	2.32	5 110	6 717	5.14	2.38	47.5	49.1	2.51	0.19
Nigéria	4 144	5 508	1.59	2.59	3 942	5 264	2.99	2.62	20.1	20.4	0.32	0.10
Afrique du Sud	3 311	3 745	0.76	1.15	3 249	3 705	1.09	1.15	56.6	57.9	-0.25	0.20
ASIE	392 727	454 454	1.71	1.22	299 580	330 462	1.34	0.85	66.1	67.3	0.33	0.14
Chine[2]	125 475	143 464	0.48	0.96	91 167	94 680	0.41	0.25	63.9	64.7	-0.11	0.06
Inde	97 798	113 729	2.61	1.27	81 128	90 371	1.49	0.92	59.9	60.2	0.30	0.01
Indonésie	11 101	13 501	8.27	2.00	6 997	8 649	3.28	1.99	26.2	29.5	2.07	1.14
Iran	14 743	16 280	0.87	0.99	13 643	14 865	1.20	0.73	166.4	168.0	0.01	0.10
Japon	6 525	6 496	-0.38	-0.13	5 178	5 000	-0.54	-0.29	40.7	41.2	-0.39	0.16
Kazakhstan	6 454	6 775	-1.07	0.93	2 614	2 863	1.12	0.79	142.1	142.0	-0.31	0.00
Corée	3 891	5 461	-2.48	1.81	2 442	2 519	0.63	0.29	47.7	49.2	0.25	0.30
Malaisie	1 455	1 550	3.08	0.60	1 015	1 047	2.05	0.15	31.7	28.7	0.43	-1.01
Pakistan	25 691	29 349	1.38	1.43	24 949	28 792	2.01	1.41	124.2	119.6	-0.04	-0.20
Philippines	6 690	9 195	9.66	2.12	2 560	3 189	2.32	1.86	24.0	25.7	0.70	0.49
Arabie saoudite	3 633	4 212	1.27	1.47	3 307	3 899	2.50	1.50	98.6	99.8	0.02	0.18
Thaïlande	3 030	4 224	7.70	2.17	1 145	1 284	2.20	0.96	16.6	18.4	1.85	0.92
Turquie	22 122	24 069	0.84	0.72	17 162	18 435	1.53	0.51	209.6	209.7	-0.03	0.01
Viet Nam	4 333	5 293	11.41	2.73	1 662	2 121	4.39	2.34	17.2	20.1	3.27	1.52
OCÉANIE	10 237	10 227	4.58	0.52	2 773	3 121	1.44	1.05	68.5	67.7	-0.08	-0.11
Australie	8 988	8 838	4.90	0.44	2 043	2 303	1.43	1.06	82.1	82.5	-0.01	0.05
Nouvelle-Zélande	918	1 016	3.43	1.04	415	462	1.29	0.97	87.5	89.9	0.27	0.25
PAYS DÉVELOPPÉS	**273 790**	**282 305**	**0.47**	**0.45**	**134 447**	**137 970**	**0.33**	**0.24**	**94.5**	**94.6**	**-0.10**	**0.04**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**473 657**	**551 539**	**1.99**	**1.30**	**377 064**	**424 655**	**1.59**	**1.04**	**61.0**	**60.8**	**0.24**	**-0.05**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	26 736	34 353	4.39	2.37	22 698	29 643	4.14	2.51	26.3	26.9	1.73	0.28
OCDE[3]	**225 455**	**231 833**	**0.46**	**0.39**	**124 709**	**129 623**	**0.58**	**0.36**	**90.3**	**90.5**	**0.02**	**0.07**
BRICS	**281 874**	**320 716**	**1.50**	**1.05**	**201 639**	**216 051**	**0.88**	**0.56**	**63.1**	**63.6**	**0.06**	**0.03**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.14.1. Projections du maïs : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**1 122 085**	**1 315 199**	**3.03**	**1.43**	**160 262**	**194 305**	**6.52**	**1.93**	**158 527**	**194 305**	**6.58**	**1.93**
AMÉRIQUE DU NORD	374 808	409 688	2.22	0.71	3 134	2 800	5.40	-1.19	56 112	62 522	5.50	1.46
Canada	13 795	15 350	1.74	0.95	2 169	1 770	12.28	-1.81	1 621	1 786	4.80	2.12
États-Unis	361 013	394 338	2.24	0.70	965	1 030	-0.22	-0.03	54 491	60 736	5.66	1.44
AMÉRIQUE LATINE	183 982	228 587	4.93	1.79	37 832	44 727	7.33	1.76	60 012	77 429	9.13	2.47
Argentine	51 153	63 606	10.87	1.84	4	4	0.00	0.00	28 176	34 057	11.68	1.43
Brésil	88 506	113 762	3.87	2.00	962	639	5.20	-3.53	28 907	38 908	8.90	3.22
Chili	1 012	1 134	-5.24	1.58	2 119	2 034	12.72	2.25	22	20	-16.74	-0.87
Colombie	1 242	1 686	-4.10	2.84	5 253	6 320	6.11	1.56	1	1	-0.84	-0.12
Mexique	26 998	29 807	3.64	0.67	16 572	19 679	10.18	1.91	1 057	1 300	24.82	3.78
Paraguay	5 097	6 868	6.07	2.88	12	10	-3.63	-0.10	1 715	2 970	-3.68	5.61
Pérou	1 537	1 907	-0.72	2.10	3 758	5 437	9.91	3.44	10	10	5.23	-0.44
EUROPE	121 107	138 763	2.96	1.31	21 505	23 509	10.89	1.21	34 481	47 702	12.20	2.40
Union européenne[1]	67 002	69 778	0.49	0.79	18 213	20 382	11.61	1.37	3 488	4 817	2.62	3.17
Royaume-Uni	0	0	..	..	2 360	2 500	9.38	0.62	0	0	..	..
Russie	12 542	17 935	12.78	2.82	40	101	-6.15	4.06	4 512	8 331	40.66	3.53
Ukraine	31 490	38 908	8.12	1.47	44	39	-1.69	-0.14	24 574	30 965	14.13	1.78
AFRIQUE	79 974	96 628	2.30	1.66	22 486	30 240	5.84	3.40	3 912	3 535	-5.01	-1.75
Égypte	7 283	7 740	0.11	0.30	9 433	13 059	6.24	3.71	0	0	..	..
Éthiopie	9 096	10 139	6.92	1.05	0	0	-83.96	..	800	54	4.22	-24.71
Nigéria	11 039	12 775	3.45	1.32	400	1 426	15.95	14.72	150	80	-5.99	-6.59
Afrique du Sud	12 238	13 916	0.40	1.37	395	466	-3.29	-0.28	1 690	1 703	-4.00	0.28
ASIE	361 621	440 831	3.24	1.96	75 229	92 911	5.48	1.87	3 947	3 033	-5.26	-2.44
Chine[2]	259 005	314 027	3.10	2.08	4 152	7 198	7.87	3.45	23	17	-14.92	4.01
Inde	28 127	34 403	3.32	1.72	116	111	44.32	-0.85	824	399	-22.40	-5.42
Indonésie	26 361	33 653	5.23	1.52	705	246	-18.65	2.66	192	203	26.37	-0.70
Iran	1 074	1 292	-7.35	1.32	9 094	12 149	13.20	2.51	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	15 710	15 636	0.24	-0.01	0	0	..	..
Kazakhstan	858	1 111	8.44	1.44	5	5	105.34	2.23	55	187	25.77	4.77
Corée	74	69	-0.48	-0.91	9 970	11 365	2.68	0.91	0	0	..	..
Malaisie	81	100	3.76	1.70	3 758	4 457	2.63	2.05	19	16	12.88	-2.01
Pakistan	6 170	7 864	6.11	2.12	18	37	5.42	4.85	33	15	189.06	-6.26
Philippines	7 796	9 612	1.64	2.00	674	806	31.61	1.64	0	0	..	..
Arabie saoudite	84	102	-0.24	1.36	4 561	6 160	12.43	1.67	0	0	..	..
Thaïlande	4 983	6 270	0.10	2.00	322	562	2.41	1.80	207	187	-0.69	-1.51
Turquie	5 867	6 970	4.13	1.47	2 667	3 573	20.09	3.07	70	66	19.90	-0.61
Viet Nam	4 986	5 331	0.55	0.37	9 594	15 393	31.04	4.66	255	171	52.18	-4.15
OCÉANIE	594	701	-0.80	0.81	77	117	54.10	1.42	63	84	-2.93	1.42
Australie	397	471	-0.56	0.69	2	2	17.50	0.00	59	80	-2.54	1.49
Nouvelle-Zélande	187	217	-1.25	1.01	73	115	85.54	1.54	3	4	-6.76	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**511 386**	**566 435**	**2.34**	**0.87**	**42 913**	**44 909**	**5.14**	**0.59**	**92 402**	**112 199**	**6.76**	**1.83**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**610 699**	**748 764**	**3.66**	**1.88**	**117 349**	**149 395**	**7.05**	**2.37**	**66 125**	**82 105**	**6.83**	**2.07**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	41 888	53 328	3.67	2.10	3 659	3 975	15.03	1.50	3 169	3 122	2.50	-1.06
OCDE[3]	**477 819**	**520 071**	**2.00**	**0.73**	**78 161**	**86 850**	**6.19**	**1.14**	**60 812**	**68 809**	**5.29**	**1.60**
BRICS	**400 418**	**494 043**	**3.40**	**2.04**	**5 665**	**8 515**	**6.47**	**2.44**	**35 956**	**49 358**	**6.16**	**3.05**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.14.2. Projections du maïs : Consommation, animale, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		ANIMALE (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**1 141 538**	**1 313 210**	**3.39**	**1.24**	**675 123**	**791 278**	**3.82**	**1.65**	**18.7**	**19.5**	**0.77**	**0.40**
AMÉRIQUE DU NORD	325 458	349 712	1.60	0.64	144 807	163 427	2.19	1.22	18.3	17.2	-0.80	-0.63
Canada	14 575	15 323	2.68	0.52	9 170	9 649	4.10	0.95	37.9	28.0	-4.08	-3.01
États-Unis	310 883	334 390	1.55	0.64	135 637	153 779	2.07	1.24	16.1	15.9	-0.06	-0.10
AMÉRIQUE LATINE	162 917	195 242	4.40	1.52	107 299	128 673	4.95	1.68	53.5	55.5	0.61	0.34
Argentine	22 853	29 448	10.97	2.35	17 112	22 659	13.20	2.51	36.2	37.1	1.44	0.20
Brésil	61 490	75 206	2.59	1.36	44 724	52 728	1.99	1.47	24.6	24.9	0.34	0.12
Chili	3 014	3 106	3.57	1.47	2 419	2 487	4.36	1.48	21.4	23.7	0.59	1.00
Colombie	6 401	7 983	3.66	1.85	3 999	5 112	3.32	2.36	47.4	53.1	3.67	0.42
Mexique	42 413	48 125	5.49	1.08	23 853	26 931	9.70	0.99	135.9	140.5	0.05	0.32
Paraguay	3 493	3 843	14.81	1.51	686	753	5.91	2.32	54.3	53.8	-0.56	0.37
Pérou	5 288	7 321	5.81	3.08	4 557	6 540	6.24	3.32	15.9	16.5	2.09	0.48
EUROPE	105 851	114 541	1.90	0.76	82 416	89 253	1.94	0.73	8.9	9.1	0.85	0.20
Union européenne[1]	79 907	85 348	1.77	0.67	62 375	66 577	1.94	0.56	10.5	10.6	0.06	0.07
Royaume-Uni	2 219	2 558	9.86	0.70	890	1 133	6.86	1.58	11.4	12.9	10.27	0.25
Russie	8 005	9 674	8.06	1.97	6 280	8 027	6.81	2.43	1.4	1.5	3.72	0.86
Ukraine	7 737	7 979	0.23	0.31	5 934	6 061	0.75	0.22	10.7	11.3	-0.47	0.56
AFRIQUE	98 394	122 740	3.46	2.20	33 814	43 897	4.05	2.59	40.2	39.9	0.10	-0.07
Égypte	16 583	20 743	3.05	2.34	11 850	15 580	3.59	2.90	41.6	38.4	-0.50	-0.65
Éthiopie	8 013	10 059	6.89	1.89	1 567	1 989	14.63	2.14	47.2	48.2	1.87	0.02
Nigéria	10 949	14 061	4.01	2.23	2 067	2 408	11.10	1.79	31.7	31.1	-0.75	0.00
Afrique du Sud	11 744	12 655	1.45	1.46	5 282	6 747	0.63	2.35	90.3	86.6	0.08	-0.42
ASIE	448 308	530 241	4.86	1.45	306 355	365 465	4.83	1.96	9.4	9.4	0.79	-0.02
Chine[2]	277 974	321 049	4.92	1.23	191 939	217 681	4.20	1.80	9.9	9.9	1.35	0.00
Inde	27 467	34 091	6.33	1.84	13 331	18 378	8.25	2.67	6.4	6.3	0.21	-0.22
Indonésie	27 021	33 650	3.38	1.60	12 323	17 080	9.62	2.45	29.6	28.8	0.34	-0.14
Iran	10 002	13 394	8.62	2.38	9 777	13 168	8.85	2.44	0.9	0.8	-1.17	-1.72
Japon	15 769	15 649	0.26	0.01	11 952	11 885	0.72	-0.13	0.8	0.9	0.53	0.45
Kazakhstan	797	926	7.96	1.06	687	796	7.66	1.01	0.5	0.6	-1.41	0.96
Corée	10 298	11 433	3.03	1.01	8 000	9 133	3.59	1.28	2.0	2.0	0.88	0.18
Malaisie	3 773	4 536	2.01	2.06	3 510	4 265	1.72	2.17	2.0	2.0	2.47	0.07
Pakistan	6 439	7 862	7.44	2.14	3 583	4 783	11.74	2.60	8.2	8.5	1.36	0.52
Philippines	8 335	10 392	2.22	1.98	5 583	7 209	1.63	2.32	18.2	17.8	0.70	-0.19
Arabie saoudite	4 632	6 257	12.09	1.67	4 426	6 035	11.68	1.70	0.2	0.2	-2.42	-0.99
Thaïlande	5 097	6 629	0.79	2.11	4 759	6 293	1.13	2.23	1.2	1.1	-0.35	-0.69
Turquie	8 430	10 448	7.10	2.08	6 516	8 486	8.76	2.55	16.0	16.1	0.21	0.20
Viet Nam	14 760	20 536	13.05	3.46	11 249	16 514	11.68	4.04	7.5	8.7	3.28	1.24
OCÉANIE	609	735	1.91	0.84	433	562	3.85	1.07	2.3	2.1	-0.90	-0.92
Australie	341	393	0.05	0.53	189	240	2.75	0.85	3.1	2.9	-0.85	-0.89
Nouvelle-Zélande	256	328	4.54	1.20	241	319	4.54	1.22	1.5	1.5	-1.00	0.04
PAYS DÉVELOPPÉS	**463 971**	**498 815**	**1.64**	**0.68**	**248 900**	**276 813**	**2.03**	**1.03**	**13.3**	**13.3**	**0.29**	**-0.03**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**677 568**	**814 395**	**4.73**	**1.61**	**426 224**	**514 465**	**4.99**	**2.00**	**19.9**	**20.8**	**0.80**	**0.41**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	42 504	53 952	4.63	2.29	10 861	14 294	8.19	2.46	27.1	28.5	0.59	0.52
OCDE[3]	**496 761**	**537 769**	**2.05**	**0.72**	**267 375**	**298 284**	**2.80**	**1.05**	**24.4**	**25.8**	**0.65**	**0.47**
BRICS	**386 679**	**452 674**	**4.54**	**1.32**	**261 556**	**303 561**	**3.93**	**1.82**	**10.4**	**10.4**	**0.75**	**-0.07**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.15.1. Projections des autres céréales secondaires : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**289 771**	**318 900**	**0.90**	**0.81**	**36 158**	**42 575**	**3.28**	**1.28**	**42 017**	**48 434**	**3.28**	**1.11**
AMÉRIQUE DU NORD	26 334	27 569	2.01	0.18	1 556	1 662	-1.56	0.37	9 293	9 287	3.06	0.26
Canada	13 143	13 795	2.25	0.19	59	67	5.10	0.88	5 620	5 697	3.39	0.30
États-Unis	13 191	13 775	1.81	0.17	1 497	1 594	-1.73	0.35	3 673	3 589	2.71	0.19
AMÉRIQUE LATINE	19 337	22 685	-1.67	1.34	1 753	1 761	-11.21	0.41	3 402	4 015	-4.64	1.53
Argentine	7 136	8 422	-2.29	1.14	1	1	0.00	0.00	3 196	3 732	-4.89	1.43
Brésil	3 367	4 079	2.73	1.52	628	730	12.06	1.77	4	3	-6.87	0.23
Chili	787	905	0.59	1.63	94	126	-23.30	1.24	42	48	-9.31	-1.16
Colombie	22	30	-15.69	2.71	319	347	-9.10	0.54	0	0	..	..
Mexique	5 648	6 414	-4.25	1.34	435	350	-20.02	-0.84	1	2	19.32	0.99
Paraguay	108	129	-3.35	1.78	0	0	..	..	2	1	-1.11	-3.04
Pérou	253	297	-0.33	1.77	163	143	4.19	-1.04	36	42	392.88	1.05
EUROPE	127 861	136 231	1.09	0.41	2 368	2 196	1.27	-1.27	20 049	24 747	6.47	1.94
Union européenne[1]	78 489	82 796	0.54	0.08	1 544	1 587	5.33	-0.04	8 824	9 981	2.69	1.19
Royaume-Uni	7 691	7 441	2.88	-0.13	202	248	-0.12	0.84	1 043	969	3.97	-1.62
Russie	26 088	27 669	4.30	0.87	59	63	-24.10	0.08	5 486	6 961	15.61	2.43
Ukraine	9 753	11 598	-0.21	1.57	17	17	-12.97	-0.10	4 525	6 411	8.16	2.75
AFRIQUE	55 425	65 466	1.96	1.69	3 840	5 725	6.57	3.43	1 341	540	-1.34	-10.64
Égypte	969	1 157	-0.18	1.64	36	19	-11.59	-2.68	0	0	..	..
Éthiopie	13 347	16 483	4.27	2.26	0	0	-77.22	..	495	10	3.37	-36.02
Nigéria	8 114	9 373	-1.13	1.32	20	21	0.00	0.43	100	84	0.00	-1.30
Afrique du Sud	563	638	2.01	1.26	214	222	9.28	-0.51	24	29	-1.15	0.43
ASIE	49 059	53 288	0.07	0.85	26 531	31 103	5.56	1.22	1 771	2 247	8.33	-1.35
Chine[2]	10 076	11 450	1.88	1.60	10 106	11 364	20.03	0.39	90	100	-7.28	2.67
Inde	17 270	16 008	-2.60	-0.30	182	513	89.59	1.53	136	38	-12.89	-0.76
Indonésie	0	0	..	..	65	79	-6.83	1.68	0	0	..	..
Iran	2 982	3 610	0.37	1.84	2 750	4 229	19.46	3.56	0	0	..	..
Japon	218	220	0.76	-0.34	2 047	1 796	-6.10	-1.43	0	0	..	..
Kazakhstan	4 412	5 083	11.73	0.21	31	10	-2.83	1.79	1 522	2 089	23.01	-1.53
Corée	107	104	3.68	-1.23	114	122	2.44	0.60	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	14	15	291.09	2.01	0	0	..	..
Pakistan	514	620	-0.10	1.67	134	162	33.86	2.68	0	0	..	..
Philippines	1	0	8.39	..	39	52	0.45	2.21	0	0	..	..
Arabie saoudite	210	231	6.39	1.38	7 426	8 933	-0.26	2.13	0	0	..	..
Thaïlande	171	220	0.37	2.45	24	4	0.00	-16.92	2	3	-0.16	3.55
Turquie	7 951	9 404	-0.18	1.52	466	712	18.35	4.53	14	10	-8.96	-0.68
Viet Nam	3	4	9.67	1.69	100	113	6.04	1.23	0	0	..	..
OCÉANIE	11 753	13 659	0.41	1.09	110	128	4.83	2.38	6 160	7 599	1.53	1.75
Australie	11 366	13 206	0.47	1.10	0	0	..	..	6 160	7 599	1.53	1.75
Nouvelle-Zélande	384	448	-1.26	0.79	25	23	20.91	0.56	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**173 257**	**186 004**	**1.42**	**0.44**	**6 763**	**6 485**	**-2.17**	**-0.70**	**37 050**	**43 751**	**4.87**	**1.34**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**116 514**	**132 895**	**0.18**	**1.35**	**29 395**	**36 091**	**4.98**	**1.68**	**4 967**	**4 683**	**-4.48**	**-0.80**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	26 588	31 475	2.62	1.56	662	1 313	1.63	8.70	702	400	-3.87	-7.87
OCDE[3]	**140 098**	**149 586**	**0.64**	**0.32**	**7 444**	**7 759**	**-5.23**	**0.18**	**25 379**	**27 897**	**2.46**	**0.90**
BRICS	**57 364**	**59 844**	**1.18**	**0.72**	**11 189**	**12 892**	**17.10**	**0.49**	**5 739**	**7 130**	**12.15**	**2.40**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.15.2. Projections des autres céréales secondaires : Consommation, animale, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		ANIMALE (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**282 625**	**312 361**	**0.40**	**0.80**	**144 919**	**158 855**	**-0.09**	**0.88**	**10.4**	**10.5**	**-0.16**	**0.22**
AMÉRIQUE DU NORD	18 846	19 920	0.20	0.15	11 439	12 267	-0.38	0.07	4.2	4.1	-0.11	-0.20
Canada	7 740	8 164	0.08	0.07	7 075	7 561	-0.08	0.14	7.7	7.1	-0.77	-0.78
États-Unis	11 106	11 756	0.25	0.20	4 364	4 707	-1.00	-0.04	3.8	3.8	-0.01	-0.09
AMÉRIQUE LATINE	17 675	20 405	-1.96	1.14	11 616	13 607	-4.48	1.39	3.8	3.6	-0.23	-0.73
Argentine	3 935	4 687	2.31	0.74	2 235	2 845	0.07	0.93	17.1	18.2	-1.32	-0.01
Brésil	3 991	4 805	4.36	1.55	2 445	2 839	3.22	1.04	1.8	2.2	2.31	1.92
Chili	845	977	-4.61	1.23	513	612	-8.33	1.46	4.0	4.5	2.83	1.00
Colombie	344	376	-9.81	0.69	20	32	-35.56	2.07	0.6	0.4	-9.81	-1.08
Mexique	6 048	6 759	-6.78	1.22	5 265	6 099	-7.76	1.70	6.2	4.7	2.31	-3.52
Paraguay	106	128	-3.40	1.86	93	107	-4.53	1.95	0.0	0.0	-2.21	-1.07
Pérou	381	398	-0.15	0.73	23	34	-3.26	3.25	6.2	5.3	-0.01	-0.61
EUROPE	109 873	113 591	-0.59	0.05	70 930	68 529	-0.65	-0.24	13.5	13.4	-0.87	-0.07
Union européenne[1]	70 576	74 374	-0.61	-0.09	44 139	41 359	-1.01	-0.68	10.0	10.0	-0.20	0.15
Royaume-Uni	6 926	6 726	2.02	0.13	3 843	3 695	2.31	0.26	36.0	36.3	0.47	0.10
Russie	20 748	20 714	0.46	0.44	14 630	14 973	1.45	0.61	12.4	11.7	-3.58	-0.87
Ukraine	5 151	5 199	-5.40	0.14	3 410	3 487	-5.56	0.28	17.0	15.9	-2.73	-0.74
AFRIQUE	57 149	70 265	1.93	1.94	8 572	10 802	0.48	1.96	31.8	31.0	-0.14	-0.12
Égypte	1 005	1 173	-0.60	1.57	650	782	-1.05	1.93	3.0	2.7	-1.72	-0.66
Éthiopie	12 500	16 324	4.02	2.54	600	657	2.64	0.76	92.2	100.4	1.04	0.89
Nigéria	8 001	9 302	-2.16	1.35	273	317	-16.65	1.60	37.2	32.7	-1.80	-1.20
Afrique du Sud	760	829	3.74	0.68	130	178	0.57	2.27	2.6	2.4	-1.37	-1.01
ASIE	73 286	81 995	1.71	1.06	38 258	49 213	3.21	2.56	5.3	4.8	-1.36	-0.89
Chine[2]	20 218	22 769	8.19	0.94	7 900	12 225	27.37	5.11	3.3	3.0	0.98	-0.66
Inde	17 426	16 485	-1.54	-0.24	790	590	2.87	0.01	11.9	10.3	-2.16	-1.20
Indonésie	65	79	-6.83	1.68	0	0	0.00	0.00	0.2	0.3	-7.94	0.83
Iran	5 665	7 806	5.90	2.71	5 488	7 630	6.14	2.78	0.3	0.3	-1.17	-1.73
Japon	2 260	2 028	-5.98	-1.31	1 600	1 434	-8.01	-1.43	4.0	4.2	1.93	0.40
Kazakhstan	2 559	2 973	5.34	1.82	1 699	2 142	4.35	2.16	2.5	2.2	-1.41	-1.05
Corée	221	226	2.93	-0.29	59	60	0.55	0.14	3.2	3.2	3.54	-0.43
Malaisie	13	15	268.61	2.12	12	14	321.76	2.15	0.0	0.0	159.37	0.98
Pakistan	648	782	2.85	1.87	198	263	0.24	2.90	2.0	2.0	2.54	-0.17
Philippines	40	52	0.55	2.18	28	38	-1.40	2.25	0.0	0.1	1.17	1.06
Arabie saoudite	7 802	9 095	0.52	2.05	7 606	8 892	0.53	2.10	2.7	2.4	-2.42	-1.00
Thaïlande	193	220	0.33	1.39	57	69	0.89	2.17	1.4	1.6	-0.49	0.98
Turquie	8 334	10 078	0.17	1.75	7 281	8 977	0.25	1.92	3.6	3.2	-1.54	-0.89
Viet Nam	103	116	6.13	1.25	0	0	0.00	0.00	0.0	0.0	7.01	1.52
OCÉANIE	5 796	6 186	-1.23	0.35	4 104	4 437	-1.84	0.41	6.4	6.7	-2.54	-0.09
Australie	5 301	5 607	-1.31	0.28	3 735	4 005	-1.91	0.36	7.4	7.6	-3.81	-0.55
Nouvelle-Zélande	408	470	-0.84	0.78	350	412	-0.97	0.90	1.7	1.6	-1.00	-0.72
PAYS DÉVELOPPÉS	**142 494**	**148 559**	**-0.45**	**0.13**	**91 980**	**91 682**	**-0.66**	**-0.07**	**8.9**	**8.6**	**-0.89**	**-0.26**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**140 132**	**163 802**	**1.32**	**1.44**	**52 939**	**67 173**	**0.98**	**2.34**	**10.7**	**10.9**	**-0.04**	**0.27**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	26 376	32 200	2.70	1.89	1 650	1 984	5.91	1.35	23.4	23.0	0.39	0.01
OCDE[3]	**121 850**	**129 376**	**-0.92**	**0.17**	**79 780**	**80 590**	**-1.60**	**-0.02**	**7.7**	**7.5**	**0.05**	**-0.27**
BRICS	**63 143**	**65 601**	**2.03**	**0.51**	**25 895**	**30 805**	**5.59**	**2.22**	**7.2**	**6.6**	**-1.49**	**-0.86**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.16.1. Projections du riz : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**514 978**	**581 764**	**0.96**	**1.02**	**46 985**	**61 858**	**3.75**	**2.67**	**47 193**	**62 066**	**2.86**	**2.66**
AMÉRIQUE DU NORD	6 237	7 074	-0.64	0.05	1 294	1 513	3.74	1.31	2 932	3 349	-1.26	0.56
Canada	0	0	..	..	388	462	0.71	1.72	0	0	..	..
États-Unis	6 237	7 074	-0.64	0.05	906	1 052	5.32	1.14	2 932	3 349	-1.26	0.56
AMÉRIQUE LATINE	18 469	20 016	0.12	0.77	4 319	4 431	2.89	-0.04	3 449	3 272	1.63	0.70
Argentine	888	893	-1.83	0.31	7	5	-1.61	0.00	399	254	-4.74	-3.13
Brésil	7 897	7 687	-1.10	-0.42	722	655	1.02	-1.22	849	737	0.08	1.08
Chili	111	134	5.30	1.56	151	176	3.09	1.44	4	3	70.42	-0.87
Colombie	1 815	1 998	4.38	0.88	141	209	1.26	1.76	2	1	55.78	-0.13
Mexique	283	215	5.86	-2.18	783	934	2.84	2.20	69	9	32.51	0.00
Paraguay	651	883	13.29	2.43	1	1	3.34	-0.09	618	811	18.00	2.62
Pérou	2 190	2 543	1.89	1.80	318	248	10.02	-3.82	67	86	58.80	2.43
EUROPE	2 839	3 008	-0.51	0.60	2 652	2 895	3.52	0.83	676	876	0.59	3.51
Union européenne[1]	1 758	1 800	-0.30	0.13	1 450	1 648	6.46	1.41	474	631	2.10	3.25
Royaume-Uni	0	0	..	..	670	681	0.54	0.12	45	25	1.79	-5.00
Russie	1 027	1 149	0.01	1.33	221	240	0.43	0.32	148	214	-2.44	6.53
Ukraine	42	44	-12.22	1.39	82	69	4.51	-1.93	3	2	-17.49	1.81
AFRIQUE	21 525	25 046	3.18	1.41	17 582	31 208	4.66	5.06	446	189	0.81	-4.00
Égypte	3 744	4 034	0.42	1.54	390	710	24.80	-0.51	48	0	-56.66	..
Éthiopie	109	124	8.35	0.72	522	857	26.35	4.70	0	0	..	..
Nigéria	4 947	6 420	7.98	2.22	2 603	4 589	-0.89	5.58	0	0	..	..
Afrique du Sud	2	2	0.00	0.80	937	1 146	1.38	1.98	0	0	..	..
ASIE	465 648	526 285	0.95	1.02	20 579	21 201	3.23	0.81	39 436	54 089	3.64	2.96
Chine[2]	145 906	150 643	0.78	0.26	3 220	4 414	21.91	2.16	2 011	1 730	21.61	-2.33
Inde	114 977	135 743	1.72	1.58	4	3	19.79	1.30	11 688	18 768	8.95	3.33
Indonésie	46 634	56 357	1.42	0.92	969	9	-9.80	-16.41	3	6	26.44	3.56
Iran	1 954	2 418	4.22	2.07	1 380	1 371	0.07	-2.36	2	1	21.84	0.19
Japon	7 518	7 440	-0.48	-0.30	744	728	-1.01	-0.08	101	156	-5.15	2.19
Kazakhstan	321	365	4.31	1.42	12	9	-7.82	-0.31	94	85	8.66	0.32
Corée	3 896	3 661	-1.00	-0.50	382	429	0.54	-0.01	56	50	37.04	0.00
Malaisie	1 760	2 072	1.13	1.42	997	1 147	0.21	0.69	19	35	53.86	-0.12
Pakistan	7 315	8 597	3.89	1.30	8	8	-25.61	0.00	4 308	5 069	2.80	1.50
Philippines	12 399	14 331	1.17	1.22	2 575	3 442	11.17	1.08	0	0	-13.80	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	1 225	1 500	0.57	1.24	0	0	..	..
Thaïlande	21 411	23 808	-2.12	1.25	326	548	-3.21	4.61	10 092	11 589	2.02	2.81
Turquie	563	688	1.04	1.59	278	309	1.18	0.61	39	47	-6.54	-0.59
Viet Nam	28 368	32 974	0.60	1.42	597	642	-0.11	2.45	6 725	9 019	-1.70	2.59
OCÉANIE	261	335	-23.10	2.01	560	610	3.41	0.29	255	292	-13.91	1.50
Australie	252	323	-24.14	2.02	201	208	4.79	-1.00	254	291	-13.93	1.50
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	50	62	2.39	1.50	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**17 576**	**18 747**	**-0.88**	**0.10**	**6 177**	**6 891**	**2.56**	**0.93**	**4 057**	**4 758**	**-1.89**	**1.15**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**497 402**	**563 017**	**1.03**	**1.05**	**40 808**	**54 967**	**3.94**	**2.91**	**43 136**	**57 309**	**3.45**	**2.79**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	78 229	92 696	1.17	1.45	10 923	17 889	5.82	5.59	4 607	7 639	9.90	5.66
OCDE[3]	**22 433**	**23 334**	**-0.55**	**-0.03**	**6 422**	**7 222**	**2.64**	**1.00**	**3 977**	**4 563**	**-1.70**	**0.94**
BRICS	**269 810**	**295 224**	**1.11**	**0.83**	**5 104**	**6 458**	**9.75**	**1.63**	**14 695**	**21 449**	**9.01**	**2.66**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.16.2. Projections du riz : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**511 663**	**580 764**	**1.30**	**1.02**	**54.5**	**55.1**	**-0.01**	**-0.02**
AMÉRIQUE DU NORD	4 782	5 083	0.98	0.19	13.1	13.1	0.25	-0.39
Canada	388	462	0.71	1.72	10.5	11.4	-0.30	0.92
États-Unis	4 394	4 622	1.01	0.05	13.4	13.3	0.31	-0.50
AMÉRIQUE LATINE	19 373	21 140	0.36	0.60	28.2	28.3	-0.76	-0.20
Argentine	539	641	3.02	2.09	10.4	10.9	2.54	1.00
Brésil	7 750	7 604	-1.03	-0.59	37.0	34.1	-1.86	-1.12
Chili	260	307	3.76	1.52	12.0	13.4	2.94	1.01
Colombie	1 919	2 200	2.61	0.99	35.2	38.2	1.07	0.40
Mexique	916	1 140	1.61	0.81	7.3	8.2	0.36	-0.09
Paraguay	84	73	5.16	0.51	6.5	5.5	1.65	-0.96
Pérou	2 443	2 700	2.21	1.10	65.6	65.9	0.57	0.10
EUROPE	4 841	5 026	1.45	0.29	6.4	6.7	1.32	0.37
Union européenne[1]	2 747	2 818	2.30	0.23	6.2	6.4	2.16	0.31
Royaume-Uni	626	655	0.66	0.38	9.3	9.3	-0.02	0.00
Russie	1 112	1 175	0.69	0.40	7.6	8.2	0.50	0.58
Ukraine	121	111	-3.14	-0.82	2.7	2.6	-2.39	-0.32
AFRIQUE	38 933	55 815	4.28	3.32	26.9	30.8	2.00	1.16
Égypte	4 146	4 736	1.76	1.30	38.4	37.8	0.14	-0.22
Éthiopie	638	977	21.89	4.10	5.3	6.7	18.52	2.12
Nigéria	7 574	10 960	4.95	3.52	33.5	37.7	2.26	1.16
Afrique du Sud	933	1 145	1.91	1.96	15.9	17.6	0.83	1.02
ASIE	443 103	493 047	1.12	0.82	77.6	78.1	-0.09	-0.05
Chine[2]	146 115	153 912	1.45	0.38	76.6	76.5	0.09	0.00
Inde	99 650	116 872	1.03	1.17	68.5	72.2	-0.07	0.21
Indonésie	47 680	56 073	1.34	1.18	134.0	131.5	-0.04	-0.24
Iran	3 305	3 778	2.42	0.19	35.8	38.2	0.93	-0.47
Japon	8 555	7 843	0.12	-0.78	53.4	51.8	-1.12	-0.21
Kazakhstan	239	288	1.79	1.75	11.5	12.7	0.03	1.00
Corée	4 520	4 039	-0.74	-0.37	61.7	54.1	-2.08	-1.19
Malaisie	2 752	3 180	0.70	1.16	79.8	81.2	-0.26	0.00
Pakistan	3 108	3 526	3.35	1.36	12.5	12.1	0.69	-0.23
Philippines	14 780	17 716	1.94	1.23	118.0	121.1	0.16	-0.20
Arabie saoudite	1 309	1 499	0.88	1.24	38.5	37.9	-1.48	-0.07
Thaïlande	12 522	12 740	-0.78	0.08	99.0	91.1	-0.04	-1.01
Turquie	794	947	1.44	1.47	9.1	10.1	-0.12	0.99
Viet Nam	22 258	24 552	1.22	1.04	152.9	149.7	-0.72	-0.15
OCÉANIE	631	653	-2.69	0.59	15.4	13.9	-4.22	-0.56
Australie	267	239	-7.88	-0.15	10.7	8.6	-9.19	-1.15
Nouvelle-Zélande	50	62	2.39	1.50	10.6	12.1	1.36	0.78
PAYS DÉVELOPPÉS	**20 388**	**20 549**	**0.71**	**-0.02**	**13.0**	**12.9**	**-0.19**	**-0.12**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**491 275**	**560 215**	**1.33**	**1.06**	**64.1**	**63.9**	**-0.13**	**-0.14**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	83 930	102 603	1.44	1.79	76.2	73.6	-0.17	-0.39
OCDE[3]	**25 710**	**25 660**	**0.55**	**-0.04**	**16.1**	**15.7**	**-0.57**	**-0.34**
BRICS	**255 560**	**280 707**	**1.20**	**0.68**	**66.3**	**67.8**	**-0.05**	**0.07**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.17. Hypothèses concernant les marchés des céréales

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Production végétale taxe à l'exportation	%	8.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Riz taxe à l'exportation	%	8.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
CANADA												
Contingents tarifaires[1]												
Blé	kt	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0	350.0
Droits de douane intra quota	%	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
Droits de douane hors quota	%	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7	61.7
Orge	kt	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0	399.0
Droits de douane intra quota	%	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Droits de douane hors quota	%	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0	58.0
UNION EUROPÉENNE[2,3]												
Soutien couplé facultatif												
Blé[4]	mln EUR	90.0	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7	89.7
Riz[5]	mln EUR	55.9	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6	55.6
Céréales prix de référence[6]	EUR/t	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3
Plafonds des paiements directs[7]	mrd EUR	41.6	42.2	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3	42.3
Riz prix de référence[8]	EUR/t	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0	150.0
Blé contingents tarifaires[1]	kt	4 513.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2	4 523.2
Céréales secondaires contingents tarifaires[1]	kt	4 430.2	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8	4 470.8
JAPON												
Blé contingents tarifaires	kt	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0	5 740.0
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0
Orge contingent tarifaire	kt	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0	1 369.0
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0	39.0
Riz contingent tarifaire	kt	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2	682.2
Droits de douane intra quota	'000 JPY/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	'000 JPY/t	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0	341.0
CORÉE												
Blé tarif	%	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4	5.4
Maïs contingent tarifaire	kt	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0	6 102.0
Droits de douane intra quota	%	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Droits de douane hors quota	%	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7	304.7
Orge contingent tarifaire	kt	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6	23.6
Droits de douane intra quota	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Droits de douane hors quota	%	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4	271.4
Riz, contingent[9]	kt	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7	408.7
Droits de douane intra quota	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
MERCOSUR												
Blé, droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Céréales secondaires droits de douane[10]	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Riz droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
MEXIQUE												
Orge, droits de douane	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ÉTATS-UNIS												
Taux de participation ARC												
Blé	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Céréales secondaires	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux de prêt du blé	USD/t	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0	108.0
Taux de prêt du maïs	USD/t	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8	76.8
CHINE												
Blé contingents tarifaires	kt	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636	9 636
Droits de douane intra quota	%	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Droits de douane hors quota	%	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0
Céréales secondaires, droits de douane	%	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Maïs contingent tarifaire	kt	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200	7 200
Droits de douane intra quota	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Droits de douane hors quota	%	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0
Riz contingent tarifaire	kt	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320	5 320
Droits de douane intra quota	%	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Droits de douane hors quota	%	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7	51.7

Tableau C.17. Hypothèses concernant les marchés des céréales *(suite)*

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
INDE												
Prix de soutien minimum												
Riz	INR/t	19 706	27 802	28 599	29 434	30 294	31 187	32 095	33 032	33 997	34 990	36 011
Blé	INR/t	16 918	17 841	18 428	19 032	19 600	20 107	20 502	20 956	21 441	21 940	22 439
Blé, droits de douane	%	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0
Riz, droits de douane	%	70.4	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5	70.5
RUSSIE												
Blé, taxe à l'importation ad valorem	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Riz, Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Céréales secondaires, Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Céréales secondaires, droit de douane spécifique	RUB/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Céréales secondaires, taxe à l'importation spécifique	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC.

1. Année débutant le 1er juillet.
2. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
3. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
4. Concerne essentiellement le blé dur. Mis en oeuvre dans 6 états membres.
5. Mis en oeuvre dans 6 états membres.
6. L'achat au prix de référence n'est possible automatiquement que pour le blé tendre à hauteur de 3 millions de tonnes par année de commercialisation. Au-delà de ce seuil et pour le blé dur, le maïs et l'orge, l'intervention ne peut avoir lieu que par appel d'offres.
7. Montants nets estimés pour tous les paiements directs basés sur l'Annexe II du Règlement UE N°1307/2013, en prenant en compte les transferts entre aides directes et enveloppes de développement rural.
8. L'intervention est fixée à zéro tonne par année de commercialisation. Néanmoins, la Commission peut intervenir si la situation du marché le nécessite.
9. Base riz usiné.
10. Appliqués uniquement par le Brésil.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.18.1. Projections du soja : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**347 325**	**406 214**	**3.96**	**1.26**	**149 088**	**172 540**	**6.55**	**1.46**	**147 873**	**172 540**	**6.42**	**1.46**
AMÉRIQUE DU NORD	119 509	128 500	3.63	0.76	1 178	947	2.96	1.62	55 254	62 233	4.10	1.59
Canada	7 043	8 092	5.62	3.08	688	538	12.45	3.02	4 998	5 051	7.63	2.32
États-Unis	112 466	120 408	3.52	0.62	490	409	-3.73	0.03	50 256	57 183	3.80	1.53
AMÉRIQUE LATINE	182 801	221 205	4.43	1.40	11 504	9 301	11.16	0.63	87 859	105 075	7.78	1.38
Argentine	49 016	61 315	0.27	1.07	3 780	500	930.35	0.00	9 592	11 914	-4.53	1.36
Brésil	118 311	140 157	6.78	1.51	410	410	18.64	0.00	70 042	82 401	10.97	1.37
Chili	0	0	..	..	232	388	4.26	1.39	2	2	96.12	-1.38
Colombie	70	89	-0.17	2.11	873	976	8.32	0.71	20	18	23.18	-0.71
Mexique	396	562	10.62	2.05	4 863	5 455	4.43	0.97	0	0	..	..
Paraguay	9 617	12 457	5.32	1.70	0	0	-80.08	..	5 543	7 312	2.93	1.81
Pérou	5	6	0.00	1.97	383	429	22.62	0.92	0	0	..	..
EUROPE	11 127	13 995	11.60	2.23	17 895	17 596	3.40	-0.50	4 017	4 590	16.77	1.88
Union européenne[1]	2 786	3 970	13.52	3.33	14 096	14 212	2.52	-0.20	270	244	11.87	0.15
Royaume-Uni	0	0	..	..	758	758	-0.83	0.00	11	11	29.09	0.00
Russie	3 852	5 002	14.83	1.90	2 438	1 911	12.18	-2.97	1 262	1 645	106.80	0.96
Ukraine	4 025	4 493	10.01	1.82	5	5	20.29	-0.14	2 467	2 678	10.97	2.68
AFRIQUE	2 928	3 674	5.45	1.96	4 684	7 699	10.36	3.08	197	166	2.18	-0.66
Égypte	35	42	0.37	1.50	3 501	5 745	9.85	3.06	50	34	11.03	-2.97
Éthiopie	118	134	20.34	1.09	0	0	-75.42	..	78	80	259.21	0.18
Nigéria	683	864	1.47	2.09	53	51	221.68	-2.53	10	11	40.76	0.64
Afrique du Sud	1 342	1 761	9.81	2.17	11	4	12.80	-2.64	12	5	-31.92	2.53
ASIE	30 916	38 790	0.55	1.75	113 825	136 995	6.60	1.72	538	465	1.69	-0.17
Chine[2]	16 449	21 488	1.73	1.73	87 281	104 504	6.17	1.82	128	150	-12.64	0.00
Inde	12 178	14 632	-0.67	1.86	60	74	76.02	-0.26	197	129	17.73	1.14
Indonésie	633	701	-4.63	0.74	2 705	3 831	5.73	2.33	2	2	24.10	-0.22
Iran	207	268	2.93	2.50	2 246	2 450	24.14	0.77	60	55	63.78	-0.77
Japon	238	273	1.06	0.95	3 246	3 126	1.07	-0.65	0	0	..	..
Kazakhstan	257	303	8.52	1.40	10	7	-19.25	-1.29	0	0	..	..
Corée	89	73	-4.72	-1.93	1 322	1 486	0.31	0.86	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	857	1 006	7.67	1.04	13	9	-2.91	-1.03
Pakistan	2	2	-16.89	1.75	2 590	3 799	36.92	2.64	0	0	..	..
Philippines	1	1	0.00	2.41	227	299	21.33	1.50	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	584	742	118.04	1.38	0	0	..	..
Thaïlande	41	55	-11.08	2.53	2 829	3 362	5.70	1.48	4	3	-12.06	-1.45
Turquie	140	165	3.51	1.47	2 107	2 391	7.62	1.47	95	79	151.00	-1.45
Viet Nam	88	97	-13.13	1.74	1 826	2 396	17.61	2.24	2	2	54.00	-1.10
OCÉANIE	45	51	-0.08	2.28	2	2	-1.48	0.05	7	11	15.84	0.67
Australie	45	51	-0.08	2.28	1	1	-2.84	0.09	7	11	15.85	0.67
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	1	1	0.00	0.00	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**132 521**	**144 887**	**4.20**	**0.91**	**23 004**	**22 405**	**2.95**	**-0.40**	**59 291**	**66 839**	**4.64**	**1.61**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**214 804**	**261 327**	**3.78**	**1.45**	**126 084**	**150 135**	**7.33**	**1.77**	**88 581**	**105 701**	**7.74**	**1.37**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	878	1 035	2.68	1.62	1 284	1 833	40.23	1.74	31	18	7.99	-1.73
OCDE[3]	**123 277**	**133 686**	**3.79**	**0.83**	**29 822**	**31 061**	**2.96**	**0.26**	**55 661**	**62 599**	**4.14**	**1.58**
BRICS	**152 131**	**183 040**	**5.53**	**1.58**	**90 200**	**106 903**	**6.33**	**1.70**	**71 641**	**84 329**	**11.06**	**1.36**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.18.2. Projections du soja : Consommation, trituration domestique

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		TRITURATION DOMESTIQUE (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**348 300**	**406 057**	**3.99**	**1.33**	**312 969**	**368 842**	**4.14**	**1.40**
AMÉRIQUE DU NORD	63 873	67 240	3.21	0.44	58 661	61 678	3.05	0.43
Canada	2 743	3 572	4.09	4.24	1 942	2 912	3.99	4.84
États-Unis	61 130	63 668	3.17	0.26	56 718	58 766	3.02	0.25
AMÉRIQUE LATINE	106 857	125 425	2.75	1.35	99 832	117 138	2.79	1.34
Argentine	43 537	49 908	2.31	0.98	42 543	48 842	2.36	1.00
Brésil	48 679	58 170	2.35	1.69	43 385	51 782	2.32	1.69
Chili	223	386	3.53	1.45	223	386	3.57	1.45
Colombie	922	1 046	8.65	0.85	917	1 041	8.63	0.85
Mexique	5 205	6 016	4.76	0.99	4 968	5 766	5.01	1.01
Paraguay	4 190	5 133	8.67	1.57	4 027	4 935	8.82	1.54
Pérou	398	435	20.23	0.93	397	435	20.46	0.93
EUROPE	25 028	27 000	4.88	0.43	22 483	24 331	4.85	0.46
Union européenne[1]	16 789	17 938	3.83	0.50	14 789	15 872	3.57	0.57
Royaume-Uni	747	747	-0.97	0.00	667	650	-0.13	-0.39
Russie	4 883	5 269	9.92	0.10	4 796	5 191	9.77	0.10
Ukraine	1 555	1 818	9.29	0.62	1 404	1 639	9.33	0.64
AFRIQUE	7 338	11 187	8.34	2.78	6 703	10 334	9.64	2.78
Égypte	3 469	5 744	9.29	3.14	3 469	5 744	9.34	3.14
Éthiopie	40	54	6.82	2.61	20	31	5.56	3.99
Nigéria	727	904	2.54	1.78	592	674	9.19	0.87
Afrique du Sud	1 265	1 752	13.02	2.18	1 139	1 584	13.07	2.19
ASIE	145 162	175 162	4.99	1.73	125 250	155 321	5.51	1.92
Chine[2]	104 202	125 716	5.31	1.80	88 153	110 385	5.73	2.09
Inde	12 320	14 575	-0.61	1.85	10 481	12 321	-0.71	1.83
Indonésie	3 303	4 525	2.98	2.08	2 705	3 741	5.73	1.85
Iran	2 393	2 661	19.94	0.95	2 378	2 644	20.29	0.96
Japon	3 578	3 400	1.18	-0.53	2 771	2 589	2.51	-0.69
Kazakhstan	267	310	5.24	1.33	139	153	2.56	0.88
Corée	1 398	1 559	-0.30	0.71	1 376	1 528	-0.06	0.72
Malaisie	843	996	7.91	1.05	842	996	7.90	1.05
Pakistan	2 559	3 794	36.15	2.62	2 555	3 784	36.20	2.63
Philippines	218	300	20.06	1.58	218	300	20.37	1.58
Arabie saoudite	582	741	126.28	1.38	582	741	126.28	1.38
Thaïlande	2 900	3 413	5.27	1.50	2 865	3 394	5.50	1.51
Turquie	2 214	2 477	6.78	1.58	2 160	2 433	7.18	1.61
Viet Nam	1 897	2 482	11.35	2.18	1 855	2 452	14.52	2.21
OCÉANIE	41	42	-1.08	2.66	40	40	-1.06	2.77
Australie	40	41	-1.09	2.74	40	40	-1.06	2.77
Nouvelle-Zélande	1	1	0.00	0.00	0	0	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**94 714**	**100 470**	**3.65**	**0.44**	**85 887**	**91 094**	**3.58**	**0.43**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**253 586**	**305 587**	**4.12**	**1.64**	**227 082**	**277 748**	**4.36**	**1.73**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 139	2 849	14.29	1.72	1 710	2 325	19.83	1.66
OCDE[3]	**96 136**	**102 174**	**3.35**	**0.49**	**87 709**	**93 299**	**3.30**	**0.49**
BRICS	**171 349**	**205 482**	**4.04**	**1.73**	**147 955**	**181 263**	**4.24**	**1.89**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.19.1. Projections des autres oléagineux : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**153 896**	**174 906**	**2.85**	**1.24**	**21 144**	**23 692**	**3.60**	**1.35**	**20 663**	**23 692**	**3.39**	**1.35**
AMÉRIQUE DU NORD	24 655	27 322	4.74	1.63	955	957	0.13	1.96	10 519	12 289	3.31	2.09
Canada	20 166	22 535	5.04	1.89	259	241	-1.25	0.02	9 884	11 742	3.47	2.23
États-Unis	4 489	4 787	3.80	0.45	697	716	1.05	2.71	635	547	1.45	-0.67
AMÉRIQUE LATINE	6 295	9 160	2.29	3.49	1 760	2 233	0.61	2.58	1 044	1 702	8.38	5.27
Argentine	4 558	7 009	1.95	4.04	1	1	41.68	0.00	708	1 299	7.95	6.56
Brésil	591	815	7.28	3.09	5	5	-11.98	0.00	211	260	22.08	2.00
Chili	200	237	9.08	1.56	38	29	7.36	-1.82	9	10	14.24	1.57
Colombie	2	3	0.00	2.58	7	7	0.00	-0.10	0	0	..	..
Mexique	105	120	1.10	1.28	1 682	2 165	0.58	2.72	3	3	10.43	0.00
Paraguay	215	254	-1.33	1.52	0	0	-16.50	..	27	36	-3.04	3.32
Pérou	6	8	0.00	2.41	1	1	0.00	6.32	0	0	..	..
EUROPE	63 599	70 239	4.01	0.94	6 297	5 975	3.66	-0.55	5 092	5 770	4.35	1.02
Union européenne[1]	27 807	26 587	1.01	-0.02	5 758	5 571	3.86	-0.61	894	723	0.14	0.17
Royaume-Uni	2 046	2 000	-2.81	0.21	312	166	-0.04	1.09	288	377	-7.45	0.32
Russie	13 628	16 054	7.82	1.32	148	152	3.17	-0.14	350	253	14.73	-1.65
Ukraine	17 637	22 524	8.02	1.83	20	26	-0.18	-0.09	2 697	3 381	6.38	1.04
AFRIQUE	9 162	10 702	1.20	1.43	464	567	5.21	2.24	225	156	3.84	-3.72
Égypte	117	126	-0.41	0.57	99	113	5.18	1.54	22	19	7.15	-1.52
Éthiopie	99	110	2.88	0.65	0	1	..	..	0	0	..	..
Nigéria	2 130	2 524	0.17	1.67	0	0	..	..	33	0	-10.09	-53.30
Afrique du Sud	898	1 038	3.65	1.19	55	101	5.27	5.83	0	0	-73.62	..
ASIE	47 334	54 267	1.33	1.21	11 641	13 939	4.45	2.02	2 028	1 561	8.10	-1.37
Chine[2]	27 892	30 967	1.10	0.95	4 642	6 289	10.74	3.10	634	514	2.80	-0.11
Inde	12 220	14 917	1.34	1.70	253	302	6.68	-0.46	579	207	5.57	-8.39
Indonésie	623	736	-2.46	1.60	218	240	4.28	0.37	2	1	-3.20	-0.03
Iran	395	459	5.79	1.37	193	221	35.46	1.81	1	1	0.00	-0.16
Japon	20	21	-1.06	0.66	2 456	2 407	0.04	-0.10	0	0	..	..
Kazakhstan	1 141	1 333	11.22	1.39	7	7	1.78	-0.30	515	596	34.29	1.59
Corée	13	16	1.94	1.23	29	27	-2.21	-0.66	0	0	..	..
Malaisie	5	6	0.00	1.58	44	48	2.83	0.91	3	3	3.71	-0.91
Pakistan	750	890	-2.79	1.70	1 030	1 261	2.28	4.17	0	0	-66.28	..
Philippines	20	25	0.46	2.09	62	67	1.09	0.95	0	0	..	..
Arabie saoudite	3	3	0.00	1.37	4	4	0.00	0.14	0	0	..	..
Thaïlande	90	120	-0.09	2.74	51	46	-0.55	-3.25	3	4	1.57	2.07
Turquie	1 893	2 262	6.29	1.54	833	787	-1.98	-0.44	62	32	4.23	0.30
Viet Nam	328	368	2.48	1.06	184	244	262.51	2.20	35	27	11.99	-2.16
OCÉANIE	2 850	3 218	-2.17	-0.84	27	21	-1.53	-0.59	1 754	2 215	-3.96	-1.21
Australie	2 838	3 204	-2.18	-0.84	23	17	1.53	-0.70	1 754	2 214	-3.96	-1.21
Nouvelle-Zélande	10	10	0.00	-0.06	4	4	-9.74	0.13	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**93 291**	**103 314**	**4.02**	**1.06**	**10 137**	**9 885**	**2.56**	**-0.07**	**17 909**	**20 893**	**3.03**	**1.37**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**60 605**	**71 593**	**1.26**	**1.50**	**11 008**	**13 807**	**4.69**	**2.51**	**2 754**	**2 799**	**6.09**	**1.23**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6 352	7 284	0.85	1.22	246	369	-0.17	5.70	148	129	12.53	-2.53
OCDE[3]	**59 711**	**61 915**	**2.24**	**0.70**	**12 260**	**12 309**	**1.75**	**0.25**	**13 546**	**15 662**	**1.50**	**1.40**
BRICS	**55 229**	**63 790**	**2.56**	**1.24**	**5 102**	**6 848**	**9.88**	**2.86**	**1 774**	**1 234**	**6.54**	**-2.02**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.19.2. Projections des autres oléagineux : Consommation, trituration domestique

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		TRITURATION DOMESTIQUE (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**153 834**	**174 883**	**2.83**	**1.23**	**133 030**	**151 730**	**3.13**	**1.28**
AMÉRIQUE DU NORD	14 313	15 996	4.40	1.13	12 122	13 670	4.69	1.22
Canada	9 822	11 040	4.99	1.24	9 394	10 548	4.87	1.28
États-Unis	4 491	4 956	3.27	0.88	2 728	3 122	4.18	1.02
AMÉRIQUE LATINE	7 078	9 690	1.56	3.00	6 549	9 028	1.45	3.06
Argentine	3 916	5 711	1.72	3.53	3 781	5 526	1.86	3.56
Brésil	388	559	3.16	3.61	310	442	1.92	3.60
Chili	229	256	8.57	1.11	210	230	8.54	0.91
Colombie	9	10	0.00	0.60	8	9	0.00	0.82
Mexique	1 784	2 283	0.60	2.65	1 615	2 105	0.22	2.82
Paraguay	187	218	-1.47	1.25	154	177	-1.66	1.05
Pérou	7	9	0.00	2.81	3	3	0.00	0.65
EUROPE	64 777	70 435	3.93	0.81	60 416	65 637	4.14	0.82
Union européenne[1]	32 795	31 434	1.53	-0.12	30 292	28 917	1.50	-0.12
Royaume-Uni	2 069	1 789	-1.19	0.27	1 934	1 650	-1.36	0.40
Russie	13 293	15 955	7.63	1.35	12 656	15 066	8.40	1.26
Ukraine	14 960	19 163	8.31	1.97	14 103	18 164	8.80	2.06
AFRIQUE	9 427	11 112	1.30	1.56	5 713	6 184	1.60	0.64
Égypte	192	219	1.61	1.31	142	163	3.85	1.41
Éthiopie	99	111	2.88	0.72	62	63	5.45	-0.43
Nigéria	2 097	2 524	0.45	1.73	734	555	0.45	-3.09
Afrique du Sud	985	1 138	3.32	1.53	889	1 035	3.41	1.59
ASIE	57 131	66 626	1.74	1.44	47 258	56 251	2.03	1.68
Chine[2]	31 981	36 741	2.01	1.30	25 356	30 091	2.33	1.69
Inde	12 009	14 998	1.32	1.89	10 572	13 375	1.53	1.98
Indonésie	841	975	-0.90	1.28	261	333	2.92	2.25
Iran	585	679	10.63	1.52	544	623	11.07	1.39
Japon	2 464	2 428	0.04	-0.10	2 449	2 410	0.14	-0.10
Kazakhstan	623	743	4.45	1.27	484	577	4.41	1.11
Corée	43	43	-1.46	0.00	38	38	-1.47	-0.01
Malaisie	46	51	2.48	1.09	45	49	2.70	0.97
Pakistan	1 787	2 151	-0.11	3.08	1 655	1 997	0.05	3.24
Philippines	81	92	1.08	1.24	69	78	1.11	1.34
Arabie saoudite	7	7	0.00	0.68	5	5	0.00	0.71
Thaïlande	138	161	-0.18	0.66	81	116	-0.31	1.76
Turquie	2 667	3 017	3.32	1.01	2 459	2 765	3.04	0.96
Viet Nam	482	584	6.68	1.71	363	443	9.05	1.67
OCÉANIE	1 107	1 024	3.08	0.03	971	961	2.76	0.03
Australie	1 090	1 007	3.23	0.03	960	949	2.80	0.03
Nouvelle-Zélande	14	14	-4.40	0.00	11	11	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**84 705**	**92 301**	**3.89**	**0.85**	**77 737**	**84 790**	**4.08**	**0.87**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**69 129**	**82 582**	**1.64**	**1.68**	**55 293**	**66 940**	**1.91**	**1.83**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	6 447	7 523	0.56	1.48	4 472	5 068	0.65	1.15
OCDE[3]	**57 751**	**58 566**	**2.12**	**0.39**	**52 344**	**53 020**	**2.07**	**0.40**
BRICS	**58 657**	**69 390**	**2.93**	**1.46**	**49 783**	**60 008**	**3.42**	**1.65**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.20.1. Projections des tourteaux protéiques : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**342 665**	**402 941**	**3.45**	**1.40**	**89 890**	**98 161**	**2.45**	**0.77**	**90 422**	**98 161**	**1.83**	**0.77**
AMÉRIQUE DU NORD	56 155	59 958	3.06	0.58	4 753	4 149	2.98	-0.95	17 322	16 889	4.49	-0.14
Canada	6 831	8 269	4.68	2.14	968	510	-1.51	-5.63	5 051	5 800	6.32	1.40
États-Unis	49 325	51 690	2.85	0.35	3 785	3 640	4.50	-0.06	12 271	11 089	3.78	-0.86
AMÉRIQUE LATINE	82 242	98 281	2.46	1.44	9 443	10 652	2.87	1.34	49 632	58 317	1.48	1.42
Argentine	35 243	40 672	2.23	1.13	0	0	..	..	31 268	36 228	1.88	1.15
Brésil	33 992	42 046	1.80	1.76	5	5	-15.67	0.00	13 998	17 416	-0.49	2.20
Chili	295	435	5.17	1.28	1 071	983	0.97	0.27	1	1	-20.01	-0.03
Colombie	912	1 070	7.26	1.18	1 520	1 872	11.19	2.06	97	76	5.98	-2.02
Mexique	5 129	6 098	3.94	1.32	1 969	2 184	3.45	1.14	22	22	1.91	0.00
Paraguay	3 221	3 948	8.13	1.53	2	2	0.55	0.07	2 566	3 060	11.75	1.31
Pérou	337	369	14.91	0.89	1 470	2 174	8.22	3.81	5	5	0.00	-0.88
EUROPE	46 948	50 699	3.90	0.64	28 919	27 612	-0.15	-0.53	9 367	10 693	4.43	1.11
Union européenne[1]	28 693	28 543	2.28	0.14	23 773	22 127	-0.16	-0.86	1 859	860	-0.77	-5.45
Royaume-Uni	1 102	1 297	-1.42	1.38	3 192	3 241	0.96	0.65	227	272	2.74	3.17
Russie	8 377	9 758	7.48	0.87	129	88	-17.85	-0.09	1 799	2 548	4.83	1.93
Ukraine	7 362	9 349	8.90	1.85	37	29	-9.15	-0.21	5 066	6 558	7.57	2.06
AFRIQUE	9 881	13 672	5.88	2.26	4 749	5 223	1.23	2.02	678	603	2.56	-1.73
Égypte	2 895	4 685	8.32	3.06	504	4	-7.11	-29.10	11	8	21.54	3.57
Éthiopie	103	129	8.40	1.57	0	0	..	..	0	0	..	..
Nigéria	960	993	3.89	-0.01	467	648	32.10	2.75	183	146	5.81	-2.68
Afrique du Sud	1 350	1 773	9.37	1.99	680	844	-7.73	2.69	28	31	-11.88	-1.00
ASIE	146 371	178 570	3.90	1.80	38 745	46 995	4.46	1.49	13 312	11 464	-1.15	-1.03
Chine[2]	86 441	106 698	4.61	2.00	3 180	3 470	10.74	-1.51	1 005	620	0.43	0.35
Inde	19 514	23 398	-0.21	1.73	413	687	24.10	3.66	2 716	1 448	-10.25	-3.53
Indonésie	8 001	10 292	6.07	1.74	4 695	5 127	4.50	0.68	5 380	5 367	6.59	-0.68
Iran	2 222	2 481	17.44	1.03	2 194	3 070	-0.71	-0.12	43	9	-23.54	0.04
Japon	3 609	3 442	1.57	-0.46	1 813	1 734	-2.79	-0.60	0	1	15.59	0.00
Kazakhstan	414	477	2.18	0.81	5	5	-0.10	0.03	123	141	-2.04	0.65
Corée	1 180	1 300	0.07	0.66	3 379	3 990	-0.07	1.36	50	50	-5.58	0.00
Malaisie	3 459	3 794	1.80	0.73	1 599	1 673	4.45	0.49	2 578	2 510	1.10	-0.48
Pakistan	4 501	6 012	5.56	2.35	346	195	-7.10	8.10	68	78	-10.98	-2.08
Philippines	1 073	1 378	2.52	1.92	2 939	3 595	6.05	1.99	389	301	-2.94	-1.96
Arabie saoudite	462	588	75.35	1.37	1 704	2 087	16.15	1.65	55	46	79.25	-1.63
Thaïlande	2 763	3 305	6.60	1.59	3 610	4 328	1.89	1.83	12	12	7.05	-0.19
Turquie	3 818	4 378	4.52	1.37	2 138	2 791	5.78	2.81	94	73	-3.07	-1.34
Viet Nam	1 691	2 213	12.52	2.14	6 064	8 910	8.58	3.90	84	97	12.85	-3.33
OCÉANIE	1 068	1 762	2.13	4.78	3 282	3 530	7.03	1.20	110	194	-3.16	1.62
Australie	936	1 608	2.40	5.16	976	1 027	6.86	0.88	57	125	-6.83	1.30
Nouvelle-Zélande	8	8	0.28	0.00	2 293	2 493	7.15	1.35	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**110 739**	**119 355**	**3.34**	**0.65**	**40 258**	**39 010**	**0.41**	**-0.28**	**26 909**	**27 895**	**4.35**	**0.33**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**231 926**	**283 587**	**3.50**	**1.73**	**49 632**	**59 151**	**4.40**	**1.53**	**63 513**	**70 266**	**0.92**	**0.95**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	4 706	6 049	5.15	1.87	889	1 281	8.36	4.44	350	340	4.10	-1.23
OCDE[3]	**102 363**	**108 771**	**2.82**	**0.57**	**48 317**	**48 538**	**1.18**	**0.07**	**19 807**	**18 474**	**3.63**	**-0.43**
BRICS	**149 675**	**183 673**	**3.37**	**1.84**	**4 408**	**5 093**	**3.79**	**-0.30**	**19 546**	**22 064**	**-1.96**	**1.62**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.20.2. Projections des tourteaux protéiques : Consommation

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**343 104**	**402 871**	**3.63**	**1.39**
AMÉRIQUE DU NORD	**43 573**	**47 216**	**2.53**	**0.69**
Canada	2 708	2 976	-0.20	1.42
États-Unis	40 865	44 240	2.73	0.64
AMÉRIQUE LATINE	**42 408**	**50 604**	**3.49**	**1.43**
Argentine	3 979	4 445	1.94	0.96
Brésil	20 249	24 635	3.55	1.46
Chili	1 356	1 417	1.91	0.55
Colombie	2 344	2 865	9.67	1.84
Mexique	7 076	8 259	3.84	1.27
Paraguay	690	884	2.14	2.18
Pérou	1 802	2 536	9.15	3.33
EUROPE	**66 445**	**67 611**	**1.91**	**0.08**
Union européenne[1]	50 606	49 809	1.18	-0.19
Royaume-Uni	4 067	4 266	0.19	0.72
Russie	6 717	7 297	7.07	0.51
Ukraine	2 263	2 814	11.68	1.30
AFRIQUE	**13 941**	**18 285**	**4.36**	**2.35**
Égypte	3 371	4 678	5.20	2.83
Éthiopie	103	129	8.40	1.57
Nigéria	1 244	1 494	8.78	1.43
Afrique du Sud	1 986	2 585	1.22	2.24
ASIE	**172 496**	**214 057**	**4.60**	**1.90**
Chine[2]	89 084	109 554	5.03	1.87
Inde	17 164	22 616	2.04	2.23
Indonésie	7 375	10 050	5.02	2.66
Iran	4 386	5 541	6.78	0.35
Japon	5 418	5 176	-0.19	-0.51
Kazakhstan	297	340	5.02	0.87
Corée	4 496	5 240	0.06	1.19
Malaisie	2 477	2 955	4.33	1.73
Pakistan	4 825	6 127	4.47	2.55
Philippines	3 626	4 668	6.54	2.27
Arabie saoudite	2 165	2 628	18.93	1.65
Thaïlande	6 364	7 620	3.84	1.73
Turquie	5 914	7 093	5.45	1.95
Viet Nam	7 706	11 018	9.22	3.60
OCÉANIE	**4 240**	**5 098**	**6.06**	**2.29**
Australie	1 856	2 510	4.86	3.39
Nouvelle-Zélande	2 301	2 500	7.34	1.35
PAYS DÉVELOPPÉS	**123 999**	**130 460**	**2.12**	**0.42**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**219 105**	**272 412**	**4.57**	**1.89**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	**5 250**	**6 989**	**5.77**	**2.48**
OCDE[3]	**130 895**	**138 827**	**2.09**	**0.53**
BRICS	**135 199**	**166 687**	**4.41**	**1.80**

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.21.1. Projections des huiles végétales : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**209 498**	**246 688**	**3.91**	**1.41**	**84 555**	**97 915**	**3.68**	**1.27**	**84 765**	**97 915**	**3.45**	**1.27**
AMÉRIQUE DU NORD	17 876	18 818	3.62	0.64	4 922	5 115	3.71	0.22	4 654	4 823	2.11	1.91
Canada	4 554	4 953	5.10	1.29	287	332	-1.09	-0.03	3 458	3 712	4.44	1.77
États-Unis	13 322	13 866	3.15	0.41	4 635	4 783	4.08	0.24	1 196	1 110	-2.79	2.41
AMÉRIQUE LATINE	27 446	33 536	3.32	1.77	4 686	4 913	2.05	0.30	11 341	13 992	3.80	1.75
Argentine	9 388	11 324	2.23	1.58	17	17	6.01	0.00	6 037	7 212	2.63	1.11
Brésil	9 299	11 420	2.43	1.90	502	543	2.01	0.94	1 484	2 610	-2.45	4.91
Chili	121	157	6.38	1.14	469	552	5.71	1.59	1	1	-11.18	-0.23
Colombie	2 031	2 801	7.89	2.67	708	573	7.67	-1.85	863	1 049	19.31	1.88
Mexique	2 012	2 450	3.10	1.64	977	1 058	3.09	0.51	54	54	5.45	0.00
Paraguay	789	962	7.41	1.50	13	11	2.02	-1.55	682	837	13.54	1.57
Pérou	286	348	8.62	1.71	621	819	6.73	2.60	1	0	0.00	-0.21
EUROPE	29 966	32 683	4.33	0.85	14 137	11 385	2.91	-1.68	11 915	14 130	8.35	1.21
Union européenne[1]	15 584	15 362	1.97	0.01	10 647	8 021	2.89	-2.14	2 334	2 308	3.09	-1.12
Royaume-Uni	992	828	-1.93	2.00	1 187	1 172	2.23	-0.64	195	168	-6.94	1.35
Russie	6 063	7 110	8.77	1.20	1 113	1 098	3.77	0.05	2 858	3 466	14.31	1.63
Ukraine	6 594	8 456	8.83	2.00	283	235	-1.43	-1.80	6 147	7 753	10.15	1.83
AFRIQUE	8 246	10 096	3.30	1.57	11 446	14 990	4.31	2.62	1 357	1 087	-0.92	-2.62
Égypte	733	1 142	7.03	2.92	1 929	2 068	1.68	0.85	134	102	-13.55	-0.85
Éthiopie	57	69	7.64	1.11	517	788	11.95	4.26	0	0	..	..
Nigéria	1 701	1 943	2.00	0.87	1 387	2 250	4.26	4.34	65	84	-6.27	-3.22
Afrique du Sud	556	691	6.27	1.78	886	966	1.22	0.78	17	19	-21.56	-0.48
ASIE	124 614	149 848	4.05	1.54	49 013	61 150	3.93	1.80	54 573	62 821	2.81	1.22
Chine[2]	26 709	32 693	3.98	1.94	10 145	10 952	0.59	0.49	201	183	1.25	0.00
Inde	9 198	11 102	0.09	1.73	15 393	22 447	6.72	3.20	67	44	-5.24	-0.51
Indonésie	49 842	62 236	7.05	1.68	122	116	5.96	-0.01	31 826	39 486	5.60	1.81
Iran	665	745	15.13	1.11	1 362	1 441	-2.38	-0.19	26	30	-25.45	0.15
Japon	1 544	1 493	0.82	-0.30	902	1 020	2.36	1.02	2	2	-1.72	0.00
Kazakhstan	287	329	2.87	0.91	153	172	7.56	0.34	94	99	35.31	-0.34
Corée	305	334	0.03	0.62	1 157	1 207	4.70	0.35	3	3	-17.66	0.00
Malaisie	22 553	24 342	0.80	0.65	1 706	1 779	-3.51	-0.39	18 895	19 660	-0.36	0.40
Pakistan	1 935	2 470	1.70	2.31	3 406	4 317	5.68	2.28	77	57	-7.11	-2.09
Philippines	1 790	2 272	1.17	1.97	1 391	1 539	13.39	0.85	965	869	0.96	-0.84
Arabie saoudite	107	136	52.61	1.37	858	1 140	11.47	2.57	63	43	39.89	-2.51
Thaïlande	3 992	4 978	8.43	1.83	306	303	3.55	-2.55	576	661	1.18	2.62
Turquie	1 875	2 154	3.53	1.23	1 393	1 457	2.52	0.24	423	444	-0.71	-0.24
Viet Nam	671	853	8.50	1.94	1 062	1 230	5.39	1.17	156	143	14.78	-1.16
OCÉANIE	1 350	1 706	2.23	2.18	351	362	4.49	0.33	925	1 063	2.58	0.98
Australie	502	715	2.47	3.46	221	219	5.87	-0.05	177	191	4.61	-0.40
Nouvelle-Zélande	5	4	0.86	0.00	101	118	3.41	1.50	0	0	..	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**51 551**	**55 609**	**3.85**	**0.78**	**21 794**	**19 570**	**3.12**	**-0.83**	**16 894**	**19 294**	**6.03**	**1.35**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**157 947**	**191 079**	**3.93**	**1.60**	**62 761**	**78 345**	**3.88**	**1.87**	**67 872**	**78 621**	**2.89**	**1.25**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 842	4 677	2.23	1.62	7 548	10 274	7.10	2.82	479	355	5.25	-3.04
OCDE[3]	**43 093**	**45 402**	**2.87**	**0.64**	**23 411**	**21 260**	**3.39**	**-0.76**	**8 854**	**9 192**	**2.91**	**0.86**
BRICS	**51 823**	**63 015**	**3.38**	**1.81**	**28 039**	**36 006**	**3.83**	**2.10**	**4 628**	**6 322**	**4.31**	**2.77**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.21.2. Projections des huiles végétales : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**209 762**	**246 424**	**4.25**	**1.40**	**18.3**	**19.8**	**2.32**	**0.85**
AMÉRIQUE DU NORD	18 315	19 111	3.93	0.26	39.2	39.0	1.20	0.60
Canada	1 464	1 573	5.94	0.40	36.3	35.3	3.81	-0.36
États-Unis	16 852	17 537	3.77	0.25	39.5	39.4	0.96	0.71
AMÉRIQUE LATINE	20 798	24 452	2.85	1.47	19.2	20.2	0.57	0.48
Argentine	3 368	4 128	1.66	2.41	19.2	21.7	0.22	1.16
Brésil	8 306	9 353	3.52	1.15	24.3	24.4	0.17	0.36
Chili	587	709	6.07	1.49	11.5	12.5	3.16	0.58
Colombie	1 882	2 323	4.72	1.69	21.0	24.8	2.99	1.44
Mexique	2 936	3 454	3.06	1.31	23.3	24.7	1.79	0.40
Paraguay	122	136	-5.28	0.80	16.5	16.3	-6.02	-0.27
Pérou	905	1 165	7.31	2.33	10.6	12.7	5.22	1.75
EUROPE	32 285	29 942	2.65	-0.37	25.5	25.1	3.31	0.51
Union européenne[1]	23 981	21 081	2.40	-0.79	25.6	23.7	3.35	0.32
Royaume-Uni	1 984	1 832	1.39	0.28	29.6	26.1	0.70	-0.09
Russie	4 340	4 742	5.73	0.62	29.8	33.0	5.52	0.80
Ukraine	715	935	-2.28	2.30	12.2	17.7	-2.82	3.36
AFRIQUE	18 351	23 985	4.42	2.47	9.5	10.0	1.65	0.57
Égypte	2 550	3 107	5.39	1.64	8.4	9.1	5.31	0.69
Éthiopie	575	856	11.48	3.97	4.9	5.9	8.65	1.95
Nigéria	3 013	4 107	3.28	2.75	10.0	10.4	0.49	0.32
Afrique du Sud	1 439	1 639	4.14	1.20	13.8	14.8	2.29	0.83
ASIE	119 249	147 931	5.02	1.77	17.7	20.7	3.00	1.34
Chine[2]	37 532	43 461	3.81	1.45	26.3	29.8	3.27	1.29
Inde	24 809	33 474	4.09	2.69	11.1	14.3	1.04	2.32
Indonésie	16 884	22 713	10.37	1.54	24.2	34.3	10.05	1.65
Iran	2 038	2 156	3.48	0.23	11.6	11.3	0.78	-0.42
Japon	2 430	2 511	1.28	0.21	19.1	20.7	1.42	0.67
Kazakhstan	349	402	1.70	1.01	18.1	19.0	0.19	0.20
Corée	1 460	1 539	3.78	0.41	16.2	18.6	0.35	0.98
Malaisie	5 426	6 428	4.73	1.10	27.2	30.9	4.89	0.27
Pakistan	5 264	6 723	4.46	2.33	20.4	22.4	2.54	0.99
Philippines	2 253	2 939	7.79	2.32	6.1	8.4	12.30	2.03
Arabie saoudite	902	1 231	12.35	2.65	21.4	24.9	9.34	1.23
Thaïlande	3 790	4 616	9.68	1.37	13.5	18.3	8.18	2.54
Turquie	2 881	3 166	4.16	0.99	25.9	26.5	1.98	0.47
Viet Nam	1 574	1 939	6.12	1.70	2.5	3.4	3.06	2.88
OCÉANIE	763	1 005	2.69	2.81	17.4	20.5	1.59	1.78
Australie	533	743	2.92	3.43	21.4	26.6	1.46	2.39
Nouvelle-Zélande	105	123	3.28	1.44	22.2	23.9	2.25	0.73
PAYS DÉVELOPPÉS	**56 708**	**55 886**	**3.00**	**0.01**	**27.1**	**27.2**	**2.23**	**0.61**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**153 053**	**190 538**	**4.75**	**1.85**	**16.2**	**18.3**	**2.48**	**1.01**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	10 948	14 588	5.38	2.60	8.6	9.3	2.40	0.83
OCDE[3]	**57 920**	**57 473**	**3.09**	**0.07**	**27.7**	**27.7**	**2.01**	**0.57**
BRICS	**76 427**	**92 669**	**3.98**	**1.80**	**19.7**	**22.5**	**2.44**	**1.32**

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.22. Hypothèses concernant les marchés des oléagineux

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Taxe à l'exportation												
Soja	%	29.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Autres oléagineux	%	8.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Tourteaux de soja	%	28.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Huile de soja	%	28.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
AUSTRALIE												
Droits de douane												
Huile de soja	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Huile de colza	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
CANADA												
Droits de douane												
Huile de colza	%	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4
UNION EUROPÉENNE[1,2]												
Soutien couplé facultatif												
Soja	mln EUR	34	37	39	40	41	42	44	46	47	49	51
Droits de douane												
Huile de soja	%	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
Huile de colza	%	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
JAPON												
Nouveaux paiements au titre de la production												
Soja	JPY/kg	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7	150.7
Droits de douane												
Huile de soja	JPY/kg	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9
Huile de colza	JPY/kg	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9
CORÉE												
Contingent tarifaire, soja	kt	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032	1 032
Droits de douane intra quota	%	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Droits de douane hors quota	%	487	487	487	487	487	487	487	487	487	487	487
Soja (alim. humaine), marge	'000 KRW/t	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131
MEXIQUE												
Droits de douane												
Soja	%	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33
Tourteaux de soja	%	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8
Huile de soja	%	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
ÉTATS-UNIS												
Taux de participation ARC												
Soja	%	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9	96.9
Taux débiteur du soja	USD/t	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7	183.7
Droits de douane												
Graines de colza	%	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Tourteaux de soja	%	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Tourteaux de colza	%	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2
Huile de soja	%	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7	12.7
Huile de colza	%	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2
CHINE												
Droits de douane												
Soja	%	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Tourteaux de soja	%	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3
Huile de soja, droits de douane intra quota	%	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0	9.0
Contingent tarifaire, huile végétale	kt	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1	7 998.1
INDE												
Soja, droits de douane	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Colza, droits de douane	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Tourteaux de soja, droits de douane	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Huile de soja, droits de douane	%	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6	12.6
INDONÉSIE												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
PAKISTAN												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0	11.0
VIET NAM												
Tourteaux protéiques, droits de douane	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC.

1. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.23.1. Projections du sucre : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**175 645**	**202 813**	**0.78**	**1.45**	**56 570**	**67 075**	**0.92**	**1.47**	**59 947**	**70 075**	**1.12**	**1.40**
AMÉRIQUE DU NORD	7 475	7 684	0.75	0.46	3 861	3 780	-2.97	-0.32	75	60	-18.24	0.00
Canada	109	104	0.49	0.34	1 181	1 056	-0.66	-0.54	38	30	-4.16	0.00
États-Unis	7 366	7 580	0.75	0.46	2 681	2 723	-3.89	-0.24	37	30	-24.04	0.00
AMÉRIQUE LATINE	51 207	61 329	-1.00	0.96	1 994	1 712	-2.62	-1.13	28 274	36 959	-1.25	1.30
Argentine	1 842	2 203	0.39	1.44	0	0	-66.93	..	281	694	9.38	5.78
Brésil	30 133	37 139	-2.26	0.74	1	0	4.70	..	20 672	26 940	-2.35	1.08
Chili	232	293	-3.21	2.59	510	490	0.43	-0.70	0	0	..	..
Colombie	2 359	2 589	1.14	1.25	108	85	-7.83	-2.38	743	914	-0.29	2.44
Mexique	6 079	6 185	1.18	0.50	64	10	-13.25	0.00	1 638	1 743	0.69	0.21
Paraguay	145	202	0.58	3.55	85	65	51.41	-2.46	112	116	6.74	2.53
Pérou	1 234	1 608	1.83	1.67	206	228	0.19	3.54	99	98	5.73	-3.43
EUROPE	28 588	28 881	1.89	0.83	3 405	2 524	-9.42	-3.99	4 691	5 213	8.07	4.52
Union européenne[1]	17 545	17 349	0.74	0.55	1 631	1 303	-8.48	-5.15	2 537	2 695	4.65	4.71
Royaume-Uni	1 111	1 181	-0.09	1.49	943	774	-4.39	-0.76	379	372	4.16	3.29
Russie	6 693	6 538	7.49	0.54	247	66	-21.65	-11.87	865	803	268.59	0.13
Ukraine	1 798	1 961	-1.39	2.53	0	0	-69.55	..	422	642	61.04	13.07
AFRIQUE	11 294	15 831	2.22	2.81	14 284	17 565	3.11	2.20	4 090	3 184	0.17	-2.30
Égypte	2 448	4 100	4.08	3.90	1 193	690	-1.81	-2.56	132	228	-8.85	2.46
Éthiopie	405	689	5.05	3.60	248	363	17.83	3.36	37	26	287.99	-10.08
Nigéria	17	0	-2.55	..	1 193	1 612	0.92	2.78	0	0	-34.90	..
Afrique du Sud	2 151	2 683	0.98	2.00	353	188	-4.53	-2.90	737	999	1.39	2.98
ASIE	72 342	84 291	1.46	1.95	32 640	41 090	2.85	1.93	19 026	20 830	4.10	1.81
Chine[2]	10 756	12 198	-1.44	1.12	4 800	6 257	4.33	1.03	106	68	7.91	0.00
Inde	30 813	35 252	1.84	1.90	1 469	1 536	14.94	0.52	4 082	4 230	6.26	-0.52
Indonésie	2 355	2 799	-1.25	1.14	4 848	7 495	6.53	4.28	0	0	..	..
Iran	1 752	2 315	7.68	1.66	620	411	-9.97	-2.64	24	0	-66.84	..
Japon	746	750	1.42	0.00	1 313	1 256	-0.42	-0.71	4	5	16.40	0.00
Kazakhstan	45	0	17.56	..	458	531	1.30	0.57	27	4	16.26	-0.57
Corée	0	0	..	..	1 907	2 086	1.15	0.81	311	336	-0.96	0.36
Malaisie	0	0	-81.13	..	2 024	2 408	1.22	1.52	116	83	-11.44	-1.50
Pakistan	5 784	7 370	3.56	2.67	9	8	-22.19	-0.98	771	650	12.73	13.10
Philippines	2 126	2 550	-1.28	1.60	73	119	114.43	-1.63	223	342	-5.62	2.37
Arabie saoudite	0	0	..	..	1 574	1 827	2.49	1.24	321	282	6.55	-1.23
Thaïlande	12 972	15 759	2.58	2.89	0	0	-45.79	..	9 737	12 656	4.88	3.43
Turquie	2 435	2 653	1.06	1.34	159	1	65.83	-45.60	20	52	-13.38	9.79
Viet Nam	1 359	1 267	0.28	1.75	356	823	14.28	2.80	47	53	76.81	-2.08
OCÉANIE	4 740	4 798	2.10	0.49	386	404	-1.09	-0.33	3 790	3 829	4.67	0.41
Australie	4 510	4 436	2.14	0.29	86	120	-8.51	0.00	3 612	3 583	4.95	0.31
Nouvelle-Zélande	0	0	..	..	243	238	0.21	-0.08	20	20	-1.66	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**43 717**	**44 732**	**1.71**	**0.78**	**11 817**	**10 975**	**-4.54**	**-1.03**	**9 379**	**10 066**	**5.25**	**2.54**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**131 928**	**158 082**	**0.50**	**1.65**	**44 753**	**56 100**	**2.95**	**2.03**	**50 568**	**60 009**	**0.52**	**1.22**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 994	5 272	2.59	2.71	9 868	14 513	5.68	4.01	2 291	579	0.68	-10.42
OCDE[3]	**42 731**	**43 407**	**0.93**	**0.61**	**11 568**	**11 006**	**-2.97**	**-1.01**	**9 347**	**9 789**	**2.62**	**1.69**
BRICS	**80 547**	**93 810**	**0.02**	**1.23**	**6 870**	**8 047**	**0.82**	**0.61**	**26 461**	**33 041**	**-0.69**	**0.85**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les données sur le sucre sont exprimées en base tel quel.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.23.2. Projections du sucre : Consommation, humaine

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**171 123**	**198 589**	**1.26**	**1.42**	**22.5**	**23.5**	**0.10**	**0.48**
AMÉRIQUE DU NORD	11 271	11 399	-0.13	0.20	31.0	29.4	-0.76	-0.38
Canada	1 223	1 130	0.48	-0.47	33.0	27.9	-0.53	-1.26
États-Unis	10 048	10 268	-0.20	0.27	30.7	29.5	-0.79	-0.28
AMÉRIQUE LATINE	25 357	25 935	-0.70	0.26	39.4	36.9	-1.75	-0.52
Argentine	1 535	1 509	-0.89	-0.08	34.6	31.0	-1.88	-0.90
Brésil	10 397	10 095	-1.99	-0.09	49.6	45.3	-2.81	-0.62
Chili	750	783	0.02	0.42	41.2	40.1	-0.82	-0.20
Colombie	1 672	1 758	0.82	0.48	33.8	33.2	-0.10	-0.10
Mexique	4 310	4 458	0.88	0.11	34.2	31.9	-0.36	-0.79
Paraguay	134	151	1.04	1.06	19.5	19.5	-0.27	-0.01
Pérou	1 375	1 719	2.84	2.05	42.2	47.1	1.53	1.03
EUROPE	27 402	26 209	-0.57	-0.31	36.7	35.2	-0.74	-0.24
Union européenne[1]	16 938	15 967	-0.49	-0.39	38.1	36.1	-0.62	-0.31
Royaume-Uni	1 692	1 583	-2.17	-0.03	25.2	22.5	-2.84	-0.40
Russie	5 852	5 802	0.68	-0.23	40.2	40.4	0.48	-0.06
Ukraine	1 401	1 326	-3.89	-0.54	31.8	32.0	-3.41	0.01
AFRIQUE	21 398	29 858	3.52	3.13	16.8	18.1	0.91	0.77
Égypte	3 448	4 496	2.65	2.80	34.7	38.1	0.55	1.25
Éthiopie	627	1 007	6.46	4.23	5.8	7.4	3.80	2.01
Nigéria	1 202	1 612	0.86	2.79	6.1	6.3	-1.76	0.27
Afrique du Sud	1 716	1 871	-1.03	0.95	29.9	29.3	-2.34	0.00
ASIE	84 403	103 815	2.27	1.91	18.6	21.1	1.25	1.20
Chine[2]	16 254	18 416	2.14	1.13	11.4	12.6	1.61	0.94
Inde	25 919	32 267	2.42	2.02	19.1	21.5	1.22	1.10
Indonésie	7 115	10 223	3.70	3.31	26.7	34.8	2.49	2.45
Iran	2 480	2 722	0.64	0.89	30.3	30.8	-0.53	0.26
Japon	2 095	2 001	-0.80	-0.45	16.5	16.5	-0.66	0.00
Kazakhstan	490	526	1.17	0.59	26.6	26.1	-0.26	-0.20
Corée	1 579	1 743	1.71	0.92	30.9	34.0	1.32	0.94
Malaisie	1 890	2 309	3.40	1.67	59.0	63.3	1.76	0.50
Pakistan	5 330	6 683	2.50	2.03	26.5	27.7	0.45	0.40
Philippines	2 042	2 318	0.85	1.36	19.2	18.7	-0.74	0.00
Arabie saoudite	1 262	1 536	2.87	1.72	37.6	39.3	0.38	0.40
Thaïlande	2 882	3 070	1.30	0.55	41.7	44.1	0.95	0.51
Turquie	2 391	2 552	1.02	0.52	29.2	29.0	-0.53	0.02
Viet Nam	1 608	2 019	3.40	2.19	16.7	19.1	2.29	1.37
OCÉANIE	1 292	1 373	-0.56	0.46	31.9	29.8	-2.04	-0.69
Australie	942	976	-1.35	0.20	37.8	35.0	-2.75	-0.80
Nouvelle-Zélande	220	218	0.30	-0.10	46.4	42.4	-0.71	-0.81
PAYS DÉVELOPPÉS	**46 233**	**45 642**	**-0.36**	**-0.03**	**32.5**	**31.3**	**-0.76**	**-0.23**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**124 890**	**152 947**	**1.91**	**1.89**	**20.2**	**21.9**	**0.56**	**0.79**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	11 643	18 905	5.55	4.51	13.5	17.1	3.11	2.24
OCDE[3]	**44 856**	**44 574**	**-0.14**	**0.02**	**32.5**	**31.1**	**-0.68**	**-0.27**
BRICS	**60 137**	**68 452**	**1.19**	**1.21**	**18.8**	**20.2**	**0.37**	**0.69**

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les données sur le sucre sont exprimées en base tel quel.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.24. Hypothèses concernant les marchés du sucre

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Droits de douane, sucre	ARS/t	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
BRÉSIL												
Droits de douane, sucre brut	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
Droits de douane, sucre raffiné	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
CANADA												
Droits de douane, sucre brut	CAD/t	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7	24.7
Droits de douane, sucre raffiné	CAD/t	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9	30.9
CHINE[1]												
Contingent tarifaire sucre	kt	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0	1 954.0
Droits de douane intra quota, sucre brut	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane intra quota, sucre raffiné	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Droits de douane hors quota	%	82.2	73.3	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
UNION EUROPÉENE[2,3]												
Soutien couplé facultatif												
Betterave à sucre[4]	mln EUR	179.1	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3	169.3
Droits de douane, sucre brut	EUR/t	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0	339.0
Droits de douane, sucre raffiné	EUR/t	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0	419.0
INDE												
Droits de douane, sucre	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
INDONÉSIE												
Droits de douane, sucre	%	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6
JAPON												
Prix de stabilisation minimum, sucre brut	JPY/kg	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2	153.2
Droits de douane, sucre brut	JPY/kg	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8	71.8
Droits de douane, sucre raffiné	JPY/kg	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1	103.1
CORÉE												
Droits de douane, sucre brut	%	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Droits de douane, sucre raffiné	%	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
MEXIQUE												
Mexique, droit de douane extérieur commun, sucre brut	USD/t	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6
Mexique, droit de douane extérieur commun, sucre raffiné	USD/t	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4
RUSSIE												
Droits de douane minimum, sucre brut	USD/t	253.3	240.0	240.0	240.0	203.0	203.0	203.0	203.0	171.0	171.0	171.0
Droits de douane minimum, sucre raffiné	USD/t	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0
ÉTATS-UNIS												
Taux de prêt, sucre brut	USD/t	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4	413.4
Taux de prêt, sucre raffiné	USD/t	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1	531.1
Contingent tarifaire, sucre brut	kt esb	1 461	1 436	1 440	1 443	1 446	1 450	1 453	1 457	1 460	1 463	1 463
Contingent tarifaire, sucre raffiné	kt esb	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0	49.0
Sucre brut, droits de douane OMC 2ème régime	USD/t	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6	338.6
Sucre raffiné, droits de douane OMC 2ème régime	USD/t	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4	357.4
VIET NAM												
Droit de douane, sucre	%	75.8	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2	83.2

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. Les sources pour les droits de douane et les contingents tarifaires sont la réponse au questionnaire national, la CNUCED et l'OMC.

1. Continentale uniquement.
2. Production soutenue par un quota de production de sucre de l'UE de 13,5 millions de tonnes et de 720 kt d'isoglucose jusqu'au 30 septembre 2017.
3. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
4. Mis en oeuvre dans 10 états membres.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.25.1. Projections de la viande : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc)[4]		Croissance (%)[5]		IMPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]		EXPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**326 729**	**366 436**	**1.48**	**1.39**	**34 036**	**38 414**	**3.28**	**0.60**	**35 206**	**39 285**	**2.78**	**0.54**
AMÉRIQUE DU NORD	50 483	54 725	1.42	0.49	2 677	2 954	3.24	1.08	9 576	10 712	1.36	0.39
Canada	4 953	5 467	0.98	0.69	656	814	0.32	1.28	2 046	2 524	1.59	1.30
États-Unis	45 530	49 258	1.47	0.47	2 021	2 140	4.37	1.00	7 530	8 188	1.30	0.13
AMÉRIQUE LATINE	53 135	59 999	1.54	1.01	4 595	5 197	4.80	0.90	8 659	10 509	2.33	1.01
Argentine	5 706	6 509	2.48	0.94	54	52	-2.39	0.17	701	1 143	4.09	1.78
Brésil	26 962	29 462	1.00	0.67	45	56	1.77	0.90	6 146	7 396	1.48	1.02
Chili	1 502	1 866	1.29	1.63	661	793	13.18	0.45	374	463	4.77	0.38
Colombie	2 764	3 414	3.45	2.07	230	319	15.46	3.46	28	45	7.96	5.90
Mexique	6 860	8 099	2.36	1.44	2 026	2 169	5.15	0.41	356	393	9.89	0.24
Paraguay	677	769	3.52	2.00	37	35	5.49	1.09	345	395	5.61	2.83
Pérou	1 939	2 486	4.22	2.11	93	182	14.49	7.98	3	2	-13.94	-0.72
EUROPE	63 633	65 318	1.78	0.11	5 219	5 217	-3.18	0.13	8 664	8 932	4.23	-0.27
Union européenne[1]	44 166	44 336	1.20	-0.06	1 556	1 764	-0.12	0.60	6 686	6 777	3.60	-0.46
Royaume-Uni	3 989	4 023	1.85	-0.29	1 825	1 958	1.17	1.06	797	718	1.31	-0.71
Russie	10 521	11 356	4.92	0.53	838	567	-13.60	-2.84	279	338	37.67	1.35
Ukraine	2 126	2 557	0.93	1.37	408	333	-1.17	-1.44	392	545	24.62	1.20
AFRIQUE	17 066	21 144	2.03	2.06	3 077	4 127	3.42	3.18	279	283	1.12	0.19
Égypte	2 078	2 710	1.68	2.29	428	478	4.09	3.27	7	6	7.01	0.05
Éthiopie	504	596	-3.23	1.62	0	0	..	..	17	14	3.48	-1.21
Nigéria	1 193	1 391	0.96	1.55	2	5	-8.58	5.85	1	1	102.50	-1.41
Afrique du Sud	3 147	4 000	2.01	2.39	634	673	6.72	0.63	150	172	4.84	1.60
ASIE	135 856	158 129	1.25	2.37	17 948	20 315	5.54	0.10	4 787	5 352	4.81	0.84
Chine[2]	82 137	93 330	0.26	2.82	3 869	3 646	19.67	-5.29	600	650	-1.68	2.03
Inde	7 244	9 126	2.35	2.07	2	4	-0.24	3.05	1 581	1 475	4.17	-0.59
Indonésie	3 243	4 146	4.32	2.30	211	382	14.01	3.55	3	2	-7.30	-2.16
Iran	3 092	3 714	2.67	1.58	189	158	-3.62	-1.16	69	77	6.90	1.16
Japon	3 359	3 149	0.65	-0.79	3 140	3 227	2.79	0.10	18	20	10.31	0.09
Kazakhstan	899	1 020	2.53	1.13	268	364	0.85	3.18	17	19	34.08	-1.98
Corée	2 500	2 637	3.37	0.22	1 434	1 599	5.94	0.58	35	50	1.71	0.00
Malaisie	2 124	2 714	3.69	2.23	341	398	5.24	1.87	208	317	6.15	4.07
Pakistan	3 769	4 866	4.52	2.17	29	34	3.64	4.34	58	67	3.49	-0.38
Philippines	3 573	4 471	2.75	1.95	604	982	9.07	5.58	8	9	-11.92	-0.42
Arabie saoudite	744	989	3.93	2.04	888	907	-1.07	0.70	69	64	2.40	-0.65
Thaïlande	2 992	3 683	1.65	1.41	23	19	-1.63	-1.70	1 232	1 666	7.24	1.90
Turquie	3 628	4 596	5.36	1.72	53	32	-5.94	-0.75	592	685	12.27	0.70
Viet Nam	4 948	6 183	2.75	3.64	1 525	2 103	4.96	2.93	25	14	44.26	1.10
OCÉANIE	6 556	7 121	1.78	1.34	519	603	2.64	1.88	3 240	3 496	2.31	1.46
Australie	5 010	5 507	1.95	1.62	334	370	1.90	1.63	2 177	2 418	2.43	2.18
Nouvelle-Zélande	1 406	1 448	1.28	0.33	82	98	7.59	1.40	1 060	1 075	2.09	0.02
PAYS DÉVELOPPÉS	**130 876**	**138 712**	**1.64**	**0.40**	**12 799**	**13 456**	**0.13**	**0.55**	**21 691**	**23 390**	**2.62**	**0.29**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**195 853**	**227 724**	**1.37**	**2.03**	**21 236**	**24 958**	**5.62**	**0.63**	**13 515**	**15 895**	**3.04**	**0.93**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	11 080	13 772	3.61	2.15	1 265	1 974	2.20	4.62	37	34	-2.42	-1.59
OCDE[3]	**127 241**	**135 570**	**1.57**	**0.44**	**14 262**	**15 601**	**3.27**	**0.71**	**21 715**	**23 370**	**2.53**	**0.26**
BRICS	**130 010**	**147 274**	**0.90**	**2.12**	**5 388**	**4 946**	**5.18**	**-4.32**	**8 756**	**10 031**	**2.11**	**0.84**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.25.2. Projections de la viande : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg pad/cap)[5]		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**325 246**	**365 149**	**1.51**	**1.39**	**34.5**	**34.9**	**0.41**	**0.45**
AMÉRIQUE DU NORD	43 813	47 305	1.51	0.56	96.5	97.8	0.84	-0.01
Canada	3 241	3 495	1.19	0.70	70.2	69.8	0.31	-0.03
États-Unis	40 573	43 810	1.53	0.55	99.4	101.1	0.89	0.00
AMÉRIQUE LATINE	48 583	54 141	1.69	0.99	60.8	62.2	0.69	0.22
Argentine	5 059	5 417	2.16	0.76	89.0	87.1	1.24	-0.05
Brésil	20 687	21 985	0.95	0.56	78.8	78.8	0.14	0.02
Chili	1 778	2 179	3.66	1.47	78.2	89.1	2.75	0.84
Colombie	2 933	3 656	4.05	2.16	48.6	57.0	3.40	1.59
Mexique	8 308	9 582	2.99	1.21	53.8	56.1	1.76	0.31
Paraguay	365	405	2.11	1.20	40.5	39.9	0.74	0.13
Pérou	2 029	2 666	4.62	2.42	53.2	62.6	3.37	1.41
EUROPE	59 903	61 403	0.88	0.18	64.4	66.5	0.82	0.27
Union européenne[1]	38 706	39 074	0.74	0.06	69.5	70.8	0.68	0.16
Royaume-Uni	5 012	5 263	1.67	0.26	60.6	61.1	1.06	-0.11
Russie	11 111	11 611	1.47	0.31	62.0	65.7	1.52	0.49
Ukraine	2 136	2 339	-1.38	0.96	39.8	46.5	-0.78	1.55
AFRIQUE	19 816	24 969	2.22	2.27	12.5	12.2	-0.31	-0.06
Égypte	2 530	3 212	2.07	2.41	20.4	21.9	0.17	0.92
Éthiopie	464	568	-3.58	1.94	3.1	3.0	-6.64	-0.24
Nigéria	1 249	1 487	0.73	1.76	5.1	4.6	-2.01	-0.77
Afrique du Sud	3 616	4 482	2.43	2.12	52.0	57.6	1.16	1.10
ASIE	149 642	173 489	1.63	2.12	26.7	28.6	0.67	1.38
Chine[2]	85 333	96 233	0.79	2.37	48.0	52.8	0.32	2.13
Inde	5 654	7 643	1.94	2.68	3.5	4.3	1.10	1.81
Indonésie	3 572	4 667	4.69	2.38	11.1	13.2	3.49	1.56
Iran	3 198	3 781	2.26	1.47	32.9	35.9	1.05	0.81
Japon	6 468	6 357	1.64	-0.37	40.8	42.1	1.83	0.10
Kazakhstan	1 152	1 369	1.90	1.69	49.4	53.8	0.51	0.93
Corée	3 867	4 187	4.07	0.36	59.8	64.6	3.68	0.37
Malaisie	2 276	2 813	3.58	1.97	60.5	65.6	2.00	0.79
Pakistan	3 734	4 826	4.55	2.23	14.7	15.9	2.64	0.60
Philippines	4 176	5 451	3.58	2.51	31.8	35.9	2.06	1.19
Arabie saoudite	1 701	1 987	1.07	1.38	43.6	43.6	-1.38	0.03
Thaïlande	1 641	1 734	-1.02	0.69	19.3	20.3	-1.35	0.67
Turquie	3 253	3 994	4.35	1.83	32.6	37.1	2.63	1.30
Viet Nam	6 499	8 314	3.26	3.44	53.2	62.6	2.09	2.62
OCÉANIE	3 487	3 843	1.41	1.07	69.9	67.9	0.04	-0.06
Australie	2 815	3 078	1.30	1.01	91.6	89.7	-0.01	0.03
Nouvelle-Zélande	432	467	2.12	0.77	74.8	74.5	1.35	0.07
PAYS DÉVELOPPÉS	**121 606**	**128 558**	**1.25**	**0.43**	**68.6**	**70.9**	**0.91**	**0.24**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**203 640**	**236 591**	**1.67**	**1.95**	**26.6**	**27.4**	**0.38**	**0.83**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	12 187	15 588	3.51	2.46	11.3	11.4	1.17	0.25
OCDE[3]	**119 252**	**127 285**	**1.59**	**0.50**	**69.3**	**71.6**	**1.09**	**0.22**
BRICS	**126 401**	**141 954**	**0.97**	**1.90**	**31.9**	**33.7**	**0.24**	**1.34**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.26.1. Projections de la viande bovine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc)[4]		Croissance (%)[5]		IMPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]		EXPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**69 774**	**76 005**	**0.88**	**0.75**	**10 102**	**11 496**	**4.42**	**0.81**	**10 168**	**11 510**	**3.32**	**0.78**
AMÉRIQUE DU NORD	13 210	14 061	0.40	0.48	1 584	1 705	3.76	0.74	1 912	2 257	2.81	0.79
Canada	1 449	1 605	0.07	0.47	216	253	-1.24	0.69	531	756	3.61	1.78
États-Unis	11 761	12 456	0.45	0.48	1 369	1 452	4.79	0.75	1 381	1 502	2.58	0.32
AMÉRIQUE LATINE	17 933	19 476	0.92	0.75	729	844	0.88	0.84	3 092	3 992	5.15	0.86
Argentine	2 910	3 302	1.53	0.76	7	7	9.89	0.00	458	802	8.49	1.45
Brésil	9 138	9 816	0.60	0.56	33	47	0.67	1.26	1 436	1 942	4.44	0.79
Chili	214	264	0.98	1.10	300	384	7.99	1.45	15	21	6.09	-1.40
Colombie	748	787	-1.68	1.84	6	7	14.05	-1.44	23	42	18.75	6.39
Mexique	1 968	2 204	1.39	1.19	138	135	-3.86	-0.15	215	224	11.25	-0.04
Paraguay	458	515	4.26	2.43	8	4	16.59	-2.80	335	381	5.31	2.88
Pérou	190	215	0.83	1.32	7	6	4.34	-0.23	0	0	..	..
EUROPE	10 811	10 331	0.05	-0.47	1 309	1 343	-2.77	0.78	1 026	1 029	2.65	0.45
Union européenne[1]	7 256	6 822	0.26	-0.64	370	401	1.06	1.49	605	647	2.64	0.56
Royaume-Uni	899	828	0.08	-0.85	344	370	1.60	2.12	129	91	-1.58	-0.19
Russie	1 603	1 649	-0.38	0.10	444	405	-8.71	-0.63	7	8	69.13	0.00
Ukraine	362	345	-1.87	0.14	3	3	-12.36	-0.28	49	48	17.42	0.56
AFRIQUE	6 623	7 894	1.81	1.78	635	892	0.09	4.19	86	108	-2.02	3.36
Égypte	799	910	-0.35	0.90	293	415	1.81	4.46	1	1	14.59	-0.35
Éthiopie	415	493	0.23	1.67	0	0	..	..	2	1	20.59	-2.33
Nigéria	325	376	2.80	1.40	1	2	-3.59	1.15	1	1	126.37	-1.40
Afrique du Sud	1 009	1 362	2.27	3.41	21	16	-5.77	-2.19	53	86	6.53	5.81
ASIE	17 909	20 765	1.35	1.08	5 813	6 678	8.46	0.45	1 881	1 802	3.82	-0.44
Chine[2]	6 497	7 141	0.72	0.40	1 155	1 218	56.90	-3.81	61	35	-5.40	1.46
Inde	2 536	2 653	-0.10	0.28	0	0	..	..	1 554	1 468	4.19	-0.51
Indonésie	431	473	1.42	1.05	206	376	14.05	3.55	1	1	-5.54	-0.28
Iran	502	704	4.75	2.54	154	109	-2.72	-1.61	3	4	53.91	0.20
Japon	474	416	-1.10	-1.44	868	918	2.27	0.19	5	6	27.50	0.00
Kazakhstan	467	518	2.53	0.89	50	88	1.92	4.71	6	7	36.39	-1.44
Corée	283	306	0.11	0.58	527	605	6.46	0.46	4	4	1.75	0.00
Malaisie	35	47	8.06	2.35	200	270	3.69	2.85	9	7	0.49	-2.78
Pakistan	1 904	2 394	3.02	2.16	1	1	-9.09	0.01	48	57	7.89	-0.06
Philippines	302	359	0.09	1.84	174	221	5.30	2.17	3	4	-5.68	-0.38
Arabie saoudite	42	61	-0.66	3.76	152	193	0.05	1.98	15	12	-7.27	-1.94
Thaïlande	205	266	-2.19	1.78	17	12	0.36	-3.04	43	70	4.25	3.13
Turquie	912	1 362	6.33	2.28	31	9	-7.90	-2.39	18	31	3.22	1.58
Viet Nam	372	531	-0.33	2.91	849	882	13.07	2.44	2	2	60.21	-0.26
OCÉANIE	3 287	3 478	1.22	1.56	31	33	-1.12	1.16	2 171	2 321	1.82	1.73
Australie	2 610	2 823	1.26	2.06	12	8	-0.85	0.00	1 573	1 750	1.52	2.59
Nouvelle-Zélande	667	645	1.10	-0.31	9	10	5.94	-0.03	595	569	2.66	-0.50
PAYS DÉVELOPPÉS	**30 642**	**31 828**	**0.50**	**0.41**	**4 024**	**4 290**	**0.84**	**0.74**	**5 173**	**5 708**	**2.40**	**1.15**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**39 132**	**44 176**	**1.19**	**1.00**	**6 079**	**7 206**	**7.50**	**0.86**	**4 995**	**5 801**	**4.39**	**0.43**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 873	4 605	2.52	1.74	172	259	0.62	5.66	11	9	-0.85	-1.80
OCDE[3]	**29 556**	**30 837**	**0.58**	**0.42**	**4 349**	**4 778**	**3.03**	**0.87**	**5 096**	**5 644**	**2.51**	**1.11**
BRICS	**20 783**	**22 620**	**0.54**	**0.59**	**1 653**	**1 687**	**7.99**	**-2.98**	**3 111**	**3 539**	**4.04**	**0.32**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.26.2. Projections de la viande bovine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg pad/cap)[5]		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**69 479**	**75 728**	**0.94**	**0.75**	**6.4**	**6.3**	**-0.22**	**-0.19**
AMÉRIQUE DU NORD	13 158	13 830	0.36	0.49	25.3	24.9	-0.37	-0.09
Canada	959	928	-0.53	-0.25	18.1	16.0	-1.54	-1.03
États-Unis	12 199	12 902	0.44	0.55	26.1	26.0	-0.26	0.00
AMÉRIQUE LATINE	15 071	15 769	0.20	0.71	16.4	15.7	-0.85	-0.07
Argentine	2 459	2 507	0.55	0.55	38.8	36.0	-0.46	-0.28
Brésil	7 562	7 784	0.21	0.53	25.3	24.4	-0.63	-0.01
Chili	488	609	4.27	1.45	18.8	21.8	3.39	0.82
Colombie	698	719	-2.09	1.68	9.9	9.5	-2.98	1.10
Mexique	1 657	1 810	0.93	1.07	9.2	9.1	-0.31	0.16
Paraguay	128	135	3.19	1.13	13.0	12.1	1.85	0.07
Pérou	197	221	0.94	1.28	4.2	4.2	-0.34	0.26
EUROPE	10 889	10 508	-0.88	-0.36	10.2	9.9	-1.04	-0.29
Union européenne[1]	6 791	6 412	-0.06	-0.58	10.7	10.1	-0.20	-0.50
Royaume-Uni	1 114	1 107	0.75	0.00	11.6	11.0	0.06	-0.37
Russie	2 075	2 080	-3.68	-0.05	10.0	10.1	-3.87	0.12
Ukraine	307	291	-3.81	0.07	4.9	4.9	-3.33	0.63
AFRIQUE	7 198	8 763	1.61	2.04	4.0	3.7	-0.95	-0.30
Égypte	1 122	1 354	0.23	1.85	7.9	8.0	-1.83	0.31
Éthiopie	391	477	0.14	1.96	2.5	2.4	-2.37	-0.21
Nigéria	375	462	2.16	2.06	1.3	1.3	-0.50	-0.44
Afrique du Sud	955	1 265	1.14	3.15	11.7	13.8	-0.20	2.17
ASIE	22 342	26 028	2.76	0.99	3.5	3.7	1.74	0.28
Chine[2]	7 632	8 351	3.10	-0.36	3.7	4.0	2.57	-0.55
Inde	982	1 185	-4.22	1.35	0.5	0.6	-5.34	0.43
Indonésie	773	1 012	3.83	2.00	2.0	2.4	2.61	1.14
Iran	657	814	2.49	1.86	5.6	6.4	1.29	1.22
Japon	1 326	1 330	1.00	-0.44	7.3	7.7	1.15	0.01
Kazakhstan	514	602	2.23	1.39	19.5	20.9	0.79	0.59
Corée	806	907	4.09	0.50	11.0	12.4	3.69	0.51
Malaisie	242	326	3.10	2.78	5.3	6.3	1.46	1.60
Pakistan	1 851	2 332	2.92	2.23	6.5	6.8	0.86	0.60
Philippines	481	584	2.11	1.96	3.2	3.3	0.50	0.59
Arabie saoudite	179	242	0.52	2.63	3.7	4.3	-1.91	1.29
Thaïlande	129	126	-4.28	0.30	1.3	1.3	-4.61	0.26
Turquie	1 089	1 391	6.08	2.06	9.3	11.1	4.45	1.55
Viet Nam	1 270	1 453	7.54	2.53	9.2	9.6	6.38	1.72
OCÉANIE	821	830	-1.52	0.29	14.2	12.6	-2.98	-0.87
Australie	722	724	-1.17	0.23	20.3	18.1	-2.57	-0.77
Nouvelle-Zélande	80	83	-3.78	0.46	11.8	11.3	-4.74	-0.25
PAYS DÉVELOPPÉS	**29 261**	**30 272**	**0.01**	**0.31**	**14.4**	**14.5**	**-0.42**	**0.11**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**40 218**	**45 456**	**1.66**	**1.05**	**4.6**	**4.6**	**0.31**	**-0.05**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 984	4 826	2.43	2.00	3.2	3.1	0.06	-0.22
OCDE[3]	**28 460**	**29 531**	**0.57**	**0.34**	**14.4**	**14.4**	**0.00**	**0.05**
BRICS	**19 207**	**20 665**	**0.50**	**0.28**	**4.2**	**4.3**	**-0.31**	**-0.24**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.27.1. Projections de la viande porcine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc)[4]		Croissance (%)[5]		IMPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]		EXPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**116 595**	**127 526**	**0.56**	**2.14**	**9 213**	**9 725**	**4.18**	**-0.53**	**9 403**	**9 708**	**2.97**	**-0.67**
AMÉRIQUE DU NORD	13 952	15 055	2.09	0.29	710	845	2.80	1.92	4 062	4 467	2.54	-0.06
Canada	2 063	2 210	0.81	0.52	238	317	2.04	1.55	1 370	1 610	1.71	1.07
États-Unis	11 889	12 844	2.32	0.25	471	528	3.20	2.15	2 692	2 857	2.99	-0.65
AMÉRIQUE LATINE	8 381	9 893	2.77	1.12	1 608	1 872	10.88	0.90	939	1 057	4.17	-0.91
Argentine	599	704	9.93	0.94	40	39	-0.67	0.22	16	19	13.17	0.65
Brésil	3 938	4 454	2.30	0.62	2	1	10.69	0.00	564	617	2.77	-1.72
Chili	517	637	-0.30	1.81	209	264	37.22	-0.25	193	231	4.46	0.25
Colombie	387	526	7.86	1.59	126	193	28.74	5.06	1	0	..	..
Mexique	1 497	1 873	3.15	1.80	885	949	9.32	0.10	137	162	9.95	0.43
Paraguay	194	227	2.38	1.50	3	3	5.72	-2.12	5	10	63.36	4.00
Pérou	160	195	4.21	1.79	12	21	14.72	13.27	0	0	..	..
EUROPE	29 506	29 343	1.21	-0.09	1 320	1 350	-6.59	0.77	4 138	3 906	3.46	-1.36
Union européenne[1]	23 056	22 570	0.62	-0.20	164	209	0.71	0.75	3 734	3 486	3.51	-1.54
Royaume-Uni	875	867	2.38	-0.08	786	807	0.17	0.72	241	262	4.03	0.65
Russie	3 704	4 023	6.02	0.41	152	111	-23.37	1.97	84	89	85.46	0.28
Ukraine	707	769	0.85	1.04	27	9	-26.27	-6.51	4	3	-9.28	1.01
AFRIQUE	1 501	1 929	3.62	2.23	281	488	1.70	6.23	29	29	20.09	-3.08
Égypte	0	0	..	..	1	0	..	..	0	0	..	..
Éthiopie	2	2	1.37	0.90	0	0	..	..	0	0	..	..
Nigéria	278	341	2.07	2.05	1	2	..	5.17	0	0	..	..
Afrique du Sud	250	326	2.99	1.54	40	39	0.52	3.31	25	26	31.67	-3.20
ASIE	62 708	70 721	-0.42	3.85	4 892	4 717	7.90	-2.33	186	197	-2.88	2.41
Chine[2]	50 450	56 975	-0.90	4.44	1 772	1 527	23.11	-6.40	94	104	-7.40	8.24
Inde	300	272	-2.72	-0.93	1	2	0.22	5.14	1	0	..	..
Indonésie	361	419	5.63	1.31	2	2	18.13	-0.07	0	0	..	..
Iran	0	0	..	..	2	2	14.97	0.00	2	2	14.97	0.00
Japon	1 282	1 115	-0.05	-1.49	1 332	1 359	2.78	0.12	3	4	22.42	0.49
Kazakhstan	87	80	-2.70	-0.54	30	38	-4.10	2.54	1	2	180.97	-0.59
Corée	1 324	1 354	3.68	-0.08	708	769	5.89	0.83	2	2	13.60	0.00
Malaisie	195	207	-1.86	-0.14	30	30	9.77	5.87	4	4	-1.59	-2.22
Pakistan	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Philippines	1 894	2 320	2.14	1.88	150	142	6.29	0.76	2	2	-7.09	-0.06
Arabie saoudite	0	0	..	..	24	22	15.93	0.00	4	4	288.81	0.00
Thaïlande	1 006	1 167	-0.02	0.74	1	1	-12.06	1.60	24	36	2.24	-2.72
Turquie	0	0	..	..	13	14	1.81	-0.01	13	14	1.81	0.01
Viet Nam	3 574	4 327	1.89	4.29	70	118	6.39	-3.33	24	13	50.50	1.28
OCÉANIE	548	585	1.64	1.01	402	452	2.85	1.63	50	51	-0.55	1.91
Australie	404	423	2.11	1.00	322	361	2.00	1.67	48	50	-0.80	1.96
Nouvelle-Zélande	47	45	-0.62	-0.23	68	84	8.11	1.67	1	1	..	-0.06
PAYS DÉVELOPPÉS	**45 625**	**46 491**	**1.44**	**0.01**	**3 861**	**4 125**	**-1.35**	**0.93**	**8 281**	**8 458**	**3.02**	**-0.70**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**70 971**	**81 036**	**-0.01**	**3.55**	**5 352**	**5 600**	**10.26**	**-1.49**	**1 123**	**1 250**	**2.62**	**-0.47**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 022	2 610	5.19	2.56	155	321	-0.10	7.41	0	0	-15.44	..
OCDE[3]	**43 735**	**44 873**	**1.29**	**0.07**	**5 339**	**5 874**	**4.29**	**0.79**	**8 437**	**8 680**	**3.11**	**-0.65**
BRICS	**58 642**	**66 049**	**-0.33**	**3.82**	**1 967**	**1 680**	**7.11**	**-5.85**	**767**	**835**	**2.87**	**-0.81**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.27.2. Projections de la viande porcine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg pad/cap)[5]		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**116 269**	**127 278**	**0.63**	**2.14**	**11.9**	**11.8**	**-0.53**	**1.20**
AMÉRIQUE DU NORD	10 592	11 424	2.01	0.54	22.7	22.9	1.27	-0.04
Canada	786	797	0.59	0.40	16.5	15.3	-0.43	-0.40
États-Unis	9 805	10 627	2.13	0.55	23.4	23.8	1.42	0.00
AMÉRIQUE LATINE	9 058	10 714	3.74	1.31	11.0	11.9	2.66	0.53
Argentine	623	724	8.72	0.91	10.9	11.6	7.63	0.08
Brésil	3 376	3 838	2.22	1.05	12.6	13.4	1.36	0.51
Chili	533	671	3.68	1.50	22.8	26.8	2.81	0.87
Colombie	513	719	10.60	2.42	8.1	10.6	9.60	1.82
Mexique	2 252	2 666	4.88	1.24	13.9	14.9	3.59	0.33
Paraguay	192	220	2.09	1.35	21.7	22.0	0.77	0.28
Pérou	172	216	4.82	2.49	4.1	4.6	3.49	1.46
EUROPE	26 673	26 772	0.36	0.15	27.9	28.1	0.20	0.23
Union européenne[1]	19 441	19 246	0.14	0.07	34.1	33.9	0.00	0.15
Royaume-Uni	1 420	1 412	0.87	0.23	16.5	15.7	0.18	-0.14
Russie	3 772	4 045	1.93	0.45	20.2	21.9	1.73	0.62
Ukraine	732	778	-1.80	0.90	13.0	14.6	-1.31	1.46
AFRIQUE	1 754	2 389	3.13	3.02	1.1	1.1	0.53	0.66
Égypte	1	0	-3.94	..	0.0	0.0	-5.91	0.49
Éthiopie	2	2	1.11	1.01	0.0	0.0	-1.42	-1.15
Nigéria	280	343	2.11	2.05	1.1	1.0	-0.54	-0.45
Afrique du Sud	264	339	1.50	2.20	3.6	4.1	0.16	1.24
ASIE	67 293	74 994	0.06	3.34	11.6	11.9	-0.94	2.61
Chine[2]	52 014	58 277	-0.45	3.95	28.4	31.1	-0.97	3.76
Inde	301	274	-2.71	-0.89	0.2	0.1	-3.85	-1.79
Indonésie	348	399	6.25	1.37	1.0	1.1	5.01	0.52
Iran	0	0	..	..	0.0	0.0	-1.17	-0.63
Japon	2 614	2 471	1.30	-0.64	16.0	15.9	1.45	-0.19
Kazakhstan	116	116	-3.28	0.38	4.9	4.5	-4.65	-0.41
Corée	1 998	2 121	3.88	0.24	30.5	32.3	3.48	0.25
Malaisie	221	233	-0.77	0.51	5.4	5.0	-2.34	-0.64
Pakistan	0	0	..	..	0.0	0.0	13.70	-1.59
Philippines	2 042	2 459	2.41	1.81	15.0	15.5	0.79	0.45
Arabie saoudite	20	18	13.64	0.00	0.5	0.4	10.88	-1.30
Thaïlande	879	914	-0.16	0.40	9.9	10.2	-0.51	0.36
Turquie	0	0	..	..	0.0	0.0	-1.54	-0.51
Viet Nam	3 621	4 432	1.91	4.03	29.3	32.7	0.82	3.20
OCÉANIE	900	985	2.30	1.24	17.3	16.7	0.78	0.08
Australie	678	735	2.28	1.26	21.2	20.5	0.83	0.24
Nouvelle-Zélande	114	129	3.79	0.97	18.8	19.5	2.75	0.25
PAYS DÉVELOPPÉS	**41 185**	**42 133**	**0.86**	**0.25**	**22.6**	**22.5**	**0.43**	**0.04**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**75 084**	**85 146**	**0.49**	**3.20**	**9.5**	**9.5**	**-0.84**	**2.09**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 188	2 943	4.75	2.98	2.0	2.1	2.32	0.74
OCDE[3]	**40 561**	**42 017**	**1.29**	**0.32**	**22.9**	**22.9**	**0.73**	**0.03**
BRICS	**59 726**	**66 774**	**-0.17**	**3.50**	**14.6**	**15.3**	**-0.98**	**2.96**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.28.1. Projections de la viande de volaille : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt pac)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt pac)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt pac)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**125 312**	**145 711**	**2.72**	**1.11**	**13 552**	**15 897**	**1.93**	**1.20**	**14 421**	**16 766**	**2.32**	**1.13**
AMÉRIQUE DU NORD	23 230	25 507	1.65	0.61	244	284	0.40	1.32	3 599	3 985	-0.47	0.69
Canada	1 425	1 636	2.30	1.17	176	218	-0.15	1.75	145	158	-4.41	1.35
États-Unis	21 806	23 870	1.61	0.57	68	66	1.93	0.00	3 454	3 827	-0.28	0.67
AMÉRIQUE LATINE	26 444	30 231	1.64	1.14	2 232	2 455	3.01	0.92	4 609	5 441	0.47	1.54
Argentine	2 146	2 446	2.39	1.18	7	6	-11.15	0.00	226	321	-1.55	2.73
Brésil	13 767	15 066	0.92	0.76	4	3	9.71	-2.18	4 147	4 838	0.44	1.52
Chili	756	950	2.69	1.67	152	145	10.31	-0.70	161	206	5.44	0.71
Colombie	1 621	2 093	5.66	2.28	97	119	8.12	1.60	4	2	-7.74	-0.15
Mexique	3 332	3 952	2.64	1.41	994	1 074	4.04	0.76	4	7	-12.88	6.88
Paraguay	21	23	0.23	-1.26	26	28	3.32	2.22	5	5	81.24	-2.17
Pérou	1 551	2 036	4.86	2.28	74	156	15.98	7.85	3	1	-14.49	-0.79
EUROPE	22 046	24 360	3.69	0.62	2 313	2 255	-1.09	-0.55	3 332	3 826	6.03	0.77
Union européenne[1]	13 207	14 295	2.95	0.47	854	993	-0.31	0.40	2 295	2 595	3.99	0.96
Royaume-Uni	1 913	2 025	2.77	-0.20	597	683	3.06	1.09	328	268	1.81	-2.26
Russie	4 987	5 450	6.48	0.77	239	48	-13.33	-14.43	179	226	31.31	1.95
Ukraine	1 044	1 429	2.22	1.89	378	321	5.44	-1.25	339	494	28.93	1.27
AFRIQUE	5 804	7 555	2.47	2.44	2 136	2 726	5.00	2.47	134	119	1.93	-1.23
Égypte	1 153	1 658	3.59	3.25	134	62	13.14	-2.64	6	5	5.92	0.30
Éthiopie	14	17	-19.44	1.79	0	0	..	..	0	0	..	..
Nigéria	198	206	-0.83	0.51	0	2	-13.19	..	0	0	..	..
Afrique du Sud	1 730	2 138	2.00	2.03	566	614	8.27	0.62	71	60	0.66	-0.50
ASIE	46 259	56 269	3.52	1.38	6 566	8 087	1.97	1.39	2 681	3 318	6.52	1.52
Chine[2]	20 433	23 608	2.56	0.56	622	493	3.04	-8.03	444	510	0.86	1.30
Inde	3 665	5 399	5.81	3.49	1	1	..	0.97	6	5	-1.92	-4.78
Indonésie	2 324	3 109	4.92	2.71	0	0	-9.39	..	2	2	-7.61	-2.80
Iran	2 217	2 639	3.04	1.57	0	1	-68.08	-0.15	64	71	6.39	1.25
Japon	1 602	1 617	1.84	-0.10	916	930	3.53	0.03	10	10	4.37	0.00
Kazakhstan	173	222	7.00	2.14	187	237	1.69	2.76	9	10	33.60	-2.45
Corée	892	975	4.24	0.53	182	207	4.20	0.09	29	44	0.70	0.00
Malaisie	1 892	2 457	4.37	2.45	75	51	7.09	-4.23	194	306	6.77	4.41
Pakistan	1 393	1 933	8.74	2.45	28	33	4.42	4.56	7	7	9.84	-1.42
Philippines	1 316	1 719	4.53	2.07	279	615	14.35	8.81	3	3	-19.01	-0.74
Arabie saoudite	702	928	4.53	1.94	676	663	-1.28	0.36	47	47	7.17	-0.35
Thaïlande	1 778	2 248	3.35	1.73	4	4	-4.63	0.57	1 165	1 560	7.56	1.99
Turquie	2 316	2 820	5.04	1.67	8	7	-0.24	0.30	561	640	13.04	0.68
Viet Nam	985	1 304	7.87	1.98	605	1 101	-1.32	4.29	0	0	..	..
OCÉANIE	1 529	1 790	3.36	1.34	61	89	5.70	3.78	65	78	6.21	2.57
Australie	1 261	1 484	2.96	1.35	0	0	..	..	43	48	2.39	2.39
Nouvelle-Zélande	236	267	5.90	1.14	1	1	..	0.00	22	29	18.99	2.93
PAYS DÉVELOPPÉS	**51 103**	**56 620**	**2.59**	**0.69**	**4 463**	**4 619**	**0.95**	**0.14**	**7 102**	**7 981**	**2.28**	**0.73**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**74 209**	**89 092**	**2.81**	**1.39**	**9 089**	**11 278**	**2.44**	**1.67**	**7 319**	**8 786**	**2.36**	**1.52**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 059	3 969	4.88	2.49	933	1 388	2.94	3.90	23	22	-0.81	-1.65
OCDE[3]	**51 191**	**56 989**	**2.46**	**0.74**	**4 106**	**4 505**	**2.69**	**0.54**	**7 067**	**7 845**	**1.83**	**0.67**
BRICS	**44 583**	**51 661**	**2.61**	**0.97**	**1 431**	**1 159**	**-0.29**	**-4.92**	**4 847**	**5 639**	**0.93**	**1.49**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.28.2. Projections de la viande de volaille : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt pac)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg pad/cap)[5]		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**124 419**	**144 874**	**2.68**	**1.12**	**14.4**	**15.1**	**1.50**	**0.19**
AMÉRIQUE DU NORD	19 845	21 838	2.03	0.62	48.0	49.5	1.29	0.04
Canada	1 454	1 729	2.79	1.41	34.5	37.6	1.77	0.61
États-Unis	18 392	20 110	1.97	0.55	49.5	50.9	1.27	0.00
AMÉRIQUE LATINE	24 066	27 245	2.00	1.04	32.9	34.1	0.93	0.27
Argentine	1 928	2 131	2.78	0.96	38.2	38.5	1.74	0.13
Brésil	9 624	10 232	1.13	0.42	40.4	40.4	0.28	-0.12
Chili	748	888	3.30	1.48	36.2	40.0	2.44	0.85
Colombie	1 714	2 210	5.85	2.25	30.5	36.8	4.89	1.66
Mexique	4 322	5 019	2.97	1.26	30.1	31.6	1.70	0.36
Paraguay	42	46	0.90	0.81	5.3	5.2	-0.41	-0.26
Pérou	1 622	2 190	5.28	2.59	43.8	52.8	3.95	1.56
EUROPE	21 024	22 789	2.75	0.47	24.8	27.0	2.59	0.54
Union européenne[1]	11 767	12 693	2.50	0.37	23.3	25.2	2.35	0.44
Royaume-Uni	2 176	2 440	2.96	0.41	28.5	30.6	2.26	0.03
Russie	5 050	5 271	4.03	0.35	30.5	32.3	3.82	0.53
Ukraine	1 082	1 255	-0.18	1.23	21.6	26.6	0.32	1.79
AFRIQUE	7 806	10 163	3.11	2.50	5.4	5.4	0.52	0.15
Égypte	1 282	1 715	4.30	2.99	11.4	12.8	2.16	1.44
Éthiopie	14	17	-19.31	1.82	0.1	0.1	-21.33	-0.35
Nigéria	199	208	-1.43	0.57	0.9	0.7	-3.99	-1.89
Afrique du Sud	2 225	2 692	3.37	1.75	34.1	37.0	2.00	0.79
ASIE	50 153	61 037	3.17	1.37	9.7	10.9	2.14	0.67
Chine[2]	20 612	23 591	2.63	0.28	12.7	14.2	2.09	0.09
Inde	3 659	5 395	5.83	3.50	2.4	3.2	4.59	2.56
Indonésie	2 322	3 108	4.94	2.71	7.7	9.3	3.71	1.85
Iran	2 153	2 569	2.59	1.58	23.1	25.5	1.39	0.94
Japon	2 504	2 537	2.41	-0.05	17.3	18.4	2.56	0.40
Kazakhstan	351	450	3.64	2.60	16.8	19.6	2.17	1.79
Corée	1 044	1 139	4.29	0.47	18.0	19.6	3.88	0.48
Malaisie	1 773	2 202	4.23	1.99	48.7	53.1	2.58	0.82
Pakistan	1 414	1 958	8.62	2.50	6.2	7.2	6.44	0.87
Philippines	1 592	2 331	5.94	3.48	13.1	16.6	4.27	2.09
Arabie saoudite	1 331	1 544	1.16	1.30	34.9	34.8	-1.30	-0.02
Thaïlande	629	691	-1.32	1.15	8.0	8.7	-1.66	1.11
Turquie	1 763	2 187	3.35	1.98	18.9	21.9	1.76	1.47
Viet Nam	1 590	2 404	3.52	2.97	14.5	20.0	2.41	2.16
OCÉANIE	1 525	1 801	3.34	1.39	33.1	34.4	1.80	0.23
Australie	1 218	1 435	2.98	1.32	43.1	45.2	1.52	0.31
Nouvelle-Zélande	214	238	5.11	0.93	39.8	40.8	4.06	0.22
PAYS DÉVELOPPÉS	**48 427**	**53 290**	**2.46**	**0.64**	**30.0**	**32.1**	**2.03**	**0.44**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**75 992**	**91 584**	**2.82**	**1.41**	**10.8**	**11.5**	**1.46**	**0.31**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	3 969	5 336	4.48	2.86	4.0	4.3	2.05	0.62
OCDE[3]	**48 189**	**53 681**	**2.56**	**0.74**	**30.7**	**33.0**	**1.99**	**0.45**
BRICS	**41 170**	**47 181**	**2.71**	**0.72**	**11.3**	**12.2**	**1.88**	**0.20**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.29.1. Projections de la viande ovine : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt epc)[4]		Croissance (%)[5]		IMPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]		EXPORTATIONS (kt epc)[6]		Croissance (%)[5]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**15 047**	**17 194**	**1.67**	**1.21**	**1 169**	**1 297**	**3.72**	**0.62**	**1 213**	**1 301**	**2.46**	**0.68**
AMÉRIQUE DU NORD	90	103	-0.77	1.28	139	120	5.51	-0.20	3	3	-12.03	-0.06
Canada	16	16	0.47	0.03	26	26	3.63	0.06	0	0	..	..
États-Unis	74	87	-1.02	1.53	113	93	5.97	-0.27	3	3	-12.26	-0.06
AMÉRIQUE LATINE	377	399	-0.54	0.50	25	25	-1.71	0.33	19	19	-5.29	-0.02
Argentine	51	56	-1.73	0.93	0	0	..	..	2	2	-14.21	0.10
Brésil	118	126	0.76	0.49	6	5	2.44	0.30	0	0	..	..
Chili	14	16	-1.72	0.52	0	0	..	..	5	5	-2.78	0.99
Colombie	8	8	-2.80	0.02	0	0	..	..	0	0	..	..
Mexique	63	71	1.54	1.14	9	10	-3.60	0.16	0	0	..	..
Paraguay	4	4	1.00	0.51	0	0	..	..	0	0	..	..
Pérou	39	39	-0.55	0.10	0	0	..	..	0	0	..	..
EUROPE	1 271	1 285	0.65	-0.02	277	269	-2.45	-0.25	168	171	1.06	0.03
Union européenne[1]	647	649	0.15	-0.21	168	161	-2.14	-0.40	53	49	5.17	-1.06
Royaume-Uni	302	304	0.45	0.11	98	97	-2.22	-0.11	98	97	-1.76	0.08
Russie	227	234	2.77	0.16	3	3	-15.51	0.53	9	14	157.82	0.00
Ukraine	14	14	-5.40	0.16	0	0	..	..	0	0	..	..
AFRIQUE	3 138	3 765	1.06	1.84	25	20	-1.99	-2.26	29	27	-1.10	0.25
Égypte	126	142	-0.22	1.19	0	0	-38.01	..	0	0	..	..
Éthiopie	72	84	-11.16	1.35	0	0	..	..	15	13	3.44	-1.11
Nigéria	392	468	-0.01	1.80	0	0	..	..	0	0	..	..
Afrique du Sud	158	174	-0.73	1.05	7	4	0.26	-5.19	1	1	13.65	0.72
ASIE	8 979	10 374	2.20	1.22	678	834	8.11	1.12	40	35	-2.62	1.45
Chine[2]	4 756	5 607	2.60	1.30	320	408	19.63	-0.05	1	1	-26.29	-0.35
Inde	743	802	-0.44	0.86	0	0	..	..	20	2	5.64	-16.64
Indonésie	128	144	1.73	1.15	2	4	12.72	6.25	0	0	..	..
Iran	374	371	-1.30	0.03	32	45	16.37	-0.02	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	24	19	-2.87	-1.87	0	0	..	..
Kazakhstan	172	200	2.14	1.43	0	1	..	..	1	0	43.99	..
Corée	2	2	2.45	0.00	17	18	20.22	0.10	0	0	..	..
Malaisie	2	3	2.05	2.37	36	47	8.00	3.33	0	0	..	..
Pakistan	472	539	0.86	1.25	0	0	..	..	3	3	-17.67	-3.29
Philippines	61	73	1.34	1.75	1	4	3.94	21.12	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	-65.90	..	36	29	-6.65	1.12	2	1	-7.08	-1.11
Thaïlande	2	3	5.44	0.92	1	2	7.00	3.65	0	0	..	..
Turquie	400	414	4.96	0.34	1	1	4.00	-1.23	0	0	..	..
Viet Nam	17	22	10.66	2.74	1	2	42.74	6.85	0	0	..	..
OCÉANIE	1 193	1 268	1.54	0.91	25	29	-0.95	1.42	955	1 046	3.44	0.79
Australie	735	777	2.76	0.96	0	0	..	..	513	569	6.21	1.04
Nouvelle-Zélande	457	491	-0.16	0.84	4	4	2.67	0.00	442	476	0.92	0.51
PAYS DÉVELOPPÉS	**3 506**	**3 774**	**1.56**	**0.77**	**452**	**423**	**-0.46**	**-0.27**	**1 135**	**1 243**	**3.09**	**0.80**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**11 541**	**13 421**	**1.71**	**1.34**	**717**	**874**	**7.39**	**1.09**	**78**	**58**	**-4.28**	**-1.66**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 127	2 588	2.62	2.00	4	5	6.49	2.22	3	2	-6.90	0.06
OCDE[3]	**2 759**	**2 871**	**1.36**	**0.47**	**469**	**444**	**0.06**	**-0.20**	**1 114**	**1 200**	**2.85**	**0.65**
BRICS	**6 002**	**6 944**	**2.05**	**1.19**	**336**	**420**	**16.55**	**-0.11**	**30**	**18**	**5.14**	**-4.36**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Production indigène brute.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
6. Exclut le commerce d'animaux vivants.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.29.2. Projections de la viande ovine : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt epc)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg pad/cap)[5]		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**15 079**	**17 269**	**1.86**	**1.20**	**1.7**	**1.8**	**0.69**	**0.26**
AMÉRIQUE DU NORD	219	213	3.10	0.48	0.5	0.5	2.35	-0.09
Canada	42	42	2.09	0.05	1.0	0.9	1.06	-0.74
États-Unis	177	171	3.35	0.59	0.5	0.4	2.63	0.04
AMÉRIQUE LATINE	388	412	-0.25	0.50	0.5	0.5	-1.30	-0.28
Argentine	49	54	-0.69	0.96	1.0	1.0	-1.69	0.12
Brésil	125	131	0.73	0.47	0.5	0.5	-0.12	-0.07
Chili	9	10	-0.97	0.29	0.4	0.5	-1.81	-0.34
Colombie	8	8	-2.71	0.09	0.1	0.1	-3.59	-0.49
Mexique	77	86	1.17	0.89	0.5	0.5	-0.08	-0.01
Paraguay	4	4	1.01	0.51	0.5	0.5	-0.30	-0.55
Pérou	39	39	-0.54	0.10	1.1	0.9	-1.81	-0.91
EUROPE	1 317	1 334	-0.56	0.07	1.6	1.6	-0.73	0.14
Union européenne[1]	707	723	-1.39	0.07	1.4	1.4	-1.53	0.15
Royaume-Uni	302	305	0.23	0.05	4.0	3.8	-0.45	-0.33
Russie	214	215	1.15	0.18	1.3	1.3	0.95	0.35
Ukraine	14	14	-5.44	0.16	0.3	0.3	-4.96	0.72
AFRIQUE	3 059	3 653	1.10	1.76	2.1	2.0	-1.45	-0.57
Égypte	125	142	-0.43	1.19	1.1	1.1	-2.48	-0.34
Éthiopie	57	71	-13.29	1.86	0.5	0.5	-15.46	-0.32
Nigéria	396	473	-0.12	1.80	1.8	1.6	-2.71	-0.70
Afrique du Sud	172	186	0.00	0.81	2.6	2.6	-1.32	-0.14
ASIE	9 854	11 430	2.66	1.21	1.9	2.0	1.63	0.50
Chine[2]	5 075	6 014	3.20	1.21	3.1	3.6	2.67	1.02
Inde	713	789	-0.73	1.01	0.5	0.5	-1.89	0.09
Indonésie	130	148	1.92	1.27	0.4	0.4	0.73	0.43
Iran	388	399	0.36	0.03	4.2	4.0	-0.82	-0.60
Japon	24	19	-2.87	-1.87	0.2	0.1	-2.73	-1.42
Kazakhstan	171	200	2.06	1.46	8.2	8.7	0.62	0.66
Corée	19	19	17.30	0.09	0.3	0.3	16.85	0.11
Malaisie	41	53	7.64	3.09	1.1	1.3	5.93	1.91
Pakistan	469	536	1.25	1.28	2.1	2.0	-0.78	-0.34
Philippines	62	77	1.37	2.26	0.5	0.5	-0.23	0.89
Arabie saoudite	171	183	0.18	0.62	4.5	4.1	-2.25	-0.69
Thaïlande	3	4	3.97	2.22	0.0	0.1	3.62	2.18
Turquie	401	415	4.45	0.34	4.3	4.2	2.84	-0.17
Viet Nam	18	24	10.21	3.02	0.2	0.2	9.02	2.21
OCÉANIE	242	227	-1.67	0.73	5.3	4.3	-3.14	-0.43
Australie	197	184	-1.52	0.81	7.0	5.8	-2.91	-0.20
Nouvelle-Zélande	24	17	-3.17	-1.17	4.4	2.9	-4.14	-1.87
PAYS DÉVELOPPÉS	**2 734**	**2 863**	**0.75**	**0.58**	**1.7**	**1.7**	**0.32**	**0.37**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**12 346**	**14 406**	**2.12**	**1.32**	**1.8**	**1.8**	**0.77**	**0.23**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	2 046	2 484	2.73	1.94	2.1	2.0	0.35	-0.28
OCDE[3]	**2 042**	**2 056**	**0.45**	**0.24**	**1.3**	**1.3**	**-0.11**	**-0.05**
BRICS	**6 298**	**7 334**	**2.47**	**1.13**	**1.7**	**1.9**	**1.64**	**0.60**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 septembre pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
5. La consommation par habitant est exprimée en poids au détail. Les coefficients de conversion poids carcasse-poids au détail sont de 0.7 pour la viande bovine, de 0.78 pour la viande porcine et de 0.88 pour la viande ovine et la viande de volaille.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.30. Hypothèses concernant le marché du bétail

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Viande bovine taxe à l'exportation[1]	%	5.6	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1
CANADA												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2	129.2
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5	26.5
Contingent tarifaire, volaille	kt pp	95.8	101.8	102.4	104.0	105.6	106.7	108.1	109.4	110.6	112.0	113.3
Droits de douane intra quota	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Droits de douane hors quota	%	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0	249.0
UNION EUROPÉENNE[2,3]												
Soutien couplé facultatif												
Viande bovine[4]	mln EUR	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693	1 693
Viande ovine et caprine[5]	mln EUR	487	496	496	496	496	496	496	496	496	496	496
Prix de base, boeuf[6]	EUR/kg pcp	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Prix d'achat du boeuf[6,7]	EUR/kg pcp	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Contingent tarifaire, boeuf	kt epc	350.6	369.0	378.3	387.5	389.0	390.6	392.2	392.7	393.2	393.7	394.2
Contingent tarifaire, viande porcine	kt epc	190.1	216.9	230.3	245.7	246.6	247.5	248.4	249.3	250.2	251.1	252.0
Contingent tarifaire, volaille	kt pac	1 014.7	1 021.1	1 024.3	1 026.3	1 028.4	1 030.5	1 032.5	1 034.6	1 036.7	1 038.7	1 040.8
Contingent tarifaire, viande ovine	kt epc	295.6	296.3	296.5	296.7	296.9	297.1	297.1	297.5	297.7	297.9	298.1
JAPON[8]												
Prix de stabilisation, boeuf												
Prix supérieur	JPY/kg pcp	1 241.7	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0	1 255.0
Prix inférieur	JPY/kg pcp	916.7	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0	925.0
Droits de douane, boeuf	%	35.8	26.9	26.0	25.2	24.4	23.6	22.7	21.9	21.1	20.2	18.6
Prix de stabilisation, viande porcine												
Prix supérieur	JPY/kg pcp	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0	595.0
Prix inférieur	JPY/kg pcp	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0	440.0
Système d'importation, viande porcine												
Droits de douane	%	3.8	2.0	1.8	1.5	1.3	1.0	0.8	0.5	0.3	0.1	0.0
Prix de référence à l'importation	JPY/kg pcp	380.1	311.2	309.9	306.4	260.5	238.1	227.8	218.5	209.1	200.4	194.6
Droits de douane, volaille	%	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4	7.4
CORÉE												
Droits de douane, boeuf	%	21.3	16.0	13.3	10.6	8.0	5.3	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, porc	%	21.3	16.0	13.3	10.6	8.0	5.3	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, volaille	%	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0	21.0
MEXIQUE[9]												
Contingent tarifaire, viande bovine	kt pp	220.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota[10]	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Contingent tarifaire, volaille	kt pp	300.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0	75.0
RUSSIE												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0	570.0
Droits de douane intra quota	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane hors quota	%	58.3	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0	65.0
Contingent tarifaire, porc[11]	kt pp	430.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Droits de douane hors quota	%	65.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Contingents tarifaires volaille	kt pp	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0	364.0
Droits de douane intra quota	%	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0	25.0
Droits de douane hors quota	%	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0	80.0
ÉTATS-UNIS												
Contingent tarifaire, boeuf	kt pp	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6	696.6
Droits de douane intra quota	%	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
Droits de douane hors quota	%	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4	26.4

Tableau C.30. Hypothèses concernant le marché du bétail *(suite)*

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CHINE												
Droits de douane, boeuf	%	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5
Droits de douane, porc	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
Droits de douane, ovins	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane, volaille	%	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1	19.1
INDE												
Droits de douane, boeuf	%	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5	38.5
Droits de douane, porc	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Droits de douane, ovins	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Droits de douane, volaille	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
AFRIQUE DU SUD												
Contingent tarifaire, ovins	kt pp	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0	6.0
Droits de douane intra quota	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Droits de douane hors quota	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. En Argentine, sera appliquée une taxe temporaire sur tous les biens du 4 septembre 2018 jusqu'au 31 décembre 2020
2. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente le maximum des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements ""verts"" et l'aide aux jeunes agriculteurs. Plus d'informations peuvent être trouvées sous le lien : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/voluntary-coupled-support-note-revised-aug2018_en.pdf
3. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
4. Mis en oeuvre dans 24 états membres.
5. Mis en oeuvre dans 22 états membres.
6. Prix pour les bovins mâles de classe R3.
7. Déclencheur de filet de sécurité.
8. Année débutant le 1er avril.
9. Destiné aux pays pour lesquels le Mexique n'a aucun accord de libre-échange.
10. 25% pour le boeuf surgelé.
11. Supprimé en 2020 et remplacé par des droits de douane.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.31.1. Projections du beurre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**11 310**	**13 584**	**2.26**	**1.62**	**997**	**1 179**	**0.98**	**1.13**	**1 050**	**1 179**	**1.25**	**1.13**
AMÉRIQUE DU NORD	965	1 023	1.45	0.50	56	50	18.38	-2.85	31	37	-11.13	6.17
Canada	112	131	3.41	1.73	18	25	16.83	1.02	0	0	-14.56	..
États-Unis	853	892	1.22	0.33	38	25	19.27	-5.62	31	37	-11.06	6.19
AMÉRIQUE LATINE	437	497	2.43	1.16	63	85	4.80	3.18	37	40	-2.17	1.80
Argentine	28	34	-8.24	1.02	0	0	..	..	10	6	-4.74	2.09
Brésil	103	109	3.93	0.44	3	8	9.65	10.72	0	1	-27.13	8.88
Chili	25	25	2.11	-0.23	8	16	30.83	5.90	2	1	-5.03	-5.51
Colombie	21	23	0.04	1.24	0	0	..	..	1	3	..	15.29
Mexique	200	235	4.88	1.43	31	38	5.42	2.37	8	12	25.25	1.66
Paraguay	1	3	7.80	12.37	0	0	..	..	0	2	..	14.56
Pérou	4	5	4.53	3.78	8	10	6.26	2.30	0	0	..	..
EUROPE	3 053	3 276	1.98	0.67	242	242	-3.26	-0.49	425	541	3.78	2.67
Union européenne[1]	2 292	2 515	2.21	0.82	45	52	-1.24	0.04	248	362	2.24	3.77
Royaume-Uni	149	143	1.72	0.27	99	111	-0.18	-0.05	55	55	7.74	0.05
Russie	311	313	0.74	-0.01	89	71	-6.50	-1.36	3	2	-2.84	0.00
Ukraine	105	90	3.37	-0.92	1	1	-25.95	-0.16	28	11	50.56	-4.88
AFRIQUE	292	348	-0.79	1.97	97	145	-5.28	2.66	6	5	-5.62	-0.37
Égypte	101	116	-2.87	1.77	30	61	-7.87	4.94	1	1	-18.71	-0.90
Éthiopie	17	22	-0.80	2.64	0	0	..	..	0	0	..	..
Nigéria	12	16	-0.55	3.61	10	15	-9.45	1.51	0	0	..	..
Afrique du Sud	22	29	2.83	2.76	7	7	12.78	-0.25	3	3	12.52	0.25
ASIE	5 984	7 842	2.93	2.32	498	609	3.41	1.68	71	46	7.42	-7.03
Chine[2]	106	115	0.01	0.48	106	142	17.61	2.07	2	2	-4.68	1.00
Inde	4 363	5 681	3.24	2.25	1	1	-19.06	1.54	33	9	17.40	-17.71
Indonésie	0	0	..	..	24	32	6.52	3.06	0	0	..	..
Iran	143	142	-3.07	-0.03	36	57	-4.41	3.86	1	1	5.11	-0.46
Japon	56	51	-2.49	-0.76	12	12	7.68	1.54	0	0	..	..
Kazakhstan	21	29	5.91	4.00	6	3	-0.84	-4.81	1	2	79.84	4.28
Corée	2	3	2.27	0.36	11	19	7.19	3.05	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	20	24	6.17	1.29	7	7	8.34	-1.28
Pakistan	823	1 135	2.97	2.93	0	0	..	..	0	0	..	..
Philippines	0	0	..	..	34	59	7.41	4.14	0	0	..	..
Arabie saoudite	5	5	-2.61	-0.38	48	55	-1.25	2.29	6	5	8.30	-2.24
Thaïlande	0	0	..	..	13	14	2.56	-0.04	1	1	11.81	0.04
Turquie	274	419	6.53	3.00	10	1	-3.40	-19.63	1	1	7.88	2.96
Viet Nam	0	0	..	..	15	25	-0.59	4.15	0	0	..	..
OCÉANIE	578	599	0.29	0.59	40	48	6.99	0.67	482	509	0.07	0.42
Australie	84	73	-5.87	0.98	36	44	8.67	0.63	20	12	-14.28	-2.95
Nouvelle-Zélande	492	523	1.60	0.54	1	1	4.10	1.00	462	497	1.40	0.53
PAYS DÉVELOPPÉS	**4 736**	**5 070**	**1.60**	**0.67**	**387**	**380**	**0.20**	**-0.76**	**945**	**1 097**	**1.14**	**1.65**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**6 574**	**8 513**	**2.76**	**2.24**	**610**	**800**	**1.49**	**2.17**	**106**	**83**	**2.03**	**-4.07**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	185	238	-0.22	2.74	17	22	2.56	2.05	2	1	-1.90	-0.85
OCDE[3]	**4 624**	**5 098**	**1.96**	**0.87**	**311**	**344**	**3.84**	**-0.10**	**831**	**986**	**0.52**	**1.73**
BRICS	**4 904**	**6 248**	**3.00**	**2.05**	**207**	**230**	**1.08**	**0.99**	**40**	**17**	**10.39**	**-12.84**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.31.2. Projections du beurre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**11 254**	**13 581**	**2.22**	**1.60**	**1.5**	**1.6**	**1.04**	**0.66**
AMÉRIQUE DU NORD	984	1 035	2.43	0.15	2.7	2.7	1.69	-0.42
Canada	125	156	4.07	1.56	3.4	3.9	3.03	0.75
États-Unis	859	879	2.21	-0.08	2.6	2.5	1.50	-0.63
AMÉRIQUE LATINE	468	542	3.64	1.40	0.7	0.8	2.55	0.62
Argentine	22	27	-3.91	0.78	0.5	0.6	-4.87	-0.05
Brésil	106	116	4.44	0.87	0.5	0.5	3.57	0.34
Chili	30	40	6.41	2.10	1.7	2.0	5.51	1.46
Colombie	20	19	-0.28	0.06	0.4	0.4	-1.19	-0.52
Mexique	223	260	4.52	1.55	1.8	1.9	3.23	0.64
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.1	-1.55	2.08
Pérou	12	15	5.68	2.79	0.4	0.4	4.34	1.75
EUROPE	2 864	2 977	1.03	0.21	3.8	4.0	0.87	0.29
Union européenne[1]	2 086	2 205	1.98	0.35	4.7	5.0	1.84	0.42
Royaume-Uni	188	198	-0.95	0.15	2.8	2.8	-1.62	-0.23
Russie	397	383	-1.51	-0.27	2.7	2.7	-1.70	-0.10
Ukraine	78	80	-1.53	-0.23	1.8	1.9	-1.03	0.32
AFRIQUE	384	488	-2.05	2.20	0.3	0.3	-4.52	-0.14
Égypte	130	176	-4.21	2.78	1.3	1.5	-6.18	1.23
Éthiopie	17	22	-0.80	2.66	0.2	0.2	-3.28	0.47
Nigéria	21	32	-5.58	2.53	0.1	0.1	-8.03	0.01
Afrique du Sud	26	34	4.03	2.23	0.5	0.5	2.66	1.27
ASIE	6 411	8 402	2.90	2.35	1.4	1.7	1.87	1.64
Chine[2]	210	255	6.10	1.33	0.1	0.2	5.55	1.14
Inde	4 331	5 673	3.14	2.35	3.2	3.8	1.93	1.42
Indonésie	23	32	7.20	3.10	0.1	0.1	5.95	2.24
Iran	179	198	-3.33	0.94	2.2	2.2	-4.46	0.31
Japon	69	64	-2.36	-0.66	0.5	0.5	-2.22	-0.21
Kazakhstan	25	30	3.28	2.55	1.4	1.5	1.82	1.74
Corée	13	18	4.29	3.29	0.2	0.4	3.89	3.30
Malaisie	13	18	5.28	2.43	0.4	0.5	3.61	1.25
Pakistan	822	1 135	2.98	2.93	4.1	4.7	0.91	1.29
Philippines	34	59	7.35	4.17	0.3	0.5	5.66	2.77
Arabie saoudite	47	55	-2.23	2.56	1.4	1.4	-4.60	1.22
Thaïlande	12	13	2.01	-0.04	0.2	0.2	1.65	-0.08
Turquie	284	420	5.99	2.68	3.5	4.8	4.36	2.17
Viet Nam	15	25	-0.60	4.16	0.2	0.2	-1.66	3.34
OCÉANIE	143	137	6.50	0.18	3.5	3.0	4.91	-0.97
Australie	107	105	7.14	-0.01	4.3	3.8	5.62	-1.01
Nouvelle-Zélande	31	27	10.10	0.74	6.6	5.2	9.00	0.03
PAYS DÉVELOPPÉS	**4 173**	**4 354**	**1.48**	**0.25**	**2.9**	**3.0**	**1.05**	**0.04**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**7 081**	**9 227**	**2.67**	**2.31**	**1.1**	**1.3**	**1.32**	**1.20**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	200	258	0.02	2.70	0.2	0.2	-2.30	0.47
OCDE[3]	**4 099**	**4 454**	**2.34**	**0.56**	**3.0**	**3.1**	**1.77**	**0.26**
BRICS	**5 070**	**6 460**	**2.84**	**2.10**	**1.6**	**1.9**	**2.01**	**1.57**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.32.1. Projections du fromage : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**23 579**	**26 829**	**1.53**	**1.18**	**3 116**	**3 696**	**2.81**	**1.42**	**3 195**	**3 696**	**1.59**	**1.42**
AMÉRIQUE DU NORD	6 340	7 498	2.73	1.50	169	182	0.10	0.80	358	464	6.18	2.24
Canada	483	561	3.25	1.65	31	55	4.96	2.30	12	13	3.03	0.32
États-Unis	5 857	6 937	2.68	1.49	138	128	-0.80	0.23	346	451	6.31	2.30
AMÉRIQUE LATINE	2 143	2 580	-0.23	1.70	350	445	4.78	2.38	156	142	0.38	-0.87
Argentine	429	511	-3.52	1.63	2	1	-11.46	0.00	56	59	0.74	-0.51
Brésil	765	969	1.77	1.97	28	30	0.35	1.99	3	5	-0.64	4.78
Chili	98	100	3.14	0.25	48	76	22.23	4.30	9	6	-2.89	-4.10
Colombie	59	62	-0.01	0.58	4	2	23.50	-4.31	1	1	-10.04	0.63
Mexique	331	383	2.45	1.24	123	160	5.95	2.79	2	4	29.66	7.89
Paraguay	0	0	..	..	5	7	16.34	2.16	0	0	..	..
Pérou	25	34	3.25	3.07	7	8	12.04	0.70	0	0	..	..
EUROPE	11 927	13 040	1.68	0.79	1 049	1 131	0.17	0.22	1 793	2 209	2.43	1.91
Union européenne[1]	10 238	11 046	1.69	0.70	195	206	1.76	0.47	1 279	1 613	2.20	2.24
Royaume-Uni	475	556	3.03	0.97	513	522	2.44	-0.02	180	180	6.02	0.04
Russie	491	619	1.90	2.15	207	243	-6.56	0.06	15	11	-0.44	-2.15
Ukraine	134	138	-5.91	0.47	15	37	-0.21	5.14	8	4	-27.76	-5.06
AFRIQUE	876	1 069	-1.81	2.23	138	194	-2.53	3.02	127	91	-5.20	-1.49
Égypte	520	616	-2.76	2.09	24	37	-4.70	1.86	101	66	-6.02	-1.83
Éthiopie	6	7	0.14	1.92	0	1	..	12.67	0	0	..	..
Nigéria	9	9	-0.71	-0.15	1	3	-19.93	12.96	0	0	..	..
Afrique du Sud	100	128	2.73	2.13	11	8	5.34	-0.60	10	12	23.47	0.60
ASIE	1 547	1 860	0.35	1.76	1 292	1 629	5.99	2.03	255	284	-3.63	1.00
Chine[2]	269	297	-0.07	0.52	109	150	20.51	3.11	0	0	..	..
Inde	4	3	12.20	-2.08	3	4	13.51	0.60	7	7	15.09	-0.60
Indonésie	0	0	..	..	30	40	7.41	2.56	1	1	10.02	-2.50
Iran	209	228	-3.26	0.92	0	0	..	..	59	51	13.53	-1.96
Japon	45	45	-0.23	-0.05	290	382	4.51	1.69	0	0	..	..
Kazakhstan	25	28	4.26	1.26	18	25	-2.36	3.29	2	1	32.14	-3.01
Corée	30	29	2.39	0.33	126	164	8.49	2.37	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	26	35	10.59	2.74	1	0	11.75	..
Pakistan	0	0	..	..	5	8	22.12	3.90	0	0	..	..
Philippines	0	0	..	..	37	52	12.19	3.03	0	0	-20.12	..
Arabie saoudite	171	216	0.27	2.19	173	195	5.01	1.28	76	72	-13.25	-1.27
Thaïlande	5	4	0.00	-1.38	17	23	12.52	2.30	0	0	..	..
Turquie	220	290	3.09	2.91	9	4	5.61	-6.93	50	105	7.11	7.44
Viet Nam	0	0	..	..	9	13	9.67	3.59	0	0	..	..
OCÉANIE	745	783	2.11	0.42	118	114	5.43	0.60	506	507	2.16	0.21
Australie	369	397	1.05	0.52	106	101	4.97	0.65	168	160	0.24	0.02
Nouvelle-Zélande	376	386	3.24	0.31	11	11	10.81	0.00	338	347	3.24	0.30
PAYS DÉVELOPPÉS	**19 459**	**21 868**	**2.03**	**1.04**	**1 683**	**1 872**	**1.26**	**0.61**	**2 677**	**3 202**	**2.86**	**1.67**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**4 121**	**4 961**	**-0.60**	**1.82**	**1 433**	**1 824**	**4.90**	**2.32**	**518**	**495**	**-3.44**	**-0.08**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	295	392	-0.84	2.97	29	52	4.19	5.28	0	0	..	..
OCDE[3]	**19 001**	**21 222**	**2.08**	**1.00**	**1 682**	**1 920**	**3.72**	**1.11**	**2 466**	**2 968**	**2.95**	**1.81**
BRICS	**1 629**	**2 016**	**1.58**	**1.80**	**359**	**436**	**-1.47**	**1.14**	**36**	**35**	**5.73**	**-0.08**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.32.2. Projections du fromage : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**23 566**	**26 828**	**1.74**	**1.18**	**3.1**	**3.2**	**0.57**	**0.24**
AMÉRIQUE DU NORD	6 217	7 215	2.64	1.44	17.1	18.6	1.90	0.86
Canada	503	602	3.40	1.74	13.6	14.9	2.36	0.93
États-Unis	5 714	6 613	2.58	1.41	17.5	19.0	1.86	0.85
AMÉRIQUE LATINE	2 337	2 883	0.36	1.95	3.6	4.1	-0.69	1.16
Argentine	375	453	-4.12	1.94	8.4	9.3	-5.08	1.10
Brésil	790	994	1.73	1.95	3.8	4.5	0.88	1.41
Chili	138	169	7.90	2.10	7.6	8.7	6.99	1.46
Colombie	63	64	0.94	0.35	1.3	1.2	0.03	-0.23
Mexique	452	539	3.26	1.64	3.6	3.9	1.99	0.73
Paraguay	5	6	18.14	2.33	0.7	0.8	16.61	1.25
Pérou	31	42	4.59	2.60	1.0	1.1	3.26	1.57
EUROPE	11 183	11 962	1.42	0.54	15.0	16.1	1.26	0.62
Union européenne[1]	9 154	9 639	1.63	0.46	20.6	21.8	1.49	0.53
Royaume-Uni	808	898	2.09	0.57	12.0	12.8	1.40	0.20
Russie	683	851	-1.12	1.57	4.7	5.9	-1.32	1.75
Ukraine	140	171	-0.23	1.50	3.2	4.1	0.27	2.07
AFRIQUE	887	1 172	-1.35	2.72	0.7	0.7	-3.83	0.36
Égypte	443	587	-1.99	2.62	4.5	5.0	-4.00	1.07
Éthiopie	6	8	0.28	2.79	0.1	0.1	-2.22	0.60
Nigéria	10	12	-10.30	1.64	0.1	0.0	-12.63	-0.86
Afrique du Sud	100	124	1.92	2.09	1.8	1.9	0.57	1.12
ASIE	2 585	3 205	3.44	1.97	0.6	0.7	2.40	1.25
Chine[2]	378	447	3.30	1.32	0.3	0.3	2.77	1.13
Inde	0	0	..	..	0.0	0.0	-66.95	0.14
Indonésie	29	39	7.24	2.74	0.1	0.1	5.99	1.88
Iran	149	177	-6.53	1.94	1.8	2.0	-7.62	1.30
Japon	335	427	3.76	1.50	2.6	3.5	3.91	1.96
Kazakhstan	41	52	0.50	2.35	2.2	2.6	-0.92	1.54
Corée	156	193	7.04	2.04	3.0	3.8	6.63	2.06
Malaisie	25	34	10.53	2.82	0.8	0.9	8.77	1.64
Pakistan	5	8	22.13	3.90	0.0	0.0	19.68	2.25
Philippines	37	51	13.13	3.05	0.3	0.4	11.35	1.67
Arabie saoudite	268	338	20.04	2.53	8.0	8.7	17.13	1.20
Thaïlande	21	27	8.39	1.75	0.3	0.4	8.02	1.71
Turquie	179	189	2.26	0.76	2.2	2.2	0.69	0.25
Viet Nam	9	13	9.15	3.78	0.1	0.1	7.98	2.95
OCÉANIE	357	390	3.73	0.75	8.8	8.5	2.18	-0.41
Australie	307	338	3.59	0.81	12.3	12.1	2.12	-0.20
Nouvelle-Zélande	49	50	4.59	0.34	10.3	9.7	3.54	-0.37
PAYS DÉVELOPPÉS	**18 529**	**20 538**	**1.91**	**0.91**	**13.0**	**14.1**	**1.48**	**0.70**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**5 036**	**6 290**	**1.12**	**2.13**	**0.8**	**0.9**	**-0.22**	**1.02**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	323	443	-0.53	3.22	0.4	0.4	-2.83	0.97
OCDE[3]	**18 282**	**20 174**	**2.18**	**0.89**	**13.2**	**14.1**	**1.60**	**0.60**
BRICS	**1 952**	**2 417**	**0.91**	**1.70**	**0.6**	**0.7**	**0.09**	**1.17**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.33.1. Projections du lait écrémé en poudre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**4 359**	**5 184**	**3.15**	**1.62**	**2 672**	**3 265**	**5.68**	**2.00**	**2 692**	**3 265**	**5.86**	**2.00**
AMÉRIQUE DU NORD	1 170	1 542	2.74	2.53	4	5	0.62	0.00	709	1 053	6.95	3.88
Canada	105	119	4.32	1.44	2	3	-5.25	0.00	61	56	29.50	0.93
États-Unis	1 065	1 423	2.59	2.63	2	2	21.31	0.00	649	997	6.03	4.07
AMÉRIQUE LATINE	296	349	2.16	1.69	505	537	7.76	1.27	143	153	14.20	0.32
Argentine	43	43	2.34	0.93	0	0	..	..	22	25	2.36	1.85
Brésil	157	191	2.14	1.68	27	20	2.27	0.00	0	0	..	..
Chili	7	8	-7.60	0.86	14	21	14.37	4.22	1	0	-10.06	-4.05
Colombie	0	0	..	..	18	28	35.08	0.58	0	0	..	..
Mexique	45	44	4.76	0.05	326	390	7.37	1.39	101	104	45.14	0.00
Paraguay	0	0	..	..	1	1	..	0.08	0	0	..	..
Pérou	0	0	..	..	24	27	4.82	2.56	0	0	..	..
EUROPE	1 871	2 242	5.21	1.55	228	211	7.86	-0.35	1 101	1 329	8.05	2.01
Union européenne[1]	1 473	1 774	6.18	1.60	53	50	14.83	-0.97	864	1 032	8.74	2.00
Royaume-Uni	79	102	1.64	3.06	44	34	-0.67	-0.16	72	88	2.92	4.37
Russie	77	81	2.74	0.98	96	93	8.51	-0.03	1	1	28.54	0.00
Ukraine	88	86	-2.63	0.09	1	1	-17.32	0.22	25	24	5.34	-0.09
AFRIQUE	9	12	0.89	1.69	401	521	4.44	3.17	15	11	6.70	-1.33
Égypte	0	0	..	..	68	100	2.14	3.88	0	0	-24.67	..
Éthiopie	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	33	52	2.92	3.87	0	0	..	..
Afrique du Sud	5	7	1.68	0.38	10	8	8.64	-0.15	8	7	13.57	0.15
ASIE	381	435	1.41	0.97	1 518	1 971	5.16	2.22	142	145	4.13	-0.90
Chine[2]	20	21	0.00	0.55	269	350	10.69	2.18	1	1	21.10	0.00
Inde	231	285	5.15	1.38	1	0	-39.95	..	34	52	8.96	-1.36
Indonésie	0	0	..	..	168	255	3.45	2.67	1	1	3.41	-2.60
Iran	0	0	..	..	20	6	0.74	0.00	20	6	12.99	0.00
Japon	112	107	-3.45	0.00	55	46	7.94	-1.97	0	0	..	..
Kazakhstan	2	3	-0.34	0.25	21	22	1.06	2.62	0	0	..	..
Corée	10	12	2.58	1.24	24	27	5.96	0.38	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	126	167	4.43	2.73	9	4	-2.92	-2.66
Pakistan	0	0	..	..	38	47	7.90	3.87	0	0	1.68	..
Philippines	0	0	..	..	169	235	7.11	2.05	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	44	50	-2.74	2.39	10	6	-14.11	-2.34
Thaïlande	0	0	..	..	67	68	1.24	-0.13	12	14	32.00	0.13
Turquie	0	0	..	..	34	45	37.89	0.00	34	45	65.00	0.00
Viet Nam	0	0	..	..	90	137	0.61	3.75	1	0	-8.01	..
OCÉANIE	633	604	0.21	0.18	15	20	6.73	0.87	583	573	1.02	0.40
Australie	197	125	-0.84	-3.91	10	13	12.77	0.00	154	101	1.86	-3.90
Nouvelle-Zélande	436	478	0.75	1.61	0	0	-25.84	..	429	472	0.75	1.63
PAYS DÉVELOPPÉS	**3 799**	**4 511**	**3.14**	**1.63**	**355**	**341**	**7.30**	**-0.16**	**2 404**	**2 965**	**5.64**	**2.27**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**560**	**673**	**3.18**	**1.53**	**2 317**	**2 924**	**5.48**	**2.29**	**288**	**300**	**8.13**	**-0.34**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	0	0	..	..	154	233	8.62	4.01	5	3	7.28	-3.21
OCDE[3]	**3 564**	**4 229**	**3.14**	**1.66**	**615**	**692**	**8.44**	**0.67**	**2 382**	**2 914**	**6.22**	**2.22**
BRICS	**490**	**585**	**3.44**	**1.38**	**402**	**471**	**7.50**	**1.56**	**44**	**61**	**8.90**	**-1.15**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.33.2. Projections du lait écrémé en poudre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**4 511**	**5 184**	**3.17**	**1.58**	**0.6**	**0.6**	**2.01**	**0.73**
AMÉRIQUE DU NORD	475	494	-1.63	0.14	1.2	1.2	-2.48	-0.59
Canada	57	65	-3.20	1.84	0.7	0.8	-7.24	0.28
États-Unis	418	429	-1.42	-0.10	1.3	1.2	-2.10	-0.65
AMÉRIQUE LATINE	659	733	4.09	1.68	0.9	1.0	3.15	0.91
Argentine	21	18	0.63	-0.24	0.5	0.4	-0.39	-1.06
Brésil	184	211	2.09	1.51	0.6	0.7	1.04	0.95
Chili	21	29	3.58	3.31	1.1	1.5	2.71	2.67
Colombie	18	28	37.89	0.58	0.4	0.5	36.64	0.00
Mexique	270	331	3.03	1.67	2.1	2.4	1.75	0.76
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.0	-11.29	-0.70
Pérou	24	27	4.83	2.56	0.7	0.7	3.50	1.53
EUROPE	1 144	1 124	3.21	0.51	1.4	1.4	2.98	0.86
Union européenne[1]	796	792	3.78	0.69	1.5	1.6	3.63	1.21
Royaume-Uni	59	48	-0.26	-0.99	0.9	0.7	-0.94	-1.36
Russie	177	173	5.53	0.43	1.2	1.2	5.33	0.60
Ukraine	64	63	-4.87	0.16	1.4	1.5	-4.40	0.72
AFRIQUE	396	522	4.28	3.26	0.3	0.3	1.65	0.89
Égypte	68	100	2.36	3.89	0.7	0.8	0.26	2.33
Éthiopie	0	0	..	..	0.0	0.0	-9.76	0.00
Nigéria	33	52	2.93	3.89	0.2	0.2	0.25	1.34
Afrique du Sud	7	8	14.96	0.06	0.1	0.1	13.44	-0.89
ASIE	1 760	2 261	4.37	2.20	0.4	0.5	3.36	1.52
Chine[2]	289	370	9.44	2.08	0.2	0.3	8.88	1.89
Inde	197	234	4.43	2.08	0.1	0.2	3.21	1.15
Indonésie	167	254	3.45	2.70	0.6	0.9	2.24	1.84
Iran	0	0	-77.59	..	0.0	0.0	-77.86	-0.06
Japon	169	154	-0.87	-0.64	1.1	1.1	-1.33	-0.22
Kazakhstan	23	25	1.18	2.35	1.3	1.2	-0.25	1.55
Corée	35	39	4.47	0.63	0.7	0.8	4.07	0.64
Malaisie	117	163	4.90	2.89	3.6	4.5	3.24	1.70
Pakistan	38	47	8.08	3.91	0.2	0.2	5.91	2.25
Philippines	169	235	7.11	2.05	1.6	1.9	5.42	0.68
Arabie saoudite	34	44	6.45	3.21	1.0	1.1	3.87	1.87
Thaïlande	55	54	-1.10	-0.20	0.8	0.8	-1.44	-0.24
Turquie	0	0	-44.55	..	0.0	0.0	-45.41	-0.05
Viet Nam	90	137	0.69	3.77	0.9	1.3	-0.39	2.94
OCÉANIE	77	50	-0.14	-1.79	1.9	1.1	-1.63	-2.92
Australie	66	37	-0.14	-2.72	2.6	1.3	-1.56	-3.69
Nouvelle-Zélande	7	7	-4.58	0.22	1.5	1.3	-5.54	-0.49
PAYS DÉVELOPPÉS	**1 920**	**1 888**	**1.35**	**0.29**	**1.2**	**1.2**	**0.77**	**0.21**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**2 591**	**3 296**	**4.73**	**2.40**	**0.4**	**0.5**	**3.40**	**1.31**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	149	230	8.66	4.15	0.2	0.2	6.14	1.89
OCDE[3]	**1 965**	**2 008**	**1.58**	**0.49**	**1.3**	**1.3**	**0.88**	**0.33**
BRICS	**854**	**996**	**5.17**	**1.64**	**0.3**	**0.3**	**4.52**	**1.11**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.34.1. Projections du lait entier en poudre : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**5 033**	**5 894**	**1.53**	**1.69**	**2 637**	**2 929**	**2.40**	**1.01**	**2 563**	**2 929**	**2.20**	**1.01**
AMÉRIQUE DU NORD	57	92	4.76	3.94	10	11	1.18	0.36	25	57	11.91	9.99
Canada	8	7	-3.89	-1.83	3	4	-3.68	1.11	1	1	6.26	1.11
États-Unis	49	85	7.21	4.61	7	7	3.56	0.00	24	56	12.13	10.18
AMÉRIQUE LATINE	1 317	1 756	0.53	2.37	270	207	-2.50	-1.31	273	379	-0.13	2.05
Argentine	175	202	-5.89	1.00	0	0	-42.47	..	100	141	-6.93	2.23
Brésil	592	851	1.87	3.03	65	48	4.89	-1.15	2	11	-4.79	26.44
Chili	77	85	-2.55	0.74	8	4	13.39	0.61	4	5	-13.84	-0.56
Colombie	42	59	-0.01	3.86	13	7	36.26	-6.15	2	3	-1.15	5.83
Mexique	223	259	0.84	1.27	43	42	13.23	-0.73	6	1	-5.45	-18.33
Paraguay	0	0	..	..	3	5	10.48	0.00	3	5	63.31	0.00
Pérou	0	0	..	..	20	20	8.27	2.04	0	0	..	..
EUROPE	889	1 052	0.99	2.11	83	86	2.52	-0.85	427	529	-1.75	3.33
Union européenne[1]	706	816	1.11	2.05	20	23	-4.24	0.00	350	421	-2.39	3.20
Royaume-Uni	38	71	1.02	5.23	18	11	-3.52	-4.44	42	68	5.75	4.25
Russie	58	57	-0.63	0.16	41	49	17.99	-0.22	2	2	35.40	0.00
Ukraine	12	18	1.80	2.25	0	0	..	..	4	7	6.47	5.04
AFRIQUE	53	64	13.93	1.14	612	747	1.63	2.29	26	26	8.15	-0.72
Égypte	0	0	..	..	27	43	-5.50	2.44	10	8	35.94	-2.38
Éthiopie	0	0	..	..	1	2	9.14	2.18	0	0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	86	123	-1.46	3.82	0	0	-9.82	..
Afrique du Sud	12	15	3.07	2.28	4	3	9.62	-1.96	6	9	10.45	1.99
ASIE	1 257	1 359	0.57	2.18	1 629	1 852	3.68	0.97	371	385	3.63	-0.44
Chine[2]	1 132	1 183	0.38	2.04	514	590	4.35	0.50	2	2	-12.54	0.35
Inde	7	9	120.33	2.82	0	0	-35.66	..	3	5	12.55	4.83
Indonésie	79	118	2.72	3.73	55	67	0.47	1.25	0	0	-39.07	..
Iran	1	1	-3.18	0.61	2	2	-2.96	0.30	2	1	4.06	0.00
Japon	10	13	-3.33	1.67	0	0	..	..	0	0	..	..
Kazakhstan	16	17	1.24	0.90	2	1	-12.11	-4.24	0	0	..	..
Corée	2	2	-1.12	0.68	5	6	11.83	0.50	0	0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	57	63	11.63	0.15	40	44	17.48	-0.15
Pakistan	0	0	..	..	3	2	-9.45	1.32	0	0	-26.32	..
Philippines	0	0	..	..	23	30	-7.78	1.06	5	7	-20.99	-1.05
Arabie saoudite	0	0	..	..	122	139	3.48	2.00	17	13	-7.10	-1.96
Thaïlande	0	0	..	..	59	80	8.60	1.89	2	1	-14.53	-1.85
Turquie	0	0	..	..	1	1	-12.78	0.00	1	1	-5.01	0.00
Viet Nam	0	0	..	..	47	52	1.56	1.23	11	9	8.43	-1.21
OCÉANIE	1 460	1 573	3.25	0.26	33	26	10.02	-2.11	1 440	1 553	3.57	0.28
Australie	63	57	-10.89	0.21	27	19	14.58	-2.96	49	43	-10.26	0.83
Nouvelle-Zélande	1 397	1 515	4.44	0.27	2	2	11.15	0.00	1 391	1 509	4.44	0.27
PAYS DÉVELOPPÉS	**2 444**	**2 763**	**2.36**	**1.06**	**136**	**129**	**3.87**	**-1.09**	**1 899**	**2 149**	**2.25**	**1.14**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**2 589**	**3 131**	**0.78**	**2.28**	**2 502**	**2 800**	**2.32**	**1.12**	**664**	**779**	**1.96**	**0.66**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	34	38	41.99	0.38	230	305	1.76	2.85	8	6	-0.59	-1.60
OCDE[3]	**2 630**	**2 984**	**2.08**	**1.09**	**153**	**132**	**5.06**	**-1.42**	**1 872**	**2 110**	**2.20**	**1.06**
BRICS	**1 800**	**2 114**	**0.93**	**2.38**	**623**	**690**	**4.82**	**0.31**	**15**	**28**	**1.01**	**5.90**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.34.2. Projections du lait entier en poudre : Consommation, humaine

Année civile

	CONSOMMATION (kt)		Croissance (%)[4]		HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**5 089**	**5 894**	**1.61**	**1.67**	**0.7**	**0.7**	**0.45**	**0.73**
AMÉRIQUE DU NORD	41	46	0.72	-1.27	0.1	0.1	-0.01	-1.84
Canada	11	10	-4.23	-1.09	0.3	0.2	-5.19	-1.87
États-Unis	30	36	2.47	-1.33	0.1	0.1	1.76	-1.87
AMÉRIQUE LATINE	1 314	1 583	-0.04	1.88	2.0	2.2	-1.09	1.10
Argentine	76	60	-4.16	-1.41	1.7	1.2	-5.12	-2.22
Brésil	655	888	2.17	2.67	3.1	4.0	1.32	2.12
Chili	81	84	-0.41	0.81	4.4	4.3	-1.24	0.18
Colombie	52	62	2.66	2.11	1.1	1.2	1.73	1.52
Mexique	260	300	2.38	1.24	2.1	2.1	1.12	0.33
Paraguay	0	0	..	..	0.0	0.0	-58.50	-0.10
Pérou	20	20	8.55	2.05	0.6	0.5	7.17	1.02
EUROPE	525	609	3.45	0.54	0.7	0.8	3.29	0.62
Union européenne[1]	356	418	4.34	0.64	0.8	0.9	4.19	0.72
Royaume-Uni	14	14	-11.61	-0.18	0.2	0.2	-12.21	-0.55
Russie	97	104	3.84	-0.02	0.7	0.7	3.64	0.16
Ukraine	8	11	1.29	0.69	0.2	0.3	1.80	1.25
AFRIQUE	639	785	2.08	2.30	0.5	0.5	-0.49	-0.04
Égypte	17	35	-10.83	3.95	0.2	0.3	-12.66	2.38
Éthiopie	1	2	10.76	2.18	0.0	0.0	7.99	0.00
Nigéria	86	122	-1.37	3.84	0.4	0.5	-3.93	1.29
Afrique du Sud	10	9	1.90	0.94	0.2	0.1	0.56	-0.02
ASIE	2 514	2 826	2.09	1.75	0.6	0.6	1.07	1.04
Chine[2]	1 643	1 771	1.58	1.50	1.2	1.2	1.06	1.32
Inde	4	4	11.33	0.92	0.0	0.0	10.02	0.00
Indonésie	134	184	3.28	2.76	0.5	0.6	2.07	1.91
Iran	1	2	-10.52	0.63	0.0	0.0	-11.57	0.00
Japon	10	13	-3.13	1.64	0.1	0.1	-2.99	2.10
Kazakhstan	18	19	-1.55	0.48	1.0	0.9	-2.94	-0.32
Corée	7	7	5.88	0.56	0.1	0.1	5.47	0.57
Malaisie	17	19	3.97	0.85	0.5	0.5	2.31	-0.31
Pakistan	3	1	28.19	1.62	0.0	0.0	25.61	0.00
Philippines	18	23	4.83	1.85	0.2	0.2	3.18	0.48
Arabie saoudite	106	125	6.17	2.54	3.2	3.2	3.60	1.20
Thaïlande	57	78	10.69	1.97	0.8	1.1	10.31	1.93
Turquie	0	0	..	..	0.0	0.0	-40.77	-0.05
Viet Nam	37	44	0.88	1.80	0.4	0.4	-0.21	0.99
OCÉANIE	56	46	-1.48	-1.70	1.4	1.0	-1.66	-2.82
Australie	45	33	-2.91	-2.50	1.8	1.2	-4.29	-3.47
Nouvelle-Zélande	7	8	5.23	0.47	1.5	1.5	154.99	-0.25
PAYS DÉVELOPPÉS	**663**	**743**	**2.77**	**0.29**	**0.5**	**0.5**	**2.45**	**0.09**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**4 427**	**5 151**	**1.43**	**1.88**	**0.7**	**0.7**	**0.09**	**0.78**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	256	337	3.60	2.64	0.3	0.3	1.19	0.40
OCDE[3]	**893**	**1 006**	**2.14**	**0.68**	**0.6**	**0.7**	**1.65**	**0.39**
BRICS	**2 409**	**2 776**	**1.82**	**1.80**	**0.8**	**0.8**	**1.00**	**1.27**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.35. Poudre de lactoserum : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[1]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**3 124**	**3 547**	**1.46**	**1.17**	**1 593.6**	**2 069.4**	**5.77**	**2.47**	**1 943.8**	**2 419.6**	**5.33**	**2.08**
AMÉRIQUE DU NORD	498	567	-0.18	1.32	3.8	5.5	-1.87	1.90	241.0	294.1	1.91	1.92
Canada	39	46	7.30	1.65	3.8	5.5	-1.87	1.90	41.0	48.2	10.02	1.14
États-Unis	459	521	-0.65	1.29	0.0	0.0	..	..	200.0	245.9	0.76	2.08
AMÉRIQUE LATINE	162	191	2.63	1.48	104.9	118.5	-0.18	1.58	158.2	189.1	6.02	1.57
Argentine	71	84	3.86	1.63	0.6	0.5	-28.84	0.00	50.3	57.2	-1.10	1.60
Brésil	0	0	..	..	15.6	11.5	-6.94	0.01	0.2	0.4	..	..
Chili	9	9	193.79	0.25	6.9	14.4	0.23	6.78	15.6	23.5	9.33	3.74
Colombie	0	0	..	..	13.7	16.6	14.01	2.15	0.0	0.0	-60.72	..
Mexique	56	65	0.26	1.24	38.9	38.0	1.21	-0.21	45.9	49.1	146.04	-0.05
Paraguay	0	0	..	..	1.0	1.2	..	2.27	0.0	0.0	..	..
Pérou	0	0	..	..	10.2	13.7	5.20	2.65	10.2	13.7	5.20	2.65
EUROPE	2 187	2 484	1.62	1.15	255.3	244.7	8.20	-0.17	915.6	1 041.4	4.84	1.24
Union européenne[2]	1 846	2 094	0.81	1.17	66.8	49.5	3.40	-1.45	624.6	723.3	4.31	1.53
Royaume-Uni	79	93	-0.12	0.97	53.1	41.9	11.15	-2.02	54.7	49.0	-0.39	-0.98
Russie	1	1	0.06	2.20	116.6	141.8	14.07	1.51	3.1	3.2	55.68	0.00
Ukraine	42	44	11.63	0.47	1.3	0.6	-4.17	-8.36	31.1	32.4	7.23	0.27
AFRIQUE	3	4	-3.36	2.14	47.4	67.4	3.93	3.35	27.3	40.9	4.81	3.94
Égypte	0	0	..	..	11.1	2.2	-2.41	-14.92	11.1	2.2	-2.41	-14.93
Éthiopie	0	0	..	..	1.3	1.9	48.12	3.93	0.0	0.0	..	..
Nigéria	0	0	..	..	4.4	12.0	11.98	9.47	4.4	12.0	332.36	9.47
Afrique du Sud	3	4	-3.36	2.13	11.0	15.4	5.90	3.00	3.7	5.6	9.65	3.90
ASIE	128	144	2.96	1.16	1 136.9	1 585.1	5.83	3.08	554.8	809.1	9.08	3.51
Chine[3]	75	75	-0.99	0.00	514.6	718.1	6.87	3.02	0.7	0.8	13.93	0.00
Inde	1	1	5.83	-2.08	16.0	22.9	15.12	3.15	0.1	0.0	..	..
Indonésie	0	0	..	..	130.8	186.6	6.52	3.25	130.8	186.6	6.52	3.25
Iran	8	9	3.29	0.92	1.9	0.6	-4.31	-11.21	7.6	7.0	-1.51	-1.02
Japon	0	0	..	..	56.7	54.3	0.69	0.00	0.0	0.0	..	..
Kazakhstan	0	0	..	..	7.5	20.6	19.78	9.47	7.5	20.6	203.86	9.47
Corée	0	0	..	..	34.3	34.7	-0.52	0.01	0.1	0.0	..	..
Malaisie	0	0	..	..	79.5	72.8	4.90	-1.18	79.5	72.8	4.90	-1.18
Pakistan	0	0	..	..	27.7	45.7	3.84	4.67	27.7	45.7	71.72	4.67
Philippines	0	0	..	..	63.6	132.4	13.89	6.92	63.6	132.4	-8.68	6.92
Arabie saoudite	0	0	..	..	6.5	17.8	12.73	9.47	6.5	17.8	387.84	9.47
Thaïlande	0	0	..	..	67.8	94.8	8.28	3.04	67.8	94.8	8.28	3.04
Turquie	43	59	16.88	2.91	0.4	0.7	..	5.24	43.3	60.0	17.22	2.94
Viet Nam	0	0	..	..	35.2	27.0	-1.15	-2.55	35.2	27.0	372.55	-2.55
OCÉANIE	147	157	3.08	0.48	45.4	48.2	15.65	0.06	46.9	45.0	-1.55	0.10
Australie	116	124	2.58	0.52	20.9	22.1	7.77	0.00	31.7	29.6	-3.80	-0.02
Nouvelle-Zélande	31	32	5.16	0.31	24.2	25.9	29.46	0.12	15.1	15.4	5.30	0.33
PAYS DÉVELOPPÉS	**2 835**	**3 212**	**1.34**	**1.15**	**386.8**	**397.3**	**7.49**	**0.38**	**1 216.6**	**1 408.2**	**3.96**	**1.43**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**289**	**335**	**2.75**	**1.34**	**1 206.8**	**1 672.2**	**5.29**	**3.04**	**727.2**	**1 011.4**	**8.02**	**3.06**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	0	0	..	..	22.2	54.0	10.65	8.41	17.7	48.2	120.17	9.42
OCDE[4]	**2 765**	**3 133**	**0.98**	**1.15**	**330.1**	**313.0**	**4.34**	**-0.21**	**1 144.7**	**1 323.7**	**3.85**	**1.41**
BRICS	**80**	**80**	**-1.03**	**0.10**	**673.8**	**909.6**	**7.29**	**2.73**	**7.8**	**10.0**	**13.70**	**1.88**

.. Non disponible

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
3. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
4. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.36. Projections des produits laitiers frais : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**422 814**	**520 494**	**2.03**	**1.86**	**55.5**	**61.7**	**0.87**	**0.96**
AMÉRIQUE DU NORD	25 796	24 346	-1.58	-0.41	70.5	62.4	-2.33	-0.98
Canada	2 872	2 851	-0.76	-0.03	77.0	69.9	-2.01	-0.82
États-Unis	22 924	21 495	-1.68	-0.46	69.8	61.5	-2.37	-1.01
AMÉRIQUE LATINE	35 341	41 720	-0.23	1.69	54.6	59.0	-1.24	0.93
Argentine	1 539	1 674	-1.45	0.43	28.5	27.8	-1.80	-0.38
Brésil	14 896	19 310	0.41	2.48	71.4	86.9	-0.43	1.96
Chili	468	521	-9.46	-0.12	25.7	26.6	-10.22	-0.74
Colombie	5 877	6 829	1.20	2.01	118.8	129.1	0.28	1.42
Mexique	3 490	3 294	-1.42	-0.45	27.9	23.8	-2.61	-1.34
Paraguay	491	549	-0.10	0.95	71.2	70.6	-1.40	-0.11
Pérou	1 809	2 429	1.97	2.84	55.6	66.6	0.68	1.81
EUROPE	76 372	76 401	-0.17	-0.05	101.3	103.0	-0.37	0.18
Union européenne[1]	37 401	37 745	0.84	-0.03	82.3	85.4	0.62	0.36
Royaume-Uni	7 783	7 706	0.67	-0.07	112.5	107.2	-0.28	-0.39
Russie	15 772	16 138	-1.84	0.10	110.6	114.4	-1.83	0.27
Ukraine	7 230	6 844	-1.80	-0.44	164.3	165.1	-1.31	0.11
AFRIQUE	34 146	44 377	-0.79	2.55	26.8	26.9	-3.29	0.21
Égypte	1 099	1 359	-3.79	2.10	11.1	11.5	-5.76	0.56
Éthiopie	3 065	4 444	-2.60	3.77	28.5	32.5	-5.03	1.56
Nigéria	220	248	1.02	1.20	1.1	1.0	-1.60	-1.28
Afrique du Sud	2 147	2 408	0.00	0.94	37.4	37.7	-1.32	-0.01
ASIE	247 711	329 928	4.17	2.51	54.8	67.4	3.17	1.80
Chine[2]	24 738	27 160	-0.47	0.10	17.8	19.3	-0.60	0.03
Inde	127 100	180 422	6.30	3.06	93.8	120.2	5.06	2.13
Indonésie	1 051	1 250	-0.51	1.76	3.9	4.3	-1.67	0.91
Iran	3 487	3 867	3.16	0.98	42.5	43.7	1.95	0.34
Japon	4 306	4 268	-0.18	-0.11	33.9	35.1	-0.03	0.34
Kazakhstan	4 845	5 051	0.51	0.26	263.3	250.4	-0.91	-0.53
Corée	1 347	1 269	-0.16	-0.44	26.5	25.0	-0.49	-0.43
Malaisie	46	48	-7.97	0.40	1.4	1.3	-9.44	-0.76
Pakistan	35 855	50 201	3.20	3.10	178.5	208.5	1.13	1.46
Philippines	20	23	2.47	1.38	0.2	0.2	0.86	0.02
Arabie saoudite	1 307	1 460	8.73	0.96	39.0	37.4	6.10	-0.36
Thaïlande	377	355	-10.97	-0.36	5.5	5.1	-11.28	-0.40
Turquie	14 744	17 536	4.50	2.02	180.1	199.4	2.89	1.52
Viet Nam	945	1 422	14.12	3.68	9.8	13.5	12.89	2.85
OCÉANIE	3 447	3 722	2.26	0.56	69.3	63.4	-0.96	-0.76
Australie	2 881	3 133	2.04	0.63	103.3	96.0	-0.41	-0.61
Nouvelle-Zélande	537	556	3.64	0.18	43.3	40.8	-5.18	-0.46
PAYS DÉVELOPPÉS	**134 100**	**138 765**	**0.09**	**0.30**	**93.3**	**94.6**	**-0.40**	**0.18**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**288 714**	**381 729**	**3.05**	**2.50**	**46.8**	**54.8**	**1.73**	**1.40**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	21 905	28 275	-0.03	2.60	25.3	25.6	-2.34	0.36
OCDE[3]	**106 558**	**109 129**	**0.45**	**0.30**	**75.9**	**75.5**	**-0.22**	**0.12**
BRICS	**184 653**	**245 437**	**3.71**	**2.41**	**58.1**	**72.7**	**2.94**	**1.88**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.37. Projections du lait : Production, inventaires, rendement

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[1]		INVENTAIRES ('000 têtes)		Croissance (%)		RENDEMENT (tonne/tête)		Croissance (%)	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**839 528**	**996 760**	**2.00**	**1.56**	**707 939**	**782 044**	**1.03**	**0.84**	**1.19**	**1.27**	**0.97**	**0.71**
AMÉRIQUE DU NORD	108 697	119 074	1.57	0.88	10 345	10 395	0.30	0.10	10.51	11.45	1.26	0.79
Canada	10 389	11 629	2.71	0.96	970	962	0.02	-0.07	10.71	12.09	2.69	1.03
États-Unis	98 309	107 445	1.45	0.88	9 375	9 433	0.33	0.11	10.49	11.39	1.12	0.76
AMÉRIQUE LATINE	81 271	95 596	1.02	1.55	41 557	44 126	-1.80	0.46	1.96	2.17	2.87	1.08
Argentine	10 323	11 756	-0.68	0.99	1 719	1 699	-0.11	-0.10	6.00	6.92	-0.57	1.10
Brésil	34 947	43 192	2.35	1.95	16 669	18 475	-4.35	0.94	2.10	2.34	7.01	1.00
Chili	2 130	2 250	-2.56	0.17	1 195	1 022	-2.13	-1.57	1.78	2.20	-0.44	1.77
Colombie	6 970	8 090	1.00	1.97	6 697	7 338	2.04	0.51	1.04	1.10	-1.02	1.46
Mexique	12 252	13 139	1.43	0.74	2 526	2 646	0.83	0.44	4.85	4.97	0.60	0.30
Paraguay	506	606	0.03	1.64	225	251	0.47	0.60	2.26	2.42	-0.44	1.04
Pérou	2 043	2 750	2.15	2.89	1 209	1 426	1.20	1.44	1.69	1.93	0.94	1.43
EUROPE	225 732	235 709	0.88	0.37	41 128	37 929	-0.77	-0.74	5.49	6.21	1.67	1.12
Union européenne[2]	151 661	158 214	1.31	0.35	20 875	19 430	-0.32	-0.63	7.22	8.09	1.65	0.99
Royaume-Uni	15 563	16 410	1.13	0.48	1 885	1 889	0.56	0.00	8.26	8.69	0.57	0.47
Russie	30 612	32 940	-0.27	0.59	7 922	7 492	-1.35	-0.51	3.86	4.40	1.10	1.10
Ukraine	10 338	9 712	-1.30	-0.43	2 800	2 242	-3.87	-2.01	3.69	4.33	2.68	1.61
AFRIQUE	44 079	56 406	-0.76	2.46	227 644	252 922	0.90	0.99	0.19	0.22	-1.65	1.45
Égypte	4 626	5 482	-3.00	2.00	6 841	6 962	0.53	0.43	0.68	0.79	-3.51	1.56
Éthiopie	3 438	4 925	-2.42	3.65	16 401	20 860	2.06	2.15	0.21	0.24	-4.39	1.47
Nigéria	521	639	0.04	2.22	2 291	2 533	1.00	0.77	0.23	0.25	-0.95	1.44
Afrique du Sud	3 308	3 929	0.90	1.48	946	957	-0.34	0.04	3.50	4.10	1.25	1.43
ASIE	348 807	458 793	3.67	2.43	380 656	430 302	1.72	0.98	0.92	1.07	1.92	1.43
Chine[3]	35 130	38 037	-0.19	0.53	12 833	12 952	-1.76	-0.41	2.42	2.62	1.94	1.00
Inde	184 019	254 528	5.37	2.82	140 441	161 556	2.13	1.22	1.31	1.58	3.17	1.58
Indonésie	1 538	1 972	0.40	2.44	14 223	16 519	2.93	1.22	0.11	0.12	-2.46	1.20
Iran	7 612	8 090	-0.64	0.61	20 883	18 655	-1.01	-1.39	0.36	0.43	0.37	2.02
Japon	7 300	7 297	-0.54	-0.01	846	813	-1.35	-0.31	8.63	8.97	0.82	0.30
Kazakhstan	5 530	5 949	0.95	0.63	2 766	2 546	0.30	-0.90	2.00	2.34	0.65	1.54
Corée	2 044	1 957	0.11	-0.35	258	241	0.67	-0.61	7.91	8.11	-0.56	0.26
Malaisie	46	48	-7.97	0.40	51	46	-15.65	-1.39	0.91	1.05	9.10	1.81
Pakistan	45 636	63 696	3.17	3.07	37 135	45 133	2.89	1.65	1.23	1.41	0.28	1.39
Philippines	20	23	2.47	1.38	5	5	-0.31	-0.71	3.70	4.57	2.79	2.11
Arabie saoudite	2 470	2 887	3.55	1.46	4 823	4 880	0.85	-0.11	0.51	0.59	2.68	1.57
Thaïlande	407	380	-10.45	-0.43	202	169	1.61	-1.98	2.01	2.25	-11.87	1.58
Turquie	21 537	27 627	4.89	2.37	29 369	33 884	5.78	1.06	0.73	0.82	-0.84	1.29
Viet Nam	945	1 422	14.12	3.68	338	430	11.54	2.08	2.79	3.31	2.31	1.57
OCÉANIE	30 942	31 182	1.69	0.11	6 610	6 369	0.52	-0.19	4.68	4.90	1.16	0.30
Australie	9 326	8 606	-0.21	-0.53	1 543	1 400	-0.61	-0.53	6.05	6.15	0.41	0.01
Nouvelle-Zélande	21 549	22 499	2.61	0.36	5 012	4 916	0.90	-0.09	4.30	4.58	1.70	0.45
PAYS DÉVELOPPÉS	**401 312**	**429 208**	**1.23**	**0.62**	**78 741**	**77 810**	**0.13**	**-0.13**	**5.10**	**5.52**	**1.10**	**0.75**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**438 216**	**567 552**	**2.76**	**2.34**	**629 198**	**704 234**	**1.15**	**0.95**	**0.70**	**0.81**	**1.59**	**1.37**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	27 329	35 266	0.02	2.61	219 943	246 897	0.93	1.07	0.12	0.14	-0.90	1.53
OCDE[4]	**366 080**	**392 376**	**1.49**	**0.66**	**81 755**	**85 118**	**1.92**	**0.28**	**4.48**	**4.61**	**-0.43**	**0.38**
BRICS	**288 017**	**372 625**	**3.43**	**2.23**	**178 812**	**201 432**	**0.88**	**1.01**	**1.61**	**1.85**	**2.53**	**1.21**

Note : Année civile ; excepté année se terminant le 30 juin pour l'Australie et le 31 mai pour la Nouvelle-Zélande. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).
2. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
3. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
4. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.38. Hypothèses concernant le marché des produits laitiers

Année civile

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CANADA												
Prix d'objectif, lait[2]	CADc/litre	82.7	86.7	87.9	89.2	90.6	92.0	93.5	95.0	96.5	98.0	99.6
Prix de soutien, beurre	CAD/t	8 107.2	8 488.5	8 643.0	8 763.9	8 904.2	9 040.3	9 187.3	9 337.8	9 487.9	9 636.9	9 784.7
Contingent tarifaire, fromage	kt pp	28.6	38.6	43.6	52.6	52.6	52.6	52.6	52.6	52.6	52.6	52.6
Droits de douane intra quota	%	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Droits de douane hors quota	%	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6	245.6
UNION EUROPÉENNE[3]												
Soutien couplé facultatif												
Lait et produits laitiers[4]	mln EUR	852	846	846	846	846	846	846	846	846	846	846
Prix de référence, beurre[5]	EUR/t	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5	2 217.5
Prix de référence, lait écr. en poudre	EUR/t	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0	1 400.0
Contingent tarifaire beurre	kt pp	89.9	90.3	90.3	90.4	90.4	90.5	90.5	90.6	90.6	90.7	90.7
Contingent tarifaire fromage	kt pp	118.9	119.5	119.9	120.2	120.5	120.8	121.2	121.5	121.8	122.1	122.5
JAPON												
Paiements directs[6]	JPY/kg	9.0	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3	8.3
Droits de douane, fromage[7]	%	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2	31.2
Contingents tarifaires												
Beurre	kt pp	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Droits de douane intra quota	%	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
Droits de douane hors quota	%	249.0	299.6	294.3	294.6	296.4	298.3	300.4	302.6	305.3	307.9	310.4
Lait écrémé en poudre	kt pp	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1	93.1
Droits de douane intra quota	%	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0	16.0
Droits de douane hors quota	%	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0	210.0
Lait entier en poudre	kt pp	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane intra quota	%	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0
Droits de douane hors quota	%	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2	316.2
CORÉE												
Contingents tarifaires												
Beurre	kt pp	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Droits de douane intra quota	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane hors quota	%	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0	89.0
Lait écrémé en poudre	kt pp	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Droits de douane intra quota	%	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
Droits de douane hors quota	%	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0
Lait entier en poudre	kt pp	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Droits de douane intra quota	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane hors quota	%	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0	176.0
MEXIQUE												
Droits de douane, beurre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Contingents tarifaires												
Fromage	kt pp	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4	9.4
Droits de douane intra quota	%	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0	50.0
Droits de douane hors quota	%	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0
Lait écrémé en poudre	kt pp	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0	90.0
Droits de douane intra quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane hors quota	%	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0	45.0
Programe social Liconsa	mln MXN	1 241.3	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1	1 260.1
RUSSIE												
Droits de douane, beurre	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Droits de douane, fromage	%	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
ÉTATS-UNIS[8]												
Contingent tarifaire, beurre	kt pp	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2	9.2
Droits de douane intra quota	%	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8	28.8
Droits de douane hors quota	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Contingent tarifaire, fromage	kt pp	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0	110.0
Droits de douane intra quota	%	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1	12.1
Droits de douane hors quota	%	30.6	36.8	36.1	35.6	35.0	34.4	33.8	33.2	32.7	32.1	31.6
INDE												
Droits de douane, beurre	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0
Droits de douane, fromage	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Droits de douane, lait écrémé en poudre	%	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0	60.0
Droits de douane, lait entier en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
AFRIQUE DU SUD												
Droits de douane, beurre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, fromage	%	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9
Droits de douane, lait écrémé en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane, lait entier en poudre	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Pour le lait destiné à la transformation.
3. Depuis 2015, le régime de paiement de base est en vigueur et représente au maximum 68% des enveloppes nationales pour les paiements directs. De plus, des instruments obligatoires ont été introduits : les paiements "verts" (30%) et l'aide aux jeunes agriculteurs (2%).
4. Mis en oeuvre dans 19 états membres. La quantité maximale autorisée est de 11,695 millions de vaches laitières.
5. L'intervention, lorsque les prix du marché sont inférieurs au prix de référence pour le lait écrémé en poudre et à 90% du prix de référence pour le beurre, est possible automatiquement pour une quantité maximale de 109 000 tonnes pour le lait écrémé en poudre et 50 000 tonnes pour le beurre (avant 2014, ce seuil était de 30 000 tonnes). Au-delà de ce seuil l'intervention ne peut avoir lieu que par appel d'offres. En 2018, en raison d'une mesure temporaire, la quantité de lait écrémé en poudre achetée à prix fixe est fixée à zéro. L'achat via une procédure d'appel d'offres peut toujours être possible.
6. En avril 2017, en sus du lait écrémé en poudre, du beurre et du fromage, la production de lait utilisé pour la crème fraiche et de lait écrémé concentré et entier est couverte par les paiements directs.
7. Exclut le fromage transformé.
8. Mis à jour en février 2018, un programme de protection de la marge laitière (prix du lait moins marge d'alimentation animale moyenne) s'applique; il fournit un filet de sécurité aux producteurs laitiers. Ces derniers doivent décider des niveaux d'affiliation et de couverture.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.39.1. Projections de la pêche et l'aquaculture : Production et échanges

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**175 798**	**200 400**	**2.30**	**1.34**	**42 928**	**46 721**	**1.43**	**0.71**	**42 558**	**46 581**	**1.40**	**1.07**
AMÉRIQUE DU NORD	6 349	6 680	0.09	0.59	6 201	6 441	1.70	0.27	2 777	2 602	-0.49	-0.48
Canada	1 024	1 099	-0.51	0.64	655	676	0.34	0.15	817	809	-0.29	-0.12
États-Unis	5 325	5 582	0.21	0.58	5 546	5 765	1.87	0.28	1 959	1 793	-0.53	-0.63
AMÉRIQUE LATINE	15 529	16 623	-0.21	0.89	2 475	2 937	1.58	1.53	4 611	5 304	2.64	1.19
Argentine	835	896	0.42	0.81	68	60	1.61	0.00	589	627	-0.88	1.09
Brésil	1 312	1 470	0.98	1.05	649	786	-1.44	2.07	55	64	3.16	0.70
Chili	3 304	3 846	-1.44	1.49	150	168	7.37	1.27	1 493	2 240	3.84	3.30
Colombie	204	255	2.93	1.36	226	317	3.03	2.46	42	53	-7.09	-1.31
Mexique	1 909	2 036	1.62	0.64	507	631	6.73	1.92	340	310	5.27	-0.90
Paraguay	25	27	1.82	0.96	5	4	4.05	0.00	0	0	..	..
Pérou	5 329	5 254	-1.53	0.67	175	185	6.45	0.56	607	439	-0.48	-1.89
EUROPE	18 223	19 211	1.40	0.61	11 631	12 342	0.12	0.42	10 677	11 708	1.35	0.80
Union européenne[1]	5 889	6 005	0.74	0.44	8 252	8 657	1.04	0.43	2 740	2 886	1.59	0.40
Royaume-Uni	909	941	1.38	0.55	1 214	1 203	-0.92	0.16	897	855	0.18	-0.09
Norvège	3 757	3 946	0.76	0.48	251	189	1.22	-1.29	2 916	3 035	0.06	0.41
Russie	5 213	5 904	2.66	1.22	809	1 225	-6.40	2.14	2 431	3 248	3.55	2.32
Ukraine	102	113	-10.35	0.00	479	469	-1.78	-1.72	22	22	-19.17	-1.95
AFRIQUE	12 258	13 641	3.81	1.33	4 668	6 512	1.13	2.68	2 954	2 775	5.23	-0.47
Égypte	1 925	2 541	5.17	2.87	621	1 278	5.43	6.63	49	68	21.05	3.47
Éthiopie	57	68	13.29	1.69	3	5	11.68	2.28	1	0	-15.69	..
Nigéria	1 175	1 263	4.11	0.89	555	703	-13.49	1.35	6	6	-21.77	0.00
Afrique du Sud	562	584	-0.38	0.61	320	449	9.42	2.84	169	198	0.11	0.76
ASIE	121 813	142 511	2.79	1.55	17 263	17 731	2.38	0.29	20 601	23 299	0.98	1.63
Chine[2]	62 240	72 392	2.66	1.67	4 525	4 780	4.34	-0.43	8 149	8 554	0.77	1.63
Inde	12 391	15 371	5.46	1.44	59	106	12.59	3.31	1 348	1 340	4.78	0.49
Indonésie	12 342	14 697	5.54	1.97	185	208	-5.03	2.85	1 226	1 547	-0.32	2.54
Iran	1 254	1 527	7.77	1.65	48	10	-10.71	0.00	137	113	12.80	1.25
Japon	3 786	3 542	-2.46	-0.80	3 560	3 232	-0.83	-0.37	671	740	0.35	0.93
Kazakhstan	37	39	-0.78	0.11	77	86	-0.71	1.70	34	29	-1.73	0.15
Corée	1 903	1 847	-1.88	-0.35	1 820	1 946	2.58	0.67	580	672	-2.70	0.48
Malaisie	1 680	1 827	-0.52	0.88	600	579	1.88	-0.61	325	314	0.40	-1.05
Pakistan	668	691	1.41	0.70	10	9	18.29	0.00	237	253	5.09	0.28
Philippines	2 856	3 207	-1.05	0.55	541	548	12.57	-0.07	406	418	1.60	0.30
Arabie saoudite	140	186	7.50	1.76	305	349	1.35	1.75	63	68	7.26	3.47
Thaïlande	2 479	2 744	-2.85	1.18	1 997	2 074	2.36	0.40	1 741	2 107	-4.85	1.93
Turquie	632	683	-0.61	0.75	115	142	3.82	3.67	247	349	13.47	2.83
Viet Nam	7 452	9 389	5.08	2.09	514	503	13.95	0.58	3 078	4 195	5.17	2.90
OCÉANIE	1 626	1 734	2.09	0.69	690	759	0.66	1.02	939	894	1.39	-0.29
Australie	280	354	1.49	2.13	485	528	0.31	1.13	62	48	1.60	-1.78
Nouvelle-Zélande	529	557	-0.50	0.49	54	55	-1.23	0.00	425	432	-0.67	0.40
PAYS DÉVELOPPÉS	**30 101**	**31 410**	**0.58**	**0.46**	**22 599**	**23 392**	**0.48**	**0.35**	**14 839**	**15 778**	**0.86**	**0.56**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**145 697**	**168 990**	**2.69**	**1.52**	**20 345**	**23 329**	**2.55**	**1.09**	**27 725**	**30 803**	**1.70**	**1.33**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	13 670	16 018	3.77	1.78	1 435	1 739	9.71	1.41	1 889	1 888	7.40	-0.35
OCDE[3]	**29 473**	**30 714**	**-0.26**	**0.45**	**23 164**	**23 883**	**1.06**	**0.38**	**13 189**	**14 224**	**0.70**	**0.64**
BRICS	**81 716**	**95 721**	**2.99**	**1.59**	**6 362**	**7 346**	**2.02**	**0.43**	**12 151**	**13 404**	**1.68**	**1.65**

.. Non disponible

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et de l'aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques. Les importations et exportations correspondent au commerce de produits alimentaires, i.e. pour la consommation humaine. Toutes les données sont en équivalent poids vif. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.39.2. Projections de la pêche et l'aquaculture : Transformation, consommation humaine

Année civile

	TRANSFORMATION (kt)		Croissance (%)[4]		CONS. HUMAINE (kt)		Croissance (%)[4]		CONS. HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**16 902**	**16 686**	**0.39**	**0.44**	**155 109**	**180 416**	**2.50**	**1.41**	**20.4**	**21.4**	**1.32**	**0.47**
AMÉRIQUE DU NORD	1 095	1 161	1.84	0.06	8 159	8 841	1.21	0.80	22.4	22.8	0.47	0.22
Canada	24	38	-7.40	0.33	824	910	0.57	1.01	22.2	22.4	-0.44	0.22
États-Unis	1 070	1 123	2.16	0.05	7 335	7 931	1.28	0.77	22.4	22.8	0.58	0.22
AMÉRIQUE LATINE	6 025	5 849	-3.47	0.51	6 834	7 987	2.40	1.41	10.6	11.4	1.33	0.63
Argentine	0	0	0.00	0.00	315	330	3.34	0.17	7.1	6.8	2.30	-0.66
Brésil	59	63	-2.89	-0.01	1 847	2 129	0.27	1.46	8.8	9.5	-0.57	0.92
Chili	1 431	1 364	-5.91	0.07	233	250	-0.60	0.43	12.8	12.8	-1.44	-0.19
Colombie	0	0	0.00	0.00	388	519	4.82	2.35	7.8	9.8	3.87	1.76
Mexique	196	278	-11.09	2.57	1 882	2 079	4.55	1.03	14.9	14.9	3.26	0.13
Paraguay	0	0	0.00	0.00	29	31	2.15	0.83	4.2	4.0	0.82	-0.23
Pérou	4 086	3 915	-2.02	0.57	834	1 085	3.25	2.28	25.6	29.7	1.94	1.25
EUROPE	2 633	2 391	3.98	-0.19	16 120	17 057	0.31	0.48	21.6	22.9	0.15	0.56
Union européenne[1]	686	515	-0.58	-1.12	10 506	11 061	1.02	0.53	23.6	25.0	0.88	0.61
Royaume-Uni	0	0	0.00	0.00	1 220	1 289	-0.27	0.62	18.2	18.3	-0.94	0.24
Norvège	743	697	7.17	0.07	292	337	1.44	1.05	54.7	57.8	0.35	0.23
Russie	478	479	5.28	0.22	3 046	3 332	-1.13	0.71	20.9	23.2	-1.32	0.89
Ukraine	0	0	-32.77	0.00	559	561	-2.53	-1.39	12.7	13.5	-2.04	-0.84
AFRIQUE	918	1 016	4.24	1.31	13 009	16 311	2.64	2.21	10.2	9.9	0.06	-0.13
Égypte	0	0	0.00	0.00	2 497	3 752	5.03	4.01	25.1	31.8	2.88	2.44
Éthiopie	0	0	0.00	0.00	59	73	14.57	1.73	0.5	0.5	11.70	-0.44
Nigéria	0	0	0.00	0.00	1 724	1 960	-4.32	1.06	8.8	7.6	-6.81	-1.42
Afrique du Sud	308	381	2.63	2.44	405	453	3.26	1.09	7.1	7.1	1.89	0.14
ASIE	6 102	6 139	2.93	0.59	109 896	128 886	2.95	1.48	24.3	26.2	1.92	0.77
Chine[2]	1 982	1 975	-1.38	0.79	55 701	65 843	3.12	1.60	39.0	45.0	2.59	1.41
Inde	766	765	14.62	0.00	9 997	13 022	5.47	1.69	7.4	8.7	4.24	0.77
Indonésie	62	70	18.61	0.00	11 212	13 274	6.02	1.94	42.0	45.2	4.78	1.08
Iran	162	162	12.02	1.18	1 003	1 262	5.62	1.74	12.2	14.3	4.39	1.10
Japon	700	497	-0.80	-1.07	5 774	5 336	-1.96	-0.77	45.4	43.9	-1.82	-0.32
Kazakhstan	0	0	0.00	0.00	76	96	-0.91	1.52	4.1	4.7	-2.31	0.72
Corée	118	130	-1.90	0.00	2 878	2 917	0.44	0.19	56.2	57.0	0.05	0.20
Malaisie	155	110	6.35	-1.68	1 794	1 987	0.75	0.91	56.0	54.5	-0.85	-0.25
Pakistan	120	107	2.70	-0.21	322	340	-1.05	1.33	1.6	1.4	-3.03	-0.28
Philippines	0	0	0.00	0.00	2 991	3 337	0.14	0.48	28.1	26.9	-1.44	-0.87
Arabie saoudite	0	0	0.00	0.00	383	467	2.42	1.52	11.4	12.0	-0.06	0.20
Thaïlande	390	280	-3.12	-2.25	2 111	2 371	2.70	1.24	30.5	34.0	2.35	1.20
Turquie	131	131	-2.08	1.10	367	341	-3.85	-0.19	4.5	3.9	-5.33	-0.68
Viet Nam	1 126	1 443	15.72	2.14	3 616	4 153	2.73	1.46	37.5	39.3	1.63	0.65
OCÉANIE	129	129	0.89	0.41	1 091	1 334	1.75	1.91	26.9	28.9	0.23	0.74
Australie	55	52	1.72	1.31	648	783	0.57	1.78	26.0	28.0	-0.85	0.76
Nouvelle-Zélande	42	53	-3.55	-0.21	115	127	0.40	0.88	24.1	24.7	-0.61	0.17
PAYS DÉVELOPPÉS	**4 928**	**4 635**	**2.64**	**-0.01**	**31 724**	**33 264**	**0.17**	**0.43**	**22.3**	**22.8**	**-0.26**	**0.22**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**11 974**	**12 051**	**-0.41**	**0.63**	**123 385**	**147 152**	**3.17**	**1.64**	**20.0**	**21.1**	**1.81**	**0.54**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	644	683	11.32	0.94	12 417	15 036	3.43	2.10	14.4	13.6	1.03	-0.13
OCDE[3]	**5 198**	**4 878**	**-1.77**	**-0.03**	**32 811**	**34 273**	**0.52**	**0.45**	**23.7**	**23.9**	**-0.04**	**0.16**
BRICS	**3 593**	**3 664**	**1.85**	**0.69**	**70 997**	**84 779**	**3.13**	**1.57**	**22.2**	**25.0**	**2.29**	**1.04**

Note : Sous la terminologie "produits de la pêche et de l'aquaculture" sont compris les poissons, les crustacés, les mollusques et autres animaux marins, mais sont exclus les mammifères marins, les crocodiles, caïmans, aligators et les plantes aquatiques. Les importations et exportations correspondent au commerce de produits alimentaires, i.e. pour la consommation humaine. Toutes les données sont en équivalent poids vif. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.40.1. Projections de l'éthanol : Production et utilisation

Année civile

	PRODUCTION (mln L)		Croissance (%)[4]	CONSOMMATION (mln L)		Croissance (%)[4]	UTILISATION EN CARBURANT (mln L)		Croissance (%)[4]
	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29
MONDE	**124 883**	**140 077**	**0.75**	**124 747**	**140 245**	**0.78**	**..**	**..**	**..**
AMÉRIQUE DU NORD	61 999	65 521	0.44	58 595	62 945	0.58	..	..	..
Canada	1 808	2 040	0.49	3 165	3 136	-0.18	3 161	3 124	-0.18
États-Unis	60 191	63 481	0.44	55 430	59 809	0.62	54 581	59 066	0.63
AMÉRIQUE LATINE	37 163	44 767	1.29	37 041	44 434	1.27	..	..	..
Argentine	1 093	1 462	3.21	1 076	1 451	3.19	1 062	1 418	3.19
Brésil	32 714	39 025	1.26	31 935	38 489	1.25	29 276	35 367	1.28
Chili	4	7	5.56	28	20	1.60	0	0	0.00
Colombie	506	686	1.11	764	1 004	0.51	643	895	0.56
Mexique	219	223	-0.50	371	383	0.22	172	186	0.61
Paraguay	468	800	1.60	403	540	1.42	348	443	1.74
Pérou	207	275	2.47	255	291	2.32	194	255	2.38
EUROPE	8 144	7 970	-0.69	8 632	8 887	-0.29	..	..	..
Union européenne[1]	6 134	6 164	-0.51	6 435	6 580	-0.05	4 630	4 730	-0.07
Royaume-Uni	830	561	-4.67	1 029	1 054	-2.53	755	775	-3.32
Russie	644	614	-0.16	518	505	-0.31	0	0	0.00
Ukraine	375	472	1.85	367	462	1.89	185	241	2.13
AFRIQUE	997	1 241	2.03	980	1 140	2.23	..	..	..
Égypte	10	13	3.06	9	14	3.00	0	0	0.00
Éthiopie	109	167	3.75	109	167	3.75	38	70	4.40
Nigéria	40	66	3.00	163	138	1.32	0	0	0.00
Afrique du Sud	317	331	0.34	116	134	0.87	5	5	0.60
ASIE	16 273	20 308	1.10	19 211	22 574	0.80	..	..	..
Chine[2]	10 067	12 074	0.68	10 576	12 105	0.68	3 725	5 048	1.48
Inde	2 633	4 242	2.40	3 063	4 568	1.71	1 388	2 853	2.82
Indonésie	192	230	1.96	134	176	2.64	1	1	2.78
Iran	0	0	..	0	0	..	0	0	0.00
Japon	20	0	..	1 527	1 271	-1.53	895	678	-2.69
Kazakhstan	0	0	..	0	0	..	0	0	0.00
Corée	150	148	-0.39	564	593	-0.02	5	4	-3.27
Malaisie	0	0	..	0	0	..	0	0	0.00
Pakistan	600	432	0.41	19	20	0.09	0	0	0.00
Philippines	320	525	4.08	760	971	2.00	590	739	1.64
Arabie saoudite	0	6	28.10	73	49	1.23	0	0	0.00
Thaïlande	1 789	1 980	0.48	1 795	1 983	0.51	1 534	1 741	0.57
Turquie	114	139	1.47	214	236	0.84	97	93	-0.37
Viet Nam	220	289	0.49	215	285	1.08	109	175	1.75
OCÉANIE	307	270	-0.04	289	264	-0.46	..	..	..
Australie	298	262	-0.08	283	258	-0.51	216	203	-0.64
Nouvelle-Zélande	3	1	0.00	0	0	..	0	0	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**70 786**	**74 096**	**0.31**	**69 187**	**73 521**	**0.43**	**..**	**..**	**..**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**54 096**	**65 981**	**1.25**	**55 560**	**66 724**	**1.19**	**..**	**..**	**..**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	362	482	2.99	366	483	2.99	..	..	..
OCDE[3]	**70 320**	**73 745**	**0.31**	**70 025**	**74 544**	**0.42**	**..**	**..**	**..**
BRICS	**46 375**	**56 285**	**1.19**	**46 209**	**55 801**	**1.15**	**..**	**..**	**..**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.40.2. Projections de l'éthanol : Part en volume et échanges

Année civile

	PART DANS L'UTILISATION DE L'ESSENCE (%)		IMPORTATIONS (mln L)		Croissance (%)[4]	EXPORTATIONS (mln L)		Croissance (%)[4]
	Moyenne 2017-19est	2029	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29
MONDE	**..**	**..**	**11 148**	**9 687**	**-1.01**	**10 716**	**9 687**	**-1.01**
AMÉRIQUE DU NORD	..	..	2 596	2 337	-1.74	5 940	4 934	-2.12
Canada	6.1	6.7	1 420	1 186	-1.21	89	90	0.00
États-Unis	9.7	11.2	1 177	1 151	-2.27	5 851	4 844	-2.16
AMÉRIQUE LATINE	..	..	3 069	2 631	-0.12	2 370	2 960	0.31
Argentine	11.1	12.5	16	8	4.94	12	20	5.13
Brésil	46.2	49.9	1 686	1 428	-0.22	1 665	1 959	0.19
Chili	..	..	24	14	0.00	1	0	..
Colombie	..	..	262	324	-0.67	3	6	0.08
Mexique	0.4	0.5	155	162	1.30	3	2	-0.01
Paraguay	..	..	1	0	..	67	260	1.99
Pérou	..	..	192	206	0.00	143	191	0.00
EUROPE	..	..	1 614	1 643	-1.13	1 231	876	0.13
Union européenne[1]	5.3	7.3	787	772	-2.53	663	507	0.12
Royaume-Uni	4.5	6.0	657	703	0.40	399	210	-0.02
Russie	0.0	0.0	2	2	-1.62	114	111	0.57
Ukraine	..	..	0	0	..	8	10	0.00
AFRIQUE	..	..	213	118	0.00	231	219	0.00
Égypte	..	..	1	1	0.00	2	1	0.00
Éthiopie	..	..	0	0	..	0	0	..
Nigéria	..	..	123	72	0.00	0	0	..
Afrique du Sud	..	..	11	4	0.00	212	200	0.00
ASIE	..	..	3 640	2 933	-1.14	922	667	0.43
Chine[2]	2.2	2.3	388	113	0.83	95	83	0.37
Inde	..	..	538	411	-3.44	107	84	3.06
Indonésie	..	..	34	1	0.00	92	55	0.00
Iran	..	..	0	0	..	0	0	..
Japon	1.8	1.8	1 498	1 273	-1.52	1	2	0.00
Kazakhstan	..	..	0	0	..	0	0	..
Corée	0.0	0.0	419	445	0.10	0	0	..
Malaisie	..	..	0	0	..	0	0	..
Pakistan	..	..	0	0	..	581	412	0.42
Philippines	..	..	440	447	0.00	0	1	0.00
Arabie saoudite	..	..	73	44	0.00	0	0	..
Thaïlande	..	..	24	20	1.90	18	17	-1.48
Turquie	..	..	100	98	0.00	1	0	0.00
Viet Nam	..	..	18	6	8.42	23	10	-7.84
OCÉANIE	..	..	15	26	-1.87	23	31	0.20
Australie	1.2	1.2	14	25	-1.93	19	30	0.21
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	1	1	0.00	4	1	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**..**	**..**	**5 766**	**5 299**	**-1.50**	**7 410**	**6 045**	**-1.75**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**..**	**..**	**5 381**	**4 388**	**-0.39**	**3 306**	**3 642**	**0.33**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	..	..	5	1	0.00	1	1	0.00
OCDE[3]	**..**	**..**	**6 687**	**6 321**	**-1.27**	**7 034**	**5 694**	**-1.86**
BRICS	**..**	**..**	**2 625**	**1 958**	**-0.91**	**2 193**	**2 437**	**0.29**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.41.1. Projections du biodiesel : Production et utilisation

Année civile

	PRODUCTION (mln L)		Croissance (%)[4]	CONSOMMATION (mln L)		Croissance (%)[4]
	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29
MONDE	**43 138**	**45 631**	**-0.51**	**43 630**	**46 696**	**-0.50**
AMÉRIQUE DU NORD	8 722	8 701	-2.57	10 033	9 764	-2.14
Canada	315	372	0.09	391	436	-0.19
États-Unis	8 407	8 328	-2.67	9 642	9 328	-2.22
AMÉRIQUE LATINE	8 686	10 586	1.84	7 390	8 766	1.39
Argentine	2 840	3 465	2.56	1 295	1 389	1.13
Brésil	5 164	6 254	1.51	5 134	6 235	1.50
Chili	0	0	..	0	0	..
Colombie	614	733	0.80	614	733	0.80
Mexique	0	0	..	0	0	..
Paraguay	12	23	6.02	12	23	6.02
Pérou	56	111	6.10	335	385	1.43
EUROPE	15 522	13 908	-1.22	17 359	15 648	-1.48
Union européenne[1]	14 732	12 952	-1.36	16 063	14 317	-1.48
Royaume-Uni	481	621	1.00	986	995	-2.12
Russie	0	0	..	0	0	..
Ukraine	0	0	..	0	0	..
AFRIQUE	0	0	..	0	0	..
Égypte	0	0	..	0	0	..
Éthiopie	0	0	..	0	0	..
Nigéria	0	0	..	0	0	..
Afrique du Sud	0	0	..	0	0	..
ASIE	10 168	12 377	0.14	8 807	12 458	1.10
Chine[2]	959	1 106	2.25	1 172	1 359	1.00
Inde	179	204	0.26	177	226	2.06
Indonésie	5 287	7 009	-0.02	4 241	6 971	1.27
Iran	0	0	..	0	0	..
Japon	17	19	0.35	12	15	1.82
Kazakhstan	0	0	..	0	0	..
Corée	700	651	-0.44	676	629	-0.42
Malaisie	1 242	1 217	-1.14	750	1 102	1.77
Pakistan	0	0	..	0	0	..
Philippines	211	298	3.08	211	298	3.08
Arabie saoudite	0	0	..	0	0	..
Thaïlande	1 573	1 871	0.29	1 568	1 859	0.32
Turquie	0	0	..	0	0	..
Viet Nam	0	0	..	0	0	..
OCÉANIE	40	59	3.64	41	60	3.55
Australie	40	59	3.64	41	60	3.55
Nouvelle-Zélande	0	0	..	0	0	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**24 301**	**22 687**	**-1.74**	**27 445**	**25 487**	**-1.72**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**18 837**	**22 944**	**0.89**	**16 185**	**21 209**	**1.22**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	0	0	..	0	0	..
OCDE[3]	**25 615**	**24 071**	**-1.64**	**28 735**	**26 849**	**-1.63**
BRICS	**6 302**	**7 564**	**1.58**	**6 483**	**7 820**	**1.43**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.41.2. Projections du biodiesel : Part en volume et échanges

Année civile

	PART DANS L'UTILISATION DU DIESEL (%)		IMPORTATIONS (mln L)		Croissance (%)[4]	EXPORTATIONS (mln L)		Croissance (%)[4]
	Moyenne 2017-19est	2029	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2020-29
MONDE	**..**	**..**	**6 838**	**5 412**	**-2.95**	**6 132**	**4 405**	**-3.51**
AMÉRIQUE DU NORD	..	..	1 971	1 833	0.97	762	769	-0.55
Canada	1.3	1.5	420	301	-2.29	342	237	-2.44
États-Unis	4.1	4.3	1 551	1 532	1.75	420	532	0.43
AMÉRIQUE LATINE	..	..	279	274	0.00	1 567	2 094	3.59
Argentine	14.7	15.0	0	0	..	1 556	2 076	3.59
Brésil	11.0	11.7	0	0	..	11	18	4.03
Chili	..	..	0	0	..	0	0	..
Colombie	..	..	0	0	..	0	0	..
Mexique	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
Paraguay	..	..	0	0	..	0	0	..
Pérou	..	..	279	274	0.00	0	0	..
EUROPE	..	..	3 979	2 439	-5.85	1 834	759	-9.78
Union européenne[1]	7.6	9.2	3 436	1 990	-6.06	1 774	684	-10.45
Royaume-Uni	3.3	3.8	542	448	-4.85	60	74	1.50
Russie	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
Ukraine	..	..	0	0	..	0	0	..
AFRIQUE	..	..	0	0	..	0	0	..
Égypte	..	..	0	0	..	0	0	..
Éthiopie	..	..	0	0	..	0	0	..
Nigéria	..	..	0	0	..	0	0	..
Afrique du Sud	..	..	0	0	..	0	0	..
ASIE	..	..	608	865	-0.81	1 970	783	-9.37
Chine[2]	1.0	1.3	590	833	-1.07	377	580	0.00
Inde	..	..	15	29	12.49	17	8	-11.15
Indonésie	..	..	0	0	..	1 046	39	-28.57
Iran	..	..	0	0	..	0	0	..
Japon	0.0	0.1	1	1	-0.04	6	5	-3.19
Kazakhstan	..	..	0	0	..	0	0	..
Corée	0.0	0.0	0	0	..	24	22	-0.83
Malaisie	..	..	0	0	..	492	115	-12.76
Pakistan	..	..	0	0	..	0	0	..
Philippines	..	..	0	0	..	0	0	..
Arabie saoudite	..	..	0	0	..	0	0	..
Thaïlande	..	..	2	2	2.23	7	15	-2.79
Turquie	..	..	0	0	..	0	0	..
Viet Nam	..	..	0	0	..	0	0	..
OCÉANIE	..	..	1	1	-0.23	0	0	..
Australie	0.4	0.6	1	1	-0.24	0	0	..
Nouvelle-Zélande	0.0	0.0	0	0	..	0	0	..
PAYS DÉVELOPPÉS	**..**	**..**	**5 952**	**4 274**	**-3.48**	**2 602**	**1 533**	**-6.22**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**..**	**..**	**886**	**1 138**	**-0.62**	**3 530**	**2 872**	**-1.71**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	..	..	0	0	..	0	0	..
OCDE[3]	**..**	**..**	**5 952**	**4 274**	**-3.48**	**2 626**	**1 555**	**-6.16**
BRICS	**..**	**..**	**605**	**862**	**-0.82**	**405**	**606**	**-0.16**

.. Non disponible

Note : Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.42. Hypothèses concernant le marché des biocarburants

		2019est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Biodiesel												
Taxe à l'exportation	%	15.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
BRÉSIL												
Éthanol												
Droits de douane	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux d'incorporation obligatoire[3]	%	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0	27.0
Biodiesel												
Différentiel de fiscalité[4]	BRL/hl	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CANADA												
Éthanol												
Taux d'incorporation obligatoire[3]	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Biodiesel												
Taux d'incorporation obligatoire[3]	%	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
COLOMBIE												
Éthanol												
Droits de douane	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Taux d'incorporation cible[2,5]	%	9.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible[2]	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
UNION EUROPÉENNE												
Biocarburants												
Part en énergie dans la consommation de carburant[6]	%	7.4	7.7	7.9	8.0	8.2	8.3	8.5	8.7	9.0	9.2	9.4
Éthanol												
Différentiel de fiscalité[4]	EUR/hl	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8
Droits de douane	EUR/hl	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2	19.2
Biodiesel												
Différentiel de fiscalité[4]	EUR/hl	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9	11.9
Droits de douane	%	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5
INDE												
Éthanol												
Droits de douane	%	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
Part des mandats de biocarburants dans la consommation totale de carburant	%	5.0	5.7	6.4	7.3	8.3	9.4	10.7	12.1	13.7	15.5	17.6
Biodiesel												
Droits de douane	%	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
Part des mandats de biocarburants dans la consommation totale de carburant	%	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0
INDONÉSIE												
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible[2]	%	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
MALAISIE												
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible[2]	%	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
THAÏLANDE												
Éthanol												
Taux d'incorporation cible[2]	%	13.5	8.2	8.2	8.2	8.3	8.3	8.3	8.3	8.4	8.4	8.4
Biodiesel												
Taux d'incorporation cible[2]	%	6.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0
ÉTATS-UNIS												
Norme de carburants renouvelables[7]												
Total	mln L	75 405	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049	76 049
mandat avancé	mln L	18 624	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268	19 268
éthanol cellulosique	mln L	1 582	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233	2 233
Éthanol												
Charges supplémentaires à l'importation	USD/hl	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Droits de douane (non dénaturé)	%	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40	2.40
Droits de douane (dénaturé)	%	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90	1.90
Crédits de taxes aux producteurs	USD/hl	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Biodiesel												
Droits de douane	%	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60	4.60
Crédits de taxes aux producteurs	USD/hl	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

.. Non disponible

Note : 2019est : Les données pour 2019 sont estimées.Pour certains pays, les parts pour l'éthanol et le biodiesel ne sont pas spécifiées individuellement.Les données prennent en compte à la fois le mandat de l'UE dans le contexte de la Directive sur l'Énergie Renouvelable et les Plans d'Action Nationaux pour l'Énergie Renouvelable (NREAP) dans les états membres de l'UE.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Exprimé en part en volume.
3. Part dans chacun des carburants, en volume.
4. Différence de taxation entre les carburants fossiles et les agrocarburants.
5. S'applique aux villes de plus de 500 000 habitants.
6. D'après l'actuelle Directive sur les énergies renouvelables 2009/28/EC, l'énergie contenue dans les biocarburants autres que ceux de première génération est prise en compte deux fois pour atteindre l'objectif. On considère que des sources autres que les biocarburants vont aider à remplir l'objectif de 10% pour l'énergie dans les transports.
7. Les quantités pour le mandat total, le mandat avancé et le mandat cellulosique ne sont pas aux niveaux définis dans l'EISA. Des compléments d'informations peuvent être trouvés dans la section des hypothèses de politique du chapitre sur les biocarburants.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de* l'*OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.43.1. Projections du coton : Production et échanges

Année commerciale

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		IMPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]		EXPORTATIONS (kt)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**26 242**	**29 829**	**-0.63**	**1.47**	**9 097**	**11 186**	**-0.18**	**2.12**	**9 238**	**11 326**	**-0.05**	**2.09**
AMÉRIQUE DU NORD	4 310	4 602	2.24	1.41	1	0	-22.58	..	3 384	3 987	2.64	1.53
Canada	0	0	..	..	0	0	-16.76	..	0	0	..	..
États-Unis	4 310	4 602	2.24	1.41	1	0	-43.00	..	3 384	3 987	2.64	1.53
AMÉRIQUE LATINE	3 156	3 835	3.81	2.30	310	297	-6.14	0.29	1 446	2 681	7.92	3.96
Argentine	250	287	0.44	1.27	1	1	-19.67	0.00	91	110	3.80	0.40
Brésil	2 482	3 096	4.36	2.67	8	3	-18.89	0.02	1 281	2 478	8.84	4.24
Chili	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Colombie	13	17	-12.45	0.00	26	23	-5.28	0.00	0	0	-55.45	..
Mexique	373	396	7.30	0.62	149	148	-7.11	0.46	70	88	2.84	2.07
Paraguay	4	5	-16.86	1.47	2	1	67.88	-1.25	3	4	-13.32	1.27
Pérou	22	22	-7.96	0.16	43	37	-5.52	-0.15	1	1	-8.80	0.05
EUROPE	282	295	-0.67	0.51	335	351	-4.13	0.10	433	450	-0.13	0.31
Union européenne[1]	281	294	-0.68	0.51	278	292	-2.86	0.06	432	449	-0.14	0.31
Royaume-Uni	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Russie	0	0	..	..	40	40	-10.60	0.00	0	0	47.96	..
Ukraine	0	0	..	..	2	2	-6.72	1.49	0	0	..	..
AFRIQUE	1 828	2 513	4.45	2.59	174	205	1.82	0.01	1 588	2 289	5.85	2.63
Égypte	100	83	-5.98	0.51	129	169	11.47	0.15	74	81	0.61	-0.15
Éthiopie	58	77	11.60	1.89	0	0	-74.44	..	7	0	19.06	-29.49
Nigéria	51	51	-1.08	0.00	1	1	-13.33	0.00	25	25	-6.51	0.00
Afrique du Sud	42	49	17.69	1.02	15	10	-3.29	-0.29	21	36	12.62	0.29
ASIE	16 053	17 887	-2.06	1.03	8 276	10 332	0.37	2.30	1 719	1 230	-8.16	-1.84
Chine[2]	5 961	6 198	-2.96	0.60	1 685	1 905	-11.69	1.18	35	39	11.89	0.16
Inde	5 900	6 834	-0.84	1.30	352	387	15.59	0.32	944	815	-7.70	-0.32
Indonésie	3	5	-8.21	1.77	719	956	3.80	2.95	1	0	-61.22	..
Iran	52	57	-2.28	1.33	69	71	1.42	0.70	0	0	..	..
Japon	0	0	..	..	53	48	-4.56	-0.70	0	0	..	..
Kazakhstan	76	78	0.27	0.00	0	0	..	..	56	65	-1.59	0.00
Corée	0	0	..	..	176	174	-5.12	0.96	1	0	56.71	..
Malaisie	0	0	..	..	166	200	4.41	1.47	58	62	-3.37	-1.45
Pakistan	1 713	2 107	-3.14	1.49	698	638	14.77	-0.63	41	32	-19.49	0.28
Philippines	0	0	..	..	14	21	5.03	4.04	0	0	..	..
Arabie saoudite	0	0	..	..	0	0	..	..	0	0	..	..
Thaïlande	1	2	0.25	2.52	242	240	-4.44	-0.05	0	0	..	..
Turquie	908	1 108	1.72	1.51	759	972	1.01	2.70	85	52	9.71	-2.63
Viet Nam	0	0	-31.70	..	1 525	2 192	20.06	3.54	0	0	..	..
OCÉANIE	613	697	-9.46	6.80	1	1	-1.26	0.00	668	690	-5.67	8.25
Australie	612	696	-9.47	6.81	0	0	..	..	667	689	-5.68	8.26
Nouvelle-Zélande	1	1	0.00	0.00	1	1	0.00	0.00	1	1	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**6 534**	**6 957**	**-0.23**	**1.60**	**408**	**413**	**-4.21**	**0.01**	**5 038**	**5 376**	**-0.58**	**1.57**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**19 708**	**22 872**	**-0.76**	**1.43**	**8 689**	**10 773**	**0.07**	**2.21**	**4 200**	**5 951**	**0.76**	**2.57**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	1 393	2 020	4.39	3.06	1 669	2 379	9.01	3.84	1 120	1 699	7.53	3.35
OCDE[3]	**6 509**	**7 125**	**0.82**	**1.75**	**1 446**	**1 660**	**-2.12**	**1.64**	**4 650**	**5 277**	**1.01**	**2.05**
BRICS	**14 385**	**16 177**	**-1.02**	**1.27**	**2 101**	**2 345**	**-9.49**	**1.00**	**2 281**	**3 367**	**-0.65**	**2.83**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.43.2. Projections du coton : Consommation

Année commerciale

	CONSOMMATION (kt)[4]		Croissance (%)[5]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**26 168**	**30 130**	**1.37**	**1.35**
AMÉRIQUE DU NORD	**669**	**589**	**-2.39**	**-1.03**
Canada	0	0	-18.30	..
États-Unis	668	589	-2.36	-1.03
AMÉRIQUE LATINE	**1 507**	**1 433**	**-2.21**	**-0.70**
Argentine	161	170	0.09	0.05
Brésil	715	612	-3.68	-1.82
Chili	0	0	..	..
Colombie	40	40	-8.52	0.00
Mexique	438	454	1.38	0.30
Paraguay	3	2	-12.76	-0.04
Pérou	59	58	-7.43	-0.04
EUROPE	**189**	**197**	**-6.97**	**0.71**
Union européenne[1]	132	138	-5.25	0.91
Royaume-Uni	0	0	..	..
Russie	41	40	-11.93	-0.09
Ukraine	2	2	-8.90	1.49
AFRIQUE	**372**	**430**	**0.79**	**1.09**
Égypte	157	172	2.52	0.46
Éthiopie	49	77	4.50	3.03
Nigéria	28	28	5.06	0.00
Afrique du Sud	19	23	-0.66	1.61
ASIE	**23 423**	**27 475**	**1.88**	**1.53**
Chine[2]	8 317	8 550	-0.52	0.42
Inde	5 453	6 406	2.64	1.47
Indonésie	729	961	3.60	2.94
Iran	116	128	-1.02	0.97
Japon	53	48	-4.34	-0.43
Kazakhstan	13	13	0.15	0.00
Corée	178	175	-4.60	0.97
Malaisie	108	138	20.75	3.13
Pakistan	2 389	2 713	0.98	0.97
Philippines	13	21	3.94	4.04
Arabie saoudite	0	0	..	..
Thaïlande	242	242	-4.71	-0.04
Turquie	1 544	2 029	2.23	2.21
Viet Nam	1 514	2 193	19.77	3.54
OCÉANIE	**7**	**7**	**-4.00**	**-0.03**
Australie	6	6	-4.55	-0.03
Nouvelle-Zélande	1	1	0.00	0.00
PAYS DÉVELOPPÉS	**1 708**	**1 968**	**0.33**	**1.10**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**24 460**	**28 162**	**1.44**	**1.36**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	**1 913**	**2 700**	**7.17**	**3.55**
OCDE[3]	**3 063**	**3 482**	**-0.27**	**1.15**
BRICS	**14 545**	**15 630**	**0.30**	**0.73**

.. Non disponible

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. La consommation du coton correspond à celle de la filature et non à la demande finale du consommateur.
5. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.44. Hypothèses concernant les marchés du coton

Année commerciale

		Moyenne 2017-19est	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ARGENTINE												
Taxe à l'exportation équivalente aux barrières à l'exportation	%	6.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5
BRÉSIL												
Prix minimum au producteur, coton-fibre	BRL/t	5 097.1	5 748.4	5 864.5	5 864.5	5 864.5	5 946.2	6 104.0	6 265.2	6 466.7	6 679.6	6 900.0
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
UNION EUROPÉENNE												
Surface pour paiement couplé	kha	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7	301.7
Paiement couplé par ha[1]	EUR/ha	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0	830.0
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
JAPON												
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
CORÉE												
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
MEXIQUE												
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
RUSSIE												
Droits de douane équivalents aux barrières à l'importation	%	1.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
ÉTATS-UNIS												
Niveau de paiement pour l'assistance à l'ajustement économique	USD/t	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Contingent tarifaire	kt	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2	73.2
Droits de douane intra quota	USD/t	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0	44.0
Droits de douane hors quota	USD/t	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0	314.0
CHINE												
Contingent tarifaire	kt	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0	894.0
Droits de douane intra quota	%	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Droits de douane hors quota	%	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0	40.0

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées.

1. Si la surface est supérieure au plafond, le montant est réduit proportionnellement.

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de* l'*OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.45. Projections des racines et tubercules : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**232 375**	**273 950**	**2.52**	**1.46**	**16.3**	**17.7**	**0.90**	**0.79**
AMÉRIQUE DU NORD	5 498	5 687	1.18	0.20	12.5	12.2	0.39	-0.30
Canada	956	993	1.01	0.31	16.3	15.9	0.67	-0.48
États-Unis	4 541	4 694	1.22	0.17	12.0	11.8	0.34	-0.29
AMÉRIQUE LATINE	14 015	15 545	-0.51	1.00	12.1	12.6	-0.66	0.44
Argentine	611	680	1.04	0.92	9.3	9.4	-0.58	0.05
Brésil	6 249	6 056	-3.83	-0.02	12.4	11.4	-3.95	-0.50
Chili	273	326	1.15	1.27	14.2	15.6	1.61	0.75
Colombie	1 348	1 778	3.29	2.22	22.0	25.9	2.32	1.35
Mexique	401	470	0.61	1.17	3.4	3.4	-0.22	0.07
Paraguay	989	1 136	4.65	1.09	41.0	36.8	-0.05	-1.02
Pérou	1 647	2 036	3.23	1.89	32.5	36.8	2.04	1.04
EUROPE	26 469	24 636	1.20	-0.42	17.0	16.6	-0.25	-0.21
Union européenne[1]	11 444	9 314	0.08	-1.50	13.8	12.6	-1.34	-0.68
Royaume-Uni	1 238	1 262	0.19	0.18	17.0	16.6	-0.63	-0.15
Russie	7 004	6 598	3.88	-0.36	24.3	25.2	1.54	0.21
Ukraine	5 162	5 668	2.61	0.90	27.8	29.4	1.45	0.61
AFRIQUE	89 920	115 916	3.68	2.27	39.6	41.8	1.30	0.57
Égypte	1 136	1 429	2.73	2.30	8.1	9.3	0.73	1.31
Éthiopie	2 414	3 110	5.27	2.14	18.8	19.1	1.87	0.02
Nigéria	31 598	41 606	3.44	2.39	68.8	74.3	0.95	0.64
Afrique du Sud	489	602	1.25	1.93	5.9	6.3	-1.30	0.68
ASIE	95 380	110 873	2.48	1.24	10.4	10.8	0.32	0.33
Chine[2]	42 773	45 677	1.57	0.39	15.3	15.4	-0.06	0.04
Inde	13 375	16 890	3.18	1.98	7.1	8.0	1.16	1.03
Indonésie	9 334	11 190	2.09	1.25	18.7	19.4	1.22	0.30
Iran	966	1 095	0.72	1.01	10.1	10.7	0.16	0.31
Japon	746	727	-0.95	-0.08	6.3	6.3	-0.47	0.03
Kazakhstan	775	907	4.24	1.41	22.3	25.0	0.41	1.04
Corée	261	242	3.69	-0.80	5.1	5.3	4.33	0.05
Malaisie	38	46	7.90	1.71	3.5	4.0	2.28	1.00
Pakistan	1 026	1 327	3.82	2.43	3.9	4.6	1.51	1.65
Philippines	1 040	1 249	2.92	1.65	9.5	9.8	1.19	0.17
Arabie saoudite	79	97	-1.13	1.59	4.7	5.3	9.34	1.00
Thaïlande	10 639	13 714	5.36	2.45	5.3	5.2	-0.15	-0.37
Turquie	758	829	-2.58	0.86	6.9	6.1	-5.32	-0.98
Viet Nam	4 088	4 969	3.48	1.92	3.9	3.9	0.01	0.27
OCÉANIE	1 093	1 292	1.30	1.52	22.5	23.1	-0.45	0.17
Australie	251	274	-0.37	0.83	10.3	9.3	-1.48	-0.88
Nouvelle-Zélande	135	149	2.90	1.38	11.9	12.5	-0.34	0.53
PAYS DÉVELOPPÉS	**35 984**	**34 965**	**1.26**	**-0.10**	**14.0**	**13.7**	**-0.17**	**-0.20**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**196 392**	**238 985**	**2.76**	**1.71**	**16.8**	**18.5**	**1.10**	**0.92**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	44 644	57 393	4.05	2.32	32.2	34.4	2.03	0.78
OCDE[3]	**22 629**	**21 349**	**0.43**	**-0.38**	**11.4**	**11.0**	**-0.60**	**-0.29**
BRICS	**69 889**	**75 824**	**1.45**	**0.63**	**11.9**	**12.1**	**-0.09**	**0.16**

Note : Année civile. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. La production et la consommation sont exprimées en poids sec.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.46. Projections des légumineuses : Production et consommation humaine

Année civile

	PRODUCTION (kt)		Croissance (%)[4]		CONSOMMATION HUMAINE (kg/cap)		Croissance (%)[4]	
	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29	Moyenne 2017-19est	2029	2010-19	2020-29
MONDE	**86 430**	**102 645**	**2.86**	**1.54**	**7.7**	**8.3**	**1.92**	**0.54**
AMÉRIQUE DU NORD	10 282	12 012	4.40	1.37	5.8	6.3	3.75	0.46
Canada	7 548	8 838	4.78	1.38	14.9	15.6	4.51	0.20
États-Unis	2 735	3 174	3.72	1.33	4.8	5.2	3.47	0.50
AMÉRIQUE LATINE	8 028	8 818	2.61	1.18	11.2	11.1	0.63	-0.26
Argentine	668	914	5.92	2.97	0.9	1.1	12.85	1.63
Brésil	3 123	3 511	-0.09	1.30	16.2	16.9	-0.18	0.43
Chili	74	84	-0.68	1.09	4.9	5.4	4.13	0.72
Colombie	214	277	1.67	2.02	6.7	6.3	-0.14	-0.77
Mexique	1 922	1 653	6.66	-0.71	10.2	6.8	1.93	-4.55
Paraguay	89	104	4.44	1.29	11.1	10.9	3.89	-0.29
Pérou	303	360	2.18	2.22	9.4	10.4	2.25	0.96
EUROPE	7 702	10 288	3.48	2.56	3.1	3.5	5.68	0.82
Union européenne[1]	3 597	5 344	6.12	3.46	3.5	4.0	8.80	0.90
Royaume-Uni	526	589	-0.91	1.10	3.8	3.9	4.32	0.10
Russie	2 583	3 181	3.97	1.87	1.9	2.1	0.43	1.09
Ukraine	364	401	-4.74	0.50	1.5	1.3	-0.87	-0.71
AFRIQUE	19 102	21 292	2.76	0.98	11.4	11.4	0.69	0.05
Égypte	270	294	-0.86	0.76	5.4	5.1	-1.15	-0.71
Éthiopie	2 032	2 138	-0.30	0.35	14.9	12.6	-2.36	-1.55
Nigéria	3 495	4 268	3.58	1.87	12.4	13.0	2.60	0.44
Afrique du Sud	92	94	3.81	0.00	2.0	1.8	-4.80	-1.02
ASIE	38 691	47 285	2.58	1.75	7.2	7.8	2.08	0.62
Chine[2]	4 732	4 795	1.45	0.10	1.5	1.5	2.56	-0.28
Inde	21 234	26 999	2.94	2.15	15.4	16.4	1.94	0.43
Indonésie	193	555	-5.83	1.54	1.1	1.0	-2.16	-1.09
Iran	994	1 189	3.57	1.52	11.3	12.7	1.50	0.80
Japon	81	85	0.50	0.57	1.6	1.6	-1.08	0.45
Kazakhstan	67	85	-1.99	2.08	0.5	0.6	-5.42	0.99
Corée	22	31	6.64	2.00	1.4	1.4	0.18	0.01
Malaisie	0	0	..	..	3.4	3.8	1.25	0.99
Pakistan	1 242	1 422	6.48	1.44	7.0	6.9	2.04	-0.15
Philippines	75	94	2.22	2.62	1.3	1.2	-2.05	-0.89
Arabie saoudite	16	19	3.70	1.44	6.1	6.8	1.01	0.99
Thaïlande	240	334	1.73	3.66	3.8	4.1	4.85	0.46
Turquie	1 458	1 613	1.78	1.00	13.9	14.9	0.84	0.53
Viet Nam	327	365	0.89	0.98	3.1	3.1	0.14	0.02
OCÉANIE	2 624	2 949	1.59	0.98	2.0	2.2	2.53	0.53
Australie	2 579	2 899	1.63	0.98	1.5	1.6	4.71	0.00
Nouvelle-Zélande	31	33	-1.35	0.52	4.0	4.5	-1.85	0.81
PAYS DÉVELOPPÉS	**21 171**	**25 921**	**3.59**	**1.78**	**3.5**	**3.8**	**4.09**	**0.68**
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	**65 259**	**76 724**	**2.63**	**1.47**	**8.7**	**9.2**	**1.62**	**0.43**
PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA)	17 557	19 957	3.05	1.14	11.6	12.1	1.64	0.34
OCDE[3]	**20 865**	**24 707**	**3.95**	**1.55**	**5.2**	**5.4**	**3.57**	**-0.13**
BRICS	**31 764**	**38 581**	**2.42**	**1.77**	**8.4**	**9.1**	**1.90**	**0.65**

.. Non disponible

Note : Année civile. Moyenne 2017-19est : Les données pour 2019 sont estimées. La production et la consommation sont exprimées en poids sec.

1. Comprend l'ensemble des pays de l'Union européenne (exclut le Royaume-Uni).
2. Continentale uniquement. Les économies de Taipei Chinois, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine) sont comprises dans l'agrégat de l'Asie.
3. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des membres de l'Union européenne.
4. Taux de croissance des moindres carrés (voir glossaire).

Source : OCDE/FAO (2020), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données). dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

Tableau C.47. Information sur les variations des prix alimentaires

	% de variation de l'IPC total (glissement annuel)		% de variation de l'IPC alimentaire (glissement annuel)[2]		Part des dépenses alimentaires		Contribution de l'alimentaire à la variation totale de l'IPC[3]	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
OCDE								
Australie[1]	1.3	..	3.7	..	12.8	12.8	0.5	..
Autriche	1.8	2.0	1.2	1.2	12.0	12.0	0.1	0.1
Belgique	2.0	1.4	1.4	1.1	17.4	17.4	0.2	0.2
Canada	1.4	2.4	2.5	3.8	11.5	11.5	0.3	0.4
Chili	2.2	3.5	1.3	5.1	18.9	18.9	0.2	1.0
République tchèque	2.5	3.6	-0.2	6.3	17.0	17.0	0.0	1.1
Danemark	1.3	0.7	1.1	0.0	11.5	11.5	0.1	0.0
Estonie	2.7	1.6	1.7	2.8	21.7	21.7	0.4	0.6
Finlande	1.1	1.0	2.1	1.8	13.4	13.4	0.3	0.2
France	1.2	1.5	2.9	1.9	14.7	14.7	0.4	0.3
Allemagne	1.4	1.7	0.7	2.4	10.4	10.4	0.1	0.3
Grèce	0.4	0.9	1.9	-0.1	17.1	17.1	0.3	0.0
Hongrie	2.7	4.7	3.8	6.9	19.6	19.6	0.8	1.3
Islande	3.4	1.7	4.8	1.3	14.9	14.9	0.7	0.2
Irlande	0.7	1.3	-1.5	-1.1	11.7	11.7	-0.2	-0.1
Israël	1.2	0.3	4.7	-0.9	14.3	14.3	0.7	-0.1
Italie	0.9	0.5	0.7	0.6	16.3	16.3	0.1	0.1
Japon	0.2	0.7	-2.2	0.7	19.0	19.0	-0.4	0.1
Corée	0.8	1.5	2.6	1.8	14.4	14.4	0.4	0.3
Luxembourg	1.8	1.9	2.6	1.5	11.1	11.1	0.3	0.2
Mexique	4.4	3.2	5.3	3.4	18.9	18.9	1.0	0.6
Pays-Bas	2.2	1.8	3.0	1.8	11.3	11.3	0.3	0.2
Nouvelle-Zélande[1]	1.5	..	0.7	..	17.4	17.4	0.1	..
Norvège	3.1	1.8	1.2	2.1	13.3	13.3	0.2	0.3
Pologne	0.7	..	0.8	..	24.1	24.1	0.2	..
Portugal	0.5	0.8	0.2	0.8	18.1	18.1	0.0	0.1
République slovaque	2.2	3.0	1.6	4.4	18.4	18.4	0.3	0.8
Slovénie	1.1	2.1	0.8	3.4	17.0	17.0	0.1	0.6
Espagne	1.0	1.1	0.9	2.0	18.2	18.2	0.2	0.4
Suède	1.9	1.3	1.6	2.4	13.9	13.9	0.2	0.3
Suisse	0.6	0.2	0.8	-1.0	10.8	10.8	0.1	-0.1
Turquie	20.4	12.2	31.0	9.0	26.8	26.8	8.3	2.4
Royaume-Uni	1.8	1.8	0.9	1.4	11.8	11.8	0.1	0.2
États-Unis	1.6	2.5	0.7	0.7	7.8	7.8	0.1	0.1
Total OCDE	2.1	2.3	2.0	1.6	..	..	..	..
Engagement renforcé								
Brésil	3.8	4.2	4.2	5.8	22.5	22.5	0.9	1.3
Chine	1.7	5.4	2.0	20.6	33.6	33.6	0.7	6.9
Inde	6.6	7.5	-2.2	23.6	35.4	35.4	-0.8	8.4
Indonésie	2.8	2.7	2.0	4.3	19.6	19.6	0.4	0.8
Russie	5.0	2.4	6.2	2.1	32.8	32.8	2.0	0.7
Afrique du Sud	3.9	4.4	2.9	1.2	18.3	18.3	0.5	0.2

Tableau C.47. Information sur les variations des prix alimentaires *(suite)*

	% de variation de l'IPC total (glissement annuel)		% de variation de l'IPC alimentaire (glissement annuel)[2]		Part des dépenses alimentaires		Contribution de l'alimentaire à la variation totale de l'IPC[3]	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Non OCDE								
Algérie	2.6	1.4	1.4	-1.0	43.8	43.8	0.6	-0.4
Bangladesh	5.4	5.6	5.3	5.1	28.6	28.6	1.5	1.5
Bolivie	1.4	1.2	1.5	1.6	27.6	27.6	0.4	0.4
Botswana	3.5	2.2	-0.2	3.2	23.7	23.7	0.0	0.8
Bulgarie	3.0	4.2	3.6	8.0	37.2	37.2	1.3	3.0
Colombie	3.2	3.6	2.1	5.1	34.7	34.7	0.7	1.8
Costa Rica	1.7	1.6	-0.7	-0.3	21.4	21.4	-0.1	-0.1
République dominicaine	0.7	2.1	-0.4	7.6	29.2	29.2	-0.1	2.2
Equateur	0.5	-0.3	0.4	-0.7	23.0	23.0	0.1	-0.2
Égypte	12.5	7.2	12.5	2.6	26.3	26.3	3.3	0.7
Salvador	0.3	2.1	0.8	3.7	26.0	26.0	0.2	0.9
Ethiopie	11.5	18.7	11.5	..	57.0	57.0	6.6	..
Ghana	9.0	7.8	8.0	7.8	37.0	37.0	3.0	2.9
Guatelama	4.1	1.8	9.8	1.3	28.6	28.6	2.8	0.4
Haïti	15.5	..	18.9	..	50.4	50.4	9.5	..
Honduras	4.0	3.5	1.1	1.2	31.8	31.8	0.4	0.4
Irak	1.1	1.0	2.0	-2.8	35.0	35.0	0.7	-1.0
Jordanie	3.6	-0.4	3.6	-1.9	35.2	35.2	1.3	-0.7
Kenya	4.7	5.8	1.6	9.6	36.0	36.0	0.6	3.5
Madagascar	6.2	3.9	6.3	3.0	60.0	60.0	3.8	1.8
Malawi	8.8	11.8	10.7	17.6	50.0	50.0	5.4	8.8
Malaisie	-0.7	1.6	1.0	0.9	56.3	56.3	0.6	0.5
Moldavie	2.2	4.6	-3.0	8.3	60.0	60.0	-1.8	5.0
Maroc	-0.5	1.3	-3.1	1.4	40.4	40.4	-1.3	0.6
Nouvelle-Calédonie	1.0	-0.1	-0.6	0.9	21.0	21.0	-0.1	0.2
Nicaragua	3.3	..	1.3	..	26.1	26.1	0.3	..
Niger	..	0.3	-4.0	-0.2	40.0	40.0	-1.6	-0.1
Nigéria	11.3	12.1	13.5	14.9	51.8	51.8	7.0	7.7
Pakistan	7.2	15.4	4.3	17.8	37.5	37.5	1.6	6.7
Panama	-0.3	0.4	0.9	-0.5	33.6	33.6	0.3	-0.2
Paraguay	2.4	2.8	-1.0	2.4	39.1	39.1	-0.4	0.9
Pérou	2.4	2.9	1.5	2.8	25.0	25.0	0.4	0.7
Philippines	4.4	2.9	5.6	2.2	39.0	39.0	2.2	0.9
Roumanie	3.3	4.8	3.8	3.6	37.4	37.4	1.4	1.3
Rwanda	1.0	7.3	-4.3	15.8	39.0	39.0	-1.7	6.2
Sénégal	0.6	2.0	0.7	2.0	53.4	53.4	0.4	1.1
Singapour	0.4	0.3	1.4	1.6	21.7	21.7	0.3	0.3
Sri Lanka	3.7	5.7	-2.1	12.4	41.0	41.0	-0.9	5.1
Taipei Chinois	0.2	1.8	0.8	2.6	23.7	23.7	0.2	0.6
Tanzanie	3.0	3.7	0.7	5.7	38.5	38.5	0.3	2.2
Thaïlande	0.3	1.0	1.3	1.9	33.0	33.0	0.4	0.6
Tunisie	7.1	5.9	7.1	4.4	28.7	28.7	2.0	1.3
Ouganda	2.7	3.4	-1.5	3.1	27.2	27.2	-0.4	0.8
Zambie	7.8	..	7.7	15.4	52.5	52.5	4.0	8.1

.. Non disponible

1. Pas de donnée disponible pour janvier 2020 en Australie et Nouvelle Zélande.
2. IPC alimentaire : définitions basées sur les sources nationales.
3. Contribution calculée en multipliant la variation de l'IPC alimentaire par la part des dépenses, exprimée en %.

Source : Secrétariat de l'OCDE et sources nationales.

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029

Fruit de la collaboration entre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029* s'appuient aussi sur le concours et les connaissances de pays membres et d'organisations internationales spécialisées dans les produits de base. Elles présentent des projections de l'offre et de la demande des principaux produits agricoles, des biocarburants et des produits halieutiques et aquacoles sur les marchés nationaux, régionaux et mondiaux.

Au moment où les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2020-2029* ont été établies, les effets précis de la pandémie de COVID-19 sur les marchés agricoles restaient en grande partie inconnus et n'ont donc pas été pris en compte dans les projections de référence. Néanmoins, cette édition s'attache à dessiner les contours des voies de transmission de ces effets sur les différentes filières agricoles et alimentaires.

Des informations supplémentaires sont fournies à l'adresse suivante : www.agri-outlook.org.

PRINT ISBN 978-92-64-63880-8
PDF ISBN 978-92-64-92512-0

9 789264 638808